



Direction Opérationnelle de Criminologie  
Operationele Directie Criminologie

Collection des rapports et notes de recherche / Collectie van onderzoeksrapporten & onderzoeksnota's n° 26

ONDERZOEK INZAKE DE CLASSIFICATIE VAN EN DE  
VRAAG NAAR REGIMES BINNEN DE STRAFINRICHTINGEN

~  
RECHERCHE RELATIVE A LA CLASSIFICATION ET A LA  
QUESTION DES REGIMES AU SEIN DES ETABLISSEMENTS  
PENITENTIAIRES

Promotors/*Promoteurs*

Charlotte VANNESTE  
Marie-Sophie DEVRESSE

Onderzoekers/*Chercheurs*

Marie-Sophie DEVRESSE  
Luc ROBERT

*Avec la collaboration de  
Annelies HELLEMAN*

*A l'issue de cette recherche, nous tenons à remercier toutes les personnes qui d'une manière ou d'une autre ont activement contribué à la réalisation de ce travail.*

*Sans la collaboration de nombreuses personnes au sein de la Direction Générale des Etablissements Pénitentiaires cette recherche n'aurait pas été possible. Nous remercions ainsi tout particulièrement les membres du service anciennement dénommé « Service des cas individuels » au sein duquel une observation a été menée, et les directeurs de prison avec qui un entretien a été effectué. Cette recherche a pu être réalisée avec le soutien de Monsieur Hans Meurisse (Directeur général) et la collaboration active de Madame Catherine Van Melderen (Conseiller général) et de Madame Marie-Françoise Berrendorf (Conseiller Général).*

*Nos remerciements s'adressent également aux membres du Comité d'accompagnement qui ont apporté leur contribution aux différentes phases de cette recherche.*

*Merci enfin aux personnes détenues qui ont répondu positivement à une proposition d'entretien et/ou ont accepté de participer à une enquête.*

## INTRODUCTION GENERALE

Il n'est plus une semaine sans que l'actualité ne mette à l'ordre du jour la question des prisons, que ce soit à l'occasion d'évasions, de grèves du personnel, de la construction de nouveaux établissements ou encore, d'une dénonciation des conditions de détention par des ONG, des instances internationales, voire des surveillants eux-mêmes. Si la question pénitentiaire recouvre un nombre impressionnant de problématiques souvent mises à l'ordre du jour de ces débats, la classification des détenus ainsi que les régimes en milieu pénitentiaire semblent avoir jusqu'ici fait l'objet d'un très faible d'intérêt de la part du monde politique et académique ou de l'administration. Ce n'est pourtant pas rendre justice à l'importance de ces problématiques car, nous allons le voir, celles-ci apparaissent fondamentales dans l'organisation de la vie carcérale et l'exécution des peines de prison. La classification - qui fera l'objet ci-après d'une définition élaborée - renvoie en effet à l'orientation des détenus vers leur établissement pénitentiaire d'attache, la question des « régimes » concerne quant à elle les modalités d'organisation de la vie carcérale dans les divers établissements.

Très récemment, la classification semble cependant avoir fait une entrée discrète dans le débat public. Dans la situation de crise que connaît aujourd'hui le milieu pénitentiaire, il n'y a en effet rien d'étonnant à ce que cette question émerge soudain et soit amenée à s'imposer dans le calendrier politique. Ainsi, le 7 juin 2011, à l'occasion d'une question parlementaire<sup>1</sup> portant sur la mise en application du plan de détention individuel, tel que prévu dans la Loi de principes, le Ministre de la Justice Stefaan De Clerck affirmait que l'analyse de l'expérience du projet pilote « plan de détention » *avait mis en avant la nécessité de disposer d'un outil de classification*. Plus récemment encore, le 5 juillet 2011, le Ministre était interpellé par une députée sur « la nouvelle classification des centres ouverts ».<sup>2</sup>

La résurgence de cette question n'est pas le fruit du hasard. Elle est à mettre en relation directe avec l'importance grandissante accordée au problème de surpopulation carcérale,<sup>3</sup> problème qui tend à s'imposer en Belgique de manière impérieuse et qui a pour effet de paralyser toute velléité de réforme en milieu carcéral. Le Ministre de Clerck a d'ailleurs récemment mis en place une *task force* interne en vue de proposer des solutions politiques visant à réduire la surpopulation. En outre, le projet contenu dans le *Masterplan* élaboré par le Ministre en réponse à ce problème et qui prévoit l'extension de la capacité pénitentiaire conduit directement à poser des questions liées au thème de la classification et des régimes: quel type d'établissements construire ? Quelle population de condamnés y envoyer ? Quel type d'organisation locale envisager ? Nous aurons l'occasion de le voir tout au long de ce rapport combien la surpopulation pénitentiaire, les questions qu'elle pose et les réponses qui y sont aujourd'hui apportées entretiennent un rapport étroit avec le domaine de la classification et des régimes.

Le présent rapport de recherche, qui fait suite à la demande formulée par la précédente Ministre de la Justice, Madame L. Onkelinx, apportera donc, à point nommé, une masse de connaissances nouvelles sur les pratiques de classification et des régimes en Belgique. La recherche menée par l'INCC a en effet pour ambition d'éclairer ces thématiques encore peu connues et peu étudiées dans notre pays et de fournir aux praticiens comme aux décideurs, des

---

<sup>1</sup> Question parlementaire n° 4956 de Mme Linda Musin (PS) au Ministre de la Justice.

<sup>2</sup> Question parlementaire n° 5602 de Mme Sophie De Wit (N-VA) au Ministre de la Justice.

<sup>3</sup> Ainsi, pour la première fois, le problème de la surpopulation pénitentiaire attire l'attention de la Cour des comptes qui a décidé d'effectuer un audit à ce sujet.

pistes de réflexion leur permettant d'envisager et de concevoir des pratiques et des politiques innovantes dans ce domaine. Notons que le travail mené par l'INCC à ce sujet s'inscrit dans la lignée d'un ensemble de recherches menées par le Département criminologie dans le champ de l'application des peines et mesures, et ce, plus précisément dans le domaine du régime pénitentiaire et du droit des détenus. Ce travail a en outre bénéficié d'une collaboration étroite avec l'administration pénitentiaire, comme ce fut le cas lors de recherches antérieures portant sur ces questions.

Le thème de la classification et des régimes n'est pas seulement important parce qu'il rejoint l'actualité. Au regard de la Loi de principes, dont la mise en application est toujours en chantier, la réalisation de cette recherche s'avère également particulièrement déterminante. Si l'on sait que l'accomplissement des principes qui y sont formulés sera grandement fonction des multiples contraintes (notamment budgétaires) qui pèsent sur les moyens à investir pour le succès de la réforme - contraintes elles-mêmes étroitement liées au problème de surpopulation - cette loi détermine à tout le moins les perspectives à poursuivre pour entrevoir une véritable réforme du système carcéral belge.

La Loi pénitentiaire aborde en effet de manière directe la classification et la question des régimes. Les grands principes y sont posés, mais la façon dont ils vont pouvoir se concrétiser (notamment par le biais du plan de détention individuel) est très largement renvoyée à des dispositions à prendre ultérieurement par arrêté royal. Ces arrêtés n'ayant pas encore été adoptés, la question de la classification reste donc largement ouverte et il est incontestable que la définition de critères adéquats souhaités par la Loi demande un travail préliminaire important. Il apparaît incontestable également qu'il s'agit là d'une question extrêmement complexe compte tenu de la diversité des modalités de classification envisageables et du contexte de surpopulation carcérale que nous venons d'évoquer et qui ne laisse finalement que des marges de manœuvre très étroites. Il n'y a donc rien d'excessif à dire qu'il s'agit là sans doute d'un des chantiers de la Loi de Principes où les solutions sont les moins évidentes et où la conciliation de principes et de contraintes structurelles s'avère particulièrement ardue. Il apparaît dès lors d'autant plus important d'accumuler des connaissances utiles à la recherche de solutions adéquates en la matière, ceci tant sur base d'un examen des connaissances théoriques et pratiques en la matière que d'une analyse approfondie des besoins propres à la situation belge.

Dans cette perspective, une approche des problématiques et des questions qui se posent au niveau local, au regard des spécificités de l'organisation de notre système pénitentiaire et des pratiques qui y ont cours s'avère essentielle. Car la tentation est grande en effet d'exporter directement des systèmes de classification en vigueur dans d'autres pays. Il existe par exemple, dans les pays anglo-saxons, de nombreux dispositifs d'évaluation et de classification des détenus en fonction de critères définis en termes de « risques » et de « gestion du risque »<sup>4</sup>. A cette classification correspondent alors des régimes de détention bien distincts. Les méthodes pour évaluer le risque se sont d'ailleurs transformées progressivement dans les dernières décennies. Partant du principe qu'il fallait « éliminer les prises de décision arbitraires, les partis pris et les préjugés, pour révéler une classification plus efficace et impartiale », des outils, se revendiquant plus « objectifs » et donnant lieu à des mesures « actuarielles »<sup>5</sup>, ont été élaborés sur la base de « profils de risques » provenant d'études sur de larges échantillons de population (Hannah-Moffat & Shaw, 2001 : 50). Ces méthodes de

---

<sup>4</sup> Voir notamment Correctional Service of Canada (1996); Motiuk L. (1997); Motiuk L. (1993).

<sup>5</sup> En référence aux modèles mathématiques de calculs statistiques et de probabilités tels qu'ils sont appliqués dans le domaine des assurances.

prédiction actuarielle du risque sont en vigueur dans de nombreux systèmes carcéraux du monde occidental<sup>6</sup>. Le développement de l'informatisation a par ailleurs influencé à la fois les capacités et l'étendue de l'application de ces nouveaux modèles de classification. Dans ces pays, les effets des technologies de l'information sur la classification et le management qui accompagne ces systèmes ont fait l'objet d'un certain nombre de recherches scientifiques (Wells *et al.*, 2004). Aux côtés de ces analyses de risques existent d'autres systèmes, tel le système canadien, qui se base sur une notion mixte de « risques » et de « besoins ». Lors de l'admission en prison la passation d'un outil d'évaluation<sup>7</sup> a pour objectif « d'identifier les domaines de la vie du délinquant qui requièrent une intervention pour en réduire le risque et pour concevoir un plan correctionnel qui vise ces domaines à risque élevé » (Hannah-Moffat & Shaw, 2001 : 55). Dans ce système, les outils d'évaluation tiennent également un rôle primordial pour associer les niveaux de traitement au niveau de risque du délinquant (Andrews *et al.*, 1990).

Si ces modèles présentent certainement des attraits, il serait erroné toutefois d'envisager leur importation dans le système belge sans évaluation préalable. Ceci pour deux types de raisons au moins. La première est d'ordre général et participe d'une nécessaire prudence lorsqu'il s'agit de transférer un système conçu dans un contexte national spécifique vers un pays qui diffère fortement au niveau de l'organisation et du fonctionnement de sa justice, de sa culture en général et de la culture du monde judiciaire et pénitentiaire en particulier. La seconde raison renvoie plus fondamentalement aux critiques dont ces modèles de classification ont fait l'objet dans la littérature scientifique. La recherche scientifique en criminologie, ou dans les autres sciences sociales d'ailleurs, rappelle en effet de façon récurrente et de manière générale combien il y a lieu de douter de nos capacités à pouvoir établir des prédictions précises et fiables quant à la dangerosité et la récidive (Voir, entre autres, Poupert *et al.*, 1982 ; Dozois *et al.*, 1984).

Des analyses critiques relèvent toutefois que nombreuses sont les administrations qui se réfèrent à des systèmes de classification qui n'ont pas encore fait leurs preuves quant à la validité des outils qu'ils requièrent ou quant à l'impact positif ou négatif qu'ils ont sur la vie carcérale et sur les décisions prises à l'égard des détenus (Alexander & Austin, 1992). D'autres analyses relèvent par ailleurs que, lorsqu'il est fait usage d'outils scientifiques validés et mis à disposition des professionnels, nombre de décisions relatives à la classification et au régime des détenus continuent de s'effectuer selon des critères intuitifs, dans le cadre de ce que Clements (1996 : 126) nomme des « procédures inconsistantes ». Dans cette occurrence, la littérature dénonce les coûts importants qu'entraîne l'adoption d'un modèle sophistiqué (et qui appelle une constante évaluation) et l'énergie déployée pour la mise en œuvre d'un système de classification inefficent.

Plus fondamentalement, parmi les analyses critiques étudiées, certaines révèlent que les variables qui servent à évaluer le risque sont définies en référence à des normes morales et sociales de la classe moyenne blanche et n'incluent nullement les normes sociales des groupes de culture différente (pourtant fortement représentés parmi la population carcérale) (Hannah-Moffat & Shaw, 2001 : 55). Alors que ces outils d'évaluation peuvent à première vue sembler non moralisateurs et constituer des réalités statistiques neutres, une lecture plus attentive révèle qu'ils sont le fruit de jugements formulés à partir de normes de vie d'une certaine classe de la population. L'objectivité, la cohérence et l'efficacité de ces outils de calcul du risque ne seraient qu'illusoire, selon certains critiques. Ils auraient de surcroît pour effet,

---

<sup>6</sup> Outre les Etats-Unis et le Canada, on peut citer le Royaume-Uni ou l'Australie.

<sup>7</sup> Constitué de quelques 250 questions.

selon ces analyses, de reproduire les désavantages socio-structurels autant que les stéréotypes, et d'alimenter ainsi les effets de discrimination.

Toutes ces raisons plaident pour agir avec prudence et sur la base d'une analyse détaillée du terrain belge afin d'en comprendre les spécificités, d'évaluer les besoins et les contraintes de notre système tels qu'ils sont ressentis et définis par les acteurs concernés ainsi que les impératifs auxquels ceux-ci sont soumis au quotidien. Une recherche scientifique qui étudie et analyse en détail le système belge apparaissait dès lors plus que souhaitable avant de se doter d'un outil adéquat et une approche la plus complète possible devait être envisagée.

La mise en œuvre de cette recherche a donc conduit à la réalisation de 6 phases de travail correspondant chacune à des options méthodologiques précises. Trois chercheurs se sont succédé pour mener à bien chacune de ces phases de recherche. La mise en œuvre de la recherche a débuté le premier septembre 2007 et s'est étendue jusqu'à juin 2011<sup>8</sup>. Chacune des phases de recherche décrite ci-dessous a donné lieu, dans ce rapport, à la rédaction de parties distinctes. Voici le détail de ces différentes phases.

(1) Première phase de recherche : clarification du concept de classification et de son lien avec la question des régimes pénitentiaires

Cette démarche a visé la constitution et l'exploitation d'une bibliographie complète et d'un bilan des connaissances portant sur les concepts de classification et de régimes pénitentiaires en Belgique comme dans d'autres pays occidentaux. Elle a impliqué la recension des modèles existant et la prise de connaissance des outils utilisés dans chacune des expériences étudiées. Cette étape a permis la mise à plat de l'ensemble des critères et des modélisations les plus significatives ainsi que leur analyse critique (pertinence, fiabilité, validité, utilité pratique...). Cette exploration bibliographique, comme c'est le cas dans toute recherche, si elle a constitué un préalable, s'est cependant poursuivie tout au long du travail. Les résultats de cette phase ont été résumés dans la *Partie 1* du rapport, « *la classification, conception et enjeux* », qui vise à clarifier les notions utilisées tout au long de la recherche et présenter, à titre introductif, un rapide aperçu de l'état des savoirs et des pratiques en la matière dans la littérature scientifique. Cette phase de recherche fut réalisée par Marie-Sophie Devresse et Luc Robert, ce dernier ayant assuré la rédaction de la première partie du rapport.

(2) Deuxième phase de recherche : identification du cadre réglementaire

Un premier aperçu bibliographique étant réalisé, la deuxième phase de recherche a consisté en l'identification du cadre normatif national et international à l'intérieur duquel évolue la Belgique dans le domaine pénitentiaire en général et plus spécifiquement dans le domaine de la classification et des régimes. Dans la mesure où la réglementation en matière pénitentiaire repose sur une diversité de normes de nature différentes dont certaines ne font pas l'objet de publication, cette démarche est devenue une phase de recherche à part entière. La *Partie 2* du rapport, consacrée à la *règlementation de la classification* fait donc le point sur l'ensemble des normes applicables en la matière et tente de clarifier les orientations à donner aux pratiques de classification. Marie-Sophie Devresse a assuré la réalisation de cette phase et la rédaction de la partie 2 du rapport.

(3) Troisième phase de recherche : découverte et analyse des pratiques des professionnels du terrain belge en matière de classification

---

<sup>8</sup> Avec une interruption de 6 mois liées à des contingences incontournables.

A la recherche bibliographique et réglementaire est venu s'adjoindre un ensemble de démarches de recueil et d'analyses de données directement issues du terrain belge, en particulier de l'administration pénitentiaire. Le but premier de ces démarches était de produire un bilan des connaissances portant sur les pratiques actuelles de classification en Belgique et des besoins dans ce domaine. Ce volet de recherche a supposé deux types de recueil qualitatif de données. Une première étape a consisté en l'observation *in situ* des pratiques ayant cours au Service des cas individuels. Une seconde étape a quant à elle reposé sur le recueil des expériences et des points de vue d'un type d'acteur particulièrement concerné par la problématique, à savoir les directeurs d'établissements pénitentiaires au nord comme au sud du pays. Ce recueil de données s'est déroulé sur la base d'entretiens individuels semi-directifs. Le détail des démarches entreprises lors de ces deux étapes figure dans la partie 3 du rapport de recherche. Lors de cette phase, une attention particulière a été apportée à deux aspects fondamentaux du processus de classification : (1) l'identification des critères permettant la distinction entre divers établissements pénitentiaires ainsi que la conception et l'organisation de régimes internes différentiels ; (2) la détermination des caractéristiques pertinentes permettant d'opérer des distinctions entre détenus (en termes de besoins liés au plan de détention, notamment), et ce, en tenant compte de la nécessaire instabilité de certaines de ces caractéristiques.

La Partie 3 du rapport, intitulée « *Pratiques de terrain* », rend compte des résultats de cette importante phase empirique de recherche. Le contexte actuel de surpopulation qui accompagne les professionnels y est présenté et analysé, ainsi que les pratiques et les critères qui président à l'orientation des détenus vers les établissements pénitentiaires du pays et à l'intérieur de ceux-ci. Y figure également une discussion relative au caractère implicite de nombre de critères en jeu dans les pratiques belges ainsi qu'une confrontation entre celles-ci et un modèle objectif de classification élaboré dans un contexte scientifique. Cette phase de recherche, réalisée du côté francophone par Marie-Sophie Devresse, rédactrice de la partie 3, chapitres 1 à 5, a été complétée par les enquêtes menées sur le terrain néerlandophone par Annelies Helleman et Luc Robert qui a également rédigé le chapitre 6.

(4) Quatrième phase de recherche : analyse quantitative des caractéristiques de la population pénitentiaire directement en relation avec les pratiques de classification

Un approfondissement de nos hypothèses de recherche ne pouvait se concevoir sans avoir un aperçu global du public actuellement détenu dans les prisons belges. La quatrième phase de recherche a donc consisté en l'exploitation, d'un point de vue statistique des informations enregistrées dans la base de données « SIDIS-Greffe » des établissements pénitentiaires par l'usage de diverses méthodologies: exploitation de base de données, traitement statistique, analyse documentaire complémentaire... Cette exploitation statistique a visé l'identification des caractéristiques de la population pénitentiaire au départ des variables disponibles dans la banque de donnée et ce afin de cerner les exigences et les contingences propres à la situation belge en matière de classification et fournir des éléments objectifs pour la sélection des établissements nécessaire à la réalisation de la cinquième phase de recherche. La partie 4 du rapport rend compte de la méthode et des résultats de cette recherche quantitative. Elle a été rédigée par Luc Robert qui a assuré la collecte et l'analyse de ces données.

(5) Cinquième phase de recherche : prise en compte du point de vue des détenus

Au terme de quatre phases de recherche élaborées en se situant du côté de l'institution pénitentiaire, il s'est avéré intéressant de faire « un pas de côté » et d'intégrer le point de vue de ceux qui sont sans doute le plus directement concernés par la question de la classification et des régimes, à savoir les détenus. Afin d'intégrer cette nouvelle perspective dans notre programme de recherche, deux démarches ont été envisagées, l'une qualitative, l'autre quantitative.

D'un point de vue qualitatif tout d'abord, un recueil de données par entretien semi-directifs a été réalisé dans 7 établissements pénitentiaires, dans les trois régions du pays. Des détenus ont été choisis aléatoirement au départ de diverses caractéristiques et selon une méthode dont le détail est fourni dans la partie 5 du rapport. Ils ont été invités à avoir un contact direct avec les chercheurs et contribuer ainsi au développement de la recherche. Rencontrés en prison de manière approfondie lors d'entretiens qui parfois durèrent plus d'une heure et demie, 38 détenu(e)s eurent ainsi l'occasion de s'exprimer librement sur leur vécu des procédés d'orientation, de transfert, ainsi que sur les régimes auxquels ils sont soumis en milieu pénitentiaire. Une place fut accordée à leur propre évaluation des critères et des modalités de mise en œuvre du système belge de classification et de transfèrement. Ces entretiens furent menés par Luc Robert, Charlotte Vanneste et Marie-Sophie Devresse dans les divers établissements sélectionnés. La cinquième partie du rapport, rédigée par Luc Robert, qui a en outre opéré l'analyse de la totalité du matériel récolté, rend compte des résultats de cette démarche qualitative de proximité.

Enfin, l'analyse qualitative opérée sur la base des entretiens semi-directifs réalisés avec des détenus a été complétée par les apports d'une recherche quantitative menée par questionnaire dans la totalité des établissements du pays. Le questionnaire ainsi proposé aux détenus belges consiste en une adaptation de celui élaboré par l'Université de Cambridge MQPL (*Conceptualising and Measuring the Quality of Prison Life*). L'objectif de ce questionnaire qui ne comporte pas moins de 138 questions (126 pour la version adaptée à la Belgique) est d'interroger le point de vue des détenus sur un ensemble d'éléments relatifs au quotidien et à la vie carcérale et d'en tirer des conclusions sur ce que l'on peut appeler « la qualité de vie en prison ». Il leur est en effet demandé de procéder à une véritable évaluation de leurs conditions de vie en milieu pénitentiaire. En regard de la thématique des régimes et de la classification, cette analyse permet de mieux comprendre, ce qui, du côté des condamnés, est impérativement à prendre en compte dans les décisions d'orientation vers et dans les divers établissements pénitentiaires du pays. Le traitement et l'analyse des résultats de ce questionnaire a été réalisé par Luc Robert, qui a également rédigé le dernier chapitre du rapport qui en présente les résultats.

\*

\* \*

Ces cinq phases de recherche ont le mérite d'avoir balayé l'ensemble du terrain belge et d'avoir exploré la problématique à l'aide d'une multiplicité de méthodes. La qualité et la richesse du matériel récolté et la densité des résultats des analyses produites tout au long de la recherche a sans difficulté permis à toute l'équipe de recherche de revenir sur les questionnements initiaux et de produire un ensemble de conclusions à soumettre au commanditaire. L'introduction et la conclusion générale, fruits de ces réflexions collectives, ont été rédigées par les deux promotrices de recherche, Charlotte Vanneste et Marie-Sophie Devresse. La conclusion reprend les points forts du rapport et permet d'avoir un aperçu rapide de l'ensemble des résultats avancés. Elle permet également d'ouvrir à un ensemble de



réflexions fondamentales et d'envisager l'élaboration de recommandations à destination des décideurs politiques et de l'administration pénitentiaire.

## PARTIE 1. LA CLASSIFICATION : CONCEPTIONS ET ENJEUX

« Dès que je pense le monde, je l'organise et je ne peux pas penser le monde sans classer les choses ou les phénomènes qui, à mon sens, le composent. Tel est le paradoxe de nos vies et de nos sociétés : tout se classe pour se penser, tout s'organise pour se comparer et donc se catégoriser. »

Georges Vignaux (1999 : 7)

### 1. Classification : définitions

In criminologisch onderzoek neemt (aandacht voor) classificatie een voorname plaats in. Al bij wat als het ontstaansmoment van de empirische criminologie kan beschouwd worden, kwam een classificatie op de voorgrond. De Italiaanse arts Césare Lombroso introduceerde in de tweede helft van de 19<sup>de</sup> eeuw als eerste een typologie van delinquenten, hoofdzakelijk geïnspireerd op biologische en frenologische kenmerken. Lombroso's typologie krijgt in onderzoek naar classificatie een belangrijke historische plaats toegemeten, maar wetenschappelijk gezien is diens indeling volgens de huidige standaarden achterhaald (Byrne en Roberts, 2007: 484; Driver, 1968; Gottfredson, 1987: 4), zelfs ronduit verwerpelijk (“an approach from which we now shrink with horror”, Nelson, 1954: 68). Zijn classificatie illustreert meteen een belangrijk kenmerk: een classificatie impliceert inzichten in de indeling van een fenomeen. Een classificatie geldt dus als ‘a convenience’, een indeling die een fenomeen ordert, maar is “not a natural truth” (Clear en Gallagher, 1985: 423).

Goethals (2007: 124) verwijst in dat licht naar twee mogelijke soorten classificaties: *theoretische classificaties* “berusten op en vormen de expressie van een onderliggende theorie”. Wetenschappelijk gezien spelen typologieën en classificaties al lang een rol in de ontwikkeling en het toetsen van nieuwe theoretische inzichten in criminologisch onderzoek. Daarnaast zijn er *empirische classificaties*, “gebaseerd op onderlinge samenhangen tussen kenmerken, die via statistische kenmerken inzichtelijk kunnen worden gemaakt” (Goethals, 2007: 124; zie ook Gottfredson, 1987: 4-5). Bonta (1997) noemt dergelijke classificaties een vorm van ‘dustbowl empiricism’, d.w.z. een atheoretische benadering die wel praktisch nut kan hebben, maar waarbij er geen dieper inzicht in de invloed en interacties van factoren en variabelen beoogd wordt; zijn pleidooi gaat in de richting van “making better use of theory” (Bonta, 1997: 1).

Overigens heeft classificatie ook in de strafrechtsbedeling een belangrijke plaats. Immers, “the criminal justice system inevitably classifies people. There is nothing special about this. Any social institution that processes large numbers of human beings must sort them into categories or classes” (Tonry, 1987: 369). De activiteiten in de strafrechtsbedeling bevatten in een praktische, beheersmatige en juridische zin eigen manieren van indeling en classificatie van personen. Dit maakt van classificatie in brede zin (opgevat als een manier van ordenen, van indelen en sorteren) een onontkoombaar gegeven voor de strafrechtsbedeling, met praktische gevolgen voor actoren van politie tot en met het gevangeniswezen en de justitiehuisen.

Classificatie kan algemeen omschreven worden als “the arrangement or definition of entities into groups according to some system or principle or to the placement of entities into groups according to rules already determined” (Gottfredson, 1987: 1). In deze ruime betekenis maakt classificatie een integraal onderdeel uit van de werking van de strafrechtsbedeling (Tonry, 1987), en geschiedt classificatie vanaf preventie over opsluiting (volgens Byrne en Roberts (2007:486) “the single most important classification typology currently used in our criminal justice system: our typology of prisoners vs. non-prisoners”) tot en met bij de vrijlating van gedetineerden en/of de opvolging, begeleiding en controle van veroordeelden in de samenleving (vb Glaser, 1985; Clear & Gallagher, 1985; Bonta en Motiuk, 1990).

Classificatie in de context van opsluiting, hierna *penitentiaire classificatie*, verwijst naar 1) het indelen van gedetineerden in klassen of groepen volgens een vooraf bepaald systeem, 2) naar het indelen van gevangenen op basis van vooraf vastgelegde principes, of 3) naar beide samen, met eventueel bijkomende aandacht voor de interacties tussen ‘types’ gedetineerden en ‘types’ inrichtingen.

De eerste twee invullingen van penitentiaire classificatie hangen doorgaans op één of andere manier samen. Een eenvoudig voorbeeld kan dit duidelijker maken: veroordeelden met een hoog risico op ontsnapping (vastgesteld volgens een bepaalde systematische manier en op basis van systematisch vastgelegde criteria) kunnen gedurende een bepaalde periode in een hoogbeveiligde inrichting geplaatst worden, waar het ontsnappingsrisico geneutraliseerd of zo doorgedreven mogelijk geminimaliseerd wordt. Dit impliceert dus een indeling van veroordeelden op basis van hun ontsnappingsrisico en een indeling van inrichtingen op basis van hun infrastructurele en eventueel ook regime-gerelateerde veiligheidsvoorzieningen, met vervolgens een match tussen bepaalde types of groepen gedetineerden en bepaalde instellingen.

De hoofdzakelijk Angelsaksische literatuur over penitentiaire classificatie besteedt meer aandacht aan de indeling van gedetineerden (‘inmate classification’) dan aan een classificatie van instellingen en aan de interacties tussen gedetineerden en instellingen. De inrichtingsclassificatie verwijst meestal naar een ‘custody level’, een veiligheidsniveau waaraan de infrastructuur van een inrichting en/of het regime voor gedetineerden voldoet (maar zie bvb Alexander, 1986: 327, die een onderscheid tussen ‘custody’ en ‘security’ maakt). Doorgaans betreft het een continuüm van *minimum* over *medium* tot *maximum security*, met tegenwoordig ook *super max* voor zo’n 2% van de gedetineerden in de V.S. (Shalev, 2007: 108). Vaak wordt het bestaande classificatiesysteem van inrichtingen niet geproblematiseerd en zelfs meteen als premisse voor verder onderzoek genomen.

Een ander onderscheid betreft de ‘externe’ en ‘interne’ classificatie. “External classification places a prisoners at a custody level that will determine where the prisoner will be housed. Once the prisoner arrives at a facility, internal classification determines which cell or housing unit, as well as, which facility programs (e.g. education, vocational, counseling, and work assignments) the prisoner will be assigned.” (Austin et al., 2001: 1; Austin, 2003: 2; zie ook Weinrath en Coles, 2003: 314). Zelf zullen we in dit rapport ook de begrippen interne en externe classificatie gebruiken, maar met een meer algemene betekenis: ‘externe classificatie’ verwijst naar de toewijzing van een gedetineerde aan een bepaalde gevangenis; ‘interne classificatie’ heeft te maken met de toewijzing van een bepaalde gedetineerde aan een cel, een vleugel, eventueel aan een bijhorend regime binnen één en dezelfde gevangenis.

Een meer precieze definitie van penitentiaire classificatie kan echter moeilijk geformuleerd worden. Levinson legde dat probleem op een zeer treffende manier bloot: “When offenders are assigned to institutions, we say they have been classified. When prisoners are assigned to a custody level, we say they have been classified. When inmates are placed into training or treatment programs, we say they have been classified. Clearly we need to clarify what we mean by classification!” (Levinson, 1982: 133).

Er is een goede reden voor die relatieve onduidelijkheid. William James stelde eind 19<sup>de</sup> eeuw: “Every way of classifying a thing is but a way of handling it for some particular purpose” (James, 1879, geciteerd in Gottfredson, 1987: 5), en dat gaat ook op voor penitentiaire classificatie. Immers, “Classification is *not a thing unto itself*. It is *a means*[...]” (Toch, 1981: 13, eigen cursivering), een middel in functie van een doel. Aangezien classificatie meerdere doelen kan dienen, hangt de definitie af van dat doel of de combinatie van doelen die ermee beoogd wordt. Penitentiaire classificatie kan onder meer gericht zijn op management en het beheer van inrichtingen, behandeling, predictie en theorievorming (Clements, 1996:124; Goethals, 2007: 123; MacKenzie et al., 1988). Sommigen zien een zeer belangrijke uitdaging in het bepalen van een consensus over het na te streven doel. Onduidelijkheid over het doel werpt volgens hen een grote schaduw over de middelen: “until we reach a clear consensus on the purpose of classification, [...] offender-based typologies [...] will be of limited use to criminal justice-decision makers, for the simple reason that different purposes require different typologies (e.g. classification by risk level, treatment options, or control needs).” (Byrne en Roberts, 2007: 485).

## **2. Classification : objectifs et moyens**

Penitentiaire classificatie is qua doelen én middelen zeer divers. Layton MacKenzie *et al.* (1988), par exemple, soulignent que la classification, en milieu pénitentiaire, peut poursuivre pas moins de quatre objectifs différents (voir supra). Een selectie uit de literatuur toont aan dat er classificatiesystemen bestaan met bijzondere aandacht voor bijvoorbeeld het terugdringen van beheersmatige problemen (zie bvb Berk et al., 2003; Byrne en Hummer, 2007), behandeling (bvb Van Voorhis, 1997; Taylor, 2001; Bonta en Andrews, 2010), theorievorming (bvb Megargee, 1977) en de predictie van recidive (bvb Austin, 2006; Motiuk, 2001; Bonta, 2007; Bonta en Andrews, 2010). Het is maar vanaf dat een doel vastgelegd is, dat daarbij een passend middel kan gezocht worden. De mogelijkheid bestaat dat meerdere instrumenten met telkens een andere doelmatigheid naast elkaar gebruikt worden in één en hetzelfde gevangenisstelsel (bvb Van Voorhis, 1987: 58). Onderzoek toonde in het verleden al aan dat verschillende instrumenten met een verschillend doel zeer moeilijk met elkaar te vergelijken zijn. Zo stelde Wright (1988: 469) bij een vergelijking van drie classificatie-instrumenten vast dat “Different classification schemes are appropriate for different adjustment outcomes. The administrator’s objectives, control or reductions of stress, will dictate which method is appropriate.” Sommige classificatiesystemen richten zich zeer expliciet op een integratie van meerdere doelen, zoals de *Level of Service Inventory – revised* (LSI-R), gericht op theorie, behandeling en predictie, ontwikkeld door Andrews en Bonta, de grondleggers van de *Risks-Needs-Responsivity* benadering. Anderzijds dreigt foutief gebruik van classificatie-instrumenten, in de richting van het oneigenlijk gebruik van een instrument met een bepaald doel dat daarnaast ook voor een ander, daartoe niet bestemd doel kan gebruikt worden (bvb Gottfredson en Moriarty, 2006a: 182-193). Overigens blijven soms verouderde classificatiesystemen verder in gebruik, echter “with no clear-cut objectives”

(Bench en Allen, 2003: 371). Dat komt neer op het bestaan en de voortzetting van een middel zonder een expliciet doel...

### 3. Systèmes de classification objectifs

Vanaf de jaren '70 en '80 namen ontwikkelingen in classificatie een nieuwe vlucht, voornamelijk in Canada en de Verenigde Staten. Al vanaf de vroege jaren '80 werd gewag gemaakt van de ontwikkeling van zogenaamde *objective classification systems* (o.a. Austin, 2003: 1; Clements, 1996: 122). Bij die ontwikkeling speelde een complex samenspel van nadelen van bestaande classificatiesystemen, wetenschappelijke inzichten in andere domeinen, voordelen van nieuwe manieren van classificatie, maar ook een koppeling met systeemproblemen in gevangenissen, in hoofdzaak overbevolking. Daarenboven werd de ontwikkeling van objectieve classificatie-instrumenten ook mee gestimuleerd door de rechterlijke macht, die in een aantal rechtszaken op problemen bij classificatie wees. Hierna lijsten we beknopt enkele punten op.

Opvallend in de ontwikkeling van objectieve classificatie-instrumenten is de *sterke betrokkenheid van rechtbanken*. Veel van de kritieken ten aanzien van bestaande classificatiesystemen kwamen daardoor naar buiten. "The push to upgrade classification procedures has not come totally from within the correctional community. [...] "Many courts, as part of "totality of conditions" cases, have come to see offender classification deficiencies as being heavily implicated in fostering other prison inadequacies." Rechters lieten zich in met de inhoud van classificatiesystemen, en kwamen tot het vaststellen van "a relationship between classification deficiencies and systemic difficulties" (Clements, 1981: 28). Classificatiesystemen werden door rechters op de korrel genomen; ze mogen niet 'capricious, irrational or discriminatory' zijn (Wright, 1988: 455). Kritieken hadden onder meer te maken met het gebruik van "classification procedures that are based on unfounded and unestablished assumptions regarding inmate behavior" (Wright, 1988: 469). Tevens kregen gevangenisadministraties een veeg uit de pan wegens de hoge mate van discretionaire besluitvorming. Tonry citeert in dat verband een rechter die stelde dat "excessive discretion fosters inequality in the distribution of entitlements and harms, inequality which is especially troublesome when these benefits and burdens are great; and discretions can mask the use by officials of illegitimate criteria in allocating important goods and rights" (Tonry, 1987: 371). De rechtbanken wezen voornamelijk op het gebruik van meer systematiek en minder discretionair optreden: "the courts reasoned that any fairly systematic and partially valid approach would reduce the harm associated with non-functional systems" (Clements, 1996: 123).

In enkele gevallen gaven rechters zelfs de opdracht aan experts om een classificatiesysteem of de classificatie van gedetineerden van een ganse staat te evalueren, wat vervolgens tot belangrijke vaststellingen leidde. Bij een rechtszaak in Alabama bekeek een comité van experts de classificatie van de ganse gevangenispopulatie, en kwam tot de vaststelling dat maar liefst meer dan 50% van alle gedetineerden in *minimum* of zelfs in *community custody* kon, terwijl daar destijds maar 10% aanwezig was. Een andere zaak, in Tennessee, bracht al even problematische cijfers aan het licht: voor 2/3 van alle gedetineerden in *medium security* was volgens onderzoek slechts *minimum security* nodig – er was dus een enorm probleem van 'overclassificatie' (Clements, 1982: 75). Onder invloed van rechtszaken kwam er dus meer aandacht voor classificatiesystemen en instrumenten (Austin, 1983; 2006), wat onder meer leidde tot meer gedetineerden die naar *minimum security* inrichtingen werden toegewezen, met allerhande voordelen tot gevolg.

De benaming objectief classificatiesysteem vraagt om duiding. Als een nieuwe praktijk expliciet ‘objectief’ genoemd wordt, dan heeft dat onder meer te maken met wat er voordien was. Voor de objectieve classificatiesystemen gaat dat alleszins op. De naam houdt een tegenstelling qua besluitvorming in: het *objectieve* wordt afgezet tegenover de vroegere *subjectieve* besluitvorming bij classificatie (Austin, 2003). Eén belangrijk kenmerk van een objectieve classificatie is het gebruik van duidelijke, betrouwbare en valide criteria die automatisch en systematisch toegepast worden, zodat de besluitvorming inzake classificatie zo transparant mogelijk is<sup>9</sup>. Daartegenover staat de afwezigheid van objectieve criteria, die “necessarily results in the application of different criteria, differently weighted by different decision makers” (Tonry, 1987: 370): de besluitvorming is dus in hoge mate discretionair, zelfs onbetrouwbaar en arbitrair te noemen (Clear, 2003), onder meer door “inconsistencies and poor logic” (Weinrath en Coles, 2003: 305-306), zeg maar “the notorious unreliability of individual judgments” (Gottfredson, 1987: 5) die daar bij speelt. Zo’n besluitvorming gaat gepaard met “significant idiosyncrasy and even disparity” (Clear en Gallagher, 1985: 425) – ongelijke classificatie op basis van onduidelijk en vaak zelfs niet eens gedocumenteerd gebruik van informatie en beslissingen. Daarenboven dreigen routines en gewoontes bij de besluitvorming, in het bijzonder wanneer er geen informatief feedback is over de gevolgen van de beslissingen: “so [the officials] tend to drift in their practices and to be governed by informal norms of which they are unaware, rather than guide policies according to evidence on the effectiveness and consistency of their actions” (Glaser, 1985: 367). De tegenstelling tussen objectieve en subjectieve benaderingen in classificatie sluit aan bij een bredere wetenschappelijke discussie over de accuraatheid van types van besluitvorming.

Evaluatieonderzoek toonde in het verleden aan dat ‘actuariële’ of ‘mechanische’ inschattingen (beslissingen op basis van statistische bewerkingen) beter scoren dan ‘klinische’ beoordelingen en dat in zeer uiteenlopende domeinen (Meehl, 1954; Dawes et al, 1989). Die vaststelling werd recent nog bevestigd (Aegisdottir et al, 2006). In de criminologie is dat inzicht ook al lang gekend (bvb Glaser, 1985; Gottfredson, 1987; Tonry, 1987; Gottfredson en Moriarty, 2006a, 2006b; Bonta et al, 2001; Bonta, 2007).

*Objective classification* heeft enkele belangrijke voordelen ten aanzien van andersoortige classificatie. Classificatieonderzoek wees in het verleden op meerdere problemen, onder meer met betrekking op overclassificatie, risicoaversieve beslissingen, de verdeling van verantwoordelijkheid en organisatorische *accountability*, hoge kosten, tot en met het eventueel mee in stand houden en/of verstrengeld geraken van classificatie met de problematiek van overbevolking.

Objectieve classificatiesystemen trachten op een meer systematische en wetenschappelijk onderbouwde manier tot besluitvorming te komen en komen zo (minstens al in belangrijke mate) tegemoet aan tal van kritieken. Onderzoek waarbij een classificatie-instrument gebruikt werd om de classificatie van gedetineerden op basis van dat instrument te vergelijken met die van de tot dan bestaande ‘professionele discretie’, toont steevast aan dat gedetineerden in een veel hoger veiligheidsniveau geplaatst worden dan strikt genomen nodig is. Zo stelden Bonta en Motiuk vast dat, mits gebruik van de LSI, een daling van ca 38% in ‘security

---

<sup>9</sup> Doorgaans bestaat er wel een *administrative override*, de mogelijkheid om een automatische classificatie voor een welbepaalde gedetineerde aan te passen. Dat betekent dat er toch nog enige flexibiliteit blijft bestaan, weliswaar ten koste van de systematiek. Die keuze wordt in de literatuur verdedigd, onder meer op basis van het bestaan van dermate uitzonderlijke situaties of dermate zwaar doorwegende informatie over een persoon, dat het best is die informatie mee op te nemen in een classificatiebeslissing – de veronderstelling is dat *in zeer specifieke gevallen*, classificatie *verbetert* wanneer van de algemene regel wordt afgeweken (zie o.a. Austin, 2003).

classification' volgt, "which would have the potential to reduce overcrowding significantly at the higher security levels" (1992: 351). Ook voor de classificatie vanuit gevangenen naar zogenaamde *half-way houses* onderzochten Bonta en Motiuk in een veldexperiment met de LSI of gedetineerden op een juiste plaats zaten. Hun conclusie daar was dat "relying on subjective clinical assessments in the classification process results in overclassification", waarna ze stellen dat voor één van de drie gevangenen in de studie, niet minder 84% overclassificeerd was (Bonta en Motiuk, 1990: 504). Volgens hun inschatting zou bij een algemeen gebruik van de LSI de toewijzing naar *half-way houses* toenemen van 16% tot 51% (Bonta en Motiuk, 1990: 505). Ook anderen wijzen op de mogelijkheid van een objectief classificatie-instrument om 'overgeclassificeerde' gedetineerden te identificeren en naar een meer bij hun profiel aansluitend veiligheidsniveau te verwijzen ("up to 50% of a system's population", Alexander, 1986: 335; en zie ook verder).

Onderzoek toont aan dat overbevolking een negatieve invloed kan uitoefenen op classificatiepraktijken (Clements, 1982). Bij overbevolking speelt in eerste instantie de beperking in beschikbare cellen. Een lege plaats zal gevuld worden, ongeacht de gevolgen ervan: "with some exceptions, prison systems assign inmates on the basis of space available, or squeezable into" (Toch, 1981: 3). Aangezien bij overbevolking moeilijk cellen leeg kunnen blijven, leidt zo'n 'space available classificatie' (Clements, 1982: 74) tot overclassificatie van grote aantallen gedetineerden. Tijdsdruk bij classificatiebeslissingen dreigt dat probleem nog te vergroten. Komt er een nieuwe gedetineerde binnen, dan moet er telkens naar een bijkomende plaats gezocht worden: "the less time a counselor has to make a classification decision, the more conservative it is" (Alexander, 1986: 331). Dat leidt in eerste instantie tot het vollopen van de hoogbeveiligde inrichtingen. "A state with 75% maximum security spaces will tend to classify 75% of its intake population as maximum security, to reduce its risk to a minimum" (Toch, 1981: 4). Op deze manier dragen problemen qua overbevolking bij tot overclassificatie van gedetineerden wat hun vereist veiligheidsniveau betreft. Overbevolking vindt doorgaans in meer beveiligde inrichtingen plaats en betreft vaker gedetineerden met langere straffen (Bonta en Motiuk, 1992). Dat heeft niet alleen negatieve gevolgen voor classificatie, maar zorgt uiteindelijk ook voor een versterking van overbevolking. Onderzoek wees in Canada erop dat "it is the actual placement, rather than assessed risk, of the offender, that facilitates discretionary release" (Blanchette, 2001: 4). Overclassificatie zorgt er voor dat gedetineerden trager *doorstromen* (bvb. door een soort *back door* classificatie, waarbij een gedetineerde bij het minste probleem terug naar een hoger veiligheidsniveau verhuist en de toegang tot programma's zeer sterk beperkt wordt tot een hoogselectieve groep; Clements, 1982: 77) en uiteindelijk ook na een langere detentietijd *uitstromen* (Clements, 1982).

Overclassificatie van gedetineerden heeft onder meer te maken met de *besluitvorming* bij classificatiebeslissingen. Neemt iemand op een discretionaire manier classificatiebeslissingen, dan leidt dat gemakkelijk tot overclassificatie. Immers, als één persoon (of een dienst) een welbepaalde classificatiebeslissing neemt, dan zal die persoon (of die dienst) ook de verantwoordelijkheid bij eventuele problemen minstens gedeeltelijk in de schoenen geschoven worden. Bonta et al (2001: 238) stellen, "There is evidence that leaving classification decisions to professional judgment leads to overclassification. Most people, left to their own devices, tend to err on the side of caution." Een systeem van 'professional judgment' (i.t.t. een objectief classificatiesysteem) leidt tot 'inherent conservatism of correctional management', wat onder meer inhoudt dat diegenen die classificatiebeslissingen nemen, "risk averse" zijn, "consistently overclassifying the convicted person and requiring a

more expensive, more intrusive level of correctional control than would otherwise seem warranted” (Clear, 2003: 213).

Een objectief classificatiesysteem zorgt daarentegen voor het structureren van verantwoordelijkheid en *accountability*; het is “a tool for distributing responsibility and establishing accountability” (Alexander, 1986: 335; zie ook Bonta et al, 2001: 336). Een objectief classificatiesysteem komt dus al grotendeels tegemoet aan de kritiek van risicoaversief beslissen en vermijdt voor zover mogelijk overclassificatie. Dat op zich is méér dan een louter detail. Overclassificatie betreft immers de mate van vrijheidsbeperking bij opsluiting. Bij overclassificatie worden mensen onderworpen aan meer stringente, indringende vormen van bewaking, toezicht, controle en beveiliging, wat overigens ook veel duurder is (meer infrastructurele voorzieningen en vaak ook meer personeel). Objectieve classificatie kan dus leiden tot een rationeler gebruik van vrijheidsbeperking. Goede besluitvorming in classificatie zorgt ervoor dat mensen niet meer controle en vrijheidsbeperkingen moeten ondergaan dan wat nodig is - “the lowest level of constraint” nodig om problemen te vermijden voor zichzelf, voor anderen en voor de samenleving (o.a. Austin et al, 2001: 1; Motiuk, 2001: 4; Serin, 2005: 7). Daarnaast spelen ook argumenten van kostenbeperking en rationalisering: het meer gericht inzetten van middelen waar die nodig zijn, draagt bij tot kostenbesparingen en efficiëntiewinsten (Bench en Allen, 2003: 378; Weinrath en Coles, 2003: 305). Dat geldt zowel bij de eerste classificatiebeslissing als bij herclassificatie, t.t.z. het herevalueren van een eerder bepaalde classificatie van een gedetineerde, met eventueel een transfer (Motiuk, 2001: 4-5). Ook biedt objectieve classificatie een leidraad bij structurele beleidsbeslissingen: “objective classification systems are important for planning the construction of new prisons and the development of inmate programs” (Austin et al, 2001: 1). Uit recidiveonderzoek blijft overigens dat sommige classificatie-instrumenten zeer goed scoren om recidive te voorspellen (zie Gendreau et al, 1996), en ook goede resultaten boeken in het beperken van probleemgedrag in opsluiting (bvb Berk et al, 2003; Serin, 2005). Vaak komt een koppeling tussen classificatie en behandeling op de voorgrond (vb Van Voorhis, 1987; 1997; Bonta en Andrews, 2010), waarbij het principe van ‘responsiviteit’ dan mee opgenomen wordt in een classificatiesysteem.

De voordelen van objectieve classificatie tonen aan dat wetenschappelijke inzichten een gids kunnen zijn bij nieuwe ontwikkelingen (MacKenzie, 2005). Objectieve classificatiesystemen zouden een nieuw ijkpunt voor classificatie inhouden: “Objective systems are an absolute minimum starting point for correctional classification” (Clements, 1996: 139). Wetenschappelijke inzichten kunnen op deze manier mee bijdragen tot een verdere professionalisering van de strafuitvoering (Latessa, 2000; Gendreau et al, 2002), in tegenstelling tot het verder werken op basis van niet-getoetste premissen (wat Latessa (2000) als ‘correctional quackery’ -kwakzalverij in de strafuitvoering - omschrijft).

De wijzigingen in classificatie gaan trouwens hand in hand met een sterke beweging richting ‘evidence-based’ onderzoek en beleid (vb Goethals, 2006, verwijst in het bijzonder bij classificatie en risicotaxatie naar een ‘no nonsense benadering’). De ontwikkeling van dergelijke actuariële classificatie-instrumenten geldt misschien wel als “one of the most substantial research contributions to correctional administration” (Weinrath en Coles, 2003: 305). Inmiddels werden al enkele zeer omvangrijke classificatie-experimenten ondernomen op basis van een *randomized controlled trial* (RCT), de volgens sommigen meest gestrenge evaluatiemethode voor een interventie – mét positieve resultaten (bvb Berk et al, 2003). Wel moeten worden aangestipt dat de belangrijkste ontwikkelingen in classificatie voornamelijk een Noord-Amerikaans gegeven zijn (maar dergelijke inzichten worden ook geëxporteerd; zie



Goethals, 2006, over de invloed van de recente *What Works* benadering die ook in tal van Europese landen voeten aan de grond krijgt).

Toch dient met een open vizier, genuanceerd en kritisch, naar deze ontwikkelingen te worden gekeken, zonder de meerwaarde ook te *overschatten* (Burssens, 2008; Goethals, 2006). Het bredere kader waarin classificatie plaatsvindt, moet blijvend aandacht krijgen. Enerzijds dienen instrumenten geregeld geëvalueerd en aan de gewijzigde omstandigheden (wetenschappelijk, beleidsmatig, juridisch, maar ook aan de gevangenispopulatie) aangepast te worden (Wooldredge, 2003; Austin et al, 2001; Austin, 2003). Anderzijds mag de band tussen classificatie en bredere vragen niet zomaar genegeerd worden. “Classification and prediction methods must rest on a basis in science, but they must be applied in *a world of values*. Thus they involve *both research and ethics*.” (Gottfredson, 1987: 13, eigen cursivering). De criminologie kenmerkt zich al voldoende door een soort van ‘panaceaphilia’, een obsessie met panaceeoplossingen (Gendreau et al, 2002). De verwachtingen ten aanzien van classificatie moeten dus realistisch blijven. Of zoals één onderzoeker dat treffend verwoordde: “There is no pot of gold at the end of the classification rainbow” (Clements, 1982: 81).

Vooraleer kort een stand van zaken op te maken van classificatie zoals die in het Belgische gevangeniswezen gebeurt (Deel 3), volgt hier een schematische weergave van de belangrijkste elementen van een objectief classificatiesysteem. Dit zal toelaten om na te gaan in welke mate de Belgische classificatie tegemoet komt aan wat als een minimumstandaard in tal van andere landen geldt.

De basiskenmerken (BK) van een objectief classificatiesysteem zijn (Austin, 2003: 1; voor een meer uitgebreide omschrijving, zie Austin en Hardyman, 2004):

BK1-het gebruik van criteria die volgens wetenschappelijk onderzoek gebruik maken van zowel betrouwbare als valide factoren om het benodigde veiligheidsniveau voor een bepaalde gevangene in te schatten;

BK2

a-een gecentraliseerde classificatie-unit met een goede personeelsbezetting en met zeer goed opgeleid personeel dat alle ‘inter-agency transfers’ controleert;

b-een gecentraliseerde classificatie-unit die verantwoordelijk is voor het monitoren van de classificatie-unit en die alle beleid en procedures met betrekking tot classificatie voorbereidt;

BK3-een volledig geautomatiseerd classificatiesysteem zodat elke classificatiebeslissing, en de factoren die daarbij meespeelden, vastgelegd (geregistreerd, gedocumenteerd) zijn en toegankelijk zijn voor analyse;

BK4-een initieel classificatieproces en een herclassificatieproces waarbij de classificatie van elke gedetineerde minstens jaarlijks wordt herbekeken en eventuele wijzigingen volgen in het classificatieniveau van een gedetineerde;

BK5-het gebruik van ‘over-rides’ die personeel toelaten om af te wijken van een classificatiescore van een bepaalde gedetineerde en dat voor redenen die op voorhand vastgelegd werden door de organisatie.

Dit betreft enkel *de kern* van een objectief classificatiesysteem. Daarnaast bestaan er tussen objectieve classificatiesystemen vaak sterk uiteenlopende verschillen. Toch biedt een systeem dat aan deze kernelementen tegemoet komt, al garanties tegen de boven aangestipte problemen, kritieken en tekortkomingen.

Au terme de cet aperçu général de la problématique de la classification, nous sommes à présent en mesure d'envisager plus concrètement la manière dont celle-ci est organisée en Belgique d'un point de vue réglementaire et quelles sont les normes nationales et internationales qui régissent celle-ci.

## **PARTIE 2. REGLEMENTATION DE LA CLASSIFICATION**

« Le droit pénitentiaire », souligne M.A. Beernaert (2007 :13), « est particulièrement difficile d'accès. C'est une matière réglementée par de nombreuses normes éparpillées dans des textes parfois non publiés et peu lisibles ». La réglementation qui encadre la classification des détenus et des établissements pénitentiaires en Belgique ne fait pas exception à ce principe. Elle peut difficilement faire l'objet d'un exposé bref et limpide et ce, notamment parce qu'une multiplicité de dispositions sont convoquées tour à tour pour régler cette matière. En outre, toutes les règles régissant ce domaine ne sont pas dotées d'une force contraignante équivalente. Il nous a cependant semblé nécessaire de relever ici sommairement un ensemble de dispositions qui régissent ce domaine, afin de mettre en lumière les enjeux propres à cette matière dont la complexité, sur le terrain, va rejoindre celle des normes qui l'organisent. Nous allons tout d'abord examiner les principales règles internationales qui, en Belgique, organisent ou orientent le droit pénitentiaire et par conséquent le principe de classification. Nous nous attacherons ensuite à identifier les normes qui encadrent cette matière au niveau national.

### **CHAPITRE 1. LES DISPOSITIONS INTERNATIONALES**

Les dispositions internationales concernant le domaine du droit pénitentiaire et, plus précisément, de l'orientation des détenus vers les établissements pénitentiaires renvoient directement aux textes adoptés au niveau européen et supra-européen en vue de garantir la sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. M.A. Beernaert souligne à cet effet que, avant l'adoption de la Loi de principes, « en l'absence d'une base légale solide en droit interne, l'essentiel de la protection juridique dont pouvaient bénéficier les détenus a longtemps émané d'instruments internationaux élaborés au sein du Conseil de l'Europe (A) ou des Nations unies (B) » (Beernaert, 2007 : 17).

#### **1. Le Conseil de l'Europe**

Selon les termes de Beernaert, diverses conventions élaborées au sein du Conseil de l'Europe « cherchent à empêcher que les personnes incarcérées ne soient victimes d'une restriction abusive de leurs droits ou de mauvais traitements ; d'autres [Conventions] organisent un cadre pour l'exécution internationale des condamnations pénales ». Le Conseil de l'Europe a par ailleurs adopté diverses recommandations et résolutions en matière pénitentiaire<sup>10</sup>. L'ensemble de ces instruments relatifs aux questions pénitentiaires a été, en 2007, consolidé dans un Compendium mis en ligne sur le site Internet du Conseil de l'Europe<sup>11</sup>. Nous retiendrons ici quatre textes fondamentaux et quelques recommandations émanant du Comité des ministres.

*1.1. Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950<sup>12</sup>, telle qu'interprétée par la Cour européenne des droits de l'Homme et complétée par divers protocoles additionnels*

---

<sup>10</sup> Pour une approche détaillée de ces divers textes européens, voir Larralde, 2007 ; Murdoch, 2007.

<sup>11</sup> [http://www.coe.int/t/f/affaires\\_juridiques/coop%C3%A9ration\\_juridique/Emprisonnement\\_et\\_alternatives/](http://www.coe.int/t/f/affaires_juridiques/coop%C3%A9ration_juridique/Emprisonnement_et_alternatives/) (consulté le 14 août 2008).

<sup>12</sup> Approuvée en droit belge par la loi du 13 mai 1955 (M. B., 19 août 1955).

La Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH), texte fondamental dans le domaine des droits et libertés<sup>13</sup>, énonce toute une série de principes généraux qui trouvent à s'appliquer en matière pénitentiaire. En effet, d'après la Cour européenne des droits de l'Homme<sup>14</sup>, instituée par cette même convention en vue du respect de ses dispositions, la personne détenue ne peut en aucun cas se trouver déchu de ses droits garantis par la convention du fait simple qu'elle se trouve incarcérée (Beernaert, 2007 : 19). Par ailleurs, l'article 5 de la CEDH, qui consacre le droit à la liberté et à la sûreté, introduit des garanties particulières quant aux conditions auxquelles on peut priver un individu de sa liberté. Si ce texte est à portée générale et ne vise en rien les détails de l'organisation de l'incarcération, celui-ci sert très régulièrement de référent pour contester, devant la Cour Européenne des droits de l'Homme, des décisions quotidiennes prises par l'administration pénitentiaire concernant une multiplicité d'aspects de la vie carcérale. Il serait à cet égard intéressant d'examiner dans quelle mesure la Cour européenne des droits de l'Homme a eu, ces dernières années, l'occasion de se prononcer sur des décisions de transferts et de classification dans divers pays d'Europe et d'examiner le sens donné aux garanties des libertés fondamentales dans ce domaine précis.

*1.2. Convention européenne pour la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition du 30 novembre 1964<sup>15</sup> et la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées du 21 mars 1983<sup>16</sup>*

Ces deux conventions visent principalement la circulation des personnes entre les Etats parties en organisant une aide mutuelle entre ceux-ci. Elles ne concernent donc pas directement le domaine qui nous intéresse ici dans la mesure où le transfèrement est y envisagé à un niveau international. On notera cependant ultérieurement l'importance, pour les détenus condamnés, du critère de la régularité de leur séjour dans les décisions d'orientation qui sont prises à leur égard à l'intérieur du parc pénitentiaire national. Ainsi, nous verrons plus tard qu'un détenu qui sera amené à subir un transfèrement vers un autre pays se verra préférentiellement orienter vers certains établissements plutôt que d'autres.

*1.3. La Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains et dégradants du 26 novembre 1987<sup>17</sup> et les prescriptions du CPT<sup>18</sup>*

Ce texte institue un système international de contrôle du respect des droits fondamentaux dans différents lieux où des personnes peuvent se trouver privées de leur liberté sur la base d'une décision émanant d'une autorité publique. Ce contrôle peut donc concerner les établissements pénitentiaires mais également d'autres lieux d'incarcération tels que les commissariats de police, les palais de justice ou les institutions psychiatriques fermées. Ainsi, par un système de visites périodiques, le Comité européen de prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (« CPT »), composé d'experts indépendants, est habilité

---

<sup>13</sup> Ce texte a été adopté à la suite de la Déclaration universelle des droits de l'Homme adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948. La Déclaration universelle, bien que non-contraignante, constitue le texte fondateur des Convention, Pactes et Chartes rédigés ultérieurement et qui sont quant à eux contraignants pour les pays signataires, parmi lesquels la Belgique.

<sup>14</sup> Voir arrêt *Golder c. Royaume Uni* du 21 février 1975.

<sup>15</sup> Approuvée en droit belge par la loi du 15 juillet 1970 (*M. B.*, 31 octobre 1970).

<sup>16</sup> Approuvée en droit belge par la loi du 19 juin 1990 (*M. B.*, 15 décembre 1990).

<sup>17</sup> Approuvée en droit belge par la loi du 7 juin 1991 (*M. B.*, 29 janvier 1992).

<sup>18</sup> Abréviations pour le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

à formuler des recommandations et à suggérer des progrès à réaliser afin de garantir l'exercice des droits des personnes détenues contre les traitements inhumains et dégradants.

Jusqu'à présent, la Belgique a été visitée cinq fois par le CPT : en 1993, 1997, 2001, 2005 et 2009. Dans l'ensemble de ces visites visant divers lieux d'enfermement, onze établissements pénitentiaires ont été visités, sachant qu'un établissement examiné une première fois fait parfois l'objet d'une seconde visite de suivi: Lantin (1993, 1997, 2001, 2009<sup>19</sup>), St Andries (1993), St Gilles (1993 et 1997), Bruges (1993 et 2009<sup>20</sup>), Merksplas (1997), Mons (1997), Andenne (2001 et 2005), Anvers (2001), Namur (2005), Jamioulx (2009) et Ittre (2009)<sup>21</sup>. Concernant les domaines susceptibles d'avoir un impact sur le processus de classification, certaines recommandations ont été formulées lors de chaque visite.

Ainsi, en 1993, le CPT s'était particulièrement inquiété des conditions de détention dans le quartier de sécurité renforcée (QSR) de Bruges et de Lantin, alors en activité. La surpopulation était également visée de façon plus générale, le rapport demandait ainsi que des mesures soient prises d'urgence afin de mettre un terme au placement de trois détenus par cellule à la prison de St-Gilles. Il était également mentionné que les cellules de la maison d'arrêt de Lantin, de par leurs dimensions (et de l'absence de véritable cloisonnement de l'annexe sanitaire), ne se prêtaient guère à une occupation par deux détenus.

En 1997, la question de la surpopulation est à nouveau apparue et le CPT a émis le souhait que l'administration pénitentiaire poursuive et intensifie les efforts destinés à mettre en oeuvre l'ensemble des mesures existantes et projetées pour lutter contre le surpeuplement carcéral. Les conditions de détention des détenus pour infraction à caractère sexuel avaient quant à elles attiré l'attention du CPT. Celui-ci avait ainsi préconisé que l'administration pénitentiaire procède à un réexamen complet des conditions de détention des détenus soupçonnés ou condamnés pour infractions à caractère sexuel aux prisons de Mons et de Saint-Gilles. Le CPT soulignait à cet égard que, dans ce contexte, il fallait notamment s'assurer que le personnel, tant d'encadrement que de surveillance, ait bénéficié de mesures de sensibilisation et de formation dans la gestion de cette catégorie de détenus.

Concernant l'occupation des cellules, en 1997, le CPT souleva la question des suites réservées au projet visant à l'utilisation totalement monocellulaire de l'ensemble de l'établissement de Merksplas. Rappelant pour Lantin, St-Gilles, Mons et Merksplas la nécessité d'accorder une haute priorité au renforcement et à la diversification des activités à disposition des détenus, le CPT insista également sur les conditions de détention dans les annexes psychiatriques des établissements visités. Ainsi, le CPT préconisait dans son rapport relatif à Lantin d'explorer la possibilité de remplacer le dortoir de l'annexe par des petites structures de séjour et de mettre en place un environnement thérapeutique différencié en ce qui concerne les conditions matérielles (objets personnels, armoires, etc.). Il envisageait également la nécessité de doter l'annexe psychiatrique de Mons des ressources et moyens nécessaires pour en faire une véritable unité de soins psychiatriques. Il était également évoqué que, si cela ne devait pas être possible, des solutions appropriées devraient être trouvées afin que les patients puissent être orientés vers des unités de soins psychiatriques adéquatement équipées. Enfin, le CPT

---

<sup>19</sup> En 2001 ainsi qu'en 2009, la visite a porté plus particulièrement sur l'annexe psychiatrique et le quartier disciplinaire.

<sup>20</sup> La visite de 2009 effectuée à Bruges a porté spécifiquement sur « le quartier des mesures de sécurité particulières individuelles ».

<sup>21</sup> L'ensemble des rapports de visite ainsi que les réponses du gouvernement belge sont disponibles sur le site du CPT : <http://www.cpt.coe.int/fr/>

préconisait d'améliorer le régime de détention des mineurs incarcérés à Lantin et, le cas échéant, à Mons, à l'instar de ce qui avait été réalisé à la prison de Saint-Gilles.

S'inquiétant une nouvelle fois de la surpopulation en 2001, le CPT recommanda aux autorités belges de développer un plan global précis et chiffré de l'évolution de la population pénitentiaire en Belgique dans les 5 années à venir, en demandant que ce rapport fasse apparaître les différentes mesures envisagées pour juguler la surpopulation pénitentiaire et leur répercussion chiffrée estimée. Ainsi, pour la prison d'Anvers, le CPT procéda au rappel de la règle élémentaire « un détenu, un lit ». Dans ce même rapport de 2001, il était également attendu que l'administration pénitentiaire belge œuvre à l'accroissement et à la diversification des programmes d'activité à destination des détenus dans les prisons d'Anvers et d'Andenne. Dans le domaine des stupéfiants, il était également demandé que l'administration s'engage dans le développement d'une « stratégie d'assistance de l'ensemble des usagers de drogues en milieu carcéral », souhait déjà émis en 1993 et 1997. Enfin, le CPT souhaitait que la procédure d'attribution des congés pénitentiaires et des mesures de libération conditionnelle soit réévaluée. Selon le CPT, il convenait, en particulier, de prendre des mesures afin que les importants retards de traitement des demandes de libération conditionnelle soient comblés et que puisse être fixé un délai raisonnable pour l'examen des demandes de congés pénitentiaires.

On notera qu'en 2005, lors de la visite de la prison de Namur, le CPT, toujours inquiet par la surpopulation, émit une recommandation demandant que des mesures immédiates soient prises afin que les cellules de 9m2 de l'aile B de l'annexe psychiatrique n'hébergent pas plus de deux détenus. Le CPT soulignait à nouveau à l'occasion qu'il devait être « axiomatique » que chaque détenu dispose d'un lit.

Si la plupart de ces propositions (que nous avons sélectionnées dans l'ensemble des recommandations émises par le CPT) ne concernent pas directement le domaine de la classification, nous verrons ci-après que le contexte carcéral belge qu'elles révèlent, ainsi que les difficultés auxquelles les détenus et le personnel font face à l'intérieur des prisons, représentent une donnée irréductible de cette problématique<sup>22</sup>.

En 2009 cependant, le rapport de visite renvoie, outre aux problématiques générales habituelles de la surpopulation, de l'état et de l'occupation des cellules des établissements visités, à deux questions qui apparaissent cette fois en relation directe avec le domaine de la classification. La première de ces questions concerne l'orientation des détenus vers la prison de Tilburg, prison située aux Pays-bas et au sein de laquelle les autorités belges ont loué 500 places à destination de détenus masculins d'expression flamande incarcérés en Belgique. Si le CPT estime prématuré de s'exprimer sur ce nouveau procédé, il soulève néanmoins la question du consentement des détenus à leur transfèrement vers Tilburg. Constatant qu'« il apparaît que le transfèrement des détenus [vers Tilburg] ne requiert nullement leur consentement », le CPT recommande l'application du principe<sup>23</sup> selon lequel le transfèrement des détenus vers un autre pays doit être soumis « à leur consentement express ». La seconde de ces questions concerne l'envoi des détenus vers des quartiers réservés à l'exécution des

---

<sup>22</sup> Les rapports de visites du CPT sont régulièrement mobilisés par la Cour européenne des droits de l'Homme. Voyez récemment en ce qui concerne la Belgique, l'arrêt Riad et Idiab c. Belgique du 24 janvier 2008, § 55 et suivants. L'affaire portait sur la détention de personnes en séjour irrégulier.

<sup>23</sup> Principe repris dans la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées qui prévoit dans ce type de cas, dans son article 7, explicitement l'accord des trois parties (Etat demandeur, Etat receveur et détenu concerné).

mesures de sécurité particulières individuelles. En effet, suite à la visite de la prison de Bruges, le CPT s'interroge sur le type de personnes envoyées vers ces quartiers. Reprenant les critères initiaux selon lesquels ces quartiers sont « spécifiquement destinés à l'hébergement des détenus masculins condamnés difficilement maîtrisables, parce que présentant des problèmes comportementaux extrêmes et persistants, s'accompagnant d'agressivité envers les membres du personnel et les codétenus », le CPT en visite à Bruges s'étonne de voir détenus dans ce quartier, des personnes qui ne correspondent pas à ces critères. Se prononçant dès lors directement sur un problème de classification, le CPT appelle l'Etat belge à ne pas détourner ce type de quartier de ses objectifs initiaux en y orientant, par exemple, des détenus dits « de haute sécurité ». Il souligne en outre l'importance de prévoir des « unités tampons » permettant d'atténuer le choc du retour, au terme de ce type de détention particulières, vers « des conditions normales » d'incarcération. S'il est ici prématuré de commenter ces recommandations, précisons toutefois que nous verrons ultérieurement combien la mise en exergue, par le CPT, de ces deux thématiques, est propre à soulever un ensemble d'interrogations sur le système de classification ayant cours en Belgique ainsi que sur les critères qui y président.

#### *1.4. Les recommandations du Conseil de l'Europe*

Au niveau du Conseil de l'Europe, le Comité des ministres est un organe actif en matière pénitentiaire. Celui-ci adopte régulièrement des recommandations concernant le domaine carcéral dont le contenu, bien que substantiel, n'a pas force contraignante. Il n'en demeure pas moins, comme le souligne M. A. Beernaert, que « ces recommandations reflètent malgré tout un consensus politique des Etats membres du conseil de l'Europe quant aux principes qui devraient inspirer leurs législations et leurs pratiques. En ce sens, elles constituent une référence qui devrait tout à la fois guider l'interprétation du droit existant et déterminer parfois l'adoption de règles nouvelles » (Beernaert, 2007 : 22-23).

Parmi ces recommandations, on retiendra tout particulièrement la *Recommandation sur les règles pénitentiaires européennes R (2006) 2* (qui remplace la recommandation antérieure R (87) 3).

Au sein de ce texte volumineux et détaillé (pas moins de 108 règles subdivisées en divers points), on trouve, outre un ensemble de principes fondamentaux relatifs à la privation de liberté, des dispositions concernant l'organisation de la vie carcérale, la situation des détenus, la formation ainsi que les activités du personnel. Ce texte, inspiré des règles minima des Nations unies pour le traitement des détenus (voir infra), nous est apparu intéressant car la classification et l'orientation des détenus vers les établissements pénitentiaires y occupent une place particulière. Cette orientation, envisagée dès l'incarcération est conçue selon un modèle qui se rapproche du système correctionnel canadien que nous avons étudié précédemment. La notion de risques (règles 51 et 52) y côtoie de près celle de besoins (règle 25. 3) et un principe de plan de détention y est consacré à travers la notion de « *projet d'exécution des peines* » (règle 103. 3).

La notion de besoin est cependant définie sommairement (règle 25. 1): il s'agit laconiquement des « *besoins sociaux des détenus* ». Elle est toutefois directement associée à l'idée de régime pénitentiaire et à l'offre de programme durant la détention, offre de programme dont il est attendu qu'elle soit « *équilibrée* ».

Concernant la notion de risques, le texte est plus éloquent et distingue ce qui relève de la *sécurité* par rapport aux éléments relatifs à la *sûreté*.

Au niveau de la sécurité, celle-ci est envisagée dans ses composantes « *physiques et techniques* » mais aussi « *dynamiques* », en référence à l'activité du personnel pénitentiaire et à sa connaissance du détenu (règle 51. 2). Le point 51. 3 énonce dès lors que « *Aussi rapidement que possible après son admission, chaque détenu doit être évalué afin de déterminer : a. le risque qu'il ferait peser à la collectivité en cas d'évasion ; b. la probabilité qu'il tente de s'évader seul ou avec l'aide de complice extérieurs* ». L'instauration d'un processus d'évaluation initiale et de détermination du profil de risques du détenu à l'égard du monde extérieur apparaît dès lors en filigrane de cette disposition. La règle 51. 4 énonce quant à elle que « *chaque détenu est ensuite soumis à un régime de sécurité correspondant au niveau de risque identifié* », ce qui sous entend la mise en œuvre de modalités de classification sur base de ce critère. Enfin, la règle 51. 5. préconise que « *le niveau de sécurité nécessaire doit être réévalué régulièrement pendant la détention de l'intéressé* ».

Le processus d'évaluation est similaire au niveau de la sûreté, mais concerne davantage des variables internes à la prison: la règle 52. 1 réaffirme le principe d'évaluation initiale et recommande que « *Aussi rapidement que possible après son admission, chaque détenu doit être évalué afin de déterminer s'il pose un risque pour la sécurité des autres détenus, du personnel pénitentiaire ou des personnes travaillant dans la prison ou la visitant régulièrement, ainsi que pour établir s'il présente un risque pour lui-même* ».

Dans des circonstances exceptionnelles, des « *mesures spéciales de haute sécurité ou de sûreté* » peuvent être prévues et sont organisées par la règle 53. 1. On retiendra cependant que, selon la règle 53. 6 « *ces mesures doivent être appliquées à des individus et non à des groupes de détenus* ». Cette disposition semble exclure, au sein d'un établissement, la création d'une catégorie spécifique de détenus au départ de cette caractéristique ou d'une section qui leur serait réservée.

Aux côtés de cette première évaluation des risques prennent place d'autres critères concrets de classification initiale des détenus, énoncés par la recommandation R (2006) 2. Ainsi, la règle 17 veut que « *1. Les détenus doivent être répartis autant que possible dans des prisons situées près de leur foyer ou de leur centre de réinsertion sociale. 2. La répartition doit aussi prendre en considération les exigences relatives à la poursuite des enquêtes pénales, à la sécurité et à la sûreté, ainsi que la nécessité d'offrir des régimes appropriés à tous les détenus* ». Le point 3 de la règle 17 introduit l'idée que « *Dans la mesure du possible les détenus doivent être consultés concernant leur répartition initiale et concernant chaque transfèrement ultérieur d'une prison à l'autre* ».

Concernant l'orientation en cellule, la règle 18, après avoir énoncé un ensemble d'exigences à respecter quant à la dignité humaine dans l'aménagement des lieux de détention (espace, hygiène, aération, lumière, chauffage etc.), préconise en son point 4 que, « *Le droit interne doit prévoir des mécanismes garantissant que le respect de ces conditions minimales ne soit pas atteint à la suite du surpeuplement carcéral* ». Autre aspect important, le texte consacre, par le truchement de la règle 18. 5, le principe de l'enfermement (nocturne) individuel en précisant que « *Chaque détenu doit en principe être logé pendant la nuit dans une cellule individuelle, sauf lorsqu'il est considéré comme préférable pour lui qu'il cohabite avec d'autres détenus* ». Les règles 18. 6 et 18. 7 déterminent que « *6. Une cellule doit être partagée uniquement si elle est adaptée à un usage collectif et doit être occupée par des*



*détenus reconnus aptes à cohabiter. 7. Dans la mesure du possible les détenus doivent pouvoir choisir avant d'être contraints de partager une cellule pendant la nuit ».*

Enfin, le texte envisage la répartition des détenus dans « *une prison ou une partie de prison particulière* » en tenant compte de la nécessité de séparer certaines catégories de détenus (règle 18. 8) :

- « a. les prévenus des détenus condamnés ;*
- b. les détenus de sexe masculin des détenus de sexe féminin ; et*
- c. les jeunes adultes des détenus plus âgés ».*

Des dérogations à ce principe de séparation sont prévues « *afin de permettre [aux détenus] de participer ensemble à des activités organisées* ». Le texte préconise cependant l'obligation de maintenir les séparations durant la nuit, à moins du consentement des intéressés et de l'inscription d'une telle mesure dans leur intérêt propre (règle 18. 9).

A la lecture de ces diverses dispositions, on se rend compte que le Comité des ministres, par cette recommandation, établit un lien direct entre la répartition des détenus vers et dans les établissements pénitentiaires avec la notion de régime. En effet, la règle 104. 1 énonce que « *dans la mesure du possible et sous réserve des exigences de la règle 17, une répartition des différentes catégories de détenus entre diverses prisons ou des parties distinctes d'une même prison doit être effectuée pour faciliter la gestion des différents régimes* ». Le texte est cependant peu explicite quant aux diverses formes que peuvent revêtir ces régimes que l'on devine diversifiés et fondés sur une gestion conjointe des risques et des besoins.

Pour terminer, le texte consacre une partie VII au statut des prévenus, nécessairement séparés des condamnés et pour lesquels la règle 96 prévoit un enfermement individuel sauf « *s'il est préférable qu'ils cohabitent avec d'autres prévenus ou si le tribunal a ordonné des conditions spécifiques d'hébergement* ».

Si nous nous avons autant détaillé le contenu de cette recommandation particulière, c'est, nous allons le remarquer, parce qu'elle constitue le document officiel le plus important et le plus précis que nous avons découvert concernant le processus de classification et les critères qui y président. Dans le domaine des recommandations faites aux Etats membres du Conseil de l'Europe, il importe toutefois de compléter la lecture de cette recommandation générale avec des recommandations à portée plus réduite telles que :

- la recommandation n°R (82) 17 relative à la détention et au traitement des détenus dangereux ;
- la recommandation R n° (99) 22 concernant le surpeuplement des prisons et l'inflation carcérale
- la recommandation R (2003) 23 concernant la gestion par les administrations pénitentiaires des condamnés à perpétuité et des autres détenus de longue durée.

Enfin, on soulignera au passage l'existence de diverses recommandations émises par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe concernant la situation des prisons et des maisons d'arrêt en Europe. Parmi ces textes, on retiendra le projet de création d'une « *Charte pénitentiaire européenne* » adopté par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe lors de sa séance plénière du 27 avril 2004. Ce texte, qui devait se fonder sur les conclusions d'un rapport d'initiative parlementaire et qui visait à instaurer une convention pénitentiaire relative aux conditions de détention dans les pays membres n'a pas vu le jour en tant que tel, le Comité des Ministres préférant s'en tenir aux instruments existants et mettre à jour les règles

pénitentiaires européennes. C'est donc dans le texte R (2006) 2 que nous venons d'examiner, que l'on trouve le projet le plus abouti de fixation de règles de détention qui devrait permettre d'assurer à toute personne privée de liberté dès le moment de son arrestation, la dignité, l'accès et la garantie à un jugement équitable ainsi que des conditions de détention respectueuses des droits humains fondamentaux.

## 2. Les Nations unies

A un niveau supra européen, de nombreuses dispositions sont également adoptées par les Nations Unies en vue de la protection des droits humains et des libertés fondamentales, dispositions qui trouvent à s'appliquer dans le domaine pénitentiaire. Nous retiendrons ici deux conventions élaborées sous l'auspice des Nations unies ainsi que diverses dispositions susceptibles de représenter des instruments de référence pour les législations nationales.

### 2.1. *Le pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966*<sup>24</sup>

Ce texte, à l'instar de la CEDH, est de portée générale et trouve à s'appliquer à divers égards en matière pénitentiaire. Il instaure cependant, de manière précise, dans son article 10, deux principes fondamentaux de classification, à savoir la séparation entre détenus à titre préventif et détenus condamnés et la séparation entre *jeunes* et *adultes*. Il évoque également la notion de régime pénitentiaire et indexe les objectifs de l'incarcération aux principes de l'amendement et du reclassement.

#### **Art. 10**

*« 1. Toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine.*

*2.*

*a) Les prévenus sont, sauf dans des circonstances exceptionnelles, séparés des condamnés et sont soumis à un régime distinct, approprié à leur condition de personnes non condamnées;*

*b) Les jeunes prévenus sont séparés des adultes et il est décidé de leur cas aussi rapidement que possible.*

*3. Le régime pénitentiaire comporte un traitement des condamnés dont le but essentiel est leur amendement et leur reclassement social. Les jeunes délinquants sont séparés des adultes et soumis à un régime approprié à leur âge et à leur statut légal. »*

### 2.2. *La Convention contre la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains et dégradants du 10 décembre 1984*<sup>25</sup>

Cette convention évoque également un ensemble de principes généraux garantissant le respect des droits fondamentaux qui trouvent à s'appliquer en matière pénitentiaire. Au niveau supra-européen, la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines et traitement cruels, inhumains et dégradants instaure un Comité contre la torture (« CAT »), composé de dix membres élus et dont le rôle est de contrôler l'application de la Convention en droit interne auprès des parties contractantes et de rédiger des rapports généraux. Ces rapports sont cependant moins développés que ceux qui sont réalisés par le CPT, dans la mesure où, à l'inverse de ce dernier, le CAT n'effectue aucune visite sur le territoire des Etats parties à la Convention.

<sup>24</sup> Approuvée en droit belge par la loi du 15 mai 1981 (*M. B.*, 6 juillet 1983).

<sup>25</sup> Approuvée en droit belge par la loi du 9 juin 1999 (*M. B.*, 28 octobre 1999).

Les plus récentes observations émises à l'égard de la Belgique par le CAT datent de mai 2003 et janvier 2009. Retenons qu'en 2003, le comité avait manifesté à l'époque sa préoccupation pour divers aspects problématiques du système carcéral belge dont « l'absence de liste limitative d'infractions disciplinaires dans les prisons et l'absence de recours effectif mis à disposition du détenu contre la décision disciplinaire prise à son encontre ». Etait également soulignée « l'insuffisance de la formation dont bénéficie le personnel de l'administration pénitentiaire, y compris le personnel médical, en particulier en ce qui concerne l'interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants, due, en particulier, à la faiblesse des moyens financiers dégagés à cet effet ». Le CAT avait à cet égard recommandé à la Belgique « de moderniser de toute urgence son droit pénitentiaire, en particulier en définissant le statut juridique des détenus, en clarifiant le régime disciplinaire en prison, et en garantissant le droit des détenus de porter plainte et de recourir efficacement contre la sanction disciplinaire dont ils font l'objet, devant un organe indépendant et rapidement accessible ». On remarquera qu'à l'époque, la loi de principes n'avait pas encore été votée. En 2009, tout en félicitant la Belgique des progrès réalisés, prenant notamment note avec satisfaction de l'adoption de la Loi de principes du 12 janvier 2005 et de la mise en place de ce fait d'un cadre légal pour le régime d'exception, le Comité dit rester préoccupé par le fait qu'un droit de recours du détenu ne soit pas encore en vigueur, et par les allégations reçues selon lesquelles il apparaît que la procédure n'est pas respectée, que les détenus ne sont pas auditionnés sur l'opportunité des mesures et que les auditions ont lieu sans interprète et sans avocat. Il dit par ailleurs rester préoccupé par la surpopulation pénitentiaire, les mauvaises conditions de détention et le sort réservé aux déficients mentaux. Il recommande à cet égard d'une part l'institution d'un mécanisme national chargé de conduire des visites régulières sur les lieux de détention afin de prévenir la torture ou tous les traitements cruels, inhumains ou dégradants, et d'autre part la mise en place de mesures alternatives à l'augmentation de la capacité carcérale.

Beernaert (2007 : 24) souligne en outre que la Belgique ayant reconnu une compétence de contrôle au CAT, celui-ci peut « recevoir et examiner des communications présentées par ou pour le compte de particuliers qui se prétendent victimes d'une violation de la Convention ». Cette compétence, qui mériterait un examen plus approfondi (notamment par l'examen des éventuelles contestations émises par des particuliers à l'égard de décisions relatives à la classification pénitentiaire) apparaît importante dans le cadre des possibilités de recours susceptibles d'être mobilisées à l'encontre de l'administration pénitentiaire belge.

### *2.3. Dispositions diverses*

Enfin, on relèvera l'existence d'instruments de référence en matière des droits de l'Homme, dont un grand nombre concernent l'administration de la Justice et la protection des personnes soumises à la détention et à l'emprisonnement. Ces instruments ne représentent pas des traités internationaux au sens formel du terme, et ne sont dès lors pas soumis à la ratification des Etats. En tant que recommandations émanant d'organes internationaux, ils représentent cependant des lignes directrices intéressantes dont pourrait s'inspirer la Belgique dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique pénitentiaire soucieuse du respect de garanties fondamentales. Concernant la classification, on remarquera que ces règles apparaissent plus explicites que les dispositions examinées ci-dessus qui énonçaient davantage des principes généraux. Parmi ces instruments de référence, nous retiendrons tout particulièrement trois textes, directement consacrés aux conditions de détention des personnes privées de liberté.

a) L'ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, adopté par le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à Genève en 1955 et approuvé par le Conseil économique et social dans ses résolutions 663 C (XXIV) du 31 juillet 1957 et 2076 (LXII) du 13 mai 1977

Sont énoncées, dans cet ensemble de règles, des dispositions générales relatives à l'incarcération : principe de normalisation, d'individualisation, idéal de réinsertion etc. On y trouve également des dispositions relatives à la classification. Ainsi, la séparation des détenus par catégories est envisagée sous le point 8. Outre l'habituelle séparation entre prévenus et condamnés, le texte prévoit tout d'abord de se fonder sur des critères de genre, d'âge, mais également des critères liés au parcours judiciaire (notamment antécédents), aux motifs de la détention, ou aux nécessités du traitement.

*« 8. Les différentes catégories de détenus doivent être placées dans des établissements ou quartiers d'établissements distincts, en tenant compte de leur sexe, de leur âge, de leurs antécédents, des motifs de leur détention et des exigences de leur traitement. C'est ainsi que :*

- a) Les hommes et les femmes doivent être détenus dans la mesure du possible dans des établissements différents; dans un établissement recevant à la fois des hommes et des femmes, l'ensemble des locaux destinés aux femmes doit être entièrement séparé;*
- b) Les détenus en prévention doivent être séparés des condamnés;*
- c) Les personnes emprisonnées pour dettes ou condamnées à une autre forme d'emprisonnement civil doivent être séparées des détenus pour infraction pénale;*
- d) Les jeunes détenus doivent être séparés des adultes. »*

En outre, ce texte préconise explicitement sous le point 9 un principe d'enfermement monocellulaire autorisant des exceptions moyennant une sélection « soigneuse » des détenus.

*« 9. 1) Les cellules ou chambres destinées à l'isolement nocturne ne doivent être occupées que par un seul détenu. Si pour des raisons spéciales, telles qu'un encombrement temporaire, il devient nécessaire pour l'administration pénitentiaire centrale de faire des exceptions à cette règle, on devra éviter de loger deux détenus par cellule ou chambre individuelle.*

*2) Lorsqu'on recourt à des dortoirs, ceux-ci doivent être occupés par des détenus soigneusement sélectionnés et reconnus aptes à être logés dans ces conditions. La nuit, ils seront soumis à une surveillance régulière, adaptée au type d'établissement considéré. »*

Enfin, sous les points 67 à 69, le thème de la classification et de l'individualisation est abordé tout à fait explicitement, faisant d'ailleurs l'objet d'un titre distinct. Le concept central de ces dispositions est celui de la « séparation », en vue de limiter les effets d'influence d'un enfermement collectif.

*« 67. Les buts de la classification doivent être :*

- a) D'écarter les détenus qui, en raison de leur passé criminel ou de leurs mauvaises dispositions, exerceraient une influence fâcheuse sur leurs codétenus;*
- b) De répartir les détenus en groupes afin de faciliter leur traitement en vue de leur réadaptation sociale.*

68. *Il faut disposer, dans la mesure du possible, d'établissements séparés ou de quartiers distincts d'un établissement pour le traitement des différents groupes de détenus.*

69. *Dès que possible après l'admission et après une étude de la personnalité de chaque détenu condamné à une peine ou mesure d'une certaine durée, un programme de traitement doit être préparé pour lui, à la lumière des données dont on dispose sur ses besoins individuels, ses capacités et son état d'esprit. »*

Ce texte se distingue donc par l'assignation de buts précis à la classification et par l'exigence explicite de mise en œuvre d'une étude de personnalité du détenu dès son admission.

b) L'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 43/173 du 9 décembre 1988

Ce texte général contient également certaines dispositions propres à orienter les systèmes de classification pénitentiaires nationaux, notamment par la mise en exergue de l'importance de la notion de résidence. Ainsi, le principe 20 énonce que « *Si une personne détenue ou emprisonnée en fait la demande, elle sera placée, si possible, dans un lieu de détention ou d'emprisonnement raisonnablement proche de son lieu de résidence habituel.* »

Comme la quasi-totalité des textes que nous avons examinés, ce document renvoie également, dans le principe 8, à la distinction prévenus / condamnés en énonçant que « *Les personnes détenues sont soumises à un régime approprié à leur condition de personnes non condamnées. Elles sont donc, chaque fois que possible, séparées des personnes emprisonnées.* »

c) Les principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/111 du 14 décembre 1990

Ce texte représente un énoncé, en dix courts points, d'un ensemble de normes fondamentales relatives au traitement des détenus dans le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux, principes que l'on peut par ailleurs retrouver dans d'autres textes tels la CEDH. On notera cependant que le point 7 prévoit que « *Des efforts tendant à l'abolition du régime cellulaire ou à la restriction du recours à cette peine doivent être entrepris et encouragés* », reléguant par là la prison à un statut de remède ultime et favorisant *a contrario* l'adoption de réponses « non cellulaires ». La classification ne fait pas l'objet de disposition particulière dans ce texte à portée très générale.

\*

\*\*

Au terme de ce rapide examen, on constate que le droit international fournit un ensemble de repères intéressants permettant d'orienter la pratique de classification pénitentiaire en Belgique. Outre les critères de genre, d'âge et de situation légale (prévenu/condamné) on retiendra en particulier la dualité de l'évaluation de la situation du détenu portant à la fois sur les risques et sur les besoins. Aux côtés de cette *summa divisio*, des critères plus spécifiques apparaissent également : la proximité avec le foyer, les lieux d'insertion sociale ou de la résidence habituelle, l'offre de régime approprié, le motif de la détention ainsi que la facilitation du traitement.

La règle de l'enfermement individuel semble s'imposer dans divers textes comme principe général, même s'il souffre d'un ensemble d'exceptions, vraisemblablement inspirées par une conception plus pragmatique de la détention et des ressources disponibles sur le terrain. La consultation du détenu quant à son lieu d'incarcération est également envisagée mais admet également des exceptions. On remarquera enfin que, si des distinctions sont opérées au départ de la situation judiciaire des détenus, aucune référence n'est faite à la longueur de la peine, critère qui pourtant, nous le verrons plus loin, a tendance à s'imposer dans la pratique belge.

## CHAPITRE 2. LES DISPOSITIONS NATIONALES

En Belgique, la base réglementaire relative à la classification pénitentiaire est relativement sommaire. Le texte le plus récent abordant cette question est sans conteste la loi de principes du 12 janvier 2005<sup>26</sup>, mais celle-ci aborde ce domaine de manière très limitée. Afin d'avoir davantage de détails sur les lignes directrices qui orientent cette pratique, il y a donc lieu de compléter la lecture de la loi de principes par le Règlement général des établissements pénitentiaires<sup>27</sup> ainsi que par les circulaires émanant du Ministre de la Justice ou du Directeur général des établissements pénitentiaires.

### 1. La loi de principes

L'adoption de la loi de principes, en Belgique, représente l'aboutissement d'un long processus qui s'est étendu sur presque dix ans<sup>28</sup>. Cette disposition importante constitue aujourd'hui le principal cadre normatif ayant la prison pour objet spécifique et devrait mettre fin à une situation où, comme le souligne Ph. Mary (2006 :5) « depuis toujours, c'est le pouvoir exécutif, ministre ou administration, qui, par voie d'arrêtés ou de circulaires, a organisé l'administration pénitentiaire et les diverses facettes de l'exécution des peines privatives de liberté ». L'entrée en vigueur de ce texte volumineux, conditionnée à l'adoption d'arrêtés royaux d'exécution (voir art. 180), n'est cependant pas encore acquise plus de six ans après son adoption. A ce jour, huit arrêtés d'exécution (dont les derniers datent d'avril 2011) ont été pris aux fins de la mise en vigueur des articles 1 à 3, 4 à 6, 8 à 13, 16, 19, 42, 44, 45, 46, 47, 53 à 56, 58 à 70, 72§1, 76 à 80, 98, 103, 121 à 134 §1 et 3, 135 à 146, 167§1 et 4, 180. La mise à exécution du reste de la loi est pour l'instant en suspens. En outre, la loi du 24 juillet portant des dispositions diverses<sup>29</sup> donne tout lieu de craindre un allongement des délais de mise en application de la loi de principes. Ce texte récent a pour effet d'allonger le délai de mise en application d'une loi à laquelle la loi de principes est fondamentalement liée, à savoir la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine. Le délai d'exécution concernant certaines dispositions de ce texte, initialement prévu pour 2009, est aujourd'hui reporté à 2012.

---

<sup>26</sup> Loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration des établissements pénitentiaires ainsi que le statut juridique des détenus, *M. B.*, 1<sup>er</sup> février 2005 (ci après dénommée « loi de principes » ou encore « loi pénitentiaire »).

<sup>27</sup> Arrêté Royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires, *Moniteur Belge*, 25 mai 1965.

<sup>28</sup> Pour une approche du processus d'aboutissement de la loi et de ses principes généraux, voir en particulier Mary, 2006 ; Seron, 2006.

<sup>29</sup> Loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses, *M. B.* 7 août 2008.

Cette situation est propre à maintenir un certain doute quant à la mise en œuvre définitive de la loi de principes et fait de surcroît courir le risque d'amoindrir sa portée symbolique, pourtant fondamentale au moment de son adoption (compte tenu de la situation parfois problématique des prisons en Belgique). Dans la matière qui nous intéresse ici, à savoir la classification des détenus et la question des régimes, aucune disposition n'a encore été mise en vigueur. On remarquera par ailleurs que dans ce domaine, la loi est relativement sommaire et délègue au Roi la fixation des paramètres concrets d'une procédure de classification pénitentiaire et de ses critères. Il n'en demeure pas moins que « l'esprit de la loi » n'est pas une simple formule lorsqu'on se réfère à la loi de principes et que celui-ci peut être convoqué pour envisager un domaine tel que celui de la classification. Fruit d'un consensus politique reposant sur le travail et le débat de nombreux acteurs scientifiques, administratifs et politiques, la loi de principes propose à la réflexion bien plus que le texte qu'elle énonce. Elle entend véritablement défendre une certaine conception de l'incarcération et du respect des garanties qui doivent accompagner la privation de liberté en Belgique et qui peuvent guider un ensemble de décisions prises dans ce domaine.

### *1.1. L'importance de la fixation préalable d'objectifs à la classification*

Layton MacKenzie *et al.* (1988) soulignent que la classification, en milieu pénitentiaire, peut poursuivre quatre objectifs différents : le *management* (à travers, notamment, la gestion des risques et la réduction des coûts), le *traitement* (par l'adoption de programmes « thérapeutiques » adaptés à certains profils de détenus<sup>30</sup>), la « *compréhension* » (c'est-à-dire une meilleure connaissance des conduites et des comportements des condamnés en détention ou hors des murs) ainsi que la *prédiction* (en termes de réinsertion ou, plus prosaïquement, de récidive). On notera qu'aux côtés de ces quatre objectifs, Bench et Allen (2003 : 371) identifient l'importance considérable accordée à la notion de sécurité et les liens ambigus que celle-ci entretient avec la fonction de « punition ».

Si ces objectifs ne s'excluent pas mutuellement, ils peuvent toutefois entrer en concurrence, ce qui accroît l'importance d'identifier l'effet principal attendu de l'adoption d'un système de classification élaboré. En effet, selon que l'on assigne à celui-ci l'un ou l'autre but privilégié, les principes qui le régissent et les acteurs qui en sont les artisans sont loin d'être identiques, de même que les outils qui permettent de le mettre en œuvre. Par exemple, dans une perspective essentiellement punitive, un bon nombre de systèmes de classification nord-américains assignent automatiquement certains condamnés à des régimes de sécurité maximale en raison de la nature de leurs délits (par exemple, l'homicide). Ce choix s'opère en dépit du fait que, en milieu carcéral, ce type de condamnés pose généralement peu de problèmes disciplinaires ou de sécurité interne (Flanagan, 1983). Alors qu'ils devraient faire l'objet d'un système « souple » en termes de management, on privilégie une réponse « dure » en termes de punitivité. Une clarification des fondements théoriques et/ou empiriques qui sous-tendent le système adopté représente donc un enjeu important de toute entreprise de classification. Nous allons cependant voir que, en Belgique, la définition préalable de ces enjeux demeure, pour l'instant, à un stade relativement sommaire.

L'organisation d'un système de classification en Belgique s'apparente en effet, depuis les années 1980, à une figure d'Arlésienne. Ayant fait l'objet de divers groupes de travail et de plusieurs projets jamais aboutis, on aurait pu espérer que la loi de principes allait faire œuvre créative en proposant, non seulement une procédure d'évaluation initiale d'orientation des

---

<sup>30</sup> La délinquance sexuelle et la consommation de stupéfiants sont les exemples les plus fréquemment cités par la littérature, mais ne représentent pas pour autant des catégories exclusives.

détenus entrants mais aussi les prémisses d'un véritable système de classification et des critères pour le fonder. A la lecture du texte de la loi, on constate rapidement qu'il n'en est rien et que celui-ci se révèle peu bavard à ce sujet. Rien n'est dit sur les objectifs poursuivis dans le cadre de l'orientation des détenus vers et dans les établissements pénitentiaires. Il importe cependant de rapporter les objectifs d'une classification pénitentiaire que la loi permet d'envisager -et appelle tout de même implicitement- aux objectifs fondamentaux retenus au terme des débats pour l'ensemble du texte.

### *1.2. Les objectifs de la classification au regard de la loi de principes*

Le premier des principes soutenus par la loi pénitentiaire est fondateur : le statut juridique du détenu repose sur une conception de la peine selon laquelle les effets préjudiciables « évitables » de la détention doivent être limités. L'article 6 de la loi énonce expressément ce principe.

*Art. 6. § 1er. Le détenu n'est soumis à aucune limitation de ses droits politiques, civils, sociaux, économiques ou culturels autre que les limitations qui découlent de sa condamnation pénale ou de la mesure privative de liberté, celles qui sont indissociables de la privation de liberté et celles qui sont déterminées par ou en vertu de la loi.*

*§ 2. Durant l'exécution de la peine ou mesure privative de liberté, il convient d'empêcher les effets préjudiciables évitables de la détention.*

Il s'agit comme le souligne Ph. Mary, d'un objectif prioritaire « qui prend acte du caractère éminemment négatif de la privation de liberté (pour le condamné, pour son entourage, sa victime, la société) et de la nécessité de le limiter au maximum » (Mary, 2006 : 11). D'autres principes importants vont en découler : le respect de la dignité humaine (art. 5), la promotion de la concertation et de la participation (art. 7) ou encore, l'idée plus générale de normalisation des conditions carcérales, c'est-à-dire l'établissement de conditions de vie qui se distinguent le moins possible du monde extérieur et qui permettent de maintenir le contact avec celui-ci.

Le second principe fondamental soutenu par la loi pénitentiaire – la réparation- que Ph. Mary qualifie de « plus novateur » (Mary, 2006 : 12), est quant à lui en parfaite concordance avec les évolutions récentes de l'administration de la justice pénale en Belgique. Inscrire la réparation dans la loi de principes comme arrière-fond de la sanction c'est en effet se situer dans la lignée de toute une série de réformes qui ont notamment eu pour but de faire place à la victime dans le processus pénal en la considérant comme un véritable acteur de celui-ci<sup>31</sup>. On notera au passage, toujours à l'instar de Ph. Mary, que le modèle de justice réparatrice qui fonde en partie ce type de dispositions encourage vivement le développement de processus de résolution des conflits qui favorisent la négociation et la restauration des liens sociaux. Dans cette conception contemporaine de la pénalité, la réparation se situe d'ailleurs en relation directe avec le troisième objectif fondamental promu par la loi de principes, plus traditionnel sans doute, qui est celui de la réinsertion. La réinsertion a depuis quelques décennies en effet, pris la suite des objectifs traditionnels de la peine qu'étaient l'amendement, la rééducation ou la réadaptation par la voie du traitement. L'art. 9 § 2 de la loi de principes opère l'association

---

<sup>31</sup> On ne retiendra ici pour exemple que l'importance accordée à la victime dans la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine (*M. B.* 15 juin 2006).



entre les concepts de réparation et de réinsertion, en les situant conjointement comme fondements de l'exécution de la peine.

*Art. 9. § 2. L'exécution de la peine privative de liberté est axée sur la réparation du tort causé aux victimes par l'infraction, sur la réhabilitation du condamné et sur la préparation, de manière personnalisée, de sa réinsertion dans la société libre.*

Enfin, on soulignera que la notion d'ordre et de sécurité occupent sans surprise une place importante dans la loi de principes. Davantage érigées en arrière fond de la peine que comme objectif de celle-ci, ces notions vont sans cesse s'imposer dans l'organisation carcérale. Ainsi, l'art. 5 §2 situé sous le titre « principes généraux fondamentaux » énonce que « *Durant l'exécution de la peine ou mesure privative de liberté, il est veillé à la sauvegarde de l'ordre et de la sécurité* ». L'article 105 énonce cependant que « *Le maintien de l'ordre et de la sécurité implique une interaction dynamique entre le personnel pénitentiaires et les détenus, d'une part, et un équilibre entre les moyens techniques mis en oeuvre et un régime de détention constructif, d'autre part. Les obligations et restrictions de droits imposées au détenu en vue du maintien de l'ordre et de la sécurité doivent être proportionnées à ces objectifs, tant par leur nature que par leur durée (...)* ».

Parmi l'ensemble de ces objectifs, l'idée de participation du détenu à son parcours de détention prend toute sa dimension à l'occasion de l'instauration, par la loi pénitentiaire, d'un « *plan de détention individuel* » élaboré en concertation avec le condamné. Ce plan de détention, selon l'article 38 §3 de la loi, « *contient une esquisse du parcours de détention et, le cas échéant, des activités axées sur la réparation notamment du tort causé aux victimes. Le plan de détention contient aussi des avis éventuels concernant des transferts qui peuvent raisonnablement être prévus pour le condamné compte tenu de la durée des peines prononcées, des critères d'application de modalités particulières d'exécution et de libération anticipée ou de la date de la libération définitive* ». On notera que ce plan contient explicitement des propositions d'activités auxquelles le détenu participera, tels des programmes d'enseignement, d'encadrement psychosocial, de traitement, de travail etc.

Ce plan de détention apparaît sans conteste comme l'un des piliers de la loi de principes. L'art. 9 § 3 de la loi l'associe d'ailleurs aux objectifs fondamentaux que nous venons d'énoncer :

*Art. 9 § 3. Le condamné se voit offrir la possibilité de collaborer de façon constructive à la réalisation du plan de détention individuel visé au titre IV, chapitre II, lequel est établi dans la perspective d'une exécution de la peine privative de liberté qui limite les effets préjudiciables, est axée sur la réparation et la réinsertion, et se déroule en sécurité.*

Dans la perspective de la classification, le plan de détention revêt une importance non négligeable car il permet d'éclairer en partie les objectifs de celle-ci au regard des principes que nous venons d'évoquer. En effet, l'orientation du détenu vers l'une ou l'autre prison va avoir, compte tenu des ressources différentielles des établissements, un impact important sur la conduite de ce plan et sur les perspectives offertes au détenu. Le silence de la loi sur les objectifs et les modalités concrètes de la classification en Belgique laissent cependant planer un certain doute : la classification doit-elle être mise au service du plan de détention tel qu'il est envisagé par la loi et conçu pour (et avec) le détenu dès sa condamnation, ou, au contraire, l'orientation d'un détenu vers un établissement particulier va-t-elle être propre à influencer la teneur de ce plan et les objectifs qui vont y figurer (au risque d'y faire obstacle en cas de

transfert inopiné du détenu vers un autre établissement)? En prévoyant la possibilité de suggérer des transferts dans le plan de détention (et donc, d'influer sur la classification), l'article 38 § 3 que nous avons déjà cité semble suggérer, de manière assez logique, que c'est la classification qui doit être mise au service du plan de détention plutôt que d'en représenter un cadre restrictif. Les objectifs de la classification seraient dès lors indexés aux objectifs du plan de détention.

La question mérite cependant d'être posée et est d'autant plus cruciale que les dispositions de la loi relatives au plan de détention ne sont pas encore en application et que tout reste à faire dans ce domaine. Nous verrons en outre que la situation actuelle de surpopulation, représente actuellement un obstacle important à l'application de critères cohérents de classification. La classification et le plan de détention sont dès lors deux domaines « en chantier » qui vont devoir faire l'objet, dans le futur, d'un investissement important de la part de l'administration pénitentiaire. Compte tenu de leur influence mutuelle, il conviendrait dès lors d'envisager conjointement ces deux problématiques.

En outre, si l'on peut se réjouir que la mise en œuvre du plan de détention pour les détenus incarcérés est aujourd'hui une obligation légale et devra donc voir le jour à un moment ou à un autre, on regrettera qu'aucune disposition n'ait prévu de contraindre l'administration à envisager de rationaliser les processus de classification autour d'un modèle homogène (et surtout à le faire au regard du plan de détention). Or, il nous apparaît tout à fait clair au terme de nos démarches empiriques que, sans une méthode de classification rationnelle des détenus qui incorpore certaines exigences du plan de détention, il y a de fortes chances que, dans de nombreux cas, celui-ci soit d'office voué à l'échec en raison d'une orientation inadaptée.

### *1.3. Les critères de classification retenus par la Loi*

La classification n'est pourtant pas absente de la loi de principes. La question est abordée dans quatre articles (articles 11, 14, 15 et 17). Les grands principes sont posés mais, comme nous l'avons déjà souligné, la façon dont ils vont pouvoir se concrétiser est très largement renvoyée à des dispositions à prendre ultérieurement par arrêté royal. Notons d'entrée de jeu que les textes distinguent le placement (initial) du transfert, démarches qui toutes deux font partie intégrante du processus de classification.

Le principe général de séparation des détenus préventifs des condamnés, systématiquement évoqué dans les dispositions internationales que nous avons examinées, apparaît en premier lieu dans le texte de la loi<sup>32</sup>. Ne sont cependant pas précisées les modalités de séparation de ces deux types de détenus alors que le texte permet de faire valoir le consentement du détenu pour y déroger.

*Art. 11. Les inculpés sont maintenus à l'écart des condamnés, sauf lorsqu'ils acceptent par écrit le contraire en vue de participer à des activités communes.*

Le reste du chapitre 1<sup>er</sup> (en particulier dans le titre III – « Des prisons ») intitulé *De la répartition et de la destination* qui vise directement la classification, ne va ensuite se référer qu'à quelques critères de base, laissant au Roi la formulation ultérieure de distinctions adaptées.

---

<sup>32</sup> Cette distinction est également opérée par l'article 604 du code d'instruction criminelle.

*Art. 14. Le Roi répartit les prisons en fonction de leur destination. Il peut les répartir en fonction d'autres critères que leur destination.*

*Art. 15. § 1er. Le Roi détermine la destination des prisons. Il peut désigner une ou plusieurs parties d'une prison comme section à destination particulière.*

*§ 2. Sans préjudice d'autres destinations à donner aux prisons, le Roi désigne des prisons ou des sections de prison spécifiquement destinées à accueillir :*

*1° les inculpés;*

*2° les femmes détenues;*

*3° les détenus hébergés en prison avec leur enfant de moins de trois ans;*

*4° les condamnés à des peines criminelles ou à une peine correctionnelle d'au moins cinq ans, ou à une ou plusieurs peines correctionnelles dont la durée totale atteint au moins cinq ans;*

*5° les détenus qui, en raison de leur âge ou de leur état de santé physique ou psychique, nécessitent un accueil particulier;*

*6° les condamnés autorisés à purger leur peine suivant des modalités spéciales.*

*Art. 17. Les détenus sont placés dans une prison ou une section ou bien transférés dans une prison ou une section en tenant compte de la destination qui y a été donnée comme prévu à l'article 15 et, pour les condamnés, en tenant compte du plan de détention individuel.*

Le texte envisage non seulement des distinctions entre les individus mais également entre les prisons d'accueil, soit deux modalités de classification qui appellent des stratégies distinctes.

On notera également que dans les dispositions relatives à la planification de la détention (Titre IV), il est précisé que l'enquête sur la personne et la situation du condamné qui se déroule dès l'incarcération doit comporter une enquête de circonstances afin de permettre de « *moduler judicieusement la décision de placement* » (voir art. 36 §1 3°).

A l'heure actuelle, aucun arrêté royal n'a encore fixé d'autre critère que les distinctions générales énoncées par la loi de principe. La présente recherche pourra dès lors avoir pour effet de contribuer à l'éclaircissement des enjeux d'une disposition plus détaillée en la matière.

#### *1.4. Les recours contre les décisions de classification*

La décision initiale de placement (tout comme la décision de transfert, nous le verrons plus loin) représente une étape importante du parcours carcéral, capable d'influencer considérablement la détention des condamnés. Il s'agit dès lors d'une mesure délicate qui parfois fait l'objet de vives contestations de la part du détenu. Jusqu'il y a peu, aucune procédure de réclamation n'était légalement prévue à l'encontre des décisions de placement des détenus dans un établissement donné via leur classification initiale ou leur transfert. On dénombre cependant quelques recours de détenus exercés devant le Conseil d'Etat (ainsi que devant les tribunaux civils)<sup>33</sup> en vue de contester des décisions de transfèrement, au motif que celles-ci représentaient des actes administratifs susceptibles d'annulation devant répondre à

---

<sup>33</sup> Voir par exemple, Arlon, 11 juillet 1991, *J. T.*, 1991, P. 800 ; Conseil d'Etat, arrêt n°112.546 du 14 novembre 2002 (BLANKERS) ; Conseil d'Etat, arrêt n°126.073 du 4 décembre 2003 (FORTHOMME); Conseil d'Etat, arrêt n°135.452 du 27 septembre 2004 (IDE).

certain critères. Les chambres francophones du Conseil d'Etat<sup>34</sup>, dans deux cas de figures qui lui avaient été soumis en référé en 2003 et 2004 (arrêt Forthomme et arrêt Ide) n'ont pas suivi ce raisonnement. La contestation d'un transfèrement pour raisons médicales fut, dans les deux cas, considérée irrecevable en raison du fait que « *pour autant que ces mesures soient exclusivement ou principalement dictées par un souci de sécurité ou de prudence, elles s'avèrent être de simples mesures d'ordre intérieur qui, en principe, ne sont pas susceptibles d'annulation* ». Les transferts furent donc considérés dans ces deux cas, comme des « *mesures d'ordre intérieur qui ne sont pas susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat* ».

La jurisprudence du Conseil d'Etat n'est cependant pas homogène. Auparavant, en 2002, il avait pourtant déclaré recevable la demande introduite par Mr. Blanckers, en contestation de la décision prise par l'autorité pénitentiaire de le transférer à la prison de Lantin, alors qu'il séjournait à Huy, où il avait été précédemment transféré en vue de suivre une formation de promotion sociale en informatique. La décision, qui était justifiée par l'administration « par des raisons de sécurité » et que celle-ci définissait comme « une mesure d'ordre intérieur sans incidence sur la situation juridique du requérant » fut cependant annulée. Le Conseil d'Etat considéra en l'espèce que la mesure de transfert « *avait été prise en raison du comportement du requérant et qu'elle avait une incidence sur sa situation juridique* », du fait, notamment, de l'interruption de sa formation professionnelle propre à « *hypothéquer ses moyens de reclassement* ». La décision de transfert fut dès lors considérée comme un acte administratif et annulée pour défaut de motivation<sup>35</sup>.

Cette décision, bien qu'isolée, renforce par analogie le raisonnement que nous avons développé ci-avant sur base de l'article 38 §3: la classification du détenu serait subordonnée à son plan de reclassement et non l'inverse.

Depuis 2005, la loi de principe a introduit, dans son Titre VIII, Chapitre 3, une procédure de *réclamation contre le placement ou le transfèrement* ainsi qu'un *recours contre la décision concernant la réclamation*. Les articles 163 à 166, qui n'ont pas encore fait l'objet d'un arrêté d'application, précisent les modalités concrètes de cette réclamation.

**Art. 163.**

§ 1er. *Le détenu peut introduire auprès du directeur général de l'administration pénitentiaire une réclamation contre la décision de placement ou de transfèrement visée aux articles 17 et 18.*

§ 2. *L'introduction d'une réclamation ne suspend pas la décision de placement ou de transfèrement.*

§ 3. *La réclamation peut être introduite directement ou par l'intermédiaire du directeur.*

§ 4. *La réclamation est rédigée en français ou en néerlandais et détermine la langue de la procédure.*

---

<sup>34</sup> Nous n'avons recensé aucune décision relative à la contestation d'une classification initiale ou d'un transfèrement devant les chambres néerlandophones du Conseil d'Etat.

<sup>35</sup> On remarquera cependant l'importance de la notion de sécurité dans ces trois arrêts. Dans l'examen de la recevabilité de la requête, le Conseil d'Etat a chaque fois été amené à prendre en compte le critère de sécurité, tel qu'il se définit au sein des établissements pénitentiaires. C'est en effet sur base de ce critère que l'administration justifiait les décisions prises à l'encontre des trois détenus, sachant que les mesures de sécurité ne sont pas des actes administratifs et qu'elles ne sont donc pas susceptibles d'annulation par le Conseil d'Etat. Reconnaisant sa compétence dans l'arrêt Blanckers, le Conseil d'Etat s'est donc implicitement prononcé sur cet caractère « sécuritaire » du transfert du requérant.

§ 5. *L'article 150, §§ 2, 4 et 5, est applicable par analogie à la procédure de réclamation.*

**Art. 164.**

§ 1er. *La possibilité est offerte au détenu de donner au directeur général ou à son délégué des précisions concernant sa réclamation et ce, par écrit ou oralement, selon son choix. Pour ce faire, le détenu a le droit de se faire assister par un avocat ou une personne de confiance qu'il choisit lui-même, à l'exception d'un codétenu. Le détenu ne peut donner des précisions verbales qu'en se faisant représenter par un avocat ou une personne de confiance.*

§ 2. *Dans les sept jours qui suivent l'introduction de la réclamation, le directeur général informe le réclamant par écrit de sa décision motivée. Il l'informe par la même occasion de la possibilité de recours ainsi que des modalités et des délais de recours.*

**Art. 165.** § 1er. *Le détenu a le droit d'introduire auprès de la Commission d'appel du Conseil central un recours contre la décision prise par le directeur général concernant la réclamation.*

§ 2. *Le recours est introduit au plus tard le septième jour à compter de la date à laquelle le détenu a été informé de la décision contestée. A défaut d'une décision dans le délai fixé à l'article 164, § 2, le détenu dispose également de sept jours, à dater de la fin de ce délai, pour introduire un recours.*

§ 3. *Le recours peut être introduit directement ou par l'intermédiaire du directeur.*

§ 4. *Les articles 150, §§ 2, 4 et 5, et 162, § 4, sont applicables par analogie aux modalités d'introduction du recours.*

**Art. 166.** § 1er. *Les articles 154 et 155 sont applicables par analogie à l'examen du recours, étant entendu que c'est le directeur général ou son délégué qui agit dans cette procédure et que la Commission d'appel peut décider :*

1° *qu'il n'est permis aux intéressés que de préciser ou de commenter le recours par écrit;*

2° *que les observations verbales peuvent être formulées à un membre de la Commission d'appel;*

3° *ou que, si des informations verbales sont recueillies auprès d'une autre personne, il n'est permis aux intéressés que de poser des questions par écrit à cette personne.*

§ 2. *La Commission d'appel statue sur le recours dans les plus brefs délais, et au plus tard quatorze jours après l'introduction du recours. Les articles 157, §§ 2 et 3, et 158, §§ 1er à 4, alinéa 1er, sont applicables par analogie à la décision de la Commission d'appel. La décision de la Commission d'appel est immédiatement exécutoire.*

Le texte de la loi ne donne dès lors aucune indication quant aux motifs qui peuvent être invoqués à l'appui de la décision initiale qui est contestée, pas plus qu'il n'évoque les motifs qui pourraient justifier de cette contestation. L'inscription de cette disposition dans la loi de principes augure cependant un possible accroissement de la contestation des détenus quant à leur classification, pour peu qu'ils soient bien conseillés à cet effet.

## **2. Le règlement général des établissements pénitentiaires**

Le règlement général des établissements pénitentiaires (A.R. du 21 mai 1965), toujours en vigueur malgré l'adoption de la loi de principes, évoque également très sommairement cette

question. Celui-ci règle tout d'abord la répartition des établissements d'exécution des peines en trois groupes, en fonction des régimes qui y prévalent<sup>36</sup> (article 2) :

*Art. 2. 1° les établissements ouverts, où la sécurité est assurée par un régime éducatif fondé sur une discipline volontairement acceptée, sans recours, sauf les cas de nécessité, aux procédés traditionnels de contrainte;*

*2° les établissements semi-ouverts dans lesquels ont lieu :*

*(a) un hébergement de sécurité pendant la nuit;*

*(b) la mise au travail soit en milieu ouvert, soit en atelier, pendant le jour;*

*3° les établissements fermés, destinés à héberger, en régime de sécurité, les détenus non susceptibles d'être dirigés vers un établissement d'un autre groupe.*

Le règlement général opère ensuite une répartition des détenus dans les établissements, selon le critère du genre :

*Art. 4. Les établissements qui reçoivent des détenus des deux sexes, sont divisés en deux quartiers, l'un réservé aux hommes et l'autre aux femmes.*

L'art. 3 de l'arrêté royal confie en outre au Ministre le soin de décider de l'ouverture des établissements, de fixer leur régime et les règles suivant lesquelles les détenus y sont répartis.

L'arrêté royal de 1965 s'attache enfin, très sommairement, à envisager la différenciation des détenus en fonction des régimes auxquels ils sont soumis. Ainsi, les articles 14 et 15 énoncent les principes suivants :

*Art. 14. Les détenus sont répartis entre les établissements selon les modalités du régime pénitentiaire à leur appliquer.*

*Art. 15. Le régime des inculpés, prévenus et accusés, est distinct de celui des condamnés.*

Nous l'avons déjà souligné, la question des régimes est en effet directement liée au domaine de la classification. C'est pourquoi notre recherche porte également sur cette question particulière qui fera l'objet de développements approfondis.

### **3. Les circulaires de l'administration des établissements pénitentiaires**

En l'absence de textes législatifs plus détaillés, les principes de classification concernant les détenus sont la plupart du temps réglés par voie de circulaires. La circulaire la plus complète consacrée à ce sujet est cependant loin d'être récente puisqu'elle est datée du 1<sup>er</sup> juillet 1971<sup>37</sup> (c'est le document n°1118/I, remplaçant la circulaire du 13 juillet 1962, 847/I), elle a ensuite été revue ou complétée par un bon nombre de textes.

#### *3.1. La circulaire du 1<sup>er</sup> juillet 1971*

---

<sup>36</sup> Notons également que l'article 5 de l'AR du 21 mai 1965 renvoie à l'article 1 des Instructions générales pour les établissements pénitentiaires (Arrêté ministériel du 12 juillet 1971) qui prévoit que « les établissements pénitentiaires sont répartis en trois classes d'après leur importance relative ».

<sup>37</sup> *Bulletin de l'administration pénitentiaire*, 1971, pp. 147-161.

A l'heure actuelle, la circulaire du 1<sup>er</sup> juillet 1971 ne semble pas avoir été abrogée ou remplacée par un autre texte récapitulatif. Il apparaît par ailleurs très difficile de se la procurer puisqu'elle n'est pas disponible dans la banque de données « circulaires » du Ministère de la Justice, n'a pas été publiée au Moniteur et n'a pas davantage été répertoriée dans le code pénitentiaire publié par les éditions La Chartre. Nous l'avons finalement trouvée dans un exemplaire du *Bulletin de l'Administration pénitentiaire* de 1971.

Même si un bon nombre des dispositions contenues dans cette circulaire s'avèrent aujourd'hui obsolètes et ont fait l'objet de révision (comme par exemple, la distinction opérée pour les homosexuels), le texte opère cependant quelques distinctions qui continuent de fonder certaines décisions (nous y reviendrons). A chacune de ces distinctions, correspond un établissement vers lequel orienter le (la) détenu(e) au terme d'une mise en observation dont la durée peut varier selon les catégories envisagées. La principale distinction opérée renvoie au régime pratiqué au sein de l'établissement : régime ouvert, semi-ouvert, fermé, placement en établissement école. Par ailleurs, lorsque cela s'avère nécessaire, des critères sont également retenus afin de déterminer vers quels établissements orienter le (la) détenu(e) pendant la période d'observation préalable à sa classification. En raison de leur complexité et des multiples changements s'étant produits à ce sujet depuis 1971, nous ne reproduisons pas ici les principales filières d'orientation tracées par la circulaire pour toutes les catégories que nous allons maintenant identifier. Nous proposons toutefois la circulaire en annexe à toutes fins utiles.

La première différenciation opérée par ce texte est basée sur le critère du genre. Les critères d'orientation des femmes peuvent donc sensiblement différer des critères appliqués aux hommes et sont par ailleurs moins nombreux.

Parmi les femmes, trois catégories de détenue étaient distinguées en 1971 :

- les condamnées ;
- les internées ;
- les étrangères.

Parmi les condamnées, l'orientation, en vue de l'observation, est différente selon que la peine excède ou non les 10 ans. Du reste, trois autres critères interviennent en complément: l'incapacité de supporter le régime cellulaire en fonction d'une débilite physique ; le fait d'être atteinte de tuberculose ou d'une affectation des voies respiratoires, le fait d'avoir des tendances psychopathiques.

Pour les hommes, on relève cinq catégories de détenus :

- les condamnés de droit commun ;
- les récidivistes et délinquants d'habitude mis à la disposition du gouvernement ainsi que les souteneurs ;
- les vagabonds et les mendiants ;
- les délinquants anormaux internés ;
- les étrangers.

Nous allons nous attacher ici plus précisément à la première catégorie (en raison de son caractère générique), c'est-à-dire les détenus masculins de droit commun.

Parmi cette catégorie spécifique, d'autres distinctions sont en effet opérées :

- les jeunes condamnés primaires (c'est-à-dire les condamnés correctionnels de moins de trente ans). Cette catégorie distingue en outre les condamnés selon leur langue (français et néerlandais), selon la détention qui leur reste à subir (plus ou moins de six mois) ainsi que la durée de leur peine (plus ou moins de cinq ans). Par ailleurs, le texte proscrit l'envoi vers un centre pénitentiaire école des détenus qui ont un développement intellectuel limité, ceux qui sont soupçonnés d'homosexualité, les indisciplinés, ceux qui peuvent avoir une influence pernicieuse sur leur co-détenus ainsi que ceux qui, ayant déjà séjourné dans ce type d'établissement, se sont vu retirer leur libération conditionnelle en raison d'un nouveau délit;
- les condamnés adultes normaux primaires (cette catégorie distingue en outre les condamnés de plus ou de moins de 40 ans ainsi que les condamnés à une peine supérieure ou inférieure à 5 ans). Le texte distingue les « courtes peines », c'est-à-dire les peines de moins de six mois et les peines qui expirent endéans l'année. Il distingue également les condamnés du chef d'un délit intentionnel ou non intentionnel, il évoque aussi une distinction pour les personnes inaptes au travail, pour les antisociaux, pour les personnes mises à la disposition du gouvernement et opère une répartition géographique entre détenus s'exprimant en français ou en néerlandais;
- les condamnés âgés (c'est-à-dire les individus de plus de 65 ans qui se trouvent dans un état de déchéance physique qui les rend inaptes au travail et qui ne présentent pas de risques de danger au point de vue de la sécurité) ;
- les condamnés débiles physiques (c'est-à-dire « ceux qui ne peuvent supporter l'isolement ») ;
- les condamnés tuberculeux (ou atteints d'affections respiratoires) ;
- les condamnés à tendance psychopathiques ;
- les condamnés criminels.

Ainsi, dans ce texte, pas moins d'une trentaine de variables interviennent pour opérer des distinctions entre détenus condamnés. Au terme de leur inventaire, nous pouvons regrouper celles-ci en 3 groupes incluant parfois des sous-catégories:

- (1) les variables sociodémographiques :
  - âge, genre, régime linguistique, nationalité
- (2) les variables judiciaires et pénales :
  - o liées aux catégories de délits : délit de droit commun, délit intentionnel ou non intentionnel, vagabonds et mendiants, souteneurs, criminels ;
  - o liées à la condamnation et son déroulement : selon la longueur de la peine prononcée (courtes peines, longues peines), la détention restant à subir, la mise à la disposition du gouvernement, la révocation d'une libération conditionnelle pour nouveau délit ;
  - o liées au parcours pénal antérieur : la qualité de primaire ou récidiviste, le séjour antérieur dans un établissement pénitentiaire.



- (3) les variables relatives au condamné :
- selon ses aptitudes et son état de santé physiques : son état physique, son aptitude au travail, ses maladies (en particulier la tuberculose) ;
  - selon ses aptitudes intellectuelles : son aptitude à suivre une formation en établissement école, sa débilité ;
  - selon son état de santé mentale : interné, anormal, homosexuel (en relation avec les critères de l'époque), antisocial, psychopathe, personnes ne pouvant supporter l'isolement ;
  - selon leur comportement : indiscipline, influence sur les co-détenus, risques grevant la sécurité en prison.

On remarquera l'absence de critères relatifs à l'environnement social du détenu (à sa situation de famille, son lieu d'habitation...) ou encore à ses besoins en termes de réinsertion, critères qui, nous le verrons ci-après, font aujourd'hui partie des éléments pris en compte lors de la classification. Ainsi, la formalisation, dans la loi de principes, d'une attention à accorder au plan de détention est propre à reconfigurer considérablement ces modalités d'orientation.

Il est par ailleurs tout à fait remarquable que ce texte, dont l'objectif est précisément la clarification de modalités complexes d'orientation des détenus, soit d'une telle opacité. Par exemple, concernant les « hommes condamnés correctionnels récidivistes » le texte préconise que :

*« Les prisons à Tournai et à Termonde reçoivent les condamnés respectivement d'expression française et flamande qui, ayant subi antérieurement une peine d'emprisonnement d'au moins six mois, ou au cours des dix dernières années, trois peines, chacune d'une durée de trois ans, ont au moins un an d'emprisonnement à subir au moment de leur transfèrement. Les détenus de cette catégorie qui, par manque de place, ne peuvent être admis à Termonde, sont dirigés vers la section pour récidivistes à la prison de Malines.*

*Les condamnés correctionnels récidivistes dont la peine d'emprisonnement à subir dépasse cinq ans sont transférés d'office à la prison centrale de Louvain.*

*Doit être considérée comme une peine antérieure, et donne lieu à l'application des dispositions ci-dessus, celles dont le reliquat est mis à exécution à la suite d'une révocation de la libération conditionnelle résultant d'une nouvelle infraction (...) ».*

S'il est évidemment possible de s'y retrouver moyennant concentration, on imagine tout de même la difficulté pour le personnel d'analyser les dossiers afin d'appliquer de telles distinctions et ce, à une époque où l'informatisation était presque inexistante. Le texte opère par ailleurs quelques erreurs de structuration propres à réduire sa lisibilité. Ainsi, sous la seconde section relative aux hommes condamnés adultes normaux *primaires*, figure un point 3 concernant les condamnés correctionnels *récidivistes*.

### 3.2. Les circulaires additionnelles

La circulaire de 1971 a été modifiée ou complétée par de nombreuses circulaires ultérieures datant pour la plupart des années 1970 et consacrées à des domaines très spécifiques en rapport avec les principes généraux de classification. Voici le relevé de celles qui apparaissent aujourd'hui disponible dans la banque de donnée « circulaires » du SPF Justice. Nous en avons relevé 19, sans certitude d'exhaustivité, eu égard à la politique aléatoire de publication et de diffusion de ce type de textes réglementaires.

- *Circulaire 1118/I du 1<sup>er</sup> juillet 1971 relative à la classification des détenus*
- *Circulaire 1206/I du 12 août 1974 relative aux transfèrements des vagabonds et mendiants à l'établissement pour inadaptés sociaux de Saint-Hubert*
- *Circulaire 1120 du 22 janvier 1975 relative à la classification des détenus – placement en section psychiatrique (indisponible)*
- *Circulaire 1123 du 5 mars 1975 relative aux régimes des détenus (indisponible)*
- *circulaire 1233/I du 30 septembre 1975, relative à la classification des détenus dans les centres pénitentiaires écoles;*
- *circulaire 1282/I du 2 décembre 1976 concernant la répartition des détenus primaires et récidivistes;*
- *circulaire 1299/I du 4 avril 1977 relative à la classification des détenus en établissement pour inadaptés sociaux ;*
- *circulaire 1307/I, du 24 août 1977 concernant la classification des détenus dans les centres pénitentiaires écoles;*
- *circulaire 1328/I du 24 octobre 1978 relative à la répartition des condamnés dans les centres pénitentiaires écoles;*
- *circulaire 1338/I du 12 janvier 1979 relative à la classification des détenus en établissement pour inadaptés sociaux;*
- *circulaire 1145/I du 21 mars 1979 relative à la classification des condamnés récidivistes ;*
- *circulaire 1350/I du 29 juin 1979 relative à la classification des condamnés dans les centres pénitentiaires écoles;*
- *circulaire 1356/I du 31 octobre 1979 relative à la classification des détenus à la prison de Bruges ;*
- *circulaire 1328/I du 30 octobre 1980 relative aux transfèrements au CPE de Marneffe*
- *circulaire 1403/I du 10 février 1983 relative à la classification des femmes condamnées néerlandophones ;*
- *circulaire 1432/I du 21 février 1983 relative au transfèrement des condamnés dans les centres pénitentiaires écoles;*
- *circulaire 4/EAG/I du 18 novembre 1983 relative à la classification des condamnés vers les établissements ouverts et semi-ouverts ;*
- *circulaire 1489/I du 12 avril 1985 relative à la classification et l'admission des détenus au CD de Saint-Hubert ;*
- *circulaire 1608/I du 24 mars 1993 relative à la classification des détenus au complexe pénitentiaire de Bruges.*

Sans rentrer très précisément dans le détail de l'ensemble de ces circulaires (certaines ont parfois pour objet de constituer un rappel du texte de 1971), nous allons toutefois reprendre ci-dessous les aménagements principaux apportés par ces textes à la classification générale prévue en 1971. Ces aménagements concernent principalement le renvoi des détenus vers le milieu ouvert ou semi-ouvert (c'est-à-dire le premier souci d'orientation qui prévalait déjà dans le texte de 1971) et traduisent très nettement un assouplissement des conditions d'accès à ce type de régime. D'autres aspects sont directement liés à l'évolution des infrastructures du parc pénitentiaire belge (ils sont, par exemple, liés à l'ouverture de nouveaux établissements). On remarquera en outre que les modifications proposées dans ces divers textes concernent peu les critères relatifs à la classification en milieu fermé ainsi qu'à l'intérieur de chaque catégorie d'établissements. En effet, les circulaires propres à organiser la détention en milieu ouvert ou semi-ouvert évoquent les catégories de détenus qui sont admissibles dans ce type d'établissement et constituent dès lors des lignes directrices plus claires quant à la

classification des détenus mais restent la plupart du temps muettes quant aux autres régimes de détention. Relevons cependant les principaux amendements opérés au texte de 1971.

Ainsi, le 30 septembre 1975, la durée minimum de la détention encore à subir au moment du transfèrement des détenus vers les Centres pénitentiaires écoles est ramenée de 6 à 5 mois.

Le 2 décembre 1976, est précisée la définition du condamné primaire : il s'agit de celui qui n'a pas subi antérieurement une peine d'emprisonnement principale d'au moins six mois. Le lendemain, la circulaire du 3 décembre 1976 s'attache quant à elle à préciser la définition de ce qu'est un condamné définitif : « dès que l'établissement aura acquis la certitude que le jugement ou l'arrêt est coulé en force de chose jugée ». Le texte précise en outre que le greffe doit par ailleurs s'enquérir, à l'expiration du délai d'appel, d'un éventuel recours en appel ou cassation. Si aucun recours n'est pendant, le détenu passe immédiat dans la catégorie des condamnés.

Le 24 août 1977, une circulaire détaille certaines prescriptions du 1<sup>er</sup> juillet 1971 en disposant que ne peuvent pas être admis dans les centres pénitentiaires écoles :

- les personnes condamnées pour usage ou trafic de drogues ;
- les personnes qui ont commis des fugues ou des désertions systématiques ;
- les personnes qui ont commis des actes d'une brutalité ou d'une cruauté caractérisée.

Le 24 octobre 1978, une circulaire prévoit que seront envoyés à Jamioulx (en vue d'une admission à Marneffe) les détenus qui, auparavant, étaient envoyés à Huy pour observation.

Le 29 juin 1979 une circulaire prévoit que seront transférés vers Hoogstraten et Jamioulx (en vue d'une admission à Marneffe), les condamnés récidivistes correctionnels de moins de 50 ans, qui n'ont pas subi antérieurement de peine de plus d'un an au total et qui ne sont pas mis à la disposition du gouvernement.

Le 30 octobre 1980, il est prévu que l'on envisage vers Marneffe un transfert *direct* des détenus admissibles à l'établissement selon les règles précédentes. Si des doutes subsistent quant à cette admissibilité, une mise en observation peut être effectuée à Jamioulx.

La circulaire du 10 février 1983 prévoit une dérogation à la circulaire du 1<sup>er</sup> juillet 1971 concernant les femmes condamnées néerlandophones. Seront envoyées au pénitencier de St Andries les condamnées correctionnelles et criminelles ayant encore au moins 2 mois à subir et dont la peine n'excède pas 10 ans. La prison de Gand recevra quant à elle les condamnées criminelles dont la peine excède 10 ans (et non plus Forest).

Le texte de la circulaire de 1971 va également être modifié le 21 février 1983 dans la mesure où plus aucune discrimination sur base des préférences sexuelles ne pourra être envisagée concernant le renvoi vers les centres pénitentiaires écoles.

Le 18 Novembre 1983, une nouvelle circulaire, qui maintient les catégories antérieures des circulaires du 1<sup>er</sup> juillet 1971, 24 août 1977 et du 21 février 1983 prévoit que ne peuvent pas être envoyés d'office en établissement ouvert ou semi-ouvert (on demande alors un état 58 avec avis motivé) de nouvelles catégories de détenus :

- ceux qui ont fait preuve d'indiscipline permanent et manifeste ;
- ceux qui ont la réputation de présenter un danger d'évasion ainsi que ceux qui se sont rendu coupables d'une brutalité ou d'une cruauté caractérisées ;

- ceux qui, en prison, se sont livrés à des agressions physiques contre des membres du personnel ou des codétenus ;
- ceux qui ont été mêlés, directement ou non, à des bagarres ou des mutineries en milieu pénitentiaire.

Il est également prévu que l'on peut envoyer vers les centres pénitentiaires écoles les récidivistes correctionnels de moins de 50 ans ainsi que les condamnés primaires de moins de 50 ans. La circulaire prévoit également certaines dispositions relatives aux condamnés mis à la disposition du gouvernement.

Le 12 avril 1985, il est prévu que seront envoyés et admis d'office à Saint-Hubert les détenus présentant les caractéristiques suivantes:

- vagabonds ;
- condamnés auxquels il reste moins de cinq mois à subir ;
- condamnés qui sont dans les conditions pour être proposés à la libération provisoire en vue de grâce ;
- condamnés pour amendes.

Pourront également être envoyés à Saint-Hubert, moyennant accord préalable de l'administration centrale (à l'exception des restrictions prévues par la circulaire du 18/11/83) :

- les condamnés ayant séjourné antérieurement à Marneffe, Saint-Hubert ou au CPE Marneffe sans que ne se soient posé pour eux des problèmes de discipline ou d'adaptation et auxquels il reste moins de deux ans à subir ;
- les condamnés réunissant les conditions pour être proposé à une mise en liberté conditionnelle auxquels il reste moins de deux ans à subir et qui ont déjà bénéficié d'un ou plusieurs congés réussis, dans la mesure où ils ne sont pas admissibles au CPE Marneffe et qu'ils sont d'accord d'être transférés au CD de St-Hubert ;
- les débiles physiques et les détenus âgés de plus de 60 ans ;
- tout détenu apte au régime ouvert par la direction d'un autre établissement, quel que soient la peine et le casier judiciaire, avec avis motivé.

Notons que ces mesures sont également applicables pour tout détenu étranger en règle de séjour en Belgique.

Enfin, la circulaire du 24 mars 1993 (qui à son tour annule en partie celle du 1er juillet 1971) préconise que seront envoyés à Bruges, les femmes condamnées de la province de Flandre occidentale. Concernant les hommes, ce même établissement accueillera les catégories suivantes :

- condamnés primaires à une peine criminelle ou correctionnelle de plus de 5 ans des provinces de Flandres orientale et occidentale ;
- condamnés correctionnels récidivistes de la province de Flandres occidentale ;
- condamnés primaires à une peine correctionnelle de moins de cinq ans des provinces de Flandres orientales et occidentales inaptes à un régime ouvert.

D'autres circulaires émanant de l'administration pénitentiaire, qui n'ont pas précisément la classification comme objet principal, énonceront quant à elles des principes qui ont une incidence directe sur le processus de classification. Par exemple, la circulaire 1715/I du 6 juillet 2000 relative à la préservation des relations affectives des détenus avec leur entourage évoque que « les propositions et décisions de classification des détenus condamnés prendront en considération l'aspect familial de la situation du détenu ».

On retiendra enfin, une importante note datée du 21 octobre 2002, émanant du Ministre de la Justice, anticipant vraisemblablement l'ouverture de la prison de Ittre, et ayant pour objet « l'adaptation de la classification des établissements d'Andenne, Ittre et St-Hubert en vue d'atteindre une occupation optimale de leur capacité ». Ce texte prévoit que des propositions de classification devront être introduites au Service des cas individuels pour les catégories de détenus suivants :

Pour la prison d'Andenne :

- les condamnés francophones dont la date d'expiration d'emprisonnement principal est éloignée de 5 ans minimum au moment de la proposition de classification. Le texte prévoit que les condamnés qui rentrent dans cette catégorie et qui sont domiciliés dans les provinces de Namur et du Hainaut sont prioritaires ;
- les condamnés étrangers francophones, non en règle de séjour, sans limitation en ce qui concerne le taux de peine ;
- sont prioritaires les condamnés étrangers francophones, non en règle de séjour, détenus dans un établissement pénitentiaire de la région néerlandophone et condamnés du chef de faits de violence à l'égard des personnes nécessitant l'élaboration d'un rapport approfondi du service psychosocial avant toute proposition de libération provisoire en vue d'éloignement du pays ;
- les condamnés problématiques et/ou auteurs d'incidents mettant en cause la sécurité d'un établissement au point d'en nécessiter l'éloignement.

Pour la prison de Ittre :

- les condamnés belges ou étrangers francophones en ordre de séjour, inaptes au régime ouvert, domiciliés dans la région de Bruxelles-Capitale ainsi que les provinces du Brabant et du Hainaut ;
- les condamnés étrangers francophones, non en règle de séjour, sans limitation en ce qui concerne le taux de peine ;
- sont prioritaires les condamnés étrangers francophones, non en règle de séjour, détenus dans un établissement pénitentiaire de la région néerlandophone et condamnés du chef de faits de violence à l'égard des personnes nécessitant l'élaboration d'un rapport approfondi du service psychosocial avant toute proposition de libération provisoire en vue d'éloignement du pays ;
- les condamnés francophones domiciliés dans la région de Bruxelles-Capitale ainsi que les provinces du Brabant et du Hainaut devant être éloignés du Centre de détention de St-Hubert ou du centre pénitentiaire Ecole de Marneffe suite à une évasion ou à une tentative d'évasion ;
- les condamnés problématiques et/ou auteurs d'incidents mettant en cause la sécurité d'un établissement au point d'en nécessiter l'éloignement.

Pour le centre de détention de Saint-Hubert :

- les condamnés appartenant aux catégories définies dans les circulaires de classification, toujours en vigueur ;
- les condamnés francophones ayant subi une partie de leur peine dans un établissement fermé et dont l'évolution permet d'envisager une classification vers le milieu ouvert ;
- les condamnés francophones qui subissaient une peine en surveillance électronique et ont été réécroués à la prison-mère en raison d'un motif disciplinaire qui a entraîné le retrait de la mesure.

\*

\*\*

A la lecture de ces textes, on comprendra aisément combien, au fil du temps, par l'addition ou la suppression de diverses dispositions et par l'absence d'une nouvelle réglementation consolidée, la lisibilité des règles en matière de classification s'est érodée au point qu'il est aujourd'hui difficile, sans être un professionnel averti de l'administration pénitentiaire ou un juriste persévérant, de voir véritablement clair dans les dispositions applicables. Entre une loi de Principes qui demeure à beaucoup d'égard très laconique, des arrêtés d'exécution qui tardent à survenir et une pléthore de circulaires (parfois consacrées à d'autres objets) qui se superposent, la tentation est grande d'opérer un chalandage normatif en n'appliquant au mieux, que les règles que les circonstances permettent d'appliquer, au pire, celles que l'on considère favorables. La multitude de critères non hiérarchisés que contiennent les textes et la faiblesse de la distinction opérée entre les établissements conduit en effet à brouiller considérablement les pistes. Il n'en demeure pas moins que les professionnels de terrain se réfèrent fréquemment à certains de ces textes pour justifier, tantôt l'envoi systématique de catégories spécifiques de détenus vers certains établissements, tantôt la prise en compte de l'un ou l'autre critère dans leur décision de classification. Ce canevas normatif continue donc de servir de référent occasionnel. La pratique semble par ailleurs s'être construite sur l'importance relative accordée à l'un ou l'autre de ces textes selon les périodes. Il importe dès lors de faire à présent le point sur cette pratique, de façon à compléter le détail des normes formelles par l'interprétation qui leur est donnée sur le terrain ainsi que par une identification des normes informelles et implicites qui régissent la classification en Belgique.

### **PARTIE 3. LES PRATIQUES DE TERRAIN**

Comme dans tout domaine, l'exposé du cadre normatif organisant une pratique livre relativement peu d'informations sur cette pratique. Le fonctionnement d'une administration est un mécanisme complexe fait, certes de règles et de procédures, mais aussi de coutumes et d'habitudes, de négociations et de processus informels. En outre, les contextes sociaux et institutionnels dans lesquels cette administration travaille diffèrent également dans le temps et dans l'espace et apparaissent particulièrement déterminants. Nous allons dès lors, sur base d'un recueil empirique de données, tenter dans cette troisième partie de ce rapport, de retracer les principes généraux qui organisent, sur le terrain, les pratiques de classification pénitentiaire en Belgique (chapitre 1). Après avoir cerné le contexte particulier dans lequel elle se déroule, à savoir la surpopulation pénitentiaire (chapitre 2), nous examinons plus en détail les aspects concrets de l'orientation des détenus vers les établissements pénitentiaires en distinguant leur classification initiale (chapitre 3) des pratiques de transfèrement (chapitre 4). Cinq thématiques ressortent de ces analyses, qui révèlent le règne de l'implicite dans les pratiques de classification en Belgique (chapitre 5). L'examen des pratiques en cours au regard de la définition d'un système objectif de classification fait apparaître le modèle belge comme un véritable « dinosaure » (chapitre 6).

L'analyse des aspects concrets de l'orientation des détenus vers les établissements se fonde sur les apports d'un travail de terrain réalisé à l'aide d'observations *in situ* et d'entretiens directs. 11 jours d'observations directes ont en effet été réalisés au Service des cas individuels<sup>38</sup> du SPF Justice, en particulier auprès des deux chefs administratifs (francophone et néerlandophone) ayant pour attribution la gestion des demandes de classification et de transfèrement<sup>39</sup> des détenus sur tout le territoire de la Belgique. Les observations ont été réalisées selon un modèle issu de la tradition sociologique de l'observation directe, sans implication de la part du chercheur dans les procédures de travail ou les prises de décisions. Ce travail, qui s'est étendu sur quatre semaines a également été complété par l'analyse de cinq dossiers pénitentiaires significatifs<sup>40</sup>. Les observations, dans la mesure où elles portaient principalement sur du travail administratif (gestion de dossiers), ont été complétées par de nombreux entretiens informels avec les deux chefs administratifs, afin qu'ils puissent rendre compte plus précisément des critères présidant à leurs décisions.

---

<sup>38</sup> Ci après désigné par l'acronyme « SCI ». Notons au passage que depuis 2009, le SCI a changé de dénomination et est devenu le « Service de gestion de la détention ». Le présent rapport se référera cependant encore régulièrement à l'appellation SCI, dans la mesure où la plupart des observations et des entretiens réalisés sur le terrain l'ont été sous l'égide du Service des cas individuels.

<sup>39</sup> Le terme « transfèrement » était autrefois, selon R. de Beco (2007 : 209) plutôt réservé aux déplacements internationaux des détenus à destination d'un établissement pénitentiaire situé à l'étranger. En conformité avec le vocabulaire utilisé dans la pratique, dans le présent rapport, nous utiliserons indifféremment les termes « transfert » et « transfèrement » pour désigner l'affectation et le déplacement d'un détenu d'un établissement à l'autre à l'intérieur de la Belgique.

<sup>40</sup> Ces dossiers ont été choisis en raison de leur complexité. Ils comportent en effet un grand nombre d'incidents ayant donné lieu à des transfèremens et concernent des condamnés qui ont effectué plusieurs séjours en prison. Cette sélection ne vise aucunement la représentativité et constitue seulement une première approche documentaire des contraintes administratives liées aux décisions de classification et de transfèrement. Si nécessaire, il sera ultérieurement envisagé de procéder à une analyse de dossiers plus systématique dont la sélection s'opèrerait alors sur une autre base (notamment au départ de variables prédéterminées).

Par ailleurs, nous avons réalisé des entretiens semi directifs avec 16 membres de la direction<sup>41</sup> de chaque établissement pénitentiaire de la région francophone du pays (à l'exception de la prison de Mons). Dans la plupart des cas, ces entretiens ont été effectués sur place, enregistrés et parfois complétés par des constats de visu. Dans certains cas, les personnes que nous avons rencontrées avaient préparé des documents à notre intention, contenant des données en relation avec les spécificités de leurs établissements. Certaines de ces informations seront dès lors reproduites dans le présent rapport ou serviront de fondement à notre analyse. Daarnaast werden er ook 16 semi-gestructureerde interviews uitgevoerd met leden van de directie van elke penitentiaire inrichting in de Nederlandstalige regio van het land. Deze interviews gebeurden allen ter plaatse in de inrichtingen, ze werden allen op band opgenomen en soms aangevuld door een plaatsbezoek. Ook hier gaven sommige respondenten documenten mee over de classificatie. Tous les entretiens ont été menés sur un mode semi directif, avec l'appui d'un guide d'entretien standardisé centré sur divers aspects relatifs à la classification pénitentiaire et aux choix opérés par les directions à ce sujet dans diverses circonstances (voir annexe). Des membres de la direction des établissements Francophone suivants ont donc été rencontrés : Arlon, Andenne, Dinant, Forest, Huy, Jamioulx, Ittre, Lantin, Marneffe, Mons, Namur, Nivelles, Saint-Hubert, Tournai et Verviers. Il est à noter que les démarches de contact entreprises avec la prison de Mons lors de la phase d'entretien en 2008 furent infructueuses à l'époque et ne permirent donc pas d'inclure cet établissement dans l'analyse. Nous avons en outre fait le choix de ne pas rencontrer tout de suite la direction de l'établissement de défense sociale de Paifve, en raison de sa spécificité, l'accueil d'un public exclusivement composé d'internés. Aan de Vlaamse zijde werd een lid van de directie van de volgende gevangenen bevraagd : Antwerpen, Brugge, Dendermonde, Gent, Hasselt, Hoogstraten, Iepers, Leuven – Centraal, Leuven – Hulp, Mechelen, Merksplas, Sint-Gillis, Turnhout, Oudenaerde, Ruiselede en Wortel.

L'analyse des données recueillies s'est effectué sur un mode inductif au départ d'une méthodologie s'inspirant très largement des préceptes de la théorie fondée, c'est-à-dire d'un découpage du matériel qualitatif et d'une conceptualisation systématique des indicateurs de terrain (voir Glaser & Strauss, 1967 ; Laperrière, 1997 ; Hubermann & Miles, 1991). Ce type d'analyse repose en partie, comme le souligne Laperrière (1997 : 312), sur une inférence des « traits saillants » relatifs aux observations ou aux discours recueillis. Les notes de terrain ont été résumées sous forme d' « incidents » et les entretiens de recherche ont été découpés en séquences significatives. Chaque incident et séquence a dès lors et été codé et structuré en catégories. Les interprétations du matériel furent dégagées au départ de ces catégories au fur et à mesure que les données se sont accumulées. Lorsque, au terme d'une analyse transversale de l'ensemble du matériel recueilli, nous avons pu consolider suffisamment des interprétations, nous les avons retenues et développées autour d'un plan organisé en vue du présent rapport. On notera toutefois le caractère essentiellement informatif des rencontres avec les directeurs d'établissements, dont l'objet était en premier lieu d'élucider les pratiques à l'œuvre dans la partie francophone du pays. Het zelfde werd gedaan om de gebruikelijke praktijken in het Nederlandstalige landsdeel in kaart te brengen omdat aangenomen werd dat er een verschil bestaat tussen de twee landsdelen. De interviews die afgenomen werden in het Nederlandstalige landsdeel werden verwerkt aan de hand van het softwarepakket Nvivo. Deze software werd speciaal ontwikkeld om kwalitatief onderzoek te ondersteunen. Alle uitgeschreven interviews werden ingegeven in het programma en gecodeerd en gestructureerd in categorieën. Deze categorieën waren gebaseerd op het onderzoek dat reeds eerder in het Franstalig landsgedeelte was uitgevoerd.

---

<sup>41</sup> L'emploi du masculin dans le présent rapport, lorsqu'il concerne le groupe général des « directeurs » de prison fait indifféremment référence aux femmes et aux hommes.



Dans l'exposé ci-après, nous ferons parfois référence aux propos de certains directeurs ou directrices d'établissement, sans toutefois les nommer ni les situer, dans le respect de leur anonymat. Les phrases et les expressions citées, issues des entretiens, sont reproduites en italique et entre guillemets. Nous avons délibérément fait le choix de ne retenir que des propos marquants ou significatifs, dans le but de soutenir certains de nos constats généraux ou particuliers.

Enfin, notons que ces entretiens avec les chefs d'établissement ont été précédés de rencontres exploratoires avec cinq membres de la Direction générale des établissements pénitentiaires<sup>42</sup> impliqués au niveau de la direction régionale, du plan de détention, ainsi que de l'ouverture de sections d'exécution de mesures de sécurité particulières.

Nous nous pencherons ainsi plus en détail sur les pratiques qui ont cours actuellement au sein de la DGEPI (à l'administration centrale et dans les établissements extérieurs), pratiques que nous avons appréhendées au départ de la méthodologie décrite ci-dessus. L'objectif de cette partie est de comprendre comment les professionnels de terrain appréhendent au quotidien le cadre normatif dans lequel ils évoluent et comment ils envisagent la classification des détenus et procèdent à celle-ci. Une attention particulière sera apportée à leurs choix quotidiens, ainsi qu'à leur manière de concevoir les enjeux de ce processus mais également aux contraintes qui pèsent sur leurs pratiques. L'objectif est de « mettre à plat » la situation belge, afin de permettre, dans une phase ultérieure de recherche, de dégager des propositions concrètes envisageables dans ce domaine.

## CHAPITRE 1. PRINCIPE GENERAL ET COMPETENCES

La décision propre au processus de classification, ou, plus largement, de répartition des condamnés définitifs dans les établissements pénitentiaires, est une décision qui revient à l'administration pénitentiaire et qui est assurée au quotidien par le Service des Cas Individuels et depuis 2009 par le Service de Gestion de la détention. A cet égard, il était mentionné dans un précédent rapport d'activité de la Direction Générale des Etablissements pénitentiaires que *« le Service des Cas individuels participe à la gestion et à l'individualisation de la détention en prenant des décisions ou établissant des propositions pour l'instance compétente, sur base de demandes introduites par les directions des établissements pénitentiaires. L'action du service débute lorsque la condamnation encourue est définitive et que la classification du détenu est proposée, c'est-à-dire la désignation de la prison dans laquelle il subira sa peine. Ce choix se fait en fonction des caractéristiques propres aux différents établissements (population, degré de sécurisation...) et des caractéristiques propres au détenu »*. Le rapport mentionnait également que *« Dans un contexte de surpopulation carcérale permanente, il est clair que les possibilités sont réduites et que le choix se limite bien souvent à rechercher l'établissement dont la situation géographique permettra le maintien des liens familiaux et affectifs du détenu »* (DGEP, 1999: 17). Cet extrait résume bien la situation : l'administration a pour mission de concilier les impératifs d'une situation carcérale globale et d'un parc pénitentiaire limité, avec ceux des individus dont elle a la responsabilité. Toutefois, nous allons rapidement nous rendre compte de la difficulté de cette conciliation dans le contexte de surpopulation auquel se réfère la DGEP.

---

<sup>42</sup> Ci après dénommée « DGEPI ».

Formellement, le processus tel qu'observé en 2008 se déroulait de manière relativement simple. Au premier échelon, le directeur de l'établissement où a été écroué le détenu condamné définitif, demande à l'administration (plus précisément, au SCI) par formulaire E58, où ce détenu devra subir sa peine. Il y fait mention des souhaits du condamné : rester sur place, rejoindre telle région, etc., ainsi que de ses propres souhaits selon ce qu'il estime être le meilleur établissement pour ce condamné ou selon les échanges restant à solder avec un autre établissement (nous y reviendrons).

Cet avis est ensuite examiné, au second échelon, par deux chefs administratifs (un par rôle linguistique, néerlandais et français) qui travaillent de concert et examinent le dossier de chaque détenu au cas par cas. L'article 18 de la loi de principes énonce d'ailleurs que « *Sans préjudice de dispositions légales contraires, le placement ou le transfèrement des détenus est décidé par des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire désignés à cet effet par le directeur général* ». D'un point de vue pratique, le travail opéré antérieurement par les chefs d'établissement va fréquemment influencer sur la décision prise au niveau de l'administration. Ce sont eux qui ont eu un premier contact avec le détenu et, par ailleurs, il leur reviendra de mettre en place les conditions de réalisation des mouvements envisagés pour les détenus. Nous verrons qu'ils le font fréquemment en relation avec des collègues dirigeants d'autres prisons et en tiennent informé le responsable au SCI avec lequel ils travaillent en étroite collaboration. Pour comprendre la rationalité de certaines décisions, le travail des directeurs s'avère donc tout aussi important à analyser que celui du SCI.

Enfin, soulignons que selon un principe hiérarchique, le travail des chefs administratifs du SCI est placé sous la responsabilité de deux conseillers à la direction générale des établissements pénitentiaires (un par rôle linguistique), des deux directeurs régionaux ainsi que du directeur général de la DGEPI. Certains dossiers sensibles font par ailleurs l'objet d'un examen par ces divers niveaux de pouvoir, quand ce n'est pas une évaluation collective qui préside à la décision. Dans certains cas, le cabinet du Ministre de la Justice émet un avis sur la question.

## **CHAPITRE 2. UN CONTEXTE DETERMINANT : LA SURPOPULATION PENITENTIAIRE**

Dès que nous avons été amenée à prendre connaissance des pratiques de terrain en matière de classification pénitentiaire en Belgique, une réalité s'est directement imposée à nous sans ambiguïté: la surpopulation inflationniste de nos prisons, qui, au passage semble pousser à l'inertie tout velléité de réforme pénitentiaire d'envergure. Tous les professionnels que nous avons rencontrés, sans aucune exception, ont fait état de ce contexte comme d'une composante inéluctable et embarrassante de leurs pratiques quotidiennes. Pour certains, la surpopulation représente un véritable obstacle à une classification des détenus en Belgique, pour d'autres, elle en réduit à tout le moins la portée. Certains la ressentent de manière écrasante, d'autres semblent avoir des marges de manœuvre plus importantes, mais tous s'en plaignent invariablement. A y regarder de près, la surpopulation configure en effet en grande partie les choix opérés en matière de classification et l'on pourrait presque dire que le critère qui préside à l'envoi d'un détenu dans l'un ou l'autre établissement est exclusivement déterminé par la place dont celui-ci dispose encore.

D'autres impératifs viennent pourtant se superposer à celui de la place disponible mais le concept de surpopulation mérite que l'on s'y attarde un instant. Moins monolithique qu'il n'y paraît, la surpopulation peut être envisagée, comme le fait Clements (1982), non pas

seulement comme un contexte qui empêche la classification, mais aussi comme une conséquence de l'absence de critères spécifiques de distinctions parmi les détenus et les établissements. Trois aspects sont à relever à cet effet concernant la Belgique.

Premièrement, on constate qu'une détention mal gérée peut susciter l'échec d'une mesure de sortie ou de libération anticipée et donc conduire à la réintégration du détenu pour un terme plus long que celui envisagé au départ. C'est le cas par exemple d'un détenu qui ne réintègre pas un congé pénitentiaire en raison, notamment, du fait que l'établissement dans lequel il séjourne ou le régime qui lui est appliqué ne lui sont pas adaptés. Ce détenu voit dès lors retarder son admission à la libération conditionnelle et vient donc alourdir le « stock » de détenus déjà présents<sup>43</sup>. Une classification adéquate des condamnés constitue en effet une modalité efficace de gestion de la population détenue qui peut aboutir, comme le soulignent certains directeurs à « *désigner la bonne prison pour le bon gars* » et qui signifie que l'évolution du détenu en détention sera favorable.

Deuxièmement, une trop faible différenciation des détenus, de leurs profils et de leurs trajectoires durant leur détention peut avoir pour effet de sous-évaluer le public susceptible d'être orienté vers les modalités de sorties auquel il a droit (et donc, d'avoir un impact similaire sur le stock en maintenant trop longtemps en détention un certain nombre de personnes). C'est par exemple le cas des détenus qui sont admissibles à la surveillance électronique ou au milieu ouvert et qui n'y sont pas proposés pour diverses raisons sur lesquelles nous reviendrons ci-après.

Troisièmement, une classification inadéquate peut être de nature à compromettre la bonne gestion du travail des greffes et des équipes psychosociales internes<sup>44</sup>. Les dossiers risquent alors de ne pas être examinés en temps utile et des retards vont s'accumuler dans leur traitement. Des condamnés qui devraient être conduits vers la sortie sont maintenus en cellule alors qu'ils pourraient être orientés vers la semi-détention ou être libérés. Ainsi, on notera par exemple que le délai de réaction dans la gestion d'un dossier de courte peine pour un envoi vers le milieu ouvert n'est pas comparable à celui d'une longue peine, le greffe et le TAP doivent donc s'organiser en conséquence. A nouveau, l'impact d'une gestion aléatoire du suivi des dossiers sur le stock de détenus risque de se faire ressentir.

Un premier enjeu en la matière est donc de sortir du cercle vicieux selon lequel la surpopulation ne permet pas la classification, mais où l'on constate également que l'absence de classification cohérente peut avoir des effets accélérateurs de cette surpopulation. On l'aura compris, le point de départ de l'analyse de la classification en Belgique est celui d'un paradoxe fondamental, avec lequel nous allons devoir composer tout au long de cette recherche.

## **1. Situation actuelle en Belgique**

Le constat récurrent de surpopulation fait l'objet de nombreuses recherches scientifiques en Belgique comme ailleurs en Europe et aux Etats-Unis (voir entre autres Snacken, 1997 & 1999 ; Snacken & Beyens, 1993 & 1994 ; Vanneste, 2001 ; Vanneste 2010a et 2010b ; Wright, 1980 ; Funke, 1985 ; Cox *et al.*, 1990, Vaughn, 1993 ; Losel, 2007). Les travaux de la

---

<sup>43</sup> On peut également, de façon un brin ironique, comme ce directeur que nous avons rencontré, souligner l'effet contraire : une réduction des évasions qui se déroulent, notamment au départ du milieu ouvert, aurait pour même effet d'augmenter en conséquence la population détenue...

<sup>44</sup> Ci après parfois désignés par l'acronyme « SPS ».

commission Dupont s'étaient quant à eux déjà penchés amplement sur la question, en énonçant diverses propositions dont la plupart n'a pas été retenue par le Parlement. Malgré l'intérêt que comporte cette question (et les débats qu'elle suscite) au regard de la thématique de la classification, nous n'allons cependant aborder ce thème que de manière limitée, au départ de la façon dont cette question est posée et envisagée à l'heure actuelle en Belgique par les responsables politiques et l'administration. Nous ne tenterons donc pas ici d'analyser le phénomène ou de proposer des modalités de réduction de celle-ci, dans la mesure où cette démarche devrait faire l'objet d'une recherche à part entière. Voyons plutôt comment cette problématique a, de manière très récente, conduit l'actuel Ministre de la Justice à adopter, un « *masterplan 2008-2012 pour une infrastructure carcérale plus humaine* ».

Dès l'introduction de ce texte, présenté à la presse le 18 avril 2008, le Ministre J. Van Deurzen, désigné en 2008 à la tête du département de la Justice, énonce que « *En Belgique, la politique criminelle est fortement sous pression en raison de [la] surpopulation* ». Cette surpopulation serait propre à rendre irréalisable une exécution des peines un tant soit peu « *crédible* », c'est-à-dire, des peines « *directement applicables de façon correcte* ». Le Ministre souhaiterait également « *qu'il n'y ait pas de temps d'attente, pas de période d'impunité, qu'il existe un suivi professionnel et donc un contrôle de l'exécution de la peine, et que l'exécution de celle-ci soit transparente pour l'auteur autant que pour la victime* ». Mr J. Van Deurzen dénonce ensuite les conditions de vie des détenus et les conditions de travail du personnel dans les établissements surpeuplés et reconnaît que, malgré l'adoption de la loi du 12 janvier 2005 qui énonce le principe d'une détention humaine, la situation belge reste particulièrement problématique. La note fait ensuite état de la capacité au 31/12/2007 et du taux moyen d'occupation en 2007 (voir ci-dessous) pour conclure que l'on connaît à l'heure actuelle un déficit structurel de 1500 cellules. Est alors présenté un programme de rénovation et d'exploitation des structures existantes ainsi que d'extension de la capacité pénitentiaire en vue de résoudre en partie ce problème. Ce plan, sur lequel nous ne nous étendrons pas pour l'instant, est principalement adopté en raison du fait que « *une application plus étendue de la loi sur le statut juridique interne des détenus (la loi Dupont) ne peut pas être réalisée aussi longtemps que dure la surpopulation* ».

Les données présentées dans la note ministérielle sous forme de tableau sont reproduites ci-dessous.

CAPACITÉ AU 31/12/2007 ET TAUX MOYEN D'OCCUPATION EN 2007						
Établissement pénitentiaire	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	Capacité hommes	Capacité femmes	Ratio hommes	Ratio femmes
Merksplas	653,4		694		94,1	
Wortel	171,6		187		91,8	
Anvers	620,3	36,5	365	48	170,0	76,1
Malines	108,0		72		150,0	
Turnhout	158,3		128		123,6	
Hoogstraten	147,4		155		95,1	
Louvain Central	319,5		325		98,3	
Louvain II	182,6		149		122,6	
Bruges	645,7	102,3	504	94	128,1	108,8
Ypres	106,4		55		193,5	
Ruiselede	53,9		48		112,3	
Gand	342,1	46,4	244	39	140,2	118,9

Audenaerde	151,9		121		125,5	
Termonde	182,5		159		114,8	
Hasselt	458,3	31,3	420	30	109,1	104,4
Total Flandre	4.302,0	216,5	3626	211	118,6	102,6
Nivelles	190,5	0,2	192		99,2	
Ittre	402,9		420		95,9	
Mons	326,5	34,2	286	27	114,2	126,5
Tournai (2)	179,8		198		90,8	
Jamioulx	376,0		261		144,1	
Marneffe	117,8		131		90,0	
Lantin	867,9	61,0	618	61	140,4	99,9
Verviers	247,0		186		132,8	
Huy	71,3		63		113,3	
Paifve	163,2		170		96,0	
Arlon	116,7		111		105,2	
St-Hubert	242,6		282		86,0	
Namur	172,8	25,0	114	20	151,6	124,9
Dinant	47,2		32		147,5	
Andenne	382,9		396		96,7	
Total Wallonie	3.905,2	120,3	3460	108	112,9	111,4
(2) sous-occupation à la suite de la rénovation de cellules						
Saint-Gilles	608,3		484		125,7	
Forest	622,6		405		153,7	
Berkendael		94,9		64		148,3
Total Bruxelles	1.230,9	94,9	889	64	138,5	148,3
<b>Total national</b>	<b>9.438,1</b>	<b>431,7</b>	<b>7975</b>	<b>383</b>	<b>118,3</b>	<b>112,7</b>
	<b>9869</b>		<b>8358</b>			
Everberg	50					

Même si nous reviendrons ultérieurement sur les difficultés de comptabiliser la capacité et la population carcérale et la relative prudence avec laquelle il y a lieu de considérer les données présentées par le Ministre<sup>45</sup>, cet aperçu a le mérite de tenter l'objectivation d'une problématique dont l'impact est considérable sur la politique carcérale.

On remarquera d'ailleurs que les documents plus récents, tels le dernier rapport annuel « Justice en chiffre 2010 » ainsi que le « Masterplan 2008-2012 pour une infrastructure carcérale plus humaine » du Ministre S. De Clerck, s'ils font tous deux état d'un accroissement généralisé de la population carcérale, ne donnent aucune indication chiffrée

<sup>45</sup> Notons que, après renseignement obtenu auprès d'un statisticien de la DGEPI, nous avons constaté que la capacité mentionnée ne tient pas compte des sections consacrées aux semi-libertés (146 places) alors que les détenus qui en bénéficient sont comptabilisés. Elle ne tient pas compte non plus des hospitalisations. La capacité indiquée pour Tournai est la capacité avant travaux alors que la sous-occupation est explicitement mentionnée dans le tableau.

quant à la capacité actuelle du parc pénitentiaire. Le Masterplan envisage cependant l'extension de celle-ci par trois types de mesures : (1) la restauration de la capacité perdue (par le biais notamment de la rénovation); (2) l'extension de la capacité sur des sites existants et (3) la construction de nouveaux établissements. La capacité nouvelle envisagée par catégorie et exprimée au départ de l'unité « cellule » est quant à elle quantifiée de manière précise et s'élève à (1) 268 cellules « restaurées »; (2) 379 cellules ajoutées aux infrastructures existantes et (3) 4096 nouvelles cellules créées lors de trois phases de nouvelles construction (956 + 900 + 2240), soit un total de 4743 nouvelles cellules<sup>46</sup>.

Pour la classification des détenus et des établissements pénitentiaires, cette question apparaît fondamentale car elle est entièrement tributaire des ressources actuelles en matière d'infrastructure et de places disponibles. Penser la classification ne peut se faire qu'au départ d'une volonté de mieux allouer les ressources existantes aux objectifs poursuivis (notamment, au départ du concept de « plan de détention » dont nous avons présenté les grandes lignes) et d'une volonté d'envisager les extensions de capacité annoncées en relation avec un projet global qui envisage la totalité des infrastructures et non chaque établissement de manière isolée. A cet égard, il est regrettable que la note ne fasse pas état des critères qui seront considérés comme relevant dans les choix à opérer en vue de la construction de nouveaux établissements, à propos de leur destination, de leur capacité et de leur localisation.

## **2. La surpopulation : un processus hétérogène**

Au-delà du programme proposé qui sera plus tard revu par le Ministre De Clerck, la note du Ministre Van Deurzen présente un certain nombre d'intérêts. Les données fournies permettent principalement de réaliser que la surpopulation n'est aucunement un phénomène homogène qui toucherait tous les établissements de manière identique. On constate ainsi que les établissements les plus surpeuplés sont principalement les maisons d'arrêt suivies des établissements combinant maison d'arrêt et maison de peine, tandis que les maisons de peine qui se limitent strictement à cette fonction ainsi que les établissements ouverts ou semi-ouverts souffrent moins de la surpopulation. Si divers éléments sont à porter à l'actif de cette situation, le plus important est sans conteste le poids de la détention préventive dans le total des détentions, phénomène dont l'importance a été souligné en Belgique à de nombreuses reprises –et depuis longtemps- dans le cadre de recherches scientifiques (voir en particulier les travaux de S. Snacken cités précédemment, Snacken & Raes, 2004 ou les recherches menées par l'INCC : Daeninck *et al.*, 2005 ; Deltenre & Maes, 2002...) ou par des organisations militantes telles que l'OIP ou la Ligue des droits de l'Homme (OIP, 2008 : 20 ; LDH, 2008, 2010 : 43 à 49). Selon les données produites par « L'international Centre for Prison Studies » du King's College de Londres, la Belgique se classe à cet égard en Europe 5<sup>e</sup> pays sur 57 dans l'ordre décroissant des taux de détention avant jugement avec 44,3%<sup>47</sup> (derrière la Turquie, Monaco, l'Italie et Andorre). L'année 2009 (date des dernières données disponibles) rend compte cependant d'une évolution dans ce domaine puisque la Belgique, avec un taux de détention avant jugement ramené à 35,0 %, se plaçait alors en 13<sup>e</sup> position. Les données du Conseil de l'Europe de 2005 situaient déjà le pourcentage belge de personnes détenues avant un jugement définitif en 7<sup>e</sup> position sur 45, avec 43,2% par rapport à une moyenne de 23,6% (derrière Monaco, La Géorgie, la Turquie, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Suisse) (Aebi & Stadnic, 2007 : 33). Les données les plus récentes, portant sur l'année 2009, situent quant à elles ce pourcentage en 12<sup>e</sup> position sur 51, avec 40,1 % par rapport à une moyenne de 31,6%

<sup>46</sup> Source : Masterplan 2008-2012 pour une infrastructure carcérale plus humaine, 28 janvier 2009 (non publié).

<sup>47</sup> [http://www.kcl.ac.uk/depsta/law/research/icps/worldbrief/wpb\\_stats.php?area=europe&category=wb\\_pretrial](http://www.kcl.ac.uk/depsta/law/research/icps/worldbrief/wpb_stats.php?area=europe&category=wb_pretrial) (consulté le 15 juillet 2008).

(derrière Andorre, Chypre, l'Italie, le Liechtenstein, Malte, Monaco, les Pays-Bas, San marino, la Suisse la Turquie, et l'Ecosse) (Aebi & Stadnic, 2011 : 62). Ces scores, qui ne manquent pas de poser question, ont donc pour effet, non seulement de contribuer à la surcharge des maisons d'arrêt ou des établissements mixtes, mais également de configurer la répartition des détenus dans l'ensemble du parc pénitentiaire dans le mesure où, nous allons vite le comprendre, la répartition des prévenus surnuméraires suit une logique en cascade.

Par contre, ce que les chiffres du Ministre ne peuvent montrer, c'est la manière dont, à l'intérieur des établissements pénitentiaires, la surpopulation ne se répartit pas non plus de manière égale selon les cellules, sections, ailes ou niveaux des bâtiments. En effet, à partir du moment où la direction d'un établissement applique des régimes spécifiques à certaines catégories de détenus, assigne une destination particulière à des cellules (cellules pour régimes disciplinaires, pour détenus à protéger, sections pour travailleurs etc.), ou est tenue de procéder à des séparations légales (sections pour femmes, annexes psychiatriques...), il peut arriver que certaines places ne soient pas occupées simplement parce que les catégories spécifiques de détenus qu'elles accueillent ne sont pas présents en suffisance dans l'établissement. Dès lors, à l'intérieur des prisons, la surpopulation se répartit de manière disparate et chaque établissement a en charge la gestion complexe et quotidienne de ses propres places vacantes ou des cellules libres. Le nombre de détenus rapporté à la capacité théorique ne permet donc pas d'avoir un aperçu de l'occupation effective de tous les lits ou cellules disponibles en milieu pénitentiaire. Il s'agit en outre d'une situation qui peut se modifier de jour en jour, voire d'heure en heure et qui ne fait pas l'objet d'un protocole spécifique d'information vers l'administration centrale. Le Service des cas individuels ne disposant pas toujours de cette information détaillée au moment où il opère la classification et les transferts des détenus, il importe donc que la communication avec les directions locales s'opère de façon rapide, optimale et avec loyauté. On remarque d'ailleurs à cet égard que la plupart des contacts se déroulent par téléphone.

Cette hétérogénéité va avoir un effet non négligeable sur le processus général de classification : chaque établissement est amené à influer *de facto* sur un problème global au départ d'une vision et d'une gestion locales. Le SCI doit quant à lui, au départ de sa position de surplomb, sans toujours disposer de l'ensemble des informations utiles, procéder à un véritable arbitrage tenant compte de la diversité des situations et des intérêts locaux, alors même qu'il s'agit de répartir un surplus global de détenus sur l'ensemble des établissements. Le risque est donc important de voir se heurter de plein fouet deux rationalités légitimes: celle d'une gestion globale qui veut que toutes les places soient optimisées (et donc qu'il faut « remplir à tout prix ») et celle des directions locales qui considèrent important le maintien de places « vacantes »<sup>48</sup> en vue de régimes différenciés dont elles doivent par ailleurs assurer l'organisation quotidienne. L'idée même d'un « *Think globally, act locally* » apparaît donc difficilement réalisable : dans certains cas penser globalement empêche carrément d'agir localement.

### **3. Le piège de l'unité de compte et la flexibilité du concept de surpopulation**

Le tableau fourni par le Ministre Vandeurzen et que nous avons repris ci-dessus fait état d'une capacité par établissement. Outre le fait que chaque établissement peut voir cette capacité varier à tout moment en raison de travaux ou de dégâts éventuels, la notion même de « capacité » pénitentiaire est franchement relative et il est dommage que le document

---

<sup>48</sup> L'expression est ambiguë dans un contexte où il est probable que l'aile ou la section d'à-côté soit en pleine surcharge au même moment...



ministériel ne fasse pas état de la méthodologie et de l'unité de compte qui a été utilisée pour faire ce bilan. Le résultat du calcul de cette capacité est en effet tout à fait différent selon que l'on comptabilise les cellules, les lits fixes disponibles, le recours aux matelas d'appoint ou les m<sup>2</sup> par détenus (les cellules individuelles ayant, en Belgique, une taille d'environ 9m<sup>2</sup>). Par ailleurs, aux côtés de la capacité « théorique » mesurée au départ d'un parc pénitentiaire fonctionnant sans surcharge, vient s'ajouter le principe d'une capacité « réelle », c'est-à-dire d'une capacité qui tient compte de la faculté de dépasser la capacité théorique, c'est-à-dire de procéder à des enfermements par duos, trios et parfois quatuors dans des cellules dont ce n'était pas la destination (beaucoup de bâtiments ont été construits à une époque où l'enfermement était principalement individuel), de placer des matelas additionnels dans certaines cellules etc., bref, de rentabiliser l'espace au maximum. Ce qui est donc présenté comme la capacité théorique des établissements, et qui figure dans la note ministérielle, renvoie donc à un parc pénitentiaire déjà en surpeuplement par rapport à sa destination d'origine, même si les chiffres proposés ne font pas pour autant état d'une capacité réelle portée à son maximum.

La situation est amenée à se compliquer dans la mesure où, pour faire face aux problèmes d'encombrement posés sur le terrain, des établissements peuvent envisager à tout moment la création de duos, trios etc. par l'ajout de lits superposés ou le recours à des matelas dans certaines ailes qui avaient été maintenues jusque là dans leur capacité théorique alors même que le reste de l'établissement fonctionnait en capacité réelle. Ce type d'initiative, parfois tout à fait provisoire, a donc directement pour effet d'augmenter *de facto* la capacité (déjà) étendue des établissements et de redéfinir la situation globale. On peut apprécier diversement ces initiatives, principalement guidées par des motifs pragmatiques dans un contexte où il n'y a pas toujours le choix au vu, par exemple, de l'afflux de prévenus. D'un certain côté, il s'agit de réponses directes à une situation de crise qui nécessite un aménagement immédiat. Mais d'un autre côté on peut redouter les effets « d'appel d'air » que suscite toute place nouvellement créée, dont on sait que la vocation immédiate sera d'être remplie sur le champ. On peut également redouter les effets de contagion que suscitent ces extensions envers les autres établissements (pourquoi, en effet, ne pas généraliser ces pratiques à tous les établissements, dans l'ensemble des régimes proposés dans tous les types de sections?). Or, nous venons de souligner combien la diversité des régimes envisagés à l'intérieur des établissements ainsi que leur organisation interne suppose de conserver une certaine marge de manoeuvre dans l'occupation des cellules. Pas étonnant donc, que bon nombre de directeurs nous disent travailler « *sous pression* » en raison de la surpopulation si il leur est constamment demandé de toujours accueillir davantage de détenus et qu'il s'agit de composer avec la capacité théorique, réelle et la surpopulation. Ainsi, une directrice nous a raconté le choix cynique d'un de ses anciens collègues, de résister à l'installation de lits superposés mais de conserver des matelas d'appoint dans son établissement, de manière à ne pas « figer » une fois pour toute son extension de capacité, ce qui l'aurait conduit à accueillir encore plus de détenus... On comprendra dès lors aisément pourquoi la question du comptage des places disponibles est un sujet sensible et pourquoi un certain flou semble toujours régner sur cette question au sein de l'administration pénitentiaire<sup>49</sup>.

Par ailleurs, lorsque nous avons rencontré les chefs d'établissements, tous nous ont fait état de « *la* » surpopulation à travers une conception difficilement mesurable, qui tient déjà compte

---

<sup>49</sup> Ainsi, nous avons constaté que, en dehors des situations de travaux ou d'événements exceptionnels, la capacité pénitentiaire présentée dans le « *masterplan* » ministériel ne correspond pas à celle qui figure dans le rapport annuel de la Direction générale des établissements pénitentiaires, qui ne correspond pas davantage aux chiffres qui nous ont été donnés sur place par les chefs d'établissements que nous avons rencontrés.



de la capacité réelle, mais qui fixe un seuil au départ de la notion du « *supportable* ». Le personnel pénitentiaire fait en effet constamment référence à ce qui serait une « *surpopulation tenable* » ou « *intenable* » en rapportant le seuil critique à la tension qui règne dans l'établissement. Ainsi, un directeur nous a expliqué que « *il y a différents degrés de surpopulation qui correspondent à différents degrés d'énerverment chez les détenus et chez le personnel avec différents types de problèmes qui se créent* ». De la même façon, une directrice nous a dit : « *on sent quand ça devient critique et les incidents sont là pour le dire* ».

#### **4. Limitations et résistances à la surpopulation**

Concernant les limites de cette surpopulation, on regrettera que les parlementaires, lors du vote de la loi de principes n'aient pas retenu le système de « quotas » et d'enfermement individuel qui avait été proposé lors des travaux de la commission Dupont. On comprend aisément pourquoi l'emprisonnement individuel a été écarté au vu de la situation actuelle du parc pénitentiaire. Par contre, aucune étude n'a été réalisée concernant la faisabilité d'une politique de quotas, ou, à tout le moins, d'une politique offensive de contrôle de la capacité pénitentiaire<sup>50</sup>. Des établissements belges connaissent cependant un enfermement monocellulaire et on constate que les pratiques de terrain font état de certains seuils chiffrés au-delà desquels la surpopulation n'est plus acceptée et au-delà desquels des envois ou des transferts ne sont plus envisagés par les directions et par l'administration centrale. En effet, tandis que la plupart des établissements envisagent le transfert de détenus sur base d'échanges, dans certaines prisons, les envois sont carrément bloqués et plus aucune classification n'est envisagée (Anvers, St-Gilles). Dans d'autres, la classification s'opère par liste d'attente (Ittre, Nivelles). Là non plus, il n'est pas toujours simple de voir clair, car la transparence de ces seuils est loin d'être acquise et ces blocages ne sont pas nécessairement rapportés au taux d'occupation ou au degré de surpopulation. Certains attribuent aux négociations syndicales l'obtention de tels seuils, d'autres évoquent la pression implicite que les syndicats des agents exercent par la menace de grève, d'autres allèguent les positions de l'administration centrale ou la résistance des chefs d'établissements à une extension de capacité pour une diversité de raisons présentées comme légitimes ou non.

Cette régulation implicite, qu'un directeur d'établissement appelle « *la régulation politique de la classification* », a pour effet de faire à nouveau se confronter les points de vue de ceux qui envisagent le problème dans une perspective globale aux points de vue de ceux qui privilégient une perspective d'établissement. D'un côté, il est fait état de la « solidarité » qui fait que « *chacun doit prendre sa part du problème et accepter des détenus en plus* » ou, au contraire, de l'impact négatif des initiatives individuelles d'extension sur le collectif : « *il y a un danger pour tout le monde à accepter toujours plus de détenus* ». D'un autre côté, certains évoquent la volonté vue parfois comme « protectionniste » ou, au contraire, « responsable » de maintenir les enfermements en solo, les régimes particuliers etc. Par ailleurs, comme chaque établissement a sa spécificité (petit établissement, établissement davantage sécurisé, prison vétuste, maison d'arrêt, prison isolée, prison en travaux etc.), tout type d'argumentaire allant dans un sens ou dans un autre et se fondant sur l'organisation interne ou sur l'organisation collective paraît, selon la perspective adoptée, à la fois recevable et démontable.

---

<sup>50</sup> Ce type de politique a pourtant été envisagé dans divers pays d'Europe, en particulier dans des pays du nord. On notera cependant le développement récent de pressions à l'extension de la capacité pénitentiaire dans des pays qui jusque là l'avaient considérablement limitée (voir à cet égard Von Hofer, 2003 à propos des Pays-bas, de la Finlande et de la Suède).

En définitive, le flou et la malléabilité de ce concept de surpopulation va, non seulement constituer l'arrière fond de la problématique de la classification, mais également en représenter une composante importante, parfois instrumentalisée. Sans cesse mobilisée dans les discours comme étant le fondement de diverses pratiques, on va rapidement se rendre compte qu'elle revêt de multiples visages et représente très souvent un argument *ad hoc* à géométrie variable. Ce qui fait dire à un moment à une directrice d'établissement que, « *La surpopulation, c'est comme un leitmotiv. Mais il ne faut pas toujours dire que la surpopulation a du mauvais, elle a du bon. Pour gérer un établissement et pouvoir avoir du jeu, parfois, ça a du bon comme argument* ». Au-delà d'un état de fait, la surpopulation revêt donc le statut d'argument et produit dès lors des effets multiples sur les pratiques carcérales.

## **5. Limites de l'emprise administrative sur la population carcérale**

Si la surpopulation, nous venons de le voir, n'est pas un phénomène homogène, l'emprise que peut avoir l'administration pénitentiaire et ses travailleurs sur celle-ci ne l'est pas davantage. La surpopulation conduit certes l'administration à gérer sans cesse les flux d'entrée et de sortie, mais celle-ci dispose pour cela d'une série de moyens qu'il y a lieu d'examiner.

On relèvera cependant que l'adoption de la loi du 17 mai 2006 sur le statut externe des détenus<sup>51</sup> a eu pour effet de réduire considérablement la marge de manoeuvre de l'administration quant au contrôle de sa surpopulation. Dénuée de pouvoir sur la population entrante (détentions préventives, condamnations mises à exécution etc.) qui dépend entièrement de l'activité des magistrats, l'administration détenait, jusqu'il y a peu, un pouvoir décisionnel concernant les sorties (permissions de sortie, congés pénitentiaires, semi-libertés) et les libérations anticipées (conditionnelles -jusqu'en 1998<sup>52</sup>-, provisoires, surveillance électronique), ce qui lui donnait la mainmise sur la population sortante, et lui permettait dès lors de s'assurer une certaine marge de manoeuvre sur son flux de détenus. Les récentes réformes en matière de statut externe des détenus<sup>53</sup> ont eu pour effet principal de judiciariser le domaine de l'exécution des peines en confiant au juge et au tribunal d'application des peines<sup>54</sup> la compétence décisionnelle quant au parcours de détention et à la libération anticipée des condamnés. Cette réforme marque donc, comme le souligne T. Daems (2008), la disparition d'un mécanisme de contrôle ministériel dans ce domaine et nous faisait évoquer il y a peu lors d'un colloque que « la juridictionnalisation d'une décision libère l'exécutif de sa responsabilité dans la prise de risque que contient l'octroi d'une mesure de libération, mais elle prive en même temps l'administration d'un instrument de régulation de la population pénitentiaire » (Kaminski et Devresse, 2007 : 363).

A l'heure actuelle, l'administration conserve certaines prérogatives dans le domaine des congés, des permissions de sortie, des semi-libertés, des placements sous surveillance électronique et des libérations provisoires. La compétence des tribunaux d'application des peines fonctionnant depuis le 1<sup>er</sup> février 2007 concerne en effet les peines privatives de liberté de plus de trois ans et le SCI (devenu Service de Gestion de la Détention) reste compétent

---

<sup>51</sup> Loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine (*M. B.* 15 juin 2006).

<sup>52</sup> La libération conditionnelle fut alors confiée aux « commissions de libération conditionnelles », instituées par la loi du 18 mars 1998 (*M.B.* 2 avril 1998).

<sup>53</sup> Loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine (*M. B.* 15 juin 2006).

<sup>54</sup> Ci après parfois désignés par les acronymes « JAP » et « TAP ».

pour le reste. Cette compétence n'est cependant que provisoire car les condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins seront ultérieurement traités par les Juges d'application des peines lorsqu'ils seront mis en place (pour l'instant, les dispositions de la loi relatives aux compétences des juges d'application des peines ne sont pas encore entrées en vigueur). La détention limitée, amenée à remplacer la semi-liberté, ainsi que la surveillance électronique des courtes peines seront alors confiées aux juges d'application des peines et retirés de la compétence du SCI et des directions de prison. La libération provisoire est quant à elle « un système amené à disparaître » (Beernaert, 2007 : 298). M. A. Beernaert, dans son *Manuel de droit pénitentiaire*, annonce en effet que « à terme, la pratique de libération provisoire comme mesure structurelle destinée à lutter contre la surpopulation carcérale devrait être abrogée par la loi relative au statut juridique externe. Celle-ci ne prévoit en effet plus la possibilité pour les directeurs d'établissement d'octroyer des libérations de ce type, mais part au contraire du principe que toutes les affaires devraient suivre la voie de la libération conditionnelle décidée par le tribunal ou le juge de l'application des peines selon la hauteur des peines prononcées (plus de trois ans, emprisonnement effectif ou non) » (Beernaert, 2007 : 298). Il ne restera donc plus aux mains de l'administration qu'un pouvoir décisionnel relatif aux congés pénitentiaires et aux permissions de sortie, c'est-à-dire des mesures qui ne sont d'aucune efficacité pour réguler, même ponctuellement, la surpopulation pénitentiaire. De l'activité des juges et tribunaux d'application des peines dépendra donc l'ensemble de la régulation du flux de détenus vers la sortie, ce qui fait craindre des situations d'engorgement et de saturation à bon nombre de fonctionnaires que nous avons rencontrés. Une première date d'entrée en vigueur des dispositions concernant les juges d'application des peines avait été annoncée pour 2009, mais l'article 4 de la récente loi du 24 juillet 2008<sup>55</sup> portant des dispositions diverses, reporte aujourd'hui cette échéance à 2012.

Concernant les perspectives de libération des détenus, le travail des TAP et du SCI n'est cependant pas seul en cause. Il importe de souligner que les décisions de sorties sont directement conditionnées à un travail en amont réalisé au sein des prisons: mise à jour du dossier du détenu par le greffe, travail d'enquête et d'expertise des SPS (Services Psycho-Sociaux) internes, entrevues avec le détenu, rédaction d'avis par la direction etc. Dès lors, la « sortie » d'un individu est entièrement tributaire de ces démarches, de la masse de travail qu'elles représentent, mais également des ressources et de l'organisation interne de l'établissement à ce sujet. Un SPS, tout comme une équipe de direction peut être débordé, mais peut aussi mal organiser son travail ou simplement ne pas être au complet. Des retards s'accumulent alors dans la gestion des dossiers et reportent en conséquence la sortie des détenus. Par ailleurs, nous avons également constaté des différences locales d'appréciation quant aux conditions d'admissibilité à certaines mesures, du moins, en ce qui concerne l'appréciation du profil du détenu à proposer, par exemple, à la surveillance électronique. Dans d'autres cas de figure, les tribunaux d'application des peines ou les directeurs d'établissements multiplient les demandes d'enquête sociale auprès de SPS, dans des circonstances où la loi elle-même ne les requiert pas, allongeant par là les délais d'accès à des mesures permettant une sortie. L'organisation interne du travail au sein des établissements pénitentiaires dépasse bien sûr les limites de notre travail mais on imagine sans problème les impacts différentiels de cette organisation sur le flux de sortie des détenus et sur la population carcérale.

L'enjeu de notre recherche, nous l'avons déjà souligné, n'est pas de produire une étude sur la surpopulation et les solutions envisageables pour la réduire. Il n'en demeure pas moins que nous avons, lors de nos observations, identifié à plusieurs reprises divers éléments qui

---

<sup>55</sup> Loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (M. B. 7 août 2008).

constituaient de véritables freins à la sortie de détenus qui apparaissaient dans les conditions d'une libération ou d'une mesure alternative. On pourrait dès lors, sous forme de boutade, considérer qu'une première classification ne s'opère pas dans de nombreux cas, celle qui consiste simplement à orienter les détenus... vers la sortie.

## **6. Le détenu comme unité comptable relative**

Un autre postulat extrêmement important s'impose dans le domaine de la classification : en termes de charge de travail et de maîtrise de l'unité comptable, un détenu n'équivaut pas à un autre détenu. Dans un contexte où le détenu « unité de compte » va fréquemment faire l'objet d'un échange, il est important de savoir de quel type de détenu on parle, sans qu'il soit pour autant question d'envisager une quelconque analyse d'un profil de risques ou de besoins, ni même de prendre en considération des problématiques de comportement. Par rapport à la surpopulation, deux critères apparaissent en effet important : le premier renvoie à la qualité de condamné définitif (en opposition avec celle de détenu avant jugement). Le second concerne davantage, parmi les condamnés définitifs, ceux pour lesquels des « avis » doivent être produits au TAP ou au SCI (ce qui est différent de les envisager au départ de la longueur de la peine ou de leur « admissibilité » à des mesures).

### *6.1. La qualité de condamné définitif*

En effet, en termes de travail, un condamné définitif (qui, rappelons-le, est seul susceptible de classification) représente davantage de charges qu'un détenu préventif. Non seulement, il peut bénéficier d'un régime plus favorable où prennent place diverses activités et occupations qui génèrent du travail, mais également, il s'achemine logiquement à plus ou moins long terme, vers une sortie qu'il s'agit de préparer sinon sur le fond, au moins d'un point de vue administratif. Le prévenu bénéficie quant à lui de moins d'opportunité pendant sa détention et requiert donc moins de travail et d'organisation. Il a cependant comme caractéristique invariable qu'il ne peut être déplacé et doit rester dans l'établissement que le juge d'instruction a désigné pour lui pendant toute la durée de l'instruction. Le prévenu représente donc une unité fixe au sein de l'établissement et ne peut faire l'objet de transfert ou d'échange. Les prévenus (tout comme les internés<sup>56</sup>) représentent donc une population fixe, tandis que les condamnés sont une population mobile. Nous verrons ultérieurement que cette composante a un impact tout à fait fondamental sur l'économie générale d'un établissement, sachant que sa gestion s'envisage très fréquemment au départ de déplacements de détenus d'un établissement à l'autre. Pour être plus précis encore -mais nous y reviendrons- les établissements qui combinent maison d'arrêt et maison de peine sont amenés à jongler entre les différentes catégories de détenus, en compensant leur manque de maîtrise sur les prévenus par un déplacement des condamnés lorsque cela s'avère nécessaire. Il nous a d'ailleurs été souvent souligné que le ratio détenus préventifs/condamnés détermine la marge de manœuvre que peut avoir un chef d'établissement dans la gestion de sa surpopulation (plus il y a de prévenus, moins il y a de marge de manœuvre et moins la « sélectivité » des détenus à transférer est envisageable). Cette situation a pour effet que les condamnés ont leur sort (en

---

<sup>56</sup> Notons que les internés ne peuvent également pas faire l'objet de transfert, la commission de défense sociale qui décide de leur sort étant attachée à l'établissement qui peut les accueillir. Les établissements qui comportent une annexe psychiatrique, peu nombreux, voient donc fréquemment leur population globale fluctuer en raison de cette caractéristique et, dans des circonstances exceptionnelles, connaître pour cette catégorie spécifique de détenus une croissance exponentielle. Ce fut le cas notamment de la prison de Namur, qui, lors de la fermeture de l'annexe psychiatrique de Lantin pour rénovation, fut amenée à accueillir jusqu'à 102 internés, dans une annexe comportant 22 places.

termes d'assignation ou d'envoi vers un nouvel établissement d'attache) directement lié au flux des détenus préventifs entrants et sortants.

Les établissements qui n'ont pour fonction que d'être des maisons d'arrêt sont quant à eux dans une situation où ils ne disposent d'aucune marge de manœuvre sur leur population détenue (sinon de leur potentialité de séparations interne entre sections, ailes et niveaux). Ils sont donc davantage dépendants des décisions d'instances externes, sans pouvoir prendre d'initiative ou procéder à des accords avec d'autres établissements. Elles sont caractérisées par un *turnover* extrêmement important et la durée moyenne du séjour des détenus (à l'exception des internés) y est relativement courte. On remarquera également que la population des maisons d'arrêts est parfois tributaire de la politique de gestion de surpopulation des autres prisons (par exemple, des listes d'attente en maison de peine) lorsque, après condamnation définitive, il est impossible de procéder à l'envoi des détenus vers les prisons où ils ont été classifiés. On comptabilise dès lors en maisons d'arrêt un certain nombre de détenus condamnés en attente d'un envoi vers leur prison d'attache. Notons que toutes ces caractéristiques impliquent évidemment d'autres conséquences sur lesquelles nous reviendrons (par exemple, en termes d'organisation de régime et de gestion des incidents disciplinaires).

Enfin, on soulignera que les établissements qui disposent de places effectives (ou d'une marge de manœuvre par rapport à celles-ci...) se présentent en position de force sur l'échiquier général. La surpopulation conduit en effet à raisonner au départ d'un modèle de marché où la confrontation entre offre et demande crée des positions fluctuantes de force ou de faiblesse. « *Notre monnaie d'échange la plus forte, c'est la place* » nous dira d'ailleurs un directeur. Nous verrons cependant que cette logique pourra se renverser complètement lorsque ce même établissement sera en position de demandeur dans le cadre de certains types de transferts.

Pour plus de clarté, nous proposons ci-dessous un tableau sommaire reprenant la correspondance entre le type d'établissement, la mobilité des détenus et la marge de manœuvre des directions en termes de mouvements de détenus.

TYPE D'ÉTABLISSEMENT	TYPE DE DÉTENU	Mobilité Vers l'extérieur	Marge de manœuvre
Maison d'arrêt	Prévenus	Non	Aucune
Maison de peine	Condamnés	Oui	Inter-établissements
Etablissement mixte	Prévenus	Non	Intra-établissement
	Condamnés	Oui	Inter-établissements

## 6.2. La charge de travail administratif

Notre second point est relatif aux exigences de production d'avis. A cet égard, on retient que si un prévenu n'équivaut pas un condamné, un condamné, en charge de travail, n'équivaut pas non plus un autre condamné. Il y a lieu en effet de distinguer les personnes qui, avancées dans leur peine, qu'elle soit longue ou courte, deviennent accessibles à diverses mesures (comme, par exemple, la libération conditionnelle) et pour lesquels des décisions doivent être prises et un travail de « suivi de dossier » et de production d'avis doit être accompli. Tous les établissements ne fonctionnent pas de la même façon, mais nous avons pu nous rendre compte que pour beaucoup (en raison de la charge de travail, mais également de l'organisation interne des activités), un travail du service psychosocial interne avec le détenu est entrepris, non pas dès l'arrivée du condamné en détention, mais à partir du moment où le détenu devient admissible à des congés, c'est-à-dire un an avant son admissibilité à la libération

conditionnelle. Parmi les condamnés, il y a donc des personnes où le travail est déjà entamé et celui où « tout reste à faire », il y a ceux qui vont requérir très rapidement du travail et ceux pour lesquels on pourra attendre avant de prendre leur dossier en main. Cette caractéristique va revêtir une grande importance lorsque nous allons envisager les transferts sur base d'échange et la notion d'équilibre dans la répartition de la population détenue.

Le tableau ci-dessous opère quant à lui la correspondance entre le type de détenus et la charge de travail que celui-ci suppose dans chaque établissement.

TYPE D'ÉTABLISSEMENT	TYPE DE DÉTENUS	AVIS À PRODUIRE	CHARGE DE TRAVAIL ADMINISTRATIF
Maison d'arrêt	Prévenus	Non	Faible
Maison de peine	Condamnés non admissibles	Non	Faible
	Condamnés admissibles	Oui	Importante
Etablissement mixte	Prévenus	Non	Faible
	Condamnés non admissibles	Non	Faible
	Condamnés admissibles	Oui	Importante

## 7. Logique de système et logique de projet

Ces bases étant posées, on comprend comment la surpopulation produit des effets d'invasion auxquels il s'avère crucial de répondre et d'opposer résistance. Car la gestion de la surpopulation (ou, la gestion des problématiques pénitentiaires *en situation* de surpopulation) appelle des modalités d'administration de la population détenue qui se concentre davantage sur le fonctionnement du système que sur un quelconque projet de nature pénologique (en d'autres termes, qui s'interrogerait sur « ce que l'on fait de la peine avec le condamné»). Gérer la surpopulation ou conditionner les choix opérationnels à celle-ci dans chaque établissement conduit non plus à gérer des détenus, mais à gérer un parc pénitentiaire et à considérer les condamnés comme des unités de compte et non comme des individus, ce qui ne suppose aucunement de développer les mêmes programmes. La formule pourrait apparaître simplement théorique, elle traduit cependant très clairement l'enfermement de la politique pénale dans une dynamique qui l'éloigne de plus en plus de ses objectifs fondamentaux.

Certaines stratégies se révèlent en effet orientées essentiellement par un objectif systémique. Ainsi, par exemple, renvoyer des détenus vers le milieu ouvert, comme on le fait souvent, afin de « vider » des établissements surpeuplés (nous y reviendrons), apparaît en contradiction avec le principe même du milieu ouvert qui voudrait que les détenus qui s'y trouvent, le soient en raison de leur profil ou d'un projet précis de réinsertion qui a pris sens au cours de leur détention. Ne plus envisager toute initiative en milieu pénitentiaire qu'à travers la gestion de la surpopulation revient donc à se priver de toute possibilité de développer quelque projet à teneur un tant soit peu fondamentale dans le domaine carcéral.

Mais il n'est évidemment pas question pour les professionnels en place, au risque de rendre toute prison ingouvernable, d'éliminer tout projet « de fond » en milieu pénitentiaire. Personne ne conteste que le cœur du travail pénitentiaire réside fondamentalement dans le quotidien d'un ensemble d'individus. La problématique de la classification et la manière dont



elle est gérée sur le terrain va donc se trouver perpétuellement en tension entre une *logique systémique* (centrée sur l'optimisation du fonctionnement de l'institution) et une *logique de projet* (centrée sur la réalisation d'un objectif pensé à l'échelle du détenu et/ou de la communauté)<sup>57</sup>. Ainsi, nous avons pu constater que les chefs d'établissement, de même que le personnel du SCI, sont amenés à composer entre ces deux impératifs, dans le cadre de montages complexes qui, au prix de leur cohérence, privilégient tantôt le fonctionnement de l'institution, tantôt les trajectoires personnelles des détenus. Il n'en demeure pas moins que la logique de système est souvent dévorante et propre à écraser sur son passage tout projet fondamental centré sur un objectif qualitatif.

A l'heure où beaucoup de criminologues constatent le développement d'un « managérialisme pénal » au détriment d'une conception essentialiste de la pénalité (Feeley et Simon, 1994 ; Bottoms, 1995 ; Kaminski, 2002), il semble que, dans la situation qui nous occupe, une telle conception apparaît discutable. S'il est question de « management », celui-ci se limite plutôt à des équilibrages quantitatifs en vue du maintien ou de la survie du système pénitentiaire. En effet, par cette recherche consacrée à la classification, nous avons pu constater que la surpopulation ne fait pas l'objet d'une modalité spécifique de gestion qui, au final, conditionnerait ou façonnerait un projet pénitentiaire managérial spécifique. Elle étouffe simplement tout projet, dans la mesure où elle n'est pas gérée à proprement parler, elle fait l'objet, jour après jour, au coup par coup, de solutions de bricolage. Nous considérons donc qu'elle réduit les professionnels à l'adoption d'une logique systémique au lieu de les laisser développer une logique de projet mais ne s'inscrit pas non plus dans une logique de management qui aurait au moins l'avantage de la cohérence. Notons enfin que la distinction théorique entre logique systémique et logique de projet nous servira de grille de lecture générale des pratiques que nous avons observées.

### **CHAPITRE 3. L'ORIENTATION DES CONDAMNÉS VERS LES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES**

A l'intérieur de ce cadre général et tenant compte du contexte de surpopulation, il y a lieu à présent de préciser davantage les procédures d'évaluation des dossiers qui président aux décisions individuelles de classification. Nous verrons d'ailleurs que ces décisions peuvent conduire à s'écarter des lignes générales que nous venons d'évoquer dans la mesure où elles sont chaque fois adoptées en fonction d'un contexte spécifique (contexte spécifique qui redéfinit à son tour l'impact général de la surpopulation). C'est que l'évolution des pratiques de classification en Belgique est telle que la situation actuelle est une curieuse combinaison de cas par cas et de politique générale. Chaque décision est le produit d'un examen en profondeur de la situation du détenu et d'une prise en compte des impératifs globaux qui conduisent à réviser à tout moment les choix précédemment opérés. Ainsi, la classification s'apparente, en Belgique, à un jeu d'échec : le déplacement de chaque pion répond à une logique spécifique, est propre à reconfigurer fondamentalement l'ensemble du jeu et conduit les joueurs à modifier sans cesse leur stratégie. Le gagnant est celui qui parvient à envisager chaque coup en particulier tout en gardant une vision générale du jeu et en s'adaptant à ses modifications constantes. Nous allons dès lors examiner ci-après comment se joue chaque décision de classification en identifiant la rationalité qui sous-tend chaque placement tant au

---

<sup>57</sup> Nous avons déjà eu l'occasion de formuler un constat identique lors d'une recherche consacrée au dispositif de surveillance électronique en Belgique pour laquelle une survalorisation de sa fonction de réduction de la surpopulation pénitentiaire s'est développée au détriment du développement du modèle d'activation du condamné prôné jusqu'il y a peu (voir Devresse *et al.* 2005).

niveau des directions locales d'établissement que du SCI. Pour ce faire, nous allons tout d'abord identifier divers facteurs qui, en plus de la surpopulation, influencent les décisions de classification. Nous relèverons ensuite les principaux critères qui, dans les pratiques, motivent ces décisions.

## **1. Facteurs qui influencent la classification**

Avant d'examiner dans le détail les critères empiriques d'orientation des détenus vers les établissements pénitentiaires, il importe de préciser que la classification est un processus sous haute influence. En premier lieu, elle n'est pas une décision figée qu'il conviendrait d'examiner indépendamment des mouvements que connaît, par ailleurs, la population détenue. Ces mouvements conduisent en effet les condamnés à voir se modifier leur classification au fil du temps, passant d'un établissement à l'autre pour diverses raisons. On remarquera ensuite que, avant d'être classifié par l'administration pénitentiaire, le détenu a déjà fait l'objet d'une première décision d'incarcération émanant d'un magistrat. Nous allons voir ci-après que cette décision initiale n'est pas sans impact sur la suite du processus.

### *1.1. Les mouvements de la population détenue*

A la lecture de tout ce qui précède, on devinera que d'entrée de jeu, il est malaisé d'envisager d'examiner le processus de classification de manière isolée. En effet, celui-ci se trouve très régulièrement revu implicitement par des décisions intervenant en cours de détention et qui ont pour objet le transfert du détenu d'une prison à l'autre. En outre, nous avons déjà souligné que, en raison de la surpopulation, la plupart des transferts qui se déroulent actuellement en Belgique s'opèrent sur base d'échanges d'établissement à établissement. La classification, le transfert et l'échange sont dès lors trois processus qu'il convient d'étudier de manière concomitante.

#### **1.1.1. Le transfèrement des détenus**

La décision de classification initiale et la décision de transfert, bien qu'ayant un même résultat pour le détenu, ne procèdent pas de la même logique. La classification initiale est une décision qui s'impose d'office suite à la condamnation définitive et s'opère par le service compétent au départ d'une demande introduite par la direction de l'établissement pénitentiaire où a été écroué le condamné. La décision de transfèrement de détenus d'un établissement à l'autre, toujours officiellement demandée par le directeur d'établissement, intervient quant à elle de manière plus aléatoire en cours de détention et est directement dépendante de paramètres internes au fonctionnement pénitentiaire ou à la trajectoire du détenu. La demande de transfèrement découle souvent des aléas propres à la surpopulation pénitentiaire mais aussi parfois d'un incident qui rend l'éloignement du détenu nécessaire et qui conduit la direction de l'établissement à le demander d'urgence. Les motivations des transferts sont multiples et peuvent se combiner entre elles. Ils font parfois suite à la demande informelle d'un tiers. Ainsi, le directeur de l'établissement pénitentiaire où est incarcéré le condamné peut demander le transfert de celui-ci en raison de sa requête directe ou du personnel de surveillance, mais également sur suggestion du Procureur du Roi, de l'avocat ou de la famille du détenu en raison de certaines circonstances que nous décrirons ci-dessous. Plus rarement, mais cela est intervenu lors de nos observations, certains détenus prennent directement contact avec le SCI pour demander de changer d'établissement pénitentiaire en expliquant les raisons de ce souhait. Le service des cas individuels peut également l'envisager d'initiative. Notons enfin qu'à tout moment, cette décision peut être revue en raison de nouveaux éléments



affectant la situation du détenu ou de l'établissement qui l'accueille. Chaque demande de transfert est examinée par le SCI tant au niveau de son opportunité qu'au niveau de sa faisabilité.

Nous verrons cependant que, malgré cette différence de logique, les critères employés par le SCI pour la classification et pour le transfèrement des détenus, même s'ils suivent quelques lignes d'orientation identifiées dans les textes que nous avons examinés ci-dessus, sont essentiellement pragmatiques et ne diffèrent pas particulièrement: il s'agit avant tout de ceux qui apparaissent pertinents pour le décideur lors de l'examen de la situation du condamné. Aucune grille d'évaluation réglementaire récente n'oriente cette prise de décision, celle-ci repose sur une appréciation au cas par cas. Dès lors, l'importance relative accordée à chaque critère rentrant en ligne de compte dans la décision de classification ou de transfèrement peut varier d'un dossier à l'autre et il serait incorrect d'en élaborer une hiérarchisation.

On remarquera cependant que la loi de principe énonce, dans son article 17, examiné précédemment, que la décision de transfèrement devrait suivre la logique ayant présidé à la décision initiale de classification. La prise en compte du plan de détention individuel, critère rappelé à cette occasion, ne peut donc pas s'égarer dans les méandres des allées et venues pénitentiaires des condamnés.

*Art. 17. Les détenus sont placés dans une prison ou une section ou bien transférés dans une prison ou une section en tenant compte de la destination qui y a été donnée comme prévu à l'article 15 et, pour les condamnés, en tenant compte du plan de détention individuel.*

Mais, malgré cette disposition légale, et bien que très proche du processus de classification, la décision de transfert répond à d'autres impératifs. L'analyse des dossiers en termes de transfert correspond en effet davantage à une analyse de contre-indications. Outre son lien avec le contexte de surpopulation, cet aspect des choses trouve son origine dans le fait que, la plupart du temps, les demandes de transfert sont liées à une situation problématique. On distingue par ailleurs les décisions de transferts collectifs des décisions de transferts individuels. Leur impact et le travail d'analyse qu'elles supposent est évidemment très différent.

Il est relativement compliqué de qualifier l'incident que représente le transfert dans le parcours de détention. La diversité des raisons qui motivent l'envoi d'un détenu dans un autre établissement rend difficile une appréciation générale de cette mesure. Dans certains cas, le transfert est redouté par le détenu, dans d'autres, il fait l'objet d'une demande insistante. Parfois, il est pris d'urgence suite à un incident et s'inscrit dans une logique disciplinaire, parfois, il tarde à être effectué en raison du manque de place et devient presque considéré comme une faveur. A un moment, on fera valoir un impératif d'urgence et on favorisera un critère particulier pour procéder au transfert alors que dans d'autres cas, en raison d'autres critères, la situation n'évoluera pas et le détenu restera sur place. Cette diversité peut dès lors conduire au développement de sensations d'injustice dans le chef du condamné. Ainsi, il est difficile de faire comprendre à un détenu à qui l'on demande patience et qui attend depuis plusieurs mois un transfert vers un établissement fonctionnant avec une liste d'attente, que l'un de ses codétenus y est envoyé d'urgence sur base d'un échange, et ce, suite à un incident

disciplinaire. Il est vrai que le croisement de divers impératifs conduit à trouver irrationnelles certaines décisions si l'on ne les analyse pas de près<sup>58</sup>.

Par ailleurs, lorsqu'un individu est transféré, rien ne lui garantit le maintien du régime dont il bénéficiait dans son établissement d'origine. Si la prison d'accueil n'est pas en mesure de poursuivre ce régime alors que celui-ci était favorable, le transfert sera très mal ressenti. En outre, il sera porté atteinte à la cohérence de la trajectoire de détention. En effet, la plupart du temps, le détenu transféré se trouve, dans son nouveau lieu d'attache, relégué à la dernière place des diverses listes d'attente qui lui donnent accès à un travail, à un régime particulier, à un programme de suivi etc. En outre, lorsqu'un travail psychosocial a été entamé, même si le nouveau service en charge est tenu de prendre le dossier en cours, il arrive fréquemment qu'il procède à une nouvelle évaluation du détenu en raison d'une volonté bien légitime de maîtriser personnellement tous les aspects du dossier. Le transfert est donc souvent un « retour à la case départ » qui occasionne de nombreuses difficultés gestionnaires et personnelles, de même qu'un surcroît de travail<sup>59</sup>. Pour cette raison, certains directeurs disent essayer de transférer le moins possible les détenus pour lesquels un travail SPS a déjà été entamé, mais cela les conduit dès lors à transférer préférentiellement des détenus pour qui rien n'a encore été entrepris, ce qui n'est pas non plus particulièrement apprécié de l'établissement d'accueil (d'autant plus que dans certains cas, l'on considère que le détenu est « *envoyé pour débloquer sa situation SPS* »). On remarque dès lors combien aucun cas de figure n'apparaît satisfaisant et combien la surpopulation et les exigences d'une gestion systémique des prisons peuvent avoir un impact sur la cohérence même des mesures prises par les chefs d'établissements. Obligés de faire valoir une logique de flux sur celle de l'administration rationnelle du public présent entre les murs, les directeurs nous ont dit prendre beaucoup de décisions qui ne leur semblaient pas toujours complètement appropriées<sup>60</sup>.

### 1.1.2. Les pratiques d'échanges

Si la décision de classification et la décision de transfert sont en principe examinées individuellement par le SCI au départ du dossier d'un seul condamné, il est important de préciser que cette décision a fréquemment un impact direct sur la situation d'autres détenus. Cet impact s'observe tout particulièrement dans le cadre des procédés d'échanges envisagés lors des transferts. Liés au contexte de surpopulation que nous avons évoqué ci-avant, ces échanges, que l'on pourrait également appeler « permutations », consistent en effet à proposer l'envoi d'un détenu d'une prison à l'autre, moyennant l'accueil d'un autre condamné, de manière à conserver, dans la mesure du possible, une forme d'équilibre dans la population de chaque établissement (nous verrons ci-après que cet équilibre est évalué d'un point de vue quantitatif mais également qualitatif). On comprendra donc assez aisément que les décisions

---

<sup>58</sup> Cette remarque nous conduit à souligner, à l'instar d'un directeur que nous avons rencontré, que la classification constitue parfois un « *message envoyé à la population détenue* ». Dans un univers collectif où la notion de mérite est importante, où des efforts sont demandés et où des changements d'établissement ou de régime peuvent être considérés comme des gratifications ou des sanctions, l'envoi d'un détenu vers une prison représente bien plus que la gestion de son simple cas. On relèvera ainsi la charge symbolique que comporte l'envoi préférentiel des délinquants sexuels vers le milieu ouvert (même si, nous le verrons plus loin, celui-ci se fonde sur des critères comportementaux rationnels).

<sup>59</sup> Le détenu est également mis à contribution car il doit empaqueter ses effets et vider sa cellule. Quant au personnel, il doit s'organiser pour faire acheminer les caisses dans le nouvel établissement. Comme il n'y a pas toujours concordance entre l'arrivée des caisses et celle du détenu, le transfert génère parfois des tensions. Lorsque nous avons visité un établissement, un incident avait eu lieu car un détenu en attente, depuis plusieurs jours de ses 35 (!) caisses, avait perdu patience et s'en était pris au personnel de surveillance.

<sup>60</sup> On retiendra à cet égard le vibrant plaidoyer contre la multiplication des transferts récemment publié par R. de Beco, avocat au barreau de Bruxelles (de Beco, 2007).

de transferts prennent, pour le SCI, la forme de véritables casse-tête où plusieurs dossiers individuels sont examinés en même temps alors que la situation collective et la répartition des détenus par établissement, qui se modifie de jour en jour, est aussi à prendre en considération.

Le SCI est tout de même aidé par le fait que, la plupart du temps, les chefs d'établissement identifient d'initiative le détenu qu'ils sont prêts à recevoir en échange de la personne qu'ils souhaitent transférer. Comme nous l'avons déjà souligné, les directeurs de prison ont pris pour habitude de conclure des (pré)accords d'échanges avec leurs collègues, arrangements que le SCI doit alors vérifier et dont il évalue la pertinence.

Pour les directeurs, parler de « transaction » à propos de ces pratiques d'échanges n'est pas un vain mot : en ce qui les concerne, il s'agit dans la majorité des cas de véritablement négocier avec un collègue l'échange immédiat d'un détenu contre un autre ou un envoi accompagné d'un engagement à accepter quelqu'un « en différé » lorsque l'occasion se présentera. Malgré la bonne entente entre la plupart des directeurs, on mentionnera, dans ces transactions, l'existence de rapports de force purement circonstanciels. C'est que, la loi de l'offre et de la demande que nous évoquions ci-avant s'impose alors directement avec vigueur. Pour éloigner un détenu, mieux vaut en effet être dans un établissement « attractif » et être en surcapacité que de demander un transfert au départ d'un établissement où il y a de la place mais où l'on n'aura personne à vous envoyer en échange. La surcapacité rend l'échange justifié et l'attractivité facilite la candidature ou l'acceptation du détenu à cet échange. Nous avons d'ailleurs remarqué que les caractéristiques de certaines maisons de peine les conduit parfois à ne pas pouvoir travailler sur base d'échange : beaucoup de détenus refusent d'y séjourner et sont immédiatement prêts à demander leur envoi autre part sinon à le provoquer de force. Même si il y a résistance à céder à ce type de pression, on comprend toutefois qu'il existe de réelles réserves quant à l'envoi de détenus vers une prison contre leur gré et ce, dans l'intérêt de tout le monde.

La situation des chefs d'établissements est donc souvent difficile. Il faut avoir assisté, comme nous avons pu le faire à plusieurs reprises, à ces conversations téléphoniques entre directeurs où des accords se concluent pour comprendre qu'il s'agit véritablement de « troquer » un détenu contre un autre : on rend compte en direct d'une comptabilité serrée de sa propre population qui conduit tantôt à se montrer indulgent, tantôt intraitable, mais on évoque aussi le comportement, le parcours, les caractéristiques du condamné, introduisant ainsi la notion de qualité aux côtés des soucis de quantité. « *On a parfois l'impression d'être des marchands de tapis* » nous dira un directeur. Emerge à ce moment les critères que nous avons déjà évoqués et qui sont relatifs au « poids » et à la « qualité » du détenu, c'est-à-dire à la charge de travail qu'il représente et à son comportement général ce, toujours dans un souci d'équilibre. Certains propos sont à cet égard sans ambiguïté : « *On met les détenus qui font l'objet d'un échange dans une balance* », explique un directeur. « *Il nous est arrivé d'en échanger deux contre un* » nous a confié un autre chef d'établissement. Ce principe de maintien d'équilibre qualitatif fait quant à lui appel à une appréciation très subjective et nous avons rencontré quelques directeurs qui, pour cette raison, disent ne pas y souscrire.

On observera en outre, dans le cadre de ces préaccords, des relations privilégiées entre établissements. Soit que l'établissement et son public ont des caractéristiques communes, soit que la situation géographique s'y prête et permet de ne pas trop éloigner le détenu de son lieu d'attache, soit que la relation interindividuelle entre ces directeurs est favorable : « *Je travaille la plupart du temps avec X et Y, on est de la même génération, ça aide* » explique une directrice. Il semble d'ailleurs que la qualité des relations interpersonnelles est une des

variables les plus déterminantes : certains établissements traitent systématiquement avec les mêmes partenaires, ce qui crée des réseaux informels à l'origine de différentes formes de parcours-type de détenus.

Une fois ces préaccords conclus, le SCI est le plus souvent amené à les entériner, dans la mesure où, comme le souligne une autre directrice : « *on sait très bien que l'on n'obtiendra pas le transfert d'un homme si on n'a pas l'accord du collègue. Même si le SCI prend la décision, on sait très bien qu'on envoie un homme vers un cellulaire dont il va finir par revenir... Il n'y a que dans les cas d'urgence que l'on peut forcer la décision comme dans les cas de désencombrement où là, on ne fait plus attention à grand chose* ».

Il n'en demeure pas moins que ces pratiques rendent compte d'une forme implicite de transfert de compétence du SCI vers les directeurs locaux et qu'elles ne sont pas sans poser quelques problèmes à ces derniers. « *Il faut jouer le jeu* » diront presque tous ceux que nous avons rencontrés, « *sinon, ça devient difficile...* ». Nombreux furent aussi ceux qui nous ont parlé de « *loyauté* » dans le cadre de ces échanges informels. D'autres parlent de « *règles de bienséance* » où il est de bon aloi d'appeler soi-même, de prévenir le collègue, de donner ses motivations, de s'engager, au risque de ne pas voir l'échange se réaliser. De notre point de vue, il ne s'agit pas tant de loyauté ou de bienséance que d'un problème de conflits d'intérêts. Il nous paraît impossible que les intérêts locaux ne se confrontent pas sans problème, car il s'agit comme nous l'a dit un chef d'établissement, de « *combiner intérêt du détenu et préservation du système* » et ce, chacun au départ d'une position différente. D'autant plus que chacun se trouve soumis de manière plus ou moins forte à diverses formes de pressions internes : pression du détenu qui refuse un transfert, pression du personnel qui demande un départ etc.

Pas étonnant donc, à ce que la rationalité qu'adoptent les chefs d'établissement ne rejoigne pas toujours celle de l'administration centrale. La multiplicité des critères intervenant dans une décision de placement appelle par ailleurs naturellement des divergences d'appréciation. Et cela, d'autant plus que les établissements n'ont pas toujours, au niveau local, des informations qui permettent de savoir si tel détenu peut séjourner sans problème dans telle prison (un de ses complices peut déjà s'y trouver, il peut avoir connu un problème important lors d'une précédente détention etc.).

Le SCI se situe donc en position d'arbitrage en raison de sa maîtrise de la situation globale et de son accès direct à l'ensemble des dossiers. On remarque d'ailleurs que, en raison des difficultés générées par certains échanges collatéraux, il existe des modalités d'échange à deux niveaux, impliquant au moins trois établissements. On constate sans surprise que tous les mouvements envisagés au niveau local ne peuvent pas aboutir, il est donc parfois procédé à un listage des demandes qui n'ont pas pu être rencontrées afin de s'y référer dès qu'une place peut se libérer quelque part (soit le système de listes d'attente que nous avons déjà évoqué). Cette pratique peut aider les échanges, sans toutefois résoudre tous les problèmes qu'ils posent au niveau logistique. A la lecture de dossiers caractéristiques, nous avons par ailleurs constaté que parfois, ces opérations d'échange occasionnent des négociations avec le SCI manifestement empreintes de tensions. Les directeurs de prison rappellent d'ailleurs fréquemment dans leurs courriers les échanges antérieurs qu'ils ont concédés, faisant presque preuve de « *pression morale* » à l'égard du SCI en vue d'aboutir à une décision qui leur est favorable.

Ainsi, dans un dossier pénitentiaire que nous avons consulté, le directeur de l'établissement Z., demandait le transfert d'un détenu ayant posé des problèmes disciplinaires. Il s'exprimait de la manière suivante dans l'état 58 rédigé à cette fin et où un échange était proposé:

« *Le 21 janvier 1998, vous décidez de transférer Mr Tartempion de la prison de A à la prison de Z. L'échange prévu avec Mr Machin n'était guère équitable, mais nous l'avions accepté. Ainsi, je sollicite cette fois l'éloignement de Mr Untel en espérant obtenir une suite favorable* ».

Il ne s'agit que d'un exemple parmi d'autres, mais il illustre bien la perspective de « donnant-donnant » et de redevabilité qu'ouvre nécessairement la pratique d'échange. Dans les dossiers que nous avons examinés, tout au long des courriers et documents relatifs aux transferts, on observe un appel à l'équité de la part des directeurs et on remarque leur grande réserve lorsqu'il s'agit de modifier la population de leur établissement quand il leur est demandé d'accepter un échange. « *Dans la mesure du possible, on préfère le statu quo* » nous dit ainsi un chef d'établissement. Un autre nous dira aussi « *les gens qui partent, on sait qui c'est, mais ceux qui arrivent, c'est souvent la surprise* ». Il importe donc au chef administratif responsable des transferts au SCI de bien connaître, non seulement le parcours des détenus, mais également les directeurs ainsi que l'historique des mouvements ayant affecté leurs établissements.

En définitive, au cœur de ce problème et de ces résistances, ce n'est pas tant la relation triangulaire entre les partenaires (2 directeurs + le SCI) qui est en cause, c'est la logique même du transfert, du moins lorsqu'il est demandé en raison d'incidents problématiques. En effet, même s'il arrive qu'un changement d'établissement peut s'avérer bénéfique pour un détenu, son transfèrement suppose la plupart du temps, de façon assez logique, le transfert des problèmes qui se posent avec lui. Loin de constituer une solution pour les cas problématiques, les transferts représentent plutôt un moyen de temporiser les difficultés de la détention sans y apporter véritablement de solutions à long terme (lorsqu'ils ne conduisent pas à d'autres problèmes...). On remarquera toutefois que dans certains cas, c'est après divers « essais » que l'on peut identifier l'établissement (et donc, également le régime et les activités proposées) dans lequel le détenu va pouvoir trouver un équilibre favorable à une détention sans trop d'incidents. Le passage d'un établissement à l'autre n'est donc pas nécessairement un élément négatif dans la détention, pour peu qu'il ne soit pas systématisé.

## *1.2. Les diverses modalités d'incarcération*

Avant d'envisager plus précisément les critères intervenant dans les décisions d'orientation des détenus vers leur prison d'attache, il y a lieu de rappeler qu'il peut exister diverses formes d'incarcération. En effet, certaines personnes sont emprisonnées suite à un mandat d'arrêt dans le cadre d'une détention préventive (ou suite à un mandat d'amener), et d'autres le sont suite à une condamnation par le juge de fond, c'est-à-dire dans le cadre d'une peine au sens strict. Cette première distinction est sans conteste la plus importante. Elle donne lieu à la différenciation existant entre *établissement de peine* et *maison d'arrêt* dont nous avons déjà parlé et implique la stricte application de régimes de détention différents sur lesquels nous ne nous étendrons pas ici<sup>61</sup>. Il est à noter qu'en Belgique, la majorité des 33 établissements pénitentiaires combine maison d'arrêt et maison de peine. Y séjournent donc des personnes incarcérées en application de la loi sur la détention préventive (inculpés, prévenus/accusés et

<sup>61</sup> L'art. 14 du règlement général des établissements pénitentiaires (A.R. du 21 mai 1965) précise à cet égard que « les détenus sont répartis entre les établissements selon les modalités du régime pénitentiaire à leur appliquer ».

assimilés, en attente d'un jugement définitif) aux côtés de condamnés. L'orientation d'un individu vers une maison d'arrêt relève de la prérogative du juge d'instruction qui, seul, a la possibilité d'ordonner la détention à titre préventif.

Dans les maisons pour peines sont en principe incarcérées les personnes qui ont été condamnées à exécuter une peine privative de liberté ou qui subissent une autre mesure (par exemple, un emprisonnement subsidiaire) et dont le parquet a mis la peine à exécution. Le lieu d'écrou est donc décidé par le parquet. Le processus de classification au sens strict ne peut en effet être opéré qu'à l'égard d'une personne dont la condamnation est définitive et qui a déjà été écrouée (lorsque le jugement est coulé en force de chose jugée et est définitif). La classification concerne donc exclusivement l'orientation vers une maison de peine.

Trois cas de figure peuvent se présenter : (1) soit la personne est déjà détenue préventivement dans une maison d'arrêt ; (2) soit la personne est déjà en train de purger une peine de prison dans un établissement de peine (dans ce cas, une nouvelle demande de classification doit quand même être introduite par la direction de l'établissement); (3) soit la personne était libre et vient donc de se faire écrouer dans un premier établissement de peine qui ne préjuge en rien de l'établissement où elle va subir sa peine.

Cette triple distinction permet de faire émerger un critère particulier qui va intervenir dans la décision de classification : dans certains cas, au moment de la procédure de classification, puisqu'il y séjourne, le détenu est déjà connu de l'établissement au départ duquel sa peine est mise à exécution. Très fréquemment, le déroulement de ce séjour va produire des effets sur la demande formulée par le chef d'établissement. S'il s'agit d'une simple maison d'arrêt, une classification externe interviendra d'office. Mais si la maison d'arrêt est combinée à une maison de peine, il y a lieu d'évaluer le maintien ou non dans l'établissement pour l'exécution de la peine.

Si la détention s'est déroulée sans problème, si le détenu est de la région et occupe déjà un poste « de confiance » et qu'il bénéficie d'une forme d'intégration positive dans l'environnement (pas de heurts avec le personnel ni avec les autres détenus, visites régulières, stabilité etc.), bref, s'il s'agit d'un « bon détenu »<sup>62</sup>, il y a de fortes chances que la demande de classification rédigée par le directeur renverra à un maintien dans l'établissement, même si celui-ci est à la limite de sa capacité (le détenu occupait de toutes façons une place et ne constitue pas une unité de compte supplémentaire<sup>63</sup>). Le SCI aura quant à lui tendance à confirmer une telle demande. Dans ce cas de figure, le critère du lieu de domicile et du comportement seront avant tout valorisés et l'analyse en termes « systémiques » produira des effets moins puissants.

---

<sup>62</sup> La formule peut heurter. Elle traduit cependant de manière éclairante la dichotomie implicitement présente dans les pratiques et les discours de la plupart des directeurs d'établissements que nous avons rencontrés. En effet, à de nombreuses reprises, et de manière plus prosaïque encore, une évaluation rapide de ce que certains appellent la « *qualité du détenu* » est effectuée et une distinction est opérée entre ceux que l'on appelle « *les emmerdeurs* » et les autres, « *ceux qui ne posent pas (ou peu) de problème* ». Ces expressions, dans laquelle nous n'avons paradoxalement trouvé aucun mépris, renvoie directement au « poids » que peut parfois constituer, du point de vue du personnel pénitentiaire, la gestion de certains profils de détenus dont la détention est évaluée comme plus problématique, en raison de leur comportement ou de la complexité de leur trajectoire.

<sup>63</sup> Du moins, dans une perspective d'ensemble. Il n'en demeure pas moins que, si le détenu l'était à titre préventif, il doit en principe changer de régime et rejoindre la population des condamnés, ce qui suppose tout de même un impact sur l'organisation interne et sur l'occupation et l'affectation des cellules. Nous avons observé que, dans certains cas, il ne sera pas possible de procéder directement à ce changement.

Si le détenu est considéré comme un détenu plus problématique, divers critères seront alors pris en considération. L'établissement, s'il envisage de faire classer le détenu ailleurs, devra construire, à l'égard du SCI, un argumentaire plus soutenu pour ne pas le garder, surtout si le détenu est originaire de la région. On constatera cependant que, dans beaucoup de cas, l'argument le plus décisif sera celui de la proposition d'échange, déjà négociée avec un autre chef d'établissement.

L'examen du dossier et les critères envisagés pourront être différents si le détenu est un « entrant » et donc représente une unité supplémentaire. A ce moment, la logique systémique s'imposera avec plus de force : on examinera tout d'abord la capacité de l'établissement. Soit la prison a la possibilité de l'accueillir (de manière surnuméraire ou non, l'appréciation se fera au cas par cas), et l'on examine divers critères plus fondamentaux que nous allons lister ci-dessous pour voir si ce maintien est opportun. Soit le chef d'établissement considère être arrivé à saturation et envisage donc le renvoi ailleurs. L'enjeu devient alors plus tendu et la pratique apparaît plus complexe à analyser car diverses voies sont envisageables. C'est dans ce cas en effet que la logique du SCI peut se trouver le plus facilement en porte à faux avec celle de la direction locale : peut alors être décidé le « simple » renvoi vers un autre établissement (cas de figure rare compte tenu de la surpopulation), l'échange avec un autre établissement (le cas de figure le plus fréquent, et qui apaise l'opposition éventuelle avec le SCI), l'inscription sur une liste d'attente d'un établissement qui fonctionne selon ce principe et donc le maintien provisoire dans la prison d'origine.

Ce descriptif renvoie bien évidemment à des logiques générales qui, au cas par cas, peuvent tout à fait être renversées pour l'une ou l'autre raison. Il permet cependant de comprendre l'influence du choix du placement en détention préventive par le juge d'instruction et l'impact implicite de celui-ci sur la classification ultérieure du détenu. Le fait d'être déjà dans l'établissement est, en définitive, un élément important pour la classification dans la mesure où cela permet de faire prévaloir des variables directement liées au détenu (sa situation, son comportement) et non des variables exclusivement systémiques. Un condamné « entrant » verra donc plus souvent l'argumentaire de la place disponible supplanter une évaluation plus approfondie de sa situation personnelle. On observe d'ailleurs d'une manière générale une subjectivité revendiquée de la part des directeurs qui, dans leurs décisions de classification ou de transferts, entendent valoriser l'expérience qu'ils ont du détenu dans leur prison, à la fois pour voir si celui-ci convient à l'établissement (et vice-versa) et pour évaluer les projets éventuels à mener avec lui en détention. Cette subjectivité, souvent ramenée, dans les discours, à l'« *individualisation du traitement* » est cependant, de notre point de vue, une notion qui ne se confond pas avec elle.

## **2. Principaux critères d'orientation des détenus**

Nous l'avons vu dans les textes réglementaires, deux filières d'orientation devaient initialement orienter le processus de classification. (1) Une filière « automatique », pour laquelle le processus devait s'avérer relativement simple puisque les détenus répondant aux conditions de cette classification pouvaient être envoyés d'office vers leur établissement de destination. (2) Une filière « au cas par cas » où c'était davantage l'évaluation du dossier et la prise en compte des spécificités de la situation du détenu par le SCI qui permettait d'aboutir à une décision de placement. Voyons ce qu'il en est de cette distinction à l'heure actuelle et examinons les critères qui sont aujourd'hui retenus dans les décisions d'orientation.



## 2.1. Les classifications automatiques et le milieu ouvert

Les règles du jeu de la classification, nous l'avons vu, se sont sensiblement compliquées au fil du temps et se sont trouvées indexées au phénomène de surpopulation. Si la circulaire de 1971 envisageait une série de critères permettant la classification « automatique » de certains types de détenus vers des établissements spécifiques au départ de critères établis, la situation s'est aujourd'hui sensiblement modifiée au point que, pour reprendre l'expression d'une directrice, « *le système de classification est devenu un système empirique* ». Aujourd'hui, les classifications automatiques ne semblent plus concerner, dans la partie francophone, que les établissements de Saint-Hubert et de Marneffe et, dans la partie néerlandophone, Hoogstraten, Ruiselede et dans une moindre mesure Leuven-Centraal. C'est du moins ce que l'on nous a dit fréquemment, même si, lorsque l'on examine de près la situation, il y a lieu d'émettre certaines réserves à cette idée d'automaticité.

On classe donc en principe *d'office* vers Saint-Hubert, les détenus qui rentrent dans les catégories de la circulaire n°1489/I du 12 avril 1985 que nous avons évoquée précédemment, c'est-à-dire, les vagabonds et ceux qui sont dans les conditions de la libération provisoire ou à qui il reste moins de cinq mois de prison à subir et qui ne présentent pas de risque d'évasion, de difficultés comportementales ni de problèmes psychiatriques<sup>64</sup>. La loi de principes a supprimé quant à elle la condition qui voulait que, pour être envoyés d'office à Saint-Hubert, les étrangers devaient être en ordre de séjour. Concernant les personnes qui se situent hors de ces catégories, l'envoi vers Saint-Hubert peut être proposé mais sera conditionné à l'accord préalable de l'administration centrale. Cela concerne principalement les détenus admissibles à la libération conditionnelle auxquels il reste moins de deux ans à subir et qui ont déjà bénéficié, sans incident, de congés pénitentiaires<sup>65</sup>.

Ces règles paraissent restrictives à première vue. On remarquera cependant que la circulaire de 1985 admet que tout détenu considéré comme apte au régime ouvert par la direction d'un établissement puisse être proposé pour Saint-Hubert, avec avis motivé, quel que soient la peine et le casier judiciaire. Cela signifie une ouverture on ne peut plus large à l'accès au régime ouvert. Cette ouverture sera confirmée en 2002 où il sera décidé par le Directeur Général de l'époque, J. Van Acker, que sont admissibles à Saint-Hubert par décision du SCI « les condamnés francophones ayant subi une partie de leur peine dans un établissement fermé et dont l'évolution permet d'envisager une classification vers le milieu ouvert ». On y ajoutera à l'occasion le public des condamnés sous surveillance électronique réintégrés en milieu pénitentiaire suite à des incidents disciplinaires. Ces dispositions autorisent donc le SCI à une latitude particulièrement large dans l'appréciation du renvoi vers ce type de régime et devraient inciter les chefs d'établissement à chercher à y orienter un large éventail de détenus.

L'orientation vers le centre ouvert de Marneffe, centre pénitentiaire-école, rencontre quant à lui d'autres spécificités même s'il peut également faire l'objet d'un renvoi d'office de la part des chefs d'établissement. La particularité de cet établissement qui envisage la formation et la mise au travail des détenus suppose une aptitude à cet effet, de même qu'un projet individuel

---

<sup>64</sup> La circulaire envisage également les condamnés pour amende mais il est à noter que cette catégories ne nous a jamais été évoquée comme faisant partie de la pratique.

<sup>65</sup> A cet égard, pour le calcul de ces délais, la vérification des affaires en cours (en principe réalisé par le greffe de l'établissement qui envoie le détenu vers le milieu ouvert) est déterminante. Il arrive cependant que dans certains cas, par exemple, lors de la révocation d'un sursis, le calcul initial ne s'avère plus correct et conduit donc des détenus qui ne rentrent pas dans les conditions à être tout de même envoyé vers Saint-Hubert.



d'activation, même s'il est parfois minimal. Du fait du caractère ouvert de l'établissement, une aptitude à la vie en communauté et des critères comportementaux sont également requis, comme pour Saint-Hubert.

Les règles de classification précisent que les détenus néerlandophones âgés de moins de 50 ans, qui au moment du transfert doivent encore exécuter au moins cinq mois et au plus cinq ans, qui n'ont jamais subi auparavant de peine de plus de un an, qui sont belges ou disposent d'un permis de séjour valable, qui conviennent pour un régime communautaire basé sur l'auto-discipline et ne présentent pas de danger d'évasion peuvent être envoyés à Hoogstraten. Des règles similaires sont d'application pour la prison de Ruiselede, mais pour séjourner dans cet établissement les détenus doivent également pouvoir exécuter des travaux lourds. La prison de Leuven-Centraal est assimilée par un certain nombre de directeurs de prison à cette même catégorie en raison du fait que l'établissement pratique un régime porte-ouverte pour des longues peines pour lesquelles des règles de classification sont par ailleurs encore appliquées de façon très stricte.

Notre recherche de terrain nous a toutefois permis de voir que, malgré le principe d'automaticité des classifications de certains profils de détenus vers le milieu ouvert, ceux-ci ne s'y retrouvent pas nécessairement. Tous les établissements que nous avons rencontrés n'appliquent pas de la même manière la règle de l'automaticité, même si certains s'y tiennent sans réserve. Les raisons en sont très diverses et, à nouveau, il semble que les pratiques soient parfois différentes selon que le détenu séjourne déjà dans un établissement ou se présente libre lors de l'écrou. Dans cette dernière occurrence, l'idée d'automaticité sera davantage soutenue et le renvoi d'office sera plus facile à envisager. Par contre, lorsque le condamné est déjà incarcéré, l'automaticité apparaîtrait moins évidente (soit la classification n'est pas du tout opérée, soit elle l'est moyennant une demande au SCI, alors qu'elle pourrait se réaliser d'office) et certains détenus éligibles seront pourtant maintenus dans un établissement fermé.

Diverses hypothèses sont envisageables pour expliquer cette tendance. La première renvoie à un argument fréquemment évoqué par les directeurs que nous avons rencontrés et qui est celui de la volonté des détenus. Plusieurs directeurs de prison désignent les prisons des Noorderkempen comme "le Gand Nord" ou la "caverne de Platon", soulignant par là que ces prisons, dont celle d'Hoogstraten, sont loin de tout et difficiles d'accès pour les visites. Ils laissent ainsi entendre pourquoi les détenus préfèrent ne pas être transférés vers ces établissements. L'établissement de Saint-Hubert serait également vu par beaucoup d'entre eux comme trop éloigné du reste du pays, ne favorisant pas les visites des proches, mal connu dans son fonctionnement, dans lequel il y a un accès trop facile aux drogues, parfois insécurisant, bref, peu attractif. La tendance serait dès lors de ne pas proposer l'envoi du détenu en milieu ouvert contre sa volonté, d'autant plus que ce paramètre est également rapporté au risque d'évasion. Cet argument est dès lors à envisager au regard des priorités telles que les détenus les définissent eux-mêmes, priorités que nous aurons l'occasion d'examiner plus avant dans la dernière partie de ce rapport. En effet, le contexte du milieu ouvert, certaines facilités en termes de sorties et de congé du régime actuel pourraient compenser les aspects négatifs envisagés. Car s'il y a des avantages à quitter un endroit pour un autre, les concessions devraient être plus facilement envisageables. Il s'avère donc important de voir ce qui apparaît le plus décisif dans un tel choix.

Dans un deuxième temps, on peut également s'interroger sur la qualité du *screening* des détenus admissibles en milieu ouvert au niveau des établissements ou au niveau du SCI. En

effet, le traitement du dossier du détenu à cet effet se place aux côtés de l'examen d'admission à d'autres mesures (surveillance électronique, libération provisoire) et risque de ne pas représenter une priorité. Des détenus éligibles au milieu ouvert ne seraient donc pas identifiés comme tels. L'organisation locale du travail du greffe, de la direction et du SPS interne doit en effet s'adapter aux modifications réglementaires qui interviennent sans cesse dans le domaine de l'exécution de peines et on constate très fréquemment des « ratés » en la matière. Il y a d'ailleurs lieu de s'interroger sur la multiplication des mesures pénales et sur la possibilité pratique, pour les directions d'établissement, de procéder à des examens différenciés de la situation du détenu en fonction des spécificités de chaque mesure. Le screening des détenus ne se déroulerait pas de façon systématique dans certains établissements parce que les greffes n'ont pas le temps d'effectuer cette tâche.

Troisième hypothèse, on peut envisager que l'envoi vers le milieu ouvert se trouve, précisément, concurrencé en partie par ces nouvelles mesures dont les conditions d'admissibilité se recoupent. Les détenus seraient dès lors préférentiellement proposés à la surveillance électronique plutôt que vers le milieu ouvert car le rôle de transition que pouvait avoir le séjour dans un tel milieu (permettre aux détenus de passer du milieu carcéral cellulaire à la liberté) serait aujourd'hui tenu en grande partie par la surveillance électronique. Si cette hypothèse s'avère valide, le profil du public présent à l'heure actuelle en milieu ouvert devrait sensiblement différer du public originel. Cette hypothèse est avancée côté néerlandophone par des directeurs qui soutiennent que leur population est aujourd'hui bien différente de celle d'il y a 20 ans. On y trouve ainsi davantage de longues peines qu'auparavant. Les directeurs constatent également que les détenus qui entrent en ligne de compte pour le régime ouvert, répondent aussi aux critères pour l'octroi d'une surveillance électronique, ce qu'ils choisissent alors préférentiellement. Côté francophone, les détenus envoyés aujourd'hui vers Saint-Hubert ont déjà subi une première sélection permettant d'envisager une modalité de remise en liberté. On pourrait alors se demander s'il ne s'agit pas d'un public susceptible de bénéficier moins rapidement d'une libération conditionnelle ou de s'acheminer plus fréquemment vers la fin de peine<sup>66</sup>. On risque alors de trouver plus facilement qu'auparavant en milieu ouvert (c'est-à-dire, avant l'existence de ces alternatives) un public ayant un milieu social moins soutenant et moins de ressources (notamment au niveau de l'accueil à la sortie), ayant vécu une détention plus mouvementée ou, plus simplement, n'ayant pas accepté les alternatives. Une « installation » d'un public paupérisé dans le milieu ouvert serait alors à craindre (renvoyant alors aux hypothèses classiques de « prisonnisation » développées à la suite de D. Clemmer<sup>67</sup>). Cette troisième hypothèse ouvre des perspectives vertigineuses. Elle éclaire en effet l'importance actuelle, compte tenu des réformes de ces dix dernières années, d'intégrer la peine de prison dans un *continuum* où prennent place d'autres mesures qui parfois se superposent, parfois se concurrencent. Dès lors, il serait vain d'envisager la classification pénitentiaire et la perspective du plan de détention prévu par la loi de principes sans prendre en compte le fait que le parcours pénal du détenu ne s'arrête pas au moment où il quitte un établissement. Et cela d'autant plus que l'échec de bon nombre de mesures alternatives décidées au départ d'une évaluation en détention reconduit directement le condamné en prison.

---

<sup>66</sup> Bien que ce n'est pas son objectif, la mesure de surveillance électronique est en effet fréquemment envisagée comme un passage obligé, une période test qui permet d'évaluer l'aptitude du détenu à s'acheminer vers la liberté conditionnelle (voir Devresse et Luybaert, 2006 : 261-262).

<sup>67</sup> Clemmer est le premier, dans les années 1940, à avoir développé ce concept qui rend compte d'un phénomène d'acculturation du détenu à l'environnement carcéral, c'est-à-dire d'une adaptation par le conformisme et d'une acceptation de la condition de détenu qui peut aller jusqu'à la dépersonnalisation et l'enracinement dans l'univers carcéral (Clemmer, 1958).

Une dernière hypothèse, sur laquelle nous reviendrons, renvoie quant à elle à la volonté (ou la nécessité ?) pour certains directeurs de s'assurer la présence de détenus particuliers au sein de l'établissement, notamment pour des raisons d'organisation interne : détenus de confiance, détenus ayant certaines habilités techniques utiles à l'établissement, détenus jouant un rôle positif dans la collectivité, « servants » etc. On observera dès lors une résistance à leur envoi vers le milieu ouvert, même si ils sont dans les conditions d'y accéder. On s'achemine alors davantage vers une hypothèse relative à un processus de « sélection implicite » de la population détenue dans chaque établissement au départ des intérêts locaux, sélection qui aurait d'autres conséquences que de freiner l'envoi vers le milieu ouvert, notamment celle de créer, *a contrario*, une catégorie d'indésirables vouée à passer plus facilement d'un établissement à l'autre.

Par rapport à ce constat général, on relèvera cependant le paradoxe selon lequel, lorsqu'il y a lieu de procéder à ce que l'on appelle des « désencombrements » (en raison d'une surpopulation qui devient trop intense ou en raison de circonstances particulière comme des travaux etc.), c'est-à-dire des transferts en nombre afin de délester l'un ou l'autre établissements, on privilégie d'office en premier lieu l'option qui consiste à renvoyer des détenus vers Saint-Hubert. A ce moment, l'examen des profils d'admissibilité se fait de manière plus souple, ce qui conduit cet établissement à accueillir, en définitive, une population bien moins homogène que sa destination ne le suppose. « *Saint-Hubert éponge la classification* » nous a dit une directrice, c'est « *l'évacuation du milieu fermé* » affirmait un autre chef d'établissement. Si telle est la situation, il apparaît alors extrêmement difficile de mener à bien une véritable politique de régimes en milieu ouvert, surtout dans des contextes d'urgence. Toutefois, on remarquera au passage que cet établissement, lorsque nous l'avons visité en juin 2008, n'était pas en état de surpopulation. Côté néerlandophone, les établissements ouverts ne sont pas utilisés comme solution pour résoudre la surpopulation dans les régimes fermés parce que la sécurité de ces établissements n'est pas perçue comme satisfaisante. La prison de Ruiselede a transformé récemment des locaux de classe en cellules de façon à pouvoir recevoir plus de détenus, mais l'on constate que ces établissements ne dépassent jamais leur capacité. Ils sont donc encore en mesure de développer leur réime propre.

## 2.2. Critères généraux dans l'évaluation au cas par cas

On l'aura compris, modéliser les pratiques belges de classification et de transfèrement des détenus représente une tâche complexe, même lorsque la classification est dite « automatique ». Cependant, même dans les décisions prises au cas par cas, les variables et les critères qui rentrent en ligne de compte ne sont pas infinis et se concentrent principalement sur certains aspects propres au fonctionnement de l'établissement et à la situation du détenu. Ils peuvent dès lors facilement faire l'objet d'un relevé et d'un éclairage quant à leur signification. Cependant, au vu de ce que nous avons avancé précédemment, et ce, même si certains éléments sont semblables, nous allons distinguer les critères intervenant dans les décisions de classification des critères mobilisés dans le cadre des transferts. La rationalité de ces deux décisions étant différente, il nous paraît important de les présenter séparément. Les critères semblent s'appliquer de façon similaire dans les différentes parties du pays.

### 2.2.1. Critères de classification initiale

En complément des éléments « systémiques » d'appréciation que nous avons auparavant développé, divers critères rentrent en ligne de compte dans la proposition et la décision

initiale de classification. Ces divers critères renvoient à une appréciation davantage centrée sur la situation du détenu ou sur le fonctionnement des établissements, envisagés cette fois au départ de leur spécificité et non de leur position sur l'échiquier global.

#### *A) Lieu d'ancrage social et familial*

Le critère du lieu de résidence ou de la région d'appartenance apparaît en premier lieu que ce soit en Flandre ou en Wallonie. Il s'agit d'un critère plutôt logique, non seulement en raison des quelques directives règlementaires que nous avons évoquées en la matière, mais surtout en raison du fait que, la plupart du temps, le détenu a déjà été écroué par le juge d'instruction ou voit mettre sa peine à exécution par le parquet dans sa propre région. Il s'agit d'un critère particulièrement valorisé par les chefs d'établissement et par le SCI et qui les pousse, dans la mesure du possible, à demander le maintien dans l'établissement désigné par le magistrat, d'autant plus que cette solution rencontre le plus souvent le souhait du détenu. Ainsi, une directrice nous a émis l'hypothèse qu'il existerait des « *cultures de région* » parmi la plupart des détenus, cultures qui font que, malgré l'enfermement, un condamné originaire de la région liégeoise se sentira davantage chez lui à Lantin ou à Huy qu'à Jamioulx, alors que le « Carolo » préférera rester dans la région du centre. Au nord du pays, les directeurs ont également évoqué les cultures différentes dans les différents établissements, mais il s'agissait alors principalement de culture déterminée par l'infrastructure de l'établissement, par la façon de se comporter avec les détenus, par l'appartenance syndicale des surveillants, plus que de la culture propre de la région. De façon générale, les habitudes sociales, les réseaux locaux à l'extérieur de l'établissement auront d'entrée de jeu leur importance dans la manière dont on évalue a priori le déroulement de la détention et les possibilités de reclassement. Plus que le domicile ou la résidence légale, c'est donc l'ancrage du détenu dans un tissu social local ou le lieu de résidence de la famille ou des personnes qui le visitent qui constituent un argument majeur. D'ailleurs, il y a lieu de relativiser la variable légale du lieu de résidence telle qu'elle apparaît dans le dossier pénitentiaire. En effet, outre le fait que bon nombre de détenus n'ont pas de résidence légale, celle-ci est la plupart du temps enregistrée au moment des faits et a souvent fait l'objet, au moment de la condamnation, de divers changements.

L'intérêt de valoriser ce critère est assez évident. Si cette option est envisagée, c'est dans le but de ne pas amener le condamné à rompre, du fait de son incarcération, avec toutes ses attaches, notamment familiales, et de favoriser ses perspectives de reclassement. Le maintien des liens familiaux est unanimement vu comme une des contributions essentielles à la réduction des effets préjudiciables de la détention et comme un régulateur de tension pour le détenu. Il n'en demeure pas moins que le droit aux visites ne peut être effectif que dans la mesure où elles sont envisageables concrètement, c'est-à-dire, si la famille a les moyens de se rendre sans trop de difficultés dans l'établissement pénitentiaire. A cet égard, toutes les prisons ne sont pas égales et l'on rappellera l'importance, lors du choix des sites de construction, de situer des établissements pénitentiaires dans des régions et des lieux susceptibles de fournir une certaine « clientèle » à l'établissement. Ainsi, la sous-occupation de la maison de peine d'Andenne s'explique en partie par un double handicap : seul un nombre limité de condamnés est originaire de la région (d'après son directeur, les 2/3 environ de sa population sont originaires de Liège ou de Bruxelles) et de plus, la prison n'est pas bien desservie par les transports en commun (elle est située à 2,5km de la gare, sans ligne régulière des TEC). Les détenus potentiellement transférables à Andenne y opposent dès lors souvent résistance, sachant qu'ils seront loin de chez eux et que leur famille ou leurs proches auront des difficultés à les visiter. « *La classification à Andenne est bien souvent ressentie comme*

*une punition* » nous dira d'ailleurs un directeur. Dès leur arrivée là-bas, bon nombre de détenus déposent donc immédiatement une demande de transfert ailleurs. D'après ce que nous avons pu percevoir, cette situation contribue vraisemblablement à créer un climat défavorable dans l'établissement. Comme évoqué déjà antérieurement, les prisons des Noorderkempen (Hoogstraten, Wortel, Merksplas et Turhouth) sont considérées comme des établissements « au milieu de nulle part » difficilement ou pas accessibles par les transports en commun. Les directeurs observent que la classification vers ces établissements est souvent perçue par les détenus comme une punition. Personne n'a toutefois évoqué une possible influence sur le climat de ces établissements. La prison de Hoogstraten présente bien, comme Andenne, une situation de sous-population mais les raisons invoquées sont différentes. Hoogstraten serait en sous-population parce que peu de détenus répondraient aux critères d'accès à son régime ouvert. Les autres établissements des Noorderkempen sont en surpopulation, à l'instar de la plupart des établissements belges.

Dans le choix de l'établissement d'attache, il n'est pas rare non plus que l'on envisage de regrouper certains parents, lorsque plusieurs membres d'une même famille sont détenus simultanément. Ce critère du lieu de résidence ou d'ancrage est cependant à double sens. Il arrive parfois que les attaches du condamné représentent au contraire un obstacle à son intégration dans un établissement proche de chez lui. Les cas de figure les plus souvent rencontrés à cet égard sont ceux où le détenu serait amené à être classifié dans un établissement pénitentiaire dans lequel l'un de ses complices ou de ses proches est déjà incarcéré ou dans lequel un membre de sa famille travaille comme agent pénitentiaire. On notera également que la répartition géographique des différents établissements du pays et la spécificité de leurs régimes ne permet pas toujours d'orienter un détenu dans sa région d'origine, certaines régions n'étant pas desservies par des prisons adaptées à toutes les modalités d'incarcération. C'est par exemple le cas du pénitencier de Saint-Hubert qui est amené à recevoir la plupart du temps des détenus qui ne sont pas originaires de la région, mais qui relèvent des critères permettant une classification automatique dans cet établissement. Le même constat peut être fait pour Hoogstraten en Ruiselede, les deux établissements ouverts de la partie néerlandophone.

*A contrario*, le critère de la résidence ou des attaches régionales contribue à créer, par défaut, une autre catégorie de détenus, ceux qui n'ont pas d'attache particulière en Belgique de même que ceux qui ne reçoivent pas de visites. Ainsi, dans la logique des transferts, ce critère étant prioritairement pris en ligne de compte, il y a de fortes chances que les détenus sans attache se verront plus facilement transférer d'un établissement à l'autre. « *L'un des critères, quand il faut faire de la place* », nous dit un chef d'établissement, « *c'est de voir si le détenu maintient des contacts avec l'extérieur, s'il continue de voir sa famille. Ainsi, en cas de désencombrement, je passe en revue tous les condamnés définitifs. Et ceux qui n'ont pas de visite, ils ont moins de chance de rester. Peut-être qu'ils n'en recevront pas plus ailleurs, mais au moins, ils ne seront pas pénalisés, ils ne seront pas lésés* ». Le raisonnement se tient, mais l'on peut tout de même s'interroger *a contrario* sur le double effet pénalisant que constitue le fait de ne pas avoir de visite et d'être, en même temps, plus prédisposé à subir des transferts.

Enfin, dernière remarque : privilégier le lien familial par rapport à d'autres critères nous semble parfois relativement discutable. Le lien familial ou social, s'il permet incontestablement au détenu de mieux vivre sa détention grâce à des contacts, des visites etc. reste un critère insuffisant ou même inadéquat si l'on se place dans la perspective d'un éventuel projet de reclassement ou de réinsertion. Dans certains cas, il peut s'avérer tout à fait

préférable pour le détenu de rejoindre un établissement qui propose un enseignement ou une formation dont il a besoin, un programme psychosocial particulier ou un régime propre à mieux favoriser son développement personnel, que d'être maintenu dans un lieu où ses perspectives d'évolution sont limitées faute de programmes adaptés. Il peut donc apparaître préjudiciable que l'exigence de maintien des liens familiaux fasse obstacle à la mise en œuvre d'un projet élaboré par le détenu. Cet aspect des choses met bien en lumière comment la classification conduit, de manière permanente, à un arbitrage entre différentes priorités. Dans la perspective du plan de détention, il nous semble important de travailler à l'élaboration de quelques repères ou quelques *guidelines* qui prennent en compte ces difficultés et permettent une meilleure conciliation d'exigences apparemment contradictoires. Plusieurs directeurs de prison observent que des détenus demandent pour rester en maison d'arrêt pour rester plus proches de leur famille, malgré le fait que ces établissements présentent une forte surpopulation et ne peuvent développer de régime spécifique pour les longues peines. Un plan de détention se limiterait alors dans de nombreux cas aux prisons de la région dans laquelle le détenu a un ancrage plutôt qu'aux prisons proposant une formation ou un programme.

### B) Langue

Dans la circulaire de 1971, le critère de l'appartenance linguistique du condamné occupait une place importante. Le principe, mais aussi le bon sens, veulent en effet que l'on oriente le détenu vers un établissement situé dans le rôle linguistique auquel il a déclaré appartenir dès son interpellation. Il n'empêche que dans certains cas, la personne a parfois été traduite devant un tribunal d'une autre langue (et que dès lors, le dossier n'est pas dans sa propre langue) et que dans d'autre cas, les personnes sont étrangères à tous les rôles linguistiques du pays. Le problème de la langue semble d'ailleurs se poser dans bon nombre d'établissements. La loi de principes est quant à elle très peu détaillée à ce sujet. Dans son art. 19§2, elle délègue au Roi le soin de fixer les modalités nécessaires pour que « *dans la mesure du possible* » (la réserve est importante) les informations données au détenu lors de son placement ou transfèrement le soient « *dans une langue qu'il comprend ou de manière intelligible* ».

Examiné au niveau des pratiques de terrain, le critère de la langue, comme souvent en Belgique, est un critère complexe. Il est d'ailleurs à rapporter directement au régime linguistique sous lequel est recruté le personnel pénitentiaire. Différentes problématiques se croisent. On mentionnera tout d'abord celle de la répartition linguistique concernant les langues nationales (français, néerlandais, allemand), sachant qu'aucun établissement n'est destiné à accueillir spécifiquement les détenus germanophones, au contraire des deux autres langues nationales. On va ainsi fréquemment retrouver les détenus germanophones dans la prison de Verviers, en raison de sa situation géographique, sans que le personnel de la prison ait nécessairement des compétences linguistiques en allemand. Le problème se pose dans d'autres termes dans la région bruxelloise : par exemple, la prison de Forest rencontre la difficulté d'accueillir des détenus qui parlent français ou néerlandais en ayant un personnel francophone. Ensuite, on retiendra la difficulté d'orienter les détenus qui ne parlent aucune langue nationale ou qui, du moins, se présentent comme tels. Même si le lieu d'écrou constitue un premier repère, il est difficile de rapporter ce public à un régime linguistique national particulier et ce, d'autant plus que rien n'est évoqué à ce sujet dans les textes réglementaires. Dans le contexte politique actuel, le fait de laisser « au terrain » le soin de composer avec ces problématiques risque de conduire au développement de sentiments d'arbitraire que nous avons déjà ressenti sur le terrain: « *quand un détenu ne parle pas flamand, il est d'office francophone* » nous a dit amèrement un membre du personnel d'une

prison en Région wallonne. Dans le nord du pays, cette position est contredite. Dans la prison de Wortel, au moment de l'entretien avec la direction, se trouvaient environ 100 détenus sans droit de séjours sur une population de 187 détenus. Une grande part de ces personnes ne parlaient ni le néerlandais, ni le français. Les directeurs de prison néerlandophones ont souligné toutefois un autre problème linguistique à savoir la présence de détenus francophones dans les prisons néerlandophones. Ils constatent ainsi qu'il est quasiment impossible de transférer un détenu francophone vers une prison francophone malgré le fait qu'ils acceptent bien, quant à eux, des transferts de détenus néerlandophones venant de prisons francophones.

On remarquera enfin que la malléabilité de ce critère a parfois pour effet de permettre certaines formes d'instrumentalisation. Il nous a été quelquefois rapporté que les détenus jouent de leurs habilités linguistiques pour séjourner dans l'établissement de leur choix. La question linguistique est également instrumentalisée par le personnel de la prison à des fins de régulation interne. Lors de l'examen des dossiers de certains détenus considérés comme « problématiques » nous avons ainsi découvert que dans quelques cas, lorsqu'un détenu pose des problèmes comportementaux et disciplinaires importants et qu'il a déjà fait l'objet de plusieurs transferts dans une même Région, un changement de régime linguistique est envisagé, comme une tentative supplémentaire de « casser » une dynamique d'habitation, de perturber le condamné dans ses éventuelles stratégies de résistances etc. La variable « langue » devient alors un régulateur comportemental par la création d'une forme toute particulière d'isolement du détenu.

### *C) Longueur de la peine*

La longueur de la peine sert également de critère de classification. En effet, tous les établissements pénitentiaires ne pratiquent pas le même régime ou les mêmes différenciations de régime. Or, l'administration pénitentiaire considère que certains de ces régimes ne conviennent pas nécessairement à des condamnés à des longues ou à des courtes peines (soit qu'ils n'y sont pas admissibles, soit que l'on estime que cela ne leur est pas adapté – voir supra). Par exemple, les circulaires encore en vigueur prévoient qu'on ne classe pas les détenus condamnés à de longues peines en établissement semi-ouvert en début de parcours. La raison probable de ce choix est que l'on considère que ce type de régime n'est pas « tenable » sur la durée en raison des multiples tentations d'évasion qu'il occasionne.

Par ailleurs, l'ensemble des directeurs de prisons semble d'accord pour dire que la détention ne se gère pas de la même façon selon qu'elle est envisagée pour un court ou un long terme et ce, pour différentes raisons que nous ne développerons pas ici mais que l'on devine aisément. La longueur de la peine renverrait également à des « profils » de détenus différents. Cependant, il serait faux de croire que ce profil se rapporte forcément à une « dangerosité » plus forte pour les longues peines et que celles-ci seraient nécessairement plus difficiles à gérer que les courtes peines. Entre la personne qui est condamnée primaire à une longue peine pour un fait impulsif et un délinquant multirécidiviste inscrit dans un milieu criminel et qui accumule les condamnations, une diversité de cas de figure peut se présenter. Certaines courtes peines peuvent quant à elle s'avérer très complexes à gérer. D'ailleurs, le mécanisme qui veut que les courtes peines fassent l'objet d'un *turnover* plus important conduit la direction à moins bien connaître les détenus et à devoir travailler avec eux dans des délais plus courts. On notera au passage que, dans la circulaire de 1971, la relativité de ce critère semblait pondérée par la distinction opérée entre condamnés primaires et récidivistes et par la fixation de seuils de détention *restant à exécuter*.

La distinction des « courtes » et des « longues » peines n'a pas véritablement de fondement légal, même si la loi de principes, dans son article 15, permet de distinguer les personnes dont la durée totale de l'emprisonnement atteint 5 ans ou plus parmi les autres détenus. La loi, relative au statut externe des détenus opère à son tour des distinctions liées à la longueur de la peine, mais fixe ce seuil à trois ans (une distinction est opérée entre les personnes condamnées à une peine privative de liberté inférieure ou égale à trois ans et les autres détenus). En milieu pénitentiaire, on fixe généralement de manière conventionnelle à plus de cinq ans ce qui est considéré comme une longue peine. Cette distinction renvoie également implicitement à la notion de plan de détention : la préparation progressive du détenu à diverses mesures telles les sorties, le congé ou la libération provisoire ou conditionnelle et l'échelonnement de toutes les dates d'admissibilités de ces mesures. En effet, le parcours du détenu s'opérera de manière sensiblement différente selon que l'on dispose d'un délai plus ou moins long pour préparer chacune de ces demandes. En outre, pour un directeur d'établissement, il est plus difficile de gérer l'arrivée chez lui d'un détenu directement admissible à la libération conditionnelle pour lequel, sans le connaître, il va déjà falloir entreprendre rapidement un ensemble de démarches. Et cela, sans compter que, dès l'arrivée de ces délais d'admissibilité, la détention, pour le condamné, se vit de façon tout à fait différente. Dès les délais d'admissibilité, commence une phase d'attente où les tensions et les déceptions sont plus nombreuses et sont susceptibles de se répercuter sur son moral et sur l'ambiance générale en détention. Nous avons d'ailleurs pu constater que, dans le cadre des échanges, cette donnée intervient parfois dans le « calibrage » du détenu. L'ensemble de ces paramètres ne permet cependant pas de comprendre ce qui, d'un point de vue organisationnel, justifie le regroupement des détenus sur base de leur peine.

La question de la longueur de la peine nous semble en effet représenter un point critique pour la classification. Ce critère semble en effet s'imposer naturellement dès que l'on envisage l'orientation des détenus et on pourrait penser que les particularités évoquées ci-dessus le justifient. Certains établissements comme Ittre, Andenne, Brugge et Hasselt ont d'ailleurs pour vocation l'accueil de longues peines. Mais cette affectation apparaît en l'occurrence couplée avec l'idée du renvoi, vers ces mêmes établissements, des détenus considérés comme dangereux (situant dès lors ces deux établissements comme des prisons de « haute sécurité »). Le critère de « longue peine » est donc préférentiellement associé au critère de sécurité, et non à l'idée d'un cycle de détention plus long, dans lequel il s'agirait de préparer autrement les étapes du plan de détention et qui est pourtant au cœur de leur spécificité. Une exception est observable à Leuven-Centraal où un régime porte-ouverte est appliqué. Cette prison est destinée spécifiquement à des longues peines mais pratique un régime dans lequel le détenu peut circuler librement dans la section dans laquelle se trouve sa cellule. Les portes des cellules sont ouvertes une grande partie de la journée, entraînant dès lors une sécurité physique plus faible. L'association de la longueur de la peine à la sécurité est toute relative. Parler de longues peines ne veut donc pas dire grand-chose si l'on n'associe pas ce paramètre à d'autres variables. On remarquera en outre que les pratiques de transferts, notamment dans la gestion des incidents problématiques, ont pour conséquence de désorganiser en permanence toute répartition rationnelle au départ de ce critère. Cette désorganisation, qui a pour effet que l'on trouve des détenus condamnés à de très longues peines dans presque tous les établissements (en ce compris les petits établissements et les milieux ouverts, c'est-à-dire des lieux considérés comme moins sécurisés) conduit à relativiser l'importance de ce critère et opère la démonstration que les établissements de tous niveaux de sécurisation semblent aptes à accueillir des condamnés à de longues peines et s'en accommodent vraisemblablement pour peu que quelques aménagements internes soient apportés.



#### D) Incidents en cours de détention

Au moment où l'on envisage sa classification, si le condamné a déjà été incarcéré dans un établissement et y a connu ou suscité des difficultés (incidents disciplinaires de grande ampleur, tentatives d'évasion, problèmes aigus avec des membres du personnel ou des détenus...), il est possible que l'on préfère l'orienter vers une prison dans laquelle il n'a jamais séjourné ou dans laquelle il n'a pas encore pu nouer de relations considérées comme problématiques (de complicité lors d'événements internes, mais aussi de relations conflictuelles). On anticipe également la réaction du personnel qui parfois manifeste une vive opposition à l'arrivée d'un détenu notoire dans l'établissement<sup>68</sup>. La question de la sécurité apparaît donc à nouveau fondamentale, tant au niveau de l'établissement en général que du détenu lui-même. Pour la prise de décision, cela suppose de connaître à la fois la trajectoire du détenu en question, mais également le parcours carcéral d'autres condamnés, sinon du personnel. Cette dernière réserve met en lumière la nécessité d'apprécier chaque classification au cas par cas et dès lors d'interpréter la situation du condamné en vue d'aboutir à une décision d'orientation qui puisse être viable à terme (ou du moins, tenable pendant quelque temps). Il nous a plusieurs fois été dit qu'au moment où l'on opère la classification, il y a des maisons d'arrêt dans lesquelles on imagine difficilement envoyer certains détenus en raison du public qu'elles accueillent déjà. « *Il est clair que certains condamnés, quand on les envoie chez moi* » nous dit un directeur de maison d'arrêt, « *ce sont de véritables "oiseaux pour le chat" compte tenu des pratiques de racket et d'intimidation qui ont cours dans l'établissement de la part de bandes constituées. Il faut donc bien faire attention à conserver un équilibre* ».

On remarquera également que ces critères sont autant *externes* qu'*internes*. Ils concernent à la fois des caractéristiques propres à la personne, indépendamment de sa détention et, au contraire, des caractéristiques précisément liées à celle-ci (ou à au comportement du condamné lors de celle-ci). Nous avons évoqué précédemment l'idée d'une subjectivité revendiquée de la part des chefs d'établissements. C'est vraisemblablement dans l'évaluation de ce paramètre que cette subjectivité se déploie le plus ouvertement. Non seulement le détenu est évalué au départ du comportement qu'on lui connaît, mais il peut survenir que celui-ci soit évalué de manière prospective, c'est-à-dire au départ des incidents qu'on redoute qu'il provoque.

Cette évaluation est également tributaire de l'infrastructure de l'établissement sensé accueillir le détenu. Malgré les réserves que l'on peut émettre à ce sujet, la plupart des professionnels considèrent que certains établissements se situent à un niveau supérieur de sécurisation que d'autres, du moins, en ce qui concerne les technologies adoptées en vue d'une prévention purement situationnelle (grilles de sécurité renforcée, caméras de surveillance etc.). Dès lors, si la personne est perçue comme un « *évadeur potentiel* », cette caractéristique déterminera une orientation particulière. De la même façon, la taille de l'établissement conduit à son tour à limiter les options, comme par exemple celle de séparer des complices qui devraient séjourner dans une même prison ou de protéger certains détenus qui le nécessiteraient pour une raison ou pour une autre.

---

<sup>68</sup> Il n'est bien entendu pas toujours fait suite aux revendications du personnel à ce sujet, mais lorsque des faits de violence grave à l'égard d'un agent ont été commis, ces réserves sont prises en considération. On remarque l'importance qui peut être accordée à des incidents passés, comme dans ce dossier que nous avons examiné qui concernait un détenu que l'on n'a pas classifié dans un établissement parce que celui-ci était dirigé par un directeur dont il avait incendié le véhicule 15 ans plus tôt.

### *E) Type de délit commis*

En principe, le type de délit commis ne constitue pas un critère de classification particulier dans la pratique belge. On observe cependant que l'impératif de protection des détenus conduit l'administration à, dans certains cas, prendre en compte ce critère lorsqu'il s'agit de condamnés pour faits de mœurs. La maltraitance au sein des prisons des détenus condamnés pour de tels faits n'est pas un phénomène nouveau. Il a fait l'objet de divers travaux de recherche (e. a. Lang, 1997 ; Sampson, 1994 ; Bennink, 1993 ; Akerstrom, 1986) et continue de susciter la réflexion. La gestion de ces détenus durant leur détention représente un réel problème pour bon nombre d'établissements pénitentiaires. Nous verrons plus loin que, en interne, les politiques à cet égard concernant la répartition des détenus dans les cellules et en sections spéciales varient d'un établissement à l'autre. Il semble cependant que ce critère puisse également être retenu dès la classification pour préférer l'envoi vers l'un ou l'autre établissement. Cette perspective se verra renforcée par le fait que les SPS internes peuvent à présent faire valoir une compétence particulière en la matière, par le biais d'une formation certifiée, et qu'il sera donc estimé préférable d'orienter les détenus « mœurs » vers un établissement équipé à cet égard au niveau de son SPS.

Par ailleurs, il est tout à fait intéressant de constater qu'au niveau des représentations, les délinquants sexuels sont presque systématiquement présentés comme des détenus qui, au niveau interne (et ce, en dehors des problèmes qu'ils subissent personnellement), ne posent quasiment aucun problème. Le détenu sexuel représente systématiquement la figure à laquelle on se réfère pour parler du détenu « tranquille » dont la détention se déroule paisiblement. A l'inverse, le détenu invariablement désigné comme problématique est l'usager de drogues, détenu pour lequel on considère également que certaines orientations sont peu opportunes (l'établissement pénitentiaire école, par exemple). La problématique est cependant relativisée par l'amplification de l'usage de drogues en détention ces quinze dernières années. Cette amplification a en effet progressivement conduit bon nombre d'intervenants à admettre que ce paramètre est de moins en moins maîtrisable et qu'il peut être vain de considérer les usagers de drogues comme une catégorie spécifique de détenus. La variable « usage de drogues » prendra donc place aux côtés d'autres variables comportementales pour apprécier le déroulement de la détention.

On relèvera également que, dans le cadre des délits qui ont pour particularité d'être commis en bandes (concernant la délinquance urbaine, mais aussi la criminalité organisée), les magistrats, tout comme l'administration pénitentiaire pratiquent une politique de dispersion, dans différents établissements, des personnes reconnues comme appartenant à une même bande.

On soulignera enfin que les détenus ayant subi une forte médiatisation en raison, par exemple, de la cruauté de leur délit ou de leur parcours criminel, font l'objet d'un examen particulier quant à leur destination, principalement pour des raisons liées à leur sécurité. Il est attendu, dans de tels cas, que l'infrastructure soit particulièrement adaptée à cette situation (préaux individuels, capacité d'emprisonnement individuel, de séparation etc.). Ces critères n'étaient cependant pas toujours rencontrés dans tous les cas de figure dont nous avons eu connaissance. Parmi les détenus « médiatisés », on retiendra également les personnes condamnées pour des infractions liées au terrorisme et qui, jusqu'il y a peu, faisaient l'objet d'un traitement spécial particulièrement strict. Leur orientation reste, à l'heure actuelle, envisagée comme une opération délicate qui fait l'objet d'une attention toute particulière.

Au terme de ce relevé, on ne peut manquer de remarquer combien ces catégorisations se calquent sur les constructions sociales et médiatiques contemporaines qui ont cours *extra-muros*. Délinquants sexuels, usagers de drogues, bandes organisées et terroristes, sont autant de figure-clés emblématiques de l'insécurité et de la dangerosité contemporaine, sans que l'on puisse pourtant définir aujourd'hui objectivement pourquoi, en Belgique, elles représentent des catégories qui nécessitent une spécification *intra-muros*. On observe dès lors un étonnant prolongement entre le monde extérieur et la prison, alors que la notion de risque s'y définit pourtant de manière très différente et donne lieu à des stratégies particulières.

#### F) Avis du détenu

Malgré le fait que l'avis du détenu n'est pas requis pour que soit prise une décision de classification à son égard, le condamné peut tout de même exercer une certaine influence sur le choix de son affectation. Ainsi, lorsqu'il est porté à la connaissance du directeur d'établissement et du fonctionnaire responsable de la classification qu'une personne désire ardemment être orientée vers une prison ou, au contraire, ne veut absolument pas séjourner quelque part (notamment, pour des raisons familiales ou liées à son passé pénitentiaire), il sera fait suite à sa demande si la situation globale le permet. (Certains directeurs, néerlandophones, affirment toutefois qu'en raison de la surpopulation cela n'est jamais possible). Cette option est souvent préférée dans la mesure où les fonctionnaires en charge de la classification estiment qu'il serait absurde de procéder au choix délibéré d'une solution qui risque de provoquer des incidents que l'on a pu anticiper et qui amèneront ensuite à prendre une nouvelle décision. On imagine également que, lorsque le droit de contestation prévu par l'article 163 de la loi de principes aura été plusieurs fois mobilisé par des condamnés, l'éventualité d'un recours constituera également, dans nombre de cas, un élément déterminant dans la prise en compte préalable de l'avis du détenu. Ceci nous conduit à rappeler l'un des effets probables de la création d'un statut juridique interne au détenu, à savoir le développement de la contestation des décisions de classification ou de transfert.

Sans avoir rencontré de détenus, il nous paraît difficile de développer davantage les motifs qui peuvent conduire un condamné à préférer séjourner dans un établissement plutôt que dans un autre. La question sera dès lors (ré)abordée dans la partie consacrée à rendre compte du point de vue du détenu par rapport à la classification. A la suite de notre rencontre avec des directeurs, nous avons toutefois perçu le développement de discours convergents quant à l'appréciation de « *l'ambiance* » ou de la « *culture pénitentiaire* » propre à chaque établissement. En effet, bien au-delà des éléments objectivables qui distinguent une prison d'une autre, on peut percevoir des distinctions plus subjectives qui font que certains établissements bénéficient d'une image plus valorisée que d'autres aux yeux des détenus, mais également aux yeux du personnel et des directeurs. Difficilement vérifiable, ces différences d'ambiances se fondent sur des critères aussi diversifiés que la personnalité du directeur principal, l'état des bâtiments, le poids syndical des agents, la situation géographique, les modalités de travail du personnel, les régimes, la « mentalité », les activités organisées etc. Ces images sont donc véhiculées au sein du personnel, mais le seraient également parmi la population détenue. Sans chercher ici d'aucune manière à vérifier le bien-fondé de ces représentations, il importe de souligner l'importance des conséquences que peuvent avoir ces effets de réputation. Rappelons à cet égard le théorème de W. I. Thomas de 1928, selon lequel "*If men define situations as real, they are real in their consequences*". Avant de vérifier ces représentations auprès des détenus, nous pouvons constater déjà que du côté des directeurs elles ont un impact important sur les décisions d'orientation.

Par ailleurs, il nous a plusieurs fois été rappelé comme une évidence, combien le fait, pour le détenu, de se sentir bien dans une prison plutôt que dans une autre revêt un caractère éminemment subjectif et parfois complexe à cerner. Au-delà de l'accès à diverses commodités offertes par l'établissement, la personnalité de l'intéressé serait déterminante dans ses préférences, tout comme sa conception de la détention. Ainsi, un directeur souligne qu'« *il faut gérer la coexistence de différents publics, ceux qui envisagent leur peine de manière citoyenne et ceux qui y voient l'opportunité de continuer un business quelconque, qui fonctionnent notamment par l'intimidation* ». Une directrice nous dira également que les sections ouvertes (nous y reviendrons) ne sont pas nécessairement appréciées de tous les détenus : « *il y a des détenus qui préfèrent un régime plus fermé où les choses leur paraissent plus claires parce qu'ils sont enfermés dans leur cellule et ils ont besoin de ça, car ils se sentent sécurisés* ». « *Même si beaucoup de détenus apprécient l'ambiance des petites prisons, certains préfèrent l'anonymat des grandes centrales* » nous a-t-on également rapporté. Bref, tous les cas de figure et toutes les préférences sont envisageables du côté du détenu, ce qui semble bien naturel, mais demande tout de même une étude plus approfondie dans la suite de notre recherche.

### *G) Etat de santé du condamné*

Un autre élément susceptible de rentrer en ligne de compte dans la classification peut également être l'état de santé du condamné (physique et psychique), un éventuel handicap ou une addiction aux drogues. Certains établissements sont en effet mieux équipés que d'autres pour recevoir des personnes à mobilité réduite ou pour assurer certains types de soins. Des établissements proposent par ailleurs des formes particulières de thérapies, notamment dans le cadre des addictions ou des déviations sexuelles. L'âge des détenus est également un paramètre qui peut intervenir dans cette évaluation. Ainsi, des détenus particulièrement âgés ou dans un état de santé critique se verront parfois orienter à un moment de leur détention vers le milieu ouvert ou semi-ouvert (prévaut alors l'idée de nature et de grand air). On notera cependant que, à moins que la détention dans un établissement donné soit impossible (du fait, par exemple, d'un handicap tout à fait particulier), ces critères sont rarement évalués comme critères de classification prioritaires, en raison de l'importance accordée aux autres paramètres. Cette règle est bien appliquée de façon prioritaire pour des détenues enceintes et sur le point d'accoucher.

La situation particulière des internés et des personnes ayant des problèmes psychiatriques est également à relever. Certaines classifications s'opèrent sur la base du fait qu'un établissement comporte une annexe psychiatrique ou que son service psychosocial comprend un psychiatre, ce qui n'est pas le cas dans tous les établissements. La situation des annexes mériterait une approche spécifique, en raison, notamment de l'importante surpopulation que connaissent ces sections dans les prisons qui en disposent<sup>69</sup>. Dans certains cas qui nous ont été relatés (par exemple à Namur), la surpopulation était telle à certaines périodes qu'il était impossible d'orienter vers l'annexe des personnes qui pourtant auraient dû y séjourner et avaient été

---

<sup>69</sup> A un point tel que la déclaration de politique générale du Ministre de la Justice (avril 2008), consacre un titre entier (le point 3.1.8) à ce sujet. Le Ministre reconnaît le problème dans les termes suivants : « Actuellement, le nombre d'internés s'élève à plus de 3.000 en Belgique. Plus de 1.000 d'entre eux (10% de la population carcérale) se trouvent dans un établissement pénitentiaire. Malgré les initiatives qui ont été prises dans le passé, les établissements pénitentiaires n'offrent toujours pas un encadrement suffisant et adapté à ce groupe-cible. De très nombreux internés sont privés des soins psychiatriques qui pourraient rendre possible à terme leur réintégration sociale ». La déclaration propose dès lors, parmi d'autres mesures, un projet de construction de deux nouveaux établissements psychiatriques pour internés « *high risk* » en Flandre, à Gand (270 places) et à Anvers (120 places).

classifiées à cette fin. Elles furent donc orientées vers d'autres sections, pas nécessairement adaptées à leur problématique. Ce cas de figure conduit à souligner une donnée importante, à savoir que certaines décisions de classification, même lorsqu'elles se fondent sur un critère précis, ne produisent pas les effets escomptés en raison des contraintes internes des établissements.

#### *H) Situation de séjour pour les étrangers*

Autre critère pris en compte pour la classification, la situation de séjour du condamné (en rapport avec les décisions prises par l'Office des étrangers). Nous avons déjà relevé la résistance antérieure du SCI à orienter les personnes en séjour irrégulier vers le milieu ouvert (en raison des plus grands risques d'évasion auxquels ouvre ce type de régime), en particulier lorsqu'une décision de renvoi vers l'étranger a déjà été prise. Cette réticence était clairement exprimée dans la circulaire 1489/I du 12 avril 1985 qui énonçait que les dispositions relatives à l'admission des détenus au centre de détention de Saint-Hubert, Hoogstraten et Ruiselede n'étaient applicables qu'aux détenus étrangers qui sont en règle de séjour en Belgique.

De la même manière, si l'extradition d'une personne est demandée vers un autre pays, celle-ci sera orientée d'office vers un établissement fermé, quelle que soit sa condamnation. On relèvera cependant qu'avant l'adoption de la loi de principes, les personnes qui n'étaient pas en ordre de séjour ne pouvaient bénéficier de congés et de permissions de sortie, à la différence des autres détenus. Cette situation supposait un vécu de la détention relativement différent des détenus belges ou en ordre de séjour qui pouvait en partie justifier cette différence de traitement. Par ailleurs, le milieu ouvert n'étant accessible qu'à des personnes qui avaient déjà bénéficié de congés, il leur était impossible d'y accéder. Cette distinction ayant été abrogée dans la loi de 2005, il y a lieu de rester attentif aux évolutions en la matière, sachant que à l'heure actuelle, des personnes qui n'étaient pas en ordre de séjour ont été orientées vers Saint-Hubert sans que des problèmes se soient posés.

#### *I) Nationalité*

Une attention est également accordée à l'origine du détenu dans le but de répartir de manière équilibrée les différentes nationalités d'un établissement à l'autre, afin de ne pas créer des regroupements trop importants ou afin de ne pas amplifier des oppositions déjà présentes sur le terrain. Ce critère est autant gestionnaire<sup>70</sup> (volonté de ne pas multiplier les difficultés liées à la maîtrise de la langue) que sécuritaire (éviter des collusions ou, au contraire, des conflits entre personnes qui pourraient avoir un passé commun, entre membres de bandes ayant des « oppositions viscérales » etc.). Ce critère touche cependant un domaine sensible et il semble difficile de l'objectiver. Pas mal de personnes rencontrées nous ont évoqué le « *politiquement correct* » qui ne permettrait pas de reconnaître que l'on prend en compte ce seul paramètre pour des propositions ou des décisions de classification. La question de l'ethnicité en prison représente en effet un thème délicat pour lequel il semble que les chefs d'établissements soient peu outillés (malgré le nombre important de recherches scientifiques menées en la matière, voir par exemple Snacken *et al.*, 2004 ; Genders & Player, 1989 ; Harer & Steffensmeier, 1996, Van Immerzeel & Berghuis, 1983). Nombreux pourtant sont ceux qui nous ont parlé de difficultés liées à des regroupements de détenus sur cette base, à la concentrations et au renforcement de pratiques religieuses, à des problématiques linguistiques

---

<sup>70</sup> Lorsque nous nous sommes rendue à la prison de Ittre en mai 2008, le directeur nous a transmis un relevé de sa population détenue : pas moins de 36 nationalités étaient présentes à ce moment au sein de l'établissement.

dans la gestion quotidienne et à des conflits externes, parfois ancrés dans des conflits armés internationaux, importés au sein de la prison.

### 2.2.2. Critères de transfèrement

Les motivations des transfèrements sont nombreuses. Comme les décisions de classification initiale, certaines d'entre elles sont liées à des éléments propres au détenu (son comportement ; l'évolution de sa trajectoire pénale ; ses opportunités), d'autres sont liées à l'organisation et la gestion de l'établissement. Ces deux aspects sont évidemment susceptibles de se recouper, parfois de se concurrencer. Par rapport à la classification, la logique du transfert est cependant particulière : c'est essentiellement la raison motivant l'éloignement du détenu qui détermine les critères envisagés dans la décision de renvoi vers un établissement. Distinguons dès lors les éléments propres au détenu des éléments propres à l'infrastructure et à l'établissement pénitentiaire.

#### A) *Eléments propres au détenu : risques et besoins*

##### - 1° La gestion des risques et des incidents

→ (a) Sécurité et ordre intérieur

Au terme des observations et des entretiens que nous avons réalisés, il apparaît incontestable qu'un très grand nombre de transferts est lié à des incidents survenus lors de la détention (incidents individuels ou collectifs). Ces incidents peuvent être d'ordre divers mais représentent le plus souvent des problèmes donnant lieu à des décisions disciplinaires qui entraînent la nécessité d'écarter le ou les détenus impliqué(s). Ces incidents peuvent être des violences ou des menaces entre détenus ou à l'égard du personnel, des tentatives d'évasion, des dégradations du matériel pénitentiaire, des tentatives ou des faits d'émeutes etc. Dans des anciens dossiers que nous avons consultés, malgré la résistance opposée par l'administration centrale à l'affirmation d'une telle conception, les documents émanant des directions de prison faisaient, dans de tels cas de figure, fréquemment état de « *transferts disciplinaires* ». La loi de principes énonce aujourd'hui de manière limitative les mesures disciplinaires et n'y inclut pas le transfert. Elle frappe dès lors d'interdit cette conception. Dans la pratique actuelle, les transferts dans de telles circonstances continuent cependant d'être opérés. Mais ils sont dans ce cas considérés comme des mesures de gestion interne *résultant* d'une mesure disciplinaire en amont, mesure disciplinaire que le nouvel établissement de destination sera chargé d'appliquer. On notera la subtilité de la distinction : le transfert n'est pas formellement opéré comme une mesure disciplinaire, mais est considéré comme une mesure d'ordre qui y fait suite. Même si, par une telle opération, la loi est respectée, il y a fort à parier que d'un point de vue subjectif, le détenu opère l'association entre transfert et mesure disciplinaire et vit fréquemment son éloignement comme une punition à part entière. Un directeur d'établissement, nous parlant de ses stratégies disciplinaires nous avait d'ailleurs affirmé que « *la vraie sanction, ce n'est pas l'isolement ou la punition, c'est le changement de régime* ». C'est le changement d'établissement et donc de régime qui, selon de nombreux directeurs de prison, peut apporter une modification dans le comportement du détenu. Une raison souvent formulée est que le « changement d'air » peut faire du bien au détenu. Plusieurs directeurs soutiennent également que la violence contre le personnel est plus facile à gérer dans un grand établissement que dans une prison de petite taille : les grands établissements peuvent déplacer

les détenus vers une autre section dans laquelle ils n'ont plus de contact avec le membre du personnel concerné. Dans les petits établissements, ces déplacements sont souvent impossibles.

Il est important de mentionner que ce type de transfert, un transfert disciplinaire, répond également très régulièrement aux attentes du personnel surveillant. Dans le cas de voies de fait à l'égard d'un agent pénitentiaire, le personnel attend le plus souvent, non seulement, la sanction, mais dans certains cas, l'éloignement du détenu. La direction est donc tenue de prendre une décision à l'aune de cette pression qui ne reste pas toujours au stade implicite. Un directeur le constatait ainsi : « Lorsque vous avez un détenu qui envoie un membre du personnel à l'hôpital, vous devez faire en sorte en tant que directeur que ce détenu soit le plus rapidement possible déplacé, sinon c'est votre personnel qui est dehors ». A cet égard, on relèvera le rôle crucial que jouent les syndicats dans bon nombre de décisions de gestion quotidienne en milieu pénitentiaire. A l'heure actuelle, ce rôle est à ce point important que l'on peut avancer l'hypothèse que la menace de grève constitue en elle-même un instrument de gestion pénitentiaire et de régulation des flux de la population détenue.

On remarquera à cet égard l'importance de distinguer la sécurité de la gestion des conflits et de l'ordre intérieur. Trop souvent confondues, ces deux notions motivent indifféremment un grand nombre de transferts dès qu'un problème comportemental d'envergure se pose en détention. Il nous semble cependant nécessaire de distinguer, à l'instar de l'article 2 de la loi de principes, la sécurité de l'ordre interne à la prison. L'ordre renvoie principalement au climat relationnel et à l'organisation qui s'imposent au sein de la prison, tandis que la sécurité concerne la protection contre les éventuels agissements violents du détenu. Or, des difficultés purement relationnelles ou disciplinaires sont très fréquemment considérées comme des problématiques de sécurité pour justifier des traitements d'exception (en l'occurrence, le transfert). Dès lors, la gestion des conflits, les problèmes d'agressivité motivent le départ du détenu alors qu'il n'est aucunement porté de sérieuse atteinte à la sécurité de l'établissement (du personnel ou des autres détenus) et que ce sont surtout des problèmes de tension qui se posent. On remarquera en outre que chaque direction a une manière différente de définir les éléments considérés comme « *pacificateurs* » en milieu pénitentiaire : pour certains, c'est le fait de favoriser une dynamique de contact et de négociation entre le personnel et les détenus, de ne pas accentuer les signes de stigmatisation (quelques prisons, par exemple, ont abandonné le principe du costume pénitentiaire), de mener des projets intéressants pour les détenus, d'autres favoriseront au contraire l'idée de discipline, de rappel de la norme, de cohérence dans la gestion quotidienne. Est également évoquée la qualité des relations avec la délégation syndicale... Le résultat d'un transfert pour des raisons d'ordre ne sera donc pas nécessairement la prise en charge de la problématique telle qu'elle a été évaluée au départ. Même si la formation des agents pénitentiaires s'est améliorée ces dernières années, on rappellera la nécessité d'accorder, dès le recrutement, une attention soutenue au développement de compétences en matière relationnelle (résolution de conflits, médiation, gestion de l'agressivité...).

Malgré cette confusion souvent opérée, il n'en demeure pas moins que certains transferts renvoient à de réelles problématiques de sécurité lorsque des agressions physiques ou des faits de violence grave surviennent pendant la détention. C'est aussi le cas lorsqu'il s'agit de protéger la personne même du détenu. La réalité de la détention (ou de l'importation, en détention, de la réalité extérieure) fait que parfois, le détenu est partie prenante à des conflits internes ou fait l'objet de menaces et d'intimidations. Le condamné se trouve donc dans une situation où son maintien dans l'établissement lui fait courir des risques pour sa propre

sécurité. Dans ce cas de figure, ces risques sont évalués et peuvent motiver une demande d'orientation vers un autre établissement. Dans le cadre de problèmes endémiques, tels l'organisation systématique de racket dans un établissement, on remarque une tendance à davantage transférer les victimes que les auteurs, et ce, pour diverses raisons (le transfert de la victime est souvent considéré comme plus opportun car plus facile à opérer, l'auteur a parfois déjà fait l'objet des plusieurs transferts ou il réside dans son établissement « naturel » de destination compte tenu de son profil telle une prison plus sécurisée etc.). Le transfert peut dès lors être considéré comme une double victimisation de la personne-cible, surtout si le changement d'établissement est propre à le priver de visites ou à interrompre un travail entrepris dans le cadre d'une formation, d'un projet de réinsertion etc. Cette remarque renvoie au fait que, outre la surpopulation, la gestion de l'insécurité interne de certaines prisons est propre à constituer un frein à l'organisation harmonieuse et efficace d'un système de classification et de plan de détention.

→ (b) Le carrousel pénitentiaire

Dans certains dossiers sensibles, on observe parfois que le détenu a déjà séjourné dans tellement d'établissements et y a connu tellement de problèmes disciplinaires et/ou de conflits qu'il est presque impossible de lui trouver un établissement de destination sans que des problèmes ne soient concevables. On a alors recours à une méthode de transfèrements systématiques ou réguliers. Cette solution, dénommée dans la pratique, non sans ironie, le « *carrousel pénitentiaire* » consiste à ne laisser séjourner le détenu que quelques temps successivement dans chaque établissement, en le transférant régulièrement vers une autre destination. Peu favorable au développement de projets ainsi qu'à l'équilibre du détenu, cette pratique ne rend pas pour autant la détention plus simple et aboutit rarement à une solution durable au problème posé. Plusieurs directeurs de prison observent ainsi que les détenus pris dans le système de carrousel présentent souvent des problèmes dans toutes les prisons dans lesquelles ils séjournent et que l'envoi d'une prison vers une autre n'offre aucune solution pour le comportement du détenu. Après un tour complet de l'ensemble des établissements, le détenu revient souvent, avec les mêmes problèmes dans son établissement d'origine. Le système consiste ainsi davantage à répartir sur tous les établissements la charge des condamnés réputés les plus difficiles, préférant par là la stabilité de l'institution à celle du condamné. Pour justifier un tel système, il est souvent avancé par les professionnels que celui-ci a pour effet de « *fatiguer le détenu difficile* », de « *l'empêcher de s'installer dans de mauvais réflexes* », en même temps qu'il permet au personnel de « *souffler un peu* ». Ainsi, par l'implantation dans un nouveau contexte, on « *émousse la dangerosité du détenu* » et on l'empêche de tisser les liens qui peuvent favoriser ses comportements problématiques, on lui fait « *perdre ses repères afin qu'il se calme* ». Ce raisonnement n'est pas sans trahir un paradoxe car beaucoup de professionnels disent aussi que pour prendre en charge efficacement un détenu « *réputé difficile* », il faut bien le connaître et savoir à qui l'on a affaire. Or, ce système favorise la prise en charge immédiate, en état de crise, d'un détenu que l'on ne connaît pas, et qui souvent représente un « *cas lourd* ». En outre, les maisons d'arrêt, qui ne peuvent pas transférer les prévenus, font la démonstration qu'il est envisageable de faire face aux problèmes posés par ce type de détenus sans avoir recours à leur éloignement. Même si leur régime est plus strict, il serait intéressant d'analyser leurs stratégies internes de maintien de l'ordre et de la sécurité et de les rapporter à celles qui ont cours en maison de peine.

Ce système discutable, envisagé comme mode de gestion des cas limites, ne concerne cependant qu'une minorité de la population détenue, même si des transfèrements multiples



peuvent marquer la trajectoire de bon nombre de condamnés. Rappelons toutefois que, dans le contexte de surpopulation où s'imposent des pratiques d'échanges, le carrousel implique souvent le transfert d'un détenu problématique contre un autre qui pose également des difficultés (pour les raisons d'équilibre que nous avons évoquées ci-avant), ce qui invalide en partie l'argument d'un allègement du poids de travail de l'établissement (car en définitive, seule la situation de crise sera apaisée). Ce système est également générateur de travail administratif et de mouvements internes et externes pour l'ensemble des établissements.

Sur le terrain, on remarque un réel malaise des professionnels quant à cette pratique souvent assimilée à *«une emplâtre sur la jambe de bois»*. Mais il nous semble que la force symbolique de l'éloignement (voire du bannissement) contribue aussi au maintien de ce système malgré ses indéniables défauts (que reconnaissent d'ailleurs la plupart des chefs d'établissements que nous avons rencontrés). Faire partir un détenu, lui manifester à quel point il peut devenir indésirable, stopper brusquement l'escalade de son agressivité représente une démarche lourde de sens en prison, lieu ultime de la prise en charge des comportements problématiques. En outre, par la reconnaissance d'une incapacité à trouver une solution dans aucun établissement, la direction valorise du même coup son personnel en accédant à sa demande et en reconnaissant ses limites. Beaucoup de chefs d'établissements nous ont en effet parlé de la difficulté que rencontre leur personnel dans la gestion quotidienne de certains détenus qualifiés d'*«usants»*. Il apparaît en effet parfois éreintant de travailler avec certaines personnes dont *«le rapport à autrui est systématiquement agressif»*, dont *«l'éducation comportementale»* est défaillante, qui ont des difficultés relationnelles évidentes, une intolérance à la frustration, voire qui constituent *«des cas limites au niveau psychiatrique»* comme le souligne un directeur que nous avons rencontré. *«Avec certains, la négociation doit être permanente si on veut éviter l'incident»* nous relate une directrice, *«Mais les deux heures que l'on passe à discuter avec quelqu'un pour éviter des ennuis sont autant de temps qui n'est pas consacré à un autre détenu ou à une autre activité, il est donc impossible de garder en permanence ce genre de type»*.

→ (c) Vers une alternative au carrousel pénitentiaire ?

Afin de faire face à cette problématique particulière, l'administration pénitentiaire s'est dotée d'un nouvel instrument élaboré au regard des exigences de la loi de principe. La loi de principes prévoit en effet dans son article 116 que, dans certaines circonstances, lorsque les mesures de sécurité préconisées par la loi se sont avérées inefficaces, un détenu qui représente *«une menace constante pour la sécurité»* peut être placé sous un *«régime de sécurité particulier individuel»*. L'administration pénitentiaire a dès lors pris la décision d'affecter deux sections particulières de la prison de Lantin et de la prison de Bruges en vue d'accueillir, à partir de juin 2008, dix détenus francophones et douze néerlandophones à qui l'on appliquera ce régime particulier. La possibilité existe qu'une section de haute sécurité soit établie dans la prison de Hasselt si le projet de Bruges et de Lantin est évalué positivement. Une des raisons avancées par les promoteurs de ce projet à l'administration centrale est notamment la volonté de mettre fin au système de carrousel pénitentiaire. En prévoyant un régime spécial dans un lieu adapté (la sécurité technique y est renforcée) et par la mise en œuvre d'activités encadrées par du personnel en nombre et spécialement formé à cet effet, l'administration attend des effets de *«stabilisation»* du détenu, stabilisation que la pratique de transfèrement perpétuel ne peut permettre. Dans certains cas, il apparaît en effet nécessaire de briser un cercle vicieux, de casser une dynamique d'escalade dans laquelle le détenu accumule rapport disciplinaire sur rapport disciplinaire et se construit progressivement une réputation auprès du personnel. Le maintien dans ces quartiers est limité à une durée de six

mois, le temps d'affaiblir le comportement problématique de l'individu. Au terme de ce délai (ou avant si son évolution s'avère plus rapidement positive), l'individu sera renvoyé dans son établissement d'origine.

Ce projet, que nous n'allons pas exposer ici en détail a suscité pas mal de commentaires de la part des directeurs francophones d'établissements que nous avons rencontrés. Au nord du pays la section de haute sécurité n'a été que peu évoquée durant les interviews, et ceci principalement dans une prison qui venait d'orienter un détenu vers une telle section. Même si beaucoup reconnaissent ne pas très bien savoir quelles vont être les modalités de prise en charge des détenus dans ces sections spéciales, le principe du renvoi du détenu dans son établissement d'origine après six mois laisse perplexes pas mal d'entre eux, comme si le problème allait simplement être reporté dans le temps. D'autres chefs d'établissements considèrent quant à eux que le nombre de places dévolues à ces mesures particulières est trop faible compte tenu du nombre de détenus problématiques.

De notre point de vue, en regard de la problématique de la classification et du carrousel pénitentiaire, l'ouverture de ces sections pose deux questions. La première renvoie à la sélection des détenus qui pourront y être envoyés. Il s'agit bien entendu de détenus qui font l'objet du régime spécial prévu par la loi, mais ce critère n'est pas suffisant car un établissement pénitentiaire peut tout à fait décider de ne pas demander le transfert de ces détenus (ce qui est d'ailleurs le principe de base, le transfert étant l'exception). A l'intérieur de cette catégorie de détenus, d'autres critères doivent dès lors intervenir. Les promoteurs du projet que nous avons rencontré ont dores et déjà avancé que la sélection devait s'opérer sur la base du comportement en détention et non sur la nature du délit, la longueur de la peine ou le risque d'évasion: il s'agit des personnes « *agressives et violentes de manière extrême et pour lesquels le maintien en régime normal est impossible* ». Des atteintes physiques et/ou matérielles doivent avoir été constatées, les problèmes comportementaux doivent revêtir un caractère d'exception, l'envoi vers ces sections est vu comme un « *dernier recours* » qui ne peut être proposé que lorsque d'autres formules ont été envisagées sans succès. On peut donc constater que toutes les personnes qui font l'objet du carrousel pénitentiaire ne sont pas concernées par cette définition. Qu'advient-il ainsi de personnes qui, précisément, sont vues comme celles qui « *épuisent le personnel* », sans nécessairement qu'il y ait de faits graves de violence à la clé mais que l'on fait fréquemment passer de prison à prison parce que les problèmes qu'ils posent sont répétitifs et harassants ?

A cet égard, le dernier rapport de visite effectuée par le CPT à la prison de Bruges que nous avons déjà évoqué ci-dessus rend compte d'une vive interrogation quant à l'efficacité du fonctionnement des quartiers où s'effectuent les mesures de sécurité particulière individuelles (QMSPI). Le CPT constate en effet parmi d'autres choses que, dans les faits, le public orienté vers ces quartiers ne répond pas nécessairement aux critères fixés initialement. Dénonçant dès lors un « détournement des objectifs » du projet, le CPT avait à l'époque recommandé aux autorités belges de « mettre immédiatement fin au placement (...) de personnes ne correspondant pas aux critères d'admission prévus »<sup>71</sup>. En réponse à ce rapport, l'Etat belge a fait état du fait qu'en pratique, « le placement en QMSPI est toujours accompagné d'un régime de sécurité particulier individuel, sauf exception. Il peut ainsi arriver qu'un détenu doive être placé en QMSPI suite à un incident alors que ce détenu ne fait pas l'objet d'un régime de sécurité particulier individuel. La Loi de principes n'autorisant le placement sous un tel régime que lorsque

---

<sup>71</sup> Rapport au gouvernement de la Belgique relatif à la visite effectuée en Belgique par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du 28 septembre au 7 octobre 2009, Strasbourg, Conseil de l'Europe, CPT/Inf/2010 24, 2010, p. 43.

le détenu a fait l'objet de mesures de sécurité particulières pendant une certaine période, le détenu en question sera alors, exceptionnellement, placé en QMSPI avec des mesures de sécurité particulières individuelles, et non sous régime de sécurité particulier individuel ». Il fut également répondu à ces objections que « l'ensemble de la problématique des QMSPI a fait l'objet d'une journée d'étude de l'administration pénitentiaire à Lantin en septembre 2009 »<sup>72</sup> afin de dresser un premier état des lieux de la situation après une année de fonctionnement. Il fut décidé que, suite à cette journée d'étude serait réalisée une évaluation complète des QMSPI.

La seconde question que nous nous posons renvoie aux effets pervers de la création d'une catégorie spécifique de détenus au départ d'un critère comportemental peu objectivé. La question qui se pose alors est de savoir, lorsqu'on aura identifié les détenus les plus perturbants, ce qu'il adviendra « des plus perturbants dans les moins perturbants », soit une question propre à toute velléité de classement. Le risque est alors de voir coexister le système antérieur de carrousel avec celui des nouvelles sections, comme si ces dernières ne constituaient qu'un dispositif de plus dans la gestion des comportements problématiques et non une alternative au système insatisfaisant du carrousel.

La problématique du carrousel devrait, à notre sens, être envisagée plus largement. Il semble en effet que les modalités actuelles de fonctionnement de la plupart des établissements pénitentiaires favorisent la création d'une catégorie de détenus considérés non seulement comme « *problématiques* » mais aussi comme « *indésirables* » et ce, pour une multiplicité de raisons qui se combinent entre elles. La nuance est importante. Les détenus qui circulent d'une prison à l'autre sont problématiques, certes, mais cumulent surtout leurs problèmes avec le fait d'être perçus comme encombrants pour diverses raisons qui ne se limitent pas aux incidents qu'ils provoquent ponctuellement. L'existence de « *parcours de détention pénible* » a d'ailleurs été fréquemment rappelée par les directeurs. On remarque d'ailleurs que certains détenus qualifiés de « *problématiques* » demeurent de manière stable dans des établissements sans faire l'objet de transferts réguliers alors que les « *indésirables* » circulent davantage. Par ailleurs, aucun établissement (en ce compris les prisons dite de « haute sécurité ») n'échappe à la logique selon laquelle les détenus trop difficiles à gérer finissent un moment par être éloignés. Ce qui fait qu'en définitive, à l'une ou l'autre exception près (en particulier les très petites prisons), tous les établissements voient passer tous les types de détenus.

Concernant ces indésirables, deux profils se dégagent des discours des personnes que nous avons rencontrées : outre les grosses pointures du milieu carcéral qui se sont illustrées par nombre de violences au sein des prisons et qui souvent, sont là pour un long terme (et dont le profil correspond à celui concerné par les nouvelles sections spéciales), il s'agit des détenus jeunes, multirécidivistes, condamnés à une peine correctionnelle entre 3 et 5 ans et qui importent en prison une « culture de bande » acquise et développée à l'extérieur. En d'autres termes, à côté des personnes qui semblent faire courir un réel danger au personnel ou à leur co-détenus (et qui portent atteinte à la sécurité), on trouve le public qui fatigue le personnel, sans nécessairement lui faire courir le risque de subir des violences importantes (c'est-à-dire plutôt des personnes qui perturbent l'ordre interne). La réponse pénitentiaire aux comportements de ce public problématique caractérisé par sa labilité est donc souvent le transfert, c'est-à-dire une réponse à l'instabilité par l'instabilité.

---

<sup>72</sup> Réponse du gouvernement de la Belgique au rapport du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) relatif à sa visite en Belgique du 28 septembre au 7 octobre 2009, Strasbourg, CPT/Inf (2011) 7, 2011.

On notera enfin que, la diversité d'appréciation du caractère « dangereux » ou « problématique » du détenu et la différenciation des établissements vient fréquemment au secours de tous ces problèmes d'orientation car, comme nous dit un directeur, « *le détenu perturbant de Huy n'est pas le détenu perturbant de Lantin* ». Il arrive dès lors que cesse un carrousel bien lancé lorsque le condamné a enfin trouvé la place qui lui convient le mieux pour diverses raisons qui ne sont pas toujours rationnelles et qui parfois ne tiennent qu'à lui. Il est vrai que dans le domaine de la classification, les pratiques belges nous ont toujours ramenées au même *credo* : c'est par essais et erreurs que l'on arrive enfin à avoir « *the right man at the right place* ». Reste que le nombre d'essais apparaît quelquefois très impressionnant.

→ (d) Le caractère relatif de la notion de sécurité

Les constats et les réflexions qui précèdent sont récurrents et soulèvent la sempiternelle question de la relativité du concept de sécurité. En Belgique, cette question apparaît d'autant plus prépondérante qu'aucune véritable différenciation des niveaux de sécurité n'est opérée par établissement pénitentiaire. Tout au plus, en Belgique francophone, a-t-on désigné trois des établissements les plus récents (Lantin, Ittre et Andenne) comme des prisons dites « de haute sécurité » et considère-t-on les milieux ouverts comme moins sécurisés par définition. Il en est de même en Belgique néerlandophone où les deux établissements les plus récents (Hasselt et Bruges) sont considérés comme deux prisons de très haute sécurité. Mais cette appréciation sommaire de la sécurité figurant dans les textes réglementaires que nous avons examinés est particulièrement limitée dans la mesure où elle est évaluée exclusivement au niveau des infrastructures et non en relation avec une formation et des modalités d'intervention spécifiques des agents pénitentiaires, ni même au regard de l'organisation interne de chaque prison. Cette faiblesse dans la différenciation officielle des établissements, sur le terrain, nous est apparue comme problématique à certains égards.

En premier lieu, l'absence de classification officielle des niveaux de sécurité des établissements ne suppose pas pour autant que les professionnels n'opèrent aucune distinction à ce sujet. Nous avons vu que lors de leur orientation initiale ou lors de leur transfert, les détenus sont dirigés vers l'une ou l'autre prison en considérant, parmi d'autres critères, la présumée sécurisation des établissements. Des distinctions existent donc sur le terrain. Simplement, elles sont informelles et reposent sur une multiplicité de critères empiriques qui, il faut bien le reconnaître, sont à dimension variable et empreint d'une grande subjectivité. Les informations ou les représentations quant aux caractéristiques des établissements, de leur infrastructure, de leur état général, mais également de la personnalité du directeur principal ainsi que les effets de réputation -dont nous avons déjà parlé- se combinent pour créer des représentations quant au fait que certaines prisons seraient plus sûres que d'autres. Mais il faut bien reconnaître que, lorsque l'on creuse un peu le sujet, il apparaît difficile de savoir de quoi l'on parle quand on évoque, en Belgique, ce critère de sécurité. A nouveau, c'est au cas par cas, pour chaque détenu, que l'on va considérer qu'une prison est « *plus sûre qu'une autre* ». S'agit-il principalement de la sécurité externe ou de la sécurité interne ? Parle-t-on des équipements ou des méthodes de travail ? Vise-t-on davantage la sécurité du personnel ou celle des détenus ? Le flou demeure important.

La loi de principes, qui mentionne pourtant la notion à maintes reprises, n'est pas d'un grand secours à cet effet. Comme nous venons de le voir, son article 2 (points 8 à 10), distingue l'ordre de la sécurité et livre une définition de ces deux notions (il distingue par ailleurs la sécurité interne et de la sécurité externe).

**Art. 2.**

«7° ordre : l'état de respect des règles de conduite nécessaires à l'instauration ou au maintien d'un climat social humain dans la prison;

8° sécurité : la sécurité intérieure et extérieure;

9° sécurité intérieure : l'état de préservation de l'intégrité physique des personnes à l'intérieur de la prison et d'absence de risque de dégradation, de destruction ou de soustraction illicites de biens meubles ou immeubles;

10° sécurité extérieure : l'état de protection de la société grâce au maintien de détenus en lieu de sûreté et à la prévention de délits qui pourraient être commis à partir de la prison ».

Mais le reste du texte, centré sur les mesures qui peuvent être prises lorsque des problèmes se posent, ne donne pas d'indice quant aux dispositifs à mettre en œuvre quotidiennement pour assurer cet ordre et cette sécurité. Ce n'est d'ailleurs pas la vocation d'un tel texte. Ainsi, on ne trouve pas de trace de l'importance relative à accorder aux éléments de sécurité dynamique (c'est-à-dire, les éléments propres à une dynamique relationnelle détenus / personnel) et aux éléments de sécurité passive ou statique (c'est-à-dire les infrastructures et l'équipement prévu à cet effet). Or, la gestion quotidienne d'une prison nécessite de procéder à des arbitrages constants entre ces deux exigences.

Le résultat est donc que, tous les directeurs que nous avons rencontrés nous ont livré une appréciation particulière et personnelle de la sécurité et de la manière de l'assurer. Relevons ici quelques éléments qui nous ont été évoqués et que nous n'avons pas développés précédemment:

- Les établissements qui connaissent moins de *turnover* au niveau du personnel seraient plus sécurisés parce que les agents seraient plus à même de connaître les détenus, leurs habitudes, leur état d'esprit et donc de détecter plus rapidement un risque d'incident. Cela dit, quelques chefs d'établissements nous ont avancé que « *la routine* » est véritable ennemie de la sécurité et qu'il importe de diversifier le travail du personnel afin de maintenir constante la vigilance nécessaire à la sécurisation;
- Certains directeurs considèrent que, plus la population détenue est stable, plus la gestion de la sécurité interne apparaît commode (on notera au passage l'inadéquation de la politique de transferts réguliers au regard de ce point de vue). En outre, une population stable permet de mieux envisager la mise en œuvre de programmes et d'activité à destination des détenus, de maintenir des régimes différenciés qui poursuivent un véritable objectif. « *La sécurité, c'est le régime* » nous a-t-on dit à plusieurs reprises ;
- La surpopulation est unanimement vue comme un vecteur d'insécurité. La sécurité d'un établissement serait donc directement tributaire de son taux d'occupation. Par ailleurs, les directeurs de prison sont unanimes pour dire que les prisons de petite taille ou de taille moyenne apparaissent préférable à beaucoup d'égards, dont la gestion de la sécurité. Il nous a souvent été dit qu'au-delà de 300 détenus, garantir la sécurité d'un établissement s'avère beaucoup plus complexe et aléatoire que dans les petites prisons ;

- « *La sécurité, c'est un processus interactionnel* » nous a-t-on tout aussi souvent répété. L'idée qu'il existerait des « *climats* » plus favorables que d'autres au développement des comportements violents apparaît particulièrement répandue parmi le personnel pénitentiaire. A l'inverse un climat basé sur le respect entre personnel et détenus et entre détenus contrecarrerait la violence ;
- Tous les chefs d'établissements que nous avons rencontrés, sans exception, se montrent opposés à une sur-sécurisation au niveau des dispositifs techniques. Il y aurait en effet un paradoxe qui veut que plus l'on sécurise les infrastructures, plus on prend le risque que les tentatives d'évasion éventuelles se déroulent avec des moyens violents et des atteintes physiques aux agents. Cette escalade nous a été fréquemment évoquée et semble être à l'origine d'un certain scepticisme quant aux dispositifs techniques de sécurisation<sup>73</sup>. Ce scepticisme est par ailleurs renforcé par le fait que la sécurisation par des moyens technologiques est vue comme une « *quête sans fin* » extrêmement coûteuse, en raison de la rapidité des progrès technologiques en la matière et des effets de concurrence des entreprises privées de sécurité. De nombreux directeurs de prison trouvent que ces mesures de sécurité sont excessives pour la plupart des détenus et croient plutôt en l'importance d'un « climat sain » dans la prison indépendamment des moyens techniques de sécurisation ;
- Tous les chefs d'établissement rapportent sans surprise la sécurité aux modalités d'organisation interne. Mais celles-ci apparaissent différentes d'une prison à l'autre. Ainsi, un système de « *préau fluide* » mis sur pied dans un établissement que nous avons visité implique par exemple qu'il n'y ait pas de blocage des autres activités envisagées et prévient la concentration de trop grands groupes de détenus dans les espaces communs, dans un autre établissement on table sur l'occupation du détenu, partant du principe que plus celui-ci est occupé au quotidien, moins il pose de problème etc.;
- L'évasion (parfois même l'invasion !) sert de critère récurrent à l'évaluation des dispositifs techniques de sécurité. Il y a en effet des prisons dont l'on ne s'évade (presque) pas. L'évasion spectaculaire par hélicoptère à la prison de Ittre conduit cependant le personnel à relativiser la notion de « prison de haute sécurité » et à considérer que la détermination de certains détenus ne pourra être freinée par aucun dispositif. Concernant les évasions, une directrice nous a cependant précisé de manière amusée que « *en fin de compte, le meilleur facteur de sécurité dans un petit établissement comme ici, c'est la relation humaine. Ici, c'est une prison dont on peut s'évader sans problème. Sans problème. La seule chose qu'on fait, c'est qu'on ne leur donne pas envie. C'est tout* ». Un directeur de prison dont s'étaient évadés plus d'une vingtaine de détenus
- Il nous a également été évoqué que la perspective de sortie pour le détenu représente une garantie de sécurité pour le personnel et les codétenus. Les condamnés « *qui n'ont rien à perdre* » se montreraient souvent « *plus dangereux* » à l'égard des agents et plus problématiques dans la gestion quotidienne. Nous remarquerons au passage que les dossiers de carrousel pénitentiaire que nous avons examinés qui comportaient le plus

---

<sup>73</sup> On relèvera à cet égard un scepticisme quasi généralisé quant au placement de filets de sécurité dans divers préaux du pays, dont le coût particulièrement important n'est pas vu comme proportionnel aux résultats attendus (dans un contexte où le manque de moyens est criant pour assurer les besoins de première nécessité des détenus, on comprend que l'initiative a été accueillie froidement). On lira à cet effet la carte blanche du Pr. Ph. Mary dans le journal *Le Soir* du 29 novembre 2007.

de faits de violence concernaient en effet des détenus dont le terme de la sanction était fixé à plus d'une dizaine d'années ;

- L'idée de rassembler dans un même établissement les détenus qui posent le plus de problèmes ou qui demandent une vigilance accrue au niveau de la sécurité ne peut être envisageable que si un véritable projet est mené en interne et qu'au minimum, une formation spécifique est donnée aux agents. L'organisation actuelle des régimes en Belgique, même dans les établissements de « haute sécurité » ne permettrait pas de se prémunir des problèmes qui émergent naturellement lorsque l'on réunit certains profils de détenus (racket, caïdat etc.). « *Dans certains cas, rassembler dans un endroit tout ce qui ne va pas ailleurs, c'est franchement créer une pétaudière* » nous a dit un directeur a propos de son propre établissement ;
- La sécurité passive risque de fonctionner en « *vase communicant* » avec la sécurité dynamique de manière à ce que le développement de l'une déforce l'autre. En effet pour beaucoup, un accroissement de la sécurisation technique a souvent pour effet d'éloigner le détenu du personnel et donc de réduire les effets de sécurisation qu'une relation de proximité peut favoriser. Il importe donc d'envisager ces deux types de sécurité en complémentarité et non, comme on le ferait trop souvent, de manière dissociée ;
- A Arlon, le chef d'établissement nous a expliqué que certains dispositifs de sécurisation de sa prison, telle la multiplication de barreaux intermédiaires de protection sur les niveaux, a pour effet de réduire la visibilité d'une section à l'autre, de limiter les mouvements des agents et donc, paradoxalement, d'insécuriser le personnel ;
- Malgré le fait que la prison de Gand n'a pas de porte entre les différentes sections qui donnent sur le « centre » et que la prison de Leuven-Centraal applique un régime de porte ouverte dans la sections des longues peines, ces deux prisons sont toutes deux désignées comme prisons de haute sécurité ;
- La sécurité serait dépendante en grande partie de l'architecture pénitentiaire. Ainsi, certains directeurs nous ont longuement expliqué comment leur établissement requiert des modalités de travail ou des dispositifs particuliers.  
L'exemple de Jamioulx est à cet égard tout à fait éclairant et ce long extrait d'entretien que nous livrons ici *in extenso* en dit beaucoup sur le rapport infrastructure / sécurité :

*« Notre meilleur moyen de sécurisation, c'est l'établissement lui-même, c'est le seul avantage qu'il ait, à côté de tous ses désavantages. C'est une prison qui est construite en carré et toutes les cellules donnent sur le préau central. Ce qui veut dire qu'il n'y a aucun contact vers l'extérieur au départ des cellules. Donc, quelqu'un qui sort de sa cellule, à moins d'avoir de lourds moyens et c'est ce qui se passe évidemment quand on a la possibilité, à moins de se faire hisser par le toit, on ne peut pas y arriver. Donc, la personne qui sort – j'en ai l'un ou l'autre qui a essayé à l'époque- elle est dans le préau, un point c'est tout. Et elle ne sait pas en sortir. Donc, ça ne les mène pas très loin. Cela dit, ici, l'établissement n'a pas été nécessairement bien pensé parce qu'il a d'énormes autres failles. Cette situation du préau a des avantages au niveau évocation, mais par contre ça a tout les autres désavantages : le moindre incident au préau est soutenu par les 400 détenus parce que tout le monde a la vue, très vite, tout passe par*



*les fenêtres, on brûle, on lance etc. Ca présente aussi d'autres désavantages. Les couloirs ont 100 m de long, donc on a des sections où j'ai 3 agents et 90 détenus, on a donc intérêt à avoir un climat qui ne soit pas trop perturbé ni trop tendu. C'est quand même important avec une surpopulation si importante ».*

Nous avons pris l'option de présenter des « points de vue » sur la sécurisation, sans nous prononcer sur leur pertinence ou sur la validité des analyses qui les sous-tendent. En l'absence de classification des établissements sur base de leur sécurisation, nous ne disposons en effet d'aucun outil de référence permettant d'évaluer le degré de sécurisation de chaque prison au regard d'exigences et de normes préétablies. S'en tenir au nombre d'évasions serait tout à fait réducteur, répertorier les incidents et les analyser nous conduirait à entreprendre un nouveau programme de recherche.

De l'analyse de ces points de vue, on remarquera cependant une tendance générale à valoriser précisément cette notion de « *climat favorable* » au sein des prisons, notamment par le biais d'interactions pacifiées. La sécurité dynamique est en effet le plus souvent préférée à la sécurité statique et technique. Il est d'ailleurs fréquemment précisé que, à l'exception d'un petit groupe de détenus réputés difficiles, la plupart des condamnés ne requiert pas un très haut niveau de sécurité.

En second lieu, l'absence de distinction entre les niveaux de sécurité des établissements a pour effet, non pas d'évacuer l'évaluation « sécuritaire » du détenu, mais de la reporter à plus tard, c'est-à-dire, au moment de son transfert, souvent suite à un incident. A l'exception des détenus qui sont déjà connus de l'administration pénitentiaire et qui font l'objet d'une attention particulière à cet effet au moment de leur classification initiale (au départ de ce que l'on sait déjà de leur comportement), les détenus « entrants » sont relativement peu évalués sur base d'un éventuel profil de risques. On ne les connaît pas à cet égard et on ne dispose pas d'outils particuliers pour les évaluer sur ce point précis. Nous fonctionnons dès lors dans un système inverse au système canadien, où l'évaluation initiale porte en partie sur le « profil de risque » du détenu en vue de son orientation vers un certain type d'établissement (de sécurité minimale, medium ou maximum) et où ce profilage se fonde sur une batterie de tests standardisés. La question intervient donc immédiatement dans le processus de classification initiale. Dans notre système, comme l'orientation vers un niveau de sécurité spécifique ne se pose pas directement, c'est la plupart du temps lorsqu'un incident intervient que l'orientation *sur cette base* est envisagée. On peut dès lors émettre l'hypothèse que la multiplication des transferts pour des raisons de gestion d'ordre et de sécurité interne (notamment le carrousel) s'explique en partie par l'absence de différenciations initiales entre détenus et établissements. Dès lors, sans pour autant plaider pour la nécessité d'une évaluation du profil de risques du détenu selon le modèle canadien<sup>74</sup>, nous constatons que, dans le système belge, elle s'opère quand même, mais sur base de critères *ad hoc*, sans être outillée et ce, en cours de détention (c'est-à-dire à un moment susceptible d'être plus préjudiciable pour le détenu).

En outre, malgré la grande réserve dont font part les directeurs de prison à l'égard du concept de « dangerosité » (ils sont pour la plupart criminologues et connaissent vraisemblablement les débats scientifiques qui ont cours à ce propos) et leur résistance à le mobiliser sur le terrain, celui-ci, apparaît tout de même en filigrane de bon nombre de pratiques et oriente sur une base intuitive et empirique toute une série de décisions. Nous avons par ailleurs identifié,

---

<sup>74</sup> Nous sommes, pour les raisons que nous avons avancées lors de notre premier rapport intermédiaire de recherche (voir annexe 1 de ce rapport), relativement sceptique à l'égard de la multiplication des outils actuariels dans les procédures d'évaluation en milieu pénitentiaire (Devresse, 2008).



dans les discours que nous avons recueillis, la constante référence à des « figures-types » de dangerosité qui servent de repère par rapport au reste de la population détenue. On retiendra à cet égard le profil d'un détenu particulièrement médiatisé ces dernières années et dont on nous a très fréquemment parlé pour rendre compte des difficultés de gestion quotidienne en matière de sécurité et d'ordre interne : lors de la quasi-totalité de nos rencontres, nos interlocuteurs nous ont spontanément parlé de ce détenu qui semble être devenu un véritable épouvantail dans le champ pénitentiaire, sinon l'étalon de mesure du « détenu dangereux »

Enfin, en dernier lieu, on remarquera qu'il est souvent avancé que l'absence de différenciation entre les niveaux de sécurisation des infrastructures favorise fréquemment l'adoption généralisée d'un système de sécurisation maximum (ce système étant naturellement le système adopté par défaut en vue d'avoir un maximum de garanties)<sup>75</sup>. Au terme de notre visite des établissements francophones du pays, il ne nous semble pas que la Belgique soit particulièrement sujette à ce phénomène. En effet, certains de ses établissements anciens de capacité modeste ne font pas l'objet d'une sécurisation technologique particulièrement renforcée, sans doute par manque de moyens, mais également dans la mesure où les relations entre le personnel et la population détenue sont favorisées par la petite taille de l'établissement. La question se pose cependant avec plus d'acuité pour les établissements « moyens », ou, ceux qu'on pourrait définir comme tels sans disposer actuellement de critères pour le faire. Ces établissements, qui ne sont pas définis comme « de haute sécurité », mais qui sont trop grands pour qu'un régime souple puisse y être généralisé, ont recours, nous allons le voir ci-après, à des formes d'organisation interne différenciées dans lesquelles figurent parfois des régimes très stricts. On observe donc *de facto* des combinaisons de divers niveaux de sécurité au sein d'une même prison et donc une dispersion du régime « maximum » un peu partout<sup>76</sup>. On observera au passage que cette caractéristique n'empêche pas pour autant d'envisager des transferts pour des raisons de sécurité au départ et à destination de presque tous les établissements....

## 2° Transferts pour les besoins du détenu

→ (a) Evaluation au cas par cas

Dans une perspective bien plus positive, certains transferts sont envisagés afin de favoriser la vie en détention ou les perspectives de réinsertion du détenu. La trajectoire de chaque détenu conduit en effet à prendre en compte une diversité de besoins qui font l'objet d'un examen au cas par cas. Dans ce cas de figure, le transfert représente une mesure intéressante : on reconnaît que les besoins du condamné évoluent en détention et que les impératifs définis au moment de la classification initiale peuvent s'être considérablement modifiés. Il nous a d'ailleurs été souvent évoqué qu'il est nécessaire d'être attentif aux « cycles de détention » qui conditionnent de manière importante l'évolution du comportement et des besoins du détenu.

---

<sup>75</sup> Ce constat, dont nous n'avons pour l'instant pas encore trouvé de trace dans la littérature évaluative, est d'ailleurs celui qui a motivé l'examen, dans le cadre de la présente recherche, de l'opportunité d'envisager une distinction entre divers niveaux de sécurisation des établissements pénitentiaires en Belgique (voir la note d'orientation de la Ministre Onkelinx du 20 décembre 2006).

<sup>76</sup> L'établissement ouvert de Saint-Hubert comporte par exemple un bloc cellulaire où les détenus séjournent en régime fermé dans trois cas de figure : (1) pour une phase d'observation qui se déroule dès leur arrivée et avant l'accession au régime ouvert, (2) pour des raisons disciplinaires et (3), en attente d'un transfert vers un autre établissement lorsque leur profil est considéré comme inadéquat au régime ouvert ou lorsque un transfert a été envisagé pour d'autres raisons.

Des transferts provisoires sont par exemple accordés en vue de visites (ou d'un regroupement familial si un autre membre de la famille est incarcéré) lorsqu'un changement d'établissement permet de favoriser le maintien de liens sociaux<sup>77</sup>. Nous avons vu que la situation de surpopulation et l'impossibilité de classier dans certains établissements sont parfois telles que la personne est détenue dans une région distante de son lieu d'attache. On peut dès lors envisager des transferts provisoires, le temps de recevoir quelques visites. Des transferts pour visites familiales peuvent dans certains cas être octroyés tous les trois mois pour une période de deux semaines. Cette pratique conduit à soulever à nouveau l'importance de la localisation des prisons mais aussi de la densité des transports en commun qui les desservent. Certains établissements éloignés de leur domicile sont parfois préférés par les détenus en raison du fait qu'une gare est située à proximité de l'établissement (Namur, Nivelles, Huy...) ce qui facilite les allées et venues de leur familles et de leur proche, mais également leurs propres déplacements lorsqu'ils bénéficient de congés ou de permissions de sortie. Côté néerlandophone, les transferts pour visites familiales ne sont plus autorisés dans un certain nombre de prisons en raison de la surpopulation alors que dans d'autres établissements, les détenus doivent parfois attendre plusieurs mois avant de pouvoir être transférés. Les directeurs de prison soulignent pourtant d'une façon générale l'importance de ce type de transferts.

Dans d'autres cas, des transferts sont liés à un changement du régime de détention. L'avancement dans la peine conduit en effet régulièrement à envisager la progressivité du régime vers plus de souplesse en vue de préparer à la libération (accessibilité aux sorties, aux congés). La proximité de la fin de la peine amène ainsi à envisager l'accession à un milieu ouvert, à la surveillance électronique etc. Dans cette occurrence, un changement d'établissement, dans le but de soumettre le détenu à un autre type de régime, est fréquemment envisagé.

Par ailleurs, il est également possible d'envisager des transferts lorsque le suivi d'une formation ou l'accession à un travail est une donnée importante du projet du détenu et qu'il importe d'atteindre au plus vite un objectif à cet égard (par exemple, dans le cadre de l'accession à une autre mesure d'exécution de la peine ou à une libération anticipée). Tous les établissements n'ayant pas la même offre de formation ou d'emploi, cette exigence rend certains transferts inévitables. Il n'en demeure pas moins que l'offre étant globalement limitée (sans compter que les détenus ne se sentent pas toujours concernés par ces activités), ce type de transfert ne semble pas constituer la majeure partie des mouvements carcéraux. La mise en oeuvre du plan de détention devrait en principe modifier cette situation et conduire à la multiplication des transferts de détenus pour ce motif. Cela suppose cependant une visibilité de l'offre de service beaucoup plus importante que celle qui a cours actuellement. On déplore en effet qu'il n'y ait pas à l'heure actuelle en Belgique de système permettant de tenir à jour et de diffuser l'information quant aux formations, activités et programmes qui sont organisées dans chaque prison<sup>78</sup>.

Ensuite, dans le même ordre d'idée, il arrive que le transfert soit demandé en raison d'un changement de l'état de santé psychique ou physique du détenu, état qui demande une prise

---

<sup>77</sup> On observe cependant que les détenus qui bénéficient de congés obtiennent rarement un transfert en vue de visites puisqu'ils peuvent avoir des contacts avec leurs proches par ce biais. Leur possibilité de sortie suppose donc une appréciation nouvelle de leurs besoins et conduit soudain à relativiser la variable géographique dans l'évaluation de la classification.

<sup>78</sup> Des initiatives ont été prises à ce sujet par des acteurs extérieurs à l'administration pénitentiaire. On retiendra en particulier *Le livre blanc sur l'éducation et la formation permanente en milieu carcéral* élaboré par la Fédération des associations pour la formation et l'éducation permanente en prison (FAFEP, 2004).

en charge spécifique. Le transfert est alors réalisé vers un établissement où les services psychosociaux ou médicaux sont mieux pourvus en personnel ou en matériel pour prendre en charge la problématique en question. Au point de vue médical on constate que tous les établissements ne sont pas équipés de la même façon pour faire face à toutes les pathologies, aux suites d'une intervention chirurgicale (celles-ci se déroulent la plupart du temps au CMC de Saint-Gilles), à la survenance d'un handicap ou au suivi de certaines maladies. Dans ces cas de figure, des transferts pour raison de santé sont envisageables, bien que dans ce domaine, l'offre est également très limitée.

Enfin, on retiendra les éloignements effectués pour des raisons liées à la sécurité du détenu (problématique que nous détaillerons plus loin), de même que la fréquence des transferts rendus nécessaire par l'exigence de comparution devant un tribunal situé dans une autre région que celle de l'établissement où réside le détenu<sup>79</sup>.

→ (b) La notion de plan de détention

Nous l'avons déjà souligné, la prise en considération des besoins du détenu, est, aux côtés de la sécurité, une composante essentielle de la détention. Lors des transferts, ce paramètre doit dès lors être sérieusement envisagé lorsqu'il ne motive pas directement l'envoi vers un nouvel établissement. Certes les pratiques que nous venons d'évoquer sont pour l'instant guidées par le suivi constant de chaque détenu. Mais l'évaluation de ses besoins se déroule le plus souvent à un moment « X », c'est-à-dire ponctuellement, au moment où une nécessité émerge, où une demande est formulée, où un problème se pose. Dans les pratiques dont nous avons eu connaissance, il apparaît relativement rare que soit prise en compte la trajectoire du détenu dans une visée prospective et que la gestion de sa détention soit envisagée dans le long terme. Certaines prisons mettent un point d'honneur à tenter de dépasser la contrainte d'une gestion « *au jour le jour* » que suppose la surpopulation, mais il faut bien reconnaître que la plupart des établissements n'y arrivent pas. Et ce n'est pas le *turnover* des détenus dont nous avons rendu compte qui facilite grandement la situation.

La loi pénitentiaire, nous l'avons vu, envisage en partie cette problématique en instaurant un principe de « plan de détention ». Ainsi, dans la perspective de la mise en œuvre de la loi, la prise en compte des besoins des détenus devra répondre aux exigences des articles 38 à 40 qui envisagent de fixer dans un plan précis un « *parcours de détention* » jalonné par divers projets et réalisations : activités axées sur la réparation, travail, enseignement, formations, encadrement psychosocial, thérapies etc. Ce plan, préparé avec l'accord et la collaboration du détenu, doit être conçu et réalisé en tenant compte de la durée des peines prononcées, des critères d'application de modalités particulières d'exécution et de libération anticipée ou de la date de la libération définitive. Il pourra, le cas échéant, être revu, complété, adapté en fonction de l'évolution du condamné et des décisions judiciaires ou administratives qui affectent son parcours. On remarquera en outre que L'article 38 §2 prévoit que le plan de détention est élaboré dans l'établissement pénitentiaire ou dans la section où le condamné a été placé ou a été transféré, c'est-à-dire qu'il est envisagé après qu'une classification initiale ait été décidée.

Sur le terrain, ces exigences de la loi de principe suscitent bon nombre de réflexions et de questionnements. L'importance d'une telle initiative n'est pas contestée, d'autant plus qu'elle

---

<sup>79</sup> En réponse à la multiplication des transferts et des mouvements de détenus à destination des tribunaux, on notera à cet égard la progression, dans divers pays d'Europe dont la France, du recours au système de visioconférence pour les audiences judiciaires (voir notamment Dumoulin & Licoppe, 2007).

rejoint en partie certaines pratiques de terrain. Elle renvoie d'ailleurs à la dimension « fondamentale » des objectifs de la détention que souhaiteraient favoriser la plupart des chefs d'établissements qui nous ont dit qu'ils regrettaient de ne pas travailler plus souvent « *pour et avec le détenu* ». Mais les possibilités effectives de la mise en œuvre du plan de détention suscitent fréquemment le doute, notamment en raison des exigences liées à la surpopulation et aux mouvements de la population détenue. La faisabilité d'un tel programme, à l'égard de l'ensemble des détenus, est franchement contestée, et un directeur avance ironiquement que « *pour le plan de détention, ce qui va nous aider, c'est qu'une bonne partie des détenus n'en voudront pas eux-mêmes* ».

En outre, il ne nous a pas semblé qu'il y ait une définition consensuelle du plan de détention. Un petit nombre de directeurs avoue même ne pas savoir ce que l'on entend par plan de détention et ne pas encore s'en occuper. L'accent, selon nos interlocuteurs est tantôt mis sur le lien avec le projet de réinsertion (Que va faire le détenu une fois qu'il sera sorti ? Quelles seront ses ressources ? Comment lui donner des outils à cet égard ?), tantôt c'est davantage l'accès aux mesures de sorties et de liberté anticipée qui est valorisé (Quels sont les projets qui permettront de ne pas végéter en prison ? Comment convaincre le TAP de libérer la personne?). Selon les points de vue, le plan est davantage une manière de préparer *la* sortie ou une manière de préparer *à la* sortie (c'est-à-dire de valoriser une évolution « en interne » ou un projet futur « à l'extérieur »). Reste que, dans un contexte de surpopulation, les directions sont invitées à considérer l'acheminement vers la sortie et le dégagement de place comme une priorité. La relation entre le « plan de détention » et le « plan de réinsertion » appelle dès lors une meilleure problématisation dans les directives de l'administration.

Dans le même ordre d'idées, on constate qu'il y a très clairement des établissements qui sont présentés comme plus susceptibles que d'autres de mettre en œuvre ce type d'accompagnement pour leur population. En fonction de leur infrastructure, de leur capacité, du contexte social de la région, du profil de la population détenue, de sa mobilité etc., les directeurs se disent inégalement outillés.

L'investissement du détenu est également source de scepticisme en Wallonie. Le nombre de condamnés avec lesquels un plan de détention serait envisageable apparaîtrait limité. La grande vulnérabilité sociale de certains d'entre eux, leur « *paupérisation* », leur manque de ressources sont souvent présentés comme un frein important à une entrée volontaire dans un projet d'avenir, la vie ayant toujours été conçue au jour le jour<sup>80</sup>. Lorsqu'un projet d'avenir est tout de même avancé spontanément, il représenterait davantage la manifestation d'un conformisme institutionnel qu'une véritable aspiration personnelle : « *Beaucoup de projets sont purement formels, stéréotypés* » nous a-t-on dit. La volonté de certaines catégories de détenus de s'engager dans un plan de détention et un plan de reclassement est donc parfois très sérieusement mise en doute : « *beaucoup d'étrangers qui viennent ici pour du business n'ont rien à cirer du plan de détention, strictement rien à cirer. La prison est un passage obligé par rapport à un comportement qui est le leur et qui sera le leur ensuite, et puis terminé, point* »<sup>81</sup>. Enfin, comme le souligne un chef d'établissement, la dimension

---

<sup>80</sup> On renverra à cet égard aux analyses sociologiques actuelles relatives aux populations précaires, analyses qui, à la suite de R. Castel (1995), mettent en lumière la valorisation du moment présent, la difficulté de projection dans l'avenir, dans un contexte où les contraintes institutionnelles sont précisément celles de la projection, du projet ou du contrat (voir par exemple Hurtubise & Vatz Laaroussi, 2002 : 92).

<sup>81</sup> Ce point de vue rejoint l'hypothèse développée par D. Garland (1998 : 56) à propos de l'évolution contemporaine des figures délinquantes parmi lesquelles émerge le criminel « situationnel », c'est-à-dire un individu rationnel sans repère moral et qui agit selon un calcul de risques, risques parmi lesquels figure la sanction. On relèvera au passage combien cette figure est également proche de celle développée par G. Tarde à

« *parcours du combattant* » de la détention et de ses exigences croissantes ou encore, le flou des échéances en détention, peuvent également représenter un frein à l'engagement du détenu : « *Il y en a combien de détenus qui investissent dans un plan de reclassement ? A l'heure actuelle ? On constate quand même de plus en plus le réflexe de détenus qui consiste à dire "hé, c'est tellement compliqué qu'on va à fond de peine et puis on sort et on fait ce qui nous plait, hein" ».*

Des réserves sont également avancées quant au fait que la visibilité des ressources et des projets de chaque établissement est encore relativement faible, même pour le personnel de la prison voisine: formations, activités, régimes, système de visites, etc. sont disparates et peu visibles à l'extérieur<sup>82</sup>. Comment dès lors concevoir un parcours de détention tirant profit des ressources globales si l'on ne les connaît pas et si l'on est incapable d'identifier de manière transversale des détenus qui auraient des besoins similaires ? Des projets qui ont acquis aujourd'hui une bonne visibilité, comme le projet « drogues » à Ruiselede, le projet d'enseignement à Oudenaarde et les formations professionnelles à Hoogstraten constituent des exemples de la façon dont cela pourrait se dérouler. Ces projets semblent en effet connus dans les autres prisons et entre détenus.

Enfin, la dépendance par rapport aux ressources extérieures est systématiquement présentée, dans le sud du pays, comme l'obstacle sans doute le plus tangible à la réalisation actuelle de plans de détention avec les détenus. Ce n'est pas le cas au nord du pays en raison du fait que le plan stratégique "hulp- en dienstverlening aan gedetineerden", développé par la Communauté flamande, est implanté dans toutes les prisons. Le VDAB (Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding) assure une présence dans chaque prison de même que des coordinateurs de formation ou des accompagnateurs de parcours professionnel. Les acteurs externes ont pris place dans la prison. Ce sont plutôt la surpopulation et les sous-effectifs des services psychosociaux qui y sont considérés comme étant les obstacles majeurs au développement de plans de détention.

La préparation du détenu à la réinsertion ne peut en effet se réaliser sans l'aide d'acteurs extérieurs à la prison. Cette aide est indispensable, en premier lieu parce que c'est dans la communauté, à l'extérieur de la prison que le condamné est amené à se retrouver et qu'il y va de la responsabilité du tissu social de l'y reprendre. En second lieu, plus prosaïquement, parce que le secteur pénitentiaire ne dispose pas des ressources suffisantes pour assurer à lui seul la préparation de la réinsertion. Si l'arrivée (plus ou moins) récente des conseillers en réparation dans les murs a permis d'introduire de nouvelles perspectives de travail (notamment à l'égard de la victime), on constate que les établissements pénitentiaires restent relativement peu outillés pour cette mission.

Dans l'état actuel des choses, les services psychosociaux internes apparaissent indiscutablement inadéquats pour porter seuls ce projet à bout de bras. Tout d'abord, beaucoup de leur personnel est encore engagé dans le cadre de statuts précaires. On constate ensuite qu'il n'est pas en force égale dans tous les établissements : toutes les équipes ne fonctionnent pas au complet, certains connaissent un *turnover* de personnel très important,

---

la fin du 19<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il définit « la profession criminelle » où l'individu envisage la délinquance comme une carrière qui comporte ses pertes et profits (voir à ce sujet Debuyst *et al.*, 1998 : 306 *et ss*).

<sup>82</sup> On relèvera à cet égard, parmi d'autres initiatives locales, que le centre pénitentiaire école de Marneffe élabore annuellement un fascicule qui présente les formations dispensées dans l'établissement et leurs conditions d'accès. La coordination des services SPS a également élaboré un site intranet qui fait le point sur les diverses ressources des établissements. Ce site n'est cependant pas accessible au personnel extérieur aux SPS.



toutes n'ont pas la même charge de travail, toutes n'organisent pas non plus leur travail de la même façon. Ce qui, par contre, traverse l'ensemble des équipes SPS, c'est la transformation progressive de leur rôle qui fait que, depuis plus d'une dizaine d'années, les SPS ont davantage un rôle d'expertise qu'une véritable mission de suivi et d'accompagnement psychosocial. La rédaction de rapports d'évaluation à destination de la direction de l'établissement, du SCI ou du tribunal d'application des peines<sup>83</sup> occupe en effet la majeure partie de leur travail. Cette mission d'expertise ne nous semble pas nécessairement compatible avec l'esprit qui anime le projet de plan de détention et elle occupe de surcroît la majeure partie du temps des équipes. En outre, nous avons précédemment souligné que dans beaucoup de prisons (situation que certains professionnels déplorent vivement), compte tenu des différents paramètres que nous venons d'évoquer, le premier contact véritable avec le détenu ne s'opère qu'à partir du moment où il devient admissible aux premières sorties, c'est-à-dire les congés. Les exigences d'un plan de détention sont telles (plan qui, rappelons-le, doit être conçu dès l'arrivée en détention, après condamnation) qu'il faudrait donc nécessairement revoir en profondeur les méthodes de travail de la plupart des SPS<sup>84</sup> si l'on veut qu'ils s'y impliquent efficacement.

La dépendance avec le secteur externe est donc indéniable : secteur associatif, institutions diverses, groupements bénévoles, c'est-à-dire des collaborations qui, dans certains cas, appellent nécessairement une concertation entre le SPF Justice et les instances fédérées. On pouvait d'ailleurs lire en page 87 du rapport de la commission Dupont, que « *compte tenu de la diversité des matières abordés dans le plan de détention, il va de soi qu'il convient d'avoir recours à une équipe pluridisciplinaire. Mais étant donné aussi que nombre de ces matières relèvent directement des Communautés, il serait indiqué qu'une concertation constructive préalable ait lieu entre l'État (le Ministre de la Justice) et les Communautés afin de régler la coopération dans ces matières, de préférence par le biais d'un accord de coopération. A partir de là il sera possible de déterminer définitivement les personnes ou les services compétents pour l'établissement, l'adaptation et le suivi du plan de détention* »<sup>85</sup>. Les directeurs de prison néerlandophones soulignent ainsi l'importance du rôle joué par les accompagnateurs de parcours professionnel de la Communauté flamande qui, en accord avec le service psychosocial, peuvent développer les plans de détention. Des accords bien clairs doivent cependant être pris pour définir les rôles de chacun.

Alors que du côté néerlandophone du pays, le secteur apparaît relativement structuré et dynamique<sup>86</sup>, la collaboration entre les établissements pénitentiaires francophones et les instances financées par communauté française est davantage sujette à caution. Ainsi, il nous a souvent été répété que la difficulté de réunir une diversité d'acteurs « *qui ne sont pas sur la même longueur d'ondes* » ou qui « *favorisent des formes de clientélisme* » se révèle dans certains cas insurmontable. La dépendance des prisons à l'égard de ressources locales qui sont

---

<sup>83</sup> On observe ainsi une tendance à la multiplication des rapports de demandes d'expertises (en ce compris de la part des directeurs de prison), depuis la mise en place des tribunaux d'application des peines.

<sup>84</sup> Nous avons cependant rencontré quelques cas de figure où le travail des SPS internes est précisément organisé autour d'un projet de plan de détention. Mais ces expériences apparaissent isolées et dépendantes d'un contexte local particulièrement favorable.

<sup>85</sup> Rapport final de la commission loi de principes concernant l'administration pénitentiaire et le statut juridique des détenus, rapport fait au nom de la commission de la Justice par V. Decroly et T. Van Parys, Chambre, *Doc. Parl.* 1076/001, 2 février 2001, p. 87.

<sup>86</sup> Notamment par la mise en oeuvre du *Strategisch plan hulp- en dienstverlening aan gedetineerden*. Les directeurs de prison souligne l'importance du rôle des accompagnateurs de parcours professionnel de la Communauté flamande qui en accord avec le service psychosocial peuvent développer les plans de détention. Des accords bien clairs doivent cependant être pris pour définir les rôles de chacun.

parfois elle-même « *bricolées* » ne favoriserait pas particulièrement l'optimisme quant à la mise en œuvre de plans de détention. Il apparaît dès lors qu'un examen plus approfondi de cette problématique devra certainement prendre place dans les suites de notre recherche et que des rencontres avec des acteurs-clés devront être prévues à cet effet.

### *B) Eléments liés à l'infrastructure et l'organisation pénitentiaire*

Nous l'avons plusieurs fois souligné, la surpopulation crée un contexte dans lequel les transferts, s'ils sont compliqués, sont considérés comme indispensables. On dénombre dès lors une importante quantité de demandes de transferts collectifs faites au SCI par des directeurs « *en vue du désencombrement* » de leur établissement. De plus, si l'on ajoute à ce contexte endémique la nécessité d'envisager régulièrement des travaux dans les bâtiments (dont la vétusté de certains n'est plus à souligner), travaux qui ont pour effet de priver les établissements de cellules, de préaux ou d'autres infrastructures, on imagine facilement qu'une bonne partie de la population pénitentiaire finit par être relativement mobile et amenée à bouger souvent. Les travaux ne sont d'ailleurs pas seuls en cause dans les transferts pour raisons matérielles, car il faut y ajouter les cas où des situations de crise (dégradations de cellules, émeutes – comme récemment à Verviers) ou des accidents (incendies, comme ce fut le cas à Nivelles l'an dernier, dégradation du système technique de sécurité etc.) conduisent également à envisager des mouvements. Enfin, il importe de rappeler à nouveau les transferts liés à la sécurité de l'établissement, par exemple, lorsque l'on observe la création d'une dynamique collective entre détenus, lorsque la direction reçoit des informations (souvent par le parquet ou la police) quant à des événements qui sont en train de se préparer etc. Dans ce cas, après analyse de la situation, certaines décisions de transfèvements, isolés ou collectifs peuvent être prises aux fins de faire régner l'ordre ou de répondre aux demandes légitimes du personnel surveillant.

On remarquera que les cas où l'on doit procéder à des transferts collectifs représentent vraisemblablement les situations les plus difficiles à gérer pour les directions, mais aussi pour le SCI qui détient la mainmise sur la situation globale. Dans ces cas de figure, il est plus rare que l'on envisage des échanges avec d'autres établissements puisque le principe est le désencombrement et que par ailleurs, aucun d'entre eux ne peut assurer l'accueil simultané d'un nombre important de détenu. « *Dans ces cas-là* », nous dit une directrice, « *la seule chose qui nous intéresse, c'est de savoir où il y a des places disponibles pour accueillir nos condamnés* ». La répartition s'opère alors sur plusieurs établissements, modifiant dès lors la répartition générale de la population pénitentiaire de manière plus étendue.

Les effets des situations de désencombrement méritent que l'on s'y attarde un instant. Le caractère collectif et souvent urgent de l'éloignement d'un groupe de détenus dans le contexte de surpopulation, on le devine, rend extrêmement compliquée la désignation d'un établissement d'accueil pour tous les détenus concernés. Il apparaît dès lors nécessaire pour les directeurs locaux comme pour le SCI de réduire les exigences habituelles dans l'analyse des dossiers. Seuls les paramètres liés à la sécurité conserveront une dimension prioritaire, les autres critères étant examinés dans la mesure du possible. On constate donc que les transferts pour situation de désencombrement ou les transferts collectifs importants ont pour effet de désorganiser les équilibres auparavant envisagés par l'analyse qualitative des dossiers au cas par cas. Ainsi, des détenus qui avaient été orientés vers une prison pour des raisons liées à leur situation familiale, leur progrès en détention ou toute autre raison liée à leur parcours, se voient parfois dirigés vers un autre établissement sans que ces paramètres puissent nécessairement être conservés ni même examinés en détail. D'ailleurs, pour cette raison,

certain transferts s'opèrent dans l'idée de reprendre le détenu ultérieurement quand la situation sera plus favorable, favorisant un mouvement de *yoyo* peu confortable pour le détenu.

L'évaluation est donc rudimentaire même si, comme nous l'avons déjà souligné, la plupart du temps, on favorise le déplacement de détenus qui n'ont aucune attache dans la région et qui n'ont pas de visites, mais sans que ce critère soit systématiquement pris en compte de manière équivalente dans tous les établissements. D'ailleurs, « *quand ça déborde, il n'y a plus de règles* » nous a-t-on plusieurs fois répété. Il n'empêche que, même dans ces situations, une sélection est tout de même opérée et que l'on n'envoie pas les détenus tout à fait au hasard. Et comme les critères sont alors moins rationnels, la tentation est grande de se débarrasser au passage des « *indésirables* » dont nous avons parlé. Sans doute est-ce la raison pour laquelle la notion de « *loyauté* » est autant valorisée par les chefs d'établissement lorsqu'ils parlent de leurs relations réciproques à propos des envois de détenus. « *Se renvoyer la patate chaude* » est en effet plutôt mal vu, même si cela survient de temps en temps... On comprendra dès lors pourquoi il apparaît si difficile de maintenir, en Belgique, des établissements dont la vocation est d'accueillir un profil spécifique de détenus ou dont la destination est un tant soit peu cohérente. Nous nous trouvons ainsi face à une situation où la logique de système prend le pas sur la logique de projet de manière particulièrement écrasante et où le principe même d'un système élaboré de classification apparaît irréaliste à moins d'une réforme profonde des stratégies carcérales. On peut donc émettre l'hypothèse que, tant que le transfèrement représentera une modalité puissante de gestion interne des établissements pénitentiaires, le maintien d'un système de classification cohérent sera proprement impraticable.

\*

\*\*

Au terme de cet examen, les pratiques de classification en Belgique, malgré notre tentative de clarification, apparaissent relativement complexes, leurs motivations et leurs critères sont variables et soumis à de nombreux paramètres. Le nombre de facteurs qui les placent sous influence est en effet considérable. La surpopulation bien sûr, mais également, d'autres données : la pression implicite ou explicite du personnel et des syndicats pénitentiaires, la survenance d'événements imprévisibles ou la nécessité de travaux, l'activité des magistrats en amont, les effets de réputation des établissements et leur prétendue « attractivité », les caractéristiques économiques et sociales des lieux où sont construites les prisons, les contraintes architecturales, les problématiques linguistiques typiquement belges.... Cette situation se trouve compliquée par le manque d'outils de référence et le flou qui, d'une certaine manière, règne quant à la destination des établissements. Dans la partie francophone, outre les établissements ouverts, seules deux prisons semblent se distinguer de l'ensemble en ayant des attributions spécifiques: Ittre et Andenne<sup>87</sup>, prisons récentes auxquelles est apposé le label de « haute sécurité » en raison, notamment, de leur équipement technique plus sophistiqué. Ces deux établissements auraient également pour vocation d'accueillir des longues peines. Mais nous avons vu que ces deux critères ne sont pas nécessairement corrélés et que, quoi qu'il en soit de ces distinctions, les pratiques régulières de transfèrement reconfigurent sans cesse la répartition des détenus au départ d'autres variables, notamment comportementales. Presque toutes les prisons ont donc leur ratio de longues peines ou de détenus réputés problématiques. Les autres établissements se distinguent par d'autres caractéristiques, sans pour autant présenter un profil spécifique. Dans la partie néerlandophone

---

<sup>87</sup> La note du Ministre de la Justice présentant le « Masterplan 2008-2012 pour une infrastructure carcéral plus humaine » du 18 avril 2008 évoque d'ailleurs, en page 8 que, pour la partie francophone du pays, les « *détenus de risque* » seront amenés à Lantin, Ittre et Andenne.



du pays il en est de même : à l'exception des établissements ouverts, seules trois prisons se détachent comme ayant des attributions spécifiques. Tant Bruges que Hasselt, établissements récents, sont perçus comme des établissements de haute sécurité en raison de leurs moyens techniques sophistiqués pour assurer la sécurité. Ils sont dès lors également prédestinés pour le séjour des longues peines. La prison de Leuven-Centraal est quant à elle traditionnellement considérée comme un établissement pour longues peines, mais qui ne se distingue pas tant par son niveau de sécurité technique que par l'organisation de son régime porte-ouverte.

On l'aura compris, si chaque décision de classification se justifie au cas par cas, cette politique n'a pas pour effet de favoriser une orientation rationnelle des détenus au niveau de la population pénitentiaire envisagée dans son ensemble. Et si des paramètres « globaux » sont parfois envisagés, c'est exclusivement au départ de contraintes systémiques et non en raison d'un projet d'ensemble qui viserait, par exemple, à favoriser la progressivité des régimes ou la mise en oeuvre de plans de détention. La situation actuelle, telle que nous l'avons découverte dans les pratiques, est le produit d'un conflit permanent entre « logique d'établissement » et « logique d'ensemble », la première étant portée par les directions locales et la seconde étant davantage préservée par le SCI. On soulignera cependant que, malgré cette analyse pessimiste, d'un point de vue institutionnel<sup>88</sup>, le système fonctionne au jour le jour sans incidents majeurs et la situation semble, à quelques exceptions près, relativement bien maîtrisée. Il comporte cependant l'inconvénient de ne pas permettre la mise en oeuvre de projets à long terme et laisse à penser que le quotidien s'apparente à une gestion de crise dont on se serait accommodé mais que les détenus payent en partie à travers les transferts. Il importe donc de souligner que l'administration doit beaucoup à la capacité d'adaptation, de négociation et à l'aptitude au bricolage du personnel des établissements et du SCI, qui, chaque jour, compensent individuellement avec beaucoup d'ingéniosité les ratés d'un manque de vision globale et intégrée de la problématique.

---

<sup>88</sup> A cet égard, le point de vue des détenus s'avèrerait particulièrement éclairant.

## CHAPITRE 4. L'ORIENTATION DES DETENUS A L'INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES

Jusqu'à présent, nous avons principalement envisagé la classification au départ de sa conception légale originelle : celle de l'orientation, par le SCI, des condamnés définitifs vers un établissement pénitentiaire d'attache. Si le terme « classifier » signifie « répartir distribuer par classes, par catégories », on ne peut négliger le fait que, à l'intérieur des établissements pénitentiaires, les détenus font également l'objet de répartitions particulières et de classements fondés sur différents critères. Associées à l'idée de « régime », ces répartitions relèvent de la prérogative des chefs d'établissements, s'opèrent sur des modalités parfois très différentes d'une prison à l'autre et remplissent des fonctionnalités multiples. Ces classifications internes apparaissent d'autant plus importantes à traiter dans notre recherche que, nous avons pu le constater, elles permettent à beaucoup d'égards de compenser la défaillance d'une organisation plus générale de la classification entendue dans sa première acceptation. L'impact des distinctions de régimes qu'elles supposent est également extrêmement important, notamment pour la régulation des relations au sein des établissements pénitentiaires (Snacken, 2001). Nous verrons en outre que les ressources de chaque établissement sont très inégales pour opérer ces distinctions internes, en raison, par exemple, de leur conception architecturale, de leur capacité ou du profil de leur population. Dès lors, l'examen des pratiques de classification que nous entendons présenter ci-dessous envisagera l'orientation non plus *vers* les établissements pénitentiaires mais *dans* les établissements pénitentiaires.

### 1. Diversité des régimes en milieu pénitentiaire

La notion de régime pénitentiaire, nous l'avons déjà évoqué plusieurs fois, est directement liée à la classification. Car si un condamné est envoyé dans un établissement particulier, c'est en principe pour y subir une peine selon des modalités spécifiques. La détention peut en effet s'organiser de manières très différentes et poursuivre des finalités variées selon le lieu considéré. Le régime renvoie directement aux modalités d'organisation du quotidien du détenu, à la fois dans ses dimensions matérielles (type, lieu d'enfermement), relationnelles (contacts avec les autres détenus, visites etc.) occupationnelles (accès aux activités, aux formations etc.) et sécuritaires (modalité d'enfermement, types de contraintes, procédures disciplinaires). A cet égard, on remarque que la Belgique connaît divers niveaux de différenciation des régimes pénitentiaires. Il nous est impossible de les décrire ici en détail, mais nous allons tout de même spécifier les grands ordres de distinction opérés actuellement dans l'ensemble des établissements.

#### 1.1. Principales distinctions légales

Au niveau général, nous avons déjà identifié à plusieurs reprises la distinction majeure opérée entre détenus préventifs et détenus condamnés, envisagée à l'article 15 de la loi de principes. Les régimes auxquels sont soumis les détenus sont en effet très différents selon qu'ils appartiennent à l'une ou l'autre de ces deux catégories. On retiendra que le régime des prévenus est souvent considéré comme un régime plus rigide en raison de nombreuses restrictions liées aux exigences des enquêtes judiciaires et au caractère en principe limité de la durée de la détention (diminution des contacts, réduction de l'accès au travail etc.). Cette distinction conduit les établissements mixtes à séparer les prévenus des condamnés dans des espaces distincts. Nous avons cependant observé que cette exigence de séparation, figurant dans la loi de principes, est parfois interprétée de manière minimaliste voire pas du tout

respectée. La séparation, dans certains établissements, n'est en effet opérée qu'au niveau des cellules, les prévenus et les condamnés pouvant se trouver situés dans la même section et séjourner dans des cellules qui sont côte à côte. Des contacts sont donc possibles, en particulier lors des mouvements de détenus dans la section, mais également durant les activités et les moments de préau. Les prévenus sont invités à signer un document dans lequel ils renoncent au droit au régime séparé. S'ils ne signent pas ce document cela signifie, dans nombre d'établissements, que les prévenus concernés sont alors soumis au régime strict impliquant l'isolement. Des chefs d'établissement reconnaissent qu'ils tentent alors d'obtenir des prévenus la signature de ce document. Quant aux maisons d'arrêt qui ne sont pas combinées à des maisons de peine, la coexistence en cellule est parfois envisagée entre prévenus et condamnés, notamment lorsque l'on ne peut procéder à l'envoi immédiat d'un condamné définitif vers la maison de peine qui lui a été désignée. On devinera aisément la difficulté de maintenir une différenciation de régime entre individus qui séjournent dans un même espace de vie.

A un niveau tout aussi général, on observe également une différenciation très nette entre les modalités d'organisation pénitentiaire des lieux d'enfermement réservés aux femmes par rapport aux lieux accueillant des détenus masculins. Il faut avoir visité une section de détention réservée aux femmes pour saisir la différence « d'ambiance » qui y règne, comparativement aux sections masculines. Une grande activation y prévaut souvent, le régime ouvert est presque systématique et même la décoration des communs semble être plus soignée. Dans certains cas, la présence de nourrissons n'est pas pour rien dans cette atmosphère, que l'on perçoit souvent comme étant moins tendue, voire moins sécuritaire, même s'il peut y avoir des détenus soumises à des régimes plus restrictifs (parfois pour leur propre protection). On remarquera que, de toutes les prescriptions en matière de répartition interne des condamnés, c'est vraisemblablement cette séparation qui est la mieux respectée dans tous les établissements pénitentiaires. On n'envisage absolument pas de permettre, de quelque façon que ce soit, la mixité au sein des lieux de résidence, même s'il arrive que certaines activités culturelles ou sportives puisse se dérouler en présence d'hommes et de femmes. Il n'y a pas grand commentaire à faire à ce sujet, mais on s'interrogera tout de même sur l'évidence de ce critère qui paraît s'imposer sans discussion. Nous avons vu qu'une telle évidence ne s'impose aucunement lorsqu'il s'agit de mélanger des détenus comportant des problèmes psychiatriques avec d'autres détenus (en raison du surpeuplement des annexes) ou lorsqu'il s'agit de détenir des mineurs dessaisis au milieu d'adultes. Rien ne permet pourtant de penser que ces mélanges sont plus facilement gérables que le mélange des sexes. De telles réserves ne se posent d'ailleurs pas quant à la mixité du personnel où hommes et femmes peuvent indifféremment travailler dans toutes les sections.

On relèvera enfin une importante distinction dont nous avons déjà parlé, à savoir les diverses modalités de détention en établissement ouvert, semi-ouvert ou fermé, sur lesquelles nous ne reviendrons pas.

### *1.2. L'impact des contraintes locales*

Ces grandes distinctions étant tracées, on remarque que, à l'intérieur de celles-ci, la plupart des établissements connaissent des différenciations de régime fondées sur d'autres critères et dont l'organisation est laissée aux mains des directions locales. Tirant parti, la plupart du temps, de l'architecture des lieux et des possibles différenciations entre les espaces, les directions locales n'assignent pas les mêmes finalités à toutes les ailes, sections, ni à tous les niveaux de leurs bâtiments. C'est à propos de ce type d'organisation que l'on pourra

véritablement parler de « politiques locales » en termes de régime et nous pouvons dire, au terme de la rencontre avec la direction de presque tous les établissements francophones et néerlandophones, que les différences sont très importantes d'une prison à l'autre. On remarque ainsi, dans certains établissements, des sections ou des cellules qui sont réservées à l'exécution des mesures disciplinaires, à la protection des détenus, aux travailleurs, à l'isolement des détenus condamnés pour des faits de mœurs, aux usagers de drogues, aux personnes souffrant d'un handicap mental ou à des personnes désignées comme psychopathes. L'établissement de Jamioulx avait quant à lui pendant quelques temps réservé une section de la prison afin de permettre à des détenus de s'engager dans un processus de plan de détention. Cette expérience ne put être maintenue en raison de l'impossibilité de contrôler les flux de population. Par ailleurs, les prisons organisent différentes modalités d'enfermement (les cellules accueillant les détenus en solo, en duo, en trio, voire davantage). Cet enfermement peut d'ailleurs être plus ou moins intensif selon le temps journalier durant lequel la porte de la cellule est maintenue fermée et l'accès à des espaces communs est autorisé. Le nombre d'heures passées en cellule diffère donc sensiblement d'un régime à l'autre.

Assigner un détenu à un établissement particulier est donc de nature à influencer considérablement sa détention : être détenu à Lantin n'est vraiment pas la même chose que séjourner à Dinant. Pourtant, on remarque qu'il est relativement rare que ces modalités d'organisation locales constituent une variable prioritaire pour la classification initiale ou pour le transfert des détenus. On classe rarement un condamné dans un établissement parce que celui-ci comporte une section ouverte ou un régime particulier pour les travailleurs. Pourtant, lorsque surviennent des transferts, les changements liés aux différences de régimes internes peuvent parfois s'avérer très problématiques pour certains détenus.

Mais si cette organisation est envisagée avant tout comme un projet interne répondant à des conceptions ou des exigences locales, on gardera à l'esprit l'éventualité de pressions externes sur ces régimes particuliers, comme celles que nous avons déjà évoquées à propos de la surpopulation. Différencier des régimes au sein d'un établissement demande en effet des ressources, dont la plus importante est évidemment la place disponible. Il arrivera donc souvent que des pressions implicites soient exercées afin d'admettre une surpopulation propre à désorganiser en partie une structuration interne de l'établissement parfois savamment élaborée. Nous n'avons donc pas perçu les différenciations de régimes comme des acquis immuables.

Tout comme les classifications initiales, les politiques de régime sont soumises à des contraintes. Au moins trois d'entre elles nous intéressent. La première de ces contraintes est incontestablement la morphologie de l'établissement. L'organisation d'une prison susceptible d'accueillir plus de 700 détenus ou d'en recevoir une trentaine, d'une prison en étoile de type Dupétilaux ou d'une prison en un seul bloc, d'une prison organisée en sections et niveaux distincts ou étagés avec un patio central renvoie à des pratiques très différenciées. L'âge du bâtiment, qui détermine d'ailleurs souvent la qualité de ses équipements, les travaux qui y ont été effectués, la situation géographique supposent également des potentialités diverses<sup>89</sup>.

---

<sup>89</sup> Ainsi, à la prison de Huy, la salle de visite a une capacité très limitée, c'est également le cas à Anvers où il n'y a que 4 tables pour une population de 700 détenus environ. A Andenne, prison pourtant relativement récente, aucune salle de sport n'a été prévue et c'est une buanderie qui fait office de gymnase, à Arlon, l'espace est insuffisant pour développer du travail en atelier etc. On dénombre également quantité de salles « polyvalentes », ce qui suppose un aménagement continu en vue d'assurer les diverses activités quotidiennes qui y sont proposées. Toutes ces contraintes matérielles, parfois compensées par d'autres ressources, supposent des modalités particulières d'organisation (pour les détenus, pour le personnel, pour les familles...) et influent de ce fait sur les régimes proposés.

Ainsi, certains directeurs de petits établissements nous ont expliqué qu'au niveau de la population détenue, il leur est parfois impossible d'avoir une « *masse critique* » suffisante pour organiser des régimes différenciés ou offrir des programmes variés accueillant plus que quelques condamnés. Et cela peut être tout à fait dommageable car dans le cadre de certaines activités organisées par des services extérieurs, un nombre minimal de détenu est requis afin que le projet soit financé. Nous avons par ailleurs rencontré le directeur d'un petit établissement qui regrettait ne pouvoir, pour des raisons purement logistiques, proposer aux condamnés à de longues peines séjournant chez lui des modalités de régime plus variées. Ainsi à propos d'un détenu maintenu dans sa prison pour des raisons familiales, il nous confiait:

*« C'est quelqu'un qui va facilement vivre ici 10 – 12 ans avant sa libération, et dans une petite structure comme celle-ci, c'est assez... ça crée pas mal de dégâts. Etre tout le temps dans le même contexte, très réduit comme ça, sans beaucoup de possibilités de changer de quartier, d'aller vivre une autre vie dans un autre quartier qui est équipé autrement etc., c'est tout le temps être dans le même jus. Ce n'est pas souhaitable, à mon sens. Mais lui, la priorité c'est ses enfants, donc, voilà, c'est comme ça ».*

La deuxième contrainte résulte quand à elle de l'impact des ressources externes à l'établissement pénitentiaire sur ses moyens et son fonctionnement interne. Ces ressources sont d'ailleurs en grande partie liées à la situation géographique et aux caractéristiques économique et sociale de la région d'implantation de la prison. Nous avons déjà plusieurs fois évoqué la question des transports et des possibilités d'accès à l'établissement, mais le rapport du dedans/dehors va bien au-delà de ce problème. Le fonctionnement d'une prison est en effet tributaire d'une multiplicité de variables externes : sa situation en milieu urbain ou rural, le dynamisme des entreprises locales (il détermine en partie l'offre interne de travail, les éventuelles concurrences sur l'attribution de marchés aux prisons etc.) ; l'attitude des élus locaux (nous avons eu connaissance d'une situation où un bourgmestre fait systématiquement obstacle à l'intervention des services sociaux communaux au sein de la prison, au motif que la plupart des détenus ne sont pas issus de la région....), la vitalité du secteur institutionnel, associatif ou bénévole qui peut intervenir à l'égard des détenus, la disponibilité du secteur hospitalier et la diligence des services de police pour les interventions d'urgence et les situations grèves etc. Comme le démontre Ph. Combessie à travers son ouvrage, une prison ne peut s'envisager comme une structure isolée. On observe, bien plus qu'on ne l'imagine, une porosité des murs entre la prison et le monde extérieur, un « double mouvement d'ouverture et de fermeture » qui fait que l'organisation interne d'un établissement est très largement soumise à l'environnement dans lequel il se situe (Combessie, 1996 : 94). De par l'application du plan stratégique “hulp- en dienstverlening” dans les prisons flamandes, le monde extérieur est plus systématiquement impliqué pour travailler intra muros. On rencontre quelques exemples de cette implication intra muros comme la collaboration entre des bibliothèques locales et les bibliothèques pénitentiaires, l'organisation de tournois sportifs avec des équipes externes, des festivals d'été organisés en partie dans la prison, etc.

La troisième contrainte est moins facilement objectivable. Elle renvoie à la structuration de la population détenue au sein du bâtiment par rapport à des variables d'âge, de longueur de peine, mais aussi de comportements. Organiser certaines différenciations de régimes avec un public qui connaît un *turnover* important ou qui rencontre toute une série de difficultés comportementales est en effet plus compliqué qu'avec une population ayant un minimum de stabilité. Dès lors, diriger un établissement qui n'accueillerait que des peines très courtes ou, au contraire, des peines très longues, qui n'accueillerait que des détenus dits

« problématiques » ou au contraire des personnes triées sur le volet demanderait des modalités d'organisation tout à fait différentes. Pour l'instant, la question ne se pose pas encore de manière très brûlante, dans la mesure où, dans la plupart des établissements, le panachage est de rigueur. On remarque d'ailleurs qu'en l'absence de classification cohérente favorisant l'homogénéité des publics, beaucoup de ces organisations internes se déroulent « à l'aveugle » (on ne sait pas de quoi sera composée la population du lendemain) à l'égard de publics disparates ou, à tout le moins, s'en tiennent à des variables minimales telles la distinction des travailleurs et des non travailleurs ou la création de sections disciplinaires.

Enfin, il est à noter que l'organisation de régimes différents au sein d'un même établissement conduit le personnel à devoir faire preuve de souplesse et d'adaptabilité. A moins, comme seules les grandes prisons peuvent se le permettre, d'affecter un personnel spécifique à chaque aile, niveau ou section, la plupart des agents doivent être polyvalents et intervenir partout dans la prison. Organiser les mouvements de détenus, tenir compte d'une diversité d'exigences dans l'organisation quotidienne, retenir les contraintes propres à chaque régime etc. est évidemment plus compliqué et moins confortable qu'une routine sécurisante qui supposerait que tous les détenus soient soumis au même régime. L'organisation du travail des agents est donc partiellement dépendante de la notion de régime et c'est sans doute une des raisons pour laquelle il existe de leur part une résistance au changement et une diversité de représentations quant à la pénibilité du travail dans les diverses prisons du pays.

## **2. Le principe de progressivité**

Dans la plupart des établissements fermés que nous avons visités et qui opèrent des distinctions internes de régime, le principe est celui de la progressivité. Après une phase d'observation (dont la durée varie d'un lieu à l'autre<sup>90</sup>), le détenu est orienté vers le régime qui lui convient le mieux, sachant que celui-ci peut évoluer vers un relatif assouplissement et vers des conditions de détention plus favorables. L'évaluation se déroule le plus souvent sur la base de critères comportementaux, en relation avec les règles sociales élémentaires (respect des autres, hygiène etc.)<sup>91</sup>. Elle est opérée par le chef d'établissement, en concertation avec les assistants pénitentiaires et ne fait pas l'objet d'un protocole d'évaluation particulier. D'un enfermement cellulaire maximal où le détenu a peu d'activités et reste en cellule presque toute la journée (à l'exception des heures réglementaires de préaux, de visites, de douches etc.), le condamné peut évoluer vers un régime où la porte est ouverte pendant certaines heures, où des activités individuelles et collectives peuvent rythmer sa journée et où il jouit d'une relative indépendance dans l'organisation de son quotidien. On observe donc des régimes fermés, ouverts et semi-ouverts dans bon nombre d'établissements. L'attribution au détenu d'un régime plus souple est la plupart du temps liée au statut de travailleur. La progressivité, qui constitue souvent l'un des piliers de la classification des détenus (comme par exemple, dans le système canadien que nous avons étudié), est donc ici envisagée au sein même de l'établissement, ce qui compense en partie le fait que le parc pénitentiaire belge actuel ne

---

<sup>90</sup> Dans certains établissements, cette observation se déroule dans une section de la prison réservée à cet effet. On notera que, lorsque la personne était déjà détenue préventivement dans l'établissement, une phase d'observation ne s'avère pas toujours nécessaire.

<sup>91</sup> On remarquera tout particulièrement que, dans certains vieux établissements qui comportent des sections en état de délabrement (comme par exemple, la maison d'arrêt de Forest dont une aile, datant de 1910, n'a pas encore fait l'objet d'aménagements substantiels), on organise le régime semi-ouvert, réservé aux travailleurs, dans les lieux les plus vétustes. L'absence de toilette et de confort est ainsi en partie compensée par le fait de pouvoir disposer de sanitaires dans les espaces communs ou dans les ateliers et de pouvoir prendre ses repas en dehors de la cellule.

permet pas une mise en œuvre optimale d'un régime progressif d'établissement à établissement. Un tel parcours de détention n'est cependant pas concevable dans toutes les prisons pour les raisons que nous avons évoquées et au sujet de l'organisation interne, on peut presque dire sans se tromper que, en Belgique, aucune prison n'est semblable à une autre. L'application de la progressivité est dès lors différente d'une prison à l'autre. Dans certaines prisons le régime est identique pour tout le monde, et il ne peut donc être question de progressivité. Dans d'autres, une période d'observation est établie après laquelle le détenu peut accéder à un régime plus ouvert s'il se situe en haut de la liste d'attente pour « l'aile des travailleurs ». Dans d'autres encore, il y a davantage de différenciation entre régimes fermés et ouverts et le détenu peut être dirigé vers une section ouverte en fonction de son bon comportement.

Le *turnover* des détenus pose quant à lui une série de problèmes pour la mise en œuvre d'un tel régime. La progressivité s'envisage dès lors différemment à l'égard des courtes ou des longues peines. Mais, même en restant attentif à ce paramètre, certains choix restent difficiles : ainsi, quelle décision prendre lorsque des détenus attendent depuis quelques temps que se libère pour eux une place dans le régime « ouvert » et qu'arrive par transfert quelqu'un qui bénéficiait d'un tel régime dans sa prison d'origine ? Choisit-on d'accéder à la demande de ceux qui attendent leur tour au détriment de la cohérence de la trajectoire du nouveau venu ou, au contraire, favorise-t-on cette cohérence au risque de blesser le sentiment d'équité et de décourager tout effort de la part des détenus en attente ? A nouveau, la surpopulation est à l'origine du problème : pour bénéficier d'un régime spécifique, avoir le profil n'est pas suffisant, il faut qu'une place s'y libère. La solution la plus fréquemment envisagée à l'heure actuelle est le système de liste d'attente pour l'accès à ces sections, mais il présente des limites évidentes et conduit, comme au sujet des établissements, à considérer que certains régimes sont attractifs et que les places y sont « chères ». Au niveau gestionnaire, compte tenu de l'afflux de demandes, la tentation est grande de faire « dégringoler » quelqu'un d'un régime favorable au moindre incident, sachant que beaucoup de candidats convoitent cette place et que cette solution est la plus simple pour maintenir un minimum d'ordre dans les sections ouvertes. Un curieux mélange entre des considérations pragmatiques et l'idée de « mérite » préside à ce type de décisions. Il serait dès lors intéressant d'étudier la stabilité existant au sein des diverses modalités internes de régime progressif et d'étudier les paramètres favorisant le maintien dans les sections les plus ouvertes. Nous avons cependant découvert que dans un établissement comme Jamioulx, l'accès d'un détenu au régime ouvert est négocié dans le cadre des organes de concertation mis en place en conformité à la loi de principes. Malgré les éventuelles dérives « ostraciste » de cette formule, elle permet à la collectivité de détenus qui doit accueillir un nouveau venu dans une dynamique communautaire de préparer sa venue et de parer aux éventuelles difficultés d'intégration.

### **3. L'attribution d'une cellule**

Au-delà de la question des régimes, la répartition des détenus en cellule est également une étape importante, soigneusement élaborée sur le terrain par les assistants pénitentiaires. A nouveau, tout dépend de l'infrastructure disponible, mais la plupart du temps, dans le cadre d'un enfermement collectif, il faut pouvoir décider qui est à même de partager sa cellule avec qui, sans que la cohabitation dans un tel contexte de promiscuité soit invivable et génératrice d'incidents. Pour cette répartition opérée au cas par cas, diverses considérations rentrent en ligne de compte. La manière dont les agents ont pu percevoir le comportement du détenu est certainement la plus importante, mais il est également fait attention à d'autres paramètres tels le fait d'être fumeur ou non, de parler la même langue ou de pouvoir se comprendre, de



partager une même religion, d'être de la même famille, d'avoir une même nationalité ou de ne pas avoir été complice dans une même affaire. L'âge et l'état de santé peuvent également être pris en considération tout comme, mais c'est une évidence, le fait de ne pas s'être illustré ensemble dans des incidents problématiques en détention. Le type de délit peut constituer également un critère, certainement en cas de faits de mœurs. Enfin, la résistance du détenu est prise en compte lorsque l'on doit placer quelqu'un en cellule avec un autre détenu. L'on opte pour la moindre résistance ou comme le formule un directeur "*We stoppen die persoon dan meestal bij een brave die toch niets durft zeggen*". On remarque que, dans la mesure du possible, on accède aux demandes des détenus lorsque certains veulent séjourner ensemble<sup>92</sup>, mais l'on examine toujours plus attentivement, dans ce cas, le paramètre de sécurité et de risque de collusion. Certains établissements ont quant à eux instauré un système de roulement (lié, notamment, à l'accès au travail ou à diverses activités) qui suppose un changement régulier de cellule, ce qui conduit les détenus à ne pas rester longtemps au même endroit et avec le même co-détenu. In Nederlandstalige gevangenissen lijkt dit circulatiesysteem niet te bestaan.

L'attribution d'une cellule individuelle, pour les établissements où cela n'est pas la règle générale, reste quant à elle une question complexe. Outre les situations qui le requièrent impérativement comme les cas de quarantaine (le jour où nous avons été à Forest, un détenu avait dû être isolé car il avait contracté la gale), la notion d'isolement fait l'objet de diverses appréciations. Dans un contexte de surpopulation qui oblige parfois à organiser des trios dans des cellules conçues au départ pour accueillir une seule personne, l'enfermement monocellulaire est généralement considéré comme un privilège même si il y aura toujours des détenus qui préféreront la compagnie. La formule est également préférée par les agents car la gestion des cellules communautaires apparaît plus compliquée et génératrice d'ennuis. En raison de l'afflux de demande de solos, certains établissements ont donc constitué une liste d'attente<sup>93</sup>. D'une manière générale, nous avons constaté une tendance à réserver, lorsque c'est matériellement possible, les cellules individuelles à des longues peines, de manière à permettre au condamné de s'installer dans sa cellule et d'envisager sa détention avec un minimum de stabilité. On remarquera par exemple qu'à la maison de peine de Lantin, les détenus sont répartis en trois catégories selon la longueur de leur peine et que ce sont les détenus amenés à séjourner longtemps dans l'établissement qui bénéficient des cellules individuelles disponibles.

#### **4. Les exigences disciplinaires**

Même si cette thématique n'est pas en lien direct avec la question de la classification, il nous apparaît important de mentionner que les divers établissements que nous avons visités ne s'organisent pas de la même façon concernant l'application des sanctions disciplinaires. Certaines prisons n'ont aucune organisation spécifique à ce sujet mais la plupart ont un quartier spécialement affecté à l'emprisonnement des personnes qui, pendant leur détention, font l'objet des sanctions disciplinaires prévues par la loi de principes aux articles 132 à 142. L'isolement en cellule suppose en effet, par définition, un enfermement en solo. Le placement en cellule de punition (ce que l'on dénomme plus prosaïquement le « cachot » ou

<sup>92</sup> Il s'agit d'un des rares cas de figure où l'on prend en compte de manière positive les liens que le détenu a tissés avec d'autres individus pendant sa détention. D'une manière générale, ce lien est plutôt appréhendé à travers la notion péjorative de « complicité » dans l'examen de contre-indications lors des transferts ou des placements. Or, il y a tout lieu de croire que dans certains cas de transferts, se perdent parfois les bénéfices des liens positifs instaurés par le condamné avec des codétenus, mais également avec des membres du personnel ou de la direction.

<sup>93</sup> C'est-à-dire un troisième niveau de liste d'attente après celles qui sont constituées pour l'envoi vers les établissements et l'orientation vers un régime spécifique.



la « cellule nue » dont le mobilier est réduit et scellé aux murs et au sol) est quant à lui directement réalisé dans la cellule prévue à cet effet qui d'ailleurs, historiquement, a toujours représenté un lieu à part au sein des prisons. A cet égard, on retiendra l'expérience particulière de la prison de Dinant qui, en raison de son infrastructure, n'a pas de cellule affectée à des fins disciplinaires et qui, « *dans les rares cas où le placement en cellule de punition s'avère nécessaire* », fait usage d'une cellule normale ou transfère le détenu vers un autre établissement.

## 5. La protection des détenus

La notion de sécurité en milieu carcéral implique aussi, nous l'avons vu, la mise en œuvre de stratégies spécifiques de protection des détenus. Parmi ces stratégies, vient immédiatement à l'esprit la séparation ou l'isolement des détenus menacés ou harcelés par d'autres, isolement qui peut durer pendant des périodes plus ou moins longues (sinon pendant toute la durée de la détention). Divers cas de figure se posent. Généralement, on n'observe pas de tendance à envisager comme une catégorie homogène les personnes à protéger qui font l'objet de racket, de pressions, de menaces ou d'agression de la part d'autres détenus en raison de dettes, de leur qualité d'informateur ou de différends de toute sortes. Leur situation –et leur protection– sont généralement envisagées au cas par cas. Il n'en va pas de même pour les condamnés qui subissent le harcèlement, les menaces et surtout, les coups et blessures des autres détenus en raison de la nature sexuelle de leur délit. On considère généralement cette situation comme une problématique à part entière qui appelle un positionnement spécifique et tranché. Les directions d'établissement que nous avons rencontrées ont toutes un avis par rapport à cette « catégorie » particulière de condamnés que les détenus appellent entre eux les « *pointeurs* ». Cet avis tranché renvoie à une question invariablement posée sur le terrain: « *pour ou contre l'isolement des délinquants sexuels en détention ?* ». Nous avons ainsi rencontré quelques chefs d'établissement en Wallonie et presque tous les chefs d'établissement en Flandre qui n'opèrent aucune forme de séparation des délinquants sexuels par rapport aux autres détenus et n'envisagent aucune stratégie particulière à cet égard. Un directeur nous dira par exemple :

*« Je ne dis pas que c'est impeccable tous les jours chez nous, mais on n'est pas dans le scénario de certains établissements où ils sont carrément dans un quartier isolé où ils sont carrément accompagnés systématiquement lors des mouvements etc. Moi j'essaye de casser cela. Pour qu'ils soient mélangés avec les autres, confrontés et qu'il n'y ait pas de crainte exagérée de la part de ce type de condamnés-là, ni de besoin de rendre la justice pour les autres ».*

Il n'en demeure pas moins qu'il importe de rapporter ce type d'option au profil des établissements qui les envisagent : nombre de détenus étiquetés comme tel, profil du public qui compose la majeure partie de la prison, taille de l'établissement, type d'infrastructure etc.

Pour le reste, sur le terrain, la protection des détenus prend des formes très diversifiées. Dans la partie francophone ça prend ces formes: relégation de tous les détenus à protéger ou de tous les condamnés pour des faits de mœurs dans une section particulière de la prison, encadrement des activités hors cellule et affectation d'un quartier spécial à cet effet, accompagnement des détenus dans leurs déplacements (ce qui renvoie à l'ancien « *régime accompagné* »), regroupement en cellule (voire en dortoirs) des détenus connaissant un même problème, organisation de préaux particuliers etc. Nous avons même rencontré des établissements dans lesquels aucun détenu de ce type n'était présent parce que la direction considère que l'infrastructure « *est inadaptée aux exigences de protection de ce type*

*particulier de délinquant, ce qui ne leur permet pas d'avoir un régime normal* ». Dans le nord du pays, cela se limite au regroupement des délinquants sexuels et au conseil donné à ceux-ci de ne garder en cellule aucun document officiel faisant état de leur délit.

Le rapport de recherche réalisé en 1999-2000 par l'ULB et la VUB sur la problématique de la violence en prison est à cet égard tout à fait intéressant (Beghin *et al.*, 2000 : 202-212 ; voir également Snacken, 2005). On y découvre que, dans 11 prisons étudiées à ce sujet, les stratégies diffèrent très sensiblement. Trois établissements envisageaient une politique « d'intégration » des délinquants sexuels en les dispersant au sein de la population détenue dans diverses modalités de régimes et divers lieux d'enfermement, cela, avec une attention toute particulière à leur situation. Dans un autre établissement, les délinquants sexuels étaient envoyés dans une section « réputée plus calme » accueillant déjà d'autres détenus. Dans une autre prison, ils étaient orientés vers des cellules individuelles ou placés en duos entre eux. Ailleurs, des distinctions étaient opérées au sein même du groupe des délinquants sexuels : seuls certains d'entre eux avaient accès à un régime particulier de protection en fonction des besoins évalués par le directeur. Un établissement pratiquait quant à lui un isolement des délinquants sexuels directement lié à une prise en charge spécifique au niveau thérapeutique. Le rapport remarquait également une concentration beaucoup plus importante de ce public dans certains établissements alors que d'autres n'accueillaient presque pas de délinquants sexuels. Pour notre part, nous avons constaté, que l'envoi des délinquants sexuels vers le milieu ouvert semblait particulièrement favorisé. On notera enfin, que, comme nous l'avons déjà avancé précédemment, les délinquants sexuels bénéficient d'un capital de confiance relativement important de la part du personnel et de la direction, ce qui les conduit souvent à occuper des postes de servants ou des postes de travail à responsabilité. Le rapport de recherche que nous venons d'évoquer souligne cependant le risque que peut comporter cette pratique : contribuer au renforcement du ressentiment existant à l'égard de ce public de la part des autres détenus et donc multiplier les effets de violence à leur rencontre (Beghin *et al.*, 2000, : 204).

Les formules envisagées, on le remarque, apparaissent donc variées. Dans les entretiens que nous avons réalisés, un certain nombre de directeurs nous ont fait part de la difficulté de se positionner par rapport à cette problématique et de l'ambivalence de leur pratique. Les directeurs sont généralement soucieux de ne pas stigmatiser davantage les délinquants sexuels, ou de ne pas créer des ghettos, par la création de sections spécifiques. Ils accèdent tout de même souvent aux demandes pressantes des détenus menacés qui réclament que soient prises à leur égard des mesures de protection particulières contribuant à leur isolement. Certains régimes de protection sont donc envisagés « à la demande » et à défaut d'avoir d'autres solutions à proposer. Mais dans un tel contexte, la volonté du détenu acquiert un statut tout à fait particulier qu'il y a lieu de considérer avec la plus grande des prudenances, notamment en raison de l'état de dépendance que ces régimes peuvent instaurer. La prudence sera d'autant plus de rigueur qu'il est extrêmement difficile d'objectiver réellement les situations de menaces en raison de la peur, de la loi du silence ou des éventuelles pressions qui représentent le lot quotidien de nombreux détenus.

## **6. La gestion de l'usage de drogues**

La réserve et l'ambivalence qui accompagne la thématique de la délinquance sexuelle trouvent écho dans le domaine de l'usage de drogues, problématique présente à des degrés variables dans toutes les prisons du pays. Lors de nos entretiens avec des chefs d'établissements, nous avons rencontré deux types de discours qui se distinguent très

nettement et qui renvoient aux diverses pratiques envisagées à cet égard. Bien sûr, tout le monde considère qu'il s'agit d'un problème majeur dont les effets sont considérables sur la vie carcérale et l'organisation du travail. Mais la manière de faire face à ce problème, à nouveau, n'est pas partout identique<sup>94</sup>.

D'un côté, on rencontre des chefs d'établissement pour qui la toxicomanie est considérée comme un problème qu'il s'agit de « *prendre à bras le corps* » malgré son caractère massif et endémique. Certains détenus peuvent encore être « *protégés* », « *tenus à l'écart de ce fléau* », voire être aidés dans leur projet de décrochage. On envisage aussi une surveillance plus intense, une gestion spécifique des consommateurs lourds. Parfois, l'option est minimale et elle consiste seulement à réserver une section aux détenus reconnus « *toxicomanes* ». Parfois, des expériences d'envergure sont menées à ce sujet, dont celle, par exemple, de la section « *drug free* » de la prison de Verviers (Marneffe a pour l'instant un projet similaire en cours d'élaboration), ou celle de la prison de Ruiselede où depuis quelques années le « *believe-project* » permet à des ex-usagers de drogues de suivre une thérapie pour pouvoir maintenir leur abstinence ultérieurement après la sortie (les détenus qui participent à ce projet ne sont pas dans une section à part mais l'organisation de leur vie quotidienne est différente).

D'un autre côté, l'usage de drogues est vu comme un problème insoluble pour lequel toutes les expériences tentées par le passé se sont avérées décevantes. L'option est alors celle du pragmatisme (quand ce n'est pas le découragement...) et de la gestion au cas par cas, tant au niveau disciplinaire que thérapeutique. De ce point de vue, l'isolement ou la séparation des usagers n'est pas envisagée, seule est prise en compte la réduction des risques au niveau sanitaire et sécuritaire. On remarquera toutefois que, dans la plupart des établissements, des intervenants extérieurs spécialisés assurent une guidance ou un suivi des usagers de drogues qui en sont demandeurs.

\*

\*\*

Nous avons mis en relation l'examen des modalités internes de répartition des détenus à l'intérieur même des prisons avec la notion de classification pénitentiaire initiale, c'est-à-dire la sélection d'une prison d'attache. La répartition interne est en effet une autre forme de classification, pour majeure partie non légale, mais qui a pour effet d'organiser les détenus en différents groupes et de moduler considérablement leur détention. La classification apparaît donc comme un processus composite qui combine deux niveaux d'orientation des détenus, *vers* et *dans* les établissements pénitentiaires. Les envois initiaux vers les établissements répondent à une pluralité d'exigences, les orientations internes sont quant à elles directement liées aux offres de régimes (qui s'organisent, nous l'avons vu, de façon très hétérogène). Envisager la classification et le processus qui y conduit oblige donc à appréhender plusieurs niveaux de rationalité décisionnelle.

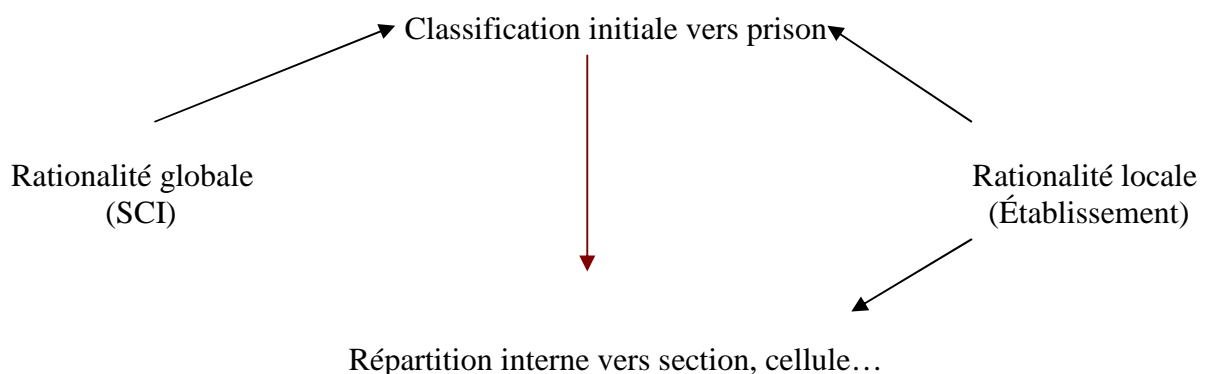
Le schéma ci-dessous permet de comprendre l'ensemble des logiques qui sont amenées à se croiser lorsque la décision de placement d'un détenu *vers* et *dans* un établissement est opérée. Les flèches traduisent les relations d'influence qui s'opèrent à chaque niveau. Intervient tout d'abord une décision initiale de classification dans un établissement particulier. Cette décision opère, à un premier niveau, un compromis entre des exigences globales propres au

---

<sup>94</sup> Nous ne parlons évidemment pas ici des détenus qui sont impliqués dans des faits de vente de stupéfiants (même si ce sont souvent aussi des usagers). Lorsqu'une vente ou un échange est constaté, la procédure est standardisée: saisie du produit, transmission de l'information au parquet, sanction disciplinaire etc.

fonctionnement de l'ensemble du parc pénitentiaire (dont le SCI est le garant) mais est également tributaire des raisonnements qu'opèrent les directions au niveau local en fonction de leurs propres intérêts ou contraintes. A un second niveau, une répartition des détenus est opérée au sein des établissements qui leur ont été désignés, mais, à l'exception de quelques contraintes légales, cette répartition tient compte exclusivement des impératifs définis au niveau local.

Chacun de ces niveaux décisionnels est quant à lui soumis à un ensemble de contraintes. Au stade de la classification initiale, les choix sont dictés par une combinaison d'impératifs liés à la surpopulation, mais aussi à une série de variables propres au détenu (ancrage, langue, nationalité...) et au fonctionnement des établissements. Cette classification initiale est quant à elle souvent redéfinie par les exigences des prisons locales qui, par leurs politiques de transferts et d'échanges font prévaloir d'autres impératifs (dont la gestion disciplinaire) et modifient la répartition élaborée auparavant. Au stade de la répartition interne, interviennent des contraintes liées à la surpopulation, mais aussi des exigences propres à la sécurité interne et aux besoins des détenus. Ces besoins, à ce stade, sont envisagés dans une perspective évolutive.



La classification est donc, nous l'avons déjà souligné, en tension entre le global et le local, combine les intérêts individuels et les intérêts collectifs et est piloté par une multiplicité de décideurs, les chefs d'établissements et les fonctionnaires du SCI. Elle est également soumise à la pression implicite de différents acteurs : le personnel mais également les détenus, leur famille etc. On observe aussi des manières de raisonner propres à chaque type d'établissement : maison de peine ou maison d'arrêt, établissements mixtes, grands établissements, petits établissements, tous ne font pas valoir les mêmes impératifs.

## **CHAPITRE 5. DISCUSSION : LA CLASSIFICATION PENITENTIAIRE EN BELGIQUE ET LE REGNE DE L'IMPLICITE**

L'examen détaillé des pratiques de terrain en matière de classification, nous a permis de retenir, à titre de premières conclusions, *cinq thématiques* qui devraient permettre d'envisager des propositions concrètes à mettre en discussion avec les professionnels de la DGEPI.

### **1. Des objectifs généraux insuffisamment définis**

Le premier constat qui s'impose d'emblée au terme de notre analyse, est le flou normatif et réglementaire qui continue de s'imposer en Belgique dans le domaine de la classification, malgré les efforts fournis en la matière. Certes, des règles existent au niveau international et national pour guider l'orientation de certaines catégories de détenus vers l'un ou l'autre type d'établissement ou vers l'un ou l'autre type de régime. Mais en dehors de ces quelques lignes directrices, on ne dispose pas de véritables consignes d'envergure permettant de fixer des priorités ou de hiérarchiser les critères d'appréciation lorsque cela s'avère nécessaire. Pour l'instant, ce qui nous semble le plus problématique est que les buts attendus de la classification, pour le système belge n'apparaissent nulle part définis de manière claire. Or, nous avons vu que la classification peut poursuivre une multiplicité d'objectifs qui parfois, rentrent en concurrence. On peut dès lors se demander comment concevoir un système cohérent et satisfaisant, si l'on évolue dans le flou quant à ses priorités. La fixation d'objectifs de la classification, à l'inverse de ses modalités concrètes, ne fait pourtant pas appel à des compétences techniques. Elle renvoie plutôt au sens qui est donné à la peine de prison et à l'incarcération en Belgique. C'est donc seulement quand de grands axes de politique pénitentiaire seront fixés en la matière que l'on pourra examiner les modalités concrètes d'un système cohérent de classification.

### **2. La loi de principes et le plan de détention**

Nous n'avançons cependant pas dans le noir total. Notre recherche a d'ailleurs pour objet de dissiper le flou actuel. Nous retenons donc quelques enseignements majeurs de notre analyse de la loi de principe, de ses rétroactes et de notre découverte du terrain des pratiques (en ce compris au Canada). Ainsi, la nécessité d'une prise en compte conjointe des besoins du détenu ainsi que de la gestion de la sécurité et de l'ordre interne représente un impératif indiscutable. S'il s'agit d'une considération qui va de soi et pour laquelle notre recherche n'était pas nécessaire, il apparaît beaucoup moins évident d'envisager l'équilibre à assurer entre ces deux axes prioritaires de la détention. Ainsi, nous avons pu constater que dans la plupart des cas, les besoins du détenu « ne font pas le poids » à côté des exigences sécuritaires et se trouvent nécessairement relégués à l'arrière plan. Il ne s'agit pourtant pas d'une fatalité, même dans un contexte carcéral. Pour peu que l'on s'entende au départ sur l'objectif général de la détention, certains besoins peuvent tout à fait être considérés comme « incompressibles » alors que des exigences de sécurité seront plus secondaires, et à l'inverse, on peut concevoir des éléments de sécurisation sur lesquels on ne transige pas et des besoins du détenu moins prioritaires. C'est d'ailleurs à des pondérations de ce type que procède chaque jour le personnel de l'administration pénitentiaire lorsqu'il prend des décisions relatives aux détenus. Malheureusement, ces décisions suivent la plupart du temps la logique du cas par cas, au départ des exigences que requiert la situation du moment et en faisant primer des impératifs locaux qui souvent, il faut le reconnaître, sont liés à la gestion d'incidents problématiques.

Cela dit, même si les objectifs de la classification n'y sont pas explicitement définis, la loi de principes nous donne tout de même un ensemble de directions à suivre, notamment dans le cadre du plan de détention. Le plan de détention est en effet un élément qui permet d'envisager le parcours du détenu en tenant compte à la fois de ses besoins, mais également du degré d'encadrement qu'il nécessite compte tenu de son évolution en détention. Le binôme risques/besoins y trouve place de façon évidente. La loi de principe envisage à cet effet la réalisation d'une « enquête sur la personne et la situation du condamné ». Il nous semble dès lors intéressant de tirer parti de ce moment d'enquête pour produire une évaluation conjointe des besoins en termes de plan de détention et au regard de la classification, en établissant un lien fort entre ces deux aspects. On regrettera cependant que le texte se limite à énoncer que cette enquête se déroule « dès l'incarcération ou l'accueil du condamné », sans que l'on sache vraiment de quel type d'incarcération et d'accueil il s'agit. (Est-ce que le plan concerne déjà les détenus préventifs ? Est-ce que cette enquête se déroule dans l'établissement où l'individu vient d'être classifié ou est-ce que qu'elle précède la proposition de classification?). Prévoir un lieu et un moment particulier, de même qu'un personnel formé pour la réalisation de cette enquête, à l'instar du système canadien, pourrait, à cet égard clarifier la situation. Cela permettrait en outre d'envisager la classification et le plan de détention de manière conjointe en imaginant un véritable « parcours » pour le détenu. Parcours qui, dans certains cas, pourrait se dérouler dans plusieurs prisons et qui tiendrait compte des ressources offertes par l'ensemble des établissements. L'organisation de l'enquête initiale dans un lieu particulier (qui n'est pas l'établissement d'accueil) et par des professionnels spécifiquement affectés à cette mission permettrait à cet égard de ne pas faire présider des intérêts ou des impératifs locaux sur la décision de placement.

Isoler l'étape d'évaluation préalable du détenu permettrait également d'envisager plus facilement le caractère évolutif de la détention. Pour l'instant la pratique actuelle permet difficilement de concevoir un parcours de détention sur un terme plus ou moins long. Axés sur une gestion du moment présent, les professionnels que nous avons rencontrés doivent faire face à toute une série de problèmes ponctuels, ce qui ne leur permet pas de se pencher sereinement sur les perspectives d'avenir du détenu dans et hors de la prison. Nous avons examiné en détail les exigences dévorantes de la surpopulation qui conduisent régulièrement les directions à raisonner en termes d'unité de compte et non plus au départ de projets précis, mais aussi parfois à agir de manière « protectionniste ». Nous avons un peu moins insisté sur l'ensemble des besoins de première nécessité qui ne sont pas remplis en prison mais qui, de la même façon, font obstacle aux perspectives à long terme. « *Comment voulez-vous parler de planification de la détention alors qu'on est même pas fichu de leur donner un matelas correct, des draps propres ou des chemises à la bonne taille ?* » nous a dit amèrement un directeur. Enfin, on remarquera que les dispositions de la loi de principe relatives au plan de détention ne sont pas encore d'application, ce qui ne représente pas vraiment un encouragement à aller de l'avant à ce sujet (même si, comme nous l'avons constaté, quelques établissements mettent en place les conditions de son fonctionnement et disent obtenir des résultats avec certains détenus).

### **3. Fonctions manifestes et fonctions latentes**

Nous avons par ailleurs constaté que, - pour reprendre la distinction chère à la sociologie de R. K. Merton (1965) - en l'absence de « fonction manifeste » accordée à la classification (c'est-à-dire d'objectifs précis fixés au préalable), un vaste espace est laissé pour que l'orientation des détenus, telle qu'elle est opérée sur le terrain, remplisse des « fonctions

latentes ». Aujourd'hui, envoyer un détenu vers un établissement pénitentiaire remplit en effet plusieurs fonctionnalités. Dans certains cas, il s'agit de répondre aux besoins du détenu ou de gérer des problèmes aigus de sécurité, soit des enjeux dictés par la loi de principes. Mais, dans bien d'autre cas de figure, la classification d'un détenu dans un établissement répond à d'autres impératifs. L'incroyable mobilité qui marque la trajectoire de certains détenus en est l'indice sans doute le plus marquant : le changement d'établissement est envisagé comme une modalité de régulation comportementale. A un niveau plus général, nous avons également observé que, lorsqu'il n'est pas carrément lié à des contraintes matérielles (travaux etc.), le renvoi, le maintien ou le transfert des détenus est un régulateur de surpopulation, de même qu'un régulateur des tensions qui sévissent au sein des prisons (les deux étant souvent liés). Enfin, nous avons vu que l'orientation d'un détenu répond parfois à des exigences liées au climat social de l'établissement, notamment dans le cadre des négociations avec les syndicats.

Un des corollaires de la place trop importante laissée à ces fonctions latentes (même si il en existera toujours), nous semble être la création de catégories implicites de détenus fondées, non pas sur une évaluation rigoureuse de leur profil au départ d'un projet, mais sur une évaluation intuitive qui repose sur les considérations d'ordre interne des établissements où ils séjournent. Ainsi, derrière l'annonce d'une « individualisation » du traitement d'un individu, se cache fréquemment un ensemble de considérations subjectives, intuitives, difficiles à objectiver, parfois fondées sur l'expérience, mais qui restent relativement aléatoires, très dépendantes des circonstances et peu maîtrisables pour le détenu. Nous avons dès lors observé le développement de véritables procédés implicites de « sélection » des condamnés qui font que certains sont amenés à circuler plus facilement d'établissement en établissement, tandis que d'autres vont pouvoir rester relativement stables durant leur détention et envisager un plan de détention. On retient d'ailleurs, dans le vocabulaire commun, les deux extrêmes de ces catégories que sont les « détenus de confiance<sup>95</sup> » (que l'on veut toujours garder) et les « emmerdeurs » (dont on veut toujours se débarrasser). Entre les deux se situent des détenus qui travaillent ou qui ne travaillent pas, qui ont des visites ou pas, qui ont une influence positive sur leur co-détenus ou qui sont au contraire des trublions, des individus actifs ou des gens amorphes qui ne bougent pas de leur lit etc. etc. Bref, il y a variété de critères pour différencier le « bon détenu » du « mauvais », sachant qu'on peut également considérer que le « bon détenu » est aussi celui qui suppose le moins d'investissement en termes de travail. En outre, lorsque l'on se départit de cette dichotomie limitée, la figure du détenu extrême, ingérable et intenable vient fréquemment s'imposer pour justifier toute une série de mesures qui ne concernent finalement que très peu de détenus mais qui les affectent quand même pour la plupart par ricochet.

Pour toutes ces raisons, les chefs d'établissements que nous avons rencontrés sont en négociation permanente : en interne avec leurs agents pénitentiaires qui, si ils ne sont pas à l'origine de ces représentations, rappellent sans cesse leur situation de première ligne ; en externe avec les collègues, à qui l'on envoie des condamnés ou de qui l'on en reçoit et qui, à leur tour, sont amenés à jauger la population qui circule. La plupart montrent cependant leur résistance au piège de cette évaluation sauvage. Ils nous ont donc sans cesse rappelé la nécessité de prendre en compte la situation de l'ensemble du parc pénitentiaire et de faire preuve de « loyauté » à l'égard des collègues, de garder distance par rapport aux contraintes qui font s'éloigner d'un vrai projet carcéral. La situation généralisée d'échange suppose par ailleurs, comme on nous l'a dit, de « *jouer le jeu* ». Mais, comme nous l'avons vu aussi, jouer

---

<sup>95</sup> Dans un univers où l'on répète sans cesse « que l'on ne peut faire confiance à personne », l'expression a de quoi étonner.

le jeu du global va parfois contre l'intérêt de son propre établissement... Les impératifs locaux sont parfois opposés aux impératifs globaux.

Selon nous, ce constat général est à rapporter, non pas à une quelconque intentionnalité dans le chef des professionnels, mais à une absence d'outil d'évaluation qui leur permettrait d'orienter plus rationnellement leurs décisions. A présent, il nous est apparu que rares sont les cas où les déplacements du détenu d'une prison à l'autre suivent un schéma directeur qui a été établi préalablement en fonction de son profil et éventuellement été adapté en cours de détention. Le contexte de surpopulation a d'ailleurs pour effet, nous l'avons déjà souligné, d'étouffer la dimension « substantielle » du travail en milieu carcéral. Comment dès lors, si l'on ne dispose pas d'outil particulier pour faire autre chose, ne pas privilégier la gestion systémique des établissements sur le développement de projets de fond ?

#### **4. Catégorisation implicite des établissements**

A côté de ces formes implicites de catégorisation des détenus émergent également des représentations relatives aux établissements. Ces catégories, nous l'avons vu, renvoient inévitablement à des perceptions subjectives contre lesquelles il est difficile de lutter. Mais il nous semble important de relever qu'elles reposent également sur le flou qui règne actuellement sur la destination des établissements tant en termes de sécurisation, qu'au regard des programmes et des projets qui y sont menés. La variété des régimes, d'un établissement à l'autre, est à cet égard tout à fait significative. Prenons l'exemple des deux établissements de haute sécurité que sont Ittre et Andenne. A première vue, il s'agit précisément d'établissements auxquels a été assignée une destination claire et précise. Mais si l'on regarde de près la situation, les choses n'apparaissent pas aussi simples. Au regard du dernier règlement les concernant<sup>96</sup>, les prisons de Ittre et Andenne comportent trois critères prioritaires de destination. Pour Ittre, il s'agit des détenus domiciliés dans la région de Bruxelles-capitale et des détenus « mettant en cause la sécurité d'un établissement au point d'en nécessiter l'éloignement ». Pour Andenne, « les condamnés francophones dont la date d'expiration de l'emprisonnement principal est éloigné de 5 ans minimum au moment de la classification » (soit des longues peines) et, comme Ittre, également les détenus « mettant en cause la sécurité d'un établissement au point d'en nécessiter l'éloignement ». Notons que, malgré cette légère distinction, dans la pratique, on a tendance à assimiler ces deux établissements et considérer qu'ils accueillent un même public.

Nous observons donc la combinaison de trois critères qui ne se recoupent pas nécessairement : un critère géographique (pour Ittre), un critère de longueur de peine (pour Andenne) et un critère de « haute sécurité » pour les deux. Sachant que les condamnés qui appellent la « haute sécurité » ne sont pas nécessairement « des longues peines » et que vient s'y ajouter le critère du domicile, on comprendra que le public de ces établissements puisse être tout aussi mélangé qu'ailleurs. En outre, renvoyer exclusivement vers ces prisons des détenus qui ont des problèmes comportementaux, sans y avoir envisagé de spécificités autres que des dispositifs techniques apparaît relativement insuffisant (rien n'est particulièrement « spécifique » en matière de formation du personnel, type d'activités et programmes proposés etc.). Dès lors, bien que l'on observe un peu plus de détenus mettant plus facilement en cause la sécurité des autres établissements, ces prisons accueillent un profil de détenus relativement diversifiés (et cela, sans compter qu'ils peuvent également procéder à des transferts lorsqu'ils l'estiment nécessaire...). D'ailleurs, l'une fonctionne avec une liste d'attente, l'autre n'est pas toujours remplie à 100%. En d'autres termes, envisager des critères de destination indépendamment

---

<sup>96</sup> Note de la DGEPI, 21 octobre 2002.



des besoins globaux de la population détenue, mais aussi des modalités de fonctionnement ou des projets internes menés à l'intérieur de la prison n'a pas véritablement de sens et conduit nécessairement ces critères à s'estomper au fil du temps. Le problème se pose d'ailleurs (même si c'est dans d'autres termes) pour les établissements ouverts, qui, nous l'avons remarqué, accueillent une population également très diversifiée et pas nécessairement motivée par le projet du milieu ouvert.

Ainsi, il nous semble important de spécifier davantage la destination des établissements au regard des disparités internes de programme et de compétences qu'ils offrent et non exclusivement en raison des infrastructures techniques. Nous avons d'ailleurs vu que la sécurité ne se définit pas exclusivement au départ de celles-ci mais aussi en fonction de ce qui est proposé au détenu lors de la détention (en ce compris, de ses possibilités d'interactions avec le personnel, des spécificités architecturales etc.).

Concernant les établissements et leur différenciation, il nous est aussi apparu très clairement que la progressivité des régimes s'envisage plus facilement de manière interne que dans le cadre du passage d'une prison à l'autre. Cette formule, si elle a l'avantage de la stabilité pour le (bon ?) détenu, a l'inconvénient de ne pouvoir reposer que sur des ressources locales et dès lors de désavantager les détenus séjournant dans des établissements qui en sont dépourvus (ils devraient alors, au contraire, pouvoir profiter davantage d'une collectivisation des ressources). Par ailleurs, si l'offre de programme et les modalités de travail en détention dans chaque établissement ne sont pas propres à les différencier suffisamment que pour créer des filières progressives, il y a lieu d'y remédier en organisant mieux cette offre. A cet égard, nous avons plusieurs fois relevé, dans ce rapport, le manque de visibilité des offres de programme, de formation et de travail que propose chaque établissement. Il pourrait à cet égard être intéressant, à nouveau, de s'inspirer du Canada et d'envisager le recrutement de « gestionnaires de programmes », c'est-à-dire de personnes qui, au sein de l'administration, ont pour compétence exclusive, non seulement de garantir la visibilité continue de l'offre de chaque établissement et de ses modifications<sup>97</sup> mais également de représenter la courroie de transmission avec les acteurs locaux qui sont partenaires au niveau du secteur associatif et des entités fédérées, des chefs d'établissement et de l'administration centrale. Le fait de consacrer un emploi exclusif à cette mission (et de ne pas devoir l'assurer parmi d'autres tâches de coordination) traduirait également l'importance accordée par les projets « substantiels » en milieu carcéral.

## **5. Le nécessaire point de vue du détenu**

Pour terminer, nous rappellerons, combien il va s'avérer intéressant, dans la dernière partie de ce rapport, de prendre en compte le point de vue du détenu dans le processus de classification que nous venons d'étudier. L'étude de ce point de vue (voir partie 5) s'impose d'autant plus qu'il y est fréquemment fait référence pour justifier l'adoption de certaines décisions. Par ailleurs, il apparaît clair que le détenu est également, à sa façon, un expert de la prison au même titre que les professionnels que nous avons rencontré : il la pratique tous les jours, la vit de l'intérieur et est à même d'en révéler les logiques de fonctionnement, les failles, mais aussi les ressources. Il est également à même de révéler ses propres stratégies d'adaptation, la

---

<sup>97</sup> Les inventaires réalisés jusqu'ici s'avèrent obsolètes car les changements sont fréquents en la matière. Il serait dès lors intéressant de concevoir un outil permettant la mise à jour régulière de l'information en la matière.

manière dont lui-même se saisit des contraintes institutionnelles et la marge de manœuvre que le système pénitentiaire, tel qu'il fonctionne à l'heure actuelle, laisse aux individus, qu'ils soient là par contrainte ou par métier.

Au terme de cette discussion, nous sommes à présent en mesure de procéder à une mise en regard des pratiques ayant cours en Belgique au regard des caractéristiques de ce que la pratique et la littérature présentent comme « système objectif de classification ».

## CHAPITRE 6. HET BELGISCHE GEVANGENISWEZEN: ‘A CLASSIFICATION DINOSAUR’?

In dit laatste deel worden enkele vaststellingen omtrent de Belgische penitentiaire classificatie op een rijtje gezet. Dat gebeurt door een vergelijking te maken tussen informatie over classificatie in het Belgische gevangeniswezen en de kernelementen van een objectief classificatiesysteem. Daarbij passeren bevindingen van eerdere delen van dit rapport inzake classificatie mee de revue. Eerdere onderzoekshandelingen omtrent classificatie betroffen: een analyse van de regelgeving; een 11 dagen durende observatieperiode op de vroegere Dienst Individuele Gevallen (DIG), inmiddels de Dienst Detentiebeheer; gesprekken met 5 leden van de centrale gevangenisadministratie (regionale directies,...) en interviews met een directielid van elke penitentiaire inrichting in België (behalve één).

Cet exercice est réalisé au regard des caractéristiques de base d'un système objectif de classification (BK) telles que définies par Austin (Austin, 2003 : I) et évoquées dans la partie 1. de ce rapport. Pour rappel :

BK1-het gebruik van criteria die volgens wetenschappelijk onderzoek gebruik maken van zowel betrouwbare als valide factoren om het benodigde veiligheidsniveau voor een bepaalde gevangene in te schatten;

### BK2

a-een gecentraliseerde classificatie-unit met een goede personeelsbezetting en met zeer goed opgeleid personeel dat alle ‘inter-agency transfers’ controleert;

b-een gecentraliseerde classificatie-unit die verantwoordelijk is voor het monitoren van de classificatie-unit en die alle beleid en procedures met betrekking tot classificatie voorbereidt;

BK3-een volledig geautomatiseerd classificatiesysteem zodat elke classificatiebeslissing, en de factoren die daarbij meespeelden, vastgelegd (geregistreerd, gedocumenteerd) zijn en toegankelijk zijn voor analyse;

BK4-een initieel classificatieproces en een herclassificatieproces waarbij de classificatie van elke gedetineerde minstens jaarlijks wordt herbekeken en eventuele wijzigingen volgen in het classificatieniveau van een gedetineerde;

BK5-het gebruik van ‘over-rides’ die personeel toelaten om af te wijken van een classificatiescore van een bepaalde gedetineerde en dat voor redenen die op voorhand vastgelegd werden door de organisatie.

### **1. Geen formele classificatie, geen formele regeling en geen wetenschappelijk classificatieonderzoek (BK1)**

#### *1.1. Geen formele classificatie van de penitentiaire inrichtingen*

1. Voorafgaand aan een classificatie van veroordeelden dient te worden opgemerkt dat er in België *geen formele classificatie van de penitentiaire inrichtingen* bestaat. Op 4 inrichtingen na (Hoogstraten, Marneffe, Ruiselede en Saint-Hubert) zijn alle gevangenen gesloten

gevangenissen<sup>98</sup>. De laatst geopende inrichtingen (Brugge, Andenne, Ittre en Hasselt) zijn telkens zeer grote gevangenissen die voor ‘hoogbeveiligde’ inrichtingen doorgaan. Er bestaat echter geen op empirische feiten vastgestelde indeling naar veiligheidsniveau van de gevangenissen. Tevens is er geen duidelijke indeling wat de regimes van inrichtingen betreft<sup>99</sup>. Het ontbreken van een formele veiligheidsindeling van inrichtingen gaat in België hand in hand met een zeer beperkte uitbouw van de laagbeveiligde inrichtingen en een focus op hoogbeveiligde inrichtingen. Opvallend is dat (op 20 april 2011) het Belgische gevangeniswezen amper 584 plaatsen in open inrichtingen voorziet op een totale capaciteit van 9221, dus *amper 6% van de totale capaciteit*, terwijl alle andere plaatsen van het penitentiaire park gesloten zijn (met de uitzondering van 142 plaatsen voor beperkte detentie, maar die bevinden zich vaak ook in afdelingen van gesloten inrichtingen, met overigens eigen uitdagingen en problemen; slechts 4 plaatsen in Ruisselede). Dat betekent dat slechts een minuscuul deel van de veroordeeldenpopulatie in een open laagbeveiligde inrichting *kan* verblijven, want er is niet meer plaats. Als vertrokken wordt van cijfers (zie deel 4: analyse van extracties van SIDIS-Griffie) en *ceteris paribus* verondersteld mag worden dat de capaciteit in 2008 niet verschilt van de huidige, dan waren er voor 5746 definitief veroordeelde gedetineerden 9,8% die in een open inrichting konden verblijven<sup>100</sup>. Dat betekent dat 90% van alle veroordeelden in een gesloten inrichting verbleef. Voor hoogbeveiligde inrichtingen kan een gelijkaardige vaststelling gemaakt worden. De eerder vermelde 4 ‘jongste’ gevangenissen hebben een totale capaciteit van 1890 of zo’n 20,5% van de totale capaciteit. Dat betekent dat *één op vijf beschikbare plaatsen* in België in een *hoogbeveiligde gevangenis* gesitueerd is (en hier beperken we ons tot die vier als hoogbeveiligde inrichtingen, daar waar ook andere inrichtingen kunnen opgenomen worden, zoals Lantin,...). Voor de veroordeelden kan *ceteris paribus* vastgesteld worden dat van de 5746 veroordeelden, in 2008 maar liefst 1735 of *30,2% verbleef in een hoogbeveiligde inrichting*. Die cijfers steken schril af tegen bestaande populatiecijfers in landen met objectieve classificatiesystemen en met een veiligheidsindeling van strafinrichtingen. In de V.S. geldt voor de dagelijkse populatie dat 35 à 40% van alle gedetineerden in *minimum*

---

<sup>98</sup> DG EPI onderscheidt drie soorten instellingen: open inrichtingen “met beperkte veiligheidsvoorzieningen”, waar gedetineerden “vrijwillig een opvoedingsregime met minieme dwangmiddelen” aanvaarden; halfopen inrichtingen “met een cellulair regime ’s nachts en met tewerkstelling overdag in open lucht of in werkplaatsen” en gesloten inrichtingen “met alle nodige bewakingsmiddelen en versterkte veiligheidsvoorzieningen”. Er wordt nog aan die definitie toegevoegd: “Hier verblijven gedetineerden die niet in aanmerking komen om te worden doorverwezen naar een open of halfopen inrichting”, zie DG EPI (2010: 35). De facto is het onderscheid tussen open en halfopen inrichtingen onvoldoende duidelijk (de definities zijn veel te vaag en te weinig onderscheidend) en is een tweedeling tussen open en gesloten inrichtingen wellicht veel meer geschikt om de huidige situatie te definiëren. Een veiligheidsindeling van inrichtingen zou in de toekomst een interessante piste kunnen zijn, zodat classificatie van zowel veroordeelden als van inrichtingen een match tussen beide zoveel als mogelijk toelaat...

<sup>99</sup> Wellicht mag verondersteld worden dat er bijna evenveel regimes als gevangenissen zijn. Of zelfs meer: dat sommige gevangenissen meerdere regimes aanbieden of minstens in de praktijk hanteren, zodat een totaalbeeld van regimes per vleugel, sectie en gevangenis vrij complex wordt. De discretionaire regimebedeling in Belgische gevangenissen is al lang gekend (zie bvb. Peters, 1976, over discretionaire regimebedeling in de Leuvense centrale gevangenis) en zelfs wettelijke ontwikkelingen (in hoofdzaak de verbetering van de rechtspositionele regelingen van gedetineerden) kunnen daar maar tot op een bepaalde hoogte tegen ingaan. Een focus op veiligheidsniveaus biedt mogelijks meer voordelen voor classificatiedoeleinden, omdat het meer gericht is op de ‘perimeter’, de beveiliging intern en extern en op de mate waarin er bewaking moet voorzien worden, eerder dan op de concrete invulling van regimes (hoewel in principe een gevangenis met een laag veiligheidsniveau mag verondersteld worden voornamelijk met véél interne vrijheid samen te gaan; dat op zich zegt evenwel niets over de concrete invulling van regimes, waarin tal van onderscheid kan behouden blijven, ook na het stroomlijnen van een veiligheidsindeling van inrichtingen).

<sup>100</sup> Corrigeren we voor de 650 plaatsen van Tilburg, dan moeten we ook corrigeren voor het aantal definitief veroordeelden. Tot op heden hebben we, na vragen vanaf februari 2011, nog geen nieuwe data-extractie van het programma SIDIS-Griffie van DG EPI mogen ontvangen, waardoor deze herberekening niet mogelijk is.

*security / community detention* verblijven, met 35 à 45% in medium en 10 – 15% in maximum security (Austin en Hardyman, 2004: 14).

### 1.2 Geen formele regeling

Wat de *formele regeling* van classificatie van gedetineerden betreft, geldt dat er een kluwen van meer dan 20 ministeriële omzendbrieven (MO) bestaat, met als basis de MO van 1 juli 1971 (inmiddels 40 jaar oud!) die sindsdien meermaals op een *piecemeal* manier werd aangepast aan de omstandigheden, in hoofdzaak wanneer een nieuwe inrichting opende of problemen van overbevolking acuter werden. Al meer dan 15 jaar geleden stelde Pieters (1994: 59): “De nu al jaren bestaande overbevolking zorgt er evenwel voor dat het op papier bestaande classificatiesysteem niet meer functioneert.” Deze regelgeving heeft *de facto* dus al jaren voor het overgrote deel haar normerend karakter verloren.

### 1.3. Geen wetenschappelijk classificatieonderzoek

Omtrent het gebruik van criteria die op basis van wetenschappelijk onderzoek betrouwbaar en valide zijn bevonden voor de classificatie (naar een veiligheidsniveau) van gedetineerden, kan worden vastgesteld dat er de afgelopen decennia *geen wetenschappelijk classificatieonderzoek* heeft plaatsgevonden. Sinds de opkomst van objectieve classificatiesystemen in de jaren '80 valt er geen enkel onderzoek in België te bespeuren dat de brug tussen die wetenschappelijke inzichten en de penitentiaire praxis heeft geslagen. De actuele classificatie in het Belgische gevangeniswezen wordt dan ook omschreven als “een *eerder juridisch-administratieve niet-wetenschappelijk onderbouwde pragmatische indeling*, waarbij onderscheid wordt gemaakt tussen arresthuizen en strafhuizen, gevangnissen of gevangenisvleugels voor mannen en vrouwen, voor toerekeningsvatbare en ontoerekeningsvatbare delinquenten, en voor primair veroordeelden en recidivisten. Deze classificaties zijn evenwel wetenschappelijk weinig onderbouwd en weinig waardevol, en zijn gegroeid uit de penitentiaire inzichten van de negentiende eeuw” (Goethals, 2007: 123; eigen cursivering)<sup>101</sup>.

## 2. Twee belangrijke dimensies : beslissingen over classificatie en bewegingen, monitoring van classificatie en procedures (BK2)

Bij dit tweede basiskenmerk zitten vooral twee belangrijke dimensies: a) een unit die zelf classificatiebeslissingen neemt en alle bewegingen tussen gevangnissen en andere diensten (zoals rechtbanken, centra voor illegalen,...) controleert en b) een unit die zorgt voor de monitoring van classificatie en procedures en beleid voorbereidt.

Wat de Belgische situatie betreft, kunnen volgende elementen aangestipt worden:

---

<sup>101</sup> In de Wet van 30 december 2009 houdende instemming met het Verdrag tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden over de terbeschikkingstelling van een penitentiaire inrichting te Nederland ten behoeve van de tenuitvoerlegging van bij Belgische veroordelingen opgelegde vrijheidsstraffen, gedaan te Tilburg (Nederland) op 31 oktober 2009 (B.S. 1 februari 2010), in Hoofdstuk II, art.7, staan enkele voorwaarden voor de plaatsing van gedetineerden toegelicht. Bij de plaatsing van gedetineerden wordt expliciet verwezen naar veroordeelde gedetineerden “die op het moment van de beslissing over de plaatsing: f. een vluchtrisico en maatschappelijk risico hebben dat past bij het beveiligingsniveau van de penitentiaire inrichting”. In afwezigheid van een objectief classificatiesysteem is het onduidelijk op basis waarvan de ‘geschikte’ gedetineerden in België volgens die criteria geselecteerd werden. Later onderzoek bij gedetineerden en informatie van het personeel te Tilburg bevestigden die twijfels.

## 2.1. Een unit voor classificatiebeslissingen et controle van de bewegingen

Bij de centrale diensten van het Directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen (DG EPI) bestaat een Dienst Individuele Gevallen (DIG), sinds 2009 herdoopt tot de Dienst Detentiebeheer (DDB). In het activiteitenverslag van DG EPI wordt gewag gemaakt van twee diensten binnen DDB, een dienst Externe Rechtspositie en een dienst Interne Rechtspositie. “De dienst Externe rechtspositie neemt beslissingen en verstrekt adviezen inzake de toekenning van strafuitvoeringsmodaliteiten aan veroordeelden onder de bevoegdheid van de minister”, terwijl de dienst Interne Rechtspositie instaat “voor de planning en transfers van gedetineerden” (DG EPI, 2010: 16). In afwachting van een project dat in het verslag aangekondigd is, zal de dienst Interne Rechtspositie van DDB instaan voor de classificatie van veroordeelden (DG EPI, 2010: 15-16).

Formeel gezien bestaat er dus een dienst die instaat voor de classificatie van veroordeelden, maar aangezien deze dienst in 2009 werd opgericht, er geen werkingsverslagen publiek zijn en de activiteitenverslagen van DG EPI daarover zeer summier blijven, is het moeilijk na te gaan in welke mate de DDB een echte koerswijziging op het vlak van classificatie heeft ingezet in vergelijking met de DIG.

Daarnaast dienen we ook te wijzen op het Koninklijk Besluit van 19 april 1999 tot instelling van een Penitentiair Onderzoeks- en Klinisch Observatiecentrum met het statuut van Wetenschappelijke inrichting van de Staat (B.S. 8 mei 1999). Het zogenaamde POKO bestaat al meer dan 11 jaar op papier en is dus tot hiertoe dode letter gebleven. Nochtans zou het POKO naast adviesverlening bij invrijheidstellingen ook – eventueel bij uitbreiding van haar takenpakket – kunnen dienen voor de classificatie van definitieve veroordeelden.

## 2.2. Een unit voor de monitoring van classificatie

Hoewel het onderzoek strikt genomen geen betrekking heeft op de werking van de huidige DDB, dient hier wel verwezen te worden naar enkele vaststellingen bij het functioneren van de DIG als voorganger van de DDB. Tijdens de observatieperiode viel het op dat *heel veel praktische kennis van de DIG geconcentreerd zat bij voornamelijk enkele personeelsleden*, wat minstens risico's inhoudt voor eventuele problemen qua expertise en kennis eens die personeelsleden niet langer in dienst zijn.

Bovendien bleek ook uit die observatieperiode en de interviews met directeurs dat de DIG *de facto* niet zomaar controle heeft over de transfers van een gedetineerde. Veel hangt af van de *goodwill* van gevangenisdirecties en, in sommige gevallen, van eventuele te verwachten reacties van personeel (vb bij een gereputeerde ‘probleemgedetineerde’). Het bleek al snel dat een systeem van uitwisselingen van gedetineerden tussen gevangenisdirecties *courante praktijk* is. Sommige directieleden waren daar zeer expliciet in en gaven te kennen dat ze zich ‘als tapijthandelaars’ voelden. Volgens bepaalde directieleden ging het bijna om een vorm van ‘ruilhandel’ tussen gevangenen, met soms één ‘moeilijke’ gedetineerde die ingeruild wordt voor twee ‘gemakkelijkere’ gedetineerden. De DIG had in dergelijke beslissingen een marginale rol, of liever een arbitrage rol.

De DIG was wel op de hoogte van alle transfers en bewegingen tussen gevangenen onderling en tussen gevangenen en andere diensten – zij het dan *zonder een centraal controlerende en sturende positie* in te nemen. Dat staat evenmin gelijk met een functie van *monitoring* ten aanzien van de unit die dergelijke sturende en controlerende plaats wel zou

hebben. Eerder komt er *een zeer gefragmenteerd beeld* op de voorgrond, met de DIG, lokale directies en griffies, die in wisselend formatie met elkaar contact opnemen, afspraken maken en beslissingen omtrent classificatie en transfers nemen.

### 2.3. *Een unit voor procedures en beleid*

Qua *procedures en beleid* dient verwezen te worden naar een wisselende *mix* tussen elementen uit de bestaande *verouderde regelgeving* (een bijna ondoorgrondelijk kluwen van omzendbrieven) *en de behoeften en noden van de dagdagelijkse praktijk*, vooral ingegeven door de populatiedruk en de capaciteitsproblemen. Van een echt classificatiebeleid kan op die basis niet gesproken worden. De opvolger, DDB, lijkt op dat vlak meer geënt op de nieuwe regelgeving, vooral m.b.t. de externe rechtspositieregeling, doch qua classificatieprocedures is er geen enkel publiek beschikbaar document voorhanden waaruit moet blijken wat de plannen inzake classificatie zijn, welke wijzigingen eraan staan te komen qua classificatie en hoe DDB daartoe gekomen is. Classificatie lijkt voorsnog ondergeschikt te blijven aan juridische en administratieve prerogatieven.

## 3. Een classificatiesysteem ? (BK3)

Aansluitend bij bovenstaande observaties en vaststellingen komen nog volgende punten:

### 3.1. *Geen geautomatiseerd classificatiesysteem*

Uit de observaties en de interviews kwam duidelijk naar voor er classificatiebeslissingen gebeuren op basis van een studie van een dossier. Deze gevalsgebaseerde benadering komt neer op een 'case by case' beoordeling, dus op een systeem waarbij besluitvorming gebeurt op basis van *een klinische of professionele beoordeling*, met alle boven aangestipte nadelen vanden (minder betrouwbaar, niet/weinig valide,...) ten aanzien van objectieve classificatiesystemen. Dit betekent dat er geen geautomatiseerd classificatiesysteem bestaat.

### 3.2. *Geen mogelijkheid voor analyse*

*Classificatiebeslissingen* kunnen in het Belgische systeem (minstens zoals dat tot voor kort functioneerde) *bijna onmogelijk op een duidelijke en toegankelijke manier opengesteld worden voor analyse*. Aangezien er niet gewerkt wordt op basis van een geautomatiseerd systeem, meerdere actoren betrokken zijn, met contacten vanuit eigen en wisselende overwegingen (onder meer beperking op problemen, tegengaan overbevolking, vermijden van moeilijke gedetineerden), kan het moeilijk dat dit allemaal goed, valide en betrouwbaar gedocumenteerd wordt en opengesteld zou kunnen worden voor analyse. De situatie van overbevolking werkt hierbij wellicht versterkend op classificatiebeslissingen (Clements, 1982).

### 3.3. *Geen progressief systeem voor iedereen*

Bij de analyse van de activiteitenverslagen van DG EPI valt op dat uit de inrichtingen met de hoogste concentratie definitief veroordeelden, *ongeacht de aard daarvan* (open of gesloten, zelfs hoogbeveiligd), relatief veel mensen op VI en op strafeinde vrijgelaten worden. Dit wijst er minstens op dat niet alle veroordeelden met straffen boven de drie jaar via een progressief systeem eerst naar een meer open gevangenis gaan, waarna ze dan in vrijheid gesteld worden.

Overigens, daar zouden wellicht te weinig open gevangenissen voor zijn. Dit is een bijkomende aanwijzing dat er weinig systematiek in classificatiebeslissingen zit.

Bij die vaststelling kunnen minstens vier opmerkingen gemaakt worden. Ten eerste zal een progressief detentiesysteem slechts voor een minimale groep opgaan, wellicht met ‘back door classificatie’: bij het minste probleem in een open inrichting vliegt men terug richting een gesloten inrichting. Er kan immers zeer selectief omgegaan worden met dit soort plaatsen (Clements, 1982). Ten tweede valt het op – zie boven – dat classificatie, door haar niet-structureel, onwetenschappelijk en niet geautomatiseerd karakter, geen goed zicht geeft op profielen van gedetineerden, wat vervolgens een gemiste kans is in de planning van de bouw van nieuwe inrichtingen. Dit draagt er minstens gedeeltelijk toe bij dat er voor risicoaversieve constructies wordt geopteerd: meer gesloten inrichtingen, wellicht telkens hoogbeveiligd, die uiteindelijk duurder zijn wegens hun bouwkost en hun hogere personeelsbezetting. Hiermee dreigen tekorten in kennis over gedetineerdenprofielen letterlijk gecementeerd te geraken. Ten derde leert buitenlands onderzoek dat invrijheidstelling vanuit zeer hoogbeveiligde inrichtingen tot significant meer recidive leidt, zelfs tot 30% meer (zie het onderzoek van Camp en Gaes, 2009). Het is dan ook maar de vraag in welke mate dat het een aan te bevelen praktijk is om gedetineerden vanuit hoogbeveiligde inrichtingen zoals Andenne, Hasselt, Ittre en Brugge op strafeinde (of zelfs via V.I.) vrij te laten. Als vierde punt dient aangestipt te worden dat de gevangenis waar men verblijft deels de kansen op vervroegde invrijheidstelling bepaalt. Dat geldt niet alleen voor een systeem waar de uitvoerende macht nog een stevige vinger in de pap te brokken heeft (zoals in Canada) (vb Blanchette, 2001), maar zou ook wel eens kunnen opgaan voor de Belgische context. Verder onderzoek zou zoiets kunnen uitwijzen (bvb door een matching van gedetineerdenprofielen, met als belangrijk verschil het type van inrichting en de invloed op hun vrijlating). Vanuit die optiek is de bouw van meer gesloten inrichtingen misschien een voorbode van nog meer overbevolking...

#### *3.4. Geen leidinggevend principe*

Misschien ontstaat er door een samenspel van factoren wel een soort spontane classificatieorde – orde uit chaos? Op basis van een analyse van SIDIS-Griffie (zie deel 4) bleek dat alvast niet het geval. Er werd in de data *geen leidinggevend principe* teruggevonden in de classificatie van definitieve veroordeelden. Naarmate een inrichting groter was, zaten er meer mensen uit alle windrichtingen van het land (soms van wel 20 verschillende gerechtelijke arrondissementen), nog los van alle illegale vreemdelingen en zij die geen vaste verblijfplaats buiten de gevangenis hebben. Het nabijheidsbeginsel leek wel in enige mate aanwezig, doch de vraag rijst of veroordeelden vanuit de overweging van nabijheid dan wel vanuit een andere logica dicht bij de eerdere woonplaats opgesloten zitten. Gedetineerden die geen problemen veroorzaken, zullen bijvoorbeeld niet gauw doorgestuurd worden. Zitten er in één en dezelfde gevangenis beklagden en veroordeelden, en de beklagde die een definitieve veroordeling ontvangt stelt weinig beheersproblemen, dan is de kans groot dat hij in diezelfde gevangenis zal blijven. Door de weinig transparante besluitvorming bij classificatie is het niet mogelijk om zomaar te veronderstellen dat een lichte concentratie van personen uit de omgeving in een bepaalde gevangenis, neerkomt op het nastreven en respecteren van het nabijheidsbeginsel.

Dat classificatie helemaal niet zorgt voor aangepaste profielen, viel in het bijzonder op bij één open gevangenis, waar er jaarlijks tal van ontvluchtingen zijn. Een directielid hekelde de toewijzingen, in het bijzonder vanuit één gevangenis, van waaruit er vooral ‘plaats gemaakt’ leek te worden, in plaats van het profiel van een persoon vooral in overweging te nemen. Hij



wees er zelfs op dat meer ontvluchtingen vanuit een bepaalde optiek de overbevolking tegengaat, omdat er na ontvluchtingen weer plaatsen zijn voor andere gedetineerden. Dergelijke problemen (en de bijhorende redenering) zijn tekenend voor het ontbreken van een match tussen het profiel van gedetineerden die naar sommige inrichtingen gestuurd worden en de mogelijkheden van die inrichtingen.

### 3.5. *Het ontbreken van systematische, geïnformateerde gegevens over de gedetineerdenpopulatie*

Een laatste punt hierbij betreft het ontbreken van systematische, geïnformateerde gegevens over de gedetineerdenpopulatie. De bestaande datasystemen, in hoofdzaak SIDIS-Griffie, zijn vanuit louter administratieve overwegingen opgesteld en zijn ontoereikend als een geautomatiseerd classificatie-instrument. Sommige relevante gegevens voor een geautomatiseerde classificatie zijn zelfs nog niet op een systematische en structurele manier beschikbaar op informaticasystemen. Zo bevat SIDIS-Griffie tot op vandaag geen gegevens per gedetineerde over psychologische testcores, over tuchtproblemen, over sociale contacten.

Veel fundamenteler, een gedetailleerd globaal beeld van de detentiepopulatie ontbreekt. De penitentiaire statistiek wordt niet voor niets al jaren omschreven als ‘het achtergebleven broertje van de Belgische criminografie’ (Beyens, 2006). Er zijn zelfs al bijna 30 jaar geen cijfers meer gepubliceerd over recidive van ex-gedetineerden, terwijl dat één van de belangrijke criteria *kan* zijn bij classificatie. En dan blijven de meer gevorderde instrumenten, waarbij zowel statistische als dynamische variabelen opgenomen worden, nog zéér ver buiten beschouwing.

## 4. **Geen systematische herclassificatie (BK4)**

Op basis van bovenstaande elementen moet het duidelijk zijn dat er moeilijk sprake kan zijn van een systematische classificatie, dus ook niet van een systematische herclassificatie. Dat betekent niet dat in individuele gevallen – de spreekwoordelijke uitzonderingen – wel herclassificaties plaatsvinden. Het gaat hier echter om het ontbreken van systematiek.

## 5. **En geen *over-rides* (BK5)**

Hetzelfde geldt voor *over-rides*: indien er geen systematische, geautomatiseerde classificatie gebeurt, waarbij een score aan een gedetineerde wordt toegekend, dan kan er ook moeilijk sprake zijn van een *over-ride*. Wel valt vanuit de observaties op te merken dat er voor sommige gevoelige dossiers vanuit meerdere niveaus van de centrale gevangenisadministratie en zelfs vanuit het Kabinet een advies wordt gegeven, wat niet op een *over-ride*, maar op een hoge mate van discretionaire, zelfs arbitraire, inmenging in de strafuitvoering kan neerkomen.

\*

\*\*

In de classificatieliteratuur werd al in de jaren 1980 gesproken van een soort evolutie van classificatiepraktijken, zeg maar, een classificatie van classificatiesystemen. Clear en Gallagher (1985) onderscheiden drie fasen in classificatie:

Fase I systemen (“there is no classification”),

Fase II systemen (“underdeveloped classification systems”) en

Fase III systemen (“highly developed classification systems”).

Wanneer de Belgische classificatiepraxis in een evolutieschema van classificatiesystemen wordt geplaatst, dan lijkt classificatie in het Belgische gevangeniswezen te beantwoorden aan een Fase I-classificatiesysteem, wat omschreven wordt als “a classification dinosaur” (Clear en Gallagher, 1985: 425; Weinrath en Coles, 2003; voor een vierdelige classificatie van risk assessment instrumenten die grote parallellen vertoont, zie Andrews en Bonta, 2010: 310-326).

Bonta et al (2001: 242) stelden al 10 jaren geleden dat: “The debate over actuarial versus clinical assessment is now a historical footnote.” Die les gaat zeker niet op voor België. Wel integendeel, als er enige vooruitgang gemaakt kan worden op het vlak van classificatie, dan zal het net op dat vlak zijn: hoe classificatiebeslissingen meer geobjectiveerd kunnen worden.

## **PARTIE 4. ANALYSE DES DONNEES CHIFFREES ISSUES DE SIDIS GREFFE**

L'objectif de cette partie du rapport est de rendre compte de l'analyse de deux extractions de la base de données de la Direction Générale des Etablissements Pénitentiaires (rassemblant les informations enregistrées dans l'application informatique SIDIS-GREFFE). Dans un premier temps nous avons procédé à l'identification des caractéristiques de la population pénitentiaire qui sont disponibles dans cette base de données et qui pourraient intervenir comme variables déterminantes dans le processus de classification. Ces variables ont été isolées sur base des informations ressortant du travail de terrain (partie 3) et de l'inventaire réglementaire (partie 2). Des demandes d'extractions des informations utiles ont ensuite été soumises à la DGEPI. L'exploitation de ces données vise d'une part à fournir tant que faire ce peut des informations quantitatives sur les pratiques de classification telles que concrètement appliquées et d'autre part à pouvoir effectuer sur une base objective la sélection des établissements pénitentiaires et des catégories de détenus en vue de la réalisation des interviews de détenus (partie 5.). Deux extractions ont été exploitées, à savoir celle regroupant les informations enregistrées à la date du 5/02/2008 et celle concernant les informations à la date du 7/10/2008.

### **HOOFDSTUK 1. ANALYSE EXTRACTIES: ENKELE BEVINDINGEN**

Hieronder worden enkele bevindingen voorgesteld die al enig licht kunnen werpen op de classificatie praktijken en de selectie van instellingen en categorieën gedetineerden. Enkel de meest relevante aspecten voor een selectie van instellingen en groepen zullen hier vermeld worden.

Volgende variabelen leken op voorhand interessant en werden, waar mogelijk, in de data nagegaan:

- geslacht
- leeftijd
- nationaliteit
- taal
- strafduur
- primair versus niet-primair
- gevangenis
- nabijheidsbeginsel

Een aantal daarvan is bekeken in samenhang met elkaar.

Volgende afkortingen worden hieronder gebruikt:

Wanneer achter een bestand een cijfer staat, dan verwijst dat cijfer (1 of 3) naar het moment van de extractie

- 1 = 5/02/2008
- 3 = 7/10/2008

Volgende afkortingen zullen gebruikt worden:

- E = EXTRACTIE (dit verwijst naar een moederbestand waarin alle gedetineerden zitten)
- C = CONVICT (dit verwijst naar een bestand met alleen de definitief veroordeelde)

gedetineerden)

M = MOMENT (dit verwijst naar het referentiemoment, de datum van de extracties)

Dus: E1, C1, E3 en C3 als referentiebestanden (M1 heeft betrekking op E1 en C1; M3 op E3 en C3).

## 1. Geslacht

Bijna alle gedetineerden zijn mannelijk. Dat is niet anders voor de definitief veroordeelde gedetineerden. Op M1 zaten er in totaal 499 vrouwelijke gedetineerden opgesloten (4.6% van de totale populatie van 10794), met 216 definitief veroordeelde vrouwen (3.8%) op een totaal van 5746. Op M3 bedroeg het aantal vrouwen achter de tralies 465 (of 4.2%) van de 10985 gedetineerden, met 217 vrouwelijke definitief veroordeelden (3.6% op een totaal van 5980).

Er wordt in België zoals in vele landen gekozen voor een classificatie die – zelden nog expliciet vermeld – vertrekt vanuit een indeling op basis van geslacht.

Als verondersteld wordt dat meer gedetineerden van een bepaalde groep ook betekent dat er meer beschikbare voorziene plaatsen zijn voor die groep of categorie, dan heeft dit meteen al gevolgen voor vrouwelijke definitief veroordeelde gedetineerden. Een gevangeniswezen waar vrouwelijke gedetineerden een klein deel uitmaken, heeft logisch gesproken niet zoveel keuzemogelijkheden voor vrouwen als voor mannen.

Hieronder volgen voor E1 de verschillende gevangenissen met indeling naar wettelijke situatie en geslacht. Enkel de 9 gevangenissen met vrouwelijke gedetineerden zijn opgesomd.

**Tabel 1. Indeling naar geslacht 1**

<i>Gevangenis</i>	<i>N beklagden</i> (m/v)	<i>N veroordeelden</i> (m/v)	<i>N geïnterneerden</i> (m/v)	<i>N 'andere'</i> (m/v)	Totaal (m/v)
Antwerpen	454 (426 + 28)	<b>66 (61 + 5)</b>	130 (125 + 5)	3 (3 + 0)	653 (615 + <b>38</b> )
Berkendael (enkel vrouwen)	68	<b>32</b>	10		<b>110</b>
Brugge	222 (192 + 30)	<b>541 (479 + 62)</b>	28 (12 + 16)	8 (7 + 1)	799 (690 + <b>109</b> )
Gent	180 (158 + 22)	<b>165 (140 + 25)</b>	89 (87 + 2)	7 (7 + 0)	441 (392 + <b>49</b> )
Mons	141 (122 + 19)	<b>214 (194 + 20)</b>	22 (22 + 0)		377 (338 + <b>39</b> )
Mons EDS (enkel vrouwen)	1		36		<b>37</b>
Lantin	395 (367 + 28)	<b>493 (459 + 34)</b>	51 (51 + 0)	5 (4 + 1)	944 (881 + <b>63</b> )
Hasselt	135 (127 + 8)	<b>394 (368 + 26)</b>	3 (3 + 0)	6 (6 + 0)	538 (504 + <b>34</b> )
Namur	90 (82 + 8)	<b>88 (76 + 12)</b>	23 (23 + 0)	1 (1 + 0)	202 (182 + <b>20</b> )
<b>TOT VROUWEN</b>	212	<b>216</b>	69	2	499

Er zijn 8 gevangenissen met definitief veroordeelde vrouwen. Dit betekent dat vrouwen veel minder mogelijkheden hebben om dichterbij huis te zitten. Tevens valt het op dat er geen vrouwen aanwezig zijn in de (half)open instellingen van Marneffe, St. Hubert, Hoogstraten of Ruiselede. Daarentegen zijn er wel vrouwen in de eerder hoogbeveiligde gevangenissen van Brugge en Hasselt. Er is slechts één enkele gevangenis die voornamelijk gericht is op

vrouwelijke definitief veroordeelden: Berkendael. Daarnaast zitten in elke gevangenis met veroordeelde vrouwen nog andere categorieën (beklaagden, geïnterneerden en/of andere).

Op basis van C1 kwamen onder meer volgende gegevens naar voor:

Van de 216 veroordeelde vrouwen waren er 36 onder het regime van elektronisch toezicht, 1 in het regime van beperkte detentie.

32 waren gedomicilieerd in de gevangenis waar ze verbleven. Dat verschilde niet significant van mannen ( $X^2 = 2.115$ ; sig. = .146, dus n.s.).

80 van de 216 vrouwen stonden op de Franstalige taalrol, 102 op de Nederlandstalige en 34 spraken een andere taal.

Er konden meerdere significante associaties vastgesteld worden, o.a. een significante associatie tussen het geslacht en de provincie (of het gewest) waar men laatste gedomicilieerd was. De associaties waren telkens vrij zwak (voor provincie: Cramer's V = .105 (sig. = .000); voor gewest: Cramer's V = .060 (sig. = .001)).

Er bleek ook een significante associatie tussen taal van de gedetineerde en geslacht (gekruist voor taal van de gevangenis –zie document met toelichting; deze variabele is gebaseerd op de indeling van gevangenen bij het DG EPI in een Regionale Directie Noord en Regionale Directie Zuid). Hieruit bleek dat er voor RD Noord geen significante associatie was tussen geslacht en taal van gedetineerde, maar voor de RD Zuid wel: Er bleek een vrij zwakke associatie te bestaan (Cramer's V = .155; sig. = .000).

De bijzondere situatie van definitief veroordeelde vrouwen roept meerdere vragen op en maakt van hen een belangrijke groep voor verder onderzoek.

## 2. Leeftijd

De leeftijdsverdeling van de ganse gedetineerdenpopulatie en die van de definitief veroordeelden volgt hieronder. Deze wordt weergegeven in categorieën.

Hier worden enkel cijfers m.b.t. M1 vermeld.

Voor E1 is de leeftijdsverdeling :

**Tabel 2. Indeling totale detentiepopulatie naar leeftijd**

Leeftijd	Frequentie	Percentage	Cumulatief Percentage
< 21 jaar	577	5.3	5.3
21 - 25 jaar	1652	15.3	20.7
26 - 30 jaar	1936	17.9	38.6
31 - 35 jaar	1877	17.4	56.0
36 - 40 jaar	1621	15.0	71.0
41 - 45 jaar	1184	11.0	82.0
46 - 50 jaar	817	7.6	89.5
51 - 55 jaar	547	5.1	94.6
56 - 60 jaar	292	2.7	97.3
61 - 65 jaar	165	1.5	98.8
> 65 jaar	126	1.2	100.0
Totaal	10794	100.0	

Voor C1 is de leeftijdsverdeling :

**Tabel 3. Indeling definitief veroordeelden naar leeftijd (5/02/2008)**

<b>Leeftijd</b>	<b>Frequentie</b>	<b>Percentage</b>	<b>Cumulatief percentage</b>
< 21 jaar	115	2.0	2.0
21-25 jaar	790	13.7	15.8
26-30 jaar	1095	19.1	34.8
31-35 jaar	1071	18.6	53.4
36-40 jaar	940	16.4	69.8
41-45 jaar	659	11.5	81.3
46-50 jaar	458	8.0	89.2
51-55	299	5.2	94.4
56-60 jaar	164	2.9	97.3
61-65 jaar	82	1.4	98.7
>65 jaar	73	1.3	100.0
Total	5746	100.0	

Eén van de voor classificatie relevante aspecten heeft te maken met de concentratie van jonge gedetineerden in één gevangenis. De veronderstelling is daarbij dat jonge gedetineerden voor meer ‘onrust’ zouden zorgen dan de oudere gedetineerden. Met die veronderstelling als startpunt gaan we hier na welke gevangenissen de hoogste concentratie van jonge definitief veroordeelde gedetineerden hebben.

Omgekeerd zou kunnen verwacht worden dat inrichtingen met meer oudere gedetineerden een kalmere sfeer kunnen hebben. Gedetineerden vanaf een bepaalde hogere leeftijd vergen dan misschien weer bijzondere behoeften.

De achterliggende veronderstelling hier is dat de verschillende categorieën gedetineerden (beklaagden, veroordeelden, geïnterneerden, andere) strikt van elkaar gescheiden zitten. Tot nader orde kunnen we daarover geen definitieve uitspraak doen zonder een analyse van de regimereglementen en, ten gronde, van de praxis op het terrein.

We beperken ons hier tot C1 (dus: enkel definitief veroordeelden) met bovenstaande assumptie in het achterhoofd.

Hier vermelden we per gevangenis de (cumulatieve) percentages van verschillende groepen:

- jonge gedetineerden: tot max. 25 jaar of tot max. 30 jaar
- oudere gedetineerden: > 40 jaar
- groep van gedetineerden ouder dan 60 jaar

**Tabel 4. Gevangenis: spreiding leeftijdscategorieën**

<b>Gevangenis</b>	<b>t.e.m. 25 jaar</b>	<b>t.e.m. 30 jaar</b>	<b>&gt; 40 jaar</b>	<b>&gt; 60 jaar</b>	<b>N</b>	<b>def. veroordeelden</b>
Merksplas	20,8	47,0	17,9	0,3	351	
Wortel	18,9	39,0	11,3	1,3	159	
Antwerpen	22,7	36,4	33,3	3,0	66	
Mechelen	21,7	40,0	30,0	3,3	60	
Turnhout	11,1	25,9	27,8	3,7	54	
Hoogstraten	18,8	37,0	20,1	1,3	154	
St. Gillis	22,9	43,5	20,2	2,4	292	
Leuven Centraal	6,7	20,1	47,7	6,7	283	
Vorst	9,7	31,9	19,4	0	72	
Leuven Hulp	13,0	47,8	26,1	1,4	69	
Nivelles	13,3	34,7	30,0	2,0	150	
Berkendael	9,4	15,6	43,7	0	32	
Ittre	19,8	40,7	20,2	1,0	415	
Brugge	11,1	29,6	25,1	6,1	541	
Ieper	29,1	47,3	27,3	0	55	
Ruiselede	16,4	36,1	29,5	1,6	61	
Gent	12,7	30,9	32,7	1,8	165	
Oudenaarde	12,3	33,1	33,8	1,5	130	
Dendermonde	14,8	43,2	28,4	2,3	88	
Mons	17,8	35,5	31,3	1,4	214	
Tournai	17,2	32,3	33,3	4,3	93	
Jamioulx	19,8	34,6	24,7	0	81	
Marneffe	12,3	29,5	32,2	2,1	146	
Lantin	13,6	34,1	27,4	1,0	493	
Verviers	16,1	35,2	30,1	2,6	193	
Huy	15,0	21,7	48,3	5,0	60	
Hasselt	12,9	27,9	32,7	3,1	394	
Arlon	10,6	27,7	34,0	4,3	94	
St. Hubert	16,5	27,8	41,6	7,9	291	
Namur	15,9	37,5	31,8	0	88	
Dinant	11,8	29,4	47,1	0	17	
Andenne	19,7	43,4	21,6	1,8	385	

Bovenstaande tabel toont dat er dus 32 gevangenis zijn waar definitief veroordeelde gedetineerden opgesloten worden. Dit betekent dat elke gevangenis in België definitief veroordeelden huisvest. Het aantal definitief veroordeelden varieert (verder daarover nog meer). Ook varieert het aantal zeer jonge, jonge, oudere en oude gedetineerden sterk.

In vijf gevangenis is meer dan één op vijf gedetineerden (20%) maximum 25 jaar (Merksplas, Antwerpen, Mechelen, St. Gillis en Ieper), in 7 gevangenis (Merksplas, Mechelen, Leuven Hulp, Ittre, Dendermonde en Andenne) zijn minstens twee op vijf gedetineerden (40%) maximum 30 jaar. Voor Merksplas, Ittre en Andenne is dit een aanzienlijk grote groep van jonge(re) gedetineerden.

In 5 gevangenis (Leuven Centraal, Berkendael, Huy, St. Hubert en Dinant) zijn minstens twee op vijf gedetineerden (40%) ouder dan 40 jaar. Vier gevangenis hebben minstens 5% bewoners ouder dan 60 jaar (Leuven Centraal, Brugge, Huy en St. Hubert).

Anderzijds bedraagt in zeven gevangenis (Merksplas, Wortel, Hoogstraten, St. Gillis, Vorst, Ittre en Andenne) het percentage van definitief veroordeelden boven de 40 jaar ongeveer één op vijf.

Qua leeftijdsprofiel betekent dit dat enkele gevangenen een uitgesproken oudere bevolking hebben, terwijl andere net een uitgesproken jongere populatie hebben.

Eerder oudere populatie: Leuven Centraal, Berkendael, Huy, St. Hubert en Dinant

Eerder jonge populatie: Merksplas, St. Gillis, Leuven Hulp, Ittre en Andenne

Er werden in de analyse tal van significante associaties van leeftijd met andere variabelen teruggevonden, doch de sterkte van de associaties was telkens vrij tot zeer zwak. Een zeer voor de hand liggende (naarmate men ouder is, heeft men meer tijd gehad om achter de tralies te belanden) en matige (eerder zwakke) associatie was die tussen leeftijd en het totaal aantal detenties (primair versus niet-primair):

$X^2 = 324.988$ ; Cramer's  $V = .238$ ; sig. = .000

Leeftijd kan dienst doen als een bijkomend selectiecriteria voor gevangenen en/of te bevragen gedetineerden.

### 3. Nationaliteit

Aangezien de registratie van de variabele nationaliteit in de SIDIS-GRIFFIE databank niet zonder problemen is (met o.a. nog vermeldingen van West- en Oost-Duitsland, Sovjetunie,...) én er bovendien geen verdere informatie beschikbaar was over het verblijfsrecht (niet opgevraagd: de registratie zou onbetrouwbaar zijn), werd niet geopteerd om alle nationaliteiten te gaan hercoderen. Dit zou te veel tijd vragen voor de relatief beperkte informatie die het zou opleveren. Er werd beslist om te werken met het onderscheid Belg – niet-Belg. Dit is niet zonder beperkingen, onder meer omdat daardoor alle vreemdelingen met recht op verblijf in het land over dezelfde kam geschoren worden als vreemdelingen zonder recht op verblijf. Toch was dit de meest haalbare mogelijkheid. Verder in dit document staat nog meer informatie hierover.

Het aantal Belgen (M1 en M3) is hieronder vermeld voor de beide momenten (aantal + percentage):

**Tabel 5. Indeling Belg / niet-Belg**

	Veroordeelden	Beklaagden	Geïnterneerden	'andere'	Totaal
M1 Belg	<b>3507 (54.6%)</b>	1694 (26.4%)	1133 (17.6%)	89 (1.4%)	6423 (100%)
M1 Tot	<b>5746</b> <b>(B: 61.0%)</b>	3482 (B: 48.7%)	1413 (B: 80.2%)	153 (58.2%)	10794 (B: 59.5%)
M3 Belg	<b>3647 (55.8%)</b>	1646 (25.2%)	1154 (17.7%)	86 (1.3%)	6533 (100%)
M3 Tot	<b>5980</b> <b>(B: 61.0%)</b>	3409 (B: 48.3%)	1456 (B: 79.3%)	140 (B: 61.4%)	10985 (B: 59.5%)

Bij de veroordeelden vertegenwoordigen personen met de Belgische nationaliteit telkens 61% ten opzicht van 39% niet-Belgen. Dit strookt met eerdere studies, waaruit al bleek dat ca 40% van alle gedetineerden vreemdeling was (o.a. Snacken et al., 2004).

De verdeling per gevangenis is hieronder opgesomd (C1). De overweging daarbij is dat een groter aantal personen dat niet de Belgische nationaliteit heeft, mogelijks tot meer praktische problemen leidt (o.a. communicatieproblemen, cultuurverschillen,...). Dat kan deels verder nagegaan worden op basis van een onderscheid naar taal (zie verder).



**Tabel 6. Indeling nationaliteit per gevangenis (Belg / niet-Belg)**

<b>Gevangenis</b>	<b>Belg</b>	<b>Andere nationaliteit of onbepaald</b>	<b>Totaal n veroordeelden</b>
Merksplas	<b>109 (31.1%)</b>	242	351
Wortel	<b>69 (43.4%)</b>	90	159
Antwerpen	47 (71.2%)	19	66
Mechelen	<b>45 (75.0%)</b>	15	60
Turnhout	40 (74.1%)	14	54
Hoogstraten	<b>125 (81.2%)</b>	29	154
St. Gillis	<b>75 (25.7%)</b>	217	292
Leuven Centraal	190 (67.1%)	93	283
Vorst / Forest	<b>19 (26.4%)</b>	53	72
Leuven Hulp	<b>53 (76.8%)</b>	16	69
Nivelles	95 (63.3%)	55	150
Berkendael	<b>9 (28.1%)</b>	23	32
Ittre	<b>189 (45.5%)</b>	226	415
Brugge	<b>425 (78.6%)</b>	116	541
Ieper	<b>47 (85.5%)</b>	8	55
Ruiselede	<b>60 (98.4%)</b>	1	61
Gent	121 (73.3%)	44	165
Oudenaarde	<b>109 (83.8%)</b>	21	130
Dendermonde	<b>67 (76.1%)</b>	21	88
Mons	153 (71.5%)	61	214
Tournai	60 (64.5%)	33	93
Jamioulx	<b>45 (55.6%)</b>	36	81
Marneffe	108 (74.0%)	38	146
Lantin	<b>282 (57.2%)</b>	211	493
Verviers	123 (63.7%)	70	193
Huy	<b>51 (85.0%)</b>	9	60
Hasselt	243 (61.7%)	151	394
Arlon	57 (60.6%)	37	94
St. Hubert	194 (66.7%)	97	291
Namur	<b>67 (76.1%)</b>	21	88
Dinant	<b>17 (100%)</b>		17
Andenne	<b>213 (55.3%)</b>	172	385

In 9 gevangenissen zitten er minder Belgische definitief veroordeelden dan het nationale gemiddelde (60%), met als uitschieter de gevangenis van St. Gillis (25.7% veroordeelden met Belgische nationaliteit). In 10 gevangenissen is minstens 75% van alle veroordeelden Belg.

Wordt vervolgens verder nagegaan of het gaat om personen die niet-Belg zijn en niet op de taalrol van de inrichting (Frans of Nederlands) staan, dan kan vermoed worden dat dit leidt tot communicatiemoeilijkheden en kunnen eventuele cultuurverschillen nog sterker op de voorgrond treden. Voor C1 wordt dit hieronder opgenomen, met indeling naar taal inrichting, taal gedetineerde en nationaliteit. De taal van de inrichting is gebaseerd op de officiële indeling van gevangenissen in een RD Noord en een RD Zuid.

**Tabel 7. Indeling nationaliteit & taal per gevangenis (met opdeling RD N en RD Z)**

RD gevangenis (N of Z)	Gevangnissen	Belg			Niet-Belg			Totaal
		Ndl	Fr	And	Ndl	Fr	And	
RD Noord	Merksplas	106	2	1	91	59	92	
	Wortel	68	1	0	35	30	25	
	Antwerpen	47	0	0	8	1	10	
	Mechelen	44	1	0	9	1	5	
	Turnhout	40	0	0	8	2	4	
	Hoogstraten	124	0	1	28	1	0	
	St. Gillis	25	48	2	32	113	72	
	Leuven Centraal	187	3	0	30	21	42	
	Leuven Hulp	49	4	0	3	6	7	
	Brugge	414	10	1	46	29	41	
	Ieper	46	1	0	4	4	0	
	Ruiselede	60	0	0	1	0	0	
	Gent	119	1	1	26	8	10	
	Oudenaarde	107	2	0	14	3	4	
	Dendermonde	66	0	1	9	2	10	
	Hasselt	237	3	3	97	23	31	
<b>SUBTOT</b>		<b>1739</b>	<b>76</b>	<b>10</b>	<b>441</b>	<b>303</b>	<b>353</b>	
RD Zuid	Vorst / Forest	7	12	0	6	36	11	
	Nivelles	1	94	0	0	50	5	
	Berkendael	4	4	1	2	5	16	
	Ittre	2	186	1	2	192	32	
	Mons	2	151	0	0	57	4	
	Tournai	2	57	1	0	31	2	
	Jamioulx	1	44	0	0	35	1	
	Marneffe	0	108	0	0	38	0	
	Lantin	1	279	2	4	183	24	
	Verviers	1	119	3	1	59	10	
	Huy	0	51	0	0	9	0	
	Arlon	0	56	1	2	26	0	
	St. Hubert	2	190	2	0	94	3	
	Namur	0	67	0	0	20	1	
	Dinant	0	17	0	0	0	0	
Andenne	1	212	0	1	148	23		
<b>SUBTOT</b>		<b>24</b>	<b>1647</b>	<b>11</b>	<b>18</b>	<b>983</b>	<b>141</b>	
<b>TOT</b>		<b>1763</b>	<b>1723</b>	<b>21</b>	<b>459</b>	<b>1286</b>	<b>494</b>	

Enkele opvallende observaties:

-Ten eerste valt het op dat er 76 Franstalige Belgen in een officieel Nederlandstalige inrichting verblijven, terwijl er 24 Nederlandstalige Belgen in een officieel Franstalige inrichting opgesloten zitten. De Brusselse instellingen spelen daarin wel een voornamelijk rol: in St. Gillis verblijven er op het ogenblik van de extractie 48 Franstalige Belgen (63,1% van alle Franstalige Belgen in gevangnissen op de Nederlandstalige taalrol); in Vorst zaten er 7 van de 24 Nederlandstalige Belgen. De anderstalige Belgen zijn gelijk gespreid.

-Een tweede opvallende observatie: bij de personen die niet de Belgische nationaliteit bezitten, zitten er in de Nederlandstalige inrichtingen 303 die op een Franstalige taalrol staan, terwijl er in de Franstalige inrichtingen 18 zitten die op een Nederlandstalige taalrol zijn ingeschreven. Ook hier spelen de Brusselse inrichtingen een bijzondere rol: in St. Gillis zaten er 113 Franstalige niet-Belgen (van de 303, dus 37.2%), in Vorst 6 Nederlandstalige niet-Belgen (van de 18, dus 33.3%).

-Wat de anderstalige niet-Belgen betreft, valt het tevens op dat er 353 personen in de Nederlandstalige inrichtingen zitten, terwijl er 141 in de Franstalige gevangnissen verblijven.

Bovendien is het aantal Franstalige en Nederlandstalige Belgen min of meer gelijk, maar valt een groot verschil op tussen het aantal Nederlandstalige en Franstalige niet-Belgen.

Eén van de gegevens die konden worden nagegaan, betreft het geboorteland. Daaruit kan evenwel niet zomaar afgeleid worden dat personen die niet in België geboren zijn, vreemdeling zijn:

$X^2 = 641.966$ ;  $df = 1$ ;  $\Phi = .334$ ;  $sig. = .000$

Bij nazage bleek dit duidelijk: zo waren 105 Belgen (2.9%) niet geboren in België. Van de definitief veroordeelden die niet de Belgische nationaliteit bezitten, zijn er 1682 (75.12%) geboren in België. Dat zou betekenen dat van de niet-Belgen 557 gedetineerden niet in België geboren zijn. De overlap met anderstaligheid werd voor die groep nagegaan, waaruit bleek dat 221 van de 515 anderstalige gedetineerden geen Belg is, niet in België geboren is en niet op de taalrol van het Nederlands of Frans ingeschreven staat. Wellicht gaat het hierbij om vreemdelingen met een andere culturele achtergrond, maar echt zeker is dat niet.

De opgevraagde gegevens laten niet toe om na te gaan of gedetineerden zonder de Belgische nationaliteit verblijfsrecht hebben. Die kennis is nochtans van belang voor inschattingen omtrent classificatie.

Immers, er kan verondersteld worden dat gedetineerden met verblijfsrecht gemakkelijker zullen doorstromen naar gevangenis met een meer open regime, of minstens dat er op een andere manier aan de reclassering zal gewerkt worden, als er al aan gewerkt wordt (er gelden immers andere regels inzake de voorbereiding op een voorlopige invrijheidstelling met het oog op overlevering of uitzetting; bvb de contra-indicaties vragen geen volledig uitgewerkt reclasseringsplan, recidiverisico's spelen minder mee; gedetineerden kunnen tevens hun overbrenging vragen, wat maakt dat er zelfs geen voorbereiding op invrijheidstelling gebeurt in België, maar de straf uitgevoerd wordt in het thuisland).

Er werden meerdere significante associaties gevonden. Zo was er een significante associatie tussen nationaliteit en dezelfde taalrol gevangenis – gedetineerde:

$X^2 = 1088.037$ ;  $df = 1$ ;  $\Phi = .435$ ;  $sig. = .000$

Bij nadere opsplitsing van die kruistabel voor de taalrol van de gevangenis (dus: RD Noord en RD Zuid) was het resultaat het volgende:

**Tabel 8. Kruistabel RD Noord/Zuid – nationaliteit – zelfde taal gevangenis/gedetineerde**

Taal gevangenis (obv indeling RD Noord en RD Zuid)	Zelfde taal gedetineerde – gevangenis		Nationaliteit (Belg of niet)		Totaal
			Belg	Andere nationaliteit of onbepaald	
'Nederlands' (RD Noord)	Zelfde taal gedetineerde – gevangenis	Nee	86	656	742
		Ja	1739	441	2180
	Totaal		1825	1097	2922
'Frans' (RD Zuid)	Zelfde taal gedetineerde – gevangenis	Nee	35	159	194
		Ja	1647	983	2630
	Totaal		1682	1142	2824
Totaal	Zelfde taal gedetineerde - gevangenis	Nee	121	815	936
		Ja	3386	1424	4810
	Totaal		3507	2239	5746

Telkens waren de  $X^2$  significant (alledrie: .000). De Phi waarden waren respectievelijk voor de eerste combinatie .613 (sig. = .000), voor de tweede combinatie .230 (sig. = .000) en voor het totaal .435 (sig. = .000).

Dit betekent concreet dat er een zeer sterke associatie is tussen de overlap van de taal van de gedetineerde en nationaliteit, met na opsplitsing duidelijke verschillen tussen de waarden voor Nederlandstalige en Franstalige inrichtingen (directie Noord en directie Zuid).

Een nadere opsplitsing voor geslacht toonde aan dat er op dat vlak verschillen waren (zie document met analyses). Het resultaat wijst op een verschil tussen mannen en vrouwen:

Voor mannen:  $X^2 = 1028.546$ ;  $df = 1$ ; Phi = .431; sig. = .000

Voor vrouwen:  $X^2 = 71.819$ ;  $df = 1$ ; Phi = .577; sig. = .000

Totaal:  $X^2 = 1088.037$ ;  $df = 1$ ; Phi = .435; sig. = .000

Er was tevens een significante associatie tussen gerechtelijk arrondissement waarin de gedetineerde laatst zijn woonplaats had (na uitsluiting van gedetineerden die in de gevangenis gedomicilieerd waren en diegenen die geen domicilie hadden) en het al dan niet bezitten van de Belgische nationaliteit.

$X^2 = 503.320$ ;  $df = 26$ ; Cramer's V = .350; sig. = .000

Dat een aanzienlijk deel van de veroordeelden zonder de Belgische nationaliteit toch verblijfsrecht hebben, is onder meer af te leiden uit de toepassing van bijzondere modaliteiten van strafuitvoering (elektronisch toezicht, beperkte detentie). In het geval dat weinig of geen gedetineerden zonder de Belgische nationaliteit verblijfsrecht zouden hebben (wat dus ook de facto zou betekenen dat ze geen elektronisch toezicht of beperkte detentie zullen ontvangen), dan zou een zeer sterke associatie tussen nationaliteit en het regime van strafuitvoering moeten zijn. Van de 614 personen in een bijzonder regime van strafuitvoering waren er 124 (20.19%) die niet de Belgische nationaliteit bezitten. De associatie tussen beide variabelen was wel significant, doch niet echt sterk:

$X^2 = 103.961$ ;  $df = 2$ ; Cramer's V = .135; sig. = .000

Dit bevestigt de noodzaak om meer variabelen in toekomstige extracties op te nemen, inclusief verblijfsrecht (zelfs al is die in de databank SIDIS-GRIFFIE vrij onbetrouwbaar, dan

nog kan deze al enig licht op de feiten werpen, veeleer dan zoals nu helemaal in het duister te moeten tasten).

Detentieplanning en detentiefasering voor vreemdelingen is dus wellicht anders dan voor gedetineerden met recht op verblijf, en het is ook goed mogelijk dat deze groep op een andere manier bejegend wordt dan de gedetineerden met verblijfsrecht, wat van deze groep een interessante doelgroep maakt om te betrekken bij het onderzoek (al is het maar op basis van een veronderstelling en minder op basis van harde gegevens).

#### **4. Gevangenen**

De aard van een gevangenis en het regime of de verschillende regimes die erin georganiseerd worden, zijn van groot belang voor classificatiedoelinden. Echter, buiten enkele voor de hand liggende aspecten kan uit een extractie maar beperkte informatie gepuurd worden. De informatie die wel kan verkregen worden, betreft onder meer een indeling op basis van open, halfopen en gesloten gevangenen (op basis van algemene beschikbare informatie, niet op basis van extracties) en een beschrijving van de populatie per gevangenis (deels op basis van de informatie die via extracties verkregen kan worden). Dat laatste betreft onder meer variabelen zoals: leeftijd (zie boven), taal (zie boven), maar ook de aard van de gevangenis (strafhuis, arresthuis, gemengd) en andere aspecten, zoals de inplanting in een bepaalde regio. Dit soort gegevens roept meteen bijkomende vragen op die elk streven naar classificatie nuanceren, toch wat bepaalde principes betreft. Zo is de criminele politiek aan veranderingen onderhevig en wijzigt criminaliteit op basis van factoren die o.a. demografisch, economisch en sociaal van aard zijn. Dit blijft niet zonder gevolgen voor classificatiedoelen. Een belangrijk voorbeeld terzake betreft het nabijheidsprincipe: het opsluiten van een veroordeelde zou zo dicht als mogelijk bij zijn laatste domicilie moeten gebeuren. Dat is natuurlijk afhankelijk van de locatie van de gevangenen (spreiding of concentratie) en de concentratie van het aantal veroordeelden naar woonplaats. Een sterke match tussen beide is afhankelijk van factoren die aan het bereik van de penitentiaire administratie ontsnappen: het gevangenispark is er (bij uitzondering van de nieuw te bouwen gevangenen), criminaliteit en bestraffing hangen niet rechtlijnig samen en zijn onder meer afhankelijk van criminele politiek en bredere sociaal-structurele ontwikkelingen. Elke poging om invulling te geven aan het nabijheidsprincipe zal dus altijd beperkt blijven.

Overigens zullen sommige classificatieprincipes niet zomaar gemakkelijk met elkaar verzoenbaar zijn. Een voorbeeld kan dit verduidelijken. Eén van de classificatiedoelinden zou verband kunnen houden met zoveel als mogelijk nastreven van een progressief regime. Dit zou wat de opsluiting zelf betreft onder meer inhouden dat personen meer vrijheid krijgen naarmate ze verder in hun detentie vorderen, van een gesloten inrichting naar een open inrichting. Toch is dat zeer moeilijk te verzoenen met het nabijheidsprincipe, onder meer omdat er slechts per regionale directie twee open inrichtingen zijn: regio Noord: Ruiselede en Hoogstraten, regio Zuid: Marneffe en St. Hubert. Het feit dat er zo weinig open gevangenen zijn, is op zich een veelbetekenend gegeven. Bovendien zijn er in de Belgische context geen zogenaamde 'halfway houses', verblijven die nog een extra tussenstap betekenen tussen opsluiting en vrijheid, maar een grotere mate van onafhankelijkheid voor veroordeelden impliceren dan open gevangenen. Dit betekent dat bepaalde gedetineerden niet doorstromen naar een open inrichting (misschien omwille van veiligheidsoverwegingen, misschien ook omdat ze in een open inrichting verder van hun sociale netwerk zullen verwijderd worden). In dat laatste geval komen de principes van nabijheid en progressief regime in spanning met elkaar te staan. De feitelijke infrastructuur en spreiding van

gevangenis heeft dus verstrekkinge gevolgen voor basisprincipes inzake classificatie. Bij de bouw van nieuwe instellingen zouden dit soort overwegingen kunnen meespelen in de keuze van de specificiteit van de inrichting.

Voor het verdere verloop van het onderzoek is het van groot belang om een selectie te maken van de gevangenis waar veroordeelden zullen bevraagd worden. Om die reden is dit deel iets meer uitgewerkt, met meerdere onderverdelingen die banden hebben met classificatie.

#### 4.1. Concentratie definitief veroordeelden

Boven werden al enkele beschrijvingen per gevangenis vermeld. Hierna volgt een indeling naar specificiteit van het regime (op een denkbeeldig continuüm van strafhuis tot arresthuis), dus op basis van het aantal onderscheiden categorieën dat per gevangenis aanwezig is (E1). Inrichtingen zonder definitief veroordeelden worden niet vermeld.

**Tabel 9. Aandeel veroordeelden per gevangenis**

<b>Gevangenis</b>	<b>N veroordeelden</b>	<b>N gedetineerden</b>	<b>totaal beklagden</b>	<b>'andere' (oa TBR)</b>	<b>geïnterneerden</b>	<b>Percentage veroordeelden tov totale populatie (%)</b>
Merksplas	351	660	35	10	264	<b>53,2</b>
Wortel	159	192	22	11		<b>82,8</b>
Antwerpen	66	653	454	3	130	<b>10,1</b>
Mechelen	60	124	64	2	1	<b>47,2</b>
Turnhout	54	169	51	1	63	<b>32,0</b>
Hoogstraten	154	161	6	1		<b>95,7</b>
St. Gillis	292	617	299	24	2	<b>47,3</b>
Leuven	283	316	25	7	1	<b>89,6</b>
Centraal						
Vorst/Forest	72	600	442	5	81	<b>12,0</b>
Leuven Hulp	69	198	94	1	34	<b>34,8</b>
Nivelles	150	215	64	1		<b>69,8</b>
Berkendael	32	110	68		10	<b>29,1</b>
Ittre	415	424	8	1		<b>97,9</b>
Brugge	541	799	222	8	28	<b>67,7</b>
Ieper	55	127	71		1	<b>43,3</b>
Ruiselede	61	62		1		<b>98,4</b>
Gent	165	441	180	7	89	<b>37,4</b>
Oudenaarde	130	170	39		1	<b>76,5</b>
Dendermonde	88	206	115	2	1	<b>42,7</b>
Mons	214	377	141		22	<b>56,8</b>
Tournai	93	145	51	1		<b>64,1</b>
Jamioulx	81	338	233	2	22	<b>24,0</b>
Marneffe	146	146				<b>100</b>
Lantin	493	944	395	5	51	<b>52,2</b>
Verviers	193	274	81			<b>70,4</b>
Huy	60	81	21			<b>74,1</b>
Hasselt	394	538	135	6	3	<b>73,2</b>
Arlon	94	117	23			<b>80,3</b>
St Hubert	291	292		1		<b>99,7</b>
Namur	88	202	90	1	23	<b>43,6</b>
Dinant	17	61	44			<b>27,9</b>
Andenne	385	394	8	1		<b>97,7</b>

In 13 gevangenissen bedraagt het aantal veroordeelden minder dan 50%, in 9 gevangenissen zitten er tussen de 50 en 75% veroordeelden, in de overige is minstens drie op vier gedetineerden definitief veroordeeld. Het valt daarbij op dat er slechts één gevangenis is met uitsluitend definitief veroordeelden (Marneffe) en dat er slechts 7 gevangenissen zijn met minstens 90% veroordeelden (Hoogstraten, Leuven Centraal (afgerond op 90%), Ittre, Ruiselede, Marneffe, St. Hubert en Andenne). Voor alle andere gevangenissen schommelt het percentage definitief veroordeelden tussen de 10.1% (Antwerpen) en de 82.8% (Wortel).

Voor de vier zogenaamd open gevangenissen ligt het hoge percentage veroordeelden enigszins voor de hand. Hoogstraten, Ruiselede, Marneffe en St. Hubert zullen omwille van hun regime weinig andere categorieën opnemen. Voor de zogenaamd zwaar beveiligde gevangenissen (in de eerdere classificatierapporten werden Brugge, Hasselt, Ittre en Andenne in die hoedanigheid vermeld) toont het dat slechts 2 gevangenissen quasi-exclusief op veroordeelden gericht zijn. Het betreft twee hoogbeveiligde relatief nieuwe gevangenissen in de regio Zuid (Ittre en Andenne). Leuven Centraal is in zekere zin een buitenbeentje, onder meer omwille van de concentratie aan zeer langgestraften en een apart regime voor een beperkte groep beklaagden die er sinds enige tijd ondergebracht worden ter bestrijding van de overbevolking in de Brusselse gevangenissen. Voor de gevangenissen van Brugge en Hasselt blijkt het accent wel te liggen op veroordeelden (zie de respectieve percentages), maar is er een aanzienlijke groep beklaagden aanwezig.

In elk geval is het interessant om met de graad van concentratie van veroordeelden rekening te houden bij de selectie van gevangenissen. Als we de graad van beveiliging op basis van architecturale voorzieningen mogen gebruiken, dan komen vooral de vier open gevangenissen en de vier zwaarder beveiligde inrichtingen in beeld.

#### *4.2. Spreiding gevangenissen en veroordeelden*

Het valt op dat in alle 32 gevangenissen veroordeelden opgesloten zitten. Dat betekent concreet dat er geen enkele gevangenis is waar er geen enkele definitief veroordeelde opgesloten zit. Dit wijst op een principiële en tegelijk zeer pragmatische keuze tussen concentratie versus spreiding van veroordeelden, wat eventuele gevolgen en effecten kan hebben. Daar waar dit enerzijds wijst op een betere territoriale spreiding van de veroordeelden (te meer gevangenissen, te meer spreiding mogelijk en dus minstens ook de mogelijksvoorwaarde om dichterbij de vroegere woonplaats te verblijven), suggereert het ook dat de meeste gevangenissen niet uitsluitend op veroordeelden gericht zijn en dus dat interne regimediversificatie nodig is.

Het is natuurlijk een belangrijke vraag om te weten of in de praktijk eventuele regimeverschillen tussen veroordeelden en andere categorieën sterk aanwezig zijn en in welke mate er in een gevangenis met minstens twee grote categorieën voldoende mogelijkheden zijn tot een specifiek regime voor elke categorie, zonder dat de aanwezigheid van één categorie de mogelijkheden van een apart regime voor de andere categorie sterk bepaalt. En nog los van die al zeer fundamentele vraag kan een gelijkaardige vraag gesteld worden voor de verschillende subgroepen veroordeelden: spreiding versus concentratie van zeer langgestraften bijvoorbeeld (bvb het concentreren van veroordeelden met een straf boven de 15 jaar, levenslang gestraften,...), of spreiding versus concentratie van kortgestraften versus langgestraften (met verschillende systemen in termen van invrijheidstelling,...). Dat staat dan nog eens los van de aard van de feiten waarvoor men veroordeeld is en waarover geen

informatie opgevraagd werd. Ook die overweging is zeer bijzonder: veroordeelden voor geweld, voor seksuele delinquentie, voor druggerelateerde feiten of voor enkel eigendomsdelicten kunnen al dan niet in een specifiek regime worden ondergebracht, dan wel verspreid worden in de populatie. Ook die keuze is zeer belangrijk in termen van classificatie, zowel voor de veroordeelde zelf, voor de andere gedetineerden, maar ook voor het gevangenispersoneel en de sfeer in de gevangenis én voor de voorbereiding op invrijheidstelling (met onder meer de individuele detentieplanning).

Veel van deze zaken konden niet nagegaan worden op basis van de opgevraagde extracties. Enkele aspecten worden hieronder wel belicht. Zo werd nagegaan waar veroordeelde gedetineerden hun laatste woonplaats was en op basis daarvan werd een opsluitingsgraad voor veroordeelde gedetineerden berekend per gerechtelijk arrondissement. Vervolgens kan nagegaan worden waar gevangenen gesitueerd zijn en hoeveel plaatsen er per gerechtelijk arrondissement beschikbaar zijn. Ook is het mogelijk om per gevangenis een onderscheid naar gerechtelijk arrondissement van laatst gekende domicilie te maken.

Eerst gaan we hier in op de opsluitingsgraad per gerechtelijk arrondissement en dit voor M1. Deze oefening vergt informatie over de bevolkingscijfers per arrondissement. Die informatie is beschikbaar op <http://just.fgov.be> (onder FOD Justitie, *Bevolkingscijfers gerechtelijke arrondissementen*, FOD Justitie: Brussel, 2009).

**Tabel 10. Opsluitingsgraad veroordeelden per gerechtelijk arrondissement**

Ger. Ar.	Bev. 31/12/2007	N 5/02/2008	Opsl.gr. (/100000)
1= Antwerpen	969563	452	46,6
2= Mechelen	319107	81	25,3
3= Turnhout	427037	98	22,9
4= Brussel	1632907	837	51,2
5= Tournai	305359	65	21,2
6= Mons	423356	165	38,9
7= Charleroi	571382	411	71,9
8= Tongeren	379573	97	25,5
9= Hasselt	447117	134	29,9
10= Liège	633405	419	66,1
11= Huy	143748	62	43,1
12= Eupen	74169	16	11,1
13= Verviers	202400	98	48,4
14= Arlon	107753	24	22,2
15= Neufchâteau	85688	18	21,0
16= Marche-en-Famenne	70643	16	22,6
17= Dinant	168886	32	18,9
18= Namur	296494	89	30,0
19= Dendermonde	610050	172	28,1
20= Oudenaarde	200961	71	35,3
21= Gent	597473	197	32,9
22= Leuven	475816	99	20,8
23= Nivelles	373492	67	17,9
24= Brugge	487110	188	38,5
25= Veurne	108585	27	24,8
26= Ieper	127024	39	30,7
27= Kortrijk	427768	125	29,2
<b>België</b>	<b>10666866</b>	<b>4099</b>	<b>38,4</b>



Deze cijfers zijn interessant, doch moeten als vrij relatief bekeken worden, aangezien er in totaal 5746 definitief veroordeelden waren. Bovenstaande cijfers hebben betrekking op 71,34% van het totaal aantal definitief veroordeelden (de veroordeelden zonder gekende domicilie, doorgaans vreemdelingen, en de veroordeelden met hun domicilie in de gevangenis waar ze verbleven, werden niet opgenomen). Als het totaal aantal definitief veroordeelden als uitgangspunt genomen wordt om de nationale cijfers te berekenen (wat op zich ook weer problematisch is, aangezien dan bevolkingscijfers gebruikt worden voor een populatie waarvan een deel geen verblijfsrecht heeft in België), dan komen we aan een opsluitingsgraad van **53,8** definitief veroordeelden/100.000 inwoners.

Verder valt het verschil in opsluitingsgraad op: dit varieert tussen 11,1 veroordeelde gedetineerden/100.000 inwoners (Eupen) en 71,9 veroordeelde gedetineerden/100.000 inwoners (Charleroi). Nog los van de interpretatie van deze cijfers in verband met de criminaliteit in de betrokken gerechtelijke arrondissementen (dat vergt een ganse discussie op zich) tonen deze uiteenlopende cijfers zowel in absolute als in relatieve aantallen sterke verschillen aan, wat ook gevolgen heeft voor classificatiedoelinden (o.a. het nabijheidsbeginsel kan, naargelang het aantal plaatsen in een gevangenis en afhankelijk van de beschikbaarheid van een gevangenis, meer of minder opvolging krijgen voor gedetineerden uit een bepaald gerechtelijk arrondissement). Eén zeer eenvoudige bevinding mag ook niet over het hoofd gezien worden: er is geen enkel gerechtelijk arrondissement *zonder* veroordeelde gedetineerden.

De locatie van gevangenissen en het aantal beschikbare plaatsen speelt dus ook een voorname rol. Immers, als er definitief veroordeelden uit elk gerechtelijk arrondissement komen, is het maar de vraag waar deze ondergebracht worden (in welke gevangenis). Hieronder lijsten we per gerechtelijk arrondissement de gevangenis(sen) en het (gemiddeld) aantal plaatsen (de officiële capaciteit) op, samen met de gemiddelde bezettingsgraad, dit telkens voor 2008. De officiële capaciteit houdt echter geen rekening met eventuele verschillen tussen veroordeelden, beklaagden en geïnterneerden. Hetzelfde geldt voor de totale gemiddelde bezettingsgraad.

**Tabel 11. Gevangenen: gerechtelijk arrondissement; capaciteit; bezettingsgraad**

Gevangenis	Ger.Ar.	Gemid. Bev.*	Totale Gemid. Cap.*	Totale Gemid. Bezettingsgraad*
ANDENNE	Namur	381.1	396	<b>-3,8</b>
ANTWERPEN	Antwerpen	645.3	439	47
ARLON	Arlon	115.2	111	3,8
BRUGGE	Brugge	755.3	608	24,2
DENDERMONDE	Dendermonde	212.4	168	26,4
DINANT	Dinant	51.8	33	57,3
FOREST / VORST (incl. BERKENDAEL)	Brussel	623.9	469	54,1
BERKENDAEL	Brussel	92.7		44,8
GENT	Gent	393.7	283	39,1
HASSELT	Hasselt	497.1	450	10,5
HOOGSTRATEN	Turnhout	148.8	155	<b>-4</b>
HUY	Huy	70.9	64	10,8
IEPER	Ieper	108.5	67	62
ITTRE	Nivelles	403.8	420	<b>-3,9</b>
JAMIOULX	Charleroi	354	216,92	63,2
LANTIN	Liège	914	694	31,7
LEUVEN CENTRAAL	Leuven	321.2	328,2	<b>-2,1</b>
LEUVEN HULP	Leuven	177.9	149	19,4
MARNEFFE	Huy	118.3	131	<b>-9,7</b>
MECHELEN	Mechelen	112.7	72	56,6
MERKSPLAS	Turnhout	654.6	694	<b>-5,7</b>
MONS	Mons	354.2	307,4	15,2
NAMUR	Namur	203.7	140	45,5
NIVELLES	Nivelles	215.2	192	12,1
OUDENAARDE	Oudenaarde	152.2	132	15,3
RUISELEDE	Brugge	55.1	48	14,7
ST-HUBERT	Neufchâteau	253.2	275,2	<b>-8</b>
ST GILLIS	Brussel	602.4	502	20
TOURNAI	Tournai	144.2	148	<b>-2,5</b>
TURNHOUT	Turnhout	168.3	140,3	20
VERVIERS	Verviers	245.2	194	26,4
WORTEL	Turnhout	182.1	187	<b>-2,6</b>

\* Directoraat-generaal Penitentiare Inrichtingen (2009) *Activiteitenverslag 2008*, Brussel, Federale Overheidsdienst Justitie. De cijfers per instelling zijn afkomstig uit de beschrijving per gevangenis, de bezettingsgraad is terug te vinden op p. 152. In 2008 werden de personen onder elektronisch toezicht nog opgenomen bij de gemiddelde bevolking per inrichting.

Vijf gerechtelijke arrondissementen hebben geen gevangenis op hun grondgebied (Tongeren, Eupen, Marche-en-Famenne, Veurne en Kortrijk), 15 gerechtelijke arrondissementen hebben één gevangenis op hun grondgebied, 5 gerechtelijke arrondissementen hebben twee gevangenen op hun grondgebied (Namur, Brugge, Huy, Nivelles en Leuven), één heeft er drie (indien we Berkendael als afzonderlijke gevangenis beschouwen), Brussel, en één heeft er vier (het gerechtelijk arrondissement Turnhout). Dit lijkt op het eerste gezicht volledig los te staan van hedendaagse ontwikkelingen inzake criminaliteitsbeleid en bestraffing. Zo lijkt er geen aanwijzing te zijn tussen de opsluitingsgraad van veroordeelden per gerechtelijk arrondissement en de aanwezigheid van één of meerdere gevangenen in een bepaald gerechtelijk arrondissement. Het duidelijkste voorbeeld terzake is het gerechtelijk arrondissement Charleroi, waar er meer dan 400 veroordeelden gedomicilieerd zijn, terwijl er

slechts één gevangenis in het betreffend gerechtelijk arrondissement is. Bovendien zitten in de gevangenis van Jamioux slechts 81 definitief veroordeelden.

Bekijken we het aantal definitief veroordeelden dat opgesloten zit o.b.v. het gerechtelijk arrondissement van de gevangenis, dan valt een sterke doch logische spreiding op.

**Tabel 12. Spreiding veroordeelden over gevangenissen**

Ger. Ar. Gevangenis	Frequentie	Percentage	Cumulatief Percentage
Antwerpen	66	1.1	1.1
Mechelen	60	1.0	2.2
Turnhout	718	12.5	14.7
Brussel	396	6.9	21.6
Tournai	93	1.6	23.2
Mons	214	3.7	26.9
Charleroi	81	1.4	28.3
Hasselt	394	6.9	35.2
Liège	493	8.6	43.8
Huy	206	3.6	47.4
Verviers	193	3.4	50.7
Arlon	94	1.6	52.3
Neufchâteau	291	5.1	57.4
Dinant	17	.3	57.7
Namur	473	8.2	65.9
Dendermonde	88	1.5	67.5
Oudenaarde	130	2.3	69.7
Gent	165	2.9	72.6
Leuven	352	6.1	78.7
Nivelles	565	9.8	88.6
Brugge	602	10.5	99.0
Ieper	55	1.0	100.0
Total	5746	100.0	

Aangezien deze indicatie dat er een ongelijke spreiding is, werd per gevangenis nagegaan in welk gerechtelijk arrondissement de veroordeelden eerder hun domicilie hadden. Het betreft hier evenwel enkel de veroordeelden die een domicilie hadden en diegenen die hun domicilie niet in de gevangenis hadden staan. De tabel vermeldt enkel de gevangenis, het aantal veroordeelden met een domicilie, de drie gerechtelijke arrondissementen met het meest aantal veroordeelden (absoluut en percentage) en het totaal aantal verschillende gerechtelijke arrondissementen voor het geheel van de populatie van elke gevangenis.

**Tabel 13. Herkomst veroordeelden per gevangenis**

Gevangenis	N veroord met domicilie	Ger.Ar. meeste veroordeelden *	Ger. Ar. 2 <sup>de</sup> meest	Ger. Ar. 3 <sup>de</sup> meest	Aantal ger. veroordeelden.	Aantal missings (geen domicilie gekend)
Merksplas	210	Antwerpen: 121 (57.6)	Gent: 16 (7.6)	Turnhout, Brussel en Dendermonde: 12 (5.7)	17	141 (40.2)
Wortel	100	Antwerpen: 29 (29.0)	Dendermonde: 21 (21.0)	Gent: 15 (15.0)	14	59 (37.1)
Antwerpen	60	Antwerpen: 49 (81.7)	Turnhout en Brussel: 2 (3.3)	Mechelen: 2 (3.3)	7	6 (9.1)

		3 (5.0)				
Mechelen	53	Mechelen: 26 (49.1)	Antwerpen: 10 (18.9)	Brussel: 5 (9.4)	9	7 (11.7)
Turnhout	44	Turnhout: 23 (52.3)	Antwerpen: 10 (22.7)	Mechelen en Hasselt: 3 (6.8)	9	10 (18.5)
Hoogstraten	126	Antwerpen: 62 (49.2)	Gent: 16 (12.7)	Dendermonde: 15 (11.9)	13	28 (18.2)
St. Gillis	142	Brussel: 112 (78.9)	Antwerpen: (4.2)	Nivelles: 4 (2.8)	14	150 <b>(51.4)</b>
Leuven Centraal	178	Antwerpen: 50 (28.1)	Brussel: 19 (10.7)	Leuven: 18 (10.1)	14	105 (37.1)
Vorst	47	Brussel: 36 (76.6)	Dendermonde en Brugge: 2 (4.3)	7 andere: 1 (2.1)	10	25 (34.7)
Leuven Hulp	53	Leuven: 42 (79.2)	Antwerpen: 4 (7.5)	Brussel: 3 (5.7)	6	16 (23.2)
Nivelles	128	Brussel: 51 (39.8)	Charleroi: 28 (21.9)	Nivelles: 25 (19.5)	11	22 (14.7)
Berkendael	13	Brussel: 5 (38.5)	Alle andere: 1 (7.7)		9	19 <b>(59.4)</b>
Ittre	278	Brussel: 189 (68.0)	Charleroi: 44 (15.8)	Mons: 8 (2.9)	19	137 (33.0)
Brugge	329	Brugge: 104 (31.6)	Kortrijk: 48 (14.6)	Gent: 40 (12.2)	15	212 <b>(39.2)</b>
Ieper	51	Kortrijk: 30 (58.8)	Brugge: 10 (19.6)	Ieper: 9 (17.6)	5	4 (7.3)
Ruiselede	43	Brugge: 17 (39.5)	Kortrijk: 12 (27.9)	Oudenaarde en Ieper: 4 (9.3)	8	18 (29.5)
Gent	105	Gent: 61 (58.1)	Dendermonde: 10 (9.5)	Antwerpen: 9 (8.6)	11	60 (36.4)
Oudenaarde	69	Oudenaarde: 19 (27.5)	Dendermonde: 10 (14.5)	Antwerpen en Gent: 8 (11.6)	12	61 <b>(46.9)</b>
Dendermon de	77	Dendermonde: 48 (62.3)	Gent: 10 (13.0)	Brussel: 5 (5.7)	9	11 (12.5)
Mons	174	Mons: 75 (43.1)	Charleroi: 50 (28.7)	Brussel: 17 (9.8)	14	40 (18.7)
Tournai	62	Tournai: 22 (23.7)	Brussel: 14 (22.6)	Mons: 8 (12.9)	14	31 (33.3)
Jamioulx	68	Charleroi: 50 (73.5)	Mons: 4 (5.9)	Liège: 3 (4.4)	10	13 (16.0)
Marneffe	109	Liège: 34 (31.2)	Brussel: 25 (22.9)	Charleroi: 18 (16.5)	12	37 (25.3)
Lantin	366	Liège: 239 (65.3)	Brussel: 41 (11.2)	Charleroi: 25 (6.8)	15	127 (25.8)
Verviers	159	Verviers: 65 (40.9)	Liège: 32 (20.1)	Brussel: 21 (13.2)	16	34 (17.6)
Huy	55	Huy: 22 (40.0)	Liège: 14 (25.5)	Charleroi: 4 (7.3)	12	5 (8.3)
Hasselt	285	Hasselt: 106 (37.2)	Tongeren: 75 (26.3)	Antwerpen: 45 (15.8)	15	109 (27.7)
Arlon	65	Brussel: 21 (32.3)	Arlon: 15 (23.1)	Liège: 11 (16.9)	9	29 (30.9)
St. Hubert	257	Brussel: 114 (44.4)	Charleroi: 42 (16.3)	Liège: 25 (9.7)	20	34 (11.7)

Namur	78	Namur: 25 (32.1)	Charleroi: 20 (25.6)	Brussel: 13 (16.7)	9	10 (11.4)
Dinant	13	Dinant: 10 (76.9)	Charleroi: 2 (15.4)	Namur: 1 (7.7)	3	4 (23.5)
Andenne	302	Brussel: 97 (32.1)	Charleroi: 95 (31.5)	Liège: 31 (10.3)	18	83 (21.6)

\* Percentages: deze hebben enkel betrekking op definitief veroordeelden waarvan de domicilie gekend is, met uitzondering van personen gedomicilieerd in de gevangenis.

Uit deze tabel volgen enkele vaststellingen.

Ten eerste valt het op dat veroordeelden zeer verspreid zitten. In 22 gevangnissen komt de grootste groep gedetineerden uit het gerechtelijk arrondissement waarin de gevangenis gesitueerd is. In slechts 9 van de 32 gevangnissen komt minstens 50% van de gedetineerden uit hetzelfde gerechtelijk arrondissement. Uitschieters zijn de Brusselse gevangnissen St. Gillis en Vorst, en verder Antwerpen, Leuven Hulp, Jamioulx en Dinant, waar telkens meer dan 75% van alle gedetineerden (met gekende domicilie, zonder domiciliëring in de gevangenis) uit het gerechtelijk arrondissement komt waar de gevangenis zich bevindt.

Een ander opvallend gegeven is dat 22 van de 32 gevangnissen gedetineerden uit minstens 10 verschillende gerechtelijke arrondissementen huisvesten. Enkel in de gevangnissen waar een klein aantal veroordeelden zit (telkens minder dan 100), is dit eerder beperkt.

Dit is een sterke indicatie voor een grote spreiding van gedetineerden ten opzichte van hun woonplaats. Verdere analyse wees echter wel op een significante associatie tussen gevangenis en nabijheid (in termen van overlap van het gerechtelijk arrondissement waar men laatst gedomicilieerd was en het gerechtelijk arrondissement waar men opgesloten zit):

$X^2 = 1206.760$ ;  $df = 31$ ; Cramer's  $V = .543$ ;  $sig. = .000$

#### 4.3. Gevangenis en domicilie

Tevens kan nagegaan worden in welke gevangnissen de definitief veroordeelde personen zonder vaste domicilie opgesloten zitten. Dit kan van belang zijn voor classificatiedoeleinden, omdat die personen mogelijks meer reclasseringsproblemen en -uitdagingen hebben.

In SPSS was dit het aantal 'missings' per gevangenis. Dit aantal en het percentage t.o.v. de totale veroordeeldenpopulatie werd in onderstaande tabel opgenomen. Eén kanttekening daarbij: het betreft niet uitsluitend vreemdelingen zonder verblijfsrecht, maar ook vreemdelingen met verblijfsrecht of Belgen zonder gekende domicilie. De informatie die daaruit kan gehaald worden, is dus zeer beperkt. Toch biedt het absolute cijfer en het percentage reeds een eerste kijk op eventuele samenstelling en potentiële uitdagingen die deze subgroepen met zich mee kunnen brengen. Bij opsplitsing kunnen we een onderscheid maken in vier groepen: Belg met domicilie in de gevangenis, niet-Belg met domicilie in de gevangenis (en dus in principe met verblijfsrecht), Belg zonder domicilie, niet-Belg zonder domicilie. Elk van deze groepen zal de gevangenisadministratie voor bijzondere uitdagingen plaatsen. Alleen al dat gegeven maakt de spreiding of concentratie van deze groepen een relevant gegeven voor classificatiedoeleinden.

**Tabel 14. Spreiding 'geen gekende Belgische domicilie' per gevangenis**

<b>Gevangenis</b>	<b>Aantal missings (geen domicilie gekend)*</b>	<b>Belg / domicilie in de gevangenis</b>	<b>Niet-Belg / domicilie in de gevangenis</b>	<b>Belg zonder gekende domicilie</b>	<b>Niet-Belg zonder gekende domicilie in België</b>
Merksplas	141 (40.2)	17	4	9	111
Wortel	59 (37.1)	9	0	4	46
Antwerpen	6 (9.1)	0	0	3	3
Mechelen	7 (11.7)	3	1	2	1
Turnhout	10 (18.5)	8	0	0	2
Hoogstraten	28 (18.2)	24	2	2	0
St. Gillis	150 (51.4)	0	1	4	145
Leuven Centraal	105 (37.1)	56	2	1	46
Vorst	25 (34.7)	0	0	3	22
Leuven Hulp	16 (23.2)	3	0	3	10
Nivelles	22 (14.7)	6	0	6	10
Berkendael	19 (59.4)	1	0	0	18
Ittre	137 (33.0)	37	21	7	72
Brugge	212 (39.2)	144	13	9	46
Ieper	4 (7.3)	0	0	1	3
Ruiselede	18 (29.5)	18	0	0	0
Gent	60 (36.4)	38	4	8	10
Oudenaarde	61 (46.9)	50	2	0	9
Dendermonde	11 (12.5)	1	0	1	9
Mons	40 (18.7)	11	2	9	18
Tournai	31 (33.3)	8	2	6	15
Jamioulx	13 (16.0)	1	0	4	8
Marneffe	37 (25.3)	31	4	0	2
Lantin	127 (25.8)	34	5	15	73
Verviers	34 (17.6)	13	0	4	17
Huy	5 (8.3)	3	0	0	2
Hasselt	109 (27.7)	47	6	12	44
Arlon	29 (30.9)	12	0	5	12
St. Hubert	34 (11.7)	10	5	8	11
Namur	10 (11.4)	4	1	3	2
Dinant	4 (23.5)	1	0	3	3
Andenne	83 (21.6)	6	1	7	69
TOT	1647 (28.66 van totaal aantal definitief veroordeelden)	596 (B: 16.99; T: 10.3)	76 (nB: 3.3; T: 1.3)	139 (B: 3.9; T: 2.4)	836 (nB: 37.3; T: 14.5)
TOT per Gewest (gevangenis)	VI: 847 (51.4) Wal: 606 (36.7) Br: 194 (11.9)	VI: 418 (70.1) Wal:177 (29.6) Br: 1 (0.3)	VI: 34 (44.7) Wal: 41 (53.9) Br: 1 (1.4)	VI: 55 (39.5) Wal:77(55.3) Br: 7 (5.2)	VI: 340 (40.6) Wal:311(37.2) Br: 185 (22.2)
TOT per RD	RD N: 997 RD Z: 650	RD N: 418 RD Z: 178	RD N: 35 RD Z: 41	RD N: 59 RD Z: 80	RD N: 485 RD Z: 351

\* Het percentage heeft betrekking op het totaal aantal definitief veroordeelden per gevangenis

Uit bovenstaande tabel blijkt dat nogal veel Belgische veroordeelden zich in de gevangenis gedomicilieerd hebben. Een andere groep Belgen heeft geen gekende domicilie en is (nog) niet in de gevangenis gedomicilieerd. Slechts een zeer kleine groep niet-Belgen is in de gevangenis gedomicilieerd. In principe kan dat slechts voor diegenen die recht op verblijf hebben. De meeste vreemdelingen hebben geen laatst gekende domicilie in België en zijn niet in de gevangenis gedomicilieerd. Toch is dat op zich geen voldoende aanwijzing om te

veronderstellen dat het allemaal illegale vreemdelingen zijn. Wel kan dit met enige voorzichtigheid als een indicatie gezien worden voor illegaal verblijf (niet gedomicilieerd in de gevangenis, geen gekende Belgische domicilie).

Bekijken we de meest in het oog springende bevindingen, dan stellen we onder meer vast dat:

- Er in 7 gevangenissen minstens 100 personen zijn waarvan er geen domicilie (anders dan de gevangenis) gekend is;
- Er slechts 13 gevangenissen zijn waar er minder dan 20% van de veroordeelden tot één van deze groepen behoren;
- Er zijn 9 gevangenissen waar er meer dan 40 niet-Belgen zonder een gekende domicilie in België hun straf uitzitten (St. Gillis is de absolute koploper, met 145 gedetineerden, gevolgd door Merksplas met 111).
- Er zitten in gevangenissen in Vlaanderen opvallend meer Belgische veroordeelden met een domiciliëring in de gevangenis waar ze verblijven (70% van alle Belgen met domicilie in de gevangenis);
- In gevangenissen in Wallonië zitten meer niet-Belgische veroordeelden met een domiciliëring in de gevangenis (41; een kleine 54% van het totaal);
- Van alle niet-Belgen zonder gekende domicilie meer dan 20% in één van de twee gevangenissen in het Brussels gewest verblijft.
- Er in slechts twee gevangenissen (wellicht niet toevallig open gevangenissen) (Ruisselede en Hoogstraten) geen enkele niet-Belg zonder gekende domicilie verblijft.

Hieronder wordt meer in detail ingegaan op de spreiding van veroordeelden met domiciliëring in de gevangenis. Daarbij wordt onder meer gekeken naar de spreiding per instelling, de spreiding per strafduur en de spreiding per regionale directie. Per categorie wordt het relatieve aantal ook vermeld.

**Tabel 15. Domicilie in de gevangenis en strafduur**

	<b>Strafduur t.e.m. 3j</b>	<b>&gt; 3 – 10 jaar</b>	<b>&gt; 10 jaar</b>	<b>Levenslang</b>	<b>Totaal gedomici lieerd</b>
Merksplas	1 (1.9)	18 (6.2)	2 (22.2)	0	21 (6.0)
Wortel	0	9 (9.8)	0	0	9 (5.7)
Antwerpen	0	0	0	0	0
Mechelen	0	3 (9.1)	1 (33.3)	0	4 (6.7)
Turnhout	1 (3.8)	4 (17.4)	3 (60.0)	0	8 (14.8)
Hoogstraten	2 (13.3)	20 (15.6)	4 (36.4)	0	26 (16.9)
St. Gillis	0	1 (0.5)	0	0	1 (0.3)
Leuven Centraal	3 (37.5)	10 (11.9)	27 (20.8)	18 (29.5)	58 (20.5)
Leuven Hulp	0	1 (2.8)	2 (40.0)	0	3 (4.3)
Brugge	10 (11.0)	110 (32.4)	29 (32.2)	8 (40.0)	157 (29.0)
Ieper	0	0	0	0	0
Ruiselede	1 (20.0)	17 (32.7)	0	0	18 (29.5)
Gent	4 (6.8)	16 (25.4)	20 (51.3)	2 (50.0)	42 (25.5)
Oudenaarde	3 (17.6)	14 (36.8)	29 (46.8)	6 (46.2)	52 (40.0)
Dendermonde	0	1 (2.0)	0	0	1 (1.1)
Hasselt	3 (4.0)	37 (15.2)	12 (19.0)	1 (12.5)	53 (13.5)
<b>RD Noord</b>	<b>28 (4.5)</b>	<b>261 (15.2)</b>	<b>129 (27.7)</b>	<b>35 (32.1)</b>	<b>453 (15.5)</b>
Vorst	0	0	0	0	0
Nivelles	0	3 (3.5)	3 (6.8)	0	6 (4.0)
Berkendael	0	0	1 (14.3)	0	1 (3.1)
Ittre	0	33 (11.6)	22 (19.5)	3 (20.0)	58 (14.0)
Mons	1 (4.2)	4 (3.7)	6 (8.8)	2 (13.3)	13 (6.1)
Tournai	1 (5.3)	5 (9.6)	3 (15.8)	1 (33.3)	10 (10.8)
Jamioulx	0	0	1 (5.6)	0	1 (1.2)
Marneffe	0	27 (20.8)	8 (57.1)	0	35 (24.0)
Lantin	1 (1.3)	29 (9.4)	5 (5.7)	4 (20.0)	39 (7.9)
Verviers	0	9 (8.6)	2 (4.3)	2 (12.5)	13 (6.7)
Huy	0	1 (3.6)	1 (6.7)	1 (14.3)	3 (5.0)
Arlon	0	3 (6.1)	7 (24.1)	2 (33.3)	12 (12.8)
St. Hubert	1 (1.5)	12 (6.2)	2 (7.7)	0	15 (5.2)
Namur	0	0	3 (9.1)	2 (50.0)	5 (5.7)
Dinant	0	0	1 (100)	0	1 (5.9)
Andenne	0	3 (1.3)	2 (1.6)	2 (9.1)	7 (1.8)
<b>RD Zuid</b>	<b>4 (1.2)</b>	<b>129 (7.6)</b>	<b>67 (10.4)</b>	<b>19 (15.0)</b>	<b>219 (7.8)</b>
<b>TOT</b>	<b>32 (3.3)</b>	<b>390 (11.4)</b>	<b>196 (17.6)</b>	<b>54 (22.9)</b>	<b>672 (11.7)</b>

Bij deze tabel valt op dat in totaal 672 definitief veroordeelden in de gevangenis gedomicilieerd zijn. Dit is nog een (vermoedelijk kleine) onderschatting, aangezien (omwille van tijdsgebrek) enkel de overlap nagegaan werd tussen het adres van de gedetineerde en het adres van de gevangenis waar hij momenteel verblijft (en niet de adressen van alle gevangenis).

Naargelang de strafduur toeneemt, neemt het percentage gedomicilieerden in de gevangenis ook toe. Dit kan niet eenvoudig verklaard worden, maar één van de mogelijke verklaringen is misschien een verlies van sociale contacten, waardoor men dreigt zonder verblijfsadres te vallen. Bij de kortgestraften betreft het een zeer klein percentage, terwijl het bij de levenslang gestraften 22.9% bedraagt, bijna 1 op 4 levenslang gestrafte. Opvallend is dat in absolute aantallen vooral de categorie langgestraften tot en met 10 jaar in de gevangenis gedomicilieerd is (390).



De verdeling tussen de Regionale Directie Noord en Zuid valt sterk op: ca 2 op de 3 gedomicilieerden zitten in een gevangenis van de RD Noord (453 van de 672). Waarom dit zo is, kan niet op basis van de cijfers worden verklaard.

Voor de gevangenissen geldt dat Brugge 157 gedomicilieerde gestraften huisvest, Ittre en Leuven Centraal telkens 58 en Oudenaarde 52. In relatieve termen is procentueel het grootste aantal gedomicilieerden terug te vinden in Oudenaarde (40%), Ruiselede (29.5), Brugge (29.0) en Marneffe (24.0).

#### *4.4. Gevangenis en strafduur*

Een bijkomend gegeven dat voor classificatiedoeleinden relevant is, betreft de duur van de straf en de spreiding van kortgestraften en langgestraften.

**Tabel 16. Spreiding strafduur per gevangenis**

	<b>Straffen tot 3 jaar*</b>	<b>Straffen &gt; 3 jaar (a+b+c)</b>	<b>&gt; 3 jaar – 10 jaar (a)</b>	<b>&gt; 10 jaar (b)</b>	<b>Levenslang (c)</b>	<b>Percentage veroordeelden tov totale populatie (%)</b>
Merksplas	53 (15.1)	298 (84.9)	289 (97.0)	9 (3.0)	<b>0</b>	<b>53,2</b>
Wortel	66 (41.5)	93 (58.5)	92 (98.9)	1 (1.1)	<b>0</b>	<b>82,8</b>
Antwerpen	45 (68.2)	21 (31.8)	14 (66.7)	5 (23.8)	2 (9.5)	<b>10,1</b>
Mechelen	24 (40.0)	36 (60.0)	33 (91.7)	3 (8.3)	<b>0</b>	<b>47,2</b>
Turnhout	26 (48.1)	28 (51.9)	23 (82.1)	5 (17.9)	<b>0</b>	<b>32,0</b>
Hoogstraten	15 (9.7)	139 (90.3)	128 (92.1)	11 (7.9)	<b>0</b>	<b>95,7</b>
St. Gillis	61 (20.9)	231 (79.1)	204 (88.3)	26 (11.3)	1 (0.4)	<b>47,3</b>
Leuven Centraal	8 (2.8)	275 (97.2)	84 (30.5)	130 (47.3)	61 (22.2)	<b>89,6</b>
Vorst	32 (44.4)	40 (55.6)	38 (95.0)	2 (5.0)	<b>0</b>	<b>12,0</b>
Leuven Hulp	28 (40.6)	41 (59.4)	36 (87.8)	5 (12.2)	<b>0</b>	<b>34,8</b>
Nivelles	8 (5.3)	142 (94.7)	86 (60.6)	44 (31.0)	12 (8.5)	<b>69,8</b>
Berkendael	7 (21.9)	7 (78.1)	18 (72.0)	7 (28.0)	<b>0</b>	<b>29,1</b>
Ittre	2 (0.5)	413 (99.5)	285 (69.0)	113 (27.4)	15 (3.6)	<b>97,9</b>
Brugge	91 (16.8)	450 (83.2)	340 (75.6)	90 (20.0)	20 (4.4)	<b>67,7</b>
Ieper	28 (50.9)	27 (49.1)	24 (88.9)	3 (11.1)	<b>0</b>	<b>43,3</b>
Ruiselede	5 (8.2)	56 (91.8)	52 (92.9)	4 (7.1)	<b>0</b>	<b>98,4</b>
Gent	59 (35.8)	106 (64.2)	63 (59.4)	39 (36.8)	4 (3.8)	<b>37,4</b>
Oudenaarde	17 (13.1)	113 (86.9)	38 (33.6)	62 (54.9)	13 (11.5)	<b>76,5</b>
Dendermonde	28 (31.8)	60 (68.2)	51 (85.0)	9 (15.0)	<b>0</b>	<b>42,7</b>
Mons	24 (11.2)	190 (88.8)	107 (56.3)	68 (35.8)	15 (7.9)	<b>56,8</b>
Tournai	19 (20.4)	74 (79.6)	52 (70.3)	19 (25.7)	3 (4.1)	<b>64,1</b>
Jamioulx	24 (29.6)	57 (70.4)	36 (63.2)	18 (31.6)	3 (5.3)	<b>24,0</b>
Marneffe	1 (0.7)	145 (99.3)	130 (89.7)	14 (9.7)	1 (0.7)	<b>100</b>
Lantin	77 (15.6)	416 (84.4)	308 (74.0)	88 (21.2)	20 (4.8)	<b>52,2</b>
Verviers	26 (13.5)	167 (86.5)	105 (62.9)	46 (27.5)	16 (9.6)	<b>70,4</b>
Huy	10 (16.7)	50 (83.3)	28 (56.0)	15 (30.0)	7 (14.0)	<b>74,1</b>
Hasselt	75 (19.0)	319 (81.0)	248 (77.7)	63 (19.7)	8 (2.5)	<b>73,2</b>
Arlon	10 (10.6)	84 (89.4)	49 (58.3)	29 (34.5)	6 (7.1)	<b>80,3</b>
St. Hubert	67 (23.0)	224 (77.0)	195 (87.1)	26 (11.6)	3 (1.3)	<b>99,7</b>
Namur	26 (29.5)	62 (70.5)	25 (40.3)	33 (53.2)	4 (6.5)	<b>43,6</b>
Dinant	9 (52.9)	8 (47.1)	7 (87.5)	1 (12.5)	<b>0</b>	<b>27,9</b>
Andenne	1 (0.3)	384 (99.7)	238 (62.0)	124 (32.3)	22 (5.7)	<b>97,7</b>
TOTAAL	972 (16.9)	4774 (83.1)	3426 (71.8)	1112 (23.3)	236 (4.9)	
TOT	VI: 568		VI: 1515	VI: 439	VI: 108	
GEWEST	Wal: 304		Wal: 1651	Wal: 638	Wal: 127	
(obv gev)	Br: 100		Br: 260	Br: 35	Br: 1	
VI: 2630	Tot: 972		Tot: 3426	Tot: 1112	Tot: 236	
Wal: 2720						
Br: 396						
TOT TAAL	VI		VI	VI	VI	
GEDET/	Nl: 469;		Nl: 1161	Nl: 394	Nl: 99	
GEWEST	Fr: 50;		Fr: 143	Fr: 22	Fr: 3	
GEV	And: 49		And: 211	And: 23	And: 6	
Wal			Wal	Wal	Wal	
Nl: 2;			Nl: 10	Nl: 9	Nl: 2	
Fr: 287;			Fr: 1556	Fr: 608	Fr: 122	
And: 15			And: 85	And: 21	And: 3	
Br			Br	Br	Br	
Nl: 16;			Nl: 49	Nl: 11	Nl: 0	
Fr: 68;			Fr: 127	Fr: 22	Fr: 1	
And: 16			And: 84	And: 2	And: 0	

\*De indeling tot en met drie jaar en boven drie jaar: gebaseerd op SUR/TAP-bevoegdheid.

Hierbij vallen onder meer volgende observaties op:

- in 12 gevangenissen verblijft er niet één levenslang gestrafte;
- in één gevangenis (Leuven Centraal) verblijven 61 levenslang gestraften (één op vier van alle levenslang gestraften in België); in Leuven Centraal vormt die categorie bijna 1 op 4 van alle langgestraften.
- slechts 16.9% van alle definitief veroordeelde gedetineerden (dus: minder dan één op vijf) zit een straf van maximaal drie jaar uit. Dit betekent ook dat alle andere gedetineerden (83,1%) een straf uitzitten van meer dan drie jaar en hun dossiers minstens één maal en in de praktijk meerdere malen door de strafuitvoeringsrechtbank zal bestudeerd worden na voorbereiding door de gevangenisadministratie. Dit betekent tevens dat een belangrijk deel van de gevangenispopulatie vanuit beheersmatig oogpunt niet langer binnen de rechtstreekse administratieve bevoegdheid komt om vervroegd vrijgelaten te worden ter bestrijding van de overbevolking (dus: indicatie van ‘dichtslippen’ aan de achterdeur?);
- de groep kortgestraften is verspreid over alle gevangenissen waar veroordeelden zitten. Slechts in 8 gevangenissen verblijven er minder dan 10 gedetineerden met een straf tot en met 3 jaar; in slechts 7 gevangenissen is dit een zeer kleine groep van de totale veroordeeldenpopulatie (minder dan 10%): in Hoogstraten, Leuven Centraal, Nivelles, Ittre, Ruislede, Marneffe en Andenne.
- 1348 veroordeelden (23,4% van alle veroordeelden) zitten straffen uit van meer dan 10 jaar; concreet wil dat zeggen dat bijna 1 op 4 definitief veroordeelde gedetineerden een lange straf ondergaat (incl. criminele tijdelijke en levenslange straffen). Er kan hierbij ook verondersteld worden dat dit naar classificatie toe belangrijke gevolgen heeft. Er is voor de langgestraften met een straf boven de 10 jaren duidelijk gekozen (of dat bewust gebeurd is of niet, doet hier niet terzake) voor een spreiding. In 6 gevangenissen is meer dan 90% van de langgestraften veroordeeld tot een gevangenisstraf boven de 3 jaar tot maximum 10 jaar: Merksplas, Wortel, Mechelen, Hoogstraten, Vorst en Ruislede. In 7 gevangenissen is minstens 1 op 3 langgestraften veroordeeld tot een gevangenisstraf boven de 10 jaar: Leuven Centraal, Nivelles, Gent, Oudenaarde, Mons, Arlon en Andenne.
- Wanneer het relatieve aantal veroordeelden mee in overweging genomen wordt op het totaal van de populatie, dan valt op dat slechts 13 gevangenissen minstens 70% veroordeelden huisvest; daarvan zijn er slechts 7 die voor 90% van de populatie uit veroordeelden bestaan: Hoogstraten, Leuven Centraal, Ittre, Ruislede, Marneffe, St. Hubert en Andenne. Bij die 13 gevangenissen varieert het aantal langgestraften boven de 10 jaar sterk (tussen 0.6% en 67,5%). Zo telt elk van de vier open gevangenissen hoogstens 10% langgestraften met een straf boven de 10 jaar en zit er bij de andere gevangenissen niet echt een duidelijke lijn in. Enkel de gevangenis van Leuven Centraal lijkt in zeer sterke mate te wijzen op een concentratiegevangenis voor langgestraften (67,5%); bijna 7 op elke 10 gedetineerden in Leuven Centraal zitten een straf uit van meer dan 10 jaar;
- in 5 gevangenissen zitten er meer dan 100 langgestraften (straf boven 10 jaar, incl. crimineel tijdelijk en levenslang gestraft): Leuven Centraal; Ittre; Brugge; Lantin en Andenne. In Leuven Centraal is meer dan de helft van de veroordeeldenpopulatie langgestraft, in Andenne 37.9%, in Lantin 21.9% en in Brugge 20.3%. In elk van deze gevallen is er sprake van spreiding, in lichtere of sterkere mate, van het aantal langgestraften op het totaal veroordeelden.

#### *4.5. Gevangenis en progressief regime*

Eén van de veronderstelde classificatieprincipes die in het Canadese gevangeniswezen meespelen, betreft het principe van een progressief regime. Dat veronderstelt dat gedetineerden instromen als veroordeelde in een aan hun profiel aangepast veiligheidsniveau, met steeds meer interne en externe vrijheid naarmate hun detentie vordert. Ook op Europees niveau geniet dit idee veel aandacht en interesse. In België wordt dit in principe ook aangehangen (waarom anders open gevangnissen of intermediaire vormen van invrijheidstelling zoals beperkte detentie?). Er mag op basis van de wetgeving (zeker de wet op de externe rechtspositie) verondersteld worden dat een progressief regime naar invrijheidstelling de manier is waarop een gedetineerde zijn vrijheid zou dienen te herwinnen. Ook op het vlak van de classificatie naar instellingen toe zou dit een rol kunnen spelen. Het zou in principe minder voor de hand liggend zijn dat iemand op strafeinde vanuit een gesloten gevangenis, laat staan vanuit een zwaar beveiligde inrichting, de vrijheid herwint – dat zou haaks staan op het idee van een progressief regime. Zoiets zou des te meer eigenaardig zijn indien een persoon tijdens een vrij lange straf geen enkele keer naar buiten is geweest.

Op basis van de beschikbare dataset kon jammer genoeg niet worden nagegaan wat de relevante data in de detentie van de veroordeelden waren: begindatum van opsluiting, datum toelaatbaarheidsvoorwaarden voor de voorbereidende modaliteiten (uitgangsvergunning en penitentiair verlof), de overgangs- of intermediaire modaliteiten (beperkte detentie en elektronisch toezicht), de toelaatbaarheidsdatum voor voorwaardelijke invrijheidstelling en de datum van strafeinde. Deze data zouden toelaten om op het ogenblik van de extractie na te gaan hoe de veroordeeldenpopulatie in elke gevangenis eruit ziet. Zitten in de gesloten inrichtingen voornamelijk veroordeelden die nog niet (lang) in de tijdsvoorwaarden voor een invrijheidstellingsmodaliteit verblijven, zitten in de open gevangnissen de veroordeelden die bijna op strafeinde zijn of die al geruime tijd een traject naar een voorwaardelijke invrijheidstelling afleggen? Tevens werd geen data verzameld over het aantal verkregen modaliteiten tijdens de huidige opsluiting, noch over eventuele problemen tijdens de huidige of voorgaande opsluiting(en). De meeste vragen met betrekking tot een progressief regime kunnen niet rechtstreeks beantwoord worden. Wel biedt het jaarverslag van het DG EPI een blik op de invrijheidstellingen, een belangrijke indicatie voor een dergelijk progressief regime.

In 2008 vonden in totaal 14160 invrijheidstellingen plaats vanuit de gevangenis, naast 1675 invrijheidstellingen vanuit het regime van elektronisch toezicht. Jammer genoeg zit er geen opsplitsing naar strafduur in het jaarverslag van het DG EPI, wat meteen beperkingen naar interpretatie inhoudt.

**Tabel 17. Invrijheidstellingen vanuit opsluiting**

	V.H.	Vreemd (excl. VLV)	Straf einde	V.I.	V.L.V. (alg.)	V.L.V. (bijz.)	And*	Tot ivhs & Tot ivhs - vh	N veroor deelden**	N totaal gedeti neer den**
Merks plas	16	17	40	23	161	11	6	274 258	351 / 348	660
Wortel	16	1	15	16	141	11	2	202 186	159 / 151	192
Antwerpen	1140	21	1	9	447	8	7	1633 493	66 / 45	653
Meche len	146	1	5	4	43	2	0	201 55	60 / 40	124
Turn hout	224	2	2	4	79	2	0	313 89	54 / 38	169
Hoog straten	2	0	5	26	15	0	1	49 47	154 / 141	161
St. Gillis	404	24	6	19	420	99	3	975 571	292 / 286	617
Leuven C.	46	6	9	9	56	25	4	155 109	283 / 278	316
Vorst	1357	18	9	0	170	4	10	1568 211	72 / 64	600
Leuven Hulp	202	7	5	10	164	63	0	453 251	69 / 53	198
Nivel les	169	4	14	20	53	0	1	261 92	150 / 140	215
Berkendael	214	2	1	2	47	15	5	281 67	32 / 30	110
Ittre	0	2	24	21	2	11	3	63 63	415 / 395	424
Brugge	560	12	52	22	239	11	13	899 339	541 / 505	799
Ieper	128	2	5	3	76	0	0	214 86	55 / 40	127
Ruiselede	0	0	4	5	4	0	0	13 13	61 / 55	62
Gent	470	4	8	11	207	3	3	706 236	165 / 131	441
Oude naarde	62	1	3	6	31	0	1	104 42	130 / 116	170
Dendermonde	274	1	4	7	77	3	1	367 93	88 / 68	206
Mons	318	4	9	11	97	4	6	449 131	214 / 196	377
Tournai	200	1	4	6	60	2	0	275 75	93 / 85	145
Ja mioulx	447	8	4	4	264	1	1	729	81 /	338

								282	65	
Marneffe	0	0	14	25	15	0	0	54	146 /	146
								54	120	
Lantin	851	26	50	26	333	11	9	1302	493 /	944
								451	458	
Ver viers	193	5	23	12	69	5	0	307	193 /	274
								114	177	
Huy	58	1	4	4	18	0	1	86	60 /	81
								28	54	
Hasselt	535	5	19	38	162	17	5	779	394 /	538
								244	339	
Arlon	84	1	7	10	35	4	1	142	94 /	117
								58	86	
St. Hubert	0	1	48	31	192	1	0	273	291 /	292
								273	273	
Namur	306	1	8	8	49	2	2	376	88 /	202
								70	65	
Dinant	141	0	1	1	21	1	5	170	17 /	61
								29	11	
Andenne	1	6	19	10	5	8	2	51	385 /	394
								50	363	
Totaal	8564	184	422	403	3752	324	94	14160		
								5596		

Tabel overgenomen en aangepast uit DG EPI (2009) *Activiteitenverslag 2008*, Brussel: F.O.D. Justitie, 163. (Deze tabel vermeldt geen modaliteit na elektronisch toezicht – zie referentie, p.164)

\*Categorie zuigelingen zit bij 'andere' in deze aangepaste tabel.

\*\* Op basis van C1 (5/02/2008); omdat er in het jaarverslag een onderscheid gemaakt wordt naar invrijheidstelling vanuit 'gewoon regime' en invrijheidstelling vanuit elektronisch toezicht, wordt hier per gevangenis het totaal aantal definitief veroordeelden en het totaal aantal definitief veroordeelden exclusief diegenen op elektronisch toezicht vermeld.

Uit deze tabel blijkt duidelijk dat de voorlopige invrijheidstelling kwantitatief voor definitief veroordeelden het sterkst doorweegt. Voor 2008 zou dit neerkomen op 67% van alle invrijheidstellingen (exclusief voorlopige hechtenis). Dat betekent dat alle andere modaliteiten samen slechts bijdragen tot 33% van alle invrijheidstellingen (één op drie). Aangezien deze vorm van V.L.V. enkel en alleen mogelijk is voor veroordeelden met een straf tot en met drie jaar, kan worden gesteld dat de kortgestraften in grote getale via deze modaliteit de gevangenis vervroegd verlaten. Het aantal invrijheidstellingen bij de personen die onder het regime van de SUR/TAP vallen, is dus veel kleiner.

Wanneer op M1 en M3 naar het aandeel van de kortgestraften gekeken wordt, dan blijkt dit slechts een kleine groep van het totaal aantal definitief gestraften: op M1 waren dat er 972 (16.9%), op M3 1063 (17.8%), op zich geen significant verschil. Als van de veronderstelling mag worden uitgegaan dat er geen zeer grote schommelingen in de dagpopulaties zitten, dan kan het aantal invrijheidstellingen in 2008 naast één specifieke extractie (of ook meerdere) gelegd worden om onder meer de ratio van invrijheidstellingen voor de veroordeeldenpopulatie van een gevangenis te bekijken. We hernemen in dat kader een deel van bovenstaande tabel en zetten het aantal invrijheidstellingen voor 2008 per instelling af tegen het aantal definitief veroordeelden per instelling (vanuit bovenstaande assumptie doen we dat voor M1 t.o.v. het totaal aantal invrijheidstellingen).

**Tabel 18. Belangrijkste modaliteit invrijheidstelling & flux (uitstroom t.o.v. dagpopulatie veroordeelden)**

	nV*	nTG*	N tot kortge straffen M1 (excl. ET)	N IVHS 2008 (excl. V.H.)	Belangrijkste modaliteit IVHS + % IVHS****	% IVHS/ populatie ***
Merksplas	348	660	53 (15.2)	258	VLVa: 161 (62.4%)	74.13
Wortel	151	192	63 (41.7)	186	VLVa: 141 (75.8%)	123.17
Antwerpen	45	653	24 (53.3)	493	VLVa: 447 (90.6%)	1095.55
Mechelen	40	124	7 (17.5)	55	VLVa: 43 (78.1%)	137.50
Turnhout	38	169	11 (28.9)	89	VLVa: 79 (88.7%)	234.21
Hoogstraten	141	161	14 (9.9)	47	VI: 26 (55.3%)	33.33
St. Gillis	286	617	60 (21.0)	571	VLVa: 420 (73.5%)	199.65
Leuven C.	278	316	8 (2.9)	109	VLVa: 56 (51.3%)	39.20
Vorst	64	600	24 (37.5)	211	VLVa: 170 (80.5%)	329.68
Leuven Hulp	53	198	16 (30.2)	251	VLVa: 164 (65.3%)	473.58
Nivelles	140	215	6 (4.3)	92	VLVa: 53 (57.6%)	65.71
Berkendael	30	110	7 (23.3)	67	VLVa: 47 (70.1%)	223.33
Ittre	395	424	2 (0.5)	63	Strafeinde: 24 (38.0%)	15.94
Brugge	505	799	65 (12.9)	339	VLVa: 239 (70.5%)	67.12
Ieper	40	127	17 (42.5)	86	VLVa: 76 (88.3%)	215.00
Ruiselede	55	62	5 (9.1)	13	VI: 5 (38.4%)	23.63
Gent	131	441	31 (23.7)	236	VLVa: 207 (87.7%)	180.15
Oudenaarde	116	170	7 (6.0)	42	VLVa: 31 (73.8%)	36.20
Dendermonde	68	206	11 (16.2)	93	VLVa: 77 (82.7)	136.76
Mons	196	377	14 (7.1)	131	VLVa: 97 (74.0%)	66.83
Tournai	85	145	12 (14.1)	75	VLVa: 60 (80.0%)	88.23
Jamioulx	65	338	15 (23.1)	282	VLVa: 264 (93.6%)	433.84
Marneffe	120	146	1 (0.8)	54	VI: 25 (46.2%)	45.00
Lantin	458	944	65 (14.2)	451	VLVa: 333 (73.8%)	98.47
Verviers	177	274	20 (11.3)	114	VLVa: 69 (60.5%)	64.40
Huy	54	81	7 (13.0)	28	VLVa: 18 (64.2%)	51.85
Hasselt	339	538	37 (10.9)	244	VLVa: 162 (66.3%)	71.97
Arlon	86	117	6 (7.0)	58	VLVa: 35 (60.3%)	67.44
St. Hubert	273	292	64 (23.4)	273	VLVa: 192 (70.3%)	100.00
Namur	65	202	7 (10.8)	70	VLVa: 49 (70.0%)	107.69
Dinant	11	61	4 (36.4)	29	VLVa: 21 (72.4%)	263.63
Andenne	363	394	1 (0.3)	50	strafeinde: 19 (38.0%)	13.77
Totaal	5216					

\* totaal aantal veroordeelden op M1, exclusief elektronisch toezicht

\*\* totaal aantal gedetineerden

\*\*\* indicatie voor de turn-over van veroordeelden (exclusief invrijheidstelling na voorlopige hechtenis)

\*\*\*\* zie toelichting DG EPI (2009) Jaarverslag 2008, Brussel: FOD Justitie, 162:

VLVa: algemene voorlopige invrijheidstelling (veroordeelden met straf tot en met drie jaar)

VLVb: bijzondere voorlopige invrijheidstelling: verzamelcategorie voor o.a. invrijheidstelling van veroordeelden zonder verblijfsrecht in België ('voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering') en gedetineerden die hun hoofdstraf hebben uitgezeten, maar waarop een subsidiaire gevangenisstraf ingevolge de niet-betaling van een deel van de verschuldigde bedragen van toepassing was en vrijgelaten na betaling van een deel van de verschuldigde bedragen

VI: voorwaardelijke invrijheidstelling

VVLV: Vreemdelingen exclusief voorlopige invrijheidstelling: "De categorie 'vreemdelingen (behoudens VI)' heeft betrekking op vreemdelingen die administratief gedetineerd zijn in een penitentiaire inrichting na hun detentie als beklaagde of als veroordeelde aan het einde van de straf (uitzonderlijk als geïnterneerde) en die na hun invrijheidstelling ter beschikking gesteld zijn van de Dienst Vreemdelingenzaken. Deze buitenlandse gedetineerden die in vrijheid gesteld zijn na het eind van hun straf, zijn niet opgenomen in de categorie 'einde straf'."

Vooraleer ingegaan wordt op enkele van de meest opvallende vaststellingen bij bovenstaande tabel, dient eerst stilgestaan te worden bij de band tussen deze gegevens en classificatie. Er zijn meerdere verbanden met het thema van classificatie te leggen. Zonder exhaustief te willen zijn, kan onder meer gewezen worden op volgende verbanden:

- Ten eerste speelt een onderscheid tussen kortgestraften en langgestraften (> 3 jaar), zeker voor zolang de wet op de externe rechtspositie niet van toepassing is voor kortgestraften. Tot dan blijft de uitvoerende macht (in casu de gevangenisadministratie) bevoegd voor de invrijheidstelling van kortgestrafte veroordeelden, terwijl de strafuitvoeringsrechtbank als onafhankelijke actor zich al sinds februari 2007 buigt over de invrijheidstelling van de langgestraften. De niet-invoering van de figuur van de strafuitvoeringsrechter laat de gevangenisadministratie toe om tot hiertoe invrijheidstelling aan te wenden als een veiligheidsklep tegen de overbevolking, daar waar de SUR/TAP mogelijks zorgt voor een uitstroom die los staat van beheersmotieven en overwegingen inzake overbevolking.

- Ten tweede kan een gedetailleerde blik op de uitstroom en op de ratio invrijheidstellingen ten aanzien van de totale populatie van veroordeelden in een gevangenis, een voorzichtige indicatie geven van de doorstroom of flux van veroordeelden per gevangenis. Dat is onder meer belangrijk voor de cultuur van een inrichting, voor de mate waarin er goede persoonlijke sociale contacten tussen gevangenispersoneel en gedetineerden kunnen ontstaan, enz. De flux speelt bijvoorbeeld een rol in de mogelijkheid om te komen tot dynamische veiligheid. Bij een zeer hoge turn-over van veroordeelden kan vermoed worden dat een deel van de gedetineerden slechts gedurende een korte periode aanwezig is in de gevangenis, waardoor het personeel minder goed kan komen tot een persoonlijke verstandhouding met de veroordeelden. Een lage turn-over zou net het omgekeerde kunnen inhouden: de mogelijksvoorwaarde dat het personeel de veroordeelden beter leert kennen en daardoor ook de gevoeligheden kan inschatten, met in principe op veiligheidsvlak meer kansen voor dynamische veiligheid, wat op zijn beurt weer mogelijke positieve effecten heeft voor de cultuur van de gevangenis,...

- Ten derde kan een blik op de invrijheidstelling vanuit een bepaalde instelling iets leren over die instelling: is een instelling sterk gefocust op kortere straffen, dan wel eerder op langere straffen,... In die zin vormt het een bijkomende indicator voor de dimensie spreiding versus concentratie van groepen, in casu hier kortgestraften versus langgestraften.

- Ten vierde bieden de belangrijkste invrijheidstellingsmodaliteiten ons inzicht in de mate waarin de filosofie van een progressief regime (dat in principe voor alle veroordeelden geldt) in de praktijk van invrijheidstelling zichtbaar is. Op dat vlak kunnen de 2 voorgaande tabellen samen gelezen worden.

Als bovenstaande tabel bekeken worden vanuit deze mogelijke redenen, dan kunnen onder meer volgende zaken opgemerkt worden:

Bovenstaande tabel bevat een indicatie voor een eerder belangrijke turn-over van kortgestraften. In 27 van de 32 gevangenissen is de algemene voorlopige invrijheidstelling de belangrijkste modaliteit van invrijheidstelling. Enkel in de gevangenissen van Hoogstraten, Ittre, Ruiselede, Marneffe en Andenne speelt deze modaliteit een veel minder voorname rol, maar dat heeft voornamelijk te maken met de specificiteit van deze gevangenissen.

Voor de gevangenissen van Hoogstraten, Ruiselede en Marneffe is de voorwaardelijke invrijheidstelling (VI) telkens de belangrijkste modaliteit van invrijheidstelling. Dat is op zich een voorzichtige indicatie dat deze gevangenissen dienst doen als een geleidelijke overgang naar de vrijheid en als sluitstuk van een progressief regime aangewend worden. Het valt echter wel op dat dit niet zo is voor St. Hubert, maar daar zit een aanzienlijk groter deel kortgestraften.



Voor de gevangenen Ittre en Andenne geldt dat er amper kortgestraften zitten, wat betekent dat de toepassing van de algemene VLV er veel minder zal plaatsvinden. Echter, omdat het net gaat om hoogbeveiligde inrichtingen, valt het wel op dat in beide instellingen strafeinde als belangrijkste invrijheidstellingsmodaliteit geldt (telkens 38% van alle invrijheidstellingen in 2008). Dit is dan weer een negatief bewijs voor een progressief regime: gedetineerden die vanuit een hoogbeveiligde gevangenis hun vrijheid herwinnen.

De turn-over per instelling varieert van 13.77 voor Andenne tot 1095.55 voor Antwerpen. Dit overlapt met de extremen in termen van (relatieve) aanwezigheid van kortgestraften: in Andenne bedraagt dit 0.3% (1 veroordeelde), in Antwerpen is 53.3% van alle veroordeelden (n = 24) kortgestraft. Bovendien is het waarschijnlijk dat het aantal plaatsen voor een arresthuis ook zal meespelen in het aantal invrijheidstellingen bij algemene VLV. Wanneer een voorlopig gehechte veroordeeld wordt en zeer snel nadien (of zelfs onmiddellijk) vrijgelaten wordt met een VLVA, dan draagt dat bij tot een zeer grote flux zonder dat het meteen af te leiden valt uit het aantal kortgestraften dat op een bepaald ogenblik aanwezig is in de gevangenis.

Het aanzienlijke percentage (en de absolute aantallen) van algemene VLVs, enkel toepasbaar op straffen tot en met drie jaar, staat in de meeste gevangenen in schril contrast met de modaliteiten van invrijheidstelling van gedetineerden boven de drie jaar, die veeleer met mondjesmaat worden toegepast. Dit is een indicatie voor een differentiële benadering van invrijheidstelling (zie boven). De grote turn-over van kortgestraften kan daarbij gezien worden als een manier om – in tijden van overbevolking - spreekwoordelijke druk van de ketel te halen.

Eerder werd al gewezen op de relatief kleine groep kortgestraften in de dagpopulatie (16.9% van alle definitief veroordeelden); als dan 67% van alle invrijheidstellingen in 2008 betrekking heeft op een vervroegde invrijheidstelling (algemene VLV) waarvan alleen kortgestraften gebruik kunnen maken, dan komen we tot de vaststelling dat de kleinste groep het grootste aantal vervroegde invrijheidstellingen geniet. Dat betekent ook dat hoogstens 33% van alle invrijheidstellingen voor langgestraften is (en dat klopt zelfs niet helemaal, zie verklaring onder de tabel; in sommige categorieën zitten nog kortgestraften), nochtans een groep met 83.1% van alle definitief veroordeelden.

In termen van concentratie versus spreiding naar strafduur valt hier op te merken dat slechts enkele gevangenen een concentratie herbergen van hetzij kortgestraften (Antwerpen, bijna 53.3% op M1), hetzij een concentratie van langgestraften (zie boven).

Daarbij hanteren we dan eigenlijk nog een vrij soepele classificatie, want er zijn immers amper instellingen waar er alleen maar definitief veroordeelden verblijven. Bovendien valt de sterke spreiding van kortgestraften op, een keuze die voor classificatiedoeleinden zeer belangrijk is. Waarom worden kortgestraften niet in enkele gevangenen opgesloten?

Een sterke spreiding van kortgestraften betekent ook meer gevangenen waar er een hogere flux is, minstens toch voor die groep, wat echter gevolgen kan hebben voor de ruimere gevangenisorganisatie, het personeel en andere veroordeelden in die instellingen. De keuze tussen spreiding en concentratie lijkt slechts in een beperkt aantal gevangenen zeer expliciet.

Hierbij aansluitend kan ook de modaliteit van en het aantal invrijheidstellingen vanuit elektronisch toezicht (ET) worden bekeken. Het jaarverslag van het DG EPI vermeldt de cijfers op p.164. Opvallend is dat van de 1675 invrijheidstellingen vanuit ET voornamelijk de VLVA (1278 of 76.29%) ook hier de belangrijkste modaliteit van invrijheidstelling betreft. Dit

volgt dezelfde lijn als bij de personen vrijgelaten vanuit een ‘gewoon regime’. Daarnaast is er de V.I. (339 of 20.23%), wat een bijkomende indicatie is voor een progressief regime: eerst via ET en dan pas via V.I. geleidelijk aan meer vrijheid herwinnen. Andere modaliteiten zijn strafeinde (36), de bijzondere VLV (3) en een restcategorie ‘andere’ (19).

Ook kunnen per gevangenis de bijzondere strafuitvoeringsmodaliteiten in kaart worden gebracht. Onderstaande tabel geeft voor M1 per gevangenis weer hoeveel kortgestraften en langgestraften respectievelijk onder het regime van elektronisch toezicht of van beperkte detentie (BD) (als verzamelbegrip voor alle modaliteiten waarbij een deel van de straf in de gevangenis wordt uitgeboet, onder meer beperkte detentie voor langgestraften, maar ook halve vrijheid en weekendarrest voor kortgestraften) hun straf ondergaan. Tevens wordt het percentage t.o.v. de kortgestraften of langgestraften in de gevangenis vermeld (het aanvullende percentage (tot 100% dus) betreft het aantal veroordeelden in een gewoon regime).

**Tabel 19. Bijzondere strafuitvoeringsmodaliteiten (korte versus lange straf)**

	ET t.e.m. 3 jaar	BD t.e.m. 3 jaar	ET > 3 jaar	BD > 3 jaar
Merksplas	0	0	3 (0.9)	0
Wortel	3 (4.5)	0	5 (5.4)	0
Antwerpen	21 (46.7)	0	0	5 (23.8)
Mechelen	17 (70.8)	0	3 (8.3)	0
Turnhout	15 (57.7)	0	1 (3.6)	0
Hoogstraten	1 (6.7)	0	12 (8.6)	1 (0.6)
St. Gillis	1 (1.6)	0	5 (2.2)	13 (5.6)
Leuven Centraal	0	0	5 (1.8)	1 (0.4)
Vorst	8 (25.0)	0	0	0
Leuven Hulp	12 (42.9)	0	4 (9.8)	3 (7.3)
Nivelles	2 (25.0)	0	8 (5.6)	7 (4.9)
Berkendael	0	0	2 (8.0)	0
Ittre	0	0	20 (4.8)	0
Brugge	26 (28.6)	0	10 (2.2)	11 (2.4)
Ieper	11 (39.3)	0	4 (14.8)	3 (11.1)
Ruiselede	0	0	6 (10.7)	2 (3.6)
Gent	28 (47.5)	0	6 (5.7)	6 (5.7)
Oudenaarde	10 (58.8)	0	4 (3.5)	2 (1.8)
Dendermonde	17 (60.7)	1 (3.6)	3 (5.0)	6 (10.0)
Mons	10 (41.7)	0	8 (4.2)	0
Tournai	7 (36.8)	0	1 (1.4)	1 (1.4)
Jamioulx	9 (37.5)	0	7 (12.3)	2 (3.5)
Marneffe	0	0	26 (17.9)	0
Lantin	12 (15.6)	0	23 (5.5)	4 (1.0)
Verviers	6 (23.1)	0	10 (6.0)	4 (2.4)
Huy	3 (30.0)	0	3 (6.0)	3 (6.0)
Hasselt	38 (50.7)	0	17 (5.3)	4 (1.3)
Arlon	4 (40.0)	0	4 (4.8)	1 (1.2)
St. Hubert	3 (4.5)	0	15 (6.7)	1 (0.4)
Namur	19 (73.1)	0	4 (6.5)	3 (4.8)
Dinant	5 (55.6)	0	1 (12.5)	0
Andenne	0	0	22 (5.7)	0
TOT	288	1	242	83
% modaliteit / groep	1- 29.62%	1- 0.10%	1- 5,06%	1- 1.73%
strafduur	2- 5.01%	2- 0.00017%	2- 4.21%	2- 1.44%
1				
-Kortgestraften (n = 972)				

---

-Langgestraften (n = 4774) 2 Totaal veroordeelden
---

---

Bij deze tabel valt op dat van de beperkte groep kortgestraften er meer onder ET staan dan voor de veel grotere groep langgestraften. Dit heeft wellicht te maken met de verschillen in besluitvorming inzake invrijheidstelling, waarbij de SUR/TAP als onafhankelijke actor optreedt en geen rekening dient te houden met administratieve en beheersmatige overwegingen, in het bijzonder de overbevolking. Van alle kortgestrafte definitief veroordeelden onderging op M1 één op drie het regime van ET, terwijl dat voor de langgestraften slechts 5% bedroeg.

Bijkomende relevante gegevens in verband met een progressief regime werden eerder vermeld en hebben betrekking tot de bezettingsgraad van gevangenissen. De tabel wordt hier niet hernomen (zie tabel 11). Als we de bezettingsgraad bekijken, dan valt op dat er in 2008 9 gevangenissen met een totale gemiddelde bezettingsgraad zijn die lager ligt dan de totale gemiddelde capaciteit (met andere woorden, niet alle beschikbare plaatsen zouden bezet zijn): Andenne, Hoogstraten, Ittre, Leuven Centraal, Marneffe, Merksplas, St. Hubert, Tournai en Wortel. Uit eerder onderzoek in Québec bleek dat daar zowel de maximaal beveiligde als de open minimaal beveiligde gevangenissen een onderbezetting kennen. Hoewel niet zomaar kan verondersteld worden dat in België dezelfde dynamiek speelt, valt op dat zowel de vier open gevangenissen als twee hoogbeveiligde inrichtingen in dit lijstje zitten. Leuven Centraal is dan weer een uitzondering in termen van een concentratie van zeer langgestraften. Voor Merksplas, Tournai en Wortel is er niet meteen een voor de hand liggende verklaring voor de onderbezetting. Deze drie gevangenissen hebben anderzijds wel een aanzienlijk grotere uitstroom (en dus ook doorstroom) van kortgestraften in vergelijking met de andere 6. Misschien dat dit ten dele verklaart waarom er in de cijfers voor deze instellingen een onderbezetting geldt: gedetineerden die niet overnachten, worden niet meegeteld in de dagpopulatie. Bij een vrij grote uitstroom van kortgestraften is het dus mogelijk dat er niet meteen de nacht volgend op de invrijheidstelling een andere gedetineerde zijn ruimte inneemt, zodat dit geteld wordt als een onbezette plaats.

#### *4.6. Gevangenissen en recidivisten*

Een andere dimensie die relevant kan zijn voor classificatiedoeleinden, betreft de mate van spreiding of concentratie van recidivisten. Het is op basis van de informatie in de opgevraagde extracties niet mogelijk om over de juridische status van recidive uitspraken te doen. De best mogelijke indicatie vanuit de databank is het aantal opsluitingen (ongeacht de aard ervan: voorlopige hechtenis, voorlopige hechtenis en veroordeling,...). Per gevangenis wordt dit nagegaan, dit in termen van de tweedeling primair versus recidivist op basis van één of meer dan één opsluiting. De tabel is beperkt tot een tweedeling in termen van kortgestraften en langgestraften.

**Tabel 20. Verdeling 1 of > 1 opsluiting 1**

	<b>Kortgestraft opsl</b>	<b>1</b>	<b>Kortgestraft &gt; 1 opsl</b>	<b>1</b>	<b>Langgestraft opsl</b>	<b>1</b>	<b>Langgestraft &gt; 1 opsl</b>
Merksplas	21 (39.6)		32 (60.4)		88 (29.5)		210 (70.5)
Wortel	23 (34.8)		43 (65.2)		24 (25.8)		69 (74.2)
Antwerpen	20 (44.4)		25 (55.6)		13 (61.9)		8 (38.1)
Mechelen	8 (33.3)		16 (66.7)		15 (41.7)		21 (58.3)
Turnhout	10 (38.5)		16 (61.5)		8 (28.6)		20 (71.4)
Hoogstraten	4 (26.7)		11 (73.3)		42 (30.2)		97 (69.8)
St. Gillis	29 (47.5)		32 (52.5)		143 (61.9)		88 (38.1)
Leuven C.	6 (75.0)		2 (25.0)		197 (71.6)		78 (28.4)
Vorst	12 (37.5)		20 (62.5)		6 (15.0)		34 (85.0)
Leuven H.	9 (32.1)		19 (67.9)		16 (39.0)		25 (61.0)
Nivelles	3 (37.5)		5 (62.5)		72 (50.7)		70 (49.3)
Berkendael	5 (71.4)		2 (28.6)		23 (92.0)		2 (8.0)
Ittre	0		2 (100)		201 (48.7)		212 (51.3)
Brugge	46 (50.5)		45 (49.5)		218 (48.4)		232 (51.6)
Ieper	7 (25.0)		21 (75.0)		8 (29.6)		19 (70.4)
Ruiselede	1 (20.0)		4 (80.0)		13 (23.2)		43 (76.8)
Gent	23 (39.0)		36 (61.0)		49 (46.2)		57 (53.8)
Oudenaarde	10 (58.8)		7 (41.2)		75 (66.4)		38 (33.6)
Dendermonde	18 (64.3)		10 (35.7)		21 (35.0)		39 (65.0)
Mons	8 (33.3)		16 (66.7)		104 (54.7)		86 (45.3)
Tournai	11 (57.9)		8 (42.1)		40 (54.1)		34 (45.9)
Jamioulx	6 (25.0)		18 (75.0)		28 (49.1)		29 (50.9)
Marneffe	0		1 (100)		68 (46.9)		77 (53.1)
Lantin	33 (42.9)		44 (57.1)		160 (38.5)		256 (61.5)
Verviers	5 (19.2)		21 (80.8)		86 (51.5)		81 (48.5)
Huy	7 (70.0)		3 (30.0)		23 (46.0)		27 (54.0)
Hasselt	35 (46.7)		40 (53.3)		115 (36.1)		204 (63.9)
Arlon	8 (80.0)		2 (20.0)		42 (50.0)		42 (50.0)
St. Hubert	30 (44.8)		37 (55.2)		100 (44.6)		124 (55.4)
Namur	10 (38.5)		16 (61.5)		37 (59.7)		25 (40.3)
Dinant	2 (22.2)		7 (77.8)		2 (25.0)		6 (75.0)
Andenne	1 (100)		0		187 (48.7)		197 (51.3)
TOT	411 (42.3)		561 (57.7)		2224 (46.6)		2550 (53.4)

Enkel in de gevangenissen van Merksplas, Wortel, Hoogstraten, Ieper, Ruiselede en Dinant zitten een grote groep veroordeelden die al meer dan één opsluiting ondergaan heeft. Voor de open gevangenissen van Hoogstraten en Ruiselede toont de tabel dat recidivisten kunnen doorstromen naar een open regime, een bijkomende indicatie voor een progressief regime, ook voor personen die niet aan hun eerste opsluiting toe zijn. In Leuven Centraal en Berkendael zitten dan weer overwegend personen die voor de eerste keer opgesloten zijn. Dit heeft sterk te maken met de aard van deze inrichtingen: in Leuven Centraal bevindt zich een zeer sterke concentratie van zeer langgestraften (vaak gaat het dan wellicht om levensdelicten). Berkendael herbergt uitsluitend vrouwelijke veroordeelden. In beide gevallen gaat het dus om zeer specifieke categorieën, telkens geconcentreerd in een aparte gevangenis. Alle andere gevangenissen hebben een mix van primaire gedetineerden en gedetineerden die al minstens voor de tweede keer achter de tralies zijn beland.

Dit doet vermoeden dat het criterium recidive weinig belang heeft in de classificatie van veroordeelden naar gevangenissen toe. Echte zekerheid kan er op basis van het aantal detenties niet verkregen worden voor dit criterium, maar het aantal detenties vormt minstens wel een indicator.

## HOOFDSTUK 2. SELECTIE VOOR VERDER ONDERZOEK

Voor het vervolg van het onderzoek naar classificatie (deel 5) is het belangrijk om, nog los van verdere analyses, inclusief analyse van de regimereglementen, een eerste selectie te maken van gevangenen en bijhorende specifieke subgroepen. Nadien kan deze selectie aangevuld worden met extra inzichten uit de analyse van regimereglementen. Bovendien mag de keuze van instellingen niet beperkt blijven tot de gegevens die in de extracties zaten.

Ten eerste slaan de extracties al terug op een populatie van 2008, terwijl 2011 inmiddels al met rasse schreden nadert. Het is maar de vraag of de gevangenispopulatie inmiddels geen interne wijzigingen heeft ondergaan. Ten tweede zijn de extracties beperkt: zo werd geen informatie opgenomen over het verblijfsstatuut van personen die niet de Belgische nationaliteit hebben, werden geen toelaatbaarheidsdata vermeld, is het niet duidelijk of iemand recidivist is dan wel een eerdere periode in voorlopige hechtenis heeft ondergaan (dus: status m.b.t. recidive is onduidelijk), zit er geen informatie over het effectief aantal ontvangen bezoeken of over de bredere variabele ‘sociale contacten’ in het bestand (met bijvoorbeeld bezoeken, telefoon, sponsoring van gevangenisrekening als indicatoren), noch effectief eerder toegekende uitgangsvergunningen, penitentiaire verloven, problemen in detentie (zowel tuchtrapporten als ontsnappingen en poging daartoe), etc. De informatieve waarde van de extracties heeft dus sterke inhoudelijke beperkingen en laat enkel een vrij ‘ruwe’ selectie toe. Ten derde zijn er ook ontwikkelingen in de gevangenisorganisatie zelf. Zo bleek al uit het jaarrapport van DG EPI over het werkingsjaar 2008 dat in de gevangenen van Oudenaarde en Verviers een proefproject inzake het detentieplan was opgestart. Tevens is sindsdien ook een gevangenis in Tilburg in gebruik genomen voor veroordeelden uit België. Dit zijn slechts enkele van de ontwikkelingen intern aan het gevangeniswezen die meteen een impact hebben op classificatie en die al aantonen dat de uiteindelijke selectie van gevangenen met enige openheid moet gemaakt worden.

Op basis van de gegevens uit de extracties kunnen volgende selecties gemaakt worden.

### 1. Vrouwelijke definitief veroordeelden

Het valt op dat voor deze onderscheiden groep slechts één gevangenis (die dan nog deel uitmaakt van de gevangenis van Vorst, dus zelfs geen zelfstandig statuut heeft) specifiek voor vrouwen bestemd is. Verder betreft het steeds gevangenen met zowel voorlopig gehechten als veroordeelden, soms ook nog met geïnterneerden. Het gaat daarenboven steeds om gesloten gevangenen, terwijl voor mannen wel meer regimedifferentiatie mogelijk is, tot en met open gevangenen toe.

Afhankelijk van verdere selecties kan de gevangenis van **Berkendael** hier al vermeld worden. Komen verderop andere gevangenen in beeld waarin bovendien ook vrouwelijke veroordeelden zitten, dan kan omwille van redenen van efficiëntie gekozen worden voor een bevraging in die andere gevangenen. Het zou daarbij interessant zijn om zowel vrouwen met en vrouwen zonder de Belgische nationaliteit te bevragen.

### 2. Leeftijd

Op zich is dit een criterium dat eerder vanuit beheersmatig perspectief relevantie heeft voor classificatie, minder noodzakelijk vanuit detentieplanning of detentiefasering. Een sterke concentratie jonge gedetineerden zou tot meer onrust kunnen leiden, terwijl een oudere populatie staat voor een minder onrustige sociale setting. Oude gedetineerden hebben dan

weer hun eigen noden en behoeften, wat niet geheel los staat van lange straffen, maar ook deels een spill-over effect kan zijn van de vergrijzing van de bredere bevolking.

De gevangenen van **Leuven Centraal, Brugge** en **St. Hubert** hebben proportioneel meer oude gevangenen (> 60 jaar); in **Leuven Centraal, Berkendael, Huy, St. Hubert** en **Dinant** zijn meer dan 2 op 5 veroordeelden **ouder** dan 40 jaar.

De gevangenen van **Merksplas, Mechelen, St. Gillis, Leuven Hulp, Ittre, Ieper, Dendermonde** en **Andenne** hebben minstens 40% veroordeelden van maximum 30 jaar.

### 3. Nationaliteit

Dit kon enkel beperkt worden tot Belg en niet-Belg. Bovendien was er geen duidelijkheid over het recht op verblijf op het grondgebied. Van alle definitief veroordeelden heeft 61% de Belgische nationaliteit. In 9 gevangenen zitten procentueel minder Belgische veroordeelde gedetineerden, met uitschieters voor **St. Gillis, Vorst, Berkendael (alledrie minder dan 30%)** en **Merksplas (31.1%)**. De gevangenen van **Ruiselede** en **Dinant** zijn (quasi) integraal bevolkt door Belgische veroordeelden.

Voor de niet-Belgen is het moeilijk om uitspraken te doen. Wel kon nagegaan worden of zij een gekende domicilie hadden. In totaal bleken 836 vreemdelingen geen gekende domicilie te hebben. De belangrijkste concentratie van deze groep bevond zich in de gevangenen van **St. Gillis** (145), **Merksplas** (111), **Lantin** (73), **Ittre** (72) en **Andenne** (69).

### 4. Taal

Op basis van een indeling van gevangenen volgens een Regionale Directie Noord en een Regionale Directie Zuid (respectievelijk zouden zij staan voor de 'Nederlandstalige gevangenen' en de 'Franstalige gevangenen') kon nagegaan worden of gedetineerden in een gevangenis verbleven die formeel overeenkwam met hun taal.

28 Franstalige Belgen verblijven in een gevangenis in het Vlaanderen. **Brugge** (10) en **Leuven Hulp** (4) hebben samen de helft van deze groep als gedetineerden. 17 Nederlandstalige Belgen zijn verspreid over 9 gevangenen. Enkel in de Brusselse gevangenen (Vorst en Berkendael) zitten er meer dan 2 (maar de officiële tweetaligheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest maakt de taalindeling voor de Brusselse gevangenen minder voor de hand liggend). De anderstalige Belgische veroordeelden zitten min of meer gelijk verdeeld in RD Noord en RD Zuid. In de RD Noord zit de meerderheid in **Hasselt** (3/10), in de RD Zuid zitten er telkens 2 (van de 11) in **Lantin** en in **St. Hubert** en 3 in **Verviers**.

Van de definitief veroordeelden zonder de Belgische nationaliteit valt op dat er, met uitzondering van **St. Gillis** (113), 190 Franstalige niet-Belgen in gevangenen van de RD Noord verblijven. Deze zitten voornamelijk in de gevangenen van **Merksplas** (59), **Wortel** (30), **Brugge** (29), **Hasselt** (23) en **Leuven Centraal** (21). Op de Brusselse gevangenen na zitten er slechts 10 Nederlandstalige niet-Belgen in gevangenen van de RD Zuid. Deze zijn vooral geconcentreerd in **Lantin** (4), **Ittre** (2) en **Arlon** (2).

De vreemdelingen die niet op één van beide taalrollen staan, zitten overwegend in de RD Noord (353 van de 494). De volgende gevangenen herbergen het grootste aantal veroordeelden van deze categorieën: **Merksplas** (92), **St. Gillis** (72), **Leuven Centraal** (42), **Brugge** (41) en **Ittre** (32).

## 5. Concentratie definitief veroordeelden: tussen strafhuis en arresthuis

Een opvallend gegeven bij het bekijken van de definitief veroordeelden, is dat er een zeer grote variatie bestaat tussen instellingen in termen van het (relatieve) aantal definitief veroordeelden dat er opgesloten zit. Dit schommelt voor E1 tussen 10.1% en 100%. Op dat ogenblik hadden slechts 7 gevangenissen minstens 90% definitief veroordeelden: **Hoogstraten, Leuven Centraal** (bij afronding), **Ittre, Ruiselede, Marneffe, St. Hubert** en **Andenne**. In 13 gevangenissen zit minder dan 50% veroordeelden. 3 ervan hebben minder dan 25% veroordeelden: **Antwerpen, Vorst** en **Jamioulx**.

Dit betekent dat de oude administratieve indeling strafhuis en arresthuis de facto onbestaande is: er is geen enkel 'zuiver' arresthuis en er is slechts één gevangenis die als 'zuiver' strafhuis kan bestempeld worden.

## 6. Definitief veroordeelden: spreiding naar strafduur

Er zijn slechts 3 gevangenissen waar meer dan de helft van de veroordeelden kortgestraft is: **Antwerpen** (68%), Ieper en Dinant. Anderzijds zijn er 7 gevangenissen waar minder dan 10% van de veroordeelden kortgestraft is: Hoogstraten, Leuven Centraal, Nivelles, Ruiselede, **Marneffe** (0.7), **Ittre** (0.5) en **Andenne** (0.3).

Bij de langgestraften zijn er 6 gevangenissen met minstens 90% middellanggestraften (> 3 jaar – 10 jaar): **Merksplas, Wortel, Mechelen, Hoogstraten, Vorst** en **Ruiselede**. In 7 gevangenissen zijn minstens 1 op de 3 langgestraften zeer langgestraften (> 10 jaar of levenslang): **Leuven Centraal** (69.5), **Oudenaarde** (66.4), Mons, Nivelles, Gent, Arlon en Andenne. In vijf gevangenissen zitten telkens meer dan 100 zeer langgestraften: **Leuven Centraal, Ittre, Brugge, Lantin** en **Andenne**.

## 7. Recidivisten: concentratie of spreiding

De informatie in de extracties liet niet toe om de juridische status van recidive na te gaan. Wel kon het aantal ondergane opsluitingen als een indicatie daarvoor gelden. In **Leuven Centraal** en **Berkendael** zitten bij de langgestraften overwegend primairen, in 22 gevangenissen bleek bij de langgestraften minstens 50% al eerdere detenties te hebben ondergaan. In **Vorst, Ruiselede** en **Dinant** had 75% van de langgestraften al minstens één eerdere detentie ondergaan.

## 8. Nabijheidsbeginsel: op cel dicht bij huis?

Als beginsel of principe kan dit nagegaan worden, omdat het mogelijk is om voor een groot aantal veroordeelden te bekijken of ze vrij dicht bij hun laatst gekende domicilie opgesloten zijn. De empirische waarde van dat beginsel kan echter niet afgetoetst worden. Met andere woorden, het is niet mogelijk om op basis van de gegevens na te gaan of het nabijheidsbeginsel zou inhouden dat veroordeelden effectief betere contacten met hun sociaal milieu kunnen onderhouden.

Het nabijheidsbeginsel kan enkel binnen een bestaand kader nagegaan worden; zo staat er geen gevangenis in elk gerechtelijk arrondissement, terwijl sommige arrondissementen meerdere gevangenissen op hun grondgebied hebben staan. Het aanbod van beschikbare plaatsen is met andere woorden beperkt. Ook is het aantal veroordeelden dat van een bepaald gerechtelijk arrondissement afkomstig een gegeven dat niet controleerbaar is: criminaliteitsfenomenen, sociale aspecten, demografische factoren enz maken dat er een grote

ongelijkheid bestaat in het absolute en relatieve aantal veroordeelden per gerechtelijk arrondissement. Dit komt neer op verschillen in termen van vraag naar beschikbare plaatsen per gerechtelijk arrondissement.

Op basis van bovenstaande gegevens kan gesteld worden dat er een aanzienlijke spreiding is van veroordeelden over alle gevangenissen. In gevangenissen met minstens 100 veroordeelden komt de populatie telkens minstens uit 11 verschillende gerechtelijke arrondissementen, met **St. Hubert** (20 gerechtelijke arrondissementen), **Ittre** (19) en **Andenne** (18) als meest 'gemengde' gevangenissen. Slechts in 6 gevangenissen bedraagt het relatieve aantal veroordeelden uit het gerechtelijk arrondissement van de gevangenis meer dan 75%: **St. Gillis, Vorst, Leuven Hulp, Jamioulx** en **Dinant**.

## 9. Progressief regime: geleidelijk naar buiten?

Op basis van de gegevens kan moeilijk zeer precies nagegaan worden in welke mate er invulling en opvolging aan dit principe wordt gegeven. Toch werden boven enkele indicaties vermeld.

Een daarvan betreft het aantal en de aard van de invrijheidstellingen. In termen van invrijheidstelling is eerst en vooral op te merken dat er een veel grotere uitstroom is van de kortgestraften: 3752 keer werd een algemene VLV toegekend, terwijl er in de dagpopulatie telkens maar rond de 1000 kortgestrafte veroordeelden verbleven. Wanneer de belangrijkste invrijheidstellingsmodaliteit (met abstractie van het einde van voorlopige hechtenis) bekeken wordt, dan valt op dat in slechts 5 gevangenissen niet de algemene VLV de belangrijkste modaliteit is. Het betreft telkens gevangenissen waar een aanzienlijk deel van de populatie langgestraft is. In de gevangenissen van **Hoogstraten, Ruiselede** en **Marneffe** is de VI de belangrijkste modaliteit van invrijheidstelling. In 38% van de gevallen werden veroordeelden in 2008 op strafeinde vrijgelaten uit de gevangenissen van **Ittre** en **Andenne**. In sommige gevangenissen wordt in relatieve en absolute termen vaak gebruik gemaakt van de algemene VLV: **Antwerpen** (493), **St. Gillis** (571), **Brugge** (339), **Jamioulx** (282) en **St. Hubert** (273). Dit is des te meer opvallend omdat het gevangenissen betreft met een beperkte groep kortgestraften, respectievelijk op M1: 24; 60; 65; 15 en 64.

Een andere indicatie heeft te maken met de bijzondere uitvoeringsmodaliteiten van de straf. Op basis van de gegevens op M1 bleken 614 veroordeelden van een bijzondere uitvoeringsmodaliteit van opsluiting gebruik te maken. Wat daarbij opvalt is dat, ondanks het aanzienlijk kleinere aandeel van kortgestraften, er bijna evenveel kortgestraften van een bijzonder regime gebruik maken als langgestraften. Voor de langgestraften geldt dat slechts 325 veroordeelden (6.8%) hetzij van BD, hetzij van ET gebruik maakt. Bij de kortgestraften zijn dat er 289 (of 29.7%). In het merendeel van de gevangenissen met kortgestraften bestaat die populatie voor een belangrijk deel uit personen in een bijzondere strafuitvoeringsmodaliteit. Maar liefst in 12 gevangenissen ondergaat minstens 2 op 5 kortgestraften de opsluiting in BD (slechts één) of ET. Hieruit kan weinig afgeleid worden in termen van het progressief regime, behalve dat deze bevinding vanuit een bepaalde optiek haaks staat op een progressief regime. Er zou net kunnen verwacht worden dat meer langgestraften vervroegd uitstromen via tal van modaliteiten, terwijl kortgestraften minder gemakkelijk kunnen vervroegd de gevangenis verlaten. Immers, bij een korte vrijheidsstraf kan gesteld worden dat een grondige voorbereiding op invrijheidstelling niet kan opgezet worden omwille van een gebrek aan tijd (zeker in het geval van zeer korte vrijheidsstraffen of in het geval van een voorlopige hechtenis die in termen van de uiteindelijke straf zeer lang



was en daardoor weinig aandacht op het reclasseringsaspect van opsluiting toeliet). Bij lange vrijheidsstraffen zou dat net wel meer mogelijk zijn.

Een derde indicatie zou betrekking kunnen hebben op de verdeling van veroordeelden over gevangenissen naargelang hun regime onderscheiden is. Zie hieronder.

## 10. Types gevangenissen: veiligheidsniveau

Hoewel de jaarverslagen van DG EPI een indeling in open, halfopen en gesloten gevangenissen vermeldt, werd in een eerder tussentijds onderzoeksrapport de indeling tussen open en gesloten gevangenissen voorgesteld. Naar analogie met het Canadese gevangeniswezen werd eerder al nagegaan of kan gesproken worden van veiligheidsniveaus. Dat kon slechts voor enkele gevangenissen: de zogenaamde open gevangenissen (**Marneffe**, **St. Hubert**, **Hoogstraten** en **Ruiselede**) kunnen als ‘laagbeveiligde’ gevangenissen beschouwd worden, terwijl de nieuwere gevangenissen van **Brugge**, **Andenne**, **Ittre** en **Hasselt** als ‘hoogbeveiligde’ gevangenissen kunnen opgevat worden.

Deze indeling en eerdere bovenvermelde cijfers tonen dat zeker voor Ittre en Andenne een bijzondere situatie lijkt te spelen. Voor Brugge en Hasselt lijkt dat op het eerste gezicht minder het geval, maar dat heeft wellicht meer te maken met de diverse populatie die er zit (inclusief voorlopig gehechten), waardoor bepaalde groepen minder prominent aanwezig lijken.

Tevens dienen de **afdelingen bijzondere individuele veiligheid** in de gevangenissen van **Brugge** en **Lantin** vermeld te worden; daarover was echter in de extracties geen bijzondere informatie voorhanden.

## 11. Grootte van de gevangenis

Boven werd er nergens apart op ingegaan, maar ook de grootte van de gevangenis kan een belangrijke rol spelen in classificatieplannen en overwegingen. De grootte van een inrichting hangt onder meer samen met de mogelijkheden om een uitgebreid aanbod te doen van activiteiten, om het regime intern te differentiëren, om intern gedetineerden van elkaar te scheiden indien nodig, etc. Hoewel de informatie die boven werd vermeld enkel betrekking had op de gemiddelde capaciteit, los van de aard van de doelgroep (veroordeelden), valt op dat er een grote variatie is: Ruiselede heeft een gemiddelde capaciteit van 48, terwijl zowel Lantin als Merksplas een gemiddelde capaciteit van 694 plaatsen hebben. Het aantal plaatsen in de open gevangenissen is beperkt tot 509.2 voor de vier samen, terwijl in 2008 voor de 4 hoogbeveiligde gevangenissen een gemiddelde capaciteit van in totaal 1874 plaatsen was.

Opvallend is dat zowel de gevangenissen van **Andenne** en **Ittre** aan het ene uiteinde van een denkbeeldig veiligheidscontinuüm en de gevangenissen van **Hoogstraten**, **Marneffe** en **St. Hubert** aan het andere uiteinde een gemiddelde onderbezetting kenden in 2008. In de tekst werden enkele mogelijke redenen aangestipt. Het betreft telkens gevangenissen met een groot aandeel definitief veroordeelden. Dit zou een bijkomende indicatie kunnen zijn voor een progressief regime, maar zekerheid daarover is er echter helemaal niet.

## 12. Ontwikkelingen in beleid

Er wordt in deze nota niet ingegaan op ontwikkelingen die sinds de extracties hebben plaatsgevonden, doch deze zullen ook moeten in rekening gebracht worden bij het selecteren van instellingen en categorieën veroordeelden voor de bevraging.

Bijna elke gevangenis komt in bovenstaande bespreking voor.

Bij het selecteren van gevangenen dient rekening gehouden te worden met volgende categorieën:

- Vrouwelijke definitief veroordeelden
- Leeftijd (jong – oud)
- Nationaliteit (Belg – niet-Belg)
- Taal (Ndl – Fr – andere)
- Primair versus recidivist
- Toelaatbaarheid strafuitvoeringsmodaliteiten (progressief regime)
- Woonplaats (via gerechtelijk arrondissement)

### Voorstel:

Voorname rekening houden met het 'veiligheidsniveau' van gevangenen. Dat vergemakkelijkt een eerste selectie.

De 'extremen' zijn daarbij vooral interessant, niet alleen omwille van het veiligheidsniveau, maar ook voor andere redenen:

- Hoogstraten, Ruiselede, Brugge, Hasselt
- Marneffe, St. Hubert, Andenne, Ittre

Daarnaast kunnen ook gevangenen betrokken worden die tussen beide extremen zitten en, elk om andere redenen, zeer interessant zijn voor een bevraging:

Merksplas,  
Leuven Centraal,  
Berkendael,  
Verviers,  
Lantin,  
St. Gillis

Dit maakt dat er minstens 8 en eventueel 14 gevangenen in aanmerking komen voor verder onderzoek.

Les données quantitatives dont nous venons ici de présenter l'analyse nous permettent d'avoir un aperçu détaillé de certaines caractéristiques de la population détenue en Belgique relevantes pour l'analyse au moment où nous avons effectué notre recherche. Ces données, qui déterminent des profils de détenus et laissent entendre des trajectoires, appellent naturellement à un approfondissement qualitatif. La partie suivante du rapport envisage dès lors de passer « de l'autre côté du miroir » et de se situer du point de vue des détenus afin de mieux percevoir, au départ de leur expérience, les enjeux subjectifs de la classification.

## **PARTIE 5. GEDETINEERDEN ALS BETROKKEN PARTIJ**

### **CHAPITRE 1. INTRODUCTION : POURQUOI TENIR COMPTE DU POINT DE VUE DU DETENU ?**

In de classificatieliteratuur (deel 1) komt de geclassificeerde gedetineerde slechts zijdelings of indirect ter sprake, meer als een *target* of een *object* van classificatie dan als een *subject*. Er bestaan tal van argumenten voor het incorporeren van aandacht voor rechtstreekse betrokkenen. In dit deel wordt opgelijst waarom aandacht voor de mening en ervaringen van gedetineerden waardevol is, enerzijds algemeen, anderzijds specifiek voor classificatie.

Aandacht voor de mening en het perspectief van gedetineerden is niets exotisch of nieuws. In Nederland bijvoorbeeld verrichte de strafrechtsjurist Rijksen ruim een halve eeuw geleden, in 1958, een zeer grote bevraging van gedetineerden. In de inleiding van zijn werk zag hij het belang daarvan als volgt: “het gevaar dreigt dat wij het strafrechtelijk beleid eenzijdig zien, nl. vanuit het gezichtspunt van de autoriteiten en functionarissen wier taak het is het strafrecht te realiseren. *Willen wij zo diep en zo veelzijdig mogelijk doordringen in de problemen van het strafrechtelijke beleid, dan moeten wij profiteren van de ervaringen en beschouwingen van degenen die dit beleid hebben ondergaan en juist daardoor hun geheel eigen visie hierop hebben*” (Rijksen, 1958: vii, eigen cursivering). In dezelfde lijn identificeerde Irwin in 1970 “a lack of understanding of the felon’s own views” als “the basic problem” van de strafrechtsbedeling (Irwin, 1970/1987: 3). Een bevraging van gedetineerden kan vermijden dat bepaalde stereotypen over ‘wat gedetineerden er van vinden’ een eigen leven beginnen leiden. Immers, “What prisoners experience and say, when carefully asked, may be quite a long way away from what is assumed in many legal cases, and in policy circles” (Liebling, 2010: 327). De afgelopen jaren is er sprake van een hernieuwde aandacht voor de rechtstreeks betrokkenen in criminaliteit en bestraffing, en dat omwille van (een nieuw besef omtrent) een mogelijke meerwaarde, bijvoorbeeld omdat zoiets bijkomende *informatie* kan opleveren over de werking van een systeem – voor het beleid zit er meerwaarde in het af en toe consulteren van rechtstreeks betrokkenen (zie bvb Robert, 2011).

In een algemene betekenis biedt de stem van gedetineerden een stuk van de informatie van een groter geheel, waarbij zij niet de enige betrokkenen zijn, maar wel een unieke plaats hebben. Vanuit dergelijke overwegingen gebeuren er wel meer onderzoeken bij gedetineerden. Hun ervaringen bieden immers een voor buitenstaanders moeilijk toegankelijke inkijk op hoe aspecten van hun straf, programma’s, plaatsing, nieuwe opsluiting,... doorleefd wordt. De voorbeelden zijn legio: bvb gedetineerden over hun ervaringen met de strafrechtsbedeling (Rijksen, 1958); over ervaringen met *parole* (Rasmussen, 1940; West-Smith et al, 2000); over risk assessment (Attrill en Liell, 2007); stelselmatige daders over hun opsluiting in een Inrichting voor Stelselmatige Daders (ISD) (Beijers en Rutgens, 2009); seksuele delinquenten waarvan de invrijheidstelling ingetrokken wordt (Digard, 2010), gedetineerden in Grendon, een bijzondere gevangenis in Engeland (Brookes, 2010), enz. Het betrekken van gedetineerden bij een onderzoek over classificatie is *au fond* een logische stap: het biedt een extra stukje informatie aan vanuit eigen ervaringen.

Evaluatieonderzoekers spreken van ‘stakeholder knowledge’ (Pawson en Tilley, 1997) en bepleiten om die reden consultaties van alle betrokkenen. Die boodschap dringt door tot in justitiële middens. “Increasingly, the views of service users are seen as important in service evaluations generally”, zo stellen enkele Britse onderzoekers (Garrett et al, 2003: 324). Er is

volgens hen geen overeenstemming qua resultaten en geijkte behandeling van deze groep, waarin ze een extra reden voor een bevraging van seksuele delinquenten zien: “it is potentially important to seek their views about what might be helpful to them” (Garrett et al, 2003: 325). Dat geldt zeker ook voor veroordeelden bij classificatie: ze zijn niet alleen het ‘harde materiaal’ van classificatiebeslissingen, maar ook (minstens één belangrijk deel van) de gebruikers of consumenten van die beslissingen.

Gedetineerden kunnen ook als ervaringsdeskundigen in classificatie doorgaan. Ervaringskennis wordt in andere domeinen (armoede,...) al lang aangeboord om op een zo omvattend mogelijke manier een beter begrip van een problematiek of een fenomeen te krijgen. Dit leidt in sommige sectoren tot het mobiliseren van ervaringsdeskundigen die vanuit hun eigen ervaringskennis andere ‘lotgenoten’ bijstaan. In armoedebelid is dat in België al enige tijd een gangbare praktijk (vb Dierckx, 2007; Van Robaey, 2005). In andere landen wordt de ervaringskennis van ex-gedetineerden aangewend in het omgaan met gedetineerden (bvb Brown, 1991). In België werden tot op heden de stemmen van gedetineerden bij belangrijke beleidsbeslissingen en bij wetgevende initiatieven zelden echt gehoord – doorgaans galmde op dit vlak een oorverdovende stilte (Robert, 2009). In dit onderzoek kan deze bron van ervaringskennis wel aangeboord worden door onderzoeksmatig ons oor te luister te leggen bij veroordeelde gedetineerden.

Overigens, vanuit hun ervaring en positie verwachten gedetineerden dat de strafrechtsbedeling zelf aandacht heeft voor *fairness* (Irwin, 1970/1987: 55). *Fairness* heeft een groot belang, “for both normative reasons (we are considering a criminal justice system, after all) and also for instrumental reasons” (Liebling, 2007: 70-71). Een bij uitstek normatief systeem zoals de strafrechtsbedeling is er bij gebaat om zelf een zo hoog mogelijke standaard van *fairness* na te streven, zowel om symbolische redenen als in termen van een voorbeeld (modeling). Een ander aandachtspunt betreft de percepties en ervaringen van *fairness* van de rechtstreeks betrokkenen. “Perceptions of fairness and justice are not abstract and universal. They are affected by differential experiences and vested interests of those who make the judgments” (Erez, 1985: 376).

Uit onderzoek komt naar voor dat percepties van *unfairness* tot tal van negatieve gevolgen leiden: probleemgedragingen, een slecht gevoel (‘distress’) dat zelfs tot in zelfdoding kan uitmonden (Liebling, 2007: 71). Anderzijds wijst onderzoek erop dat het betrekken van daders bij het managen van hun eigen straf(traject) een kernelement is bij *good practices* van dader rehabilitatie (Digard, 2010: 51). De keerzijde daarvan is dat “disregard for procedural fairness may decrease offender’s levels of mental well-being, engagement in their management, motivation to forge new lives, and respect for authorities and the civic values they represent” (Digard, 2010: 57-58). Bij een bevraging van gedetineerden over hun visie op *risk assessment*, viel op dat transparantie en duidelijkheid voor hen zeer sterk aan *fairness* gelieerd was: “offenders felt that having clear and consistent reports would increase a sense of fairness in the process” (Attrill en Liell, 2007: 200). Ook in andere onderzoeken komt naar voor dat duidelijkheid, zekerheid, transparantie en een gevoel van betrokkenheid bij belangrijke beslissingen kunnen bijdragen tot meer ervaren *fairness*, met mogelijke gevolgen voor medewerking en normconform gedrag nadien. Eind jaren ’70 bevroegen McNeece en Lusk gedetineerden naar aanleiding van de discussie over *determinate* versus *indeterminate* straffen in de V.S. (wat onder meer een discussie betrof tussen zekerheid over de datum van invrijheidstelling versus een discretionair systeem waarbij de datum van invrijheidstelling niet op voorhand vastligt). Hun conclusie wees sterk in het belang van zekerheid en duidelijkheid voor gedetineerden: ze observeerden “an apparent readiness among inmates in both federal

and state institutions to accept revisions in sentencing policies which would *remove the uncertainties concerning the date of their anticipated release*, even at the expense of serving longer sentences” (McNeece en Lusk, 1979: 388, eigen cursivering). Gedetineerden waren bereid *zelfs iets langer opgesloten te blijven in ruil voor duidelijkheid en zekerheid*.

Onzekerheid en onduidelijkheid bij besluitvorming die belangrijke aspecten van hun leven betreft, kan snel aanleiding geven tot gevoelens van slachtofferschap (men kan zich installeren in een slachtofferrol tegenover het ‘grote slechte systeem’), frustraties en andere negatieve gevolgen, die vervolgens als een lopend vuurtje verspreid geraken onder gedetineerden en bijdragen tot een verwerping van het systeem, probleemgedrag... (Irwin, 1970/1987: 60; West-Smith et al, 2000: 9). Ook *betrokkenheid* bij beslissingen of minstens het vermijden van een gevoel van *machteloosheid* speelt mee in de beleving (Irwin, 1970/1987; West-Smith et al, 2000; Erez, 1985). Omgekeerd, een als *fair* ervaren systeem van besluitvorming heeft als voordeel dat het kan “extend the rule of law” (Alexander, 1986: 328). Een bevraging van gedetineerden kan ook een licht werpen op wat zij vinden van aspecten van classificatie en of ze dat als *fair* ervaren.

Een laatste argument kan gevonden worden in de basiswet gevangeniswezen van 12 januari 2005. Het achterliggende penologische concept vertrekt vanuit een aantal principes, voorop de beperking van detentieschade, het normaliseringsbeginsel, maar ook het *participeringsbeginsel*. Dat komt onder meer tot uiting in de actieve rol en betrokkenheid van de veroordeelde in het mee uitstippelen, goedkeuren en uitvoeren van zijn *detentieplan*. Dit werd in een eerder rapportdeel meer uitvoerig behandeld. Een bevraging van gedetineerden over hun ervaringen met classificatie is één manier om hen in meer algemene zin te betrekken bij opsluiting en, in meer specifieke zin, na te gaan in welke mate ze opsluiting en vooral classificatierelevante aspecten daarvan ervaren.

Dat in het bijzonder classificatie voor gedetineerden een zeer groot belang kan hebben, wordt door zogenaamde *convict criminologists* - doorgaans ex-gedetineerden met een onderzoeksmatige carrière als criminoloog na hun invrijheidstelling - duidelijk benadrukt. Irwin bepleitte aandacht voor het perspectief van de gedetineerde en wees nadien op het belang van twee processen “essential to the correctional task”, namelijk classificatie en *sentencing* (strafoplegging/straftoemeting) (Irwin, 1970/1987: hoofdstuk 2). Richards en Ross beklemtoonden recenter nogmaals het belang van classificatie voor een gedetineerde: “This is no small issue for convicts”, waar ze aan toevoegen dat gevangenen “may stake their lives on how they are classified and in which security level they are confined” (Richards en Ross, 2003: 243). Ook bij onderzoekers van classificatie is het belang van classificatie voor gedetineerden gekend “because it affects the liberty and the experience of the penalty in so many ways” (Clear, 2003: 213).

Het belang van classificatie voor een gedetineerde ligt dus voor de hand, aangezien classificatiebeslissingen bepalen *waar* gedetineerden na hun veroordeling terechtkomen (in welke gevangenis; in welk regime; in welke vleugel; ...). Omdat de plaats tot op grote hoogte bepalend kan zijn voor de kwaliteit van het leven achter tralies, bepalen classificatiebeslissingen dus ook *in welke algemene omstandigheden* een veroordeelde gedurende een bepaalde tijd zal verblijven (intern regime met bijhorende vrijheden en vrijheidsbeperkingen,...). Tevens bepalen classificatiebeslissingen *hoe lang* een veroordeelde in een bepaalde gevangenis of regime zal verblijven.

*Besluitvorming betreffende classificatie* is dus ook voor *gedetineerden* zelf van belang, niet enkel omwille van redenen die boven werden aangehaald (overclassificatie,...). Zo heeft een objectief classificatiesysteem als voordeel dat het de *gedetineerde* duidelijk laat weten waar hij of zij staat en waarom (Alexander, 1986: 336).

## HOOFDSTUK 2. EMPIRISCH ONDERZOEK BIJ GEDETINEERDEN

In Deel 1 kwamen een aantal algemene punten van classificatie op de voorgrond, met bijzondere aandacht voor wat in de internationale literatuur als de beste praktijk doorgaat: een objectief classificatiesysteem. Uit voorgaande delen van het onderzoek en uit Deel 3 (chapitre 6). is het duidelijk dat er geen objectief classificatiesysteem in het Belgische gevangeniswezen gebruikt wordt. Tevens kwamen in Deel 5 (chapitre 1). argumenten aan bod om aandacht te besteden aan de mening van *gedetineerden*, ook bij classificatie. Vanuit het voorgaande is beslist om bij *gedetineerden* een onderzoek te verrichten naar classificatie.

### 1. Centrale onderzoeksvraag

In dit deel van het rapport wordt een antwoord gezocht op volgende centrale vraag: *Hoe ervaren veroordeelde gedetineerden in Belgische gevangnissen hun classificatie?*

De verschillende onderdelen van die vraag worden hier kort toegelicht.

1. Ten eerste moet nogmaals worden herhaald dat eerdere onderzoeksbevindingen over classificatie in het Belgisch gevangeniswezen aantonen dat er geen centraal objectief classificatiesysteem bestaat én dat niet voor alle *gedetineerden* een echte centraal aangestuurde classificatie plaatsvindt. Het begrip *classificatie* verwijst dus niet naar één duidelijk afgelijnd gegeven (bvb een classificatiescore op basis van verschillende zo objectief mogelijke criteria, met bepaling van een veiligheidsniveau,...), maar moet voor dit onderzoek verder geoperationaliseerd worden.

Die operationalisering kan slechts gedeeltelijk gebeuren door een geïnformeerde inschatting te maken van alle aspecten waarmee classificatie verband houdt. Immers, net omdat er geen duidelijk systeem van classificatie is, moet gezocht worden naar wat het dan kan betekenen voor *gedetineerden*. Een deel van dat antwoord is *deductief*, op basis van een minimale invulling van mogelijke kenmerken van classificatie: de inspraak van een veroordeelde, aspecten van *externe* classificatie, waaronder de plaatsing in een gevangenis, transfers, open en gesloten gevangnissen, nabijheid, en tevens aspecten van *interne* classificatie, te weten interne regimedifferentiatie, activiteiten in een gevangenis, eventuele voorbereiding op invrijheidstelling.

Daarnaast dient het onderzoek voldoende open te blijven voor input van *gedetineerden*, omdat zij als rechtstreeks betrokkenen ook andere aspecten van classificatie kunnen signaleren die niet op voorhand voor ons duidelijk zijn – een *inductieve* invulling van classificatie als praxis.

2. Tevens is het werkwoord *ervaren* ook niet zomaar als een evidentie te nemen. Er zijn bibliotheken volgeschreven over *Verstehen* en *Erklären*, over de leefwereld,... Het concept *ervaren* noodzaakt dus ook verdere toelichting, zonder daarbij te belanden in filosofische discussies over wat dat juist is. Er was onvoldoende tijd in het onderzoek om op een uitgebreide manier in te gaan op de literatuur en discussies hieromtrent. Aangezien er amper internationaal en Belgisch onderzoek over de ervaring van classificatie door *gedetineerden*

bestaat, zal het onderzoek voornamelijk gericht zijn op een *beschrijving* van wat gedetineerden signaleren.

3. Bovendien is het belangrijk aan te stippen dat het onderzoek uitgaat van classificatie als een gebeuren dat in principe pas gebeurt vanaf het ogenblik van de *veroordeling*. Dat betekent dat de klemtoon van het onderzoek ligt op veroordeelde gedetineerden, niet op geïnterneerden of beklagden. Wordt er in de verdere onderdelen van het rapport gesproken over gedetineerden, dan gaat het in principe over definitief veroordeelde gedetineerden.

Eén belangrijke kanttekening daarbij. De focus van het onderzoek ligt op veroordeelden die in een *normaal opsluitingsregime* zitten. Die keuze is ingegeven door de afwezigheid van een duidelijke classificatie voor de overgrote meerderheid van veroordeelde gedetineerden. Daarbij blijven de gedetineerden in de zogenaamde afdelingen hoge veiligheid van Brugge en Lantin buiten beschouwing. Kwantitatief betreft het een zeer kleine groep, de plaatsing geldt als een uitzonderingsmaatregel en betreft dus geen normaal opsluitingsregime (beperking in tijd), waarna de persoon naar een andere vleugel of een ander regime gestuurd wordt. De groep veroordeelden in beperkte detentie werd tevens niet in overweging genomen. Dat was een pragmatische keuze, waarbij ook vragen kunnen geplaatst worden, maar die in het licht van de populatie van definitief veroordeelde gedetineerden op basis van haar kwantitatieve aanwezigheid vrij marginaal was (bvb 142 op 20 april 2011; er zijn geen precieze cijfers over de definitief veroordeelden op dat ogenblik, maar als nog maar hetzelfde aantal veroordeelden genomen wordt als in de extractie van 5 februari 2008 (n = 5746), dan betreft het slechts 2,5% van de definitief veroordeelden – een overschatting, aangezien het aantal veroordeelden achter tralies wellicht is toegenomen)<sup>102</sup>.

4. Tot voor eind 2009 was het concept *Belgische gevangenis* een vrij ondubbelzinnig gegeven. Sinds de gevangenis van Tilburg in gebruik genomen werd, is dat al een ander verhaal. Toch neemt de Belgische overheid aan dat de gevangenis van Tilburg met de voorlopige bestemming die ze heeft, deel uitmaakt van een Belgische gevangenis, te weten de gevangenis van Wortel<sup>103</sup>.

## 2. Methode

Om de centrale onderzoeksvraag op een beschrijvende manier te beantwoorden, is het nodig na te gaan *wat* gedetineerden hun ervaringen met classificatie zijn (*objectief*) - de feiten dus - en *hoe* die beleefd worden (*subjectief*). Eerdere fasen van het onderzoek lieten niet toe om een totaalbeeld over classificatie van gedetineerden op te maken. Zo werden niet alle relevante gegevens in de databank SIDIS-Griffie geëxploiteerd, enerzijds omdat zoiets technisch moeilijk lag (bvb het aantal transfers per gedetineerde kon moeilijk via een extractie worden meegedeeld) of bepaalde criteria volgens personeelsleden van DG EPI minder betrouwbaar waren (bvb de veranderlijke situatie van een veroordeelde qua verblijfsrecht), anderzijds omdat sommige gegevens eenvoudigweg niet in de databank zitten (bvb disciplinaire

---

<sup>102</sup> Eigenlijk gaat die opmerking ook op voor veroordeelden in het regime van elektronisch toezicht – een modaliteit die officieel ook telt als opsluiting, maar dan niet ondergaan in een gevangenis, immers: één dag onder elektronisch toezicht telt vooralsnog als één dag in opsluiting. Bovendien staat een veroordeelde met een enkelband op de lijst van een gevangenis en zal bij problemen in principe naar die gevangenis teruggestuurd worden. Op 20 april 2011 ging het over 1152 personen.

<sup>103</sup> Veelzeggend in dat verband is de onmogelijkheid om zelfs via de databank SIDIS-Griffie een betekenisvol onderscheid te maken tussen de personen die fysiek in de gevangenis van Tilburg verblijven en diegenen die in de gevangenis van Wortel zitten. Zelfs tot in deze administratieve databank werd aan het principe van de gevangenis van Tilburg als *annex* van de gevangenis van Wortel vastgehouden.

problemen,...). De bevraging van gedetineerden laat toe om bijkomende gegevens over classificatie te verzamelen.

Daarnaast is er de beleving van aspecten betreffende classificatie, waarover er amper informatie voorhanden is. De tot hertoe drie publiek gemaakte jaarrapporten van de Centrale Toezichtraad bevatten problemen in verband met classificatie, onder meer de mix van categorieën (2005; 2006; 2007) en de beslissing tot plaatsing in of overplaatsing naar een bepaalde inrichting (Centrale Toezichtraad, 2007). Een ander deel van het onderzoek vermeldde dat er slechts weinig Belgische rechtspraak betreffende classificatie is. Met betrekking tot interne classificatie viel zo'n 35 jaar geleden het proefschrift van Tony Peters op te tekenen, die destijds in de centrale gevangenis van Leuven inging op discretionaire regimebedeling (Peters, 1976). Verder komen aspecten van classificatie wel in andere onderzoeken voor, maar doorgaans slechts zijdelings, zonder dit ten gronde te problematiseren of te thematiseren.

Het onderzoek gaat uit van ervaringen zoals die gerapporteerd worden door gedetineerden. Er is gekozen voor twee dataverzamelmethode: eerst een kwalitatief luik met een beperkt aantal diepte-interviews, nadien de afname van een vragenlijst bij een groot aantal gedetineerden. Die twee delen van het onderzoek komen respectievelijk aan bod in hoofdstukken 3 en 4 van dit deel van het rapport.

Bij de gekozen methoden dienen enkele kanttekeningen te worden gemaakt. In de twee manieren van dataverzameling bij gedetineerden geldt als gemeenschappelijke veronderstelling dat gedetineerden waarheidsgetrouw hun ervaring met classificatie vermelden. We veronderstellen dat ze er geen baat bij hebben om hun ervaringen positiever voor te stellen dan ze feitelijk zijn – wat niet wil zeggen dat gedetineerden niet positief kunnen zijn. Door de mogelijkheid om aan een relatieve buitenstaander (relatief, want voor sommigen werden we gelijkgesteld met de FOD Justitie of met 'het systeem'; anderen zagen ons als geheel onafhankelijk) mee te delen wat zij van bepaalde aspecten van opsluiting vinden, is het mogelijk dat soms retorische overdrijving plaatsvindt, vooral dan in negatieve zin. Een interview of het invullen van een vragenlijst biedt immers een moment waarop alle opgekropte frustratie kan geventileerd worden, waarop gepoogd kan worden empathie voor de eigen situatie te vragen of om gewoonweg met iemand 'van buiten' te communiceren, nog los van het feit of het dan gaat om overdrijvingen en/of om classificatierrelevante zaken.

Er is geen echte controle van wat gedetineerden melden. Anderzijds kunnen de inzichten vanuit de twee aangewende dataverzamelmethode elkaar versterken, zeker als de bevindingen in dezelfde richting gaan. Dat betekent evenwel niet dat het om triangulatie gaat: in beide gevallen betreft het subjectieve antwoorden die niet gecheckt werden via een andersoortige informatiebron (in hoofdzaak dossierstudie).

Betekent dat dan onmiddellijk dat de bij gedetineerden verzamelde gegevens waardeloos zijn? We menen van niet. Ten eerste is dit volgens ons het eerste onderzoek in België dat veroordeelde gedetineerden expliciet bevrage naar hun ervaringen en hun beleving van classificatie. Dat op zich maakt het onderzoek waardevol: het beschrijft wat tevoren nog niet beschreven was en draagt op die manier bij tot nieuwe kennis die nadien het voorwerp van bespreking, kritiek en eventuele verbetering kan zijn. Ten tweede gebeurt er meer onderzoek waarbij niet steeds *kan* getrianguleerd worden. Doorgaans betreft het dan fenomenen waarover weinig of geen officiële cijfers zijn, maar ook dan wordt een band verondersteld tussen wat gezegd wordt en wat er echt gebeurt. Ten derde kunnen de verzamelde gegevens



afgezet worden tegen de lessen uit het literatuuronderzoek en tegen de eerder verzamelde gegevens (interviews met directieleden, observatie bij de DIG, analyse van een extractie van SIDIS-Griffie). Uit die vergelijking kan dan opgemaakt worden of de bevindingen op basis van data verzameld bij gedetineerden sterk afwijkt van of overeenkomt met wat uit andere bronnen blijkt.

### 3. Selectie van gevangenissen

Door een aantal materiële beperkingen diende dit deel van het onderzoek beperkt te blijven tot een selectie van gevangenissen (planning onderzoek; beperking personeelsmiddelen en beperkte duur van het onderzoek). Op 22 november werd voor 12 gevangenissen aan DG EPI een toelating gevraagd voor onderzoek bij gedetineerden (voor drie personen: de onderzoeker, de promotor en de copromotor van dit onderzoek). Het betreft een toelating voor de volgende gevangenissen: Andenne, Berkendael, Brugge, Hoogstraten, Ittre, Leuven Centraal, Marneffe, Ruiselede, Saint-Hubert, Sint-Gillis en Tilburg. Die brede eerste selectie liet toe om nog tot wijzigingen over te gaan indien zich in één of enkele gevangenissen problemen zouden stellen. Op 22 december werd de toelating ontvangen. Hieronder sommen we op waarom voor deze gevangenissen een toelating werd gevraagd.

Ten eerste speelde de overweging dat de 4 open gevangenissen zeker dienen te worden opgenomen in het onderzoek. Dit betreft de gevangenissen van Hoogstraten, Marneffe, Ruiselede en Saint-Hubert. Daarmee konden alle gevangenissen die officieus een *minimum veiligheidsniveau* hebben, betrokken worden. Volgens eenzelfde argument werd een toelating voor de vier laatst geopende gevangenissen gevraagd. Deze gaan als *hoogbeveiligde inrichtingen* door. Het gaat om Andenne, Brugge, Ittre en Hasselt. De gevangenis van Berkendael is de enige fysiek aparte gevangenis voor *vrouwelijke gedetineerden*. Die overweging was de motivering voor de selectie van Berkendael. Leuven Centraal is dan weer officieel een gevangenis voor *langgestraften*. Dat is officieus al lang niet meer zo exclusief het geval, maar toch bleek uit de analyse van de extractie van SIDIS-Griffie dat de hoogste concentratie van levenslang gestraften in Leuven Centraal verbleef. Bovendien is de gevangenis ook gekend voor het opendeur regime, een bijkomende overweging om de gevangenis in het onderzoek op te nemen. Sint-Gillis werd geselecteerd als *arresthuis met een hoge flux van kortgestrafte veroordeelden*. Tilburg is als *gevangenis in Nederland* een buitenbeentje. Die uitzonderingssituatie ervan is van belang voor het onderzoek, aangezien 650 van alle definitief veroordeelde gedetineerden hun ‘Belgische’ straffen in de gevangenis van Tilburg ondergaan – dat is *meer dan 10% van alle definitieve veroordeelden* van de *stock* op elke dag. Het betreft geen kortlopende maatregel van enkele dagen, maar een structurele beslissing met een Verdrag tussen beide landen die voor een periode van 3 of 4 jaar zal gelden. Dit maakt de gevangenis van Tilburg (als Belgische annex) voor het classificatieonderzoek bijzonder relevant.

Van deze 12 gevangenissen behoren de gevangenissen van Andenne, Berkendael, Ittre, Marneffe en Saint-Hubert tot de regionale directie Zuid (RDZ). De andere 7 gevangenissen behoren tot de regionale directie Noord (RDN). Dat valt beheersmatig overeen met het taalcriterium: de gevangenissen van de regionale directie Zuid zijn qua bestuurstaal in principe Franstalig, die van de regionale directie Noord in principe Nederlandstalig.

Het onderzoek vond uiteindelijk plaats in 7 gevangenissen: Berkendael, Ittre, Leuven Centraal, Marneffe, Ruiselede en Tilburg. De selectie van de uiteindelijke inrichtingen had te maken met pragmatische overwegingen. Op het ogenblik dat de toelating werd ontvangen, was er

nog slechts tot en met eind maart om data te verzamelen, te analyseren en daarover te rapporteren. Bovendien reflecteert deze keuze ook een evenwichtsoefening: voor beide regionale directies is een officieus hoogbeveiligde en een open gevangenis geselecteerd. In de RDZ ging het om Ittre als gesloten inrichting en als open gevangenis in eerste instantie om Saint-Hubert, maar na lang aanslepende onderhandelingen is beslist om het onderzoek te richten op Marneffe als alternatief. In de RDN zijn Ruiselede als open inrichting en Hasselt als hoogbeveiligde nieuwe inrichting geselecteerd. Daarnaast werd gekeken naar andere bijzonderheden van de inrichtingen. Voor het onderzoek werden weerhouden: Berkendael als enige gevangenis voor vrouwen, Leuven Centraal als gevangenis voor zeer langgestraften en Tilburg als gevangenis op Nederlands grondgebied.

In hoofdstuk 3 wordt gerapporteerd over de interviews met gedetineerden. Hoofdstuk 4 bevat een verslag van de afname van een vragenlijst in deze 7 gevangenissen.

## HOOFDSTUK 3. INTERVIEWS<sup>104</sup>

### 1. Inleiding

In dit hoofdstuk wordt gerapporteerd over diepte-interviews met veroordeelde gedetineerden. Het is bij ons weten één van de weinige onderzoeken waarin via interviews gedetineerden expliciet bevraagd worden over classificatie. In dit hoofdstuk komen achtereenvolgens het doel van de bevraging via interviews, methodologie, resultaten en enkele tussentijdse conclusies aan bod.

### 2. Doel

Het doel van het onderzoek bij gedetineerden is het beantwoorden van de centrale vraag van het onderzoek, te weten, *hoe veroordeelde gedetineerden in Belgische gevangenissen hun classificatie ervaren*. Aangezien er voor het Belgische gevangeniswezen geen objectief classificatiesysteem bestaat, is het niet helemaal duidelijk wat classificatie voor gedetineerden betekent. Dat maakt het nog meer aangewezen om verschillende dimensies en aspecten van classificatie via interviews na te gaan.

Het *concrete doel van de interviews* is dus om zicht te krijgen op wat voor gedetineerden qua interne en externe classificatie en inspraak in beslissingen op de voorgrond komt: een beschrijving van feiten en hun beleving daarvan. Het doel van de interviews is meer in het bijzonder om zicht te krijgen op zoveel mogelijk *variatie*, zeg maar “een bandbreedte in meningen” over classificatie (Beijers en Rutjens, 2009: 94). Dit gebeurt vanuit een bevraging met een eerder *deductieve* insteek, te weten aspecten van het leven in detentie die op basis van eerder onderzoek en wetgeving met classificatie te maken hebben. Anderzijds bieden de interviews de mogelijkheid om ook andere, eerder onverwachte aspecten van classificatie bloot te leggen – een meer *inductieve* insteek.

---

<sup>104</sup> Aan de verzameling van de gegevens voor dit hoofdstuk werkten drie personen mee : de onderzoeker van het project, Luc Robert, promotor Charlotte Vanneste en copromotor Marie-Sophie Devresse (UCL). Voor de analyse van de interviews kon gerekend worden op de enthousiaste medewerking van Anthony Debusscher, student criminologie ULg, tussen 1 februari en 20 mei stagiair bij Luc Robert aan het NICC.

### 3. Methodologie

#### 3.1. Onderzoeksvragen

Om op basis van de interviews met gedetineerden een antwoord te kunnen geven op de centrale vraag van het onderzoek, wordt hier een overzicht gegeven van onderzoeksvragen (verder: OV) waarop in de interviews een antwoord gezocht is.

OV1: Hoe duidelijk is het voor een gedetineerde waarom hij of zij in een bepaalde gevangenis verblijft (plaatsing in een gevangenis vanaf veroordeling / verplaatsing via transfer naar een andere gevangenis)?

Aangezien er geen duidelijke indeling van gevangenissen bestaat naar veiligheidsniveau, er slechts enkele open gevangenissen zijn, geen objectief classificatiesysteem gebruikt wordt om gedetineerden na hun veroordeling in groepen in te delen en hen op basis daarvan in een bepaalde gevangenis te plaatsen of hen na herclassificatie naar een andere gevangenis over te brengen (transfer), is dit een zeer belangrijk punt. Duidelijkheid betreffende beslissingen die van dermate groot belang kunnen zijn voor de tijd die in opsluiting wordt doorgebracht, is een niet te onderschatten element. Immers, duidelijkheid biedt een element van voorspelbaarheid voor een gedetineerde die zich anders op een vrij totale manier overgeleverd ziet aan een overheid. Eveneens dient in dit kader verwezen te worden naar transparantie in beslissingen van publieke overheden, waardoor verwacht mag worden dat het ook voor gedetineerden als rechtsburgers duidelijk moet zijn waarom een bepaalde beslissing betreffende hun opsluiting genomen is. En daarnaast is duidelijkheid inzake de plaatsing een element in de procedurele rechtvaardigheid die gedetineerden kunnen ervaren, wat implicaties kan hebben voor het gedrag van gedetineerden en misschien zelfs na opsluiting kan blijven nazinderen.

Op basis van vijf aandachtspunten wordt een antwoord op deze onderzoeksvraag gezocht:

1-Zijn de redenen gekend voor de laatste plaatsing of transfer? Ja/nee

2a- Waarom zit de gedetineerde in de huidige gevangenis?

2b- Welke types transfers heeft men tijdens de huidige opsluiting ondergaan?

3-Hoe evalueert de gedetineerde de laatste transfer qua procedure (bijzondere aandacht voor duidelijkheid, transparantie, communicatie, motivering)?

4-Vermeldt de gedetineerde gevolgen van zijn transfer (praktische; bredere gevolgen, bvb. op het vlak van reclassering,...)?

5-Opinie: wat vindt de gedetineerde zelf van classificatie, met bijzondere aandacht voor duidelijkheid, criteria, procedure?

OV2: Ervaart een gedetineerde inspraak bij de keuze van de gevangenis waarin hij of zij verblijft (bij plaatsing of bij transfer)?

Inspraak of minstens de perceptie van inspraak in de beslissing van plaatsing in een bepaalde gevangenis kan tevens bijdragen tot een gevoel van (mede)zelfbepaling van de omgeving waarin de gedetineerde verblijft. Dit kan de ervaren voorspelbaarheid van het leven in de gevangenis vergroten, met positieve gevolgen voor de zelfwaarde van gedetineerden. Hoewel de zelfwaarde van gedetineerden weinig lijkt mee te spelen in termen van recidive (zie Gendreau et al, 1996), heeft dit wel belang. Het kan bijdragen tot een betere *coping* omtrent opsluiting en tot meer normconform gedrag (bvb vanuit een 'carrot and the stick' benadering: bij positief gedrag belonen en meer zeggenschap geven, bij negatief gedrag de eigen beslissingsmarge verkleinen. In Engeland en Wales is een dergelijk systeem onder de noemer van *Incentives and Earned Privileges*, IEP, sinds enkele jaren (her)ingevoerd). Tevens komt dit deels tegemoet aan het participeringsbeginsel: de gedetineerde die mee zijn eigen detentie

uittekt en niet alles louter ondergaat. Het is één mogelijk element in de responsabilisering van gedetineerden. Op dit vlak is de afwezigheid van een objectief classificatiesysteem misschien net een positief gegeven: er is geen tegenstelling mogelijk tussen een sterk uitgebouwd systeem met een automatische toewijzing (expertise) en een persoonlijke keuze. Anderzijds kan vanuit de huidige classificatiepraxis, sterk gekleurd door een cellentekort, verwacht worden dat inspraak moeilijk zal liggen. Inspraak (of de indruk van inspraak) houdt ook verband met de ervaren duidelijkheid en met andere factoren en aspecten die een gedetineerde van belang acht. Onder deze onderzoeksvraag valt enkel wat gedetineerden rechtstreeks over inspraak zeggen. Bij OV1 en OV3 komen aspecten aan bod die daar ook mee verbonden kunnen zijn, maar dan eerder indirect.

Op deze onderzoeksvraag wordt aan de hand van volgende aandachtspunten ingegaan:

1-Wat zeggen gedetineerden zelf van hun inspraak? Gebeurde classificatie (mee) op basis van hun vraag?

2-Opinie: zeggen gedetineerden dat er inspraak moet zijn?

OV3: Hoe speelt volgens de gedetineerde de nabijheid van zijn sociale contacten (zijn gezin, familie, sociaal netwerk) bij de plaatsing in een gevangenis?

Eén van de doelstellingen van de gevangenisstraf is gericht op de re-integratie van de veroordeelde na de opsluiting. Om daaraan mee tegemoet te komen, is het belangrijk dat veroordeelden tijdens hun opsluiting niet alle banden met de samenleving verbreken. In de eerste plaats wordt daarbij gedacht aan het gezin, maar ook aan het bredere sociale netwerk van de veroordeelde. Die sociale banden kunnen immers stimulerend werken voor de sociale re-integratie van veroordeelden. Het behoud van die banden kan eventuele detentieschade voorkomen of tegengaan. Hoewel het voor veroordeelden mogelijk is om telefonisch en via briefwisseling contact te houden, wordt met nabijheid de fysieke nabijheid verstaan, de fysieke afstand, een gegeven dat *kan* (maar niet automatisch moet) meespelen in het bepalen van bezoeken aan de gevangenis.

Op basis van volgende aandachtspunten wordt een antwoord op deze onderzoeksvraag gezocht:

1-Heeft de gedetineerde in de huidige gevangenis nog sociale contacten (in hoofdzaak bezoek): ja/nee, intensiteit van bezoek?

2-Zijn er voordelen/nadelen van de huidige gevangenis voor sociale contacten? Welke?

3-Speelde de nabijheid van sociale relaties volgens de gedetineerde mee bij de plaatsing in de gevangenis waar hij/zij momenteel verblijft (indien ja: hoe)?

4-Opinie: vermeldt de gedetineerde sociale contacten als een criterium waarmee rekening moet gehouden worden bij plaatsing in een bepaalde gevangenis?

OV4- Hoe evalueert de gedetineerde het interne regime van de gevangenis, inclusief eventuele mogelijkheden tot regimedifferentiatie binnen de inrichting?

Eerdere stappen van dit onderzoek wezen uit dat in elke Belgische gevangenis definitief veroordeelden verblijven. In tal van gevangenissen zitten tevens minstens beklagden (of niet-definitief veroordeelden), soms ook geïnterneerden. Daarnaast is een grote variatie aan leeftijden, duur van de straffen, nationaliteiten en andere sociodemografische en strafvariabelen genoteerd. Op zich hoeven die gegevens niet determinerend te zijn voor de bepaling van het regime voor personen. Echter, onderzoek wees decennia geleden al uit dat gevangenissen gebruik maken van interne classificatie, te weten, interne regimedifferentiatie

op basis van eigen – vaak slechts gedeeltelijk geformaliseerde – indelingen (voor een Belgisch voorbeeld: Peters, 1976). Gegeven dat een gevangenis fysiek meerdere vleugels, secties of units heeft, is het dan voor een gedetineerde duidelijk op basis waarvan hij/zij in een bepaalde cel in een bepaalde vleugel, sectie of unit zit? Hierbij spelen gelijkaardige overwegingen als bij externe classificatie (belang van duidelijkheid, transparantie in besluitvorming, motivering van beslissingen, gevolgen voor gedrag).

Over het interne regime wordt op basis van volgende vragen een breder antwoord gezocht:

- 1-Is het voor de gedetineerde duidelijk welke regimedifferentiatie er in de huidige gevangenis bestaat?
- 2-Hoe schat de gedetineerde de beveiliging (fysieke aspecten) van de huidige gevangenis in?
- 3-Hoe schat de gedetineerde de bewaking (contacten met personeel) in?
- 4-Worden er eventuele andere opmerkingen betreffende het interne regime van de huidige gevangenis gemaakt? Zo ja, welke?

OV5- Hoe ziet de gedetineerde zijn/haar reclassering, met bijzondere aandacht voor de relatie met de gevangenis waar hij/zij zich bevindt?

Deze vraag betreft de mogelijkheden die een gedetineerde ziet om in de gevangenis waarin hij/zij verblijft een reclasseringsplan voor te bereiden en om stappen naar buiten te zetten, onder andere via opleidingen, cursussen en andere initiatieven in de gevangenis, maar ook via uitgaansvergunningen en penitentiaire verloven. Het gaat daarbij niet in de eerste plaats om het feitelijke aanbod in een bepaalde gevangenis, maar om de gepercipieerde mogelijkheden. Aangezien een veroordeelde niet automatisch in vrijheid wordt gesteld (zeker niet bij een straf boven de 3 jaar), maar een reclasseringsplan moet opstellen en voorleggen aan de strafuitvoeringsrechtbank, speelt de persoonlijke perceptie van een veroordeelde. Deze onderzoeksvraag is ten gronde een moeilijke vraag, net omdat het onder andere gaat om perceptie over reclassering versus feitelijke mogelijkheden over reclassering,... Op basis van enkele concrete vragen wordt getracht een zicht te krijgen op wat gedetineerden zelf vinden van wat er in de gevangenis wordt aangeboden dat hen toelaat om hen voor te bereiden op hun leven na opsluiting en kan bijdragen tot een vervroegde invrijheidstelling.

Op deze vraag wordt een antwoord geformuleerd op basis van volgende aandachtspunten:

- 1-Is men toelaatbaar voor een uitgaansvergunning (UV) en voor penitentiair verlof (PV): ja/nee? (wordt samenhangend behandeld: als UV/PV)
- 2-Heeft de gedetineerde tijdens de huidige detentie UV/PV gevraagd en eventueel ontvangen?
- 3-Is men toelaatbaar voor andere modaliteiten (beperkte detentie (BD), elektronisch toezicht (ET), voorwaardelijke invrijheidstelling (VI), voorlopige invrijheidstelling (VLV), voorlopige invrijheidstelling met het oog op overlevering of uitzetting (VILO))? Eventuele bijkomende informatie: heeft de gedetineerde al een modaliteit gevraagd en eventueel tijdens de huidige strafuitvoering al ontvangen?
- 4-Welke mogelijkheden voor reclassering zijn er volgens de gedetineerde in de huidige gevangenis?
- 5-Zijn er volgens de gedetineerde eventuele gevolgen voor reclassering van de plaatsing in de huidige gevangenis?

### 3.2. Dataverzameling

*Methode.* De dataverzameling betrof *semi-gestructureerde interviews* op basis van een topiclijst (zie bijlage I). In de topiclijst werden per onderzoeksvraag enkele vragen voorzien

(deductief). Daarnaast waren er meerdere algemene vragen die als ijsbreker dienst konden doen, ofwel vroegen naar feiten, of een aanzet bevatten voor elementen die met classificatie te maken *kunnen* hebben. Bovendien liet deze methode toe om bijkomende vragen te stellen, op thema's in te gaan, wat eventuele ongekende invullingen van classificatie kan aanwijzen (inductief).

*Sampling.* De selectie van de gevangenen werd eerder al toegelicht. In het voorgaande hoofdstuk werd vermeld dat oorspronkelijk voor 12 gevangenen een onderzoekstoelating is gevraagd en verkregen. Uiteindelijk is op basis van vooral praktische en pragmatische overwegingen geopteerd om het onderzoek in 7 gevangenen te laten plaatsvinden. Hierna volgt de toelichting bij de selectie van de gedetineerden voor het onderzoek.

De gevangenen van de RDN (Hasselt, Leuven Centraal, Ruiselede en Tilburg) werden gecontacteerd door de onderzoeker van het project. De gevangenen van de RDZ (Berkendael, Ittre en Saint-Hubert, later pas Marneffe) werden gecontacteerd door de twee promotoren. Tijdens deze contacten werd het opzet van dit deel van het onderzoek toegelicht, werd gevraagd of er nog steeds bereidheid tot medewerking was, werd kort de methodologie toegelicht, inclusief een lijst met criteria voor een selectie van te interviewen gedetineerden (leeftijd, strafduur, nationaliteit, toelaatbaar voor strafuitvoeringsmodaliteiten of niet, recidivist,...) en werd de mogelijkheid geopperd dat er nog een vervolgluk van het onderzoek zou komen. Uiteindelijk gaven alle gecontacteerde directies hun akkoord en stemden ze in met het onderzoek. Toch verliep het organiseren van de interviews niet zonder moeilijkheden. De gevangenis van Saint-Hubert nam uiteindelijk pas zeer laat deel aan het onderzoek, omwille van maandenlang aanslepende moeilijkheden om een afspraak vast te leggen met de directie. Pas nadat beslist was om het onderzoek te verleggen naar Marneffe (door het tijdsverloop was de bevraging met de vragenlijst al volop aan de gang), eind mei 2011, konden enkele interviews met gedetineerden in Saint-Hubert plaatsvinden (21 mei 2011). Deze gesprekken konden evenwel niet worden verwerkt voor dit rapport en blijven hier verder buiten beschouwing. Hoewel de directie van de gevangenis van Marneffe in eerste instantie toestemming gaf voor de vragenlijst, bleef een toelating voor interviews uit – er werd telkens om bijkomende informatie gevraagd, zonder daarbij expliciet te weigeren of toe te zeggen. Uiteindelijk liet de resterende tijd voor het onderzoek geen verdere stappen meer toe. In Marneffe werden dus helemaal geen interviews met gedetineerden georganiseerd. Dit betekent dat er in dit hoofdstuk slechts gerapporteerd wordt over interviews in 6 gevangenen.

De *selectie van gedetineerden* voor het onderzoek verliep niet overal op dezelfde manier. Om die redenen volgt hier een opsomming van de selectie per gevangenis. Voor de 4 gevangenen in de RDN werd telkens in overleg tussen een personeelslid en de onderzoeker een lijst met gedetineerden opgemaakt, waarbij naast variatie in sociodemografische en strafvariabelen ook de mondigheid - voor zover die in te schatten viel - , mee in overweging werd genomen. In Ruiselede had een lid van de PSD reeds op voorhand gepolst bij gedetineerden wie eventueel bereid was om mee te werken aan het onderzoek. Nadien overliep het personeelslid samen met de onderzoeker de totale lijst van aanwezige gedetineerden, de vooraf overgemaakte variabelen in het achterhoofd, en werden een tiental namen weerhouden. In de gevangenis van Hasselt werd een lijst opgesteld tijdens een overleg tussen een directielid en de onderzoeker. Daarbij speelden strafduur, geslacht, toelaatbaarheid en nationaliteit vooral mee, naast de ingeschatte mondigheid. Voor Tilburg kreeg de onderzoeker zelf toegang tot een lijst met een aantal kenmerken van de populatie. Een lijst op basis van nationaliteit, officiële taal (op basis van de taalrol), lengte van de straf, verblijfsrecht

in België, leeftijd en toelaatbaarheid werd vervolgens aan personeel van de griffie en de PSD voorgelegd, die vervolgens een inschatting gaven van de mondigheid en aanspreekbaarheid van de personen op de lijst. Niet iedere gedetineerde was op dat ogenblik qua mondigheid of taalvaardigheid gekend door de personeelsleden (nog geen gesprek gehad met PSD, afwezigheid van enkele PSD leden tijdens de selectiefase). In Leuven Centraal werd tijdens een gesprek met het inrichtingshoofd een lijst van een tiental gedetineerden opgesteld. Daarbij werd rekening gehouden met nationaliteit, strafduur, taal, toelaatbaarheid, maar ook voor zover als mogelijk met transfers en met mondigheid. Voor Ittre en Berkendael werd telkens op basis van de meegeede variabelen door de griffie een lijst van een twintigtal gedetineerden opgesteld. Vervolgens werden enkele namen geselecteerd; de gedetineerden werden vanuit de gevangenis op de hoogte gebracht van het onderzoek en gevraagd of ze wilden meewerken. Indien dat niet het geval was, werden bijkomende namen op de lijst gezet en gedetineerden op die lijst vervolgens *at random* gecontacteerd.

*Afname interviews.* De interviews in de 4 gevangenissen van de RDN werden afgenomen door de onderzoeker (Luc Robert). 4 interviews in de gevangenis van Ittre werden door de promotor (Charlotte Vanneste) en copromotor (Marie-Sophie Devresse) gezamenlijk afgenomen. 3 interviews in Ittre werden vervolgens door de promotor van het onderzoek afgenomen. De 6 interviews in de gevangenis van Berkendael werden allemaal door de copromotor van het onderzoek afgenomen.

In elke gevangenis was het mogelijk om gebruik te maken van een lokaal, zodat de gedetineerde en de interviewer(s) tijdens het interview alleen waren. Dat verhoogde het vertrouwelijke karakter van het gesprek. Hoewel in enkele gevangenissen gedetineerden op voorhand zelf hadden toegezegd of al geïnformeerd waren betreffende de interviews, werd aan het begin van elk interview toegelicht wie de onderzoekers zijn, wat het opzet van het onderzoek is, wat het belang van hun deelname is en dat hun deelname geheel vertrouwelijk en anoniem is. Tevens werd hen expliciet gevraagd of het gebruik van een dictafoon toegelaten was en dat de opname louter en alleen in functie van het onderzoek over classificatie zou gebruikt worden. In één geval in Leuven Centraal werd gebruik van de dictafoon geweigerd, verder gaven alle gedetineerden hun toestemming om het gesprek op te nemen, soms weliswaar na enige twijfel. In de introductie voor elk interview ontving elke gedetineerde ter ondertekening een akkoord tot deelname (*consent form*) in twee exemplaren: één voor de onderzoeker en één voor de gedetineerde (bijlage 2). Geen enkele gedetineerde die tot bij de onderzoekers kwam, weigerde deelname.

Enkele gesprekken werden onderbroken of stopgezet, hetzij omwille van redenen eigen aan de geselecteerde gedetineerde (zo had een gedetineerde in Tilburg bijvoorbeeld onvoldoende woordenschat om zich in een voor de onderzoeker begrijpelijke taal te kunnen uitdrukken over zelfs maar eenvoudige zaken), hetzij omwille van organisatorische redenen eigen aan de gevangenis (bvb om 12u werd een interview afgebroken omdat het personeel hun post diende te verlaten wegens een in de tijd beperkte lunchpauze – nadien kon het interview niet meer voortgezet worden). Tevens werd niet altijd de ganse topiclijst overlopen, hetzij omdat in het gesprek de thema's al aangeraakt waren, hetzij omdat het voor de situatie van de gedetineerde niet relevant bleek, hetzij omdat de gedetineerde zeer gepreoccupeerd was met andere zaken en daar telkens op terug kwam. Het voordeel van de dataverzamelmethode bleek in die zin een nadeel in te houden: doordat gedetineerden iemand 'van buiten' konden ontmoeten die hen raadpleegde en vroeg naar hun ervaringen, was het interview soms een moment waarop eerst geventileerd werd. Of het open karakter van de bevraging dat in de hand gewerkt heeft, kunnen we niet met volle zekerheid stellen. Immers, zelfs met een volledig

gestructureerde vragenlijst was het goed mogelijk dat gedetineerden hun verhaal wilden vertellen of hun problemen of situatie toelichten of zelfs medewerking zouden weigeren.

De gesprekken waren zeer variabel in duur en kwaliteit. De interviews varieerden tussen iets meer dan 23 minuten (0:23:57u) en 1 uur 55 minuten (1:55:29u). Soms duurde het vrij lang vooraleer ingegaan kon worden op vragen over classificatie en werd eerst geventileerd over de gevangenis, over opsluiting, of over het leven achter tralies in brede zin, in enkele gevallen werd een levensverhaal verteld, vanaf de jeugd tot in de gevangenis. Pas daarna konden vragen van classificatie aan bod komen en dan nog was het niet altijd een sinecure om de gesprekken in de hand te houden.

De afnameperiode zelf verschilde sterk naar gelang de interviewers hun agenda's en hing eveneens af van de mogelijkheden per gevangenis. De interviews in Ruiselede vonden plaats op donderdag 13 en vrijdag 14 januari, interviews in Hasselt op maandag 17 en dinsdag 18 januari, in Tilburg op woensdag 19 en donderdag 20 januari en in Leuven Centraal op maandag 24 en dinsdag 25 januari. In Ittre werden gedetineerden bevraagd op woensdag 2 februari en vrijdag 4 februari, in de gevangenis van Berkendael op zaterdag 12 februari en op woensdag 16 februari. Boven werd al vermeld dat uiteindelijk wel drie gesprekken in de gevangenis van Saint-Hubert plaatsvonden, maar dat de timing niet meer toeliet om daarover te rapporteren in dit verslag.

In totaal werd voor 36 uren, 50 minuten en 55 seconden aan geluidsopname verzameld, met daarnaast nog een gesprek van ca 30 minuten dat van de gedetineerde niet geregistreerd mocht worden op dictafoon. Er werden 38 interviews afgenomen: 7 in Ruiselede, 7 in Hasselt, 5 in Tilburg, 6 in Leuven Centraal, 7 in Ittre en 6 in Berkendael.

### 3.3. Analyse

Aangezien het onderzoek volgens de (al in november/december herziene) planning zou aflopen eind maart, werd beslist om *geen transcripties* van de gesprekken te maken. Dat zou te tijdsintensief zijn, waardoor er uiteindelijk geen tijd meer over zou blijven voor analyse en rapportage. Op dat ogenblik hing het verdere verloop van het onderzoek nog af van budgettaire overwegingen, met name of er nog een vervolgluk (met een bredere bevraging op basis van een *survey*) zou komen. Pas in de loop van februari werd het duidelijk dat het onderzoek nog een drietal maanden voortgezet kon worden, tot eind juni. Deze korte-termijn planning met genoodzaakte aanpassingen was verre van ideaal, zowel voor het onderzoek als geheel, evenals voor de diverse fasen (interviews en vragenlijst): terwijl één onderzoeksdeel nog niet afgewerkt was, diende de aandacht al minstens gedeeltelijk gericht te worden op een volgende fase. Een onderzoeksplanning op langere termijn ontbrak, wat uiteindelijk niet voordelig was voor het verloop van het onderzoek, van onderzoeksplanning over dataverzameling tot en met rapportage.

Voor de analyse werd als volgt gewerkt. Elke interviewopname werd minstens één maal en soms twee of drie maal *beluisterd*. Tijdens het beluisteren van de interviews werd gebruikt gemaakt van een *analyseschema* (zie bijlage 3) en werden (samenvattend/synthetisch) antwoorden bij de verschillende onderdelen genoteerd. Deze benadering liet toe om de voor classificatie relevante gegevens op een zeer gerichte en tijdsbesparende wijze na te gaan en in kaart te brengen. Indien een onverwacht gegeven aangaande classificatie werd aangetroffen, dan werd dat ook genoteerd (inductieve dimensie).



De analyse gebeurde door twee personen: de onderzoeker beluisterde en herbeluisterde alle Nederlandstalige en Engelstalige interviews (n = 24), een stagiair deed hetzelfde voor alle Franstalige interviews (n = 14), met een controle achteraf van zijn analyses. Er werd per geïnterviewde veroordeelde een fiche met antwoorden opgesteld en vervolgens werden per gevangenis alle relevante gegevens uit de verschillende fiches op een synthetische manier samengebracht. Vanuit die synthese per gevangenis wordt hier ingegaan op de onderzoeksvragen. Een meer diepgaande analyse van het verzamelde materiaal (bvb vanuit de individuele antwoordfiches) was binnen het tijdsbestek van dit onderzoek niet mogelijk.

#### 4. Resultaten

Hieronder volgt een bespreking van de resultaten van de interviews met gedetineerden. Eerst volgt een korte beschrijving van enkele kenmerken van de geïnterviewde gedetineerden. Vervolgens wordt vanuit de data uit de interviews ingegaan op de 5 onderzoeksvragen. Afsluitend worden bijkomende gegevens aangehaald die op de voorgrond kwamen, zonder dat ze expliciet in een onderzoeksvraag waren gegoten.

**Tabel 1. Geïnterviewde gedetineerden (n = 38): enkele kenmerken**

	Ruiselede (n = 7)	Leuven C. (n = 6)	Hasselt (n = 3m + 4v)	Tilburg (n = 5)	Berkendael (n= 6)	Ittre (n = 7)
Leeftijd Categorieën (in jaren)	2 x < 26 4 x 26 – 39 1 x > 60	1 x < 26 2 x 26 – 39 3 x 40 – 60	3 x 26 – 39 4 x 40 – 60	2 x 26 – 39 2 x 40 – 60 1 x > 60	1 x < 26 4 x 40 – 60 1 x > 60	1 x < 26 3 x 26 – 39 3 x 40 – 60
Moedertaal	6 x Nederlands 1 x Arabisch/ Berbers	4 x Nederlands 1 x Albanees 1 x Russisch	7 x Nederlands	2 x Nederlands 1 x Arabisch / Berbers 1 x Frans 1 x Somali	6 x Frans	1 x Frans
Nationaliteit	6 x Belg 1 x Marokkaan	4 x Belg 1 x Oezbeek 1 x Albanees	5 x Belg 1 x Marokkaan 1 x Nederlander	2 x Belg 1 x Spanjaard 1 x Marokkaan 1 x Brit	5 x Belg 1 x Frans/Algerijn s	5 x Belg 2 x Marokkaan
Recht op verblijf	Allemaal recht	2 x geen recht	6 x recht 1 x probleem verblijfsrecht	1 x geen recht 2 x probleem/ond uidelijkheid verblijfsrecht	6 x recht	1 x probleem verblijfsrecht
Strafduur	1 x < 3 2 x 3 – 7 3 x 7 – 10 1 x > 15	1 x 3 – 7 2 x 7 – 10 1 x > 15 2 x levenslang	1 x 3 – 7 1 x 7 – 10 2 x 10 – 15 3 x > 15	2 x < 3 2 x 3 – 7 1 x levenslang	1 x < 3 2 x 3 – 7 1 x 7 – 10 1 x 10 – 15 1 x levenslang	1 x < 3 3 x 3 – 7 1 x 7 – 10 1 x 10 – 15 1 x > 15 1 x levenslang
Aantal opsluitingen	2 x 1 <sup>ste</sup> 2 x 2 <sup>de</sup> 1 x 3 <sup>de</sup> 1 x 4 <sup>de</sup> 1 x 6 <sup>de</sup>	4 x 1 <sup>ste</sup> 1 x > 2 1 x 7 <sup>de</sup>	2 x 1 <sup>ste</sup> 2 x 2 <sup>de</sup> 1 x > 2 1 x 4 <sup>de</sup> 1 x > 4	3 x 1 <sup>ste</sup> 1 x 2 <sup>de</sup> 1 x 3 <sup>de</sup>	2 x 1 <sup>ste</sup> 3 x > 1 <sup>ste</sup> 1 x ongek.	1 x 1 <sup>ste</sup> 6 x 2 <sup>de</sup>
Toelaatbaarhe id	3 x ja 4 x nee	3 x ja 3 x nee	4 x nee 3 x ja	3 x ja 2 x nee	2 x ja 4 x nee	4 x ja 3 x nee
Laatste domicilie voor opsluiting	1 x nt gek. 3 x West Vl. 3 x Oost Vl.	1 x Vl.Br. 4 x Antw. 1 x Oost Vl.	4 x Lim. 3 x Antw.	1 x nt gek. 1 x Waals Br. 1 x West Vl. 2 x Antw.	1 x Namen 1 x Charl. 1 x Brussel	3 x nt gek. 1 x Luik 1 x Heneg. 1 x Lux. 1 x Brussel

Huidige domicilie	6 x gev. Ruisselede 1 x Oost Vl.	3 x gev. LC 1 x gev. Brugge 2 x Antw.	4 x gev. Has. 1 x Limb. 1 x Oost Vl. 1 x geen vaste dom.	3 x gev. Wortel 1 x Antw. 1 x geen dom. in B.	2 x Brussel 2 x Heneg. 2 x gn vaste dom.	4 x Brussel 1 x nt gek. 2 x Heneg.
----------------------	--	--	--	---	---	--

In Tabel I staat een beschrijving van enkele kenmerken van de geïnterviewde gedetineerden. Daaruit blijkt de grote variatie in termen van leeftijd, nationaliteit, recht op verblijf, strafduur, aantal opsluitingen, de toelaatbaarheid voor bijzondere strafuitvoeringsmodaliteiten, moedertaal, de laatst gekende domicilie voor opsluiting en de huidige domicilie.

In totaal zijn 38 gedetineerden geïnterviewd. 10 daarvan zijn vrouwen (4 in Hasselt, 6 in Berkendael), de overige zijn mannelijke veroordeelden. 5 van de 38 geïnterviewde gedetineerden zijn jonger dan 26 jaar, 14 gedetineerden zijn tussen 26 en 39, 16 hebben een leeftijd tussen 40 en 60 jaar en 3 zijn ouder dan 60 jaar. 19 van hen spreken Nederlands als moedertaal, 14 Frans, 1 Albanees, 2 Arabisch / Berbers, 1 Russisch en 1 Somali. Er zijn 27 gedetineerden met de Belgische nationaliteit geïnterviewd, en verder 5 keer de Marokkaanse, 1 maal de Albanese, 1 keer de Britse, 1 dubbele Frans/Algerijnse, 1 keer de Nederlandse, 1 keer de Oezbeekse en 1 maal de Spaanse nationaliteit. 2 gedetineerden stellen geen verblijfsrecht voor België te hebben. 4 anderen wijzen op problemen en/of onduidelijkheden qua verblijfsrecht. De strafduur varieert sterk: 5 veroordeelden hebben een straf onder de 3 jaar, 10 ondergaan een straf tussen 3 en 7 jaar, 8 geïnterviewde gedetineerden zitten een straf uit tussen 7 en 10 jaar, 4 een straf tussen 10 en 15 jaar, 6 ondergaan een straf boven de 15 jaar en 5 zijn veroordeeld tot een levenslange vrijheidsstraf. Voor 14 gedetineerden is de huidige opsluiting de eerste opsluiting die ze ondergaan, alle anderen stellen zelf minstens één keer eerder te zijn opgesloten, met één gedetineerde die een 6<sup>de</sup> opsluiting ondergaat en een andere die voor de 7<sup>de</sup> keer achter de tralies zit. 18 veroordeelden stellen qua tijdsvoorwaarde toelaatbaar te zijn voor een modaliteit van vervroegde invrijheidstelling, 20 nog niet. 5 hadden geen vaste domicilie voor het begin van hun huidige opsluiting, de overige geïnterviewde gedetineerden waren voor opsluiting gedomicilieerd in alle uithoeken van België. Ten tijde van het interview zijn 17 gedetineerden gedomicilieerd in een gevangenis, 1 gedetineerde heeft geen vaste woonplaats in België en 3 andere hebben nog geen vaste domicilie in het land.

Hieronder wordt stapsgewijs een antwoord gegeven op de 5 onderzoeksvragen. OV1 heeft betrekking op duidelijkheid bij de plaatsing in een bepaalde gevangenis. OV 2 betreft de inspraak van een veroordeelde bij plaatsing, OV3 gaat over de nabijheid als criterium bij de plaatsing, OV4 gaat in op interne classificatie, in hoofdzaak duidelijkheid over regimedifferentiatie en OV 5 legt een koppeling tussen plaatsing en de voorbereiding op reclassering. Vooraleer systematisch op elk van deze vragen in te gaan, volgt een beschrijving van het aantal gemelde transfers en het aantal gevangenissen waar men aangaf tijdens de huidige opsluiting te hebben verbleven. De analyse dient omwille van tijdsbeperkingen relatief beknopt te blijven.

Uit Tabel 2 blijkt onder meer dat er slechts één persoon in de gevangenis verbleef zonder ook maar één enkele transfer te hebben ondergaan; 3 gedetineerden hebben vanaf hun veroordeling geen transfer meer gehad. 8 veroordeelden stelden minstens 5 keer een transfer te hebben ondergaan, met 3 gedetineerden die na hun veroordeling minstens 10 keer op transfer gingen. Hoewel deze zelfgerapporteerde gegevens met de nodige nuance moeten bekeken worden, kan toch vermeld worden dat er vanaf de veroordeling een soort 'stabilisering' lijkt plaats te vinden. Daaraan moet meteen toegevoegd worden dat het gaat om

externe classificatie, in hoofdzaak plaatsing en overplaatsing. Die gegevens zeggen nog niets over interne classificatie, waarbij tal van interne transfers - ‘celmutaties’ - kunnen plaatsvinden.

**Tabel 2. Huidige opsluiting: transfers, verschillende inrichtingen**

Huidige opsluiting*	Ittre	Berkendael	Leuven C.	Hasselt	Tilburg	Ruiselede
Aantal transfers	1 x 3 2 x > 3 1 x 4 1 x > 10 1 x > 100	1 x 1 3 x 2 1 x 4 1 x 7	1 x 1 3 x 2 1 x 4 1 x 5	1 x 0 3 x 1 1 x 3 1 x 5 1 x > 12	3 x 1 1 x 2 1 x 4	3 x 1 1 x 2 1 x > 4 1 x > 6 1 x > 7
Aantal transfers sinds veroordeling	1 x 0 2 x 1 1 x 2 1 x 3 1 x 10 1 x > 100	3 x 1 2 x 2 1 x 3	3 x 1 1 x 2 2 x 3	2 x 0 3 x 1 1 x 2 1 x > 12	3 x 1 1 x 2 1 x 3	4 x 1 2 x 2 1 x > 3
Aantal verschillende gevangenis	1 x 2 2 x 3 1 x 4 1 x 7 1 x allemaal**	2 x 2 2 x 3 2 x 5	2 x 2 3 x 3 1 x 4	1 x 1 3 x 2 2 x 4 1 x 7	3 x 2 1 x 3 1 x 4	3 x 2 2 x 3 2 x 5

\* Dit criterium is zeer variabel (bijvoorbeeld vanaf de arrestatie versus vanaf de nieuwe opsluiting na intrekking van een strafuitvoeringsmodaliteit, bvb bij V.I.), maar is beter dan toe te spitsen op de ganse periode van de straf die in meerdere delen kan uitgezeten worden, met onderbrekingen in vrijheid. Het accent ligt dus in eerste instantie op de laatste ononderbroken periode in opsluiting.

\*\* Een zogenaamde ‘carrouselgedetineerde’ stelde in alle gevangenis te hebben verbleven.

Bij deze gegevens mag trouwens niet vergeten worden dat de sampling van respondenten een belangrijke rol speelt. Immers, alleen al door bij de selectie te zoeken naar variatie kan niet gesproken worden van een ‘typische’ veroordeelde of een ‘typisch’ classificatieprofiel van de geïnterviewde gedetineerden. Deze gegevens, in samenhang met Tabel 1, dienen eerder gezien te worden als illustratief voor de grote diversiteit van individuele detentietrajecten. Dat er zeker nog andere personen zijn met een gelijkaardig institutioneel parcours, valt niet uit te sluiten, maar kan hier ook niet bevestigd worden. Op zich is dat niet het doel van deze bevraging: statistische veralgemening op basis van 38 interviews zou problematisch zijn. In kwalitatieve termen kan vanuit de interviews wel een – door een gebrek aan triangulatie van databronnen – *voorwaardelijk* antwoord gegeven worden op de onderzoeksvragen.

Hierna wordt ingegaan op de onderzoeksvragen. Dat gebeurt eerst per deelvraag en per gevangenis, nadien voor alle gedetineerden samen. Daarna volgt een beantwoording van de onderzoeksvragen.

OV1: Hoe duidelijk is het voor een gedetineerde waarom hij of zij in een bepaalde gevangenis verblijft (plaatsing in een gevangenis vanaf veroordeling / verplaatsing via transfer naar een andere gevangenis)?

1-Zijn de redenen gekend voor de laatste plaatsing of transfer: ja of nee?

Voor de gevangenis van Ittre geven 6 van de 7 geïnterviewde gedetineerden te kennen dat ze niet weten waarom ze naar Ittre werden overgebracht. Voor Berkendael stellen alle 6 respondenten dat ze weten waarom ze in Berkendael zitten, maar voor twee blijft er over de exacte reden nog onduidelijkheid. In Leuven Centraal stelden de 6 geïnterviewden te weten waarom ze in Leuven Centraal zitten. Wat de gevangenis van Hasselt betreft, gaven 4 van de

7 respondenten aan niet te weten waarom ze in Hasselt en niet elders verblijven. Voor de gevangenis van Tilburg stelt één van de vijf geïnterviewde veroordeelden te weten waarom hij in Tilburg zit, de andere 4 zeggen de reden niet te weten. In Ruiselede signaleren alle geïnterviewden te weten waarom ze in deze gevangenis verblijven.

Samenvattend: in totaal zeggen 23 van de 38 gedetineerden te weten waarom zij in de huidige gevangenis verblijven. In Ittre (7), Hasselt (4) en Tilburg (4) zeggen gedetineerden niet te weten waarom zij in die gevangenis zijn opgesloten. Het valt op dat het daarbij gaat om 2 zogenaamd hoogbeveiligde inrichtingen en om een gevangenis die controversie oproept, onder meer omdat ze in het buitenland ligt.

2a- Waarom zit de gedetineerde in de huidige gevangenis (redenen)?

In Ittre vermelden gedetineerden wel redenen voor een transfer, maar niet waarom ze naar Ittre zijn overgebracht. De redenen voor transfer die vermeld worden, zijn: het vermijden van een ontsnapping (1x); een carrouselgedetineerde die van gevangenis naar gevangenis gestuurd wordt (1x); omwille van werken in de vorige inrichting (1x); na een incident in de vorige gevangenis (1x); een transfer in functie van nabijheid, maar niet naar de gevangenis van zijn voorkeur (1x); de redenen zijn niet gekend (2x). Wat Berkendael betreft, valt op te tekenen dat de redenen voor hun plaatsing in Berkendael gekend zijn en dat het er doorgaans meerdere zijn. Hier volgen de meest vermelde: de nabijheid van de familie (4x); sluiting van de vrouwenvleugel van de vorige gevangenis (2x); een tuchttransfer (1x); een transfer voor veiligheidsredenen (1x). Geïnterviewden in Leuven Centraal wijzen op een gelijkaardig gegeven: de redenen voor hun plaatsing in Leuven Centraal zijn gekend, doorgaans betreft het meerdere redenen. De strafduur (4x), het open regime (4x), de activiteiten in Leuven Centraal (2x) en het innemen van de leeggekomen cellen nadat een groep gedetineerden uit Leuven Centraal naar Tilburg was overgeplaatst, komen ter sprake. In Hasselt melden 4 gedetineerden dat ze niet weten waarom ze naar Hasselt zijn overgebracht of daar zijn opgesloten. Eén gedetineerde is onmiddellijk in Hasselt opgesloten en heeft tijdens de detentie nog geen transfer ondergaan. Voor de anderen spelen meerdere redenen: op eigen vraag naar Hasselt (2x); nabijheid sociale contacten (2x); in functie van de strafuitvoering (2x). Wat de plaatsing in de gevangenis van Tilburg betreft, stelt één gedetineerde op eigen vraag te zijn overgebracht. De vier andere bevraagden: reden niet gekend (4x); één gedetineerde vermoedt dat hij naar Tilburg werd overgebracht omdat de gevangenis niet met Nederlandstalige veroordeelden kon gevuld worden en daarom mensen zonder verblijfsrecht met een andere moedertaal naar Tilburg overgebracht worden. Alle respondenten in Ruiselede zien hun transfer naar Ruiselede in functie van de strafuitvoering (7x).

Samenvattend: 10 gedetineerden zeggen de redenen voor hun plaatsing in de huidige gevangenis niet te kennen. 5 andere gedetineerden vermelden wel redenen voor transfer, los van de keuze van de gevangenis.

2b- Om welke redenen heeft men tijdens de huidige opsluiting een transfer ondergaan (exclusief de plaatsing in de huidige gevangenis)? (redenen gekend of niet?)

Wat de respondenten uit Ittre betreft, zijn de redenen voor eerdere transfers gekend. Het betreft onder meer tuchttransfer, transfers in het kader van de strafuitvoering, transfer wegens overbevolking, omwille van de nabijheid van de sociale relaties; in functie van werk in de gevangenis; transfers om rechtbankzittingen bij te wonen; transfer in het kader van een 'wissel' met een andere gedetineerde ('échange'), bij de carrouselgedetineerde, transfers uit verzorging/preventie; twee gedetineerden vermelden een transfer om een ongekende reden te hebben ondergaan. Voor Berkendael is er één gedetineerde die één transfer heeft meegemaakt

waarvan ze niet weet waarom. Daarnaast komen volgende redenen voor transfers aan bod: transfers in functie van de strafuitvoering; transfers omwille van de nabijheid van de sociale relaties; omwille van het proces; om medische redenen; uit veiligheidsvoorzorgen; en een transfer in het kader van een ‘wissel’ met een andere gedetineerde. In Leuven Centraal vermelden gedetineerden allemaal transfers in het kader van de strafuitvoering. Daarnaast zijn er ook transfers door overbevolking (waaronder één vanuit Leuven Centraal naar Tilburg en nadien terug), medische transfers; transfers omwille van het bijwonen van een zitting en één interstatelijke overbrenging om de straf in het thuisland uit te zitten (in België dus). Voor de respondenten in Hasselt vallen volgende redenen op te tekenen: transfers in functie van de strafuitvoering; bezoekttransfers; transfers omwille van het bijwonen van een zitting; een tuchttransfer; transfer zonder gekende reden. Wat de gedetineerden in Tilburg betreft, viel op dat het ging om veroordeelden die zelf weinig eerdere transfers hadden ondergaan. Eén gedetineerde vermeldt een eerdere medische transfer, 2 x werd gewezen op een transfer in functie van de strafuitvoering.

Samenvattend: In totaal zeggen 5 gedetineerden al eerdere transfers te hebben ondergaan zonder daarvan de redenen te kennen.

3-Hoe evalueert de gedetineerde de laatste transfer qua procedure (bijzondere aandacht voor duidelijkheid, transparantie, communicatie, motivering)?

Alle bevraagde gedetineerden in de gevangenis van Ittre klagen over de procedure bij een transfer. Te noteren valt onder meer de laattijdige verwittiging dat de gedetineerde op transfer gaat (2x), het gebrek aan motivering van transfers (5x), het zeer traag of niet opvolgen van vragen van de gedetineerde voor een transfer (4x), het gebrek aan beroepsmogelijkheden tegen een transfer (1x), het niet verwittigen van de familie dat de gedetineerde op transfer gaat en, voor de carouselgedetineerde, een volledige destabilisering door het aantal transfers. De gedetineerden van Berkendael stellen dat ze op één na allemaal inspraak hadden in de keuze van de gevangenis (5x). Eén gedetineerde had eerder gevraagd om naar Berkendael te kunnen, ze kreeg een negatief antwoord, maar kon uiteindelijk toch om een andere dan de door haar vermelde reden naar Berkendael. Qua procedure vermelden 3 gedetineerden de avond voor de transfer verwittigd te worden. In Leuven Centraal vermelden gedetineerden geen bijzondere details, maar haalt elke gedetineerde Leuven Centraal aan als gevangenis voor langgestraften. Voor Hasselt valt op te tekenen dat één gedetineerde geen transfer tijdens de huidige opsluiting ondergaan heeft; 4 veroordeelden stellen geen enkele inspraak in de transfer en in de keuze van de gevangenis gehad te hebben. 2 andere gedetineerden geven geen bijzondere details over transfers. Voor de plaatsing in Tilburg valt onder meer het volgende op te tekenen. Eén gedetineerde verwijst naar de formele criteria, doch hij stelt daaraan niet te voldoen (de criteria die hij vermeldt, zijn niet degene die in het verdrag staan), één gedetineerde stelde zich vrijwilliger om naar Tilburg te gaan. De andere drie gedetineerden vermelden geen criteria, voor hen was het niet duidelijk waarom ze in Tilburg beland zijn. Het laattijdig geïnformeerd worden komt ter sprake (3x). Eén van hen vermoedt dat zijn verblijfsstatuut (geen recht op verblijf in België) meespeelt. Een andere gedetineerde (ook zonder verblijfsrecht) hekelde de communicatie bij de transfer als “the worst ever” – hij stelt dat het voor hem pas duidelijk werd dat hij naar Tilburg ging, toen hij al in de gevangenis van Wortel zat en een andere gedetineerde hem wees op zijn transfer naar Tilburg. Voor Ruiselede geldt een meer restrictieve toegang. Alle geïnterviewden halen het bestaan van formele criteria aan, doch de vermelding loopt sterk uiteen. Ook wordt een intakegesprek vermeld (4x); vier gedetineerden wijzen op hun deelname aan een programma in de gevangenis van Ruiselede, vandaar de vraag voor een transfer. Die gebeurt soms pas na een lange wachttijd (2x).

Samenvattend: Er wordt voornamelijk gewezen op communicatie, motivering bij een transfer, duidelijkheid van criteria en de opvolging van vragen van gedetineerden.

4-Vermeldt de gedetineerde gevolgen van zijn transfer (praktische; bredere gevolgen, bvb. op het vlak van reclassering,...)?

Twee gedetineerden in Ittre wijzen op materiële problemen: het strikte minimum van spullen mag mee op transfer, de rest wordt achterna gestuurd. Vooral de negatieve gevolgen van een transfer naar Ittre voor het 'dossier', waarmee onder andere gewezen wordt op het reclasseringsplan, komt op de voorgrond (4x). Daarnaast wordt gemeld dat de transfer naar Ittre als gevolg heeft dat men 'vanaf nul' moet herbeginnen, zowel qua begeleiding binnen de gevangenis, als qua werk, opleiding,... (3x). Eén gedetineerde hoopt dat hij in Ittre kan blijven en dat hij er de vicieuze carrousel van transfers kan doorbreken. Ook in Berkendael melden gedetineerden de materiële kant van een transfer, met het minimum aan spullen dat mee mag en de rest die later volgt (3x). Gedetineerden ervaren er eveneens dat ze opnieuw moeten beginnen qua begeleiding, vorming, werk,... (3x). Voor Leuven Centraal valt niets bijzonder op te tekenen. Eén gedetineerde verwijst naar de onduidelijkheid bij de selectie voor een eerdere gevangenis, maar verder is niets gezegd over de gevolgen van een transfer naar Leuven Centraal. Wat Hasselt betreft, drukken 4 gedetineerden hun ontevredenheid op dit vlak uit, doch om uiteenlopende redenen. Het voornaamste dat daarbij vermeld wordt, is het blokkeren van hun dossier, inclusief hun reclasseringsvoorbereidingen, met een gebrek aan hulp en aandacht, van zodat ze in Hasselt toekomen (4x). Tevens wijst één gedetineerde op problemen bij het nabezorgen van spullen na een transfer. Een andere heeft het over het 'uitputtende van transfers', waarbij bedoeld wordt op de aanpassingsperiode die telkens beleefd wordt na een transfer. Wat Tilburg betreft, stellen twee gedetineerden tevreden te zijn van hun transfer naar Tilburg, de andere drie drukken hun ontevredenheid genuanceerd uit. De aanpassing aan dagdagelijkse aspecten van de gevangenis, met inbegrip van het eten (4x) en het gebrek aan activiteiten voor langgestraften (3x), komen aan bod. Voor één gedetineerde is Tilburg veel beter en zijn er meer activiteiten dan de voorgaande gevangenis. Drie gedetineerden wijzen op negatieve gevolgen voor hun reclassering: de gevangenis zou op dat gebied zwaar tekort schieten (3x). Eén gedetineerde moet wegens zijn verblijf in Tilburg maandelijks melden dat hij nog leeft, zodat hij zijn pensioen kan behouden. De transfer naar Ruiselede wordt op één gedetineerde na als zeer positief ervaren. Alle respondenten zien Ruiselede als een zeer goede voorbereiding op een invrijheidstelling. Volgens de meesten (6x) is er in de gevangenis van Ruiselede een goede/betere opvolging van hun dossier, met positieve gevolgen voor hun reclassering. Wel vermelden vier gedetineerden dat ze (enige tijd tot zeer lang) hebben moeten wachten vooraleer ze naar Ruiselede op transfer konden.

Samenvattend: Gedetineerden wijzen op materiële gevolgen (nasturen van spullen, slechts een deel mag mee op transfer), maar bovenal op gevolgen inzake hun reclasseringsdossier en de nieuwe opvolging door ander personeel. Dat laatste kan zowel positief (Berkendael en Ruiselede) als meer negatief zijn (Ittre, Hasselt en Tilburg).

5-Opinie: wat vindt de gedetineerde zelf van classificatie, met bijzondere aandacht voor duidelijkheid, criteria, procedure?

Gedetineerden in Ittre vermelden bovenal dat moet rekening gehouden worden met persoonsgebonden kenmerken (o.a. persoonlijkheid, karakter, gedrag in opsluiting,...) voor de plaatsing in een gevangenis (7x). Tevens wordt expliciet gewezen op het belang van transparantie en duidelijkheid voor een transfer, met inbegrip van de reden waarom men naar een bepaalde gevangenis gestuurd wordt (4x). Twee gedetineerden stellen dat een indeling van gevangnissen volgens bepaalde criteria zou moeten worden opgesteld. Gedetineerden in

Berkendael wijzen op het belang van de strafduur (4x), op de nabijheid van de familie (4x) en op gezondheid (3x). Verder zou bij classificatie ook rekening moeten gehouden worden met persoonsgebonden kenmerken (2x) en met taal en cultuur (2x). Wat Leuven Centraal betreft, wijzen gedetineerden in hoofdzaak op de feiten (4x), de strafduur (3x) en gedrag in opsluiting (3x) als elementen waarop bij classificatie moet gelet worden. Voor de respondenten in Hasselt figureren strafduur (5x) en de nabijheid van de sociale contacten (5x) als vaakst vermelde criteria. Daarnaast wordt ook gewezen op de feiten (4x), op het onderscheid tussen beklagden en veroordeelden (2x) en op verschil tussen 'primairen' en 'niet-primairen' (2x). In Tilburg wijzen de respondenten op de nabijheid (3x) en taal (3x) als belangrijkste criterium voor classificatie. Gedetineerden in Ruiselede vermelden allemaal de feiten (7x) en daarnaast de persoonlijkheid (2x) en de snellere doorstroom naar een open gevangenis (2x).

Samenvattend: Wat vooral opvalt, is dat gedetineerden allemaal criteria vermelden die grotendeels zouden toelaten om duidelijkheid te krijgen in classificatie (strafduur, feiten, nabijheid). Factoren zoals persoonlijkheid komen ook aan bod en zijn meer vatbaar voor discussie.

*Antwoord op OVI.* Meer dan één derde (of 15 van de 38) van de geïnterviewde gedetineerden (en dan nog voornamelijk in drie grote gevangenissen: Ittre, Hasselt en Tilburg) zeggen de redenen voor de laatste transfer niet te kennen. 10 gedetineerden weten niet waarom ze op transfer gestuurd zijn, 5 anderen zeggen niet te weten waarom ze in de huidige gevangenis zijn ondergebracht. Ook vermelden 5 gedetineerden in het verleden al minstens één keer tijdens de huidige opsluiting een transfer te hebben ondergaan zonder ze daarvan de redenen kennen. Wat de belangrijkste punten bij een evaluatie van transfers door gedetineerden betreft, wordt in eerste instantie gewezen op problemen qua communicatie (laattijdig informeren van de gedetineerde dat hij/zij op transfer gaat), de opvolging van eigen vragen om een transfer (gebrekkige of ontbrekende feedback over eigen vragen) en duidelijke criteria en/of een motivering van beslissingen tot transfer. Qua gevolgen vermelden gedetineerden onder meer praktische aspecten (in hoofdzaak het nasturen van materiële bezittingen) en de impact van een transfer voor reclassering, zowel in positieve zin (een verbetering na een transfer) als in negatieve zin (het gevoel te moeten herbeginnen aan het ganse dossier). Wat de opinie van de bevraagde gedetineerden betreft, valt op de eerste plaats op te merken dat gedetineerden wijzen op criteria en/of factoren voor classificatie die duidelijkheid zouden geven (hoofdzakelijk strafduur, feiten, nabijheid ten aanzien van sociale contacten). Daarnaast komt ook de persoonlijkheid en het karakter ter sprake, maar dat wordt door veel minder gedetineerden besproken.

Op basis van deze elementen kan moeilijk een zwart-wit antwoord op de onderzoeksvraag volgen. Een eerste lezing van het materiaal geeft de indruk dat gedetineerden in Ittre, Hasselt en Tilburg eerder ontevreden zijn en dus misschien eerder ook negatieve antwoorden geven, daar waar de meeste geïnterviewden in Berkendael, Leuven Centraal en Ruiselede wijzen op minder negatieve en soms zelfs positieve kanten aan hun opsluiting in de betreffende inrichtingen, wat hen dat misschien weer eerder aanzet tot een meer optimistische, meer positieve evaluatie. Wat er eerst is (het regime en dan de negatieve of positieve ervaringen), kan op basis van de gesprekken niet beantwoord worden en blijft een open vraag. In elk geval tekent zich hier een eerste tendens af, waarbij vooral onduidelijkheid zit bij gedetineerden in 2 hoogbeveiligde gevangenissen en in een tijdelijk buitenbeentje van het penitentiaire park, Tilburg. Voor de andere drie inrichtingen komt een duidelijker en positief beeld op de voorgrond, wat wellicht met de specificiteit van de gevangenissen te maken heeft (maar dat blijft een hypothese). Leuven Centraal is een gevangenis met langgestraften, Berkendael is de

enige aparte vrouwengevangenis en Ruiselede is één van de vier open inrichtingen, met een selectie van de instroom.

OV2: Ervaart een gedetineerde inspraak bij de keuze van de gevangenis waarin hij of zij verblijft (bij plaatsing of bij transfer)?

1-Wat zeggen gedetineerden zelf van hun inspraak? Gebeurde classificatie (mee) op basis van hun vraag?

In Ittre zeggen alle geïnterviewde veroordeelden dat er geen inspraak was bij de beslissing dat ze in Ittre zouden opgesloten worden. Daarnaast vermelden enkele veroordeelden dat er geen rekening gehouden is met een vraag voor een transfer (4x). Wat Berkendael betreft, geldt dat er geen inspraak was in de beslissing om op transfer te gaan (6x). Wel laten 5 respondenten weten dat ze inspraak hadden in de keuze van de gevangenis. Bij één gedetineerde gaat het om een tuchttransfer. In Leuven Centraal laten 4 gedetineerden weten dat ze inspraak hadden in de plaatsing in Leuven Centraal, voor 2 was er geen inspraak. Voor de gevangenis van Hasselt valt te noteren dat 4 veroordeelden vermelden geen inspraak gehad te hebben, één gedetineerde heeft geen transfer ondergaan en twee gedetineerden wijzen op inspraak bij hun transfer naar Hasselt. In Tilburg betreft het slechts één gedetineerde die inspraak vermeldt, de andere 4 geven te kennen zonder inspraak naar de gevangenis van Tilburg te zijn gebracht. Wat de gevangenis van Ruiselede betreft, vermelden alle geïnterviewde gedetineerden inspraak gehad te hebben.

Samenvattend: 23 gedetineerden melden geen inspraak te hebben gehad bij de beslissing tot transfer. 19 gedetineerden zeggen wel inspraak te hebben gehad in de keuze van de gevangenis.

2-Opinie: zeggen gedetineerden dat er inspraak moet zijn?

Enkel wanneer gedetineerden spontaan inspraak als noodzakelijk aspect vermelden, komt dit hier ter sprake. In Ittre worden daarover tijdens de interviews geen bijzondere opmerkingen gemaakt. Het gaat vooral over procedurele aspecten en een aangepaste gevangenis voor het profiel van een gedetineerde. De gesprekken in Berkendael gaan daar niet echt op in. Slechts één gedetineerde vermeldt expliciet dat inspraak nodig is. Voor Leuven Centraal gaat geen enkele gedetineerde specifiek in op inspraak. In Hasselt vermelden gedetineerden dat inspraak moet aanwezig zijn (3x). De anderen gaan er niet op in. Ook bij Tilburg wordt inspraak slechts door één gedetineerde expliciet vermeld. De respondenten in Ruiselede vinden inspraak belangrijk in de zin van verwezenlijking, het gevoel hebben zelf de ‘auteur’ van zijn detentie te zijn of minstens gedeeltelijk mee het verloop van de eigen detentie te bepalen (1x), maar ook in de zin van beperkte inspraak als frustrerend (2x).

*Antwoord op OV2.* 23 gedetineerden stellen dat ze geen inspraak hebben gehad bij de beslissing tot transfer. 19 gedetineerden vermelden dat ze wel inspraak hadden bij de keuze van de gevangenis. Bovendien komt inspraak op zich maar weinig op de voorgrond en dat dan nog op zeer uiteenlopende manieren. Het antwoord op OV2 moet samen gelezen worden met de antwoorden op OV1 en, in mindere mate, OV3. Het belang van inspraak bij een transfer kan mogelijks minder sterk op de voorgrond treden, omdat enerzijds al zijdelings in vragen over duidelijkheid en/of over sociale contacten aan inspraak geraakt wordt. Anderzijds kan dat ook omdat gedetineerden het misschien helemaal niet gewend zijn om inspraak te hebben of, omgekeerd, omdat ze zichzelf zien als iemand die de eigen opsluiting minstens mee in handen heeft en bepaalt. In elk geval, 23 van de 38 gedetineerden stelde geen inspraak te hebben gehad – een aandeel dat toch voldoende groot is om verdere vraagtekens bij te



plaatsen. Aangezien er geen objectief classificatiesysteem is, kan nochtans verwacht worden dat gedetineerden misschien meer actief zullen negotiëren over hun plaatsing en transfers. Daartegenover staat het probleem van de overbevolking, waardoor wellicht een deel van de populatie in een grote massa terecht komt die zonder veel overweging voor de persoon, diens kenmerken en behoeften in een beveiligde gevangenis met lege cellen geplaatst wordt. Dit betreft een interpretatie en geen conclusie. Op basis van de verzamelde elementen kan de onderzoeksvraag overwegend negatief worden beantwoord. Een aanzienlijk aantal gedetineerden lijkt op het vlak van inspraak problemen te ervaren.

OV3: Hoe speelt volgens de gedetineerde de nabijheid van zijn sociale contacten (zijn gezin, familie, sociaal netwerk) bij de plaatsing in een gevangenis?

1-Heeft de gedetineerde in de huidige gevangenis sociale contacten met buiten (in hoofdzaak bezoek): ja/nee, intensiteit van bezoek?

3 gedetineerden in Ittre ontvangen nog bezoek. Eén daarvan heeft ongestoord bezoek en regelmatig gewoon bezoek van zijn vrouw. Eén ziet zijn vader elke twee weken. Een ander ziet nog één persoon die op bezoek komt, verder niemand meer van zijn familie. Eén gedetineerde wil geen bezoek meer. Voor twee gedetineerden is het bezoek gestopt vanaf hun transfer naar Ittre. Een andere gedetineerde ontvangt geen bezoek meer, maar dat staat volgens hem los van de afstand van de gevangenis. De geïnterviewde gedetineerden in Berkendael ontvangen allemaal nog bezoek. Van één veroordeelde is er geen bijkomende informatie. De meesten krijgen regelmatig bezoek van hun familie (4x), één af en toe. Daarnaast vermelden twee veroordeelden ook bezoeken door anderen (psycholoog, moreel consulent). Eén vrouw stelt dat ze sinds haar transfer naar Berkendael geen 'intern bezoek' meer heeft met haar gedetineerde partner. In Leuven Centraal heeft één gedetineerde geen bezoek meer sinds hij daar verblijft. Hij is illegaal in het land en kreeg in zijn eerdere gevangenis nog bezoek van andere illegalen, maar in de huidige gevangenis kan dat niet. Een andere gedetineerde wil geen bezoek meer, maar houdt wel contact via briefwisseling en telefoon. De overige 4 gedetineerden hebben wel bezoek, zij het met zeer verschillende frequentie: één ontvangt elke dag bezoek, twee veroordeelden hebben wekelijks een bezoek en één gedetineerde heeft 10 à 12 keer per maand (of ca 3 keer per week) bezoek. Voor de respondenten in Hasselt geldt dat 5 bezoek ontvangen: wekelijks (4x) of één keer om de twee weken (1x). 2 veroordeelden willen geen bezoek meer. Tevens vermelden twee geïnterviewden dat ze intern bezoek hebben, waarvan één stelt dat ze verder geen bezoek meer wilt. Wat gedetineerden in Tilburg aangaat, kan opgemerkt worden dat 3 veroordeelden bezoek ontvangen, zij het zeer variabel: één maal per week (1x), één keer per maand (1x) of één keer per twee maanden (1x). Een andere gedetineerde stelt dat hij geen bezoek wil. Eén gedetineerde krijgt geen bezoek meer sinds hij in Tilburg zit. In zijn vorige gevangenis konden mensen zonder verblijfsvergunning hem in de gevangenis bezoeken, in Tilburg kan dat niet. 4 geïnterviewde veroordeelden vermelden telefooncontacten, één wijst op briefwisseling. In Ruiselede ontvangen alle gedetineerden bezoek, zij het ook zeer variabel: van 'amper' (1x), over 'af en toe' (1x), een recent opnieuw aanknopen van contacten met de familie via bezoeken na een periode van twee jaar zonder bezoek (1x), tot één bezoek per twee weken (2x), één à twee bezoeken per week (1x) en dagelijks bezoek (1x). Allemaal wijzen ze op de nabijheid van de gevangenis voor hun bezoekers (7x). 2 vermelden ook briefwisseling, 2 andere houden voornamelijk telefonisch contact.

Samenvattend: 10 van de 38 gedetineerden ontvangen geen bezoek. 5 gedetineerden ontvangen sinds hun laatste transfer geen bezoek meer.

2-Zijn er voordelen/nadelen van de huidige gevangenis voor sociale contacten? Welke?

Wat Ittre betreft, wijst één gedetineerde op de zeer goede bezoekfaciliteiten. Voor 2 anderen is de afstand van Ittre voor hun sociale relaties te ver en krijgen ze sinds hun transfer naar Ittre geen bezoek meer (2x). Verder zijn geen bijzonderheden gemeld. Voor Berkendael wijzen 5 vrouwen op de goede ligging van de gevangenis. Voor één gedetineerde heeft de transfer naar Berkendael grote gevolgen voor haar bezoek: ze heeft minder bezoeken sinds ze in Berkendael zit. Een ander vermeldt de moeilijkheid van een bezoek van of aan haar gedetineerde partner na haar transfer. In Leuven Centraal vermelden twee gedetineerden de zeer goede bezoekfaciliteiten. Eén gedetineerde vindt de afstand voor zijn familie tot Leuven Centraal te ver en krijgt op zijn eigen vraag geen bezoek meer. Eén ander is illegaal en krijgt na zijn transfer geen bezoek meer, want andere illegalen (die hem voordien bezochten) mogen niet binnen. Wat Hasselt aangaat, vermelden de meesten de nabijheid van de gevangenis voor hun sociale contacten (6x). Eén gedetineerde kon op eigen vraag naar de gevangenis van Hasselt komen omdat zijn toenmalige partner in Hasselt woont, maar de relatie is stukgesprongen en zijn enige bezoek komt nu uit het Antwerpse. Voor twee gedetineerden geldt zeer letterlijk het principe van nabijheid: hun partner zit in dezelfde gevangenis opgesloten, zij hebben 'intern bezoek'. Voor Tilburg valt op te merken dat 2 gedetineerden minder bezoek hebben sinds ze in Tilburg verblijven (de afstand speelt daarbij volgens hen mee). 1 gedetineerde heeft geen bezoek meer sinds hij in Tilburg zit. Voor de andere twee geldt dat ze niet minder bezoek hebben, maar dat de verplaatsing wel meer vraagt van de bezoekers (2x). Wat Ruiselede betreft, wordt door alle gedetineerden gewezen op de nabijheid van hun sociale contacten (7x).

Samenvattend: Vooral de ligging van de gevangenis ten aanzien van de sociale contacten (nabijheid) wordt aangehaald. In 6 gevallen wordt expliciet gemeld dat de ligging nadelig is voor het bezoek, in 18 gevallen (waarvan 5 in Berkendael en 7 in Ruiselede) speelt de nabijheid van de gevangenis voor hun bezoek een belangrijke positieve rol.

3-Speelde de nabijheid van sociale relaties volgens de gedetineerde mee bij de plaatsing in de gevangenis waar hij/zij momenteel verblijft (indien ja: hoe)?

Voor één gedetineerde in Ittre kwam de transfer nadat hij gevraagd had om een transfer voor 'proximité', maar hij werd naar Ittre en niet naar een andere gevangenis overgebracht. Sinds hij in Ittre zit, heeft hij nog slechts één bezoeker. In Berkendael hadden de meesten wel zelf mee een aandeel in de keuze van de gevangenis bij hun transfer (5x). Eén gedetineerde liet weten ondanks de afstand t.a.v. de familie en de moeilijkheden qua bezoek toch liever in Berkendael te blijven. Wat Leuven Centraal aangaat, speelde voor één gedetineerde de nabijheid mee naast andere overwegingen. Het betreft een interstatelijke overbrenging. Voor de anderen speelde nabijheid niet mee. Voor de gevangenis van Hasselt vermelden gedetineerden dat ze uit Limburg komen, wat volgens hen zou meegespeeld hebben bij de onvrijwillige transfer naar Hasselt (2x). Eén gedetineerde heeft nog geen transfer ondergaan. Een andere vermeldt zijn vroegere partner als reden om naar de gevangenis van Hasselt te gaan. Nog een andere wijst op nabijheid en op de goede bezoekfaciliteiten voor kinderen als reden voor de transfer naar Hasselt. Voor Tilburg kan vrij beknopt gebleven worden: slechts één van de vijf geïnterviewden is vrijwillig naar Tilburg gekomen, maar heeft intussen al meerdere vragen voor een transfer terug naar een Belgische inrichting gevraagd. De anderen (4x) zijn tegen hun wil overgebracht. Wat Ruiselede betreft, komt nabijheid als één van de redenen voor transfer bij één gedetineerde ter sprake. Bij 5 andere veroordeelden is dit niet vermeld. Eén gedetineerde zat eerder op tuchttransfer in Hasselt, wat wel bezoekproblemen opleverde, tot hij in Ruiselede dichter bij huis gedetineerd zat.

Samenvattend: 12 gedetineerden vermelden de nabijheid als een element bij de transfer naar hun huidige gevangenis.

4-Opinie: vermeldt de gedetineerde sociale contacten als een criterium waarmee rekening moet worden gehouden bij plaatsing in een bepaalde gevangenis?

In Ittre stellen gedetineerden dat er met de nabijheid van de sociale contacten bij classificatie rekening moet worden gehouden (4x). 2 van die 4 vinden nabijheid belangrijk, maar leggen dat in een denkbeeldige balans indien er voldoende re-integratiegerichte mogelijkheden in de gevangenis zouden zijn. 3 andere veroordeelden vermelden dit niet. 4 veroordeelden wijzen in Berkendael op het belangrijk van de sociale relaties bij een transfer. Ook hier komt een afweging tussen de regimemogelijkheden en de nabijheid van de familie ter sprake: één gedetineerde blijft liever in Berkendael ondanks de afstand voor haar sociale contacten, terwijl een andere veroordeelde liever dicht bij haar sociale relaties verblijft en op het vlak van regimemogelijkheden inboet. Slechts één veroordeelde in Leuven Centraal vermeldde nabijheid als een criterium bij classificatie, de rest ging er niet op in. Voor de gevangenis van Hasselt wezen vijf veroordeelden op de nabijheid. Eén geïnterviewde stelt liever dicht bij de sociale contacten te verblijven, zelfs wanneer dat betekent dat men in een gevangenis met een minder goed regime moet zitten. Eén veroordeelde heeft een bezoektransfer gevraagd, maar krijgt die niet en wil weg uit de gevangenis van Hasselt, onder andere om dicht bij de familie te verblijven. Voor twee anderen speelde nabijheid mee in de eigen vraag om naar Hasselt te kunnen gaan. Volgens 3 gedetineerden in Tilburg dient men rekening te houden met bezoek en de nabijheid om iemand in een bepaalde gevangenis te plaatsen, doch telkens vermelden gedetineerden dat zelf naast andere overwegingen. Slechts 2 gedetineerden in Ruiselede spreken zich hierover zijdelings uit; ze vinden dat met nabijheid dient rekening gehouden te worden.

Samenvattend: 19 gedetineerden vermelden nabijheid als een aspect waarmee bij de plaatsing in een gevangenis rekening dient gehouden te worden.

*Antwoord OV3.* 10 gedetineerden zeggen geen bezoek in de gevangenis te ontvangen. 5 daarvan stellen dat ze geen bezoek meer hebben sinds hun laatste transfer. Wat de huidige plaatsing betreft, melden 18 gedetineerden (waarvan 5 in Berkendael en 7 in Ruiselede) dat de gevangenis waar ze momenteel verblijven, voordelen inhoudt voor sociale contacten met buiten. 6 gedetineerden vermelden negatieve gevolgen, in hoofdzaak afstand. 12 van de 38 geïnterviewde veroordeelden zeggen dat bij hun laatste transfer rekening is gehouden met hun sociale relaties. 19 gedetineerden vinden dat er bij classificatie rekening moet worden gehouden met de sociale contacten die men buiten heeft, doch dit komt genuanceerd op de voorgrond, naast andere overwegingen.

Het is niet omdat sommige gedetineerden vinden dat met sociale relaties moet rekening gehouden worden, dat ze zelf dat criterium zouden laten doorwegen in beslissingen omtrent classificatie. Evenmin geldt dat diegenen die niets gezegd hebben over het belang van sociale relaties, automatisch weinig of geen belang zouden hechten aan nabijheid. Voor sommige gedetineerden spelen sociale contacten met buiten mogelijks niet zo sterk tijdens hun opsluiting, maar dat kan evengoed te maken hebben met problemen voorafgaand aan hun opsluiting (sociale isolatie, deviante subgroepen waarvan anderen zich ook in de gevangenis bevinden,...), met de feiten waarvoor men in de gevangenis zit, de duur van de straf en/of dat men al toelaatbaar is voor bepaalde strafuitvoeringsmodaliteiten (wat de buitenwereld meteen veel dichterbij brengt en psychologisch kan leiden tot een heroriëntatie voor sommige

gedetineerden, weg van het leven in de gevangenis, naar buiten toe – zie terzake Wheeler, 1961).

OV4- Hoe evalueert de gedetineerde het interne regime van de gevangenis, inclusief eventuele mogelijkheden tot regimedifferentiatie binnen de inrichting?

1-Is het voor de gedetineerde duidelijk welke regimedifferentiatie er in de huidige gevangenis bestaat?

Alle geïnterviewde gedetineerden in Ittre wijzen op verschillen tussen vleugels, doch een duidelijke kennis van de criteria ontbreekt (één gedetineerde zegt dat expliciet), waardoor ze allemaal op verschillende zaken wijzen (strikt regime, werkers, gelijkvloers met ‘abnormale gedetineerden’,...). Ook in Berkendael is het voor gedetineerden duidelijk dat er verschillen tussen de niveaus in de gevangenis zijn (werkers, psychiatrische annex,...) (7x), maar laten gedetineerden eveneens blijken uit hun antwoorden dat de criteria niet duidelijk zijn (één zegt bijvoorbeeld dat voorlopig gehechten en veroordeelden samen zitten; alle anderen vermelden fysieke verschillen, met oa de annex, maar halen een verschillend doelpubliek aan: geïnterneerden, druggebruiksters, zigeuners op één bepaald niveau,...). Gedetineerden in Leuven Centraal sommen enkele verschillen op tussen vleugels (6x), maar de mate van verschil zoals gedetineerden dat zien, varieert sterk. Eén vleugel voor niet-werkenden wordt door alle geïnterviewden vermeld. Verder verschillen gedetineerden in de mate van onderscheid dat ze vermelden (vleugels voor werkenden of meer gedetailleerde beschrijving). Wat Hasselt betreft, kennen de geïnterviewde mannelijke gedetineerden bepaalde delen van de gevangenis: ‘sectie 20’ als strenger, niveau 3 voor de langgestraften (3x). Verder weten ze weinig meer over differentiatie tussen vleugels en niveaus. Eén stelt zelfs: “alles is gemengd”. De vrouwelijke veroordeelden wijzen op het gebrek aan differentiatie: er is één sectie voor vrouwen (4x). Eén vrouw vatte het bondig samen: “ze zetten hier alles samen”. Eén vrouwelijke gedetineerde wijst op een beperkt onderscheid tussen beklaagden en veroordeelden in dezelfde vleugel. Ook vermelden twee vrouwen dat bij overbevolking getracht wordt geen beklaagden en veroordeelden bij elkaar te zetten. In Tilburg valt te noteren dat er weinig kennis was over de interne verschillen tussen de diverse units (4x). Met één gedetineerde werd niet over dit thema gesproken. De andere vier hebben ervaring met plaatsing op een groepsceel en weten niet op basis waarvan de celgenoten gekozen zijn. Dit heeft tot problemen geleid bij twee gedetineerden, waarna ze uiteindelijk in monocellen zijn beland. De andere twee verblijven nog in een meerpersoonsceel, maar stellen “iedereen wordt bij elkaar gezet” (2x). Eén van hen wil een monocel zodra de groepsceellen volzet worden (nu zitten ze allebei met 6 in een cel met 8 bedden). Voor de gevangenis van Ruiselede wijzen gedetineerden op het ontbreken van regimedifferentiatie: er is één slaapzaal en drie televisiezalen voor de recreatie ‘s avonds (7x).

Samenvattend: Voor de vrouwen in de gevangenis van Hasselt en voor de gedetineerden van Ruiselede lijkt er amper of geen regimedifferentiatie te zijn – het betreft respectievelijk één sectie in de gevangenis en een groepsregime, tot de slaapvertrekken toe. Alle andere gedetineerden vermelden wel verschillen in een gevangenis, maar duidelijke criteria voor de verschillen in vleugels, secties of units lijken op basis van wat gedetineerden zeggen grotendeels afwezig.

2-Hoe schat de gedetineerde de beveiliging (fysieke aspecten) van de huidige gevangenis in?

De geïnterviewde gedetineerden in Ittre vinden de veiligheid hoog (7x) en vermelden fysieke kenmerken die dat voor hen aantonen (bvb dubbele tralies, 3x). Gedetineerden in Berkendael spreken van een eerder gematigd beveiligde gevangenis (6x). Het eerste niveau zou meer

beveiligd zijn dan het tweede (oa gesloten deuren,...) (2x). In Leuven Centraal loopt de evaluatie van de beveiliging nogal uiteen. 1 gedetineerde vindt de gevangenis zwaarbeveiligd, 1 vindt net het tegenovergestelde en stelt dat Leuven Centraal laag beveiligd is. De 4 anderen hebben het over een gematigde of 'doorsnee' beveiliging. Alle respondenten in Hasselt wijzen op de hoogbeveiligde gevangenis (7x). In Tilburg loopt het dan weer sterk uiteen: 1 gedetineerde vergelijkt het met een vluchtelingenkamp qua veiligheid, het voelt niet aan als een gevangenis. Eén andere vindt het gematigd beveiligd en 3 gedetineerden spreken van een hoogbeveiligde inrichting. De gevangenis van Ruiselede wordt door alle veroordeelden als laag beveiligd gezien (7x). Eén noemt het een onbeveiligde gevangenis.

Samenvattend: Ittre en Hasselt zijn volgens de respondenten hoogbeveiligde inrichtingen. Berkendael en Leuven Centraal worden hoofdzakelijk als gematigd beveiligd omschreven. Voor Tilburg melden 3 van de 5 dat het een hoogbeveiligde inrichting is. Ruiselede wordt als laag beveiligde gevangenis getaxeerd.

3-Hoe schat de gedetineerde de bewaking (contacten met personeel) in?

In Ittre wijzen gedetineerden op de strenge bewaking (6x). Eén gedetineerde vermeldt niets in het bijzonders over de bewaking, behalve dat hij de penitentiaire beambten respecteert en nog geen tuchtrappen gehad heeft in Ittre. Wat Berkendael betreft, vermelden gedetineerden goede contacten met personeel (gematigd of zelfs eerder laag qua ervaren bewakingsniveau) (6x). In Leuven Centraal valt op te tekenen dat sommige gedetineerden vinden dat er te weinig bewaking is (2x). Eén vermeldt een gematigd niveau van bewaking, maar dat is volgens hem afhankelijk van de persoon van de beampte. De andere gedetineerden vermelden voornamelijk goede contacten te hebben met het gevangenispersoneel (3x). Voor Hasselt geldt dat gedetineerden het een zwaar bewaakt streng regime vinden (6x, waaronder elke geïnterviewde vrouw). Eén gedetineerde geeft geen beoordeling, maar zegt wel dat hij nog nooit een tuchtrapport gehad heeft. In Tilburg vermelden 3 gedetineerden zeer goede contacten met het gevangenispersoneel; ze wijzen op een eerder gematigde of minimale gestrengheid in aanpak. Eén gedetineerde vindt het gematigd streng, maar had voor zijn transfer wel regelmatig problemen, terwijl hij sinds zijn plaatsing in Tilburg nog geen enkel tuchtrapport heeft ontvangen. Voor een andere geïnterviewde is dat net omgekeerd: gedurende jaren had hij in zijn vorige gevangenis geen tuchtrapport, maar sinds hij in Tilburg zit, heeft hij er al meerdere (hij klaagt over het personeel, het gebrek aan mensenkennis, maar er is in zijn geval ook een taalbarrière). In Ruiselede heeft één gedetineerde 'niets te melden' over het personeel, hij wenst hierover niet te spreken. De anderen wijzen op de aanzienlijk meer intensieve communicatie met personeelsleden. Voor twee gedetineerden laat het intensievere contact meer controle toe; ze spreken van gematigd streng personeel. Vier anderen hebben het hoofdzakelijk over goede contacten met personeel.

Samenvattend: In Ittre en Hasselt hebben gedetineerden het overwegend over strenge bewaking, in Leuven Centraal, Berkendael, Tilburg en Ruiselede wordt voornamelijk gewezen op goede contacten met het personeel en een gematigd strenge bewaking.

4-Worden er eventuele andere opmerkingen betreffende het interne regime van de huidige gevangenis gemaakt? Zo ja, welke?

Ittre wordt door alle bevroagde gedetineerden als een moeilijke en harde gevangenis ervaren (7x). Daarnaast komen er wel enkele aspecten aan bod, maar dat blijft telkens vrij individueel, met soms geheel tegengestelde meningen. Zo wijst één gedetineerde op de administratieve inertie, terwijl een ander spreekt van administratieve efficiëntie. In Berkendael geven enkele vrouwen te kennen (zeer) tevreden te zijn over de gevangenis (3x). Opvallend hierbij is dat

voor twee vrouwen het regime, inclusief de administratieve aanpak, doorweegt ten opzichte van de afstand ten opzichte van de sociale contacten buiten. Alle respondenten in Leuven Centraal stellen tevreden tot zeer tevreden te zijn over de gevangenis, waarbij onder meer gewezen wordt op de activiteiten (opleiding, werk,...) (5x) en het open regime (3x). In Hasselt komt het tegenovergestelde op de voorgrond: alle bevroegde gedetineerden zijn (zeer) ontevreden (7x), onder andere door het strenge regime (7x). Tevens vermelden respondenten dat het gevangenispersoneel veranderingen in de richting van een meer open regime voor veroordeelden blokkeert (6x). Wat Tilburg aangaat, wijzen gedetineerden voornamelijk op problemen. Het meest aangehaalde probleem is dat van het eten (4x), maar ook het meer gesloten regime met minder activiteiten dan hun vorige gevangenis (3x) en het slecht betaalde oninteressante werk (2x) komen ter sprake. In Ruiselede is het gebrek aan privacy een probleem (7x). 6 gedetineerden drukken hun tevredenheid uit over het regime in Ruiselede, doch lijken – soms expliciet – een afweging te maken: aan de ene kant is er een open regime met voordelen en vrijheden, doch daarvoor moet privacy opgeofferd worden, met bijkomende spanningen en uitdagingen die het leven in een groepsregime met zich meebrengen.

*Antwoord op OV4.* Voor Ruiselede (gemeenschapsregime, slaapzaal) en de vrouwensectie in de gevangenis van Hasselt komt op basis van de antwoorden naar voor dat er eigenlijk geen regimedifferentiatie is. Gedetineerden in de andere gevangenissen vermelden telkens wel interne verschillen, maar zonder daarover een duidelijk beeld te hebben, laat staan duidelijke criteria te kunnen vermelden (behalve wanneer het op een strengere vleugel of een disciplinaire sectie aankomt). Qua inschatting van de beveiliging wijzen gedetineerden in Hasselt en Ittre erop dat de inrichting zwaarbeveiligd is. In Leuven Centraal en in Berkendael vermelden gedetineerden dat de beveiliging gematigd is, in Tilburg zit het ergens tussen gematigd en zwaar beveiligd en in Ruiselede laag. Wat de bewaking aangaat, komen Hasselt en Ittre op de voorgrond als gevangenissen met een streng tot zeer strenge bewaking en een streng regime. Gedetineerden in de andere 4 gevangenissen vermelden goede contacten en een gematigde aanpak bij de bewaking. Verder valt op te merken dat het regime in Tilburg als vrij streng ervaren wordt door enkele gedetineerden, wat deels te verklaren valt door het regime waarin ze voordien verbleven. Ook springt de afweging van gedetineerden in Ruiselede in het oog: ze zijn tevreden over de gevangenis, doch ze zien hun verblijf ook als een beproeving, waarbij hun privacy tijdelijk in de schaal ligt in ruil voor meer vrijheden tijdens de opsluiting.

De vraag naar regimedifferentiatie (in de zin van onderscheid tussen verschillende vleugels, secties of units) speelt dus niet voor twee groepen in deze bevraging. Voor de anderen speelt het wel mee, maar lijken er telkens enkele elementen of onderdelen gekend te zijn (een disciplinaire vleugel of een niveau voor de werkers bijvoorbeeld), terwijl daarnaast weinig duidelijkheid aanwezig is qua regimeverschillen, qua selectiecriteria voor een bepaalde vleugel,... Misschien bestaan dergelijke verschillen niet of slechts in beperkte mate en/of zijn ze informeel gegroeid, zonder dat ze formeel vastgelegd zijn. Dat lijkt de meest voor de hand liggende verklaring. Ook is het mogelijk dat gedetineerden vooral met zichzelf, de eigen opsluiting en de onmiddellijke (sociale) omgeving bezig zijn, waardoor sommige vragen niet gesteld worden tenzij ze op een bepaald ogenblik in de ogen van de gedetineerde relevantie krijgen. In elk geval, op basis van de antwoorden van gedetineerden kan niet opgemaakt worden dat de mogelijkheden tot interne classificatie echt duidelijk zijn.

OV5- Hoe ziet de gedetineerde zijn/haar reclassering, met bijzondere aandacht voor de relatie met de gevangenis waar hij/zij zich bevindt?

1-Is men toelaatbaar voor UV/PV: ja/nee?

In Ittre zijn 6 van de 7 gedetineerden toelaatbaar. In Berkendael en Leuven Centraal zijn dat er telkens 5. Van de geïnterviewde veroordeelden in Hasselt zijn er 3 niet toelaatbaar, 4 wel. In Tilburg is dat bij één gedetineerde niet gevraagd (doch hij ging bijna vrij met een VLV met oog op uitzetting, een straf onder de 3 jaren). Drie waren toelaatbaar, één nog niet. In Ruiselede zijn alle respondenten toelaatbaar.

Samenvattend: 30 gedetineerden lieten weten dat ze toelaatbaar zijn voor UV/PV.

2-Heeft de gedetineerde tijdens de huidige detentie UV/PV gevraagd en eventueel ontvangen? Eén gedetineerde in Ittre heeft geen recht op verblijf en krijgt geen UV/PV. 3 anderen hebben UV/PV gevraagd en nog niet gekregen. Eén gedetineerde heeft een hangende vraag, hij wacht nog op een antwoord. Een andere heeft UV/PV gevraagd, maar een incident zorgde dat het niet kon doorgaan. Voor één gedetineerde van Berkendael is in het gesprek geen informatie over de situatie gekomen. Drie gedetineerden hebben eerder UV/PV gevraagd en ontvangen (2 met PVs, 1 met UVs). Eén gedetineerde heeft nog niets gevraagd uit vrees voor weigering. Een andere gedetineerde is nog niet toelaatbaar voor PV, wel al voor UV, maar wacht nog even tot ze meteen een PV kan vragen. Tot hiertoe heeft nog geen enkele geïnterviewde gedetineerde in Leuven Centraal een UV of PV ontvangen. 4 van de 5 veroordeelden die toelaatbaar zijn, hebben al minstens één of enkele aanvragen ingestuurd. Eén daarvan heeft geen recht op verblijf. Voor de andere toelaatbare gedetineerde is er geen informatie over een eventuele vraag voor een UV/PV, maar hij heeft tevens geen verblijfsrecht in België. In Hasselt hebben 3 van de 4 toelaatbare veroordeelden wel al UV/PV gevraagd, maar nog niet ontvangen. Eén van hen had eerder een BD (voorafgaand aan en tijdens BD wel UV/PV), maar krijgt sinds zijn heropsluiting (volgens hem: wegens schending van de voorwaarden) geen UV/PV meer. Een ander had eerder ET met voorafgaand en tijdens ET wel UV/PV, maar sinds ze terug achter de tralies beland is (schending voorwaarden en nieuwe feiten), heeft ze geen modaliteiten meer gekregen. Wat de respondenten in de gevangenis van Tilburg betreft, hebben de drie gedetineerden die toelaatbaar zijn, modaliteiten gevraagd en nog geen enkele keer gekregen. Voor Ruiselede geldt dat alle gedetineerden UV/PV gevraagd hebben en dat 6 al UV/PV ontvangen hebben, één zou korte tijd na het interview zijn eerste UV hebben. Eén veroordeelde zegt dat hij tijdelijk geen UVs zal hebben, wegens een probleem qua voorwaarden tijdens UVs.

Samenvattend: 9 gedetineerden hebben UV/PV gevraagd en gekregen (3 in Berkendael, 6 in Ruiselede). 13 zeggen modaliteiten te hebben gevraagd, maar tot op heden nog niet ontvangen te hebben (3 in Ittre, 4 in Leuven Centraal, 3 in Hasselt en 3 in Tilburg). 2 wachten nog op een beslissing na een vraag voor UV/PV, 2 andere hebben nog geen modaliteiten gevraagd en nog 2 anderen hebben geen verblijfsrecht en vragen daarom geen UV/PV.

3-Is men toelaatbaar voor andere modaliteiten? Heeft de gedetineerde al een modaliteit gevraagd en eventueel tijdens de huidige strafuitvoering al ontvangen?

In Ittre zijn 4 van de 7 gedetineerden nog niet toelaatbaar voor strafuitvoeringsmodaliteiten. Eén is toelaatbaar, maar heeft geen recht op verblijf en heeft nog geen VILO gevraagd. Eén is toelaatbaar voor VI, een ander voor ET, nog niet voor VI. Tot hiertoe hebben ze die modaliteiten gevraagd, maar nog niet gekregen. In Berkendael zijn twee gedetineerden nog niet toelaatbaar; bij één gedetineerde is dit niet gevraagd in het interview. De drie anderen zijn toelaatbaar. Eén had eerder ET en nadien VI, maar belandde terug in de gevangenis wegens een schending van de voorwaarden. Eén respondent heeft ET gevraagd en wacht op antwoord. 4 geïnterviewde veroordeelden in Leuven Centraal zijn toelaatbaar. 1 vroeg meermaals VILO, tot hiertoe zonder succes. Een ander heeft VI gevraagd, maar werd afgewezen. In Hasselt zijn

4 van de 7 respondenten toelaatbaar. Eén had eerder BD, een ander ET. 2 van de veroordeelden in de tijdsvoorwaarden hebben modaliteiten gevraagd, maar telkens met een negatief resultaat (ze vermelden allebei meerdere modaliteiten, één zelfs BD, ET, VI en VILO). Voor de respondenten van Tilburg geldt dat één gedetineerde nog niet toelaatbaar is. Een andere heeft zijn datum voor een 'quasi-automatische' VLV met uitzetting al (hij heeft een gevangenisstraf onder de drie jaar) en wordt enkele maanden na het gesprek vrijgelaten. Drie gedetineerden stellen tot strafeinde te zullen blijven. Eén van hen heeft een probleem met zijn verblijfsrecht en heeft minder dan één jaar strafrestant; een ander heeft geen verblijfsrecht in België, hekelt de gebrekkige reclasseringsmogelijkheden in Tilburg en heeft een strafrestant van ca één jaar. Een derde veroordeelde stelt zelf dat hij veroordeeld is wegens seksuele delinquentie (hij weigert behandeling te ondergaan en ontkent de feiten) en dat hij tot het einde van zijn straf in de gevangenis blijft, wat nog 9 maanden duurt. 3 veroordeelden in Ruislede zijn nog niet toelaatbaar. Eén heeft al strafeinde gedaan, maar ondergaat nu een periode van terbeschikkingstelling van de regering (TBR) en heeft nog geen modaliteit gevraagd. Een andere gedetineerde heeft ET gevraagd en toegekend gekregen door de SURB. Hij zou de gevangenis verlaten enige tijd na het interview. Eén gedetineerde heeft BD en VI gevraagd, maar telkens zonder resultaat. Een laatste heeft een straf onder de 3 jaar wegens seksuele delinquentie, hij heeft een VLV gevraagd en staat op een wachtlijst voor een residentiële opname.

Samenvattend: 6 gedetineerden hebben ET gevraagd, 3 BD, 5 VI, 2 VILO, 1 'algemene' VLV en 1 kent zijn datum van VLV met uitzetting (straf tot en met drie jaar) al.

4-Welke mogelijkheden voor reclassering zijn er volgens de gedetineerde in de huidige gevangenis?

Alle respondenten in Ittre signaleren problemen met de mogelijkheden voor reclassering vanuit de gevangenis (7x). De aard van de problemen loopt enigszins uiteen: te weinig mogelijkheden qua opleiding, vorming,... (5x); een beperkt of geen nut van opleidingen en vormingen in de gevangenis voor reclassering (4x); het probleem dat de echte voorbereiding op reclassering afhangt van UV/PV en dat die moeilijk toegekend worden (3x). In Berkendael vermelden gedetineerden de mogelijkheid om hun sociale contacten te behouden (3x) en de cursussen en het werk om bezig te blijven en niet op cel te zitten (3x). Eén gedetineerde is in functie van haar re-integratie naar Berkendael overgebracht. Drie veroordeelden in Leuven Centraal wijzen op activiteiten en mogelijkheden in functie van reclassering in Leuven Centraal. Wat de geïnterviewden in Hasselt betreft, vermelden gedetineerden problemen met de mogelijkheden voor reclassering vanuit de gevangenis (6x). Een andere gedetineerde is nog niet toelaatbaar en zegt nog niet met reclassering bezig te zijn. De aard van de gesignaleerde problemen loopt sterk uiteen. Gedetineerden wijzen hoofdzakelijk op te weinig activiteiten en het gebrek aan betrokkenheid van diensten in de gevangenis (5x) en op administratieve blokkering en traagheid (3x). In Tilburg stellen twee gedetineerden dat er "totaal niets van reclassering" is, met gebrek aan Justitieel Welzijnswerk en een onderbezette PSD. Twee andere gedetineerden wijzen op cursussen en vorming die kunnen helpen bij reclassering. Eén gedetineerde is nog niet toelaatbaar, maar is gepensioneerd en zou ook al een woonst gezocht hebben – maar dat alles zelf, zonder de gevangenis. Gedetineerden in Ruislede vermelden hun deelname aan programma's in functie van zelfverbetering en reclassering (5x). Eén gedetineerde stelt dat er pas vanaf dat hij in Ruislede zit, de indruk heeft dat er aan zijn dossier gewerkt wordt. Een andere veroordeelde laat weten zelf zijn reclassering opgezet te hebben. Eén gedetineerde wacht op een residentiële opname en zegt zich dan met reclassering bezig te houden.



Samenvattend: 15 gedetineerden vermelden problemen bij reclassering in de huidige gevangenis (7 in Ittre, 6 in Hasselt, 2 in Tilburg). 13 veroordeelden wijzen op de mogelijkheden van de huidige gevangenis voor hun reclassering (3 in Berkendael, 3 in Leuven Centraal, 7 in Ruislede).

5-Zijn er volgens de gedetineerde eventuele gevolgen voor reclassering van de plaatsing in de huidige gevangenis?

In de gevangenis van Ittre stellen vier gedetineerden dat de transfer negatieve gevolgen heeft gehad voor hun voorbereiding van hun reclasseringsplan en hun dossier: 'remise à zéro' van hun reclasseringsplannen (4x). Eén andere stelt dat hij na een incident naar Ittre werd gestuurd en dat zijn toegekende UV/PS zijn ingetrokken. Drie gedetineerden in Berkendael wijzen op de positieve gevolgen van hun transfer naar Berkendael (bezoek, goede administratieve afhandeling,...). Voor 2 gedetineerden betekent de transfer naar Berkendael net minder gemakkelijk bezoek door de grotere afstand, maar zij vermelden verder geen bijzondere gevolgen voor hun reclasseringsplan. Eén gedetineerde vindt Leuven Centraal een goede gevangenis in functie van reclassering, hij zegt dat hij er aan zichzelf heeft kunnen werken. De anderen vermelden geen bijzondere gevolgen van hun transfer voor reclassering. Ook in Hasselt wordt niets bijzonders gemeld over eventuele gevolgen van een transfer. In Tilburg wijzen gedetineerden op minder mogelijkheden voor reclassering (3x). Het gaat om drie gedetineerden die zeggen tot het einde van hun straf te blijven. Voor Ruislede halen de meeste gedetineerden aan dat er vanaf hun plaatsing in Ruislede een verbetering in hun reclasseringssituatie komt, zowel wat het reclasseringsdossier in het algemeen betreft als het verkrijgen van UVs (6x).

Samenvattend: 7 gedetineerden wijzen op negatieve gevolgen van hun laatste transfer (4 in Ittre, 3 in Tilburg). 10 veroordelen vermelden positieve gevolgen van hun laatste transfer (6 in Ruislede, 3 in Berkendael en 1 in Leuven Centraal).

*Antwoord op OV5.* 30 gedetineerden zeggen tijdens het onderzoek toelaatbaar te zijn voor UV/PV. Van die groep stellen 9 dat ze al UV/PV gevraagd en gekregen hebben (3 in Berkendael, 6 in Ruislede). 13 anderen hebben UV/PV gevraagd, maar nog niet gekregen. Wat andere modaliteiten betreft, kan op basis van de interviews afgeleid worden dat 6 gedetineerden ET gevraagd hebben (waarvan één korte tijd na het interview de gevangenis zal verlaten), 3 BD, 5 VI, 2 VILO en 2 VLVs. Over de huidige gevangenis vanuit reclasseringsbekommernissen wijzen 15 gedetineerden op problemen (7 Ittre, 6 Hasselt en 2 in Tilburg), terwijl de huidige gevangenis voor 13 anderen positieve elementen bevat (3 Berkendael, 3 Leuven Centraal en 7 in Ruislede). 7 geïnterviewde gedetineerden vermelden problemen met hun reclassering ten gevolge van hun transfer (4 Ittre, 3 Tilburg). Voor 10 anderen geldt het tegendeel: hun transfer heeft positieve gevolgen voor de reclasseringsplannen (6 Ruislede, 3 Berkendael, 1 Leuven Centraal).

#### *Andere opmerkingen vanuit de interviews*

Naast de vragen uit de topiclijst lijken niet echt veel nieuwe elementen op de voorgrond te komen. Hier volgt een opsomming van andere gegevens die in het kader van het onderzoek enig belang kunnen hebben.

In Ittre wijzen drie gedetineerden op de noodzaak van een stabiele detentie. 5 gedetineerden vermelden het belang van duidelijkheid van het regime. Ook spreken gedetineerden over

opsluiting en transfers: een transfer mag geen onderbreking of breuk vormen van een detentietraject (4x). In Berkendael komt tevens de noodzaak en het belang van duidelijkheid en transparantie op de voorgrond, qua regime en zeker qua transfers (3x). Ook in Leuven Centraal speelt duidelijkheid en transparantie sterk (4x), met telkens verschillende zelfs sterk uiteenlopende voorbeelden (o.a. een omzetting van een Engelse ‘tariff’ naar een voor de veroordeelde minder gunstige toelaatbaarheidsdatum; een transfer naar Tilburg zonder motivering, met vervolgens problemen in Tilburg en terugzending naar Leuven Centraal; een veroordeelde met nog enkele hangende rechtszaken die niet lijken vooruit te gaan, zodat hij zijn reclassering moeilijk kan plannen). In Leuven Centraal gaf één gedetineerde te kennen dat hij tot het einde van zijn straf zal blijven. In Hasselt raken drie van de vier vrouwen het thema van zelfdoding in samenhang met opsluiting aan. Daarbij zeggen ze dat het vooral met de aanvaarding van een lange straf te maken heeft. Twee veroordeelden in Hasselt zeggen tot strafeinde te blijven, omwille van hun uitzichtloze situatie en moeilijkheden in de voorbereiding van hun reclasseringsplan. Eén gedetineerde wacht nog op een definitieve veroordeling tot een lange straf, maar heeft al zelf de DDB gecontacteerd met de vraag naar Leuven Centraal te kunnen, waarover hij al een akkoord heeft. In Tilburg is het opvallend dat 3 van de 5 gedetineerden binnen het jaar op strafeinde zullen vrijkomen en dat zij zich net beklagen over het gebrek aan activiteiten die kunnen helpen bij reclassering. Eén langgestrafte gedetineerde zat eerst in Leuven Centraal en zag bij zijn transfer een groot deel van zijn spullen naar een opslagplaats gaan, terwijl hij zelf op een meerpersoonscel met 5 anderen terecht kwam. In Ruiselede vermelden gedetineerden op één na eigenaardigheden en een gebrek aan logica in de strafuitvoering (de uitvoering van een gevangenisstraf na meerdere jaren in vrijheid; samenvoeging van korte straffen;...).

In deze gegevens valt moeilijk een duidelijke lijn te trekken. Bijna exclusief gaat het om gegevens die in een ruimere procedurele agenda passen, waar ook tal van opmerkingen over classificatie een plaats kunnen in krijgen: duidelijkheid, transparantie, communicatie.

## **5. Tussentijdse conclusie**

In dit hoofdstuk wordt op basis van interviews een antwoord gezocht op hoe gedetineerden hun classificatie ervaren. Dat gebeurt op basis van 5 onderzoeksvragen met telkens enkele deelaspecten, met daarnaast de mogelijkheid om bijkomende onverwachte elementen mee op te nemen.

De informatie die gebruikt wordt, is verzameld in 6 gevangnissen en betreft een totaal van 38 gedetineerden. Het was voor dit onderzoek niet mogelijk om data te trianguleren, dus berusten de voorlopige conclusies op wat gedetineerden meedeelden tijdens de gesprekken. De selectie van gevangnissen en de sampling van gedetineerden mag bij het lezen van dit onderzoek niet uit het oog worden verloren.

Uit de antwoorden op de onderzoeksvragen komt telkens een relatief genuanceerd beeld naar voor, wat maakt dat het niet mogelijk is om op een zeer eenvoudige en rechtlijnige manier de centrale vraag van dit hoofdstuk te beantwoorden. Die vraag is nagegaan in de vorm van vijf onderzoeksvragen, die telkens nog eens uiteenvallen in meerdere deelvragen. Bij de beantwoording van de onderzoeksvragen komt een grote diversiteit aan bod, zowel tussen gedetineerden als tussen gevangnissen. In de twee zwaarbeveiligde gevangnissen, Hasselt en Ittre, en in de gevangenis van Tilburg als buitenbeentje, lijken gedetineerden in het algemeen minder duidelijkheid te hebben over waarom ze in die specifieke gevangnissen

verblijven, zeggen ze bij hun plaatsing amper inspraak te hebben gehad, stellen ze meer gevolgen van hun plaatsing voor reclassering en voor hun sociale contacten te ervaren, en kunnen ze weinig duidelijkheid en kennis over de interne regimedifferentiatie vermelden. Dat staat op meerdere vlakken in contrast met wat gedetineerden in de gevangenis van Ruiselede vermelden. Gedetineerden in Leuven Centraal en Berkendael zitten op de meeste vlakken tussen beide extremen in. Deze vaststellingen vragen om verder onderzoek naar de band tussen ervaring en de gevangenis waarin men opgesloten zit.

In het volgende hoofdstuk wordt meer in detail ingegaan op de band tussen de inrichting waarin men verblijft, de evaluatie van die inrichting op tal van vlakken (inclusief procedurele aspecten) en, waar mogelijk, facetten van classificatie.

## HOOFDSTUK 4. VRAGENLIJST

### 1. Inleiding

Zoals boven vermeld, is het voor een gevangenisstelsel van belang om te weten wat er bij de gedetineerdenpopulatie leeft. Dat gaat zeker ook op voor classificatie. In principe is classificatie één van de determinerende factoren voor een detentie, minstens omdat classificatie onder andere bepaalt waar iemand (een deel van) zijn straf zal doorbrengen. Toch mag de waarde van classificatie ook weer niet overschat worden. Uiteindelijk zal een gedetineerde voornamelijk moeten omgaan met de plaats waar hij of zij verblijft en zullen regimeaspecten, waaronder veiligheid, menselijke contacten en andere dimensies bepalen wat iemand vindt van de gevangenis waar hij/zij opgesloten zit. Classificatie speelt daarin een rol, evenwel zonder het alfa en omega van detentiebeleving te zijn. Dat komt ook indirect en soms heel direct tot uiting in de interviews: de focus ligt vaak op de gevangenis, op het regime, op contacten met personeel en andere gedetineerden, enz. Dat was het vertrekpunt om een onderzoek over detentiebeleving bij een grotere groep gedetineerden aan te vatten. In dit hoofdstuk wordt daarover gerapporteerd. In 7 gevangenissen werd een aangepaste versie van een bestaande vragenlijst aan gedetineerden bezorgd. In dit hoofdstuk komen achtereenvolgens het doel van de surveybevraging, methodologie, resultaten en een beknopte conclusie aan bod.

### 2. Doel

Het doel van deze bevraging ligt in het verlengde van de interviews. Het *concrete* doel van de enquête is ten eerste gericht op het aanvullen van de informatie die in de interviews naar boven kwam. Aangezien de groep geïnterviewde gedetineerden relatief klein blijft, zou het interviewmateriaal mogelijks kunnen afwijken van wat de algemene teneur bij gedetineerden is. Via een bevraging van een groot aantal gedetineerden kunnen *meer algemene – potentieel representatieve - vaststellingen* gedaan worden. Op basis van een grootschalig onderzoek kan ten tweede nagegaan worden wat een ruime groep gedetineerden over hun detentiebeleving rapporteren en of er daarbij verbanden zijn, onder meer qua instelling en omtrent aspecten van classificatie. Ook op dat vlak kan een brede bevraging *complementaire informatie* aanreiken bij de interviews. Een bijkomend doel van de bevraging is om op basis van een bestaand instrument een eerste poging te ondernemen om in enkele gevangenissen een grote groep gedetineerden over hun beleving te bevragen. Dit zou *een opstap* kunnen zijn naar een meer doorgedreven *systematische monitoring* van wat gedetineerden rapporteren over hun detentie – met mogelijks interessante informatie voor het gevangenisbeleid.

### 3. Methodologie

Grootschalig gedetineerdenonderzoek is in België relatief schaars, ongeacht de methode. Wat classificatie betreft, kunnen we twee studies vermelden met een grote groep gedetineerden. De eerste betreft een onderzoek dat in 1981 door de gevangenisadministratie werd uitgevoerd en waarbij een groot aantal Franstalige gedetineerden betrokken werd (dossierconsultatie, bevraging gedetineerden). Niet minder dan 1389 Franstalige veroordeelden werden bevestigd in een onderzoek ter ondersteuning van een commissie belast met de herziening van classificatieregels voor Franstalige veroordeelden (d’Ursel en Janssen, 1983). Zeer informatief zijn de redenen voor de geplande herziening van classificatieregels: “de voortdurende overbevolking van de Franstalige strafinrichtingen sedert het in voege treden

van de wetgeving op het gebruik der talen, de noodzaak om de open inrichtingen rationeler te bezetten en tot slot de specifieke situatie van bepaalde categorieën gedetineerden”, waarbij 4 categorieën vermelding krijgen (langgestraften, vreemdelingen, psychopaten en recidivisten) (d’Ursel en Janssen, 1983: 81-82). Een tweede grootschalig Belgisch classificatieonderzoek betreft een validering van een classificatie-instrument op basis van testen afgenomen door de psychosociale diensten in 30 inrichtingen. Aan de hand van de scores van 1636 mannelijke veroordeelden gingen psychologen aan de V.U.B. na of de *Minnesota Multiphasic Personality Inventory* (MMPI-2) ook in België bij een groep delinquenten betrouwbaar is (Rossi en Sloore, 2008). Dat onderzoek gaat niet specifiek in op penitentiaire classificatie en heeft dus weinig relevantie voor het huidige onderzoek. Geen van beide onderzoeken biedt veel aanknopingspunten, alleen al omdat de focus niet op beleving lag, de methodologie bij het eerste onderzoek niet duidelijk gerapporteerd is en het in het tweede geval om een psychologische test bij de psychosociale dienst (PSD) gaat, afgenomen bij de voorbereiding op een eventuele voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelde.

### 3.1. Instrument

In dit onderzoek is gebruik gemaakt van de *Measuring the Quality of Prison Life* (MQPL) survey. Dat instrument is ontwikkeld aan het Prisons Research Center van Cambridge University, op basis van grondig onderzoek bij gedetineerden (en nadien ook bij personeelsleden). Vanuit kwalitatief onderzoek werd nagegaan wat voor gedetineerden belangrijk is in opsluiting. Die bevindingen werden in een vragenlijst gegoten, getest en aangescherpt tot een instrument op basis van schalen (over respect, fairness, relaties tussen personeel en gedetineerden,...): de MQPL (Liebling, 2004). De MQPL is gericht op het meten van de ‘morele performantie’ van een gevangenis: “those aspects of a prisoner’s mainly interpersonal and material treatment that render a term of imprisonment more or less dehumanizing and/or painful” (Liebling, 2004: 473). De dimensies in de vragenlijst zijn belangrijk om minstens vier redenen: 1) het zijn ‘dimensies’ die ertoe doen en in de gevangenissetting onder spanning komen te staan; 2) de afwezigheid van respect en fairness is ‘psychologisch schadelijk’; 3) de dimensies in de MQPL verwijzen naar principes die in het recht en in het hedendaagse morele en politieke denken nagestreefd worden; en 4) het gaat om waarden waar mensen behoefte aan hebben (Liebling, 2010: 323). De MQPL wordt reeds gedurende jaren door het gevangeniswezen in Engeland en Wales gebruikt. Vanuit een focus op het perspectief van gedetineerden (detentiebeleving) én omwille van de principes in de basiswet, het principe van schadebeperking voorop, dient de MQPL zich aan als een relevant instrument voor de Belgische context.

De laatste versie van de MQPL (sinds 2010 in gebruik) werd door Alison Liebling aan het NICC voor het onderzoek ter beschikking gesteld. De ontvangen MQPL bestaat uit 2 grote delen: een deel met vragen naar achtergrondinformatie (socio-demografisch, strafrechtelijk en penitentiair) en een deel met verschillende schalen. In de laatste versie zitten 5 grote dimensies, telkens met meerdere schalen. De ‘harmony dimensions’ zijn schalen over ‘entry into custody’, ‘respect/courtesy’, ‘staff-prisoner relationships’, ‘humanity’, ‘decency’, ‘care for the vulnerable’ en ‘help and assistance’; de ‘professionalism dimensions’ bestaan uit schalen over ‘staff professionalism’, ‘bureaucratic legitimacy’, ‘fairness’ en ‘organisation and consistency’; onder de ‘security dimensions’ vallen schalen over ‘policing and security’, ‘prisoner safety’, ‘prisoner adaptation’, ‘drugs and exploitation’; bij de ‘conditions and family contact dimensions’ zitten 2 schalen, één over ‘conditions’ en één over ‘family contact’; de ‘wellbeing and development dimensions’ zijn schalen over ‘personal development’, ‘personal autonomy’, ‘wellbeing’ en ‘distress’. Verder bevat de vragenlijst enkele losse items en een

paar afsluitende vragen, waaronder de vraag om de gevangenis waarin men verblijft, te scoren (van 1 tot 10) op de kwaliteit die men er als gedetineerde ervaart<sup>105</sup>.

De vragenlijst werd aangepast aan de Belgische context: bepaalde vragen werden weggelaten want te specifiek gericht op Engeland en Wales, andere werden toegevoegd, inclusief enkele vragen over classificatie in het beschrijvend gedeelte en over classificatie en besluitvorming (in hoofdzaak met betrekking tot de externe rechtspositie) in het gedeelte met schalen. De Engelstalige versie werd aangepast, voor het Frans en het Nederlands werden vertalingen opgesteld. De Franstalige versie is gebaseerd op vertaalwerk van Charlotte Vanneste en Marie-Sophie Devresse, die elk eerst los van elkaar en nadien in gezamenlijk overleg tot een finale Franstalige versie gekomen zijn. Luc Robert vertaalde de vragenlijst naar het Nederlands, met een controle van de Nederlandstalige versie door een criminologe die niet bij het onderzoek betrokken was<sup>106</sup>. Alison Liebling en Suzy Hulley zorgden voor feedback en antwoorden op enkele interpretatie- en taalkundige vragen in deze voorbereidende fase.

### *3.2. Dataverzameling.*

In Engeland en Wales wordt de vragenlijst aan geselecteerde kleine groepen gedetineerden uitgedeeld en in aanwezigheid van één of enkele onderzoekers ingevuld. Die manier van afname zorgt ervoor dat onderzoekers meteen toelichting kunnen geven bij onduidelijkheden. Ook heeft een rechtstreeks contact tussen onderzoekers en gedetineerden een hogere kans op volledig(er) ingevulde vragenlijsten. Bovendien is een rechtstreekse afname door de onderzoekers een extra garantie voor gedetineerden betreffende de anonimiteit. Onderzoekers nemen meteen de ingevulde vragenlijsten mee, waardoor gevangenispersoneel de vragenlijsten niet onder ogen krijgt.

Beperkingen inzake tijd en personeel brachten met zich mee dat keuzes dienden gemaakt te worden waardoor de afname op sommige vlakken afwijkt van de gebruikelijke manier van afname. Binnen het beperkte tijdsbestek voor dit deel van het onderzoek leek het aangeraden om de dataverzameling te beperken tot gevangenis waar al contact was geweest in het kader van de gedetineerdeninterviews. De directies van volgende gevangenis werden gecontacteerd: Leuven Centraal, Hasselt, Ruiselede, Tilburg, Berkendael, Ittre, St. Hubert en, als alternatief voor St. Hubert (zie vorig hoofdstuk), de gevangenis van Marneffe. Om de representativiteit van de bevraging na te gaan, werd een nieuwe data-extractie van de penitentiaire databank SIDIS-Griffie gevraagd. SIDIS-Griffie bevat weinig zeer specifieke socio-economische of psychologische variabelen, waardoor de representativiteit slechts op een beperkt aantal kenmerken zou nagegaan kunnen worden, maar beter dat dan niets.

Er werd gekozen voor een afname van de MQPL in de vorm van een enquête waarbij geen rechtstreeks contact was tussen gedetineerden en onderzoekers (naar analogie van een postenquête). Op voorhand lieten de betrokken gevangenisdirecties weten hoeveel gedetineerden er in hun inrichting verbleven en hoe de taalverdeling was. Dankzij de medewerking van de directies en het personeel van de 7 gevangenis, konden vragenlijsten aan elke gevangenis bezorgd worden, waarna het personeel deze uitdeelde in open enveloppe. De bevraging was gericht op de ganse populatie, t.t.z. iedere gedetineerde in de deelnemende 7 gevangenis. In elke enveloppe zat de vragenlijst met een korte toelichting van het

---

<sup>105</sup> De vragenlijst is niet in bijlage toegevoegd. Het komt enkel prof. Alison Liebling toe om deze publiek te maken.

<sup>106</sup> Met dank aan Lieve Lembrechts voor het nalezen en becommentariëren van de Nederlandstalige versie van de vragenlijst.

onderzoek, de garantie van anonimiteit en de manier van analyse en was een apart document ingesloten met instructies voor het terugbezorgen van de vragenlijst (gesloten enveloppe, anoniem invullen en deponeren, vermelding van de plaats en de uiterste datum). Gedetineerden konden hetzij centraal, hetzij per vleugel of unit hun ingevulde vragenlijsten in een afgesloten doos of brievenbus deponeren. De ingevulde vragenlijsten werden nadien door ofwel de onderzoeker, de promotor of de copromotor opgehaald.

Deze keuzes hebben enkele beperkingen. Ten eerste kon omwille van tijdsgebrek geen gevalideerde versie van de MQPL opgesteld worden op basis van een vooronderzoek bij gedetineerden. Bovendien bereikte de nieuwe extractie van SIDIS-Griffie ons begin augustus, toen het onderzoek formeel afgelopen was. Het was in het tijdsbestek van het onderzoek dus niet mogelijk om de representativiteit van de bevraging te controleren. Ten derde ontbreekt in gevangenisinformatie over welke taal gedetineerden echt beheersen, waardoor het voor directieleden moeilijk was om een duidelijke taalverdeling mee te geven. Op aanraden van directies werd gezorgd voor extra exemplaren in de drie talen van het onderzoek. De vragenlijst kon slechts in drie talen aangeboden worden en werd enkel schriftelijk afgenomen, wat betekent dat gedetineerden die niet één van de drie talen machtig zijn en analfabeten niet kunnen bereikt worden. Het is echter niet duidelijk hoeveel personen daardoor a priori worden uitgesloten. Een vierde en belangrijk nadeel is de impact van de verschillende manier van afname van de MQPL. Een lange vragenlijst laten uitdelen door gevangenis personeel, zonder dat gedetineerden een onderzoeker te zien krijgen, zou voor sommige gedetineerden een onvoldoende garantie voor de anonimiteit kunnen zijn, wat de non-respons zou kunnen verhogen. Ook bij het verzamelen van ingevulde vragenlijsten kregen de gedetineerden geen onderzoeker te zien, wat eveneens kan bijdragen tot een negatieve perceptie ten aanzien van anonimiteit, met mogelijke gevolgen in termen van meer wenselijke antwoorden en een hogere non-respons. Tevens kregen gedetineerden slechts maximum ca. één week de tijd voor het invullen van de vragenlijst en werd er geen herinnering bezorgd, dit in tegenstelling tot postenquêtes, waar vaak zelfs meerdere herinneringen verstuurd worden. De lengte van de vragenlijst (met 41 vragen in het beschrijvend deel, 135 vragen in het deel met de schalen en 3 algemene afsluitende vragen) kan dan nog meer doorwegen dan bij een afname waarbij er rechtstreeks contact is met onderzoekers. Een grote uitval kon dus niet uitgesloten worden. Daarenboven verblijven in 3 van de 7 gevangenisinformatie zowel definitief veroordeelden als personen in voorlopige hechtenis. Wat penitentiaire classificatie betreft, is dat niet optimaal, maar dit kan bij de gedetineerden zelf bevestigd worden. Maar ook dat werpt vragen op: er is geen datatriangulatie (bvb. op basis van dossieronderzoek van de bevestigde populatie), waardoor de gerapporteerde antwoorden niet kunnen getoetst worden op hun waarheidsgehalte. Overdrijvingen, geheugeneffecten en andere problemen kunnen dus niet uitgesloten en niet gecorrigeerd worden. Deze kanttekeningen dienen in het achterhoofd te blijven bij het lezen van de resultaten.

### *3.3. Eerste impressies bij de data*

In Tabel 3 wordt kort een overzicht gegeven van de data van afname en de responsgraad, zowel algemeen als per gevangenis.

**Tabel 3. Overzicht bevraging 7 gevangenissen**

<b>Gevangenis</b>	<b>Datum bezorgen vragenlijst</b>	<b>Datum ophalen vragenlijst</b>	<b>Populatie</b>	<b>Capaciteit</b>	<b>N ontvangen</b>	<b>N Blanco</b>	<b>Taal</b>		
Berkendael	21 april	28 april	84	64	34	4	6	27	1
Ittre	21 april	28 april	436	444	58	1	58		
Marneffe	5 mei	16 mei	127	131	95	50	95		
Ruiselede	21 april	28 april	58	48	21	2	21		
Leuven Centraal	22 april	28 april	346	350	92	20	63	14	15
Hasselt	22 april	2 mei	550	450	157	20	136	14	7
Tilburg	25 april	28 april	650	680	91	19	58	27	6
Totaal			2251	2167	548	116	284	235	29
Totale populatie*			11152	9029					

\*22 april 2011

Op basis van de populatie op 22 april kon de bevraging tot 20% van de totale gedetineerdenpopulatie in België bereiken. Dat maakt van dit onderzoek één van de volgens ons grootste gedetineerdenbevragingen die in België de afgelopen decennia hebben plaatsgevonden.

In totaal werden 548 vragenlijsten ontvangen, wat een bruto response (d.w.z. het totaal aantal ontvangen vragenlijsten, inclusief blanco exemplaren) is van een kleine 25%. Enkele van de vragenlijsten (3 van Ittre, ca 20 van Tilburg en enkele van Hasselt) werden op een later tijdstip door de directies van de betrokken gevangenissen per post aan het NICC toegestuurd.

Quasi één op vijf vragenlijsten werd blanco terugbezorgd, wat de netto response doet teruglopen tot iets minder dan 20%. De 432 minstens gedeeltelijk ingevulde vragenlijsten komen nog altijd neer op 3,87% van de totale gedetineerdenpopulatie. De respons varieert sterk tussen gevangenissen, met voor de bruto respons als uitersten de gevangenis van Ittre (13,30%) met de laagste antwoordgraad en Marneffe met de hoogste respons (74,80%). Qua ingevulde vragenlijsten vormen Tilburg (11,07%) en Berkendael (35,71%) de twee uitersten.

Verklaringen hiervoor zijn complex en gaan ten dele terug tot de nadelen die hierboven opgesomd werden. Beklaagden in de gevangenissen van Hasselt, Leuven Centraal en Berkendael kunnen mogelijk nog meer geneigd zijn niet mee te werken door een juridische egestelling ten aanzien van de aanklachten waarvoor ze beschuldigd zijn. Voor Tilburg vond het onderzoek plaats net op een moment waarop een groot aantal bijkomende gedetineerden toegekomen was (zo'n 150 gedetineerden in de paar maanden voorafgaand aan de bevraging) en, zo liet gevangenispersoneel weten, nog op reguliere tijdstippen uiting gaf aan verzet tegen de transfer naar Tilburg. De taal kan ook voor een groot aantal gedetineerden een probleem geweest zijn, wegens geen beschikbare vragenlijst in een taal die men machtig is of wegens analfabetisme. Gedetineerden in Leuven Centraal en Ruiselede zijn mogelijk overbevraagd door studenten en onderzoekers en leiden aan een soort van onderzoeksfatigue. Eén gedetineerde in Ruiselede zou zelfs bedreigd hebben "zijn advocaat te contacteren als hij nog één vragenlijst krijgt voorgelegd". Ook kan de groepsdynamiek in een regime met meer onderlinge contacten zorgen voor meer of minder deelname aan de survey (het biedt een kans om te ventileren,...).



De manier waarop gedetineerden hun vragenlijst terugbezorgd hebben, is op zich ook het vermelden waard.

**Tabel 4. Manier van indienen vragenlijst**

	N	Zonder (blanco – ingevuld)	enveloppe enveloppe	Open (blanco – ingevuld)	enveloppe enveloppe	Gesloten (blanco – ingevuld)	enveloppe enveloppe
Berkendael	34	0	1	0	0	4	<b>29</b>
Ittre	58	0	0	0	0	1	<b>57</b>
Marneffe	95	0	0	35	0	15	<b>45</b>
Ruiselede	21	0	0	0	3	2	<b>16</b>
Leuven Centraal	92	0	0	14	0	6	<b>72</b>
Hasselt	157	0	0	2	1	18	<b>136</b>
Tilburg	91	0	2	9	4	10	<b>66</b>

Tabel 4 toont dat in 6 van de 7 gevangenis hoofdzakelijk ingevulde vragenlijsten onder gesloten enveloppe (d.w.z. dicht gekleefd) werden terugbezorgd. Dat wijst mogelijks op het meer willen beschermen van de ingevulde vragenlijst. Sommige blanco vragenlijsten waren onder gesloten enveloppe ingediend, doch bevatten in meerdere gevallen een boodschap. Meermaals bleek de blanco achterzijde van het instructieformulier een geschikte plaats voor het ventileren van allerhande frustraties of het melden van het eigen verhaal, zonder de vragenlijst in te vullen. In enkele gevallen stond er een boodschap op de voorkant van de enveloppe, in één geval met de woorden: “help, gegeizeld [sic] in Tilburg”. Het viel ook op dat gedetineerden vaak hun naam op de vragenlijst of zelfs op de enveloppe schreven en dat terwijl expliciete garanties inzake anonimiteit en vertrouwelijkheid werden geboden.

De interpretatie daarvan is niet eenduidig. Het vermoeden dat de gesloten enveloppes met ingevulde vragenlijsten wijzen op vertrouwen in de beloofde anonimiteit en/of op een toekennen van authentieke antwoorden die men wil afschermen van nieuwsgierige ogen, valt moeilijk op basis van het beschikbare materiaal te bevestigen. Daartegenover staat dat gedetineerden hun naam op de buitenzijde van een enveloppe hebben gezet (het is natuurlijk perfect mogelijk dat het niet om hun eigen naam gaat), wat niet bepaald signaleert dat anonimiteit cruciaal is en dat ook een behoorlijk aantal blanco exemplaren in gesloten enveloppe werd ingediend. De tendens is weliswaar duidelijk: meer gesloten omslagen met ingevulde vragenlijsten, doch veralgemeningen zijn volgens ons hierbij uit den boze.

### 3.4. Coderen.

Het coderen van de data gebeurde door vier jobstudenten (gelijktijdig, elk gedurende één week) en een stagiair (de vragenlijsten van Marneffe en de later per post ontvangen enquêtes werden door hem gecodeerd)<sup>107</sup>. De codeurs ontvingen duidelijke instructies, met een codeerboek, met de mogelijkheid om de onderzoeker gedurende de periode van hun codeerwerk op elk tijdstip te contacteren in geval er vragen zouden rijzen en met een korte toelichting van het onderzoek. Tevens werd hen gewezen op het beroepsgeheim in het kader van het coderen van de antwoorden. Na het codeerwerk selecteerde de onderzoeker een steekproef van 28 vragenlijsten. Er werd geselecteerd zodat er van elke gevangenis minstens één survey aan bod kwam en van elke codeur minstens enkele ingevoerde vragenlijsten.

<sup>107</sup> De vier codeurs waren respectievelijk 2 studenten criminologie van de KUL, 1 studente criminologie van de ULB en 1 studente rechten van de FUSL. Via studentenfora op internet (FUSL, KUL, VUB, UCL, ULB) werd een oproep gelanceerd waarop snel gereageerd werd, waarna de vier eerste kandidaten (2 Nederlandstalige en 2 Franstalige studenten) gedurende één week intensief aan de slag konden. Stagiair Anthony Debusscher zorgde voor het coderen van de antwoorden van gedetineerden van Marneffe en voerde de per post ingestuurde vragenlijst in.

Handmatig werd vervolgens elk ingevoerd antwoord vergeleken met het gecodeerde antwoord. Op basis daarvan bleek dat op een totaal van 5040 cellen 34 *codeerfouten* vastgesteld werden (0,67%), wat een aanvaardbare foutenmarge is. Eén codeur had echter alle vragen verkeerd gecodeerd, maar – een geluk bij een ongeluk - op een logische manier, zodat correcties achteraf nog mogelijk bleken en die fouten hier niet in rekening gebracht worden (in de Likertschaal in het tweede deel van de MQPL werd bijvoorbeeld omgekeerd gescoord: een 1 was ingevoerd als een 5 en omgekeerd, vragen met meerdere antwoordmogelijkheden werden genummerd vanaf 0 i.p.v. 1, enz.). De rechtzetting daarvan nam veel meer tijd in beslag dan op voorhand vermoed. Daarnaast werden nog problemen vastgesteld in de beantwoording van sommige vragen. De codeurs dienden ook vragenlijsten in een andere taal in te voeren, wat taalfouten tot gevolg had bij het overnemen van de handgeschreven tekst van gedetineerden (die vaak zelf al vol taalfouten stond, wat het er niet gemakkelijker op maakte voor de codeurs). Vervolgens zijn bepaalde antwoorden verwijderd wegens niet betrouwbaar. Enkele gedetineerden hadden in het tweede gedeelte van de MQPL constant hetzelfde antwoord gegeven.

### *3.5. Analyse*

Alle gecodeerde antwoorden (opgesteld in Excel) werden vervolgens nagekeken en in een SPSS bestand verzameld. De analyse betreft in eerste instantie een kort beschrijvend overzicht van de respondenten per gevangenis, met bijzondere aandacht voor variabelen omtrent classificatie. Ten tweede volgt een bespreking van de schalen van de MQPL, met bijzondere aandacht voor de vraag of ze kunnen behouden blijven voor deze bevraging en, waar dat het geval is, met een vergelijking van de resultaten tussen gevangenissen. Schalen werden met een factoranalyse nagegaan, met een betrouwbaarheidscontrole op de Cronbach's Alpha en de item-to-scale betrouwbaarheid.

## **4. Resultaten**

### *4.1. Beschrijving*

Op basis van het eerste gedeelte van de vragenlijst, wordt hier ingegaan op enkele beschrijvende kenmerken van de respondenten van elk van de 7 gevangenissen. Bij het lezen van de resultaten dient telkens rekening gehouden te worden met een verschillende antwoordgraad, vandaar de verschillen in respondenten per vraag en per gevangenis. In eerste instantie komen hier enkele demografische gegevens aan bod.

De gemiddelde leeftijd voor de totale populatie bedraagt 40.75 jaar. Wordt dit uitgesplitst naar elk van de gevangenissen toe, dan blijkt de leeftijdsverdeling relatief normaal verdeeld. Bij het nagaan van onderlinge verschillen tussen de gevangenissen, dan blijkt er een significant verschil te zijn tussen twee gevangenissen. Bij het vergelijken van de gemiddelden via een ANOVA (F: 2,466; df: 6; sig. : .024) komt het volgende naar voor: er is een significant verschil in leeftijden tussen de gevangenissen van Marneffe en Hasselt (met de Bonferroni post-hoc test, sig.: .072). De significantie is sterker met minder robuuste post-hoc testen (tot op het .05 niveau met Scheffe).

**Tabel 5. Leeftijd respondenten**

	<b>Leeftijd</b>	<b>N</b>
Berkendael	Gemid.: 38,7 / mediaan: 35,5 / S.D.: 14,44	N = 30
Marneffe	Gemid.: 45,4 / mediaan: 43 / S.D.: 11,51	N = 42
Ittre	Gemid.: 40,8 / mediaan: 42 / S.D.: 10,51	N = 53
Ruiselede	Gemid.: 40,6 / mediaan: 40 / S.D.: 10,58	N = 15
Hasselt	Gemid.: 39,1 / mediaan: 38 / S.D.: 12,23	N = 135
Tilburg	Gemid.: 38,9 / mediaan: 38 / S.D.: 11,39	N = 70
Leuven Centraal	Gemid.: 43,5 / mediaan: 43,5 / S.D.: 12,84	N = 72

Wat de nationaliteit betreft, hebben 35 verschillende nationaliteiten en 2 apatride gedetineerden de vragenlijst ingevuld. Een kleine 3 op 4 respondenten heeft de Belgische nationaliteit (72,5%), daarna komen de Marokkaanse (n=21; 4,9%) en de Italiaanse (n=10; 2,3%). Omwille van de kleine aantallen respondenten in enkele gevangenissen en tevens door de zeldzaamheid van sommige nationaliteiten moet vermeden worden dat gedetineerden kunnen geïdentificeerd worden. De verdeling per gevangenis wordt hier kort weergegeven op basis van het onderscheid Belg – andere (dus: niet-Belg) en op basis van de verblijfsstatus zoals gerapporteerd door de respondenten.

**Tabel 6. Recht op verblijf**

Gevangenis: indeling	<b>Recht op verblijf</b>				Totaal
	Ja	Nee	Probleem met verblijfsrecht	Ik weet het niet	
<b>BERKENDAEL</b>					
Belg	24	0		0	24
Andere	3	2		1	6
Totaal	27	2		1	30
<b>MARNEFFE</b>					
Belg	33				33
Andere	8				8
Totaal	41				41
<b>ITTRE</b>					
Belg	39	1*	0	1	41
Andere	9	2	2	2	15
Totaal	48	3	2	3	56
<b>RUISELEDE</b>					
Belg	19				19
Andere					
Totaal	19				19
<b>HASSELT</b>					
Belg	93	0	2	1	96
Andere	26	6	5	1	38
Totaal	119	6	7	2	134
<b>TILBURG</b>					
Belg	41	0	0	1	42
Andere	7	11	6	2	26
Totaal	48	11	6	3	68
<b>LEUVEN CENTRAAL</b>					
Belg	52	0		0	52
Andere	5	12		1	18
Totaal	57	12		1	70
<b>Totaal 7 gevangenissen</b>	359	34	15	10	418

\*Dit is zeer betwifelbaar, maar niet helemaal onmogelijk.

wordt hier kort weergegeven op basis van het onderscheid Belg – andere (dus: niet-Belg) en op basis van de verblijfsstatus zoals gerapporteerd door de respondenten.

Uit de tabel kan afgeleid worden dat de respondenten van beide open gevangenissen allemaal verblijfsrecht hebben en dat ze in grote mate de Belgische nationaliteit bezitten.

Inzake burgerlijke stand valt op te merken dat 192 gedetineerden (44,4%) vrijgezel zijn, 89 gedetineerden (20,6%) zijn gescheiden, 66 respondenten (15,3%) getrouwd, 41 (9,5%) hebben een relatie en 17 (3,9%) is weduwnaar/weduwe. Er zitten tussen de gevangenissen geen grote verschillen.

Als moedertaal kwamen 25 verschillende talen naar voor, met als belangrijkste talen Nederlands (n= 212; 49.1%), Frans (n=128; 29.6%), Arabisch (n=16; 3.7%) en Berbers (n=13; 3.0%). Per gevangenis wordt hier een overzicht gegeven waarbij de landstalen (Frans en Nederlands) naast vreemde moedertalen geplaatst worden. Er was geen enkele respondent met Duits als moedertaal.

**Tabel 7. Taal**

Gevangenis	Taal			Totaal
	Frans	Nederlands	Andere	
Berkendael	26		4	30
Marneffe	38	1	6	45
Ittre	50		7	57
Ruiselede		19		19
Hasselt	5	100	32	137
Tilburg	7	42	23	72
Leuven Centraal	2	50	20	72
<i>Totaal</i>	128	212	92	432

Het grote verschil tussen de landstalen is deels te verklaren door de grotere responsegraad in de gevangenis van Hasselt. Ook dient onderstreept te worden dat 4 van de 7 gevangenissen tot de regionale directie Noord behoren en officieel Nederlandstalig zijn (inclusief Tilburg als annex van de gevangenis van Wortel).

**Tabel 8. Vaste verblijfplaats in België voor opsluiting**

Gevangenis	Vaste verblijfplaats in België voor opsluiting		Totaal
	Ja	Nee	
Berkendael	24	5	29
Marneffe	43	2	45
Ittre	50	7	57
Ruiselede	17	2	19
Hasselt	115	21	136
Tilburg	53	16	69
Leuven Centraal	55	17	72
<i>Totaal</i>	357	70	427

Gedetineerden kregen eveneens de vraag of ze voor hun opsluiting een vaste verblijfplaats in België hadden. 357 respondenten gaven daarop een positief antwoord, 70 stelden geen vaste verblijfplaats in het land te hebben vooraleer ze opgesloten werden. In bovenstaande tabel staat de verdeling per gevangenis.

Tevens werd in enkele vragen gepeild naar het strafrechtelijk verleden van de gedetineerden. Zo werd gevraagd op welke leeftijd (in 5 groepen) de respondenten hun eerste veroordeling hebben opgelopen (inclusief een maatregel van de jeugdrechter). Wat opvalt, is dat de meeste gedetineerden aangeven pas op latere leeftijd een eerste veroordeling te hebben ontvangen. Slechts 33 zouden jonger dan 16 jaar geweest zijn bij een eerste veroordeling of maatregel, 26 waren tussen de 16 en 18 jaar, 63 tussen 18 en 20 jaar, 81 tussen 20 en 25 jaar en 187 respondenten (43.3%) stellen na hun 25ste een eerste veroordeling te hebben opgelopen.

Ook werd gevraagd naar de totale duur (in categorieën) die men tijdens het ganse leven al achter de tralies heeft doorgebracht. Voor de totale groep respondenten vielen de antwoorden als volgt uit elkaar: 60 (13.9%) gedetineerden stelden minder dan 1 jaar in hun leven achter de tralies te hebben gezeten, 99 (22.9%) tussen 1 en 3 jaar, 90 (20.8%) meer dan 3 tot 5 jaar, 89 (20.6%) gedetineerden meer dan 5 tot 10 jaren en 62 gedetineerden (14.4%) lieten weten al meer dan 10 jaren van hun leven achter de tralies te hebben doorgebracht. Op deze vraag kwamen enkele verschillen naar voor tussen de respondenten per gevangenis. In onderstaande tabel wordt een overzicht gegeven.

**Tabel 9. Totale tijd in de gevangenis**

Gevangenis	Totale tijd doorgebracht in de gevangenis tijdens gans leven (niet enkel huidige opsluiting)					Totaal
	< 1 jaar	1 – 3 jaren	> 3 – 5 jaren	> 5 – 10 jaren	> 10 jaren	
Berkendael	14	4	6	4	2	30
Marneffe	1	19	15	5	3	43
Ittre	3	8	17	14	14	57
Ruiselede	4	4	3	2		13
Hasselt	28	34	17	24	16	119
Tilburg	6	21	21	17	4	69
Leuven Centraal	4	9	11	23	23	70
<b>Totaal</b>	<b>60</b>	<b>99</b>	<b>90</b>	<b>89</b>	<b>62</b>	<b>400</b>

Voor de gevangenis van Marneffe en Ruiselede en in mindere mate in Berkendael ligt het zwaartepunt van de totale tijd doorgebracht in detentie eerder op de periode tot 5 jaren. Dit zijn net twee open gevangenis. Die vaststelling kan een indicatie zijn voor het selectieve karakter van beide inrichtingen. Wat Berkendael betreft, gaat het om een arresthuis waar ook veroordeelden zitten. Dat verklaart mogelijks de grote concentratie aan personen met een kortere periode in opsluiting, naast enkele personen die al meer dan 5 jaren in een gevangenis hebben doorgebracht. De andere vier inrichtingen hebben een groot aantal personen met meer dan 5 jaar detentie. Voor Leuven Centraal blijkt het zwaartepunt op zeer lange verblijven in opsluiting te liggen, wat gezien de bijzonderheid van Leuven Centraal geen verrassing is. Zowel in Leuven Centraal als in Hasselt verblijven daarnaast ook personen in voorlopige hechtenis. Hasselt en Ittre zijn nieuwe, zwaarbeveiligde inrichtingen waar tevens veroordeelden met langere straffen opgesloten worden.

Toch mag niet al te gemakkelijk de totale duur in opsluiting in verband gebracht worden met de gevangenis waarin men verblijft. Het is bijvoorbeeld niet ondenkbaar dat gedetineerden tijdens eerdere straffen al een aanzienlijke periode in detentie hebben doorgebracht. Dat gegeven laat meer definitieve conclusies over de band tussen classificatie, de gevangenis waarin men verblijft en de feitelijke detentieduur op basis van deze vragenlijst niet toe.

Gedetineerden kregen ook de vraag of het de eerste keer is dat ze in de gevangenis zitten en, indien dat niet het geval is, hoe vaak men al eerder opgesloten is geweest. 166 gedetineerden

gaven mee dat het hun eerste opsluiting is, 256 anderen dat ze al eerdere opsluitingen hebben ondergaan. Bij de twee aan elkaar verbonden vragen viel op dat een kleine groep gedetineerden stelde voor het eerste opgesloten te zitten, waarna ze wezen op een aantal eerdere opsluitingen. Die 24 gedetineerden hadden één eerdere opsluiting (n=17), 2 tot 5 eerdere detenties (n=6) of, in één geval, 10 of meer eerdere opsluitingen. De antwoorden op de eerste vraag zijn dus niet allemaal correct. Wat het geheel van de respondenten betreft, valt voor de vraag over voorgaande opsluitingen het volgende op te tekenen: 101 (23.4%) gedetineerden heeft één eerdere opsluiting vermeld, 145 (of 33.6%) 2 tot 5 voorgaande detenties, 25 gedetineerden hebben tussen 6 en 9 voorgaande keren in de gevangenis verbleven en 12 personen (2.8%) hebben 10 of meer opsluitingen ondergaan voorafgaand aan de huidige detentie.

Aangaande de huidige opsluiting bevatte de enquête onder andere enkele vragen over de wettelijke status, de strafduur, naast vragen over classificatie. Qua wettelijke status beantwoordden 38 personen in voorlopige hechtenis de enquête (8.8%), 331 respondenten waren veroordeeld (76.6%) en 31 (of 9.5%) stelden in de gevangenis te verblijven wegens de intrekking van een invrijheidstelling (die intrekking impliceert niet dat het gaat om uitsluitend veroordeelden). Daarnaast is er geen informatie over 22 respondenten.

Wat de strafduur betreft, kwam naar voor dat 54 respondenten een totale straf van maximum 3 jaar ondergaan, 120 personen (27.8%) hebben een straf van meer dan 3 tot 5 jaar, 105 gedetineerden (24.3%) zitten een straf uit van meer dan 5 tot 10 jaar, 22 (of 5.1%) respondenten hebben een straf van meer dan 10 tot 15 jaar, 35 (8.1%) ondergaan een levenslange vrijheidsstraf, 1 persoon zit momenteel in de periode van zijn terbeschikkingstelling van de regering (TBR) en 4 wezen op een categorie 'andere'. De strafduur per gevangenis wordt hieronder in de tabel vermeld.

**Tabel 10. Strafduur**

Gevangenis	Strafduur					Levenslang	TBR	Andere	Totaal
	Max. 3j	>3-5j	>5-10j	>10-15j	>15j				
Berkendael	7	2	2	1	5	2		2	21
Marneffe		22	18	2		1			43
Ittre		16	23	5	5	8			57
Ruiselede	5	5	5	1	2	1			19
Hasselt	33	37	21	7	12	2	1		113
Tilburg	6	34	18	2	4	2			66
Leuven Centraal	3	4	18	4	16	19		2	66
	54	120	105	22	44	35	1	4	385

Hier valt opnieuw op dat in Leuven Centraal een populatie van zeer langgestraften verblijft. Verder valt op te merken dat slechts in twee van de 7 gevangenissen geen respondent stelt een straf van maximum 3 jaar uit te zitten: Marneffe en Ittre. In Hasselt is een mix van gedetineerden met korte en lange vrijheidsstraffen aanwezig. In Tilburg is dat ook het geval, maar met het zwaartepunt op straffen boven de drie jaar (wellicht te verklaren door de aparte selectie voor die gevangenis, waardoor zeer kortgestraften amper zullen doorgestuurd worden). In Ruiselede en Marneffe, beide open gevangenissen, valt eveneens op dat er weinig gedetineerden met zeer lange straffen verblijven.

In de vragenlijst werd tevens gepolst naar de duur van het verblijf in de huidige gevangenis.

respondenten stelden minder dan één maand in de huidige gevangenis te verblijven, 104 vermeldden een periode tussen 1 en 6 maanden, 72 wezen op een periode van 7 tot 12 maanden, 95 personen antwoordden tussen 13 en 24 maanden in de huidige gevangenis te zitten en 121 verbleven al meer dan 2 jaar in de huidige gevangenis. De verblijfsduur in de huidige gevangenis wordt in bovenstaande tabel vermeld. Voor Tilburg geldt dat gedetineerden de laatste antwoordcategorie niet kunnen gebruiken, aangezien Tilburg bij de bevraging nog geen twee jaren gebruikt werd door het Belgische gevangeniswezen. Verder valt op te merken dat op basis van deze cijfers een relatieve stabiliteit van de respondenten mag vermoed worden. Indicaties daarvoor zijn het beperkt aantal gedetineerden dat minder dan één maand in de huidige gevangenis verblijft (7.2%) en het grote aantal dat al meer dan 2 jaren in de huidige gevangenis opgesloten zit (een kleine 30% van de respondenten). In termen van penitentiaire classificatie is dat een mogelijke positieve bevinding.

**Tabel 11. Duur verblijf huidige gevangenis**

Gevangenis	Duur verblijf huidige gevangenis					Totaal
	< één maand	1-6 maanden	7-12 maanden	13-24 maanden	Meer dan 2 jaar	
Berkendael	8	4	11	2	5	30
Marneffe		10	9	12	13	44
Ittre	1	14	8	12	22	57
Ruiselede		4	3	5	5	17
Hasselt	17	47	20	20	30	134
Tilburg	1	22	13	33		69
Leuven	4	3	8	11	46	72
Centraal						
<i>Totaal</i>	31	104	72	95	121	423

Toch is die interpretatie niet zomaar te volgen: het hangt onder meer af van wat gedetineerden met die vraag begrepen hebben. Rekenen ze zelf bijvoorbeeld een verblijf in een ziekenhuis of in een ziekenhuisvleugel van een gevangenis mee of niet als een verblijf elders, zien ze een korte transfer (voor om het even welke reden) als een verblijf of slechts als een 'afwezigheid' van de inrichting waar ze verblijven? Dat valt hieruit en uit de andere verzamelde gegevens niet af te leiden.

Een andere indicatie i.v.m. classificatie betreft het aantal gevangenisstraffen waarin men verbleven heeft tijdens de huidige opsluiting. De antwoorden op die vraag liepen sterk uiteen (tussen 1 en 15 gevangenisstraffen tijdens de huidige detentie).

**Tabel 2. Aantal gevangenisstraffen tijdens huidige opsluiting**

Gevangenis	Aantal gevangenisstraffen huidige opsluiting															Totaal
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Berkendael	12	5	1	6	1											25
Marneffe	4	29	7	2	1	1										44
Ittre		28	16	6	1	1	1	2		1		1				57
Ruiselede		9	5	2		1										17
Hasselt	56	35	9	6	9		2	3		2		1	2		1	126
Tilburg		36	18	8	4	3				1						70
Leuven	5	30	26	5	2	2	2									72
Centraal																
<i>Totaal</i>	77	172	82	35	18	8	5	5	4		2	2		1		411

Het zwaartepunt bij de overgrote meerderheid van de gedetineerden in elk van de 7 gevangenisstraffen ligt op 1 à 3 verschillende gevangenisstraffen tijdens de huidige opsluiting, wat,

mits in rekening brengen van de detentieduur, kan wijzen op een vrij stabiel verblijf voor een groot deel van de respondenten. Daar tegenover staat een kleine groep gedetineerden die tijdens de huidige opsluiting in minstens 5 gevangnissen heeft verbleven (n=45; ca. 10%). Zij hebben vermoedelijk een veel meer bewogen detentie. 9 gedetineerden hebben in 10 of meer gevangnissen verbleven. Het gaat om een zeer kleine groep (zo'n 2%) die een wellicht vrij instabiele detentie doormaakt en regelmatig naar een andere gevangenis op transfer gezet wordt. Voor de gevangenis van Tilburg is het logisch dat elke gedetineerde minstens in één andere gevangenis heeft verbleven vooraleer naar Tilburg te zijn gebracht. Ook is het opvallend dat gedetineerden in Leuven Centraal in weinig andere gevangnissen hebben verbleven. Hasselt en Ittre lijken dan weer een vrij diverse populatie te huisvesten, inclusief gedetineerden met eerder instabiele detentieperiodes.

Maar opnieuw rijst hier het probleem van interpretatie: wat begrijpen gedetineerden wanneer gevraagd wordt naar hun verblijf in verschillende gevangnissen? Indien het gaat om het louter 'passeren' in functie van het bijwonen van een rechtszaak, kan het zijn dat de ene gedetineerde dit vermeldt als een extra verblijf, terwijl een ander dat niet doet. Dergelijke interpretatieproblemen maken duidelijke conclusies op basis van deze bevraging vrij moeilijk.

In de vragenlijst werd tevens gepeild naar het aantal transfers en naar het type transfers dat gedetineerden tijdens hun huidige opsluiting hebben ondergaan. Qua aantal transfers valt een grote variatie op te tekenen, gaande van 0 tot 64 transfers. Hoewel het aantal transfers en het aantal verschillende gevangnissen tijdens de huidige detentie met elkaar verband houden, zijn beide niet volledig hetzelfde. Transfers kunnen ook naar een ziekenhuis of naar een rechtbank. Toch valt op dat een kleine groep gedetineerden een groot aantal transfers heeft meegemaakt. Hieronder volgt een overzicht van de types transfers. Deze zijn tevens gebaseerd op voorgaande fasen van het onderzoek, waaronder de interviews met gedetineerden. In totaal werden 12 antwoordmogelijkheden vermeld, inclusief een optie 'andere'.

**Tabel 13. Aantal transfers huidige opsluiting**

Gevangenis	Aantal transfers huidige opsluiting												Totaal	
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	>10		
Berkendael	15	5	1	3	3	1		1					1	30
Marneffe	1	28	4	3	4	1	1	2						44
Ittre		15	22	11	1	1	1		2				4	57
Ruiselede		7	4	1	3	1								16
Hasselt	51	22	10	4	10	4	4	2	1	1	3	13		125
Tilburg		27	16	11	5	1	2	1	2		1	4		70
Leuven Centraal	4	20	20	8	5	4	2	5				2		70
<i>Totaal</i>	71	124	77	41	31	13	10	11	5	1	4	24		412

Het zou te ver leiden om op elk van deze onderscheiden types transfers in te gaan. In functie van het onderzoek worden de tuchttransfers, transfers wegens overbevolking, i.f.v. reclassering, i.f.v. uitzitten straf, zonder gekende reden en transfers op eigen vraag naderbij bekeken. Deze transfers hebben op het eerste gezicht het meest uitstaans met penitentiaire classificatie. Per type wordt achtereenvolgens een overzicht gegeven voor de 7 gevangnissen.



**Tabel 14. Type transfers**

Type transfer	Aantal transfers							Totaal
	0	1	2	3	4	5	>5	
Medische redenen – gevangenis	315	48	11	6	3	2	4	389
Medische redenen – ziekenhuis	341	29	12	4			3	389
Tuchttransfer	357	25	2	3			2	389
Bezoektransfer	372	8	4	4			1	389
Transfer wegens overbevolking	316	59	8	3	1		2	389
Nabijheid partner/familie	358	27	3			1		389
Transfer i.f.v. reclassering	353	32	2	2				389
Bijwonen zitting rechtbank	292	50	17	11	3	3	13	389
Transfer i.f.v. uitzitten straf	272	86	14	5	6	1	5	389
Transfer zonder gekende reden	308	62	8	5		3	3	389
Op eigen vraag	332	51	3	1		2		389
Andere reden	365	22	2					389

Wat opvalt bij de tuchttransfers, is dat vooral Ittre en Hasselt eruit springen. In Hasselt hebben 12 respondenten aangeduid al minstens één keer op tuchttransfer te zijn gezet, in Ittre zijn dat er 8. In Ruiselede heeft geen enkele respondent een tuchttransfer ondergaan en in Marneffe blijft het ook beperkt tot 1 persoon.

**Tabel 15. Tuchttransfers**

Gevangenis	N tuchttransfer							Totaal
	0	1	2	3	4	5	>5	
Berkendael	27	2		1				30
Marneffe	37	1						38
Ittre	48	7		1				56
Ruiselede	14							14
Hasselt	109	7	2	1			2	121
Tilburg	65	4						69
Leuven Centraal	57	4						61

Bij de transfers wegens overbevolking (in het Frans soms aangeduid als ‘désencombrement’, letterlijk ‘ontstopping’) blijken in elke gevangenis gedetineerden te vermelden ooit op basis van die reden naar een andere gevangenis te zijn overgebracht. Ittre, Hasselt en Tilburg springen er hier bovenuit. Dat het aantal voor Tilburg hoger ligt, hoeft niet te verbazen. Sommige gedetineerden verklaren wellicht hun overbrenging richting Tilburg met een verwijzing naar de overbevolking.

**Tabel 16. Transfers wegens overbevolking**

Gevangenis	N transfers wegens overbevolking							Totaal
	0	1	2	3	4	5	>5	
Berkendael	27	2	1					30
Marneffe	34	4						38
Ittre	45	10		1				56
Ruiselede	11	3						14
Hasselt	100	14	5		1		1	121
Tilburg	41	23	3	1			1	69
Leuven Centraal	58	3						61

Transfers in functie van het reclasseringsplan (waarbij vermeld werd dat het gaat om een transfer die toelaat een opleiding, een cursus of een behandeling te volgen) komen relatief weinig voor. Amper 34 respondenten stellen al minstens één keer tijdens de huidige opsluiting een transfer in functie van het reclasseringsplan te hebben gehad. Dat aantal ligt logischerwijze zeer hoog in Ruiselede, een gevangenis van waaruit op voorhand een screening gebeurt van potentiële deelnemers aan het B-leave programma en waar ook andere reclasseringsmogelijkheden aanwezig zijn. Opvallend is dat 8 gedetineerden in Hasselt en evenveel respondenten in Tilburg verwijzen naar minstens één transfer i.f.v. reclassering. Even opvallend is het beperkt aantal respondenten in Marneffe dat wijst op een dergelijke transfer – nochtans ook een open gevangenis waarvan verondersteld mag worden dat ze meer gericht is op de overgang van de gevangenis naar buiten.

**Tabel 17. Transfers i.f.v. reclassering**

Gevangenis	N transfers i.f.v. reclassering							Totaal
	0	1	2	3	4	5	>5	
Berkendael	30							30
Marneffe	34	4						34
Ittre	54	2						56
Ruiselede	4	10						14
Hasselt	113	6	1	1				121
Tilburg	61	6	1	1				69
Leuven Centraal	57	4						61

Het aantal transfers dat volgens de respondenten gericht is op het uitzitten van de straf, komt in elke gevangenis voor. Deze optie is vooral gelieerd aan een veroordeling met vervolgens een transfer naar een andere gevangenis (of een ander deel in een gevangenis) om de strafuitvoering aan te vatten. Vooral de gevangenissen van Leuven Centraal, Hasselt en Ittre hebben een groot aantal respondenten dat deze optie aangevinkt heeft. Voor Leuven Centraal en Ittre kan dat te maken hebben met de sterke gerichtheid op langere straffen, zodat iemand in principe eerst elders in voorlopige hechtenis verblijft en pas vanaf de veroordeling in één van deze gevangenissen opgesloten wordt. Voor Hasselt kan dat ook spelen, m.a.w. vanuit sommige gevangenissen zullen gedetineerden richting Hasselt gestuurd worden om hun straf uit te zitten, naast het feit dat personen die in voorlopige hechtenis in Hasselt zaten, er hun straf ook kunnen uitzitten, ongeacht de duur van de straf.

**Tabel 18. Transfers i.f.v. uitzitten straf**

Gevangenis	N transfers i.f.v. uitzitten straf							Totaal
	0	1	2	3	4	5	>5	
Berkendael	27	1	1		1			30
Marneffe	28	10						38
Ittre	31	21	4					56
Ruiselede	10	4						14
Hasselt	93	15	4	2	2	1	4	121
Tilburg	51	10	1	3	3		1	69
Leuven Centraal	32	25	4					61

Interessant is tevens het aantal transfers zonder gekende reden. Dit gaat rechtstreeks naar de kern van classificatie en betreft evenzeer een aspect van procedurele rechtvaardigheid.

**Tabel 3. Transfers zonder gekende reden**

Gevangenis	N transfers zonder gekende reden							Totaal
	0	1	2	3	4	5	>5	
Berkendael	28	1	1					30
Marneffe	28	9		1				38
Iltre	44	11				1		56
Ruiselede	12	2						14
Hasselt	100	9	5	2		2	3	121
Tilburg	45	22	2					69
Leuven Centraal	51	8		2				61

Met uitzondering van Berkendael en Ruiselede komt dit minstens bij 10 respondenten per gevangenis voor. Voor de respondenten uit Tilburg (24 op de 69, meer dan één op drie) kan dit te maken hebben met hun transfer naar de gevangenis van Tilburg, waarbij de redenen voor de transfer niet altijd duidelijk waren en al evenmin of het op basis van instemming was. Ook voor de gevangenissen van Hasselt (n=21; zo'n 17%), Iltre (n=12; ca.21%) en Marneffe (n=10; 26%) is er een groot aantal respondenten dat stelt minstens één keer een transfer te hebben ondergaan zonder te weten waarom.

Die vaststelling is problematisch, want wanneer personen de reden van een beslissing niet kennen, dan kan het de ervaren legitimiteit van de instelling (verder) aantasten en leiden tot problemen qua ervaren autonomie en eventueel uitmonden in (meer) weerstand. Mensen kunnen zich machteloos voelen, als speelbal overgeleverd aan een systeem, waardoor dat systeem en de personen die het symboliseren het risico lopen als verwerpelijk te worden gepercipieerd – 'reject the rejectors'. Natuurlijk blijft hier ook de opmerking gelden dat de interpretatie van antwoorden moeilijk ligt. In welke mate hebben respondenten niet overdreven, in welke mate hebben ze de gekende redenen voor een transfer genegeerd of zijn ze die vergeten? Het is niet mogelijk dat op een sluitende manier via alleen maar een bevraging te achterhalen.

Aan de andere kant van de medaille zijn er transfers die op basis van een vraag van de gedetineerde zijn uitgevoerd.

**Tabel 20. Transfers op eigen vraag**

Gevangenis	N transfers op eigen vraag							Totaal
	0	1	2	3	4	5	>5	
Berkendael	29	1						30
Marneffe	28	10						38
Iltre	49	6	1					56
Ruiselede	9	5						14
Hasselt	110	8	1	1		1		121
Tilburg	57	10	1			1		69
Leuven Centraal	50	11						61

Voor de gevangenissen van Marneffe en Ruiselede ligt het relatieve aantal transfers op eigen vraag betrekkelijk hoog, respectievelijk 10 (iets meer dan 25%) en 5 op 14 (meer dan één op drie). Toevallig of niet, het gaat hier om de twee open inrichtingen in de bevraging. Een ander punt is dat er gedetineerden in elke gevangenis zijn die minstens één keer een transfer hebben gehad op basis van hun eigen vraag; in Tilburg gaat het zelfs om 12 op 69 respondenten (ca 16%). In tegenstelling tot transfers waarvoor men de reden niet kent, kan een transfer die er gekomen is op basis van een eigen vraag (of waarvan een respondent minstens de perceptie heeft dat hij daar mee bij aan de oorsprong van lag) bijdragen tot een verhoogde ervaren

legitimiteit van het systeem en tot een gevoel van meer autonomie (men is als het ware mee de auteur van zijn eigen detentietraject, toch minstens voor dit aspect ervan). Dat kan dan weer positief werken, het kan bijvoorbeeld zorgen tot medewerking van gedetineerden met het systeem.

Ook ‘interne classificatie’ kwam beperkt aan bod in de bevraging. Er werd gepeild naar het aantal keer dat een gedetineerde van cel is veranderd in de huidige gevangenis. Niet minder dan 320 gedetineerden op een totaal van 423 (of 74.1%) stelden in de huidige gevangenis al eens naar een andere cel te zijn verhuisd. De resultaten hiervan zijn echter zeer moeilijk te plaatsen. Een gevangenis kan een soort progressief regime voorzien, dient contacten tussen sommige gedetineerden te vermijden, soms is er een soort inductieperiode in een meer gesloten vleugel. Dat alles maakt dat het aantal ‘interne transfers’ slechts een oppervlakkige indicatie is. Er werd niet verder ingegaan op redenen voor de wijziging van cel – achteraf bekeken was het beter geweest dat wel te doen. Deze beperking maakt dat hier niet dieper wordt op gefocust. Wel kan meegegeven worden dat, zeker voor de periode van de laatste 6 maanden, de overgrote meerderheid van de respondenten in dezelfde leefruimte is kunnen blijven. Dat is een indicatie voor een bepaalde mate van stabiliteit. Anderzijds zijn er in diezelfde 6 maanden ook wel 148 gedetineerden minstens één keer en 20 respondenten zelfs 4 maal of meer van cel verhuisd, indicaties voor een beperkte stabiliteit.

**Tabel 4. Aantal keer van cel veranderd in huidige gevangenis**

	N keer van cel veranderd in huidige gevangenis							
	0	1	2	3	4	5	>5	
Totaal	104	86	56	59	41	30	41	417
Laatste 6 maanden	208	63	41	22	12	5	3	354

Respondenten werd gevraagd naar hun disciplinaire problemen tijdens hun opsluiting en in de huidige gevangenis. Iets meer dan de helft van de respondenten stelde tijdens de huidige opsluiting al eens een tuchtrapport te hebben ontvangen (225 van de 423 of 53.2%). Voor de ganse opsluiting en voor de laatste 6 maanden van opsluiting wordt in de tabel kort een overzicht gegeven van het aantal tuchtrapporten.

**Tabel 22. Aantal tuchtrapporten ontvangen**

	Aantal tuchtrapporten ontvangen										Totaal	
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9		≥10
Totaal tijdens opsluiting	198	82	49	23	17	11		2	5	1	22	410
Totaal laatste 6 maanden	278	55	29	7	2			1			3	375

Voor de huidige gevangenis geldt dat 173 gedetineerden op 423 (40.9%) stelden al eens minstens één tuchtrapport te hebben ontvangen. 73 van de 421 respondenten lieten weten in de huidige gevangenis al in de strafcel of tucht vleugel gezeten te hebben (17.3%). Per gevangenis wordt een overzicht gegeven van het aantal tuchtrapporten en of men al dan niet in de strafcel of tucht vleugel gezeten heeft.

Deze cijfers lijken niet te wijzen op belangrijke verschillen tussen de respondenten per gevangenis. Enkel vermeldden de respondenten in de gevangenissen van Ittre, Hasselt en Leuven Centraal al meer in een strafcel of tucht vleugel te hebben gezeten. Daaruit valt echter weinig te concluderen. Immers, gedetineerden met langere vrijheidsstraffen hebben ook meer kans om tijdens een bepaald moment in hun opsluiting in een strafcel te belanden. Het kan ook wijzen op minder stabiele, gedragsmatig meer problematische profielen, maar geen enkele interpretatie hierover kan bevestigd worden op basis van deze gegevens.

**Tabel 5. Overzicht disciplinaire problemen**

	N tuchtrapporten huidige opsluiting										Totaal	Strafcel/tuchtvlugel huidige gevangenis		Totaal	
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9		≥10	Nee		ja
Berkendael	16	3	2	2					1		6	30	27	3	30
Marneffe	21	11	6	2	1				1			43	42	2	44
Ittre	18	17	6	6	2	1		1	1	1	4	57	45	12	57
Ruiselede	8		3		1				1	1		15	14	5	19
Hasselt	75	22	8	6	5	3					7	126	105	27	132
Tilburg	36	17	9	3	2	3					1	71	62	8	70
Leuven Centraal	24	12	15	4	5	4		1			3	68	53	16	68

Een laatste dimensie met rechtstreeks belang voor classificatie betreft de externe contacten. Dat werd slechts in drie vragen nagegaan. Een eerste vraag betrof of men al dan niet bezoek ontvangt in de huidige opsluiting en de afstand van de huidige gevangenis voor de bezoekers. Drie op vier respondenten stelden bezoek te ontvangen (317 van de 423 of 74.9%), 106 gedetineerden lieten weten in de huidige gevangenis geen bezoek te hebben. Tevens werd gevraagd hoe ver de huidige gevangenis van de vroegere woonplaats gelegen is – dit als een indicatie voor de afstand ten aanzien van het (vroegere) sociale netwerk. Van de 399 respondenten stelden 165 (38.2%) dat de huidige gevangenis op maximum 50 kilometers van de vroegere woonplaats gesitueerd is, voor 116 gedetineerden (29.1%) bedraagt de afstand tot de vroegere woonplaats tussen de 50 en de 100 kilometers en voor 29.6% (118) ligt de huidige gevangenis op meer dan 100 kilometers van de vroegere woonplaats. Ten derde werd gevraagd of gedetineerden regelmatig contact hebben met hun familie (niet enkel via bezoeken, ook via briefwisseling en telefonisch). 77 van 422 respondenten (18.2%) stelden niet regelmatig contact met de familie te hebben, terwijl iets meer dan 4 op de 5 gedetineerden positief antwoordden (345 op 422).

In onderstaande tabel worden deze gegevens per gevangenis bekeken.

**Tabel 24. Informatie over externe contacten**

Gevangenis	Bezoek (V1)		Afstand (V2)			Contact familie (V3)		N totaal		
	Ja	Nee	<50km	>50-100km	>100km	Ja	nee	V1	V2	V3
Berkendael	20	10	13	8	8	24	6	30	29	30
Marneffe	35	8	14	18	11	34	9	43	43	43
Ittre	42	15	30	16	8	47	10	57	54	57
Ruiselede	17	2	11	4	2	17	2	19	17	19
Hasselt	115	18	78	28	22	116	16	133	128	132
Tilburg	37	34	1	16	47	48	21	71	64	69
Leuven Centraal	51	19	18	26	20	59	13	70	64	72

Dat de afstand ten aanzien van de gevangenis van Tilburg voor een aanzienlijk deel van de gedetineerden groot is, viel te verwachten, maar ook voor Hasselt en Leuven Centraal signaleerde een belangrijk deel van de respondenten een grote afstand ten aanzien van de vroegere woonplaats. Of dit een rol speelt bij het al dan niet ontvangen van bezoek, werd verder nagegaan voor het totaal.

Voor de totale groep respondenten blijkt dat er een significante associatie is tussen het al of niet ontvangen van bezoek enerzijds en de afstand tussen de vroegere woonplaats en de huidige gevangenis anderzijds ( $\chi^2$  : 37.958; df : 2; sig. : .000). Cramer's V geeft een waarde aan van .309, wat een gematigd sterke associatie is. Dit betekent echter dat niet alles zomaar verklaard wordt door de beide variabelen met elkaar in verband te brengen. De richting van de associatie (op basis van de verwachte frequenties, E(f), van de waarden): naarmate de afstand tussen de vroegere woonplaats en de huidige gevangenis toeneemt, zijn er meer gedetineerden die geen bezoek ontvangen. Per gevangenis kon dit niet nagegaan worden voor de drie antwoordmogelijkheden 'afstand'. De eerste twee werden samengeklapt (0-100 km) en vergeleken met meer dan 100 kilometer afstand. Voor de ganse populatie gaf dit opnieuw een significante associatie ( $\chi^2$  : 34.921; df : 1; sig. : .000) met een vergelijkbare associatiesterkte (Phi : .297). Voor 6 van de 7 gevangenissen kon door de te lage antwoordaantallen (vooral op de antwoordmogelijkheid geen bezoek) niet nagegaan worden of er een associatie was. Enkel voor Tilburg kon dat wel (voldoende E(f) bij de variabele bezoek of niet) en bleek de associatie tussen al of niet bezoek ontvangen en afstand tussen de huidige gevangenis en de vroegere woonplaats niet significant ( $\chi^2$  : .010; df : 1; sig. : .577).

Andere bevroegde gegevens over opsluiting hebben te maken met de tijdsbesteding in detentie en het aantal uren dat men op cel verblijft tijdens de (werk)dag. Qua tijdsbesteding waren 6 antwoordmogelijkheden voorzien. De verdeling van de respondenten is als volgt: opleiding (22; 5.3%); werk (207; 49.8%); opleiding en werk (47; 11.3%); ziek/invaliden (geen werk) (24; 5.8%); werkloos (77; 18.5%) en 'andere' (39; 9.0%). Zo'n 75% van de respondenten stelt in de gevangenis een tijdsbesteding te hebben. Toch is dat aantal relatief. Wanneer gevraagd wordt of men regelmatig meer dan 6 uren opgesloten zit tijdens de (actieve of werk)dag, dan antwoorden 167 gedetineerden (40.3%) daarop bevestigend.

Een laatste groep vragen ging over de psychologische gezondheidstoestand en verslaving. 96 van de 420 respondenten (22.9%) antwoordden ooit al psychiatrische geneesmiddelen te hebben genomen. 81 gedetineerden hebben ooit al een psychiatrische behandeling ondergaan (19.4% van 417). 80 respondenten van de 414 stelden in een psychiatrisch ziekenhuis of een psychiatrische annex te hebben verbleven (19.3%). 54 van de respondenten (op 401; 13.5%) signaleerden minstens een keer ooit zichzelf te hebben verwond (automutilatie), 31 enkel buiten de gevangenis, 15 enkel in de gevangenis en 8 zowel in de gevangenis als buiten. 16.7% van de gedetineerden liet weten ooit in het verleden al een poging tot zelfdoding te hebben ondernomen (69 op 413), 39 enkel buiten de gevangenis, 17 enkel in de gevangenis en 13 zowel in de gevangenis als buiten.

269 respondenten op 416 (64.7%) vermeldden geen probleem met alcoholgebruik of met drugs te hebben. 61 gedetineerden signaleerden een probleem met druggebruik, 43 met alcoholgebruik en 43 met alcohol- en druggebruik. 325 gedetineerden gaven een antwoord op de vraag of ze bij hun opsluiting dienden af te kicken van alcohol en/of drugs. Voor 255 (78.5%) respondenten was dat niet nodig, 49 gedetineerden dienden af te kicken van drugs, 13 van alcohol en 8 moesten bij hun opsluiting zowel voor drugs als voor alcohol afkicken.

Een laatste vraag van het beschrijvend deel polste bij gedetineerden naar hun evaluatie van het regime. Ze konden het regime van hun huidige gevangenis evalueren als open, halfopen of gesloten. 145 gedetineerden op een totaal van 407 evalueerden hun regime als open (35.6%), 138 (33.9%) als halfopen en 124 (30.5%) als een gesloten regime. Per gevangenis geeft dit volgend overzicht in de tabel. Enkel in Ruiselede heeft geen enkele respondent het regime als gesloten geëvalueerd. Zeer opvallend is dat voor de andere 6 gevangenissen het ganse

spectrum aan evaluatiesvoorkomt. Dat betekent dat bepaalde respondenten in de hoogbeveiligde gevangenissen Ittre en Hasselt die gevangenissen evalueerden als een gevangenis met een ‘open regime’. De gevangenis van Leuven Centraal werd door de meerderheid als een gevangenis met een ‘open regime’ bestempeld – het open regime is daar wellicht een goede verklaring voor. Ook in Tilburg hebben de meeste respondenten laten weten dat het regime open of halfopen is. Deze variabele toont eigenlijk aan dat de fysieke structuur van een gevangenis niet per se hoeft in verband te staan met hoe het regime ervaren wordt. Een open gevangenis als Marneffe kan als een gevangenis met gesloten regime ervaren worden, terwijl gedetineerden een gesloten gevangenis als Hasselt of Ittre als een inrichting met open regime kunnen ervaren.

**Tabel 25. Evaluatie regime huidige gevangenis**

Gevangenis	Evaluatie regime huidige gevangenis			Totaal
	Open	Halfopen	gesloten	
Berkendael	8	15	7	30
Marneffe	25	17	2	44
Ittre	8	24	20	52
Ruiselede	15	3		18
Hasselt	17	39	70	126
Tilburg	17	28	22	67
Leuven Centraal	55	12	3	70

#### 4.2. Analyse MQPL

Hieronder worden de resultaten van het tweede gedeelte van de MQPL besproken. Het zou te ver leiden om diepgaand in te gaan op alle vragen (niet minder dan 135). Enkel de schalen die statistisch aan één factor (d.w.z. aan één achterliggend concept) verbonden zijn, worden behandeld.

Vooraleer daarmee te beginnen, volgt hier kort een bespreking van de door respondenten vermelde algemene evaluatie van de gevangenis waarin ze verbleven. De vragenlijst eindigde met de vraag om de gevangenis waarin ze verbleven, te scoren op de kwaliteit van het leven voor gedetineerden (score van 0 tot 10). Deze evaluatie wordt hier kort eerst vermeld.

Op basis van een ANOVA ( $F : 8.303$ ;  $df : 6$ ;  $sig. : .000$ ) is gekeken naar de verschillen tussen de evaluatie van de levenskwaliteit tussen gevangenissen. Daarbij werden volgende statistisch significante verschillen vastgesteld. De gevangenissen van Berkendael en Ittre verschillen onderling significant van elkaar ( $.069$ ) qua evaluatie van de levenskwaliteit. Berkendael wordt gemiddeld hoger geëvalueerd dan Ittre (mean difference: 1.682). Ook Leuven Centraal wordt gemiddeld hoger geëvalueerd en dat ten aanzien van de gevangenissen van Marneffe (mean difference: 1.425;  $sig. : .034$ ), Ittre (mean difference: 2.366;  $sig. : .000$ ) en Hasselt (mean difference: 2.136;  $sig. : .000$ ). Dat Leuven Centraal gemiddeld beter geëvalueerd wordt dan Marneffe, is verrassend, aangezien Marneffe één van de weinige open gevangenissen is, terwijl Leuven Centraal een gesloten gevangenis voor langgestraften betreft. Mogelijks speelt bij de veroordeelden het open regime mee in de evaluatie van de leefkwaliteit. Dat open regime kan mogelijks ook bijdragen tot een verklaring waarom Leuven Centraal gemiddeld significant beter geëvalueerd is dan de gevangenissen van Ittre en Hasselt, nochtans gevangenissen waar (een belangrijk deel van) de populatie uit veroordeelden bestaat. De gevangenissen van Ruiselede en Tilburg bleken in geen enkele vergelijking qua gemiddeldes significant te verschillen van de andere gevangenissen.

Tevens is nagegaan of er een verband is tussen de evaluatie van de leefkwaliteit en de evaluatie van het regime (open, halfopen, gesloten). Dit kon omwille van een statistisch klein aantal respondenten voor de meeste gevangenissen enkel nagegaan worden voor de totale populatie. Daaruit kwam een significante associatie op de voorgrond ( $X^2 : 101.850$ ;  $df : 18$ ;  $sig. : .000$ ). De sterkte van de associatie was gematigd (Cramer's  $V : .371$ ;  $sig. : .000$ ). Aangezien er geen normale verdeling is voor de evaluatie van het regime, werd de sterkte en richting van de associatie bekeken met een Kendall Tau b. De waarde daarvan bedroeg  $-.384$  ( $sig. : .000$ ), met andere woorden, naarmate de score op de ene variabele hoger is, is de score op de andere variabele lager. Dat is als volgt te verklaren: de variabele 'evaluatie regime' wordt gescoord van 1 (open regime) tot 3 (gesloten regime). Dus valt het resultaat van de associatie als volgt te lezen: naarmate een gedetineerde het regime van de huidige gevangenis als meer gesloten heeft geëvalueerd, scoort hij/zij de leefkwaliteit van de gevangenis minder hoog.

**Tabel 26. Evaluatie levenskwaliteit huidige gevangenis**

	Evaluatie levenskwaliteit huidige gevangenis										N
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Totale populatie	19	21	23	31	36	44	71	89	24	23	381
Berkendael	1	1			1	5	7	8	1	2	26
Marneffe	2	4	1	3	3	6	10	11	2	2	44
Ittre	8	1	3	7	8	8	7	9	3		54
Ruiselede				2	3	1	5	2		2	15
Hasselt	6	7	14	14	15	15	21	23	3	1	119
Tilburg	2	7	4	1	6	3	11	14	6	8	62
Leuven Centraal		1	1	4		6	10	22	9	8	61

Hierna komen de verschillende schalen aan bod. De schalen die niet opgenomen zijn in deze bespreking, worden hier even opgesomd. De schaal 'entry into custody' bleek niet goed te zijn: factoranalyse wees uit dat er 2 achterliggende factoren in zaten. Ook de schalen 'help and assistance', 'humanity', 'consistency' en 'drugs' hebben twee achterliggende factoren, de schaal 'policing' zelfs drie. Drie schalen, 'safety' (Cronbach's Alpha :  $.260$ ), 'adaptation' (Cronbach's Alpha:  $.49$ ) en 'distress' (Cronbach's Alpha :  $.49$ ), hebben een te lage interne betrouwbaarheid. Deze worden ook niet behouden. De overige schalen worden hieronder elk afzonderlijk besproken. Bij de vergelijking van de onderlinge verschillen tussen gevangenissen wordt gebruik gemaakt van de Bonferroni post-hoc test.

De eerste schaal van de MQPL die in dit onderzoek bevestigd wordt, is die van 'respect/courtesy'. Deze schaal bestaat uit acht vragen die betrekking hebben op de mate waarin gedetineerden zich met respect en beleefdheid bejegend en behandeld voelen. Op basis van een factoranalyse blijkt dat de acht vragen een goede schaal vormen (mean:  $27.69$ ; min.:  $8$ ; max.:  $40$ ), met voldoende interne betrouwbaarheid (Cronbach's Alpha:  $.87$ ). De stelling 'Ik heb het gevoel dat het personeel in deze gevangenis op een respectvolle manier met mij omgaat' bleek de beste indicator voor de factor (item-to-scale betrouwbaarheid:  $.856$ ). Aangezien het gemiddelde op  $27.69$  ligt, kan gesteld worden dat de respondenten over het algemeen van mening zijn dat ze met respect bejegend en behandeld worden. Er zijn echter significante verschillen tussen de gevangenissen ( $F: 8.62$ ;  $df: 6$ ;  $sig.: .000$ ).

De gevangenis van Berkendael verschilt op deze schaal significant van de gevangenissen van Ittre en Hasselt. In beide gevallen ligt het gemiddelde van Berkendael voor de schaal respect



significant hoger dan in de gevangenissen van Ittre en Hasselt (respectievelijk, mean difference: 6.26, sig. : .001 en mean difference: 4.65, sig. : .013). Marneffe volgt dat stramien en scoort significant beter dan Ittre (mean difference: 5.75; sig.: .000) en Hasselt (mean difference: 4.14; sig. : .011). De gevangenis van Ittre heeft het laagste gemiddelde op de schaal en verschilt naast Berkendael en Marneffe ook significant van Tilburg (mean difference: -5.41; sig.: .000) en Leuven Centraal (mean difference: -6.11; sig.: .000). Ruiselede verschilt niet significant van de andere gevangenissen. Hasselt is significant verschillend van de gevangenissen van Berkendael en Marneffe, maar ook van de gevangenissen van Tilburg (mean difference: -3.80; sig.: .004) en Leuven Centraal (mean difference: -4.50; sig.: .001). Leuven Centraal, zoals hierboven al vermeld, scoort dus significant anders en hoger dan Ittre en Hasselt.

Hierbij tekent zich vooral af dat de gevangenissen van Ittre en Hasselt op deze schaal minder goed scoren dan op de andere 5 gevangenissen en dat in de meeste gevallen op een statistisch significante manier. In de figuur worden de gemiddelde schaalcores per gevangenis vermeld. De score 28/40 (in de figuur weergegeven door een lijn) staat voor een neutrale score<sup>108</sup>.

Een volgende schaal die in de bevraging behouden blijft, is die van 'staff-prisoner relationships'. Op basis van 7 verschillende vragen kregen gedetineerden de mogelijkheid om zich over de kwaliteit van de contacten tussen personeel en gedetineerden uit te spreken. De schaal is intern betrouwbaar (Cronbach's Alpha: .86) en heeft volgende waarden: mean: 22.77; min. : 7.00; max.: 35.00. De stelling 'Het personeel in deze gevangenis toont vaak eerlijkheid en integriteit' is de sterkste indicator (.805) voor de schaal. Er zijn significante verschillen tussen de gevangenissen (F: 8.57; df: 6; sig. : .000).

De gevangenis van Berkendael verschilt met Ittre (mean difference: 7.00; sig.: .000) en Hasselt (mean difference: 4.02; sig.: .031). Dit komt er op neer dat gedetineerden in Berkendael op een statistisch significante manier de relaties tussen personeel en gedetineerden hoger inschatten dan die in Ittre en in Hasselt. Voor de gevangenis van Marneffe komt één significant verschil naar voor, te weten met de gevangenis van Ittre (mean difference: 4.97; sig.: .002). Ittre verschilt naast Berkendael en Marneffe ook significant van de gevangenissen van Ruiselede (mean difference: -6.11; sig. : .007), Tilburg (mean difference: -5.81; sig. : .000) en Leuven Centraal (mean difference: -6.21; sig. : .000) en is net niet significant met Hasselt (mean difference: -2.98; sig. : .051). Hasselt verschilt met Berkendael en met Leuven Centraal (mean difference: -3.23; sig. : .022).

Ook bij deze schaal komt naar voor dat Hasselt en Ittre de twee slechtst scorende gevangenissen zijn op het vlak van contacten tussen personeel en gedetineerden. Onderling is er ook een bijna significant verschil ten nadele van Ittre. Er scoort slechts één gevangenis duidelijk positief, Berkendael (gemiddelde score: 25.64). Twee gevangenissen zitten op de neutrale score: Ruiselede (24.75) en Tilburg (24.45). Leuven Centraal heeft een lichtjes lagere score (22.77), Ittre en Hasselt scoren afgetekend minder, met zelfs een slechte score voor Ittre (18.63).

---

<sup>108</sup> De berekening van de neutrale score of het midden van de gemiddelde schaalcores gebeurt als volgt. De minimale score wordt afgetrokken van de maximale score en van dat resultaat wordt de helft genomen. Dat wordt vervolgens opgeteld bij de minimale score. Hier is dat  $40-8: 32$ .  $32/2$  is 16.  $16+8$  is vervolgens 24.

Tevens werd nagegaan wat gedetineerden vonden van vragen over 'decency' (niet eenduidig te vertalen, maar dit verwijst onder meer naar degelijkheid, behoorlijkheid en beschaafdheid) in de gevangenis. Dat gebeurde aan de hand van 5 vragen. Op basis van factoranalyse bleek dat het een goede schaal is (mean: 15.36; min.: 5.00; max. : 25.00), met voldoende interne betrouwbaarheid (Cronbach's Alpha: .66). De stelling 'Dit is een behoorlijke gevangenis' is de beste indicator voor deze schaal (.815). Het gemiddelde van 15.36 ligt niet echt hoog. Er blijken significante verschillen tussen gevangenissen (F: 16.71; df : 6; sig. : .000).

Berkendael verschilt significant van de gevangenis van Ittre (mean difference: 2.88; sig. : .010) en van Hasselt (mean difference: 2.84; sig. : .004). Ook Marneffe verschilt van Ittre (mean difference: 3.46; sig. : .000) en van Hasselt (mean difference: 3.42; sig. : .000). Ittre heeft daarnaast ook een statistisch significant verschil met de gevangenissen van Ruiselede (mean difference: -4.51; sig. : .000) en Tilburg (mean difference: -2.43; sig. : .011). Ruiselede en Hasselt zijn tevens sterk verschillend (mean difference: 4.47; sig. : .000). Hasselt scoort daarnaast ook betekenisvol slechter dan de gevangenissen van Tilburg (mean difference: -2.39; sig. : .002) en Leuven Centraal (mean difference: -4.95; sig. : .000). De gevangenis van Tilburg verschilt significant op dit vlak van Leuven Centraal (mean difference: -2.56; sig. : .011).

Opnieuw lijken Ittre en Hasselt sterk op elkaar (ze verschillen niet significant van elkaar) en verschillen ze sterk van de andere gevangenissen. Voor deze schaal betekent het dat in beide gevangenissen gedetineerden in belangrijke mate als minder 'behoorlijk' evalueren. Hun gemiddelden op een schaal tussen 5 en 25 zijn respectievelijk 13.48 en 13.52, wat neerkomt op een slechte score (gemiddelden met scores van ca 8/20). Slechts 2 gevangenissen scores boven lichtjes positief (Ruiselede met een gemiddelde van 18 en Leuven Centraal met een gemiddelde van 18.47). De vijf andere gevangenissen zitten onder de neutrale score.

Op basis van 4 vragen is gepeild naar de zorg voor kwetsbare personen in opsluiting (schaal 'care for the vulnerable' in de MQPL). Dit is een goede schaal (mean: 12.28; min. : 4.00; max. : 20.00), met een betrouwbaarheid Cronbach's Alpha .75. De beste indicator voor deze schaal is de stelling 'Slachtoffers van pesters krijgen alle hulp die ze nodig hebben om aan het gepest het hoofd te kunnen bieden' (.725). Het gemiddelde voor de respondenten ligt vrij laag en wijst er op dat deze schaal qua gemiddelde waarde maar amper de helft van de mogelijke score behaalt (8.28/16). Ook blijkt hier dat er onderlinge verschillen zijn tussen de gevangenissen (F : 7.38; df : 6; sig. : .000).

Berkendael verschilt significant van de gevangenissen van Marneffe (mean difference: 2.49; sig.: .037), Ittre (mean difference: 4.18; sig.: .000), Hasselt (mean difference: 3.50; sig.: .000) en Tilburg (mean difference: 2.59; sig.: .015). In de gevangenis van Berkendael hebben respondenten dus significant meer de indruk dat er zorg gedragen wordt voor kwetsbare personen in opsluiting. Ittre heeft daarnaast nog statistisch significante verschillen met Ruiselede (mean difference: -3.42; sig.: .004). Ruiselede verschilt zelf bijkomend nog van Hasselt (mean difference: 2.74; sig.: .031).

Voor deze schaal zijn er dus enkele onderling belangrijke verschillen, zonder echt twee of meerdere gevangenissen over dezelfde kam te mogen scheren. De algemene score ligt laag, Ittre en Hasselt scoren gemiddeld laag op deze schaal.

Gedetineerden werd ook gevraagd naar de professionaliteit van het personeel in de gevangenis. Dit gebeurde op basis van 9 vragen. Factoranalyse wees uit dat het een goede schaal is, met een hoge interne betrouwbaarheid (Cronbach's Alpha: .91). De gemiddelde waarde ligt op 29.66 (min.: 9.00; max.: 45), wat betekent dat de professionaliteit van het personeel als toereikend wordt ervaren (20.66/36). De uitspraak 'Het personeel in deze gevangenis behandelt gedetineerden fair wanneer ze voordelen toekennen' is het meest indicatief voor de schaal (.811). Er zijn onderlinge verschillen tussen gevangenissen (F: 2.93; df: 6; sig.: .008). Uit de post-hoc test blijkt dat er slechts één significant verschil is tussen twee gevangenissen. In Berkendael verschilt de professionaliteit van het personeel significant van die in Ittre (mean difference: 6.12; sig.: .030). Verder zijn er geen andere statistisch significante verschillen.

Op basis van 8 verschillende vragen werd bij gedetineerden gepeild naar 'bureaucratic legitimacy', met andere woorden, de legitimiteit van 'het systeem'. Een factoranalyse gaf aan dat dit een goede schaal is, met een voldoende interne betrouwbaarheid (Cronbach's Alpha: .79). Het gemiddelde ligt op 18.29 (min.: 7.00; max.: 35), wat betekent dat de respondenten op dit vlak gemiddeld een vrij slechte score toekennen aan de legitimiteit van het bureaucratische apparaat waarmee men als gedetineerde in contact komt. De gemiddelde score komt neer op 11.29/28, ongeveer 4/10. De beste indicator voor deze schaal is de stelling 'Ik moet voorzichtig zijn bij alles wat ik in deze gevangenis doe, of het kan tegen mij gebruikt worden' (.679). Er zijn onderlinge verschillen tussen de gevangenissen (F: 6.90; df: 6; sig.: .000).

De gevangenis van Berkendael verschilt significant van de gevangenissen van Ittre (mean difference: 4.52; sig.: .006) en van Hasselt (mean difference: 3.58; sig.: .030). Dit betekent dat gedetineerden in Berkendael een significant hogere 'bureaucratische legitimiteit' ervaren dan gedetineerden in Ittre en Hasselt. De gevangenis van Marneffe verschilt eveneens significant van Ittre (mean difference: 3.57; sig.: .032). De gemiddelde score voor Ittre ligt ook significant anders dan in Tilburg (mean difference: -3.37; sig.: .020) en Leuven Centraal (mean difference: -4.92; sig.: .000). Verder kan ook een significant verschil opgetekend worden tussen Hasselt en Leuven Centraal (mean difference: -3.98; sig.: .000).

Wederom komen Ittre en Hasselt in vergelijkingen als slechter naar voor. Toch kunnen beide niet zomaar naast elkaar gezet worden. Anderzijds, indien de gemiddelde scores per gevangenis bekeken worden, dan zitten beide vrij dicht tegen elkaar aan (15.79 en 16.74) en is de eerstvolgende gevangenis pas Tilburg met een gemiddelde score van 19.16. Beide gevangenissen scoren dus nog veel slechter dan het algemene gemiddelde. Ittre scoort voor respondenten op dit vlak iets meer dan 3/10, Hasselt zit op 3.5/10.

De schaal 'fairness' kan tevens in de bespreking opgenomen worden. De interne betrouwbaarheid is goed, met een Cronbach's Alpha van .83 en met een gemiddelde score van 17.51 (min.: 6.00; max.: 30.00). Dat gemiddelde ligt laag voor het geheel van de respondenten, net onder de helft (11.51/24 of ca. 48% van de maximale meetwaarde). De uitspraak 'Mijn rechten als gedetineerde worden in deze gevangenis gerespecteerd.' is uit een totaal van 6 vragen het meest indicatief voor de schaal (.813). Tussen de gevangenissen onderling zijn er tevens enkele significante verschillen (F: 5.05; df: 6; sig.: .000).

Een eerste significant verschil valt te noteren tussen de gevangenis van Berkendael en die van Ittre (mean difference: 4.16; sig.: .011). *Fairness* zoals ervaren door gedetineerden in

Berkendael is significant beter dan die in Ittre. Ittre zelf verschilt daarnaast nog significant van Leuven Centraal (mean difference: -4.03; sig.: .002). Het laatste onderlinge verschil is gelegen tussen de gevangenen van Hasselt en die van Leuven Centraal (mean difference: -3.14; sig.: .008). De onderlinge verschillen blijven dus relatief beperkt, wat betekent dat de gemiddelden van de gevangenen niet sterk uiteen liggen. Dat betekent tevens dat alle gevangenen afzonderlijk niet goed scoren op de ervaren *fairness*, nochtans een cruciaal onderdeel in de procedurele rechtvaardigheid.

Gedetineerden kregen telkens 4 vragen over de materiële levensomstandigheden in de gevangenis. Deze vragen vormen samen een schaal met een betrouwbaarheid Cronbach's Alpha: .70 en met een gemiddelde van 15.55 (min.: 4.00 en max.: 20.00). De stelling 'Ik krijg voldoende mogelijkheden om mezelf proper en net te houden' is de beste indicator voor de factor (.713). Het gemiddelde op deze schaal is hoog, wat een zeer goede indicatie is voor goede materiële detentieomstandigheden (tenminste, in deze 7 gevangenen en zoals gerapporteerd door de respondenten). Met een gemiddelde score van 15.55 (of 11.55/16) wordt bijna het maximum gescoord: ca. 72% van de maximale meetwaarde. Er vallen wel enkele significante verschillen tussen gevangenen te noteren (F: 3.67; df: 6; sig.: .001). De twee verschillen hebben telkens met Leuven Centraal te maken. Leuven Centraal verschilt significant van de gevangenen van Ittre (mean difference: 2.53; sig.: .000) en Hasselt (mean difference: 1.64; sig.: .018). Dit betekent dat de materiële levensvoorwaarden zoals bevraagd en beantwoord, als significant beter zijn geëvalueerd in Leuven Centraal, een gevangenis van 150 jaar oud, dan in 2 van de nieuwste inrichtingen in België.

Tevens werd in drie vragen naar de familiecontacten gepolst. Dit bleek na factoranalyse ook een schaal te zijn (Cronbach's Alpha: .67). Het gemiddelde ligt hier op 10.28 (min.: 3.00; max.: 15.00), wat relatief goed is (7.28/12 of ca. 60% van de maximale meetwaarde). De uitspraak 'Het is in deze gevangenis mogelijk om vaak genoeg bezoek te ontvangen' is het meest indicatief (.753) voor de factor. Er zijn enkele onderlinge verschillen tussen de gevangenen (F: 12.32; df: 6; sig.: .000).

Een eerste opvallend verschil betreft dat tussen de gevangenis van Berkendael en die van Leuven Centraal (mean difference: -2.09; sig.: .019), wat betekent dat gedetineerden in Berkendael vinden dat ze op een statistisch significante manier minder goed contact kunnen onderhouden met hun familie dan gedetineerden in de gevangenis van Leuven Centraal. Natuurlijk mag hier het verschillende karakter van beide groepen niet genegeerd worden, wat wellicht mee kan verklaren waarom er een verschil is (vrouwen in Berkendael, mannen in Leuven Centraal; allerhande categorieën in Berkendael, overwegend langgestraften in Leuven Centraal). De gevangenis van Marneffe verschilt dan weer van die van Ittre (mean difference: 1.85; sig.: .020), Hasselt (mean difference: 2.14; sig.: .000) en Tilburg (mean difference: 2.60; sig.: .000) in positieve zin. Ittre en Leuven Centraal verschillen onderling (mean difference: -2.60; sig.: .000). De gemiddelde scores voor Ruiselede en Hasselt lopen tevens uiteen (mean difference: 2.38; sig.: .021), evenals die tussen Ruiselede en Tilburg (mean difference: 2.84; sig.: .005). Hasselt en Leuven Centraal verschillen ook onderling (mean difference: -2.89; sig.: .000), evenals Tilburg en Leuven Centraal (mean difference: -3.34; sig.: .000). Uit deze verschillen komt naar voor dat Leuven Centraal op het vlak van familiecontacten (inclusief bezoekenmogelijkheden) sterk verschilt van 4 andere gevangenen (Berkendael, Ittre, Hasselt en Tilburg). Verder scoren ook Marneffe en Ruiselede in vergelijkingen met andere gevangenen enkele keren beter, maar het betreft open gevangenen, waar de brug tussen

de gevangenis en de buitenwereld in principe groter is. Voor Leuven Centraal heeft één en ander wellicht te maken met de goede bezoekfaciliteiten (materieel en qua frequentie en duur).

In 8 vragen werd gevraagd naar de ‘persoonlijke ontwikkeling’ die de gevangenis biedt aan gedetineerden. Deze vragen vormen een schaal met een factor die voldoende intern betrouwbaar is (Cronbach’s Alpha: .87). De gemiddelde waarde is 24.25 (min.: 8.00; max.: 40.00), ca. 50% van de maximale meetwaarde. De meest indicatieve uitspraak voor deze schaal is ‘Ik word in deze gevangenis aangemoedigd om naar bepaalde doelen toe te werken’ (.802). Onderling zijn er tevens verschillen tussen gevangenissen (F: 10.74; df: 6; sig.: .000).

De gemiddelde score van Berkendael verschilt van die in de gevangenissen van Ittre (mean difference: 7.59; sig.: .000), Hasselt (mean difference: 6.67; sig.: .000) en Tilburg (mean difference: 5.95; sig.: .004). Dit betekent dat gedetineerden in de gevangenis ervaren dat er meer mogelijkheden zijn omtrent persoonlijke ontwikkeling dan in de drie andere gevangenissen. Tevens verschilt Marneffe van Ittre (mean difference: 5.98; sig.: .001) en Hasselt (mean difference: 5.06; sig.: .002). Ittre scoort ook sterk anders dan Ruiselede (mean difference: -8.35; sig.: .000) en Leuven Centraal (mean difference: -6.21; sig.: .000). Daarnaast springt een verschil tussen Ruiselede en de gevangenissen van Hasselt (mean difference: 7.43; sig.: .001) en Tilburg (mean difference: 6.71; sig.: .010) in het oog. Hasselt en Leuven Centraal liggen qua score ook significant uit elkaar (mean difference: -5.29; sig.: .000). Een laatste opvallende verschil betreft dat van Tilburg met Leuven Centraal (mean difference: -4.57; sig.: .016).

Opvallend is dat Tilburg hierbij ten aanzien van drie gevangenissen slechter scoort en bij één ander is er net geen significant verschil (Marneffe). Op dit vlak valt Tilburg dus te vergelijken met Ittre en Hasselt. Anderzijds moet opgemerkt worden dat in Tilburg de diensten van de Vlaamse Gemeenschap afwezig waren ten tijde van de bevraging, waardoor de vergelijking met bijvoorbeeld Hasselt moeilijker ligt. De mogelijkheid om activiteiten te ontplooiën, om het reclasseringsplan voor te bereiden, opleidingen te volgen en dergelijke verschilt dus met gevangenissen op het Belgische grondgebied. Dat zal ten dele een verklaring kunnen zijn. Daarnaast scoren Hasselt en Ittre weer minder goed in vergelijkingen met andere gevangenissen.

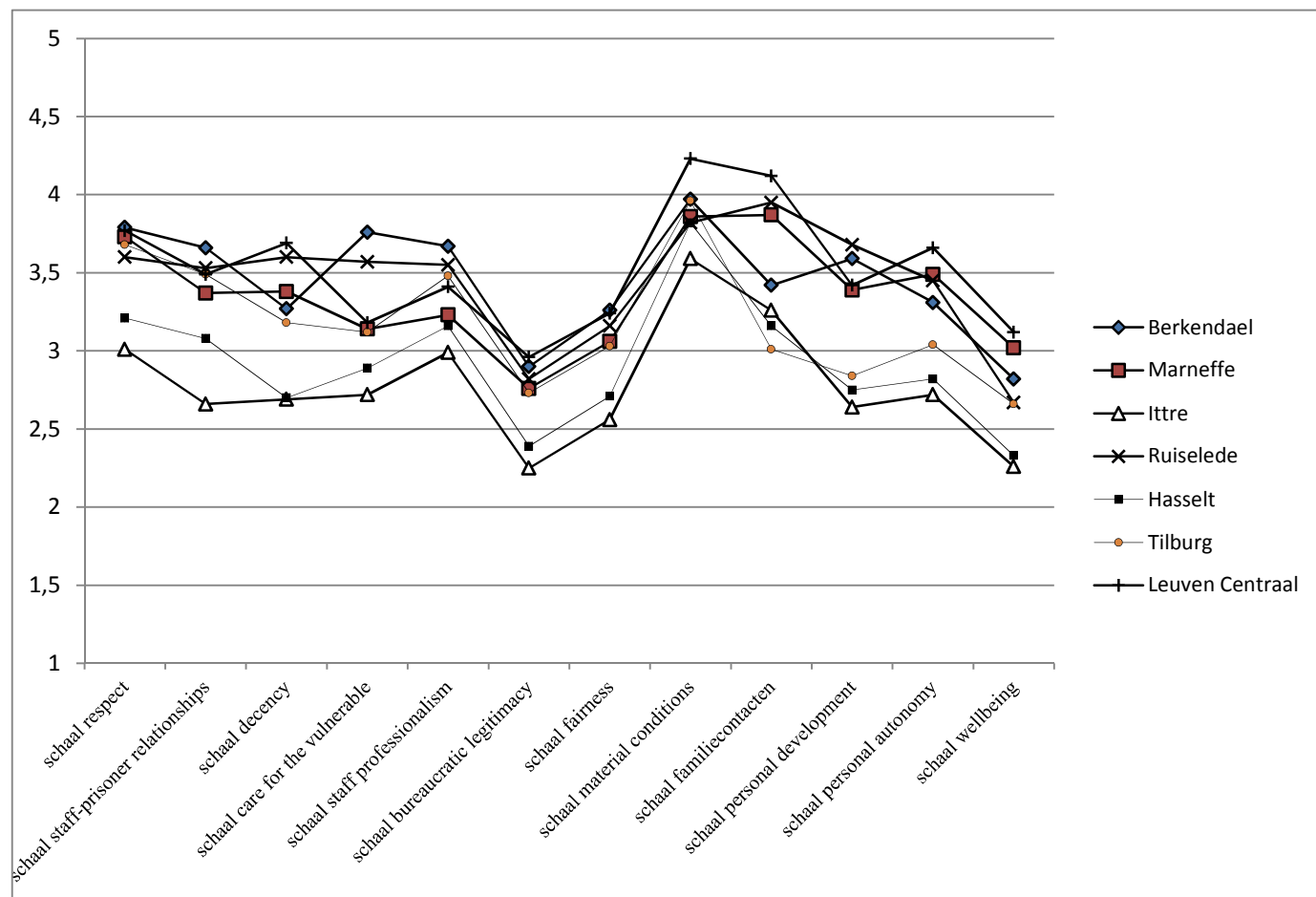
De voorlaatste schaal in de MQPL en die behouden kan blijven in dit onderzoek, betreft de factor ‘persoonlijke autonomie’ (Cronbach’s Alpha: .69). Het gemiddelde bedraagt 12.43 (min.: 4.00; max.: 20.00) en ligt daarmee niet echt hoog (8.43/16), dus amper op de helft van de maximale waarde. De stelling ‘Je kan jezelf blijven in deze gevangenis’ hangt het meest samen met de factor (.651). Tussen de gevangenissen onderling vallen ook enkele verschillen op te tekenen (F: 11.17; df: 6; sig.: .000).

Een eerste verschil kan vastgesteld worden tussen de gevangenissen van Berkendael en die van Ittre (mean difference: 2.34; sig.: .041). De gevangenis van Marneffe verschilt van de gevangenissen van Ittre (mean difference: 3.06; sig.: .000) en Hasselt (mean difference: 2.66; sig.: .000). Ittre verschilt zelf significant van Ruiselede (mean difference: -2.90; sig.: .036) en Leuven Centraal (mean difference: -3.76; sig.: .000). Hasselt heeft sterk verschillende scores van Leuven Centraal (mean difference: -3.36; sig.: .000). Tilburg heeft ook verder nog een sterk verschillend gemiddelde van Leuven Centraal (mean difference: -2.50; sig.: .001). Ittre en Hasselt hebben ook op deze schaal de laagste gemiddelde waarden, maar verschillen dus niet significant van alle andere gevangenissen.

De laatste schaal in de MQPL is die van ‘wellbeing’ (vrij vertaald: welbevinden, welzijn), bestaande uit 4 vragen (Cronbach’s Alpha: .82). De gemiddelde score op de schaal is 10.47 (min.: 4.00; max.: 20.00), wat zeer laag is (6.47/16 of ca. 40% van de maximale score). De meest samenhangende stelling met deze factor is ‘Mijn opsluiting in deze gevangenis is tot hiertoe stresserend geweest’ (.840). Tussen de gevangenissen onderling zijn enkele significante verschillen (F: 6.93; df: 6; sig.: .000).

De gevangenis van Marneffe verschilt significant van de gevangenissen van Ittre (mean difference: 3.02; sig.: .003) en Hasselt (mean difference: 2.76; sig.: .002). Ittre en Leuven Centraal verschillen eveneens (mean difference: -3.40; sig.: .000). Hasselt heeft een sterk verschillend gemiddelde in vergelijking met dat van Leuven Centraal (mean difference: -3.14; sig.: .000). Ook uit deze laatste factor komen Ittre en Hasselt als minst scorende gevangenissen op de voorgrond. De gemiddelde scores voor beide zijn 9.07 en 9.33, wat telkens zeer laag is ten aanzien van de maximale score (respectievelijk ca.31% en 33%).

**Figuur 1. Vergelijking 7 gevangenissen**



In deze figuur wordt voor elk van de 7 gevangenissen de gemiddelde score op de 12 schalen weergegeven. Alle schalen zijn herleid tot een waarde tussen 1 en 5, wat correspondeert met de Likertschaal die respondenten dienen in te vullen. De lijn met waarde 3 staat voor een neutrale score. Alles onder die waarde kan als een negatieve score beschouwd worden, alles erboven als positief.

Uit deze figuur blijkt dat de score voor de schaal bureaucratische legitimiteit voor elke gevangenis negatief is. Ook de scores voor de schalen over welbevinden (wellbeing) en persoonlijke ontwikkeling (personal development) zijn voor respectievelijk 5 en 3 gevangenissen negatief. Ittre en Hasselt scoren op de meeste schalen laag, doorgaans het laagst van de 7. Enkel op de schaal familiecontacten scoort de gevangenis van Tilburg het laagste. Het beschrijvend deel van de survey toont dat er geen statistisch significante associatie is tussen de afstand tussen de gevangenis en de vroegere woonplaats en het al dan niet ontvangen van bezoek, wat de eerste indruk die over de gevangenis van Tilburg zou kunnen rijzen, meteen ontkracht.

## **5. Tussentijdse conclusies**

De vragenlijst werpt in het verlengde van de interviews een complex beeld op classificatie. De band tussen aspecten van classificatie, het regime en detentiebeleving kan niet eenduidig vastgesteld worden. Zoals de resultaten op de vragenlijst aantonen, scoren bepaalde gevangenissen relatief slechter dan andere en valt dat niet zelden samen met het verschil tussen de meest open en de meest hoogbeveiligde inrichtingen. Anderzijds komt niet naar voor dat gedetineerden in Tilburg bijvoorbeeld een veel minder goede detentiebeleving hebben dan de andere gevangenissen in het onderzoek (met uitzondering van enkele vergelijkingen). De algemene conclusie is dat er dus geen algemene conclusie te trekken is. Dat is misschien mager in het licht van al het voorgaande, maar op elk van de boven besproken punten kan afzonderlijk in detail worden ingegaan. Pas als men op het einde alles naast elkaar legt, rijst de stellige indruk dat er complexe verbanden zijn tussen de persoon, zijn/haar opsluiting en beleving ervan, de classificatie van de gedetineerden in verschillende betekenissen en dimensies, evenals het regime van de gevangenis waarin men verblijft. Vooral interessant is de mate waarin een gedetineerde het regime als open, halfopen of gesloten beoordeelt en zijn/haar persoonlijke evaluatie van de leefbaarheid van de gevangenis. Er zijn op het eerste gezicht weinig indicaties voor echt zwaar doorwegende negatieve of positieve gevolgen van classificatiegerelateerde aspecten (transfers,...). Dat maakt dat er niet van 'het' perspectief van 'de' gedetineerde kan gesproken worden, maar dat er enkel her en der lijnen te trekken zijn die verdere aandacht vragen. De scores op de MQPL tonen ook het belang aan van bepaalde regimedimensies en van procedurele (en ook ten dele substantiële) rechtvaardigheid in gevangenissen. Aandacht voor de procedurele kant van classificatiebeslissingen zou daarbij een bescheiden bijdrage kunnen leveren.

## CONCLUSIONS GENERALES

### 1. Définition et enjeux

La classification occupe une place importante dans la littérature criminologique, essentiellement la littérature anglo-saxonne. Le terme « classification » en matière pénitentiaire vise la politique de répartition des détenus dans les différentes prisons et la différenciation des établissements, mais également la différenciation des individus au sein de la population en fonction de divers critères pertinents et l'adoption de régimes spécifiques pour les différentes catégories. Les définitions de la classification sont donc multiples comme le sont également les objectifs qui lui sont assignés. La littérature distingue ainsi quatre types d'objectifs - le management, le traitement, la compréhension des comportements et la prédiction de la récidive - qui peuvent se recouvrir, ou entrer en concurrence, déterminant alors des principes, des acteurs et des outils qui sont loin d'être identiques.

La littérature distingue également les types de classification selon qu'ils sont basés sur une évaluation clinique et une décision discrétionnaire ou selon qu'ils sont réglés par l'application d'un instrument permettant une évaluation de forme actuarielle. Il est important de relever que, lorsque la recherche est en mesure de comparer une classification basée sur l'usage d'un instrument de classification à une classification basée sur un jugement clinique et une application discrétionnaire par des professionnels, ce dernier mode de classification semble amener à classer proportionnellement davantage les détenus dans un niveau de sécurité plus élevé que ce qui était strictement requis (Bonta et Motiuk, 1992 ; Alexander, 1986). En prenant une décision de classification de façon discrétionnaire, la responsabilité d'éventuels problèmes incite en effet les acteurs à vouloir réduire le risque, à prendre des positions plus conservatrices et à procéder ainsi à une surclassification. Plusieurs recherches montrent enfin que la surpopulation peut avoir des effets négatifs sur les pratiques de classification, notamment en entraînant une surclassification. En situation de surpopulation, une place vide sera en effet directement remplie, quelles que soient les conséquences de la classification en termes d'adéquation au profil du détenu. Et plus l'urgence se fera marquante plus le risque de surclassification sera accru.

La surclassification soumet ainsi des personnes, de façon injustifiée, à des formes plus contraignantes de contrôle et de surveillance et à des mesures de sécurité plus dures que ce qui est vraiment nécessaire. Outre l'aspect humain, ce processus entraîne également des coûts supplémentaires. L'analyse de la littérature nous indique qu'un système de classification objectif est de nature à rencontrer en grande partie les critiques formulées à l'égard des pratiques d'évitement de tout risque dans la prise de décision ('risk-averse decisions') conduisant à une surclassification. Une définition nous est fournie à laquelle on pourra ultérieurement utilement se référer (Austin, 2003).

### 2. La réglementation

De l'examen des dispositions internationales, la *Recommandation sur les règles pénitentiaires européennes R (2006)* ressort comme étant, parmi l'ensemble des textes juridiques de référence, le document officiel le plus important et le plus précis concernant le processus de classification : on y trouve le projet le plus abouti de fixation de règles de détention qui devraient permettre d'assurer à toute personne privée de liberté, dès le moment de son arrestation, la dignité, l'accès et la garantie à un jugement équitable ainsi que des conditions



de détention respectueuses des droits humains fondamentaux. *L'ensemble de règles minima pour le traitement des détenus*, adopté par le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, se distingue quant à lui par l'assignation de buts précis à la classification et par l'exigence explicite de mise en œuvre d'une étude de personnalité du détenu dès son admission.

De façon générale, le droit international fournit un ensemble de repères intéressants permettant d'orienter la pratique de classification pénitentiaire en Belgique. Outre les critères de genre, d'âge et de situation légale on retiendra en particulier la dualité de l'évaluation de la situation du détenu portant à la fois sur les risques et sur les besoins. Aux côtés de cette *summa divisio*, des critères plus spécifiques apparaissent également : la proximité avec le foyer, les lieux d'insertion sociale ou de la résidence habituelle, l'offre de régime approprié, le motif de la détention ainsi que la facilitation du traitement. La règle de l'enfermement individuel semble s'imposer dans divers textes comme principe général, même s'il souffre d'un ensemble d'exceptions, vraisemblablement inspirées par une conception plus pragmatique de la détention et des ressources disponibles sur le terrain. La consultation du détenu quant à son lieu d'incarcération est également envisagée mais admet également des exceptions. On remarquera enfin que, si des distinctions sont opérées au départ de la situation judiciaire des détenus, aucune référence n'est faite à la longueur de la peine, critère qui pourtant a tendance à s'imposer dans la pratique belge.

Les dispositions réglementaires nationales sont en matière de classification pénitentiaire relativement sommaires. La loi de principe du 12 janvier 2005 constitue le texte le plus récent, et la référence centrale, mais aborde le domaine de façon très limitée. Elle n'est de surcroît, à ce jour, entrée en vigueur que de façon partielle, les trois articles (14, 15 et 48) concernant directement la classification n'étant pas encore d'application. On aurait pu espérer que la loi de principes allait faire œuvre créative en proposant, non seulement une procédure d'évaluation initiale d'orientation des détenus entrants mais aussi les prémises d'un véritable système de classification et des critères pour le fonder. On constate rapidement qu'il n'en est rien et que le texte se révèle peu bavard à ce sujet. Rien n'est dit sur les objectifs poursuivis dans le cadre de l'orientation des détenus vers et dans les établissements pénitentiaires. La Loi permet toutefois d'envisager les objectifs d'une classification pénitentiaire et appelle implicitement au respect des objectifs fondamentaux retenus au terme des débats pour l'ensemble du texte.

L'évitement des effets préjudiciables de la détention apparaît fondamental, principe d'où découlent d'autres impératifs : le respect de la dignité humaine, la promotion de la concertation et de la participation ou encore, l'idée plus générale de normalisation des conditions carcérales. Les principes de réparation et de réinsertion sont sous-tendus par l'idée de participation du détenu à son parcours de détention, et concrètement, l'instauration d'un « plan de détention individuel » constitue l'un des piliers de la loi de principes. Dans la perspective de la classification, ce plan de détention revêt une importance non négligeable. L'orientation du détenu vers l'une ou l'autre prison va avoir, compte tenu des ressources différentielles des établissements, un impact important sur la conduite de ce plan et sur les perspectives offertes au détenu. Le silence de la loi sur les objectifs et les modalités concrètes de la classification en Belgique laissent cependant planer un certain doute : la classification doit-elle être mise au service du plan de détention tel qu'il est envisagé par la loi et conçu pour et avec le détenu dès sa condamnation, ou, au contraire, l'orientation d'un détenu vers un établissement particulier va-t-elle être propre à influencer la teneur de ce plan et les objectifs qui vont y figurer ? En prévoyant la possibilité de suggérer des transferts dans le plan de

détention, et donc, d'influer sur la classification, l'article 38 § 3 semble suggérer, de manière assez logique, que c'est la classification qui doit être mise au service du plan de détention plutôt que d'en représenter un cadre restrictif. Les objectifs de la classification seraient dès lors indexés aux objectifs du plan de détention.

Dans la pratique, les limites des lignes directrices données par la *Loi de principes* obligent à compléter sa lecture par celle du *Règlement général des établissements pénitentiaires* ainsi que par celle des circulaires émanant du Ministre de la Justice ou du Directeur général des établissements pénitentiaires. Le Règlement général étant à propos de la classification tout aussi peu disert, c'est aux circulaires qu'il y a lieu, la plupart du temps de se référer. A la lecture des différents textes, on comprend aisément combien, au fil du temps, par l'addition ou la suppression de diverses dispositions et par l'absence d'une nouvelle réglementation consolidée, la lisibilité des règles en matière de classification s'est érodée au point qu'il est aujourd'hui difficile, sans être un professionnel averti de l'administration pénitentiaire de voir véritablement clair dans les dispositions applicables.

Entre une loi de Principes qui demeure à beaucoup d'égard très laconique, des arrêtés d'exécution qui tardent à survenir et une pléthore de circulaires qui se superposent, la tentation est grande d'opérer un chalandage normatif en n'appliquant au mieux, que les règles que les circonstances permettent d'appliquer, au pire, celles que l'on considère favorables. La multitude de critères non hiérarchisés que contiennent les textes et la faiblesse de la distinction opérée, en Belgique, entre les établissements conduit en effet à brouiller considérablement les pistes. Il n'en demeure pas moins que les professionnels de terrain se réfèrent fréquemment à certains de ces textes pour justifier, tantôt l'envoi systématique de catégories spécifiques de détenus vers certains établissements, tantôt la prise en compte de l'un ou l'autre critère dans leur décision de classification. Ce canevas normatif continue donc de servir de référent occasionnel. La pratique semble par ailleurs s'être construite sur l'importance relative accordée à l'un ou l'autre de ces textes selon les périodes. Il importait dès lors de faire le point sur cette pratique, de façon à compléter le détail des normes formelles par l'interprétation qui en est faite sur le terrain ainsi que par une identification des normes informelles et implicites qui régissent la classification en Belgique.

### **3. Les pratiques**

Le fonctionnement d'une administration est un mécanisme complexe fait, certes de règles et de procédures, mais aussi de coutumes et d'habitudes, de négociations et de processus informels. En outre, les contextes sociaux et institutionnels dans lesquels cette administration travaille diffèrent également dans le temps et dans l'espace et apparaissent particulièrement déterminants. Sur la base d'un recueil empirique de données, la troisième partie de ce rapport a retracé tout d'abord les principes généraux qui organisent, sur le terrain, les pratiques de classification pénitentiaire en Belgique (chapitre 1). Après avoir cerné le contexte particulier dans lequel celle-ci se déroule, à savoir la surpopulation pénitentiaire (chapitre 2), les aspects concrets de l'orientation des détenus vers les établissements pénitentiaires ont été examinés en distinguant leur classification initiale des pratiques de transfèrement (chapitre 3). L'orientation des détenus à l'intérieur des établissements pénitentiaires, et la notion de régime qui y est directement associée, sont ensuite envisagées (chapitre 4). Cinq thématiques ressortent de ces analyses, qui dévoilent le règne de l'implicite dans les pratiques de classification en Belgique (chapitre 5). L'examen des pratiques en cours au regard de la définition d'un système objectif de classification fait par ailleurs apparaître le modèle belge comme un véritable « dinosaure » (chapitre 6).

L'analyse des aspects concrets de l'orientation des détenus vers les établissements se fonde sur des observations *in situ* au sein du service chargé de la classification, sur l'analyse de cinq dossiers significatifs, sur des rencontres exploratoires avec cinq membres de la Direction Générale des Etablissements pénitentiaires et sur des entretiens réalisés avec des membres de chaque direction d'établissement, à l'exception d'un seul.

### 3.1. Un contexte déterminant : la surpopulation

Un premier constat s'impose : la surpopulation configure en grande partie les choix opérés en matière de classification et l'on pourrait presque dire que le critère qui préside à l'envoi d'un détenu dans l'un ou l'autre établissement est exclusivement déterminé par la place dont celui-ci dispose encore. La surpopulation peut toutefois être envisagée non pas seulement comme un contexte qui empêche la classification, mais aussi comme une conséquence de l'absence de critères spécifiques de distinctions parmi les détenus et les établissements. Un premier enjeu est donc de sortir du cercle vicieux selon lequel la surpopulation ne permet pas la classification, mais où l'on constate également que l'absence de classification cohérente peut avoir des effets accélérateurs de cette surpopulation.

La surpopulation ne touche pas tous les établissements de manière identique. A l'intérieur des prisons, en outre, la surpopulation se répartit de manière disparate et chaque établissement a en charge la gestion complexe et quotidienne de ses propres places vacantes. Cette hétérogénéité va avoir un effet non négligeable sur le processus général de classification : chaque établissement est amené à influencer *de facto* sur un problème global au départ d'une vision et d'une gestion locales. Le SCI doit quant à lui, au départ de sa position de surplomb, sans toujours disposer de l'ensemble des informations utiles, procéder à un véritable arbitrage tenant compte de la diversité des situations et des intérêts locaux, alors même qu'il s'agit de répartir un surplus global de détenus sur l'ensemble des établissements. Le risque est donc important de voir se heurter de plein fouet deux rationalités légitimes : celle d'une gestion globale qui veut que toutes les places soient optimisées (et donc qu'il faut « remplir à tout prix ») et celle des directions locales qui considèrent important le maintien de places « vacantes » en vue de régimes différenciés dont elles doivent par ailleurs assurer l'organisation quotidienne. L'idée même d'un « *Think globally, act locally* » apparaît donc difficilement réalisable : dans certains cas penser globalement empêche carrément d'agir localement.

Il n'est pas toujours simple non plus de voir clair dans les seuils de surpopulation admis pour/par chacun des établissements. Les blocages au niveau des envois de détenus ne sont pas nécessairement rapportés au taux d'occupation ou au degré de surpopulation. Certains attribuent aux négociations syndicales l'obtention de tels seuils, d'autres évoquent la pression implicite que les syndicats des agents exercent par la menace de grève, d'autres encore allèguent les positions de l'administration centrale ou la résistance des chefs d'établissements à une extension de capacité pour une diversité de raisons présentées comme légitimes ou non. En définitive, le flou et la malléabilité de ce concept de surpopulation va, non seulement constituer l'arrière fond de la problématique de la classification, mais également en représenter une composante importante, parfois instrumentalisée. Sans cesse mobilisée dans les discours comme étant le fondement de diverses pratiques, on va rapidement se rendre compte qu'elle représente très souvent un argument *ad hoc* à géométrie variable. Au-delà d'un état de fait, la surpopulation revêt donc le statut d'argument et produit dès lors des effets multiples sur les pratiques carcérales.

Un autre postulat extrêmement important s'impose dans le domaine de la classification : en termes de charge de travail et de maîtrise de l'unité comptable, un détenu n'équivaut pas à un autre détenu. Par rapport à la surpopulation, deux critères apparaissent en effet important : le premier renvoie à la qualité de condamné définitif (en opposition avec celle de détenu avant jugement). Le second concerne davantage, parmi les condamnés définitifs, ceux pour lesquels des « avis » doivent être produits au TAP ou au SCI. Ces caractéristiques vont revêtir une grande importance dans la mise en œuvre des transferts conçue sur base de la notion d'échange.

Ces différents éléments contribuent fortement à enfermer la politique pénitentiaire dans une dynamique qui l'éloigne de plus en plus de ses objectifs fondamentaux pour s'orienter essentiellement vers un objectif systémique. La surpopulation ne fait pas l'objet d'une modalité spécifique de gestion qui, au final, conditionnerait ou façonnerait un projet pénitentiaire managérial spécifique. Elle étouffe simplement tout projet, dans la mesure où elle n'est pas gérée à proprement parler mais fait l'objet, jour après jour, au coup par coup, de solutions de bricolage. Elle réduit les professionnels à l'adoption d'une logique systémique au lieu de les laisser développer une logique de projet mais ne s'inscrit pas non plus dans une logique de management qui aurait au moins l'avantage de la cohérence.

### *3.2. A propos de l'orientation vers les établissements*

Lorsque l'on analyse les pratiques d'orientation des condamnés vers les établissements pénitentiaires, c'est-à-dire la *classification initiale* et les procédures d'évaluation des dossiers qui président aux décisions individuelles de classification, chaque décision apparaît comme le produit d'un examen en profondeur de la situation du détenu mais aussi d'une prise en compte des impératifs globaux qui conduisent à réviser à tout moment les choix précédemment opérés. Ainsi, la classification s'apparente, en Belgique, à un jeu d'échec : le déplacement de chaque pion répond à une logique spécifique, est propre à reconfigurer fondamentalement l'ensemble du jeu et conduit les joueurs à modifier sans cesse leur stratégie. Le gagnant est celui qui parvient à envisager chaque coup en particulier tout en gardant une vision générale du jeu et en s'adaptant à ses modifications constantes.

Dans ce jeu, plusieurs facteurs peuvent être identifiés qui, en plus de la surpopulation, influencent les décisions de classification. Les mouvements de la population détenue tout d'abord : s'il est clair que la classification initiale et les transfèrements relèvent a priori de logiques différentes, les deux types de décisions ont, de par la contrainte systémique et les pratiques d'échanges, des effets croisés. Et même si les décisions sont conçues individuellement, au départ du dossier d'un seul condamné, elles ont également souvent un impact direct sur la situation d'autres détenus. Les diverses modalités d'incarcération ensuite. Qu'un condamné ait ou non été détenu préventivement peut avoir des effets dans la mesure où le déroulement de ce séjour influencera le positionnement du chef d'établissement qui le connaît. S'il est considéré comme un « bon détenu » il y a ainsi de fortes chances que le directeur demande son maintien dans l'établissement. Si le détenu est un « entrant », la logique systémique s'imposera par contre avec plus de force.

Différents critères sont par ailleurs, dans ce jeu de la classification, mobilisés pour motiver les décisions. La recherche de terrain montre d'abord que malgré le principe d'automatisme des classifications de certains profils de détenus vers le milieu ouvert, ceux-ci ne s'y retrouvent pas nécessairement. Diverses hypothèses sont envisageables pour expliquer cette

tendance. La première renvoie à un argument fréquemment évoqué par les directeurs et qui est celui de la volonté des détenus. L'établissement de Saint-Hubert, ou Hoogstraten seraient ainsi vus par beaucoup d'entre eux comme trop éloigné du reste du pays et ne favorisant pas les visites des proches. Dans un deuxième temps, on peut également s'interroger sur la qualité du *screening* des détenus admissibles en milieu ouvert. En effet, le traitement du dossier du détenu à cet effet se place aux côtés de l'examen d'admission à d'autres mesures (surveillance électronique, libération provisoire) et risque de ne pas représenter une priorité. Des détenus éligibles au milieu ouvert ne seraient donc pas identifiés comme tels. L'organisation locale du travail du greffe, de la direction et du SPS interne doit en effet s'adapter aux modifications réglementaires qui interviennent sans cesse dans le domaine de l'exécution de peines et on constate très fréquemment des « ratés » en la matière. Troisième hypothèse, on peut envisager que l'envoi vers le milieu ouvert se trouve, précisément, concurrencé en partie par ces nouvelles mesures dont les conditions d'admissibilité se recourent. Les détenus seraient dès lors préférentiellement proposés à la surveillance électronique plutôt que vers le milieu ouvert car le rôle de transition que pouvait avoir le séjour dans un tel milieu serait aujourd'hui tenu en grande partie par la surveillance électronique. Si cette hypothèse s'avère valide, le profil du public présent à l'heure actuelle en milieu ouvert devrait sensiblement différer du public originel ce qui est effectivement observé par des directeurs de prison qui décrivent une population exécutant, en milieu ouvert, de plus longues peines que ce n'était le cas il y a vingt ans. Les détenus envoyés en milieu ouvert ont par ailleurs déjà été exclus d'une première sélection permettant d'envisager une modalité de remise en liberté. On risque donc de trouver plus facilement qu'avant l'existence de ces alternatives un public ayant un milieu social moins soutenant et moins de ressources, ayant vécu une détention plus mouvementée ou, plus simplement, n'ayant pas accepté les alternatives. Une « installation » d'un public paupérisé dans le milieu ouvert serait alors à craindre.

Dans les décisions prises au cas par cas, les variables et les critères qui rentrent en ligne de compte en complément des éléments « systémiques » ne sont pas infinis et se concentrent principalement sur certains aspects propres au fonctionnement de l'établissement et à la situation du détenu. Ils ont pu dès lors facilement faire l'objet d'un relevé et d'un éclairage détaillé quant à leur signification : le lieu d'ancrage social et familial, la langue, la longueur de la peine, les incidents en cours de détention, le type de délit commis, l'avis du détenu, l'état de santé du condamné, la situation de séjour pour les étrangers, la nationalité sont autant d'éléments qui selon les cas interviennent dans l'appréciation.

Comme les décisions de classification initiale, certaines *décisions de transfert* sont liées à des éléments propres au détenu, d'autres à l'organisation et la gestion de l'établissement. Par rapport à la classification, la logique du transfert est cependant particulière : c'est essentiellement la raison motivant l'éloignement du détenu qui détermine les critères envisagés dans la décision de renvoi vers un établissement. Parmi les éléments propres au détenu l'on peut distinguer ceux qui renvoient à la sécurité et à l'ordre intérieur (1), de ceux qui renvoient aux besoins du détenu (2).

(1) La recherche de terrain montre qu'un très grand nombre de transferts est lié à des incidents survenus lors de la détention donnant lieu à des décisions disciplinaires qui entraînent la nécessité d'écarter le ou les détenus impliqué(s). Malgré la résistance opposée par l'administration centrale à l'affirmation d'une telle conception, les documents d'anciens dossiers émanant des directions de prison faisaient, dans de tels cas de figure, fréquemment état de « *transferts disciplinaires* ». La loi de principes énonce aujourd'hui de manière limitative les mesures disciplinaires et n'y inclut pas le transfert. Elle frappe dès lors d'interdit

cette conception. Dans la pratique actuelle, les transferts dans de telles circonstances continuent cependant d'être opérés. Mais ils sont dans ce cas considérés comme des mesures de gestion interne *résultant* d'une mesure disciplinaire en amont, mesure disciplinaire que le nouvel établissement de destination sera chargé d'appliquer. Le transfert n'est pas formellement opéré comme une mesure disciplinaire, mais est considéré comme une mesure d'ordre qui y fait suite. Même si, par une telle opération, la loi est respectée, il y a fort à parier que d'un point de vue subjectif, le détenu opère l'association entre transfert et mesure disciplinaire et vit fréquemment son éloignement comme une punition à part entière. Il est important de mentionner que ce type de transfert disciplinaire répond également très régulièrement aux attentes du personnel surveillant. A cet égard, on relèvera le rôle crucial que jouent les syndicats dans bon nombre de décisions de gestion quotidienne en milieu pénitentiaire. A l'heure actuelle, ce rôle est à ce point important que l'on peut avancer l'hypothèse que la menace de grève constitue en elle-même un instrument de gestion pénitentiaire et de régulation des flux de la population détenue. Soulignons enfin qu'il serait important en cette matière de distinguer la sécurité de la gestion des conflits et de l'ordre intérieur. Trop souvent confondues, ces deux notions motivent indifféremment un grand nombre de transferts dès qu'un problème comportemental d'envergure se pose en détention, alors qu'il n'est aucunement porté de sérieuse atteinte à la sécurité de l'établissement et que ce sont surtout des problèmes de tension qui se posent. Même si la formation des agents pénitentiaires s'est améliorée ces dernières années, on rappellera la nécessité d'accorder, dès le recrutement, une attention soutenue au développement de compétences en matière relationnelle.

Dans certains dossiers sensibles, on observe que le détenu a déjà séjourné dans tellement d'établissements et y a connu tellement de problèmes disciplinaires qu'il est presque impossible de lui trouver un établissement de destination sans que des problèmes ne soient concevables. On a alors recours à une méthode de transfèvements systématiques ou réguliers. Cette solution, dénommée dans la pratique, non sans ironie, le « *carrousel pénitentiaire* » consiste à ne laisser séjournier le détenu que quelques temps successivement dans chaque établissement, en le transférant régulièrement vers une autre destination. Peu favorable au développement de projets ainsi qu'à l'équilibre du détenu, cette pratique ne rend pas pour autant la détention plus simple et aboutit rarement à une solution durable au problème posé. Ce système discutable ne concerne cependant qu'une minorité de la population détenue mais dans le contexte de surpopulation où s'imposent des pratiques d'échanges, le carrousel implique souvent le transfert d'un détenu problématique contre un autre qui pose également des difficultés. Ce système est donc également générateur de travail administratif et de mouvements internes et externes pour l'ensemble des établissements. S'il existe un réel malaise des professionnels quant à cette pratique, la force symbolique de l'éloignement contribue aussi au maintien de ce système malgré ses indéniables défauts. Afin de faire face à cette problématique particulière, l'administration pénitentiaire s'est dotée d'un nouvel instrument élaboré au regard des exigences de la loi de principe et a pris la décision d'affecter deux sections particulières de la prison de Lantin et de la prison de Bruges en vue d'accueillir, à partir de juin 2008, dix détenus francophones et douze néerlandophones à qui il est appliqué un « *régime de sécurité particulier individuel* ». Vivement critiquées par les ONG (OIP, Ligue des droits de l'Homme) au moment de leur ouverture, ces sections particulières firent l'objet d'une recommandation spécifique du CPT qui, visitant la prison de Bruges en 2008, s'est inquiété d'y voir séjournier des détenus ne correspondant pas aux critères prévus initialement. La mise en place de ces sections pose effectivement question. Qu'en est-il en effet de la sélection des détenus qui pourront y être envoyés, sélection qui relève directement d'un processus de classification non outillé. Qu'en est-il ensuite des effets pervers générés

par la création d'une catégorie spécifique de détenus au départ d'un critère comportemental peu objectivé ? La question qui se pose alors est de savoir, lorsqu'on aura identifié les détenus les plus perturbants, ce qu'il adviendra « des plus perturbants dans les moins perturbants ». Le risque est alors de voir coexister le système antérieur de carrousel avec celui des nouvelles sections, comme si ces dernières ne constituaient qu'un dispositif de plus dans la gestion des comportements problématiques et non une alternative au système insatisfaisant du carrousel. La problématique du carrousel devrait, à notre sens, être envisagée plus largement. Il semble en effet que les modalités actuelles de fonctionnement de la plupart des établissements pénitentiaires favorisent la création d'une catégorie de détenus considérés non seulement comme « *problématiques* » mais aussi comme « *indésirables* » et ce, pour une multiplicité de raisons qui se combinent entre elles. Les détenus qui circulent d'une prison à l'autre sont problématiques, certes, mais cumulent surtout leurs problèmes avec le fait d'être perçus comme encombrants pour diverses raisons qui ne se limitent pas aux incidents qu'ils provoquent ponctuellement.

Les constats et les réflexions qui précèdent soulèvent la question de la relativité du concept de sécurité. En Belgique, cette question apparaît d'autant plus prépondérante qu'aucune véritable différenciation des niveaux de sécurité n'est opérée par établissement pénitentiaire, ce qui ne signifie pas pour autant que les professionnels n'opèrent aucune distinction à ce sujet. Ces distinctions restent cependant informelles et reposent sur une multiplicité de critères empiriques qui sont à dimension variable et empreints d'une grande subjectivité. En l'absence de classification des établissements sur base de leur sécurisation, aucun outil de référence ne permet d'évaluer le degré de sécurisation de chaque prison au regard d'exigences et de normes préétablies. De l'analyse des points de vue des directeurs ressort néanmoins une tendance générale à valoriser la notion de « *climat favorable* » au sein des prisons, notamment par le biais d'interactions pacifiées. La sécurité dynamique est en effet le plus souvent préférée à la sécurité statique et technique. Il est d'ailleurs fréquemment précisé que, à l'exception d'un petit groupe de détenus réputés difficiles, la plupart des condamnés ne requiert pas un très haut niveau de sécurité. L'absence de distinction entre les niveaux de sécurité des établissements a pour effet, par ailleurs, non pas d'évacuer l'évaluation « sécuritaire » du détenu, mais de la reporter à plus tard. Dans notre système, comme l'orientation vers un niveau de sécurité spécifique ne se pose pas directement, c'est la plupart du temps lorsqu'un incident intervient que l'orientation sur cette base est envisagée par la pratique du transfert. On peut dès lors émettre l'hypothèse que la multiplication des transferts pour des raisons de gestion d'ordre et de sécurité interne - notamment le carrousel - s'explique en partie par l'absence de différenciations initiales entre détenus et établissements. Dès lors, sans pour autant plaider pour la nécessité d'une évaluation du profil de risques du détenu selon le modèle canadien, nous constatons que, dans le système belge, elle s'opère quand même, mais sans être outillée et ce, en cours de détention, c'est-à-dire à un moment susceptible d'être plus préjudiciable pour le détenu. Enfin, en dernier lieu, on rappellera qu'il est souvent avancé que l'absence de différenciation entre les niveaux de sécurisation des infrastructures favorise l'adoption généralisée d'un système de sécurisation maximum, ce système étant naturellement le système adopté par défaut en vue d'avoir un maximum de garanties. Si certains de nos établissements anciens de capacité modeste ne font pas l'objet d'une sécurisation technologique particulièrement renforcée, la question se pose cependant avec plus d'acuité pour les établissements « moyens ». Ces établissements, qui ne sont pas définis comme « de haute sécurité », mais qui sont trop grands pour qu'un régime souple puisse y être généralisé, ont recours à des formes d'organisation interne différenciées dans lesquelles figurent parfois des régimes très stricts. On observe donc *de facto* des combinaisons

de divers niveaux de sécurité au sein d'une même prison et donc une dispersion du régime « maximum » un peu partout.

(2) Certaines décisions de transferts sont également liées aux *besoins des détenus*. Dans une perspective bien plus positive, certains transferts sont envisagés afin de favoriser la vie en détention ou les perspectives de réinsertion du détenu. Des transferts provisoires sont par exemple accordés en vue de visites lorsqu'un changement d'établissement permet de favoriser le maintien de liens sociaux. Dans d'autres cas, des transferts sont liés à un changement du régime de détention. L'avancement dans la peine conduit en effet régulièrement à envisager la progressivité du régime vers plus de souplesse en vue de préparer à la libération. La proximité de la fin de la peine amène ainsi à envisager l'accession à un milieu ouvert. Il est également possible d'envisager des transferts lorsque le suivi d'une formation ou l'accession à un travail est une donnée importante du projet du détenu et qu'il importe d'atteindre au plus vite un objectif à cet égard. Tous les établissements n'ayant pas la même offre de formation ou d'emploi, cette exigence rend certains transferts inévitables. Il n'en demeure pas moins que l'offre étant globalement limitée - sans compter que les détenus ne se sentent pas toujours concernés par ces activités - ce type de transfert ne semble pas constituer la majeure partie des mouvements carcéraux. Ensuite, dans le même ordre d'idée, il arrive que le transfert soit demandé en raison d'un changement de l'état de santé psychique ou physique du détenu, état qui demande une prise en charge spécifique.

Les pratiques évoquées ci-dessus sont certes guidées par le suivi constant de chaque détenu. L'évaluation de ses besoins se déroule toutefois le plus souvent à un moment « X », c'est-à-dire ponctuellement, au moment où une nécessité émerge, où une demande est formulée, où un problème se pose. Dans les pratiques observées, il apparaît relativement rare que soit prise en compte la trajectoire du détenu dans une visée prospective et que la gestion de sa détention soit envisagée dans le long terme. La loi pénitentiaire envisage en partie cette problématique en instaurant un principe de « plan de détention ». Sur le terrain, l'importance d'une telle initiative n'est pas contestée, d'autant plus qu'elle rejoint en partie certaines pratiques de terrain. Mais les possibilités effectives de la mise en œuvre du plan de détention suscitent fréquemment le doute, notamment en raison des exigences liées à la surpopulation et aux mouvements de la population détenue. Il ne nous a pas semblé, en outre, qu'il y ait une définition consensuelle du plan de détention : l'accent, selon nos interlocuteurs est tantôt mis sur le lien avec le projet de réinsertion, tantôt c'est davantage l'accès aux mesures de sorties et de liberté anticipée qui est valorisé. Selon les points de vue, le plan est davantage une manière de préparer à la sortie ou une manière de préparer la sortie. La relation entre le « plan de détention » et le « plan de réinsertion » appelle dès lors une meilleure problématisation dans les directives de l'administration.

L'investissement du détenu est également source de scepticisme, en Wallonie en tout cas. Le nombre de condamnés avec lesquels un plan de détention serait envisageable apparaîtrait limité. La grande vulnérabilité sociale de certains d'entre eux, leur « *paupérisation* », leur manque de ressources sont souvent présentés comme un frein important à une entrée volontaire dans un projet d'avenir, la vie ayant toujours été conçue au jour le jour. Des réserves sont également avancées quant au fait que la visibilité des ressources et des projets de chaque établissement est encore relativement faible, même pour le personnel de la prison voisine: formations, activités, régimes, système de visites, etc. sont disparates et peu visibles à l'extérieur. Comment dès lors concevoir un parcours de détention tirant profit des ressources globales si l'on ne les connaît pas et si l'on est incapable d'identifier de manière transversale des détenus qui auraient des besoins similaires?



Enfin, la dépendance par rapport aux ressources extérieures est systématiquement présentée comme l'obstacle sans doute le plus tangible à la réalisation actuelle de plans de détention avec les détenus, du moins en Wallonie, la Flandre s'étant équipée à cet égard d'un plan stratégique (*strategisch plan hulp en dienstverlening aan gedetineerden*). La préparation du détenu à la réinsertion ne peut en effet se réaliser sans l'aide d'acteurs extérieurs à la prison. Dans l'état actuel des choses, les services psychosociaux internes apparaissent indiscutablement inadéquats pour porter seuls ce projet à bout de bras : selon les établissements on observe des statuts précaires, des équipes incomplètes et un *turnover* important, mais surtout, d'une façon généralisée, la transformation progressive du rôle des SPS qui fait que, depuis plus d'une dizaine d'années, ceux-ci ont davantage un rôle d'expertise qu'une véritable mission de suivi et d'accompagnement psychosocial. La rédaction de rapports d'évaluation à destination de la direction de l'établissement, du SCI ou du tribunal d'application des peines occupe en effet la majeure partie de leur travail. Cette mission d'expertise ne semble pas nécessairement compatible avec l'esprit qui anime le projet de plan de détention et elle occupe de surcroît la majeure partie du temps des équipes. Les exigences d'un plan de détention sont telles qu'il faudrait donc nécessairement revoir en profondeur les méthodes de travail de la plupart des SPS si l'on veut qu'ils s'y impliquent efficacement. La dépendance vis-à-vis du secteur externe est donc indéniable. Alors que du côté néerlandophone du pays, le secteur apparaît relativement structuré et dynamique, la collaboration entre les établissements pénitentiaires francophones et les instances financées par la Communauté française est davantage sujette à caution. La dépendance des prisons à l'égard de ressources locales qui sont parfois elle-même « *bricolées* » ne favoriserait pas particulièrement l'optimisme quant à la mise en œuvre de plans de détention.

Les décisions de transfert sont également liées à l'infrastructure et à l'organisation pénitentiaire. La surpopulation crée un contexte dans lequel les transferts, s'ils sont compliqués, sont considérés comme indispensables. On dénombre dès lors une importante quantité de demandes de transferts collectifs faites au SCI par des directeurs « *en vue du désencombrement* » de leur établissement. Si l'on ajoute à ce contexte endémique la nécessité d'envisager régulièrement des travaux dans les bâtiments, ou encore les situations de crise, on imagine facilement qu'une bonne partie de la population pénitentiaire finit par être relativement mobile et amenée à bouger souvent. Les transferts collectifs représentent vraisemblablement les situations les plus difficiles à gérer pour les directions, mais aussi pour le SCI. La répartition s'opère alors sur plusieurs établissements, modifiant ainsi la répartition générale de la population pénitentiaire de manière plus étendue. Les effets des situations de désencombrement méritent que l'on s'y attarde un instant. Le caractère collectif et souvent urgent de l'éloignement d'un groupe de détenus rend extrêmement compliquée la désignation d'un établissement d'accueil pour tous les détenus concernés. Il apparaît dès lors nécessaire pour les directeurs locaux comme pour le SCI de réduire les exigences habituelles dans l'analyse des dossiers. Seuls les paramètres liés à la sécurité conserveront une dimension prioritaire, les autres critères étant examinés dans la mesure du possible. Les transferts pour situation de désencombrement ou les transferts collectifs importants ont ainsi pour effet de désorganiser les équilibres auparavant envisagés par l'analyse qualitative des dossiers au cas par cas. On se trouve alors face à une situation où la logique de système prend le pas sur la logique de projet de manière particulièrement écrasante et où le principe même d'un système élaboré de classification apparaît irréalisable à moins d'une réforme profonde des stratégies carcérales.

En conclusion de cet examen des pratiques d'orientation des condamnés vers les différents établissements on peut certainement relever que les pratiques de classification en Belgique, sont complexes, que leurs motivations et leurs critères sont variables et soumis à de nombreux paramètres. Le nombre de facteurs qui les placent sous influence est en effet considérable. Si chaque décision de classification se justifie au cas par cas, cette politique n'a pas pour effet de favoriser une orientation rationnelle des détenus au niveau de la population pénitentiaire envisagée dans son ensemble. Et si des paramètres « globaux » sont parfois envisagés, c'est exclusivement au départ de contraintes systémiques et non en raison d'un projet d'ensemble qui viserait, par exemple, à favoriser la progressivité des régimes ou la mise en œuvre de plans de détention. La situation actuelle, telle que nous l'avons découverte dans les pratiques, est le produit d'un conflit permanent entre « logique d'établissement » et « logique d'ensemble », la première étant portée par les directions locales et la seconde étant davantage préservée par le SCI. On soulignera cependant que, malgré cette analyse pessimiste, d'un point de vue institutionnel, le système fonctionne au jour le jour sans incidents majeurs et la situation semble, à quelques exceptions près, relativement bien maîtrisée. Il comporte cependant l'inconvénient de ne pas permettre la mise en œuvre de projets à long terme et laisse à penser que le quotidien s'apparente à une gestion de crise dont on se serait accommodé mais que les détenus payent en partie à travers les transferts. Il importe donc de souligner que l'administration doit beaucoup à la capacité d'adaptation, de négociation et à l'aptitude au bricolage du personnel des établissements et du SCI, qui, chaque jour, compensent individuellement avec beaucoup d'ingéniosité les ratés d'un manque de vision globale et intégrée de la problématique.

### *3.3. A propos de l'orientation des détenus à l'intérieur des établissements ou la question des régimes*

Si la classification renvoie dans sa conception légale originelle à l'orientation des condamnés définitifs vers un établissement pénitentiaire d'attache, les détenus font également l'objet, à l'intérieur même des établissements pénitentiaires de répartitions particulières et de classements fondés sur différents critères. Associées à l'idée de « régime », ces répartitions relèvent de la prérogative des chefs d'établissements, s'opèrent sur des modalités parfois très différentes d'une prison à l'autre et remplissent des fonctionnalités multiples. Ces classifications internes apparaissaient d'autant plus importantes à traiter dans notre recherche que, nous avons pu le constater, elles permettent à beaucoup d'égards de compenser la défaillance d'une organisation plus générale de la classification entendue dans sa première acceptation.

La notion de régime pénitentiaire est directement liée à la classification. La Belgique connaît divers niveaux de différenciation des régimes pénitentiaires. Au niveau général trois grandes distinctions majeures prévalent : entre les détenus préventifs et les détenus condamnés, entre les hommes et les femmes et entre les détentions en établissement ouvert, semi-ouvert et fermé. Mais à l'intérieur de celles-ci, la plupart des établissements connaissent des différenciations de régime fondées sur d'autres critères et dont l'organisation est laissée aux mains des directions locales. Tirant parti, la plupart du temps, de l'architecture des lieux et des possibles différenciations entre les espaces, les directions locales n'assignent pas les mêmes finalités à toutes les ailes, sections, ni à tous les niveaux de leurs bâtiments. C'est à propos de ce type d'organisation que l'on pourra véritablement parler de « politiques locales » en termes de régime et nous pouvons dire, au terme de la rencontre avec la direction de presque tous les établissements, que les différences sont très importantes d'une prison à l'autre. On remarque ainsi, dans certains établissements, des sections ou des cellules qui sont

réservées à l'exécution des mesures disciplinaires, à la protection des détenus, aux travailleurs, à l'isolement des détenus condamnés pour des faits de mœurs, aux usagers de drogues, aux détenus « entrants », aux handicapés mentaux ou encore aux psychopathes. Par ailleurs, les prisons organisent différentes modalités d'enfermement (les cellules accueillant les détenus en solo, en duo, en trio, voire davantage). Cet enfermement peut d'ailleurs être plus ou moins intensif selon le temps journalier durant lequel la porte de la cellule est maintenue fermée et l'accès à des espaces communs est autorisé. Le nombre d'heures passées en cellule diffère donc sensiblement d'un régime à l'autre. Assigner un détenu à un établissement particulier est donc de nature à influencer considérablement sa détention. Pourtant, on remarque qu'il est relativement rare que ces modalités d'organisation locales constituent une variable prioritaire pour la classification initiale ou pour le transfert des détenus en dépit du fait que les changements liés aux différences de régimes internes peuvent parfois s'avérer très problématiques pour certains détenus.

Tout comme les classifications initiales, les politiques de régime sont soumises à des contraintes. Au moins quatre d'entre elles nous intéressent. (1) La première de ces contraintes est incontestablement la morphologie de l'établissement. L'organisation d'une prison susceptible d'accueillir plus de 700 détenus ou d'en recevoir une trentaine, d'une prison en étoile de type Ducpétiaux ou d'une prison en un seul bloc, d'une prison organisée en sections et niveaux distincts ou étagés avec un patio central renvoie à des pratiques très différenciées. Ainsi, certains directeurs de petits établissements nous ont expliqué qu'au niveau de la population détenue, il leur est parfois impossible d'avoir une « *masse critique* » suffisante pour organiser des régimes différenciés ou offrir des programmes variés accueillant plus que quelques condamnés. (2) La deuxième contrainte résulte quand à elle de l'impact des ressources externes à l'établissement pénitentiaire sur ses moyens et son fonctionnement interne. Ces ressources sont en grande partie liées à la situation géographique et aux caractéristiques économique et sociale de la région d'implantation de la prison. Le fonctionnement d'une prison est en effet tributaire d'une multiplicité de variables externes : sa situation en milieu urbain ou rural, le dynamisme des entreprises locales qui détermine en partie l'offre interne de travail, l'attitude des élus locaux qui peuvent par exemple soutenir ou faire obstacle à l'intervention des services sociaux communaux au sein de la prison, la vitalité du secteur institutionnel, associatif ou bénévole qui peut intervenir à l'égard des détenus, la disponibilité du secteur hospitalier et la diligence des services de police pour les interventions d'urgence et les situations grèves etc. (3) La troisième contrainte est moins facilement objectivable. Elle renvoie à la structuration de la population détenue au sein du bâtiment par rapport à des variables d'âge, de longueur de peine, mais aussi de comportements. Organiser certaines différenciations de régimes avec un public qui connaît un *turnover* important ou qui rencontre toute une série de difficultés comportementales est en effet plus compliqué qu'avec une population ayant un minimum de stabilité. (4) Enfin, il est à noter que l'organisation de régimes différents au sein d'un même établissement conduit le personnel à devoir faire preuve de souplesse et d'adaptabilité. Organiser les mouvements de détenus, tenir compte d'une diversité d'exigences dans l'organisation quotidienne, retenir les contraintes propres à chaque régime etc. est évidemment plus compliqué et moins confortable qu'une routine sécurisante qui supposerait que tous les détenus soient soumis au même régime. L'organisation du travail des agents est donc partiellement dépendante de la notion de régime et c'est sans doute une des raisons pour laquelle il existe de leur part une résistance au changement et une diversité de représentations quant à la pénibilité du travail dans les diverses prisons du pays.

Dans la plupart des établissements fermés que nous avons visités et qui opèrent des distinctions internes de régime, le principe est celui de la *progressivité*. Après une phase

d'observation, le détenu est orienté vers le régime qui lui convient le mieux, sachant que celui-ci peut évoluer vers un relatif assouplissement et vers des conditions de détention plus favorables. L'évaluation se déroule le plus souvent sur la base de critères comportementaux, en relation avec les règles sociales élémentaires. Elle est opérée par le chef d'établissement, en concertation avec les assistants pénitentiaires et ne fait pas l'objet d'un protocole d'évaluation particulier. D'un enfermement cellulaire maximal où le détenu a peu d'activités et reste en cellule presque toute la journée, le condamné peut évoluer vers un régime où la porte est ouverte pendant certaines heures, où des activités individuelles et collectives peuvent rythmer sa journée et où il jouit d'une relative indépendance dans l'organisation de son quotidien. La progressivité, qui constitue souvent l'un des piliers de la classification des détenus (comme par exemple, dans le système canadien), est donc ici envisagée au sein même de l'établissement, ce qui compense en partie le fait que le parc pénitentiaire belge actuel ne permet pas une mise en œuvre optimale d'un régime progressif d'établissement à établissement. Un tel parcours de détention n'est cependant pas concevable dans toutes les prisons pour les raisons précédemment évoquées et, au sujet de l'organisation interne, on peut presque dire sans se tromper que, en Belgique, aucune prison n'est semblable à une autre. Le *turnover* des détenus pose quant à lui une série de problèmes pour la mise en œuvre d'un tel régime. La progressivité s'envisage dès lors différemment à l'égard des courtes ou des longues peines. A nouveau, la surpopulation est à l'origine du problème : pour bénéficier d'un régime spécifique, avoir le profil n'est pas suffisant, il faut qu'une place s'y libère. La solution la plus fréquemment envisagée à l'heure actuelle est le système de liste d'attente pour l'accès à ces sections, mais il présente des limites évidentes et conduit, comme au sujet des établissements, à considérer que certains régimes sont attractifs et que les places y sont « chères ». Au niveau gestionnaire, compte tenu de l'afflux de demandes, la tentation est grande de faire « dégringoler » quelqu'un d'un régime favorable au moindre incident, sachant que beaucoup de candidats convoitent cette place et que cette solution est la plus simple pour maintenir un minimum d'ordre dans les sections ouvertes. Un curieux mélange entre des considérations pragmatiques et l'idée de « mérite » préside à ce type de décisions. Il serait dès lors intéressant d'étudier la stabilité existant au sein des diverses modalités internes de régime progressif et d'étudier les paramètres favorisant le maintien dans les sections les plus ouvertes.

Au-delà de la question des régimes, la répartition des détenus en cellule est également une étape importante. A nouveau, tout dépend de l'infrastructure disponible, mais la plupart du temps, dans le cadre d'un enfermement collectif, il faut pouvoir décider qui est à même de partager sa cellule avec qui, sans que la cohabitation dans un tel contexte de promiscuité soit invivable et génératrice d'incidents. Pour cette répartition opérée au cas par cas, diverses considérations rentrent en ligne de compte. L'attribution d'une cellule individuelle, pour les établissements où cela n'est pas la règle générale, reste quant à elle une question complexe. Dans un contexte de surpopulation, l'enfermement monocellulaire est généralement considéré comme un privilège même si il y aura toujours des détenus qui préféreront la compagnie. D'une manière générale, nous avons constaté une tendance à réserver, lorsque c'est matériellement possible, les cellules individuelles à des longues peines, de manière à permettre au condamné de s'installer dans sa cellule et d'envisager sa détention avec un minimum de stabilité.

D'autres éléments peuvent également intervenir dans l'organisation de la prison et des régimes. Certaines prisons n'ont aucune organisation spécifique en ce qui concerne l'application des sanctions disciplinaires mais la plupart ont un quartier spécialement affecté à cet effet. La notion de sécurité en milieu carcéral implique aussi la mise en œuvre de stratégies spécifiques de protection des détenus. Parmi ces stratégies : la séparation ou

l'isolement des détenus menacés ou harcelés par d'autres, isolement qui peut durer pendant des périodes plus ou moins longues. La situation et la protection des détenus sont généralement envisagées au cas par cas sauf pour les condamnés qui subissent le harcèlement, les menaces et surtout, les coups et blessures des autres détenus en raison de la nature sexuelle de leur délit. On considère généralement cette situation comme une problématique à part entière qui appelle un positionnement spécifique et tranché. Cet avis tranché renvoie à une question invariablement posée sur le terrain: « *pour ou contre l'isolement des délinquants sexuels en détention ?* ». Il n'en demeure pas moins qu'il importe de rapporter ce type d'option au profil des établissements qui les envisagent : nombre de détenus étiquetés comme tel, profil du public qui compose la majeure partie de la prison, taille de l'établissement, type d'infrastructure, etc. Sur le terrain, l'on constate la difficulté à se positionner par rapport à cette problématique et l'ambivalence des pratiques. Les formules envisagées prennent d'ailleurs des formes très diversifiées. La réserve et l'ambivalence qui accompagne la thématique de la délinquance sexuelle trouvent écho dans le domaine de l'usage de drogues, problématique présente à des degrés variables dans toutes les prisons du pays. Deux types de discours émergent qui se distinguent très nettement et qui renvoient aux diverses pratiques envisagées à cet égard. Bien sûr, tout le monde considère qu'il s'agit d'un problème majeur mais la manière de faire face à ce problème, à nouveau, n'est pas partout identique. D'un côté, on rencontre des chefs d'établissement pour qui la toxicomanie est considérée comme un problème qu'il s'agit de « *prendre à bras le corps* » malgré son caractère massif et endémique. Certains détenus peuvent encore être « *protégés* », « *tenus à l'écart de ce fléau* », voire être aidés dans leur projet de décrochage. D'un autre côté, l'usage de drogues est vu comme un problème insoluble pour lequel toutes les expériences tentées par le passé se sont avérées décevantes. L'option est alors celle du pragmatisme et de la gestion au cas par cas, tant au niveau disciplinaire que thérapeutique

### 3.4. *Le règne de l'implicite*

De l'ensemble des analyses portant sur l'orientation des détenus tant vers les établissements qu'à l'intérieur de ceux-ci, ressortent quatre thématiques qui mettent en évidence le règne de l'implicite dans les pratiques de classification en Belgique.

(1) Le premier constat qui s'impose d'emblée est le *flou normatif et réglementaire* qui continue de prévaloir malgré les efforts fournis en la matière. Des règles existent certes au niveau international et national, mais en dehors de ces quelques lignes directrices, on ne dispose pas de véritables consignes d'envergure permettant de fixer des priorités ou de hiérarchiser les critères d'appréciation lorsque cela s'avère nécessaire. Le plus problématique est que les buts attendus de la classification n'apparaissent nulle part définis de manière claire. Or la classification peut poursuivre une multiplicité d'objectifs qui parfois, rentrent en concurrence. On peut dès lors se demander comment concevoir un système cohérent et satisfaisant, si l'on évolue dans le flou quant à ses priorités. C'est donc seulement quand de grands axes de politique pénitentiaire seront fixés en la matière que l'on pourra examiner les modalités concrètes d'un système cohérent de classification.

(2) Quelques enseignements majeurs peuvent cependant être retenus de notre analyse de *la loi de principe*, de ses rétroactes et de notre découverte du terrain des pratiques. Ainsi, la nécessité d'une prise en compte conjointe des *besoins* du détenu, d'une part, de la gestion de la *sécurité* et de l'ordre interne, d'autre part, représente un impératif indiscutable. Nous avons pu constater que dans la plupart des cas, les besoins du détenu « ne font pas le poids » à côté des exigences sécuritaires et se trouvent nécessairement relégués à l'arrière plan. Il ne s'agit

pourtant pas d'une fatalité, même dans un contexte carcéral. Pour peu que l'on s'entende au départ sur l'objectif général de la détention, certains besoins peuvent tout à fait être considérés comme « incompressibles » alors que des exigences de sécurité seront plus secondaires, et à l'inverse, on peut concevoir des éléments de sécurisation sur lesquels on ne transige pas et des besoins du détenu moins prioritaires. La loi de principes nous donne tout de même un ensemble de directions à suivre, notamment dans le cadre du *plan de détention*. Le binôme risques/besoins y trouve place de façon évidente. La loi de principe envisage à cet effet la réalisation d'une « enquête sur la personne et la situation du condamné ». Il serait dès lors intéressant de tirer parti de ce moment d'enquête pour produire une évaluation conjointe des besoins en termes de plan de détention et au regard de la classification, en établissant un lien fort entre ces deux aspects. Prévoir, dès la condamnation, un lieu et un moment particulier, de même qu'un personnel formé pour la réalisation de cette enquête, à l'instar du système canadien, pourrait, à cet égard clarifier la situation et permettrait de ne pas faire présider des intérêts ou des impératifs locaux sur la décision de placement. Isoler l'étape d'évaluation préalable du détenu permettrait également d'envisager plus facilement le caractère évolutif de la détention et le parcours sur le long terme.

(3) Envoyer un détenu vers un établissement pénitentiaire remplit plusieurs *fonctionnalités, manifestes ou latentes*. Dans certains cas, il s'agit de répondre aux besoins du détenu ou de gérer des problèmes aigus de sécurité. Mais, dans bien d'autre cas de figure, la classification d'un détenu dans un établissement répond à d'autres impératifs. Le changement d'établissement fait ainsi fonction de régulateur comportemental, de régulateur de surpopulation ou/et de régulateur des tensions qui sévissent au sein des prisons. L'orientation d'un détenu répond parfois également à des exigences liées au climat social de l'établissement, notamment dans le cadre des négociations avec les syndicats. La place trop importante laissée à ces fonctions latentes a pour corollaire la création de catégories implicites de détenus fondées, non pas sur une évaluation rigoureuse de leur profil au départ d'un projet, mais sur une évaluation intuitive qui repose sur les considérations d'ordre interne des établissements où ils séjournent. Ainsi, derrière l'annonce d'une « individualisation » du traitement d'un condamné, se cache fréquemment un ensemble de considérations subjectives, intuitives, difficiles à objectiver, parfois fondées sur l'expérience, mais qui restent relativement aléatoires, très dépendantes des circonstances et peu maîtrisables pour le détenu. A ainsi été observé le développement de véritables procédés implicites de « sélection » des détenus qui font que certains sont amenés à circuler plus facilement d'établissement en établissement, tandis que d'autres vont pouvoir rester relativement stables durant leur détention et envisager un plan de détention. Les chefs d'établissements sont à cet égard en négociation permanente : en interne avec leurs agents pénitentiaires, en externe avec les collègues. La plupart montrent cependant leur résistance au piège de cette évaluation sauvage. Ce constat général d'évaluation sauvage est à rapporter, non pas à une quelconque intentionnalité dans le chef des professionnels, mais à une absence d'outil d'évaluation qui leur permettrait d'orienter plus rationnellement leurs décisions. Comment, si l'on ne dispose pas d'outil particulier pour faire autre chose, ne pas privilégier la gestion systémique des établissements sur le développement de projets de fond ?

(4) A côté de ces formes implicites de catégorisation des détenus émergent également des représentations implicites relatives aux établissements. Elles reposent également sur le flou qui règne quant à la destination des établissements tant en termes de sécurisation, qu'au regard des programmes et des projets qui y sont menés. La variété des régimes, d'un établissement à l'autre, est à cet égard tout à fait significative. Il apparaît dès lors important de spécifier davantage la destination des établissements au regard des disparités internes de

programme et de compétences qu'ils offrent et non exclusivement en raison des infrastructures techniques. Concernant les établissements et leur différenciation, il est aussi apparu très clairement que la progressivité des régimes s'envisage plus facilement de manière interne que dans le cadre du passage d'une prison à l'autre. Cette formule, si elle a l'avantage de la stabilité pour le (bon ?) détenu, a l'inconvénient de ne pouvoir reposer que sur des ressources locales et dès lors de désavantager les détenus séjournant dans des établissements qui en sont dépourvus. Le manque de visibilité des offres de programme, de formation et de travail que propose chaque établissement est cependant un obstacle majeur pour procéder autrement. Il pourrait à cet égard être intéressant, à nouveau, de s'inspirer du Canada et d'envisager le recrutement de « gestionnaires de programmes », c'est-à-dire de personnes qui, au sein de l'administration, ont pour compétence exclusive, non seulement de garantir la visibilité continue de l'offre de chaque établissement et de ses modifications mais également de représenter la courroie de transmission avec les acteurs locaux qui sont partenaires au niveau du secteur associatif et des entités fédérées, des chefs d'établissement et de l'administration centrale. Le fait de consacrer un emploi exclusif à cette mission traduirait également l'importance accordée par les projets « substantiels » en milieu carcéral.

### 3.5. *Le modèle belge : un véritable « dinosaure »*

La mise en perspective de l'analyse des pratiques de classification au regard d'une définition d'un véritable « système objectif de classification » fait apparaître le modèle belge comme un véritable « dinosaure ». Une définition nous est fournie dans la littérature (Austin, 2003). Nous nous y référons pour pouvoir, au regard de modèles rencontrés à l'étranger, situer au mieux le modèle en vigueur en Belgique. Cinq conditions doivent être rencontrées pour qu'un mode de classification puisse être considéré comme un système objectif : (1) l'usage de critères qui se basent sur des facteurs solides et fiables pour apprécier le niveau de sécurité nécessaire pour un détenu déterminé, (2) une unité de classification centralisée avec du personnel formé et en suffisance pour assurer le contrôle de tous les transferts entre établissements et une unité centralisée responsable du *monitoring* de la première unité et préparant la politique et les procédures en matière de classification, (3) un système de classification entièrement automatisé de sorte que chaque décision de classification, de même que les facteurs qui interviennent, soient enregistrés et accessibles à l'analyse, (4) un processus initial de classification et un processus de reclassification dans lequel la situation de chaque détenu est réexaminée au moins une fois l'an pour d'éventuels changements dans le niveau de classification et enfin (5) l'usage d' 'over-rides' qui permettent au personnel de s'écarter du score de classification d'un détenu déterminé, ceci pour des raisons qui sont définies à l'avance par l'administration.

(1) L'analyse des pratiques belges n'a permis d'observer *aucune classification formelle* des établissements pénitentiaires. Hormis quatre établissements, tous sont des établissements fermés. Les quatre prisons les plus récentes sont d'ailleurs des établissements dits de « haute sécurité », même si aucune base empirique ne permet de fonder une telle désignation. Il n'existe en effet aucune répartition claire des établissements en fonction de leur niveau de sécurité (ni de leur régime). L'absence d'une répartition formelle va de pair en Belgique avec un développement très réduit des établissements de faible niveau de sécurité et une focalisation sur les établissements de haute sécurité. Sur une capacité totale de 9221 places (au 20 avril 2011), la proportion de 6% seulement affectée à des établissements ouverts est particulièrement criante. Ce qui signifie que seule une portion minuscule de la population des détenus condamnés a la possibilité de séjourner dans un régime ouvert. En se basant sur des chiffres de population de 2008, on constate effectivement que seuls 9,8% des condamnés

définitifs ont séjourné dans un établissement ouvert. Si l'on se réfère par ailleurs à la capacité des quatre prisons les plus récentes, il en ressort que 20,5% de la capacité totale, soit une place sur cinq, est située dans un établissement de haute sécurité. Les chiffres de population de 2008 montrent que concrètement 30% des condamnés définitifs ont séjourné dans un tel type d'établissement. Ces chiffres se distinguent magistralement de ceux que l'on peut observer dans des pays qui appliquent un système objectif de classification et une répartition formelle des établissements en fonction du niveau de sécurité. Aux Etats-Unis, 35 à 40% de la population détenue séjourne dans un établissement de sécurité minimum et de régime communautaire, 35 à 40% dans un établissement de sécurité moyenne et 10 à 15% seulement dans un établissement de sécurité maximum (Austin et Hardyman, 2004 :14).

La *réglementation formelle* existant en Belgique en matière de classification, constituée de plus de vingt circulaires - se référant à celle de 1971- constamment adaptées aux circonstances, présente par ailleurs un caractère véritablement archaïque et a perdu pour une grande part son caractère normatif. Enfin, l'on peut affirmer que durant la dernière décennie *aucune recherche scientifique* sur la classification n'a trouvé place en Belgique qui aurait permis l'usage de critères scientifiquement fondés. Depuis le développement de systèmes de classification objectifs à l'étranger, à partir des années 80, aucune démarche scientifique n'a donc permis de faire le pont entre ces perspectives nouvelles et la pratique pénitentiaire d'inspiration essentiellement juridico-administrative.

(2) Si formellement existe bien depuis 2009 un service qui gère la classification des condamnés il est très difficile de dire dans quelle mesure la création de ce « service de gestion de la détention », prenant la relève du « service des cas individuels », a modifié l'orientation en matière de classification. Aucun rapport d'activité n'est en effet rendu public et le rapport d'activité de la Direction générale des établissements pénitentiaires est à ce propos très peu bavard. On peut souligner par ailleurs que le « centre de recherche et d'observation clinique » érigé par l'arrête royal du 19 avril 1999 - en tant qu'établissement scientifique fédéral - qui aurait pu éventuellement étendre ses missions à la classification n'existe que sur papier depuis 12 ans et que cette initiative est donc restée lettre morte. L'analyse des pratiques a montré de surcroît que l'expérience en matière de classification était concentrée, au sein du service des cas individuels, sur quelques personnes seulement, ce qui accroît le risque de perte d'expertise et de connaissances en cas de départ de celles-ci. Enfin, l'examen des logiques de système « global » versus « local » a mis en évidence que le rôle de ce service, loin de disposer d'un pouvoir total sur la classification, était bien souvent limité à une fonction d'arbitrage entre les directions locales. Il n'est pas question non plus de véritable politique de classification et de procédures correspondantes qui pourraient logiquement émaner de ce type de service.

(3) On ne peut faire état non plus d'un système automatisé de classification. Il ressort clairement de l'analyse que les décisions se prennent au cas par cas. *L'absence d'un système automatisé* ne permet pas en outre d'accéder à une information suffisamment valide pour appuyer une analyse des processus de décision. L'absence de conception systématique au niveau de la classification se marque aussi dans *l'absence d'un système progressif* généralisé à l'ensemble des condamnés. Or la littérature nous apprend, d'une part, que la mise en liberté à partir d'un établissement de haute sécurité conduit à davantage de récidive (Camp et Gaes, 2009) et, d'autre part, que le type d'établissement où le détenu a séjourné détermine en partie les probabilités d'accès à une libération anticipée (Blanchette, 2001). L'examen des données chiffrées ne fait ressortir non plus *aucun principe directeur* au niveau de la classification. Le principe de proximité ne semble ainsi appliqué que de façon très relative. Enfin, une base de données informatisée regroupant une *information systématique* à propos de la population détenue fait actuellement défaut. Le système existant SIDIS-Greffe est conçu avant tout sur



base de considérations administratives et ne peut être utilisé comme instrument automatisé de classification. Certaines informations pertinentes pour la classification (tests psychologiques, contacts sociaux, problèmes disciplinaires...) ne sont même pas recueillies de façon systématique. Plus fondamentalement encore, l'on peut souligner l'absence de cartographie globale détaillée de la population détenue. Ainsi, aucun chiffre sur la récidive d'ex-détenus n'a été publié depuis bientôt trente ans alors que cela peut constituer un critère important de classification. (4) Il va sans dire qu'en l'absence de classification systématique il ne peut être question non plus de re-qualification systématique. (5) Le constat vaut également en ce qui concerne la possibilité de s'écarter du score de classification d'un détenu déterminé.

Dans la littérature il est question déjà dans les années 80 d'une sorte d'évolution dans les pratiques de classification. Clear et Gallagher distinguent trois phases : *there is no classification* (1), *underdeveloped classification systems* (2) et *highly developed classification systems* (3). Si l'on tente de situer la Belgique dans ce schéma évolutif, il apparaît clairement relever de la première phase encore décrite comme *a classification dinosaur*.

#### 4. Les données chiffrées

La partie 4 du rapport rend compte de l'analyse de deux extractions issues de la base de données SIDIS-GREFFE de la Direction Générale des Etablissements Pénitentiaires. L'exploitation de ces données visait d'une part à fournir tant que faire se peut des informations quantitatives sur les pratiques de classification telles que concrètement appliquées et d'autre part à pouvoir effectuer sur une base objective la sélection des établissements pénitentiaires et des catégories de détenus en vue de la réalisation des interviews de détenus (partie 5). Deux extractions ont été exploitées, renvoyant à des informations enregistrées aux dates du 5/02/2008 et du 7/10/2008.

Comme dans beaucoup de pays, la Belgique a opté pour une classification en fonction du *genre*. 3,6% de la population condamnée est féminine et 8 établissements accueillent des femmes. Cela signifie que les femmes ont beaucoup moins de possibilités de séjourner dans une prison proche de leur domicile. L'examen de la distribution des détenus condamnés en fonction de la catégorie d'*âge* révèle que les établissements belges - qui tous accueillent des condamnés - varient significativement en ce qui concerne le profil de leur population : quelques établissements accueillent ainsi une population plus âgée<sup>109</sup>, alors que d'autres accueillent une population nettement plus jeune<sup>110</sup>.

L'analyse en fonction de la *nationalité* met en évidence 9 établissements dont la proportion de condamnés belges est en-dessous de la moyenne nationale (60%), St Gilles ressortant clairement avec un pourcentage de 26%. Parmi les nationaux, l'on constate que 76 belges de langue francophone séjournent dans une prison de rôle néerlandophone et que 24 néerlandophones séjournent dans une prison de rôle francophone, ces chassés-croisés se rencontrant essentiellement dans les établissements bruxellois. Parmi les non-nationaux, 303 détenus se revendiquant de langue française se retrouvent dans un établissement de rôle néerlandophone alors que 18 séjournent dans une prison de rôle francophone tout en appartenant au rôle néerlandophone. Parmi les non-nationaux d'une autre langue, 353 se retrouvent dans une prison néerlandophone et 141 dans une prison francophone. Les données ne permettent pas de savoir dans quelle mesure les détenus non-nationaux disposent ou non

---

<sup>109</sup> Leuven Centraal, Berkendael, Huy, St. Hubert en Dinant.

<sup>110</sup> Merksplas, St. Gillis, Leuven Hulp, Ittre en Andenne.

du droit de séjour et cette information lorsqu'elle est relevée dans SIDIS-Greffe est actuellement peu fiable.

*La concentration de condamnés définitifs* est la plus importante, quasi-exclusive dans ce cas, dans deux établissements dits de haute sécurité, à savoir Ittre et Andenne. Leuven Central présente une concentration importante de condamnés à de longues peines. A Brugge et Hasselt, l'accent est mis également sur les condamnés mais un groupe non négligeable de prévenus est cependant présent. Les condamnés définitifs sont présents dans tous les établissements ce qui entraîne qu'une diversification interne des régimes, distinct de celui des prévenus, est donc nécessaire.

Sur base du dernier domicile connu du détenu condamné, un *taux de détention de condamnés par arrondissement* a pu être calculé, ceci pour 71% de la population. Si les résultats sont donc relatifs, ils apportent néanmoins des indications intéressantes. Le calcul mène à un taux de détention de condamnés global de 53,8 pour 100.000 habitants. Ce taux varie cependant fortement entre les arrondissements judiciaires : de 11,1 % dans l'arrondissement d'Eupen à 71,9% dans l'arrondissement de Charleroi. Ces chiffres ne peuvent bien sûr être interprétés que partiellement au regard de la criminalité dans les divers arrondissements, puisqu'il s'agit de chiffres de détention et que ceux-ci reflètent donc l'activité et les processus de sélection et décision mis en œuvre aux différentes phases du système pénal à l'égard des différentes populations concernées. Ce qui certain par contre c'est que ces différences ont des effets sur les objectifs de la classification, notamment la règle de proximité par rapport au domicile qui ne pourra être rencontrée de la même manière pour tous les détenus en fonction de l'arrondissement d'origine et de la situation des différents établissements. L'exemple le plus évident est l'arrondissement de Charleroi où sont domiciliés plus de 400 condamnés alors qu'il ne dispose que d'un seul établissement (Jamioulx) et que l'on n'y comptabilise que 81 condamnés domiciliés dans l'arrondissement. L'examen des données indique plus généralement une grande dispersion des condamnés en fonction de leur lieu de domicile. Par ailleurs, sans que l'on puisse identifier avec certitude la population des non-nationaux sans droit de séjour, on dispose néanmoins de certaines indications. L'analyse de la répartition de cette population fait ressortir la prison de St Gilles comme étant nettement en tête des établissements où celle-ci séjourne.

La répartition des détenus en fonction de *la durée de leur peine* peut également être examinée. L'examen montre une dispersion variable selon les établissements. Cinq établissements apparaissent ainsi en tête pour ce qui concerne le séjour des condamnés à de longues peines de plus de 10 ans<sup>111</sup>. Seuls quelques établissements, dont Anvers se distinguent par une concentration de courtes peines. Une grande dispersion des courtes peines dans l'ensemble des établissements signifie également que davantage d'établissements connaîtront un flux important, avec les conséquences qui s'en suivent en termes d'organisation.

Un autre paramètre qui peut être observé est la distribution des *modalités de mise en liberté* en fonction des établissements (et de la durée de la peine). Dans 27 des 32 établissements, la libération provisoire est le mode de libération le plus important. Dans quelques établissements<sup>112</sup>, cette modalité joue un rôle moins important. Et dans trois établissements<sup>113</sup>, la libération conditionnelle est le mode de libération le plus fréquent, ce qui est une indication prudente que ces établissements fonctionnent davantage comme prisons de transition vers la

---

<sup>111</sup> Leuven Centraal, Ittre, Brugge, Lantin en Andenne.

<sup>112</sup> Hoogstraten, Ittre, Ruiselede, Marneffe et Andenne.

<sup>113</sup> Hoogstraten, Ruiselede et Marneffe.

liberté. Ce n'est pas le cas pour St Hubert dont on voit qu'il accueille une grande part de condamnés à de courtes peines. A Ittre et à Andenne, établissements de haute sécurité, la sortie en fin de peine est le mode le plus fréquent. Il s'agit là d'une indication négative pour l'application d'un régime progressif. Le *turnover* par établissement varie aussi fortement : de 13.8 à Andenne à 1095.5 à Anvers. Dans la plupart des établissements, le pourcentage et le nombre absolu de libérations provisoires contrastent fortement avec ceux des modalités de libération s'appliquant aux condamnés à plus de trois ans, qui semblent quant à elles appliquées avec parcimonie.

Enfin, la *distribution des récidivistes* peut être étudiée, ceci sur base d'un indicateur qui reste relatif, à savoir le nombre d'écrous observés pour un même détenu. Dans quelques établissements<sup>114</sup> seulement, on retrouve un grand groupe condamnés ayant connu plus d'un écou. La plupart des prisons présentent un mixte de détenus primaires et de détenus écroués au moins pour la deuxième fois. On peut donc faire l'hypothèse que le critère de récidive n'a que peu d'incidence sur la classification.

Sur base de l'analyse des caractéristiques des différents établissements, une sélection de huit établissements a été opérée en visant la diversification maximale, pour la prise en compte du point de vue des détenus via la réalisation d'interviews d'une part et d'une enquête à grande échelle d'autre part.

## **5. Le point de vue des détenus**

La dernière phase de recherche a consisté en une approche de la classification située du point de vue du détenu, cela, afin d'envisager les aspects plus subjectifs de cette question. Nous l'avons souligné à maintes reprises dans ce rapport de recherche, si les enjeux systémiques apparaissent souvent dominant dans ce processus, nombre de décisions en matière de classification sont justifiées par le bien-être du condamné ou sont présentées comme directement issues de sa volonté. Une attention toute particulière a dès lors été accordée à la manière dont les personnes vivent et apprécient leur situation en détention, plus précisément en ce qui concerne leur rapport à leur prison d'attache et leur vécu des situations de transfert. La littérature scientifique offre d'ailleurs bon nombre d'arguments à l'appui d'une prise en compte de l'expérience du justiciable, qu'il s'agisse, de manière pragmatique, d'envisager la Justice comme un service public dont la satisfaction des clients importe au fonctionnement ou que l'on envisage plus théoriquement de construire un savoir scientifique sur la prison au départ de toutes les perspectives existantes.

### *5.1. Les interviews de détenus*

Les résultats des interviews de détenus sont éclairants. Le panel diversifié des 38 détenus interrogés nous a livré un point de vue riche et nuancé, qui permet d'éclairer à bien des égards les résultats de recherche que nous avons obtenus via nos autres démarches empiriques (rencontre des professionnels, observations du fonctionnement institutionnel, analyses statistiques...). Parmi l'ensemble des résultats obtenus, nous retiendrons ici trois points d'attention.

(1) Un premier point à relever renvoie à *la connaissance, par les condamnés, des procédures de classification et/ou de transfert*. Si certains détenus semblent maîtriser la question, ils sont encore nombreux à évoluer dans un *flou total* quant aux règles qui régissent les opérations de

---

<sup>114</sup> Merksplas, Wortel, Hoogstraten, Ieper, Ruiselede et Dinant.

classification et de transfert. Nombre d'entre eux disent ne pas savoir ce qui a présidé à leur envoi vers l'établissement d'attache où nous les avons rencontrés. Lorsque les raisons sont connues, elles semblent renvoyer systématiquement à des enjeux propres au fonctionnement de l'établissement (surpopulation, politique d'échange, gestion d'incidents disciplinaires, sécurité) et rencontrent plus rarement les intérêts directs du détenu -même si c'est parfois le cas, notamment lorsqu'il s'agit d'un passage devant le tribunal, d'un rapprochement social ou familial ou d'un transfert pour raisons médicales ou professionnelles (intramuros)- . Dès lors, si, d'une manière générale, il est rare que les justiciables maîtrisent avec aisance les aspects juridiques de leur situation, en matière de classification, la complexité et la diversité des textes, relevée en début de rapport, de même que le caractère aléatoire des pratiques, ne contribuent pas à éclairer ce domaine précis. L'absence de motivation formelle des décisions de classification et de transfert apparaît dès lors problématique et ouvre la porte à de fausses interprétations de la part des détenus sinon à des frustrations.

(2) Un second point concerne *le parcours carcéral*. Plus que la classification initiale, ce qui semble remis en cause par les personnes interrogées, c'est *la politique du transfert et l'instabilité qu'elle génère*. Si certains condamnés ont été amenés à faire une demande de changement d'établissement qui a été acceptée et suivie d'effet, beaucoup semblent en attente d'un éventuel départ, sans toujours très bien comprendre ce qui régit la décision qui le permettra. Certains détenus faisant l'objet d'une politique de « carrousel carcéral » se sont dits épuisés et complètement déstructurés par le changement continu et les incertitudes qui l'accompagnent. Plus globalement, la motivation du séjour dans l'un ou l'autre établissement semble, en tant que nébuleuse, rejoindre une impression générale de flou, de manque de transparence réglementaire que les détenus évoquent aussi à propos de bien d'autres éléments de la vie carcérale. Les détenus qui estiment avoir eu quelque chose à dire dans leur orientation vers leur établissement d'attache sont d'ailleurs un peu moins nombreux que ceux qui disent avoir pu influencer cette décision et à cet égard, il semble que l'établissement d'origine ou de destination ait un impact sur cette participation. Cela étant dit, les insatisfactions relatives aux transferts sont systématiquement décrites dans les mêmes termes : méconnaissance des motifs, trop grande rapidité de la décision, avertissement tardif, manque de suivi des effets personnels et disparité des autorisations quant à la détention d'objets d'un établissement à l'autre, « retour à la case départ » dans le suivi des dossiers du SPS etc. Beaucoup déplorent d'ailleurs l'impossibilité de faire appel de ce type de décision ou reprochent sa lenteur au processus d'examen de leur éventuelle contestation à ce sujet.

(3) Le troisième objet d'intérêt directement lié à la classification renvoie quant à lui à la *satisfaction* que peut avoir un condamné à résider dans un établissement plutôt que dans un autre. A ce sujet, on n'observe pas vraiment de surprise. Les avis sont diversifiés, parfois divergents et les critères mobilisés peuvent différer radicalement d'une personne à l'autre selon ses caractéristiques propres et sa situation carcérale. Le principe d'individualisation de la détention apparaît dès lors particulièrement pertinent. On relève par ailleurs une convergence entre les critères retenus par l'administration et ceux évoqués par les condamnés, du moins, lorsque ceux-ci concernent le détenu et non la gestion interne de l'établissement. La proximité familiale, le fait d'être incarcéré dans sa région d'origine semblent en effet être des éléments déterminants de la volonté de séjourner dans un établissement plutôt que dans un autre. Le fait de recevoir des visites est d'ailleurs indéniablement un critère essentiel aux yeux de nombreux détenus, avantage que tout transfert risque de compromettre en cas d'éloignement. Outre ces critères, on relève de nombreuses références à la notion « d'ambiance » de la prison, ambiance qui, selon les détenus, diffère notablement d'un établissement à l'autre. Cette notion n'est pas simple à saisir et renvoie à une diversité

d'aspects : taille et aménagement de l'établissement certes, mais surtout, qualité de la relation avec le personnel (en ce compris avec la direction), contacts sociaux, régime et activités proposées. Sont également évoquées les performances de certains établissements dans le cadre du « suivi des dossiers ».

On remarquera que parmi ces critères, peu concernent la promiscuité ou l'état matériel des lieux, un établissement vétuste « avec une bonne ambiance » étant régulièrement préféré à une prison moderne et salubre. Le plan de détention n'apparaît pas davantage déterminant et l'on rencontre peu de détenus qui ont une vision très précise de leur parcours de détention à venir et des activités qui devraient idéalement le jaloner. Si quelques transferts sont demandés afin de suivre une formation ou d'avoir un travail, ce sont davantage des critères directement liés au bien-être en détention qui dominent plutôt que la réalisation d'un vrai projet personnel. L'accès aux congés et l'admissibilité à la libération conditionnelle sont cependant propres à modifier cette perception, la perspective de sortie conduisant le détenu à apprécier différemment sa détention et les éventuels « acquis » qu'il peut en tirer (ce qui se remarque d'autant plus qu'un encadrement social est assuré par un service externe). Ce type de conception est cependant différent lorsque la personne n'est pas en situation de séjour légal et qu'elle redoute éventuellement le renvoi vers un autre pays. Il n'en demeure pas moins que l'offre de chaque établissement en termes d'activités occupationnelles et d'activité de reclassement représente un souci pour nombre de détenus et nous avons pu observer des différences notables entre les perceptions des détenus à ce sujet selon leur établissement de séjour, voire selon la région concernée.

En définitive, s'il est impossible de résumer en quelques lignes les apports d'une approche du thème de la classification située du point de vue du détenu, on peut toutefois tenter d'identifier les questions auxquelles ouvre celle-ci. La disparité des situations, des parcours de vie, des manières d'être et de penser conduisent tout naturellement chaque personne à évaluer différemment sa situation et à apprécier les critères de sa classification. Faut-il pour autant conclure que seule une évaluation au cas par cas est admissible dans ce domaine ? Le système belge est à cet égard ambigu. Si, faute d'outils perfectionnés d'évaluation à vocation généraliste, il autorise l'examen individuel approfondi de chaque dossier préalablement à toute prise de décision, nous avons vu que le principe implicite de « l'espace disponible » est propre à tout moment à remettre en question ce fondement et à reconfigurer aléatoirement des répartitions patiemment élaborées. La question qui se pose alors est la viabilité, sur le long terme, de l'importance accordée aux critères qui reposent sur les caractéristiques personnelles des détenus et leurs projets de vie en prison, sachant que des critères systémiques liés au fonctionnement institutionnel sont toujours susceptibles de s'imposer *in fine* et de conduire au changement continu.

Autre question posée : faut-il nécessairement suivre l'avis du détenu pour son orientation initiale ou son transfert ou faut-il se fonder sur d'autres critères plus objectifs, autorisant d'ailleurs la prise en compte d'avantages, qui lui auraient échappé, à séjourner ici plutôt que là ? Répondre à cette question est à nouveau complexe en Belgique. L'absence de concrétisation effective, dans tous les établissements, du principe de « *plan de détention* » pourtant prévu dans la Loi de principes rend difficile une telle évaluation. Il est clair que, dans l'actuelle situation où le détenu n'est encore que peu sollicité à devenir partie prenante de son projet de détention, il est difficile de concevoir qu'il puisse réévaluer sa situation de détention à l'aune de ses propres perspectives et accepter des options alternatives à ses critères premiers. Il est en effet tout à fait différent de concevoir, par exemple, un éloignement de sa famille lorsqu'aucune motivation ne le soutient ou si c'est pour accélérer la sortie de prison. Dans

l'état actuel des choses, une objectivisation des critères, si elle est souhaitable, apparaît relativement difficile à concevoir.

Enfin, on notera que le point de vue du détenu s'avère être un point de vue variable amené à évoluer en même temps que sa détention. Nos rencontres avec les détenus nous ont permis de comprendre combien l'âge, la période de détention ou la proximité ou non de la fin de peine sont des éléments déterminants dans l'appréhension de l'enfermement et conduisent à apprécier différemment la classification. La question est alors de savoir comment concevoir un outil de classification évolutif qui ne fige pas le détenu dans une situation donnée et qui permette de prendre en compte son évolution tout comme les changements nécessairement amenés à survenir dans sa vie personnelle et sa détention.

## *5.2. L'enquête*

L'enquête distribuée dans 7 prisons auprès d'un total de 2.251 détenus, soit 20% de la population incarcérée, a obtenu un taux global de réponses valides de près de 20% (= 432), taux variant toutefois de 13 à 75% selon les établissements. Les informations ont donc été recueillies auprès d'environ 4% de la population pénitentiaire actuelle. Cette population se caractérise par un âge moyen de 40 ans, une proportion de 72,5% de détenus de nationalité belge, les non-nationaux relevant quant à eux de 34 nationalités différentes. Parmi cette population 44% sont célibataires, 21% sont séparés, 15% mariés, 9,5% ont une relation et 4% sont veuf(ve)s.

Du point de vue de la situation légale, 9% se trouvent en détention préventive. 43% des répondants n'ont connu une première condamnation ou mesure judiciaire qu'après l'âge de 25 ans. 14% ont déjà passé plus de 10 ans derrière les barreaux et 35% plus de 5 ans. Ces temps de détention varient certes selon les établissements mais les constats ne permettent pas de conclure à une association entre le temps de détention subi et la classification. Les informations relatives à la durée du séjour dans l'établissement actuellement occupé laissent supposer une relative stabilité des répondants : 7% seulement séjournent depuis moins d'un mois dans l'établissement alors que 30% y séjournent déjà depuis plus de deux ans. Plus négatifs sont les résultats concernant le nombre d'établissements fréquentés pendant l'actuelle détention : croisés avec les constats précédents, ils indiquent une grande mobilité d'un petit groupe de détenus (10%) ayant connu au moins cinq prisons différentes. Les réponses relatives aux transferts montrent en effet qu'un petit groupe de détenus a connu un grand nombre de transferts.

L'examen des motifs de transferts évoqués par les répondants indiquent une grande variété. Parmi les constats, relevons que les transferts pour raisons disciplinaires sont surtout le fait de deux établissements, que les transferts en fonction d'un plan de reclassification sont plutôt rares, et que, fait marquant, dans nombre de cas, la raison du transfert est méconnue de l'intéressé. Dans ce dernier cas, le risque est important que la perception de la légitimité de l'institution soit mise à mal, entraînant un sentiment d'impuissance, et au-delà un rejet par rapport au système. Inversement, les transferts à la demande du détenu peuvent conforter la légitimité du système et le sentiment de plus d'autonomie. Ce type de transferts est évoqué le plus souvent par les répondants des deux établissements ouverts.

Environ 41% des répondants disent avoir déjà reçu au moins un rapport disciplinaire durant leur détention actuelle et 17% avoir séjourné en cellule d'isolement ou dans l'aile disciplinaire.

Un autre aspect en rapport avec la classification concerne les contacts avec l'extérieur. Trois détenus sur quatre déclarent recevoir des visites. La proximité de la prison par rapport à la dernière résidence du détenu est variable : moins de 50 km dans 38% des cas, entre 50 et 100 km dans 29% et plus de 100 km dans 30% des cas. Pour l'ensemble du groupe des répondants apparaît une relation statistiquement significative entre le fait de recevoir ou non des visites et la distance par rapport au dernier domicile: au plus la distance est importante, au moins le détenu reçoit de visites en prison.

Le temps passé en cellule pendant la détention dépasse les six heures - durant la partie active de la journée - pour environ 40% des répondants. Seuls 5% déclarent suivre une formation, alors que 50% travaillent et que 11% se forment en même temps que de travailler. Trois détenus sur quatre font ainsi état d'une occupation pendant leur détention.

Les répondants ont également eu la possibilité d'évaluer le régime de leur actuelle prison de séjour. Il est assez remarquable de constater qu'à l'exception de la prison de Ruiselede, qui n'a jamais été qualifiée de régime fermé, les six autres prisons font l'objet de tout le spectre des possibles évaluations. Certains répondants ont donc qualifié de régime ouvert celui des établissements de haute sécurité de Ittre et Hasselt. La structure physique d'un établissement ne semble donc pas en elle-même être associée à la façon dont le régime est perçu.

L'analyse des réponses à l'échelle d'évaluation de la qualité de vie en prison (MQPL) permet une mise en perspective de la perception de chaque établissement. Ce sont les prisons de Berkendael et de Ittre qui globalement diffèrent le plus sur cette échelle, celle de Berkendael étant évaluée de façon significative plus positivement que celle de Ittre. Ce type d'examen a été effectué pour chacune des douze dimensions caractérisant la définition de la qualité de vie en prison. Les résultats positionnent ainsi les 7 établissements considérés par rapport à 12 échelles concernant : le respect, les relations entre le personnel et les détenus, la décence, la protection des plus vulnérables, le professionnalisme du personnel, la légitimité bureaucratique, l'équité, les conditions matérielles, les contacts familiaux, le développement personnel, l'autonomie personnelle et le bien-être. Les établissements de Ittre et de Hasselt obtiennent les scores les plus bas sur la plupart des échelles. La prison de Tilburg n'est évaluée le plus négativement que sur le plan des contacts familiaux.

Globalement, c'est sur le plan de la légitimité bureaucratique que l'évaluation est la plus défavorable : les scores apparaissent négatifs pour tous les établissements sans exception. Les dimensions « bien-être » et « développement personnel » sont également négativement cotées dans respectivement 5 et 3 établissements. L'évaluation apparaît la plus positive sur le plan des conditions matérielles. Enfin, une relation significative est démontrée entre la qualification du régime par les répondants et leur évaluation de la qualité de vie : au plus ils perçoivent le régime comme étant fermé, au moins ils évaluent positivement la qualité de vie. Ce constat global met en tout cas en avant l'importance de la question des régimes, de même que la nécessaire attention aux questions procédurales entourant les décisions de classification

\*  
\* \*

Au terme d'une telle analyse, on ne peut que souhaiter le prolongement de la réflexion quant à ces questions fondamentales dans le domaine pénitentiaire. La présente recherche a permis

d'objectiver les pratiques ayant cours à l'heure actuelle en Belgique et de présenter tant leurs limites que certains de leurs mérites. Elle a permis également de faire émerger les effets de contexte et les contraintes qui pèsent aujourd'hui sur la situation carcérale belge. Elle a enfin conduit à s'interroger sur les effets problématiques qu'engendre la soumission à un modèle reposant principalement sur des enjeux d'espace disponible ou d'impératifs sécuritaires. L'adoption d'un système objectif de classification, s'il apparaît aujourd'hui souhaitable en Belgique, devra s'opérer dans la prudence, mais également en faisant œuvre d'audace et de créativité. L'importation de systèmes étrangers, comme nous l'avons vu, ne représentera pas une option suffisante et ne pourra pas permettre de rencontrer les spécificités et les exigences du terrain que nous avons étudié. Travaillant presque au départ d'une feuille blanche, le système belge a aujourd'hui tout loisir d'élaborer plus avant son système de classification et de concevoir la diversification de ses régimes pénitentiaires comme il l'entend. Sans doute est-ce là une occasion à ne pas manquer.



## EVOLUTIONS RECENTES

Dans la perspective des recommandations précédemment formulées dans les conclusions de ce rapport, il importe de signaler que, depuis la fin du travail de terrain réalisé dans le cadre de notre recherche (début 2009) et des premières salves de rédaction du rapport final, un mouvement de changement dans la structure et les pratiques de la DGEPI a été amorcé. Ce mouvement s'est inscrit directement, dans le plan de management du Directeur Général des Établissements Pénitentiaires<sup>115</sup>. Concernant les pratiques, le plan de management vise en effet explicitement, au niveau opérationnel, l'élaboration, en concertation avec les directions locales d'établissements pénitentiaires, de « processus standardisés de prise de décisions et de gestion des cas »<sup>116</sup>. A l'occasion de ces transformations, la réglementation relative à la classification d'office vers les établissements ouverts a quant à elle fait l'objet d'une clarification.

Un autre processus – le Business Process Management (BPM) – actuellement développé au niveau du Service psychosocial (SPS) de la DGEPI est de nature à introduire des changements au niveau des pratiques, dans la mesure où il redéfinit les processus correspondant aux différentes missions des services psychosociaux, à savoir l'accueil, le suivi et l'accompagnement et la mission d'avis<sup>117</sup>. Sans pouvoir anticiper à l'heure actuelle les recommandations du BPM encore en cours l'on peut néanmoins relever que cette perspective pourrait répondre en partie à des besoins soulignés dans ce rapport.

Enfin, relevons que la Loi de principes - et notamment son article 2, entré en vigueur le 1er septembre 2011<sup>118</sup>, confère une base légale aux instructions méthodologiques applicables aux services psychosociaux en matière d'accueil des détenus: entretien avec le détenu au plus tard dans les 4 jours de l'arrivée en prison durant lequel celui-ci est interrogé au sujet des actions qu'il est nécessaire d'entreprendre immédiatement dans le but de limiter les effets préjudiciables de la détention. Une lettre collective a été transmise aux directions locales afin de traduire concrètement les implications de cette disposition<sup>119</sup>. L'article 35 de la Loi de principes prévoyant une enquête sur la personne et la situation du condamné dans la perspective du plan de détention individuel dès l'incarcération et l'accueil du condamné n'est quant à lui pas encore d'application. Il pourrait constituer un pas important pour répondre à la nécessité, relevée dans ce rapport, d'un moment d'évaluation dès le début de la période d'exécution de la condamnation, ceci afin de produire le plus tôt possible une évaluation conjointe des besoins en termes de plan de détention et au regard de la classification. La concertation avec les entités fédérées, compétentes en matière d'aide aux détenus, se poursuit dans cette perspective.

---

<sup>115</sup> Service Public Fédéral Justice, Plan de management et opérationnel intégré, version mise à jour au 17 juin 2011, 90-91, voir « L'objectif stratégique Processus 1 : Processus du nouveau cadre légal ».

<sup>116</sup> Note de présentation du projet EPIP11004 portant sur la création d'un service juridique interne au sein de la Direction Gestion de la détention, compétent pour le placement et le transfèrement des détenus, Service Fédéral Justice, Direction Générale EPI, Établissements pénitentiaires, p. 1.

<sup>117</sup> Le processus est encore en cours et le rapport n'est pas encore accessible.

<sup>118</sup> Arrêté Royal du 8 avril 2011 déterminant la date d'entrée en vigueur et d'exécution de diverses dispositions des titres III et V de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus.

<sup>119</sup> Direction Générale des Établissements Pénitentiaires, Lettre collective n° 107 du 16 juin 2011 concernant l'entrée en vigueur de diverses dispositions des Titres III et V de la Loi de Principes.

Sur base des informations transmises à ce jour par la DGEPI, nous décrivons ci-après les modifications engendrées au niveau de la classification, en distinguant celles concernant la réforme structurelle des services, celles concernant la procédure et celles portant sur l'orientation des condamnés vers le milieu ouvert.

## 1. Réforme structurelle

L'élément sans doute le plus important à relever depuis que nous avons réalisé notre recherche est que l'ancien service des cas individuels (au sein duquel nous avons réalisé des observations directes) s'est aujourd'hui dissous dans une nouvelle organisation. Le SPF Justice compte ainsi depuis le 15 juin 2009 une « Direction Gestion de la détention » dirigée par un Conseiller Général, direction qui supervise un service chargé du suivi des détenus quant à leur *statut juridique externe*<sup>120</sup> (il s'agit là des compétences de l'ancien service des cas individuels qui, à cet égard, ne fait que changer d'appellation) et un service chargé du suivi en matière de *statut juridique interne*, nouveau service dont les membres sont entrés en fonction début 2011, compétent notamment en matière de classification. Ces deux services sont complétés d'un secrétariat et d'un service de classement.

S'il n'y a pas grand-chose à dire sur le service consacré au *statut juridique externe* (puisque aucun changement fondamental ne s'opère à cet égard), la création d'un service consacré au *statut juridique interne* apparaît plus décisive dans le cadre de notre recherche. Sa création répond en partie à un besoin, souligné dans le présent rapport, de réserver les décisions de classification et de transfèrement des détenus à un service spécifique dont c'est la compétence principale. Alors que précédemment, deux chefs administratifs assuraient l'orientation des détenus vers les établissements au nord et au sud du pays, un service employant un total de 8 personnes est aujourd'hui créé à cette fin. Ce changement est également envisagé au regard des exigences de la Loi de principes que nous avons énoncées en début de rapport. Ainsi, l'obligation de motiver les décisions de classification et de transfèrement, la nécessité d'assurer un suivi en cas de réclamations et de faire face aux éventuels recours contre les décisions de placement conduisent à envisager un mode d'organisation plus rationnel, des procédures plus détaillées et à y réserver un personnel plus étendu. Il semble par ailleurs que cette restructuration institutionnelle ait été également motivée par des constats liés à des décisions de placement ou encore par des pratiques de terrain se déroulant au niveau local et dont les services centraux, comme nous l'avons plusieurs fois souligné dans le présent rapport, pouvaient difficilement assurer le contrôle et le suivi par manque d'information (par exemple la pratique de classification d'office ou de listes d'attente évoquée ci-avant). En ce sens, la réforme vise principalement à assurer davantage de centralisation et de cohérence dans la prise de décision.

Dans cette perspective, la volonté d'assurer une gestion centralisée des décisions de placement et de transfèrement devrait permettre de rencontrer certaines des difficultés d'harmonisation des enjeux globaux et locaux que nous avons identifiées au moment des observations de terrain réalisées au Service des Cas Individuels. Il est également envisagé de procéder à des adaptations des bases de données disponibles reprenant les informations relatives aux détenus, aux effets de leurs orientations et aux variables qui doivent rentrer en ligne de compte afin de procéder adéquatement à celles-ci.

---

<sup>120</sup> Rappelons que, pour les peines de moins de trois ans, la compétence décisionnelle revient encore au Ministre de la justice.

Le service statut juridique interne se verra confier la mission d'envisager les enjeux propres à l'orientation et au placement des détenus d'un point de vue global et local. On remarquera cependant que la destination des établissements, c'est-à-dire la détermination du type de public censé y séjourner, loin d'être explicite à l'heure actuelle même si nous avons identifié d'importants effets de réputation de certains établissements, devra préalablement faire l'objet, selon l'exigence de la Loi de principes, d'une décision prise par arrêté royal.

La mise en place du plan de détention au sein des établissements pénitentiaires tel qu'envisagé dans la Loi de principes est également prise en compte dans le projet de création du service. A cette fin, il est prévu « d'inventorier, analyser et évaluer systématiquement l'offre de programmes, d'équipements et de projets pénitentiaires importants dans les établissements pénitentiaires, y compris l'offre de partenaires externes »<sup>121</sup>. Cette démarche, que nous appelons également de nos vœux dans ce rapport, constitue en effet l'étape préalable indispensable à la généralisation de la mise en œuvre de plans de détention individuels pour la plupart des détenus, notamment à travers la rationalisation de l'offre et de la demande.

Ce service est appelé à terme à gérer la capacité de manière optimale compte tenu du contexte de surpopulation, à réaliser un placement responsable des détenus dans le contexte d'une classification et d'une planification de la détention actualisées et à apporter un soutien en matière de gestion des risques par le biais de l'amélioration du flux et du traitement de l'information au sein de la DGEPI et entre la DGEPI et les services de police et de sécurité.

L'ensemble de cette réforme est, à ce stade, à sa première étape. Il s'agit en effet tout d'abord de créer le Service statut juridique interne, d'assurer le transfert des connaissances déjà acquises (notamment par les chefs administratifs dont nous avons observé le travail) et de le doter des compétences et outils nécessaires. C'est seulement dans une seconde phase que des procédures visant la rationalisation des pratiques devront être mises en œuvre, l'objectif étant d'aboutir à des procédures standardisées.

## **2. Procédure améliorée**

Une procédure particulière au départ d'un formulaire spécifique reprenant un ensemble d'informations nécessaires à la décision de classement a été développée dans le cadre de l'occupation du PI Tilburg et est progressivement étendue à d'autres situations. Le principe général de la classification ne change pas, celle-ci continue d'être demandée à l'administration centrale (ici, la nouvelle Direction Gestion de la Détention) par le directeur d'établissement qui reçoit le détenu. Le nouveau formulaire de classification, complété par les chefs d'établissements, doit comporter un avis motivé, doit faire état de l'existence, ou non, d'une demande émanant du détenu concerné et doit comporter un ensemble d'informations relatives à la situation légale du condamné, à son profil, aux éventuels incidents disciplinaires qu'il a déjà connus en détention, à son risque d'évasion, au nombre de visites qu'il reçoit, à ses activités en détention, à sa dangerosité, à son état de santé, à des contre-indications éventuelles relatives à la fréquentation d'autres détenus. Des informations spécifiques sont demandées lorsque la demande concerne une orientation vers un établissement ouvert ou en cas d'orientation vers la prison de Tilburg (aptitude au régime communautaire, notamment). Ce formulaire est envoyé au nouveau service consacré au *statut juridique interne* en vue de l'examen de la demande qui, au terme de l'examen du dossier, prend une décision dont il avertit ensuite la direction locale.

---

<sup>121</sup> Note de présentation du projet EPIP11004, *op. cit.*, p. 6.

### 3. Projet pilote de classification vers le milieu ouvert

Un groupe de travail a été mis en place en mars 2010 au départ du constat que les établissements ouverts ne fonctionnaient pas à pleine capacité. De nouvelles règles et une procédure adaptée<sup>122</sup> ont été développées et sont actuellement en application dans le cadre d'un projet auquel participent 6 établissements fermés et les établissements ouverts de Marneffe, Saint-Hubert et Hoogstraten. Ce projet est en phase d'évaluation et devrait pouvoir s'étendre à d'autres établissements d'autant que l'on constate une amélioration du taux d'occupation des établissements ouverts

---

#### <sup>122</sup> *Concernant Saint-Hubert*

- Classifications d'office : deux catégories de détenus sont orientées d'office vers cet établissement : une catégorie générale et une catégorie particulière. La catégorie générale concerne tous les condamnés définitifs belges ou étranger (ayant droit de séjour) dont le profil ne comporte pas de contre-indications quant à leur aptitude à séjourner dans le milieu ouvert (pas de risque d'évasion, comportement compatible avec ce milieu, acceptation des règles de base), qui subissent une ou plusieurs peines dont le total ne dépasse pas cinq ans et dont la situation n'est pas susceptible d'évoluer et de dépasser plus de cinq ans (en raison, par exemple, de la révocation d'un sursis, d'une libération provisoire ou conditionnelle ou de la mise à exécution d'une nouvelle peine). La catégorie particulière concerne quant à elle les condamnés étrangers sans droit de séjour en Belgique qui subissent une ou plusieurs peines dont le total ne dépasse pas trois ans. Ils doivent cependant être considérés comme aptes à évoluer en milieu ouvert sur la base des mêmes critères que la catégorie générale. Et, toujours de la même manière que pour la catégorie générale et pour les mêmes types de raisons, leur situation ne peut être susceptible d'évoluer et de dépasser la durée de trois ans. Par ailleurs, ils ne doivent être admissibles à la libération provisoire et leur date d'admissibilité à celle-ci devra être atteinte endéans un délai de trois mois.

- Classification sur la base d'une proposition individuelle d'un établissement pénitentiaire : il s'agit ici d'envisager l'envoi vers le milieu ouvert de détenus qui, ne correspondant pas aux critères énoncés ci-dessus, sont vus par leur directeurs d'établissements locaux comme pouvant tout de même bénéficier de ce type de transfert parce que cela pourrait favoriser leur progression et parce que leur profil semble adapté à ce type d'établissement. Cela suppose dès lors que les contre-indications énoncées précédemment ne sont pas rencontrées. Cette demande concerne cependant certaines catégories spécifiques de condamnés (tout condamné définitif qui subit une ou plusieurs peines dont le total est supérieur à 5 ans et inférieur à 10 ans et se situant à maximum deux ans de sa date d'admissibilité à la libération conditionnelle ; tout condamné de plus de 60 ans pour lequel ce type de séjour est souhaitable ; tout condamné pour qui l'on peut faire valoir un ensemble de motivations justifiant un séjour en milieu ouvert - suivi d'une formation, évolution dans la peine etc.- , et ce, quelque soit la durée de sa peine. Comme nous l'avons souligné ci-dessus, cette demande doit être dûment motivée et peut comporter, si nécessaire, un éclairage donné par les services psychosociaux internes.

#### *Concernant Hoogstraten et Marneffe*

- Classifications d'office : les conditions et la procédure d'admission sont totalement identiques à celles concernant la *catégorie générale* de détenus orientés vers Saint-Hubert. On notera cependant que le fait de ne pas être disposé et / ou apte à exercer un travail et/ou suivre une formation représente une contre-indication supplémentaire à celles listées pour Saint-Hubert.

- Classifications sur demande : le principe est le même que pour Saint-Hubert (total des peines entre 5 et 10 ans, contexte ou projet particulier à justifier), mais il faut que la personne se situe à maximum de 1 an de la date de son admissibilité à détention limitée ou la surveillance électronique et, comme pour les classifications d'office, il faut que la personne soit disposée et / ou apte à exercer un travail et/ou suivre une formation (le contraire constituant une contre indication). Dans ce cas de figure, il peut être envisagé de procéder à un transfèrement à l'essai. Le directeur de l'établissement ouvert sera alors amené à suivre avec attention l'adaptation et l'évolution du condamné dans son nouveau milieu et devra transmettre, au terme d'une période d'essai dont la durée sera fixée au moment du placement, un avis motivé concernant le maintien ou la réorientation du condamné. Il est à noter que si un changement intervient dans la situation du condamné après une classification effectuée d'office ou sur demande vers Hoogstraten ou Marneffe, et que ce changement a pour conséquence que le condamné ne remplit plus les conditions de cette classification (ex. perte du droit de séjour, nouvelle condamnation etc.), la direction de l'établissement ouvert doit le signaler à la Direction Gestion de la Détention et éventuellement formuler une demande de réorientation.

Nous avons précédemment souligné que la classification vers ce type d'établissement pouvait constituer un envoi effectué d'office pour peu que le détenu remplisse un ensemble de conditions (voir p. 70). L'envoi vers un établissement ouvert pouvait également faire l'objet d'une demande motivée d'un chef d'établissement lorsque, face à un détenu qui ne remplissait pourtant pas les conditions réglementaires de l'envoi vers ce type de milieu, il apparaissait que celui-ci présentait cependant un profil susceptible d'y être orienté pour diverses raisons. Ces modalités d'envoi sont aujourd'hui rappelées et détaillées dans un document élaboré à destination des directions des établissements qui participent au projet.

## BIBLIOGRAPHIE

AEBI M. F. & STADNIC N. (2011), *Space I, Council of Europe annual penal statistics, Survey 2009*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, Université de Lausanne.

AEBI M. F. & STADNIC N. (2007), *Space I, Council of Europe annual penal statistics, Survey 2005*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, Université de Lausanne.

ÆGISDOTTIR, S., WHITE, M.J., SPENGLER, P.M., MAUGHERMAN, A.S., ANDERSON, L.A., COOK, R.S., NICHOLS, C.S., LAMPROPOULOS, WALKER, B.S., COHEN, G. & RUSH, J.D. (2006) "The Meta-Analysis of Clinical Judgment Project: Fifty-Six Year of Accumulated Research on Clinical Versus Statistical Prediction", *The Counseling Psychologist*, Vol.34, Nr.3, 341-382.

AKERSTROM M. (1986), «Outcasts in prison: the case of informers and sex offenders», *Deviant Behavior*, n°7, 1-12.

ALEXANDER, J. (1986) "Classification Objectives and Practices", *Crime & Delinquency*, Vol.32, Nr.3, 323-338.

ALEXANDER J. & AUSTIN J. (1992), *Handbook for evaluating prison classification systems*, Washington, DC : National Institute of Corrections.

ANDREWS, D.A. & BONTA, J. (2010) *The psychology of criminal conduct, Fifth edition*, New Providence, New Jersey: Anderson Publishing.

ANDREWS D. A., BONTA J. & HOGE R. D. (1990), "Classification for effective rehabilitation: rediscovering psychology", *Criminal Justice and Behavior*, Vol. 17, n°1, 19-52.

ATTRILL, G. & LIELL, G. (2007) "Offenders' views on risk assessment", in N. PADFIELD (ed.) *Who to Release? Parole, fairness and criminal justice*, Cullompton: Willan Publishing, 191-201.

AUSTIN, J. (1983) "Assessing the New Generation of Prison Classification Models", *Crime & Delinquency*, Vol.29, Nr.4, 561-576.

AUSTIN, J. (2003) *Findings in Prison Classification and Risk Assessment*, National Institute of Corrections. Prisons Division – Issues in Brief, June 25, 7p.

AUSTIN, J. (2006) "How Much Risk Can We Take? The Misuse of Risk Assessment in Corrections", *Federal Probation*, Vol.70, Nr.2, 58-63.

AUSTIN, J. & HARDYMAN, P.L. (2004) *Objective Prison Classification: A Guide for Correctional Agencies*, Washington, D.C.: National Institute of Corrections, 78p.

AUSTIN, J., HARDYMAN, P.L. & BROWN, S.D. (2001) *Critical Issues and Developments in Prison Classification*, National Institute of Corrections. Prisons Division – Issues in Brief, September 25, 3p.

BEERNAERT M.-A. (2007), *Manuel de droit pénitentiaire*, Louvain-La-Neuve, Anthemis, coll. Criminalis.

BEGHIN J., BELLIS PH., TUBEX H., JANSSEN P. & BOGAERT T. (2000), *La problématique de la violence dans les prisons / Problematiek van geweld in gevangnissen*, Rapport de recherche 1999-2000 (Ph. Mary et S. Snacken, dir.), Bruxelles, Vrije Universiteit, Université Libre de Bruxelles.

BEIJERS, W.M.E.H. & RUTJENS, L.S.M. (2009) "Tussen hoop en vrees. ISD'ers aan het woord", *Justitiële Verkenningen*, Vol.35, Nr.2, 93-105

BENCH L. L. & ALLEN T. D. (2003), "Investigating the stigma of Prison Classification: An experimental Design", *The Prison Journal*, Vol. 83, n°4, 367-382.

BENNINK T. (1993), « Bam bam bam en de gedetineerde lag in de kreukels. Geweld maakt aparte afdeling zendendelinquenten noodzakelijk », *Vrijspraak*, n°6, 8-10.

BENCH, L.L. & ALLEN, T.D. (2003) "Investigating the Stigma of Prison Classification: An Experimental Design", *The Prison Journal*, Vol.83, Nr.4, 367-382.

BERK, R.A., LADO, H., GRAZIANO, H. & BAEK, J-H. (2003) "A Randomized Experiment Testing Inmate Classification Systems", *Criminology & Public Policy*, Vol.2, Nr.2, 215-242.

BEYENS, K. (2006) "Het nakomertje in de Belgische criminografie", in E. DEVROE, K. BEYENS & E. ENHUS (eds.) *Zwart op wit? Duiding van cijfers over onveiligheid en strafrechtsbedeling in België. Handboek criminografische basisinformatie*, Brussel: VUBPress, 297-303.

BLANCHETTE, K. (2001) "Inmate security reclassification: Increasing reintegration potential", *Forum on Corrections Research*, Vol.13, Nr.1, 34-35.

BONTA, J. (1997) "Do we need theory for offender risk assessment?", *Forum on Corrections Research*, Vol.9, Nr.1, 5p. (online-publicatie)

BONTA, J. (2007) "Offender Risk Assessment and Sentencing", *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice / Revue Canadienne de criminologie et de justice pénale*, Vol.49, Nr.4, 519-529.

BONTA, J. & MOTIUK, L. (1990) "Classification to Halfway Houses: A Quasi-Experimental Evaluation", *Criminology*, Vol.28, Nr.3, 497-506.

BONTA, J. & MOTIUK, L. (1992) "Inmate Classification", *Journal of Criminal Justice*, Vol.20, 343-353.

BONTA, J., BOGUE, B., CROWLEY, M. & MOTIUK, L. (2001) "Implementing Offender Classification Systems: Lessons Learned", in G.A. BERNFELD, D.P. FARRINGTON & A.W. LESCHIED (eds.) *Offender Rehabilitation in Practice. Implementing and Evaluating Effective Programs*, New York: John Wiley & Sons Ltd., 227-245.

BOTTOMS (1995), « The philosophy and politics of punishment and sentencing », in C. Clarkson, R. Morgan (dir.), *The Politics of Sentencing reform*, Oxford, Oxford University Press, 17-49.

BROOKES, M. (2010) “The Impact of Grendon on Changing Lives: Prisoner Perspectives”, *The Howard Journal*, Vol.49, Nr.5, 478-490.

BROWN, J.D. (1991) “The Professional Ex-: An Alternative for Exiting the Deviant Career”, *The Sociological Quarterly*, Vol.32, Nr.2, 219-230.

BURSSSENS, D. (2008) “Valkuilen van een evidence-based criminaliteitsbeleid”, *Panopticon*, Vol.29, Nr.2, 6-20.

BYRNE, J.M. & ROBERTS, A.R. (2007) “New directions in offender typology design, development, and implementation: Can we balance risk, treatment, and control?”, *Aggression and Violent Behavior*, Vol.12, 483-492.

CAMP, S.D. & GAES, G.G. (2009) “Unintended consequences: experimental evidence for the criminogenic effect of prison security level placement on post-release recidivism”, *Journal of Experimental Criminology*, Vol.5, 139-162.

CASTEL R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.

CENTRALE TOEZICHTSRAAD VOOR HET GEVANGENISWEZEN (2005) *Jaarrapport 2005*, Brussel: FOD Justitie (online publicatie).

CENTRALE TOEZICHTSRAAD VOOR HET GEVANGENISWEZEN (2006) *Jaarrapport 2006*, Brussel: FOD Justitie (online publicatie).

CENTRALE TOEZICHTSRAAD VOOR HET GEVANGENISWEZEN (2007) *Jaarrapport 2007*, Brussel: FOD Justitie (online publicatie).

CLEAR, T. (2003) “Inmate Classification”, *Criminology & Public Policy*, Vol.2, Nr.2, 213-214.

CLEAR, T. & GALLAGHER, K.W. (1985) “Probation and Parole Supervision: A Review of Current Classification Practices”, *Crime & Delinquency*, Vol.31, Nr.3, 423-443.

CLEMENTS, C.B. (1981) “The Future of Offender Classification: some Cautions and Prospects”, *Criminal Justice and Behavior*, Vol.8, Nr.1, 15-38.

CLEMENTS C. B. (1982), «The Relationship of Offender Classification to the problems of Prison Overcrowding», *Crime and Delinquency*, Vol. 28, N°1, 72-81.

CLEMENTS, C.B. (1996) “Offender Classification: Two Decades of Progress”, *Criminal Justice and Behavior*, Vol.23, Nr.1, 121-143.

CLEMMER D. (1958), *The prison community*, New York, Rinehart & Co.



COMBESSIE Ph. (1996), *Prison des villes et des campagnes*, Paris, Les éditions de l'atelier, coll. Champs pénitentiaires.

CORRECTIONAL SERVICE OF CANADA (1996), *Facilities Offender Intake Assessment Guidelines*, Ottawa.

COX G. H., RHODES J. R. & RHODES S.L. (1990), « Managing Overcrowding: Corrections Administrators And The Prison Crisis », *Criminal Justice Policy Review*, Jun, Vol. 4, 115 - 143.

DAEMS T. (2008), «Compatible victims? Prison overcrowding and penal reform in Belgium», *International Journal of law, Crime and Justice*, Vol. 36, n°3, 153-167.

DAENINCK P., DELTENRE S., JONCKHEERE A., MAES E., VANNESTE C (dir.) (2005), *Analyse des moyens juridiques susceptibles de réduire la détention préventive / Analyse van de juridische mogelijkheden om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen*, Bruxelles, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, 369 p.

DAWES, R.M., FAUST, D. & MEEHL, P.E. (1989) "Clinical Versus Actuarial Judgment", *Science*, Vol.243, 1668-1674.

DE BECO R. (2007), «Le transfèrement des détenus», in *Le nouveau droit des peines: statuts juridiques des condamnés et tribunaux de l'application des peines*, Bruxelles, Bruylant, *Droit et Justice*, n°73, 209-232.

DEBUYST C., DIGNEFFE F. & PIRES A. P. (1998), *Histoire des savoirs sur le crime et la peine. T. II. La rationalité pénale et la naissance de la criminologie*, Montréal, Ottawa, Bruxelles, Les presses de l'Université de Montréal, Les Presses de l'Université d'Ottawa, De Boeck Université.

DELTENRE S., MAES E. (2002), «Effectmeting van enkele mogelijke wetswijzigingen op het vlak van de voorlopige hechtenis», *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, n° 3 (mei-juni), 196-211.

DEVOS, A., HOUCHON, G., REYNAERT, P., RIGUEL, S., VANNESTE, C. (1991), L'aide aux détenus. Cette aide vaut-elle la peine?, in *L'aide sociale aux justiciables, Aspects criminologiques, sociaux et juridiques*, MARY Ph. (dir.), Bruylant, Bruxelles, 103-128.

DEVRESSE M-S. (2008), *Recherche relative à la classification et à la question des régimes au sein des établissements pénitentiaires, Premier rapport intermédiaire* (C. Vanneste, dir.), Bruxelles, Institut National de Criminalistique et de Criminologie.

DEVRESSE M-S et LUYPAERT H. (2006), *Onderzoek betreffende de evaluatie van de reglementering, van de besluitvorming en van het verloop van het elektronisch toezicht - Recherche sur l'évaluation de la réglementation, du travail et des processus décisionnels en matière de surveillance électronique* – (dir. K. BEYENS et D. KAMINSKI), VUB – UCL, recherche commandée par le cabinet de Mme la ministre de la Justice.

DIERCKX, D. (2007) "Beleidsarmoede in armoedebeleid", *Alert*, Vol.33, Nr.3, 66-75.

DIGARD, L. (2010) "When legitimacy is denied : Offender perceptions of the prison recall system", *Probation Journal*, Vol.57, Nr.1, 43-61.

DIRECTORAAT-GENERAAL PENITENTIAIRE INRICHTINGEN (2010) *Activiteitenverslag 2009*, Brussel: FOD Justitie.

DOZOIS J., LALONDE M., POUPART J., (1984), « Dangersité et pratique criminologique en milieu adulte », *Criminologie*, Vol. 17, n° 2, 26-51.

DRIVER, A.D. (1968) "A Critique of Typologies in Criminology", *Sociological Quarterly*, Vol.9, Nr.3, 356-373.

DUMOULIN L. & LICOPPE Ch. (2007), « L'ouverture des procès à distance par visioconférence. Activité, performativité, technologie », *Réseaux*, Vol. 5, n°144, 103-140.

D'URSEL C., JANSSEN J. (1983), "De resultaten van een enquête gedaan in het kader van een studie over de classificatie", *Bulletin Bestuur Strafinrichtingen*, Vol. 36, n°2, 81-103.

EREZ, E. (1985) "Random assignment, the least fair of them all: prisoners' attitudes toward various criteria of selection", *Criminology*, Vol.23, Nr.2, 365-379.

Fédération des Associations pour la Formation et l'Education permanente en Prison (2004), *Livre blanc. La formation et l'éducation permanente en milieu carcéral*, Huy, Fafep.

FEELEY M. & SIMON J. (1994), « Actuarial Justice : the emerging new criminal law », in D. Nelken (dir.), *The Futures of criminology*, London, Sage, 173-201.

FLANAGAN T. J. (1983), «Correlates of institutional misconduct among state prisoners: a research note», *Criminology*, n°21, 29-39.

FLANAGAN, T.J. (1980) "Time served and institutional misconduct: Patterns of involvement in disciplinary infractions among long-term and short-term inmates", *Journal of Criminal Justice*, Vol.8, Nr.6, 357-367.

FUNKE G. S. (1985), « The Economics of Prison Crowding », *The annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 478, pp. 86 - 99.

GARLAND D. (1998), « Les contradictions de la "société punitive": le cas britannique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°124, 49-67.

GARRETT, T., OLIVER, C., WILCOX, D.T. & MIDDLETON, D. (2003) "Who Cares? The Views of Sexual Offenders About the Group Treatment They Receive", *Sexual Abuse: A Journal of Research and Treatment*, Vol.15, Nr.4, 323-338.

GENDERS E. & PLAYER E. (1989), *Race relations in prisons*, Oxford, Clarendon Press.

GENDREAU, P., GOGGIN, CL, CULLEN, F.T. & PAPAROZZI, M. (2002) "The Common-Sense Revolution and Correctional Policy", in M. MCGUIRE (ed.) *Offender Rehabilitation and Treatment: Effective Programmes and Policies to reduce re-offending*, Chichester: John Wiley and Sons, 359-386.

GENDREAU, P., LITTLE, T. & GOGGIN, C. (1996) "A meta-analysis of the predictors of adult recidivism: what works!", *Criminology*, Vol.34, Nr.4, 575-607.

GLASER B. G. & STRAUSS A. L. (1967), *The Discovery of the Grounded Theory. Strategies for qualitative Research*, Chicago, Aldine.

GLASER, D. (1985) "Who Gets Probation and Parole: Case Study Versus Actuarial Decision Making", *Crime & Delinquency*, Vol.31, Nr.3, 367-378.

GOETHALS, J. (2006) "What works? Evidence based no nonsense criminologie?", *Panopticon*, Vol.27, Nr.6, 1-6.

GOETHALS, J. (2007) *Psychologie en delinquentie. Een inleiding in de criminologische psychologie*, Leuven: Acco. (H 9 – Classificatie van delinquenten, 123-135)

GOTTFREDSON, D.M. (1987) "Prediction and Classification in Criminal Justice Decision Making", in D.M. GOTTFREDSON & M. TONRY (eds.). *Prediction and Classification in Criminal Justice Decision Making, Crime & Justice: A Review of Research*, Chicago: Chicago University Press, Vol.9, Nr.1, 1-20.

GOTTFREDSON, S.D. & MORIARTY, L.J. (2006a) "Clinical Versus Actuarial Judgments in Criminal Justice Decisions: Should One Replace the Other?", *Federal Probation*, Vol.70, Nr.2, 15-18.

GOTTFREDSON, S.D. & MORIARTY, L.J. (2006b) "Statistical Risk Assessment: Old Problems and New Applications", *Crime & Delinquency*, Vol.52, Nr.1, 178-200.

HANNA-MOFFAT K. & SHAW M. (2001), "Situation risquée: le risque et les services correctionnels au Canada", *Criminologie*, Vol. 34, n°1, 47-72.

HARER D. H. & STEFFENSMEIER D. J. (1996), «Race and prison violence», *Criminology*, Vol. 34, n°3, 323-356.

HUBERMAN A. M. & MILES M. B. (1991), *Analyse des données qualitatives*, Bruxelles, De Boeck.

HURTUBISE R. & VATZ LAAROUSSI M. (2002), « Réseaux, stratégies et compétences. Pour une analyse des dynamiques sociales à l'oeuvre chez les jeunes de la rue », *L'Homme et la société*, Vol. 1, n° 143-144, 87-63.

IRWIN, J. (1970) *The Felon*, Londen: University of Chicago Press.

KAMINSKI D. et DEVRESSE M-S (2007), « Le statut externe du détenu et la surveillance électronique », in *Le nouveau droit des peines: statuts juridiques des condamnés et tribunaux de l'application des peines*, Bruxelles, Bruylant, *Droit et Justice*, n°73, 351-368.

KAMINSKI (2002), « Troubles de la pénalité et ordre managérial », *Recherches sociologiques*, vol. 33, n°1, 87-107.

LANG W. (1997), *Sexualités et violence en prison*, Paris, Aleas.

LAPPERIERE A. (1997), « La théorie ancrée (grounded theory) : démarche analytique et comparaison avec d'autres approches apparentées », in J. Poupart *et al.*, *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Parsi, Casablanca, Gaëtan Morin, 113-169.

LARRALDE (2007), « Les règles pénitentiaires européennes, instrument d'humanisation et de modernisation des politiques carcérales », *Revue trimestrielle des droits de l'Homme*, n°72, 993- 1015.

LATESSA, E.J., CULLEN, F.T. & GENDREAU, P. (2002) "Beyond Correctional Quackery – Professionalism and the Possibility of Effective Treatment", *Federal Probation*, Vol.66, September, 43-49.

LAYTON MacKENZIE D., POSEY C. D. & RAPAPORT K. R. (1988), "A theoretical revolution in correction. Varied Purposes for Classification", *Criminal Justice and Behavior*, Vol. 15, n°1, 125-136.

LEVINSON, R.B. (1982) "Guest Editorial: A Clarification of Classification", *Criminal Justice and Behavior*, Vol.9, Nr.2, 133-142.

LIEBLING, A. (2004), *Prisons and their Moral Performance. A study of Values, Quality, and Prison Life*, Oxford: Oxford University Press.

LIEBLING, A. (2007) "Why fairness matters in criminal justice", in N. PADFIELD (ed.) *Who to Release? Parole, fairness and criminal justice*, Cullompton: Willan Publishing, 63-71.

LIEBLING, A. (2010) "Prisons and their Moral Performance: Conceptualising and Measuring the Quality of Prison Life", *PROCES*, Vol.89, Nr.5, 313-328.

Ligue des droits de l'Homme (2008), *Prisons belges, l'été sera –encore- chaud*, communiqué de presse du 14 mai, [http://www.liguedh.be/web/Press\\_Communique.asp](http://www.liguedh.be/web/Press_Communique.asp) (consulté le 14 août 2008).

LOSEL F. (2007), « The Prison Overcrowding Crisis and Some Constructive Perspectives for Crime Policy », *Howard Journal of Criminal Justice*, Vol. 46, n°5., 512-519.

MACKENZIE, D.L. (2005) "The importance of using scientific evidence to make decisions about correctional programming", *Criminology & Public Policy*, Vol.4, Nr.2, 249-258.

MACKENZIE, D.L., POSEY, C.D. & RAPAPORT, K.R. (1988) "A Theoretical Revolution in Corrections: Varied Purposes for Classification", *Criminal Justice and Behavior*, Vol.15, Nr.1, 125-136.

MARY Ph. (2006), *La nouvelle loi pénitentiaire. Retour sur un processus de réforme (1996-2006)*, Bruxelles, Courrier hebdomadaire du Crisp, n°1916.

MARY Ph. (2007), « Une affaire (peu) courante : les filets dans les prisons », carte blanche dans le journal *Le Soir*, le 29 novembre 2007.

MCNEECE, C.A. & LUSK, M.W. (1979) "A Consumer's View of Correctional Policy. Inmate Attitudes Regarding Determinate Sentencing", *Criminal Justice and Behavior*, Vol.6, Nr.4, 383-389.

MEEHL, P.E. (1954) *Clinical versus Statistical Prediction: A theoretical analysis and a review of the evidence*, Minnesota: University of Minnesota Press.

MEGARGEE, E.I. (1977) "A new classification system for criminal offenders: The need for a new classification system", *Criminal Justice and Behavior*, Vol.4, 107-114.

MERTON R. K. (1965), *Eléments de théorie et de méthode sociologiques*, Paris, Plon.

MOTIUK L. (1997), "Classification for Correctional Programming : the Offender Intake Assessment (OIA) Process", *Forum on Correctional Research*, Vol. 9, n°1 , Ottawa, Correctional Service of Canada.

MOTIUK L. (1993), "Where are we in our ability to assess risk?", *Forum on Correctional Research*, Vol. 5, n°2 , Ottawa, Correctional Service of Canada.

MURDOCH J. (2007), *Le traitement des détenus. Critères européens*, Conseil de l'Europe.

NELSON, E.K. (1954) "Notes and Criticisms. Classification", *British Journal of Delinquency*, Vol.5, Nr.1, 68-71.

Observatoire International des Prisons, (2006), *Section belge. Notice 2002-2005*.

PAWSON, R. & TILLEY, N. (1997) *Realistic Evaluation*, Londen: Sage Publications.

PETERS, T. (1976) *Ongelijke levensvoorwaarden in de centrale gevangenis te Leuven*, Leuven: Acco.

PIETERS, F. (1994) "Het penitentiair instrumentarium in kaart gebracht", in A. NEYS, T. PETERS, F. PIETERS & J. VANACKER (eds.) *Tralies in de weg. Het Belgische gevangeniswezen: historiek, balans en perspectieven*, Leuven: Universitaire Pers Leuven, 51-78.

POUPARTJ., DOZOIS J. & LALONDE M., (1982), « L'expertise de la dangerosité », *Criminologie*, Vol. 15, n° 2, 7-25.

RASMUSSEN, D. (1940) "Prisoner Opinions about Parole", *American Sociological Review*, Vol.5, Nr.4, 584-595.

RICHARDS, S.C. & ROSS, J.I. (2003) "A Convict Perspective on the Classification of Prisoners", *Criminology & Public Policy*, Vol.2, No.2, 243-252.

RIJKSEN, R. (1958) *Meningen van gedetineerden over de strafrechtspleging*, Assen: Van Gorcum.

ROBERT, L. (2009) “Veelzeggende stilte? Ervaringskennis van (ex-)gedetineerden en strafuitvoering: aanzetten tot een problematisering”, in W. BRUGGEMAN, E. DE WREE, J. GOETHALS, P. PONSAERS, P. VAN CALSTER, T. VANDER BEKEN & G. VERMEULEN (Eds.) *Van pionier naar onmisbaar. Over 30 jaar Panopticon*, Antwerpen: Maklu, 312-319.

ROBERT, L. (2011) “Vrouwe Justitia: ‘horen, zien en ... leren?’”, *Panopticon*, Vol.32, Nr.1, 1-5.

ROSSI G., SLOORE H. (2008), “Cross-cultural reliability and generality of the Megargee Offender Classification System”, *Criminal Justice and Behavior*, Vol. 35, n°6, 725-740.

SAMPSON A. (1994), *Acts of abuse. Sex offenders and the criminal justice system*, London, Routledge.

SERON V. (2006) « La loi de principes concernant l’administration pénitentiaire et le statut juridique des détenus : vers la fin d’un non-droit ? », *Journal des Tribunaux*, N°6236, 553-562.

SERIN, R.C. (2005) *Evidence-Based Practice: Principles for Enhancing Correctional Results in Prisons*, Discussion paper prepared under contract for National Institute of Corrections, Ottawa, December 2005 (online publicatie), 36p.

SHALEV, S. (2007) “The power to classify: avenues into a supermax prison”, in D. DOWNES, P. ROCK, C. CHINKIN & C. GEARTY (eds.) *Crime, social control and human rights: from moral panics to states of denial*, Cullompton: Willan Publishing, 107-119.

SNACKEN S. (1997), « Surpopulation des prisons et sanctions alternatives » in Ph. Mary (ed.), *Travail d'intérêt général et médiation pénale*, Bruxelles, Bruylant, 367-402.

SNACKEN S. (1999), « Analyse des mécanismes de la surpopulation pénitentiaire » in Ph. Mary, Th. & Papatheodorou (eds), *La surpopulation pénitentiaire en Europe. De la détention préventive à la libération conditionnelle*, Bruxelles, Bruylant, 9-34.

SNACKEN S. (2001), « Van ongelijke levensvoorwaarden tot geweld in gevangenissen: het belang van gevangenisregimes » in L. Dupont, & F. Hutsebaut (eds.), *Herstelrecht tussen toekomst en verleden. Liber Amicorum Tony Peters*, Leuven, Universitaire Pers Leuven, 455-478.

SNACKEN S. (2005), « Forms of Violence and Prison Regimes. Report on a research in Belgian Prisons », in A. Liebling & S. Murana, (eds.) *Effects of Imprisonment*, Devon, Willan Publishing, 306-340.

SNACKEN S. & BEYENS K. (1993), *Barstende muren. Overbevolkte gevangenissen : omvang, oorzaken en mogelijke oplossingen*, Antwerpen, Kluwer, Gouda Quint.

SNACKEN S. & BEYENS K. (1994), « Sentencing and prison overcrowding », *European Journal on Criminal Policy and Research*, Vol 2, no 1, 84-99.

SNACKEN S. & RAES A. (2004), « The Future of Remand Custody and its Alternatives in Belgium », *The Howard Journal of Criminal Justice*, n°5, 506-517.

SNACKEN S., WINKELMANS L. & KEULEN J. (2004), *Buitenlandse gedetineerden in Belgische gevangnissen*, Brussel, Koning Boudewijn Stichting.

TAYLOR, G. (2001) "The importance of developing correctional plans for offenders", *Forum on Corrections Research*, Vol.13, Nr.1, 14-17.

THOMAS W. I. (1928), «The Methodology of Behavior Study», Chapter 13 in *The Child in America: Behavior Problems and Programs*, New York, Alfred A. Knopf, 553-576.

TOCH, H. (1981) "Inmate classification as a transaction", *Criminal Justice and Behavior*, Vol.8, Nr.1, 3-14.

TONRY, M. (1987) "Prediction and Classification: Legal and Ethical Issues", in D.M. GOTTFREDSON & M. TONRY (eds.). *Prediction and Classification in Criminal Justice Decision Making, Crime & Justice: A Review of Research*, Chicago: Chicago University Press, Vol.9, Nr.1, 367-413.

VAN IMMERZEEL G. C. & BERGHUIS A. C. (1983), *Leden va etnische minderheden in detentie: een onderzoek betreffende Turkse, Marokkaanse en Surinaamse gedetineerden*, 's-Gravenhage, Staatsuitgeverij.

VANNESTE Ch. (2001), *Les chiffres des prisons. Des logiques économiques à leur traduction pénale*, L'Harmattan, Déviance et Société.

VANNESTE Ch. (2004), « L'exécution des peines. L'usage de la prison de 1830 à nos jours », in *Politieke en sociale geschiedenis van justitie in België van 1830 tot heden - Histoire politique et sociale de la justice en Belgique de 1830 à nos jours*, HEIRBAUT D., ROUSSEAU X., VELLE K. (éd.), Die Keure - La Charte, 2004, 103-122.

VANNESTE Ch. (2010a), Belgium. In G. Newman (Series Ed.) & M. F. Aebi & V. Jaquier (Volume Eds.), *Crime and punishment around the world* (encyclopaedia, vol. 4, Europe, 39-48). Santa Barbara, CA: ABC-Clio.

VANNESTE Ch. (2010B), Surpopulation et évolution de la population pénitentiaire. Quelques grandes tendances, *L'Observatoire*, Revue d'action sociale et médico-sociale, n°66, 20-23.

VAN ROBAEYS, B. (2005) "Beleidsparticipatie vanuit armoedeverenigingen", *Alert*, Vol.31, Nr.4, 61-67.

VAN VOORHIS, P. (1987) "Correctional Effectiveness: The High Cost of Ignoring Success", *Federal Probation*, Vol.51, March, 56-62.

VAN VOORHIS, P. (1997) "Correctional classification and the "responsivity principle"", *Forum on Corrections Research*, Vol.9, Nr.1, 9p. (online publicatie)

VAUGHN M. S. (1993), « Listening to the Experts: A National Study of Correctional Administrators' Responses to Prison Overcrowding », *Criminal Justice Review*, Vol. 18, 12 - 25.

- VIGNAUX, G. (1999) *Le démon du classement. Penser et organiser*, Parijs : Seuil.
- VON HOFER H. (2003), « Prison populations as political constructs: the case of Finland, Holland and Sweden », *Journal of Scandinavian Studies in Criminology and Crime Prevention*, Vol. 4, 21-38.
- WEINRATH, M. & COLES, R. (2003) “Third Generation Prison Classification: The Manitoba Case”, *Criminal Justice Studies*, Vol.16, Nr.4, 305-316.
- WELLS D., BRENNAN T & ALEXANDER J. (2004), *Enhancing Prison Classification Systems: the emerging role of management information systems*, Washington, National Institute Of Corrections (US – Department of Justice – Bureau of prisons).
- WEST-SMITH, M., POGREBIN, M.R. & POOLE, E.D. (2000) “Denial of Parole: An Inmate Perspective”, *Federal Probation*, Vol.64, December, No.2, 3-10.
- WHEELER, S. (1961) “Socialization in correctional communities”, *American Sociological Review*, Vol.26, Nr.5, 697-712.
- WOOLDREDGE, J. (2003) “Keeping Pace with Evolving Prison Populations for Effective Management”, *Criminology & Public Policy*, Vol.2, Nr.2, 253-258.
- WRIGHT M. (1980), « Cutting Prison Overcrowding in Great Britain: Sources of Help and Hindrance », *Crime & Delinquency*, Vol. 26, 10 - 21.
- WRIGHT, K.N. (1988) “The Relationship of Risk, Needs, and Personality Classification Systems and Prison Adjustment”, *Criminal Justice and Behavior*, Vol.15, Nr.4, 454-471.
- DAVREUX, S., DEVOS, A., DELCHEVALERIE, E., DIZIER M., DUMONCEAUX, V., HOUCHON, G., REYNAERT, P., VERSPECHT, T., VANNESTE, C. (1996), Le pouvoir pénitentiaire en question(s), in FAUGERON et al.(dir.) *Approches de la prison*, IRESCO, Institut de Recherche et d’Etude des Sociétés Contemporaines, Paris, éd. DE BOECK, collection « Perspectives criminologiques », 127-149.



## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE .....	3
PARTIE 1. LA CLASSIFICATION ET SES ENJEUX .....	10
1. Classification : définitions.....	10
2. Classification : objectifs et moyens.....	12
3 Systèmes de classification objectifs .....	13
PARTIE 2. REGLEMENTATION DE LA CLASSIFICATION .....	19
Chapitre 1. LES DISPOSITIONS INTERNATIONALES .....	19
1. Le Conseil de l'Europe .....	19
1.1. <i>La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, telle qu'interprétée par la Cour européenne des droits de l'Homme et complétée par divers protocoles additionnels</i> .....	19
1.2. <i>La Convention européenne pour la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition du 30 novembre 1964 et la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées du 21 mars 1983</i> .....	20
1.3. <i>La Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains et dégradants du 26 novembre 1987 et les prescriptions du CPT</i> .....	20
1.4. <i>Les recommandations du Conseil de l'Europe</i> .....	23
2. Les Nations unies .....	26
2.1. <i>Le pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966</i> .....	26
2.2. <i>La Convention contre la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains et dégradants du 10 décembre 1984</i> .....	26
2.3. <i>Dispositions diverses</i> .....	27
a) <i>L'ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, adopté par le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à Genève en 1955 et approuvé par le Conseil économique et social dans ses résolutions 663 C (XXIV) du 31 juillet 1957 et 2076 (LXII) du 13 mai 1977</i> .....	28
b) <i>L'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 43/173 du 9 décembre 1988</i> .....	29
c) <i>Les principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/111 du 14 décembre 1990</i> .....	29
Chapitre 2. LES DISPOSITIONS NATIONALES .....	30
1. La loi de principes .....	30
1.1. <i>L'importance de la fixation préalable d'objectifs à la classification</i> .....	31
1.2. <i>Les objectifs de la classification au regard de la loi de principes</i> .....	32
1.3. <i>Les critères de classification retenus par la Loi</i> .....	34
1.4. <i>Les recours contre les décisions de classification</i> .....	35
2. Le règlement général des établissements pénitentiaires .....	37
3. Les circulaires de l'administration des établissements pénitentiaires .....	38
3.1. <i>La circulaire du 1<sup>er</sup> juillet 1971</i> .....	38
3.2. <i>Les circulaires additionnelles</i> .....	41
PARTIE 3. LES PRATIQUES DE TERRAIN .....	47
Chapitre 1. PRINCIPE GENERAL ET COMPETENCES .....	49

Chapitre 2. UN CONTEXTE DETERMINANT : LA SURPOPULATION PENITENTIAIRE .....	50
1. Situation actuelle en Belgique.....	51
2. La surpopulation : un processus hétérogène .....	54
3. Le piège de l'unité de compte et la flexibilité du concept de surpopulation .....	55
4. Limitations et résistances à la surpopulation.....	57
5. Limites de l'emprise administrative sur la population carcérale.....	58
6. Le détenu comme unité comptable relative.....	60
7. Logique de système et logique de projet .....	62
Chapitre 3. L'ORIENTATION DES CONDAMNES VERS LES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES.....	63
1. Facteurs qui influencent la classification .....	64
1.1. <i>Les mouvements de la population détenue</i> .....	64
1.1.1. Le transfèrement des détenus.....	64
1.1.2. Les pratiques d'échanges .....	66
1.2. <i>Les diverses modalités d'incarcération</i> .....	69
2. Principaux critères d'orientation des détenus.....	71
2.1. <i>Les classifications automatiques et le milieu ouvert</i> .....	72
2.2. <i>Critères généraux dans l'évaluation au cas par cas</i> .....	75
2.2.1. Critères de classification initiale .....	75
A) <i>Lieu d'ancrage social et familial</i> .....	76
B) <i>Langue</i> .....	78
C) <i>Longueur de la peine</i> .....	79
D) <i>Incidents en cours de détention</i> .....	81
E) <i>Type de délit commis</i> .....	82
F) <i>Avis du détenu</i> .....	83
G) <i>Etat de santé du condamné</i> .....	84
H) <i>Situation de séjour pour les étrangers</i> .....	85
I) <i>Nationalité</i> .....	85
2.2.2. Critères de transfèrement .....	86
A) <i>Eléments propres au détenu : risques et besoins</i> .....	86
→ La gestion des risques et des incidents	
- Sécurité et ordre intérieur	
- Le carrousel pénitentiaire	
- Vers une alternative au carrousel pénitentiaire ?	
- Le caractère relatif de la notion de sécurité	
→ Transferts pour les besoins du détenu	
- Evaluation au cas par cas	
- La notion de plan de détention	
B) <i>Eléments liés à l'infrastructure et l'organisation pénitentiaire</i> .....	103
Chapitre 4. L'ORIENTATION DES DETENUS A L'INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES.....	106
1. Diversité des régimes en milieu pénitentiaire .....	106
1.1. <i>Principales distinctions légales</i> .....	106
1.2. <i>L'impact des contraintes locales</i> .....	107
2. Le principe de progressivité.....	110
3. L'attribution d'une cellule.....	111
4. Les exigences disciplinaires.....	112
5. La protection des détenus .....	113
6. La gestion de l'usage de drogues .....	114
Chapitre 5. LA CLASSIFICATION PÉNITENTIAIRE EN BELGIQUE : LE RÈGNE DE L'IMPLICITE .....	117
1. Des objectifs généraux insuffisamment définis.....	117
2. La loi de principes et le plan de détention.....	117
3. Fonctions manifestes et fonctions latentes .....	118

4. Catégorisation implicite des établissements.....	120
5. Le nécessaire point de vue des détenus.....	121

Chapitre 6. HET BELGISCHE GEVANGENISWEZEN : « A CLASSIFICATION DINOSAUR » ..... 123

1. Geen formele classificatie, geen formele regeling en geen wetenschappelijk classificatieonderzoek (BK1) .....	123
1.1. <i>Geen formele classificatie van de penitentiaire inrichtingen</i> .....	123
1.2. <i>Geen formele regeling</i> .....	125
1.3. <i>Geen wetenschappelijk classificatieonderzoek</i> .....	125
2. Twee belangrijke dimensies : beslissingen over classificatie en bewegingen, monitoring van classificatie en procedures (BK2).....	125
2.1. <i>Een unit voor classificatiebeslissingen et controle van de bewegingen</i> .....	126
2.2. <i>Een unit voor de monitoring van classificatie</i> .....	126
2.3. <i>Een unit voor procedures en beleid</i> .....	127
3. Een classificatiesysteem ? (BK3).....	127
3.1. <i>Geen geautomatiseerd classificatiesysteem</i> .....	127
3.2. <i>Geen mogelijkheid voor analyse</i> .....	127
3.3. <i>Geen progressief systeem voor iedereen</i> .....	127
3.4. <i>Geen leidinggevend principe</i> .....	128
3.5. <i>Het ontbreken van systematische, geïnformatiseerde gegevens over de gedetineerdenpopulatie</i> .....	129
4. Geen systematische herclassificatie (BK4) .....	129
5. En geen over-rides (BK5) .....	129

PARTIE 4. ANALYSE DES DONNEES CHIFFREES ISSUES DE SIDIS GREFFE ..... 131

Hoofdstuk 1. ANALYSE EXTRACTIES: ENKELE BEVINDINGEN .....	131
1. Geslacht.....	132
2. Leeftijd.....	133
3. Nationaliteit.....	136
4. Gevangnissen .....	141
4.1. <i>Concentratie definitief veroordeelden</i> .....	142
4.2. <i>Spreiding gevangnissen en veroordeelden</i> .....	143
4.3. <i>Gevangenis en domicilie</i> .....	149
4.4. <i>Gevangenis en strafduur</i> .....	153
4.5. <i>Gevangenis en progressief regime</i> .....	156
4.6. <i>Gevangenis en recidivisten</i> .....	163

Hoofdstuk 2. SELECTIE VOOR VERDER ONDERZOEK ..... 165

1. Vrouwelijke definitief veroordeelden .....	165
2. Leeftijd.....	165
3. Nationaliteit.....	166
4. Taal .....	166
5. Concentratie definitief veroordeelden: tussen strafhuis en arresthuis .....	167
6. Definitief veroordeelden: spreiding naar strafduur .....	167
7. Recidivisten: concentratie of spreiding .....	167
8. Nabijheidsbeginsel: op cel dicht bij huis?.....	167
9. Progressief regime: geleidelijk naar buiten? .....	168
10. Types gevangnissen: veiligheidsniveau.....	169
11. Grootte van de gevangenis.....	169
12. Ontwikkelingen in beleid.....	170

PARTIE 5. GEDETINEERDEN ALS BETROKKEN PARTIJ ..... 171

Chapitre 1. INTRODUCTION : POURQUOI TENIR COMPTE DU POINT DE VUE DU DETENU ? ..... 171

Hoofdstuk 2. EMPIRISCH ONDERZOEK BIJ GEDETINEERDEN .....	174
1. Centrale onderzoeksvraag .....	174
2. Methode.....	175
3. Selectie van gevangenis.....	177
Hoofdstuk 3. INTERVIEWS .....	178
1. Inleiding .....	178
2. Doel.....	178
3. Methodologie .....	179
3.1. Onderzoeksvragen.....	179
3.2. Dataverzameling.....	181
3.3. Analyse.....	184
4. Resultaten.....	185
5. Tussentijdse conclusie.....	202
Hoofdstuk 4. VRAGENLIJST .....	204
1. Inleiding .....	204
2. Doel.....	204
3. Methodologie .....	204
3.1. Instrument .....	205
3.2. Dataverzameling.....	206
3.3. Eerste impressies bij de data .....	207
3.4. Coderen.....	209
3.5. Analyse.....	210
4. Resultaten.....	210
4.1. Beschrijving .....	210
4.2. Analyse MPQL.....	223
5. Tussentijdse conclusies .....	231
CONCLUSIONS GENERALES .....	232
EVOLUTIONS RECENTES .....	257
BIBLIOGRAPHIE.....	262